



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

288/10

5 PDL

Remise, &c.
HISTOIRE
D E
L'EDIT DE NANTES,
C O N T E N A N T

Les choses les plus remarquables qui se sont
passées en France avant & après sa publication,
à l'occasion de la diversité des Religions:

*Et principalement les Contraventions, Inexecutions,
Chicanes, Artifices, Violences, & autres Injustices,
que les Reformez y ont souffertes,
jusques à*

L'EDIT DE REVOCATION,
en Octobre 1685.

Avec ce qui a suivi ce nouvel Edit jusques à present.

T O M E T R O I S I E M E :

S E C O N D E P A R T I E ;

Qui comprend ce qui s'est passé depuis l'an 1665. jusqu'en 1683.

A D E L F T ,
Chez A D R I E N B E M A N ,
M D C X C V .
Avec Privilège.

DC

III

c. 347

v. 4

HISTOIRE DE L'EDIT DE NANTES.

C O N T E N A N T

les choses les plus remarquables qui se sont passées
depuis sa publication, jusques à

L'EDIT DE REVOCATION,

Avec ce qui a suivi ce nouvel EDIT
jusques à present.

TROISIEME PARTIE.

LIVRE ONZIEME.

SOMMAIRE DU XI. LIVRE.

Commissaires. Partage notable entre ceux de Poitou. Jus-
tice de l'avis du Reformé. Le Syndic du Clergé est reçu
partie en quelques Provinces. Défenses faites au Commissaire
Reformé de faire partage sur l'instruction. Diligence remar-
quable du Clergé. Renvoi des affaires devant les Commissai-
res. Les Commissaires Catholiques sont les rapporteurs de leur
propre avis au Conseil. Partages pour la Bretagne. Sagesse
de la Duchesse de Soubise. Partages de la Generalité d'Amiens.
Partages sur les Eglises de Poitou. Exactitude artificieuse.
Raisons de la Politique de la Cour. Lettre du Roi à l'Electeur
de Brandebourg. Substance de l'arrêt du 6. Août. Son effet.
Deputation en Cour. Belles & vaines esperances. Exercices
particuliers: Landouzi la ville: la Mure: Lindebœuf: Mes-
nil Imbert: Issigeac. Liberté de conscience. Enfans. Enle-
vemens favorisez. Visite des malades autorisée. Blasphêmes
pretendus. Ecoles. Dignitez & Offices: Juges Seigneuriaux:
Tome IV. A Con-

Consuls: Notaires: Procureurs: Huissiers: Commissions de Finances. Arts & metiers. Grandes inegalitez sur ce sujet, & leurs causes. Vexations à Rouen. Justice au Conseil. Lingeries de Paris. Chambres Miparties. Livres. Défenses de chanter les Pseaumes hors des Temples. Ministres. Défenses aux Eglises fortes d'assister les foibles. Residence des Ministres. Libelle d'un Cordelier présenté au Roi. Etrange caractère d'un faux zèle. Assemblée du Clergé. Harangues de l'Evêque d'Uzès contre la liberté de conscience. Autres Harangues. Grands Jours. Mœurs des Ecclesiastiques. Abus commis sous le pretexte des portions congrues. Les Grands Jours entreprennent sur les Chambres Miparties. Harangue de l'Evêque de Valence & de Die. Declaration sur le Cahier du Clergé. Relation de l'état des Reformez. Plaintes contre l'établissement des Commissaires. Grand nombre d'arrêts & de Declarations depuis peu d'années. Deputez souvent mal reçus au Conseil. Faux temoins contre les Reformez impunis, quoi que convaincus. Impudence d'un Prêtre qui falsifie un arrêt. Suite de l'écrît. Cruauté commise contre un étranger. Explication de l'Edit de Nantes. Preliminaires. Exercices. Liberté de conscience. Fiefs & Justices. Possession. Bailliages. Residence des Ministres. Pais de delà les Monts. Temples. Termes de Religion pretendue Reformée. Enfants. Charges & Offices. Chambres de l'Edit. Articles particuliers. Liberté de conscience. Exemptions. Synodes. Legs & donations. Maximes generales. Calomnie de Bernard. Mort de la Reine Mere. Declaration de 58. articles. Nouveaux convertis. Connoissance du crime de Relaps, &c. ôtée aux Chambres de l'Edit.

1665.
Janvier.
Commissaires.

Le Clergé avoit été fort trompé dans la plupart des Provinces, au choix des Adjoints Reformez qu'on avoit donnez aux Commissaires Catholiques, & il avoit reconnu par experience que l'affection, l'intelligence & la justice leur avoient souvent fourni des moyens de parer ses chicanes, & de reculer ses triumphes. C'est pourquoi il s'avisa

vif de refferrer l'autorité de ces Adjoints, qui étant égalee par leur commission à celle des Catholiques, rompoit souvent toutes leurs mefures, & retardoit leurs mauvais deffeins. En effet quand un Syndic avoit trouvé une chicane qui pouvoit porter quelque coup contre l'Edit, il arrivoit souvent qu'un partage non attendu lui faisoit perdre le fruit de fon eſperance, & renvoyoit la choſe juſqu'à un arrêt du Conſeil, qui étoit quelquefois long-tems à venir. Il falloit pour avancer les affaires que les Intendans en inſtruifant les procès, fiſſent juſtice ſur bien des points où ils voyoient bien que leurs Adjoints n'auoient point de complaiſance; & il ſ'enſuivoit de là qu'ils étoient embarrasſez au jugement decifif, parce qu'ils n'auoient pu y preparer les choſes par les chicanes de l'inſtruction. Le Clergé travailla donc à ôter aux Reformez le droit de donner leur avis ſur l'inſtruction; & voici l'occafion dont il ſe ſervit pour y reuſſir. Les Eglifes de Poitou ayant été assignées devant Colbert & la Noüe, Commiſſaires dans cette Province, leurs affaires avoient été laiſſées en ſurſeance environ un an; après quoi elles furent reprifes, & les parties ayant comparu, Colbert ne manqua pas de donner aux Syndics du Clergé tout ce qu'ils demandoient, & principalement de leur accorder trois choſes, qu'ils fuſſent reçus parties; que les Reformez produiſſent dans trois jours les titres juſtificatifs de leurs exercices, à peine de fermer leurs Temples par proviſion; & que dans quinzaine ils repondiſſent aux autres concluſions du Clergé. La Noüe au contraire fut d'avis qu'il y avoit lieu à recevoir l'oppoſition des Reformez, à la pretenſion que les Syndics avoient d'être parties competentes; qu'il devoit être informé reciproquement des plaintes des uns & des autres, ſelon les termes de la commission; qu'il devoit être defendu aux Syndics de nommer la Religion Reformée, *Religion par tolerance*, comme ſe ſervant en cela de termes contraires aux Edits; & qu'enſin il falloit remettre à juger ſur les concluſions des Syndics, ce qui ſeroit convenable lors qu'elles ſeroient prouvées. Il eſt certain que la Noüe avoit raiſon, même dans les termes de la ju-
 riſprudence nouvelle. La diſpoſition expreſſe de la commission même étoit pour lui; & les Commiſſaires du Languedoc avoient reçu reciproquement les plaintes des deux côtez, ſur le jugement
 deſquelles ils avoient fait cinquante-fix partages, dont il y en avoit

*Partage
notable
entre
ceux de
Poitou.

Juſtice
de l'avis
du Re-
formé.*

1665. en quarante-six vuidez au Conseil par un seul arrêt. Il est remarquable même que dans l'arrêt le Roi distinguoit ce qui étoit jugé sur les demandes du Clergé, & ce qui l'étoit sur les plaintes des Reformez. Il est vrai que Bouchu n'avoit fait nulle considération des plaintes des Reformez du pais de Gex; mais toute sa procedure avoit été un tissu d'injustices si extraordinaires, qu'il n'y avoit pas d'apparence de la prendre pour modele; joint que ce pais n'étant point estimé sous le benifice de l'Edit, ce qui s'y passoit ne pouvoit être tiré à consequence dans les lieux où la force de l'Edit étoit reconnüe. Il est vrai encore qu'en Dauphiné le Syndic du Clergé avoit été reçu partie, par une Ordonnance commune des Commissaires: mais il y avoit quelque chose de singulier dans cette Province. Les Reformez y avoient un Syndic General resident à Grenoble, reconnu en cette qualité par le Parlement qui rendoit des arrêts sur ses requêtes, & par le Clergé qui plaidoit contre lui sous le même nom. Les Eglises particulieres même constituoient un Syndic pour leurs affaires, & on ne leur faisoit point de chicane sur cet usage. Ce fut peut-être la raison pourquoi on y reçut le Syndic du Clergé, quand il intervint devant les Commissaires en qualité de partie. Je ne voy pas aussi qu'on eût fait de procès sur ce sujet en Languedoc: mais ce qui empêcha peut-être les Reformez de s'y opposer, fut que de Bezons & Peyremalez reçurent également les plaintes des deux partis, comme si on avoit eu dessein de faire des deux côtez égale justice. Ces exemples néanmoins ne devoient pas empêcher que les Reformez ne fussent reçus à dire leurs raisons sur cet abus, & à demander que la recherche des contraventions fût remise aux Procureurs du Roi, à qui l'Edit l'avoit nommément attribuée. Mais sans avoir égard à ces considerations, le Roi par un arrêt du ving-sixième de Janvier debouta les Reformez de leur opposition, & ordonna aux mêmes termes que Colbert, que les Reformez produiroient dans huit jours les preuves de leurs exercices, de leurs Cimetieres, de leurs Colleges & Ecoles, & que dans quinzaine ils repondroient au reste des conclusions. Mais de plus pour soumettre absolument le Commissaire Reformé au Catholique, il defendoit à la Noüe *de faire à l'avenir aucun partage, si ce n'est en jugement definitif, si le cas y écheoit.* Ainsi le pouvoir du Reformé à l'égard de l'instruction, étoit

*Le Syndic
du Cler-
gé est re-
çu partie
en quel-
ques Pro-
vinces.*

*Defenses
au Com-
missaire
Reformé
de faire
partage
sur l'in-
struction.*
I.

Étoit réduit à voir faire le Catholique, & à n'oser lui contredire, 1665. quelque fraude, quelque injustice qu'il lui vît commettre. Au reste la diligence du Clergé dans cette affaire merite d'être rapportée. Elle sert à faire connoître avec quelle maturité on traitoit au Conseil les affaires de Religion. Il y a quatre-vingts lieux de Paris à Poitiers. Les parties n'avoient comparu devant les Commissaires que le dix-septième de Janvier ; & leurs contestations avoient duré quelques jours, de sorte que le partage ne put être fait, ni le procès verbal dressé plutôt que le vingt ou le vingt & un. Néanmoins ce partage fut vuïdé le vingt-six ; & comme si l'arrêt avoit été aussi-tôt expédié, scellé, delivré que prononcé ; dès le premier de Fevrier l'exécution en fut ordonnée par les Commissaires. Quelques soupçonneux pourroient croire que cet arrêt avoit été fabriqué à Poitiers, ou qu'on l'avoit envoyé tout fait du Conseil, en prevoyant ce que La Noüe ordonneroit, & que la date avoit été laissée à la discretion de l'Intendant, qui s'étoit un peu trop pressé pour un homme qui vouloit donner de la vraisemblance à la chose. Cela ressemble au moins beaucoup à certaines lettres de Cachet, qu'on a fait paroître à Thoulouse contre les Filles de l'enfance de J E S U S, & qui étant produites comme venues de Paris, étoient néanmoins datées deux ou trois jours après l'évenement qui en donnoit le pretexte.

Mais après que le Clergé eut obtenu cet avantage, il en pour-
 suivit un autre à quoi il réussit encore. Le pretexte fut que les
 Reformez trouvoient quelquefois le moyen de se pourvoir au
 Conseil, sans passer devant les Commissaires. Ils y reprenoient
 des instances qu'on y avoit laissé traîner vingt-cinq & trente ans,
 & qui ayant été mises il y avoit long tems en état de juger, n'a-
 tendoient qu'un arrêt pour être vuïdées. On y formoit aussi quel-
 quefois de nouvelles instances, parce qu'il se trouvoit toujours
 quelque Maître des Requêtes qui se chargeoit de rapporter une re-
 quête, & de faire donner une commission pour assigner les par-
 ties. De tels arrêts n'étoient gueres refusez, parce que deux ou
 trois pistoles obligeoient un Maître des Requêtes à les obtenir,
 & que pour le profit du feu le Chancelier les laissoit passer. Le
 Clergé voyant que depuis que les Commissaires Catholiques
 étoient les maîtres de l'instruction, les affaires des Reformez pou-
 voient être bien plus aisément ruinées devant eux qu'au Conseil,

1665. les voulut ramener toutes à leur juridiction. C'est pourquoi il obtint un arrêt le vingt-quatrième d'Avril, qui renvoyoit aux Commissaires la connoissance de toutes les affaires qui regardoient la Religion & son exercice, les Cimetieres, les Temples, l'observation de l'Edit. Il les autorisoit de recevoir les plaintes tant des Catholiques que des Reformez, & renvoyoit à chacun dans l'étendue de sa commission les instances pendantes au Conseil, même le procès qui regardoit l'exercice d'Iffigeac, retenu au Conseil sur un partage de la Chambre de Guyenne; les chargeoit de les juger en leurs *loyautez & consciences*, à la charge d'appel au Conseil; ordonnoit de leur remettre les procédures, à peine d'y être contraint même par corps; défendoit aux Avocats du Conseil d'y poursuivre aucune des instances, à peine d'interdiction, & aux Maîtres des Requêtes d'en rapporter, à peine de nullité des arrêts qui seroient rendus, sinon après les procédures faites, & les jugemens rendus par les Commissaires.

Les Commissaires Catholiques sont Raporteurs de leur propre avis au Conseil.

Il s'établissoit aussi au Conseil un usage fort contraire à la justice, & de fort pernicieuse conséquence pour les Reformez. Les Commissaires Catholiques qui étoient Conseillers d'Etat, ou au moins Maîtres des Requêtes, pretendoient rapporter au Conseil les partages qu'ils avoient faits eux-mêmes dans les Provinces. Ils s'étoient mis par tout en possession d'en dresser les procès verbaux, & ils s'en aquitoient avec beaucoup de mauvaise foi. Au lieu de représenter les raisons des parties également dans leur force, ils faisoient valoir celles des Catholiques autant qu'ils pouvoient; mais ils ôtoient à celles des Reformez tout ce qui pouvoit les faire paroître. De même ils étendoient leur propre avis autant qu'il étoit capable de l'être, & n'y épargnoient ni tour d'éloquence, ni effort d'esprit; mais ils faisoient un abrégé de l'avis de leur Adjoint le plus sec, & le plus froid qu'il étoit possible; affectant même quelquefois de le refuter d'une manière méprisante, comme s'il n'eût pas mérité d'être lu. Mais de plus ils voulurent être au Conseil les Raporteurs de leurs propres procès verbaux, & par conséquent Juges de l'appel de leurs propres jugemens, puis qu'un pourvoi sur un partage est une espèce d'appel commun aux deux parties, chacune se plaignant de l'avis qui lui est contraire. De Bezons se mit en possession de cet avantage, & assista au jugement de quelques partages qu'il avoit faits, & qui

qui furent vuidéz à son raport. On voulut contester ce droit à 1665. d'Argouges, Commissaire de la Province de Bretagne, homme passionné jusqu'à la fureur dans les affaires de Religion, & digne par son zèle d'être le Chef du Parlement de Rennes. Après avoir jugé les Eglises de cette Province selon les maximes du Jésuite Meynier, & dressé son procès verbal de la maniere que je viens de le dire, il fit encore le raport de cette affaire au Conseil, le reste des Juges confessant que cela n'étoit pas juste, mais ajoutant que *la planche étoit faite*, & qu'on ne le pouvoit plus empêcher.

Cet affaire de Bretagne fut le premier partage de cette année qui fut vuidé au Conseil. Les Reformez du pais y deputerent Le Noir Ministre de Blain, & un Gentilhomme fort intelligent dans ces affaires. Ils ne purent obtenir que le Marechal de Turenne se mêlât de solliciter pour eux, & Ruvigni à qui on avoit temoigné au Conseil qu'il ne feroit pas plaisir de se mettre à la tête des Deputations particulieres, leur declara qu'il feroit son devoir à part, & qu'ils pouvoient sans lui s'ils le trouvoient bon, faire leurs diligences de leur côté. Il n'y eut que la Duchesse de Rohan qui voulut solliciter pour eux, mais elle y reçut des rebuffades fort inciviles. D'Argouges repondit à son compliment, *Je ferai contre vous & contre vos Eglises tout ce que je pourrai; attendez vous y.* Le Chancelier à qui elle remontroit que les Eglises de Bretagne étoient en petit nombre & peu considerables, lui repondit sechement, *Il seroit à souhaiter qu'il n'y en eût pas une.* L'évenement repondit à ces presages. Il y eut arrêt qui declaroit nuls les établissemens du Croisic & de Rochefort, estimez jusques-là lieux de Bailliages; qui confirmoit l'arrêt du Parlement, qui peu de tems auparavant avoit fait abattre le Temple de Ploër; & ordonnoit que celui de Sion fût demolli. Le Chancelier qui vouloit faire quelque chose pour la Duchesse de Rohan, porta les voix à lui laisser le Temple de Blain pendant sa vie, & à n'ordonner point qu'il fût rasé qu'après sa mort. Mais cet arrêt ne fut ni signé ni expédié. La Duchesse de Rohan étoit mal en Cour, parce qu'elle avoit inspiré trop de vertu à sa fille, Duchesse de Soubise. Cette jeune Duchesse passoit pour la plus belle personne de la Cour, & on dit que le Roi n'avoit pas trouvé qu'elle fût indigne de sa tendresse: mais cette

*Partages
pour la
Breta-
gne. I
Janvier.
III.*

*Sagesse
de la Du-
chesse de
Soubise.*

jeune

1665. jeune personne ayant consulté sa mere sur cette affaire delicate, ne repondit point à cette passion naissante, & rompit toutes les mesures d'un Prince qui n'avoit pas accoutumé de trouver de la resistance. D'Argouges le trouvant dans un esprit de ressentiment contre la Duchesse de Rohan, n'eut pas de peine à obtenir que pour la mortifier, il ordonnât que le Temple de Blain fût abatu comme les autres. Il fallut donc faire un autre arrêt daté du dix-neuvième de Janvier, qui interdisoit l'exercice à Sion, Croisic, la Roche Bernard, Dinan, Ploër, St. Malo & Blain, & dans tous les autres lieux de la juridiction de Dinan & Gueronde, & enfin au lieu de Careil. Il est remarquable que dans ce petit nombre d'Eglises condamnées, on nommoit des lieux où jamais les Reformez n'avoient prêché, afin de grossir toujours d'autant le nombre de leurs prétendues usurpations. Le Roi ordonnoit aussi la demolition des Temples de Sion & de Blain, & aprouvoit celle du Temple de Ploër. Mais il laissoit aux Seigneurs de Sion & de Blain le droit de fief, conforme à l'article septième de l'Edit de Nantes. D'Argouges se contenta qu'on demolît les deux tiers du Temple de Sion, & que le Seigneur conservât le reste pour la sepulture de sa Maison; mais il étoit si animé contre la Duchesse de Rohan, qu'il envoya voir si elle avoit fait exactement demolir le Temple de Blain. On l'avoit rasé jusqu'aux fondemens; de sorte que ne pouvant trouver à redire à la chose, il se prit à la maniere, & murmura de ce qu'on en avoit amassé les debris en un monceau qui se faisoit trop remarquer. C'est ainsi que je trouve cette histoire rapportée dans les memoires de la Maison,

*Partages
de la Generalité
d'Amiens.
Janvier.
IV.*

Les Reformez ne furent pas mieux traitez dans la Generalité d'Amiens. On les chicana sur la qualité des hautes Justices, & on prétendit que la coutume des lieux permettant aux Seigneurs d'en ériger à de certaines conditions, celles qui étoient de semblable érection ne pouvoient jouir du privilege de l'article septième de l'Edit, & devoient être reduites à celui du huitième; qu'il falloit pour avoir le droit entier d'un exercice libre, qu'elles fussent relevantes immediatement du Roi; & qu'elles eussent été créées avant le tems de l'Edit. Suivant ce principe, on leur contesta l'exercice qu'ils avoient à Salouël, près d'Amiens; & ceux qu'ils avoient à Canesieres & à Vaudricourt. Ce qui donnoit lieu de s'ar-

s'arrêter principalement à la qualité des Justices & des fiefs, est que, 1665. suivant l'Edit, il n'y avoit que les fiefs où on pût prêcher dans *Janvier.* le Bailliage de cette ville: de sorte que les Reformez s'étoient accommodez avec les Gentilshommes qui avoient des fiefs de la qualité requise, & avoient fait bâtir des Temples dans leurs Seigneuries. Comme alors on ne s'étoit pas avisé de demander que l'exercice de fief se fit dans quelque appartement de la maison du Seigneur, & en sa presence, on avoit laissé faire ces établissemens sans y contredire, & les Reformez en avoient joui plus de quarante ans. Ils avoient obtenu des arrêts qui autorisoient le changement qu'ils avoient fait, en transférant leurs exercices du lieu de Guignemicourt à celui de Salouël; & en un mot on ne pouvoit les entreprendre sur le peu d'exercices qu'ils avoient dans cette Generalité, que parce qu'on avoit résolu de les détruire à quelque prix que ce fût. Il y eut donc divers partages sur lesquels le Roi donna arrêt le vingt-septième de Janvier. Il avoit deux parties. La première confirmoit de certains reglemens, comme si les Commissaires en avoient été d'accord entre eux; que Bernatre, par exemple, restitueoit une portion d'Eglise qu'il occupoit, sans intérêts de part ni d'autre; que le Seigneur de Contre n'y pourroit faire prêcher, avant que le Parlement de Paris en eût autrement ordonné; qu'on ne feroit plus d'assemblées à Pequigni, où un Ancien avoit accoutumé de faire les prières; que des Commissaires informeroient si une Chapelle occupée par le Marquis de Heucour à Havernas faisoit partie du Cimetière des Catholiques; qu'on mettroit en dépôt dans une Eglise Catholique une tombe que Neuville St. Riquier avoit retirée dans sa maison, jusqu'à ce qu'il eût fait rebâtir une Chapelle que ses prédécesseurs avoient fondée; qu'on informeroit si le Cimetière des Reformez étoit une portion de celui des Catholiques; & enfin combien il y avoit de distance du lieu où se faisoit le Prêche à l'Eglise de la paroisse. La seconde partie ordonnoit sur les partages, la demolition des Temples de Salouël & de Cannesieres; & interdisoit l'exercice à Vaudricourt. Le pretexte étoit que comme c'étoient des lieux de fief, il falloit que l'exercice se fit dans les maisons des Seigneurs; qu'il n'y eût point de Temple, & que les Seigneurs y residassent. En effet ils n'avoient pas de domicile établi dans ces trois lieux. Il est vrai qu'il residoit à Vaudricourt deux filles du

1665. Seigneur du lieu ; mais Courtin, Commissaire Catholique, voyant
Janvier. que cette résidence pouvoit suffire à y donner le droit d'exer-
 cice, parce que les reglemens ne demandoient pour cela que la
 résidence d'une partie de la famille, y trouva un bon remede. Il
 soutint que la presence de ces deux Demoiselles ne pouvoit servir
 de fondement à ce droit, parce qu'il n'étoit pas de la bienséan-
 ce que ces filles demeurassent ainsi à part hors de la maison de
 leur pere. Le Roi neanmoins conservoit à Heucour, Bernapré,
 Poireauville, Seigneurs de ces lieux, le droit de faire prêcher aux
 lieux où ils residioient, & les renvoyoit à contester sur leurs pre-
 tentions au Conseil, touchant la qualité & les privileges de leurs
 fiefs & Justices ; mais en attendant il les reduisoit par provision
 au huitième article de l'Edit. Cette affaire étoit generale, & re-
 gardoit les Catholiques aussi bien que les autres : parce qu'elle
 donnoit atteinte à un article important de la coutume du pais ; &
 à un privilege considerable des Hauts Justiciers, qui pouvoient
 créer autant de Justices nouvelles qu'il y avoit de maisons rele-
 vantes de leur fief. Mais les Catholiques n'avoient garde de la
 faire juger, de peur que les Reformez n'en profitassent ; & on
 n'avoit garde de la juger à la sollicitation de ceux-ci, parce que
 leur ayant ôté leur droit par provision, il ne falloit que laisser la
 question indecise, pour les priver de l'avantage qu'ils auroient pu
 esperer d'un jugement équitable.

*Partages
 sur les
 Eglises de
 de Poi-
 tou.
 Août.
 V.*

Mais le plus signalé de tous les arrêts qui fut rendu sur les par-
 tages, fut celui du sixième d'Août, intervenu sur les affaires de
 Poitou. Cette Province étoit une de celles où les Reformez avoient
 le plus d'Eglises, & les plus nombreuses ; & par cette raison elle
 avoit été souvent attaquée : de sorte que de tems en tems, quel-
 quefois sur un pretexte, quelquefois sur l'autre, on leur avoit
 retranché quelqu'un des lieux où ils avoient le droit d'exercice.
 On les avoit reduits par ces chicanes de soixante & dix lieux, où
 ils pretendoient avoir le droit qu'on appelloit réel, à cinquante-qua-
 tre. Il y avoit outre cela quelques fiefs dont les possesseurs fai-
 soient prêcher dans leurs Seigneuries. Toutes ces Eglises furent
 entreprises devant les Commissaires ; & les *veritez* de Meynier
 ayant été imaginées exprès pour les détruire toutes, les Refor-
 muez se trouverent dans de pitoyables alarmes ; ne doutant point
 qu'on ne leur fit tout le mal dont on se pourroit aviser. Ils avoient
 eu

ou dans cette Province la même négligence qui avoit été si préjudiciable à plusieurs autres, de se contenter de ce qu'ils avoient au tems de l'Edit, & de ne demander pas à ses premiers exécuteurs ce qui leur donnoit le droit de pretendre encore au delà. De sorte qu'il y avoit quatre Bailliages pour lesquels il ne leur avoit point été delivré de lieux d'exercice. Ils crurent donc qu'ils devoient les demander aux nouveaux Commissaires, & en même tems poursuivre le retablissement des lieux qui avoient été interdits en diverses occasions. Mais la maxime du Conseil étant d'ôter aux Reformez ce qu'ils avoient, il n'y avoit pas lieu d'esperer qu'on leur restituât ce qu'ils n'avoient plus, ou ce qu'ils avoient négligé, lors qu'il étoit tems de le demander. Les Commissaires ne s'accorderent donc point sur cet article; & le Catholique fut si peu équitable, qu'il ne donna son avis pour la conservation que d'un seul, & fit partage sur tout le reste. Les procès verbaux en ayant été envoyez au Conseil, il y eut enfin un arrêt, qui outre le mal qu'il faisoit par la ruine d'un grand nombre d'Eglises, en faisoit encore un autre par l'artifice dont on s'étoit avisé, pour persuader qu'il avoit été rendu avec pleine connoissance de cause. On y distinguoit les divers droits sur lesquels l'exercice pouvoit être fondé, & on prononçoit sur chacun à part. D'ailleurs on ne condamnoit pas tout, de peur que cette rigueur ne ressemblât trop à une injustice: mais on ne conservoit pas tout, de peur que cette faveur ne parût trop politique. Enfin on ne prononçoit pas définitivement sur tout; mais en condamnant les unes sans retour, & conservant les autres définitivement, il y en avoit d'autres dont le droit étoit laissé en suspens, jusqu'à une plus ample information: de sorte qu'il y avoit des Eglises interdites, des Eglises maintenues, des Eglises interloquées. Il étoit malaisé de ne croire pas, en voyant cette exactitude, que le Conseil faisoit justice, puis qu'il y apportoit tant de façons; & que puis qu'il conservoit celles dont les titres lui paroissoient bons, & interloquoit celles où il trouvoit quelque chose de douteux, il falloit qu'il eût raison d'en condamner d'autres. Ce n'étoit néanmoins rien moins que justice, que cette manière d'agir; c'étoit pure Politique.

On avoit si peu gardé de mesures jusques ici dans la condamnation des Eglises, que la severité des arrêts avoit à demi ouvert

1665. les yeux aux Protestans étrangers, & leur avoit presque persuadé que les Reformez avoient raison de se plaindre. Cependant il y avoit quelques-uns de ces Alliez que la France vouloit ménager; & en faveur de qui au moins elle vouloit sauver les apparences. L'Electeur de Brandebourg étoit de ce nombre. Il étoit grand Capitaine, & grand Politique. Il faisoit paroître du zèle pour la Religion. Il pouvoit être d'un grand poids dans les affaires generales; selon le party qu'il étoit capable de prendre: & par cette raison, la France qui le craignoit ne vouloit pas le degouter. C'est pourquoy on fit de grands efforts pour donner un air de justice à la conduite du Conseil. On reprima l'impetuositè du Clergé, qui quand il s'agit de ses passions, n'est jamais bon menager des interêts de son maître; & on le reduisit à faire peu à peu & couverte, ce que la prudence d'Etat ne permettoit pas d'entreprendre tout d'un coup & à decouvert. C'étoit par cette prudence qu'on aprit au Roi à ne parler que d'observer les Edits; à faire de la protestation de les vouloir maintenir l'ouverture & l'entrée de tous les arrêts, & de toutes les Declarations qui portoient son nom; à témoigner qu'encore qu'il eût resolu de ne faire point de grace aux Reformez, il vouloit au moins leur faire justice. Ce fut par la même consideration qu'il écrivit l'année suivante, le sixième de Septembre, au Marquis de Brandebourg une lettre fort obligeante, sur ce que ce Prince lui avoit écrit en faveur des Reformez; qu'il étoit persuadé qu'on opprimoit. Elle assùroit l'Electeur que le Roi prenoit soin qu'on maintint les Reformez *dans tous les privileges qui leur avoient été concédez: & qu'on les fit vivre dans une égalité avec les autres sujets.* Et pour donner plus de poids à la chose, *J'y suis engagé, disoit-il, par ma parole royale, & par la reconnoissance que j'ai des preuves qu'ils m'ont données de leur fidelité pendant les derniers mouvemens, où ils ont pris les armes pour mon service, & se sont opposez avec vigueur & avec succès aux mauvais desseins qu'un parti de rebellion avoit formez dans mes Etats contre mon autorité.* Conformément au contenu de cette lettre, les Agens de France dans cette Cour & ailleurs protestoient qu'on n'avoit abattu aucuns Temples, que ceux qui avoient été bâtis depuis l'Edit de Nantes, par une pure entreprise sur l'autorité royale (qu'une des plus serieuses applications du Roi étoit de faire garder re-

ligieu-

*Lettre du
Roi à l'E-
lecteur de
Brandebourg.
V. 2.*

ligieusement à ses sujets en toutes affaires, & en toutes rencontres tout ce qui leur appartenoit, par les concessions des Rois ses predecesseurs & les siennes, en vertu de leurs Edits, sans souffrir qu'il y fût en rien contrevenu, & que c'étoit la regle que le Roi se prescrivoit à lui-même, tant pour observer la justice, que pour leur témoigner la satisfaction qu'il avoit de leur obeissance; & de leur zèle pour son service, depuis la dernière pacification de l'année 1629. Cette Politique dura même assez long tems; & ce fut à elle seule que les Reformez furent redevables de la revocation de la Declaration de 1666. & de la publication de celle de 1669. qui fut accordée non pas, à proprement parler, à leurs remontrances, quoi qu'ils ayent été assez simples pour le croire, mais au dessein qu'on avoit en France de faire illusion à ce Prince, à qui on vouloit ôter l'ombrage que les desseins du Roi lui pouvoient donner; & persuader qu'on n'en vouloit point à la Religion Protestante. Outre qu'il falloit donner quelque chose aux Anglois, pour leur faire trouver bon que leur Roi s'unît avec la France aussi étroitement qu'elle lui proposoit de le faire.

Ce fut donc cette Politique qui dicta l'arrêt du sixième d'Août; sur lequel néanmoins il y eut de fort grandes difficultez; principalement en ce qui regardoit les exercices de haute Justice. La raison étoit qu'en Poitou il y avoit plusieurs Justices dont le ressort étoit si borné, qu'à peine s'étendoit-il hors des portes de la maison des Gentilshommes qui les possedoient. D'ailleurs selon la coutume de la Province, conforme à celle de plusieurs autres, un Haut Justicier pouvoit créer une haute Justice dans l'étendue de la lieue, avec les mêmes privileges que la sienne même. On tâchoit de persuader au Roi, qu'il falloit casser toutes ces Justices nouvelles, érigées sans lui, & qui étoient à la charge du peuple, parce qu'en multipliant les Jurisdiccions, elles multiplioient aussi les voleries que le nom de la justice autorise. Mais l'affaire étoit trop generale, & interessoit trop de monde, pour permettre qu'on prit ce party sans y avoir bien pensé. D'ailleurs on ne savoit comment ôter aux Reformez le privilege de recueillir des Eglises dans ces Justices, pendant qu'on n'auroit point donné d'atteinte au droit de leur érection, & qu'ainsi, selon la coutume du pais, elles devoient jouir des mêmes droits que les plus

1665.
Août.

Substan-
ce de l'ar-
rêt du 6.
Août.

1665
Avr.

anciennes Justices de fondation royale. J'ai su de la bouche même de celui qui est aujourd'hui Chancelier de France, que cette difficulté étoit celle qui avoit fait le plus de peine aux Commisaires du Conseil, dont il étoit un en ce tems-là. Mais il n'y a rien dont le zèle de Religion ne vienne à bout avec le tems ; & peu à peu le credit du Clergé le tira de cet embarras. En ce tems-ci on se contenta de conserver l'exercice à titre de Bailliage dans quatre lieux ; & de debouter les Reformez de l'établissement qu'ils pretendoient qu'on en devoit faire à même titre à St. Maxire, & en d'autres lieux, pour les quatre Bailliages où ils n'en avoient point. Après cela on maintenoit l'exercice dans neuf lieux où il étoit fondé sur une possession évidente : mais il y en avoit trente-trois d'interdits de la même qualité, comprenant dans ce nombre ceux qui avoient été déjà interdits par divers arrêts. Il y en avoit huit autres interloquez, sur lesquels on renvoyoit les parties à contester plus amplement. A l'égard des Eglises de fief, le Roi en conservoit neuf, en interdisoit six, & en interloquoit trois : mais les conservées, les interdites & les interloquées avoient ceci de commun, que tous les Temples y devoient être demolis : ce principe étant reçu au Conseil, que les exercices de fief ne devoient avoir aucune marque d'exercice public.

Son effet.

Cet arrêt n'eut pas d'abord tout l'effet que le Clergé s'étoit promis. Il n'y eut qu'une partie des Temples abattus ; & ceux des Eglises interloquées ne furent point fermez, comme l'arrêt le portoit. On continua d'y prêcher ; & si on cessa en quelques lieux, on recommença quelque tems après à l'instance des peuples, qui auroient peut être fait pis, si on n'avoit pas eu pour eux cette complaisance. On se pourvut même contre cet arrêt, qui privoit plusieurs millions de personnes de tout exercice de Religion. Trois Gentilshommes furent Deputez au Roi pour lui faire de très-humbles remontrances, & pour tâcher d'obtenir quelque moderation à cet arrêt desolant. Ils porterent avec eux un memoire de l'état des choses, pour servir à dresser la requête qu'ils presenteroient au Roi : & on y faisoit connoître que l'arrêt laissoit un pais de près de vingt lieues Poitevines en quarré, sans aucun exercice de Religion pour les Reformez ; de quoi on remarquoit tous les inconveniens. La difficulté de faire baptiser les enfans, de consoler les

Deputation en Cour.

les malades & les vieillards , d'instruire les peuples, dans un pays 1663.
 presque inaccessible , entrecoupé de canaux, de rivières, de che- *Amé.*
 mins creux, de ravines , de marais , de fondrières , y étoit re-
 présentée. On remontoit que le peuple qui avoit accoutumé de
 se rendre aux lieux interdits étant en grand nombre , il se feroit
 des assemblées de douze ou de treize mille personnes, ce qui se-
 roit suivi de grandes incommoditez , & pourroit même donner
 de l'ombrage aux Catholiques. En effet ils avoient déjà murmu-
 ré de voir amasser tant de gens dans un même lieu ; & la plupart
 venant d'extremement loin , il étoit impossible qu'ils ne prissent
 pas quelques armes pour se défendre , dans un voyage qui pou-
 voit les exposer à quelques mauvaises rencontres. De sorte qu'il
 étoit naturel de craindre que tant de gens outrez de douleur , &
 accablez de mauvais traitemens , reconnoissant leurs forces dans
 ces nombreuses assemblées, & se trouvant les armes en main, ne
 se portassent à quelque coup de desespoir. On en vit même un
 exemple l'année suivante ; & si les plus sages n'avoient été les
 plus forts , il est évident que cet arrêt pouvoit causer de grands
 troubles. Sur cela donc les Deputez se reduisirent à demander
 quatre choses ; que quelques-uns des lieux interdits fussent reta-
 blis ; qu'il fût permis aux Gentilshommes d'avoir l'exercice dans
 leurs maisons ; que les lieux où ils l'avoient fait jusques à présent
 ne fussent point demolis ; & qu'ils fussent dechargez des frais de
 la demolition de leurs Temples. Ils eurent d'abord de fort bon-
 nes esperances. La Cour n'ayant point d'autre dessein que de lais- *Belles &*
 ser refroidir les esprits émus, & sachant bien que quand le peu- *vaines*
 ple ne fait rien durant ses premiers transports, il perd courage de *esperan-*
 lui-même, & n'a plus la resolution de rien entreprendre , amusa *ces.*
 les Deputez par des paroles flatteuses. Le Roi remogna qu'il ne
 vouloit pas rendre inutile aux Reformez la liberté qu'ils avoient
 d'exercer leur Religion ; & qu'il n'entendoit pas les reduire à
 l'impossible. Le Chancelier se fit apporter les Cartes de la Pro-
 vince, & mesura lui-même la distance des lieux , pour juger de
 la commodité ou de l'incommodité de leur situation : & tout
 sembloit se preparer à quelque adoucissement de cet arrêt qui fai-
 soit tant de misérables. Il sembloit même que le Roi auroit d'au-
 tant plus d'égard aux remontrances des Deputez, qu'il étoit visi-
 ble que l'Intendant avoit voulu faire plaisir à son frere, qui étoit
 Evê-

1663. Evêque de Luçon, & dans le Diocèse de qui il n'avoit pas laissé subsister par son avis une seule Eglise. Et pour empêcher que le Conseil ne reformât ce qu'il avoit fait à cet égard, il avoit fait lui-même le rapport de son avis, & avoit tellement tourné les choses, qu'il avoit laissé tous les Reformez de ce Diocèse sans lieu d'exercice. Il étoit si évident qu'il avoit sacrifié le droit des Eglises au zèle de son frere, homme qui ne se pouvoit recommander que par là, qu'on ne doutoit point qu'il n'y eût du remède à esperer contre les effets de cette injuste complaisance. Le changement même qui se fit dans les Intendances vers la fin de cette année, fit croire qu'on auroit moins de peine au Conseil à reformer ce que les vieux Intendans avoient fait; & que les nouveaux n'étant pas fâchez de remarquer des fautes dans la conduite de leurs predecesseurs, ils aideroient à detruire leur ouvrage. Mais tout cela s'évanouit; & nous verrons au commencement de l'année suivante à quoi toutes ces esperances se terminerent.

*Exercices
particuliers.*

*Landou-
zi la Vil-
le.*

Après un arrêt de cette nature, qui ruinoit tant d'Eglises tout à la fois dans une grande Province, entre lesquelles plusieurs de celles qui étoient condamnées avoient précisément les mêmes titres que celles qui étoient maintenues, il ne faut pas s'étonner que les exercices de quelques lieux particuliers ne fussent pas traités d'une maniere plus favorable. Il y avoit un lieu sur la frontiere nommé Landouzi la Ville, sujet aux courtes des Espagnols, souvent pillé, souvent brûlé; de sorte qu'il y avoit de suffisantes presomptions que les titres y pouvoient avoir été ou brûlez, ou enlevez par les ennemis, comme les Reformez le disoient pour se dispenser de les produire. Ils avoient dans ce lieu de tems immemorial un de ces exercices imparfaits, dont j'ai donné ailleurs les exemples; & que les Commissaires executeurs de l'Edit avoient laissé dans cette forme defectueuse, parce qu'ils les y avoient trouvez. Leurs assemblées étoient regulieres tous les Dimanches: mais ils n'avoient point de Ministre. On n'y baptisoit point; on n'y celebrait point la Cene; on n'y benissoit point les mariages: ou si cela se rencontroit quelquefois, ce n'étoit que rarement & par occasion. D'ordinaire on se rangeoit à Gercis pour de semblables devotions. Mais dans ces assemblées il y avoit un Ancien qui lisoit quelque partie de l'Ecriture, qui faisoit chanter quelques Pseaumes, & recitoit les prieres. Cette Eglise

Eglise ayant été appelée devant les Commissaires, ses Deputez 1665. reconnurent qu'ils n'avoient point de titres; & parce qu'ils avoient été souvent exposez au pillage, ils pretendirent qu'ils devoient être reçus à la preuve par temoins; que l'arrêt qui ordonnoit aux Reformez de prouver leurs établissemens par titres ne les regardoit pas, & qu'ils se trouvoient dans un cas si singulier, qu'il étoit injuste de les soumettre à la loi generale. Mais on n'eut point d'égard à ces raisons. Le Commissaire Catholique ne voulut pas les dispenser de la preuve par titres, & les condamna même sur ce que l'Edit ne permettoit pas ces exercices imparfaits; & qu'il donnoit tout ou rien. La complaisance de l'Ajoint ne lui permit pas de contester en faveur de ces pauvres gens, qui par la desolation de l'Eglise de Gercis étoient reduits à ne savoir où se rendre pour prier Dieu. La Mure en Dauphiné avoit assez de titres pour fermer *La Mure* la bouche à la plus opiniâtre chicane: mais il lui manquoit une chose. Son nom ne paroissoit pas dans les pieces decisives; parce qu'elle étoit annexe de quelque autre, & que selon le malheureux usage de confondre plusieurs Annexes sous le nom du lieu de la residence du Ministre, qui a été le pretexte le plus general de la ruine des Eglises, son nom avoit été confondu avec celui de l'Eglise principale. L'Eglise de Lindebœuf fut aussi interdite au *Linde- Conseil le vingt-troisième d'Avril, & la demolition du Temple bœuf.* ordonnée, parce qu'il étoit bâti dans la Seigneurie d'un Catholique. Le même jour un autre arrêt condamna l'Eglise du Mesnil *Mesnil Imbert.* Imbert en Normandie. Le pretexte étoit que la Terre étoit passée entre les mains d'un Catholique. Il ajoutoit des defences à Fouassé, de prêcher ailleurs qu'au lieu de sa residence. De même l'exercice fut interdit par provision à Issigeac le trentième de *Issigeac.* Decembre. Cette Eglise étoit attaquée il y avoit long-tems, & il y avoit divers arrêts du Parlement de Bourdeaux contre ses droits. On avoit porté l'affaire devant les Commissaires en consequence de l'arrêt du vingt-quatrième d'Avril, dont j'ai parlé ci-devant: & l'Intendant Pelot, sans y appeller Viger son Ajoint, avoit ordonné l'exécution des arrêts du Parlement le troisième de Novembre de cette année. Les Reformez presenterent requête à Viger, pour obtenir du delai; & Viger sans en communiquer à Pelot, leur accorda surseance. Le Syndic du Clergé se pourvut contre cet attentat, & obtint arrêt au Conseil tel que je viens de le

1665. dire. Il contenoit de plus un commandement fait à Viger, de communiquer à Pelot toutes les requêtes qui lui seroient adressées.

*Liberté
de con-
science.
VI.*

Comme on retranchoit ainsi tous les jours la liberté de l'exercice à quelques Eglises, on resserroit aussi de plus en plus celle de la conscience. Un Juif nommé Alperon s'étant converti au Christianisme, & à la Religion Reformée, se mit à enseigner à Loudun la langue Hebraïque. Cela fit bien-tôt du bruit parce qu'il étoit habile, & qu'il savoit des choses fort particulières. C'est pourquoi les bigots se remuerent, & firent venir une lettre de Cachet du dix-septième de Janvier, par laquelle le Roi enjoignoit au Bailli de lui defendre de s'en mêler. Le pretexte de ces defenses étoit que cela passoit les bornes, de ce qu'il étoit permis d'enseigner dans les petites Ecoles. D'un autre côté les Etats de Languedoc renouvellerent cette année la resolution qu'ils avoient déjà prise, de demander qu'il ne fût plus permis aux Catholiques d'embrasser la Religion Reformée. Ils en chargerent leurs Deputez en Cour; & de peur qu'une deliberation si extraordinaire ne manquât d'effet, ils ordonnerent qu'elle seroit envoyée dans les Dioceses de la Province, pour en former une semblable dans les Assiettes prochaines, & qu'on demanderoit la jonction de l'Assemblée du Clergé qui se devoit tenir au mois de Mai. C'étoit avoir grand peur de ne tomber pas dans l'esclavage, que de prendre tant de precautions contre les interêts de la liberté. Mais cela n'eut point encore d'effet pour cette heure. Le Conseil fit seulement reflexion sur la peine vague & indefinie, à quoi ceux qu'on nommoit *Relaps* étoient condamnés par la Declaration de 1663. Elle portoit qu'ils seroient punis *selon la rigueur des Ordonnances*: termes qui à proprement parler ne signifioient rien, puis qu'il n'y avoit point encore d'Ordonnance qui eût défini la peine de ce nouveau crime. On publia donc une Declaration nouvelle le vingtième de Juin, qui condamnoit les *Relaps* au bannissement perpetuel du Royaume, sans que cette peine pût être reputée comminatoire: & le Roi ordonnoit aux Juges d'y proceder avec toute la severité possible, sur les requisitions des Procureurs Generaux ou de leurs Substituts. On alleguoit deux motifs de cette Declaration si heureusement choisis, qu'il ne faudroit pas un grand effort d'esprit pour faire

faire voir que l'un étoit contradictoire à l'autre. Le premier étoit 1665.
 que cette peine vague ne detourneroit personne de ce crime, à
 cause de la diversité des Ordonnances: l'autre étoit que les Par-
 lemens & les Juges qui en ont l'autorité, pourroient arbitrer di-
 verses peines, selon les maximes reçues dans leurs Compagnies,
 au lieu que le Roi vouloit que les jugemens qui se rendroient sur
 ce sujet fussent uniformes. Il auroit été mal-aisé d'expliquer cet-
 te *diversité d'Ordonnances*, & cette diversité de *maximes* que cet
 Edit suppose différentes des Ordonnances. Cette Declaration
 qui n'étoit pas du goût du Parlement, demeura six mois sans être
 vérifiée.

Il y eut sur le sujet des enfans une grande inégalité de regle-
 mens; mais ce qu'il y eut de plus odieux fut que ceux qui étoient
 injustes & inhumains, furent bien mieux exécutez que ceux qui
 étoient justes & favorables. Dès le trentième de Janvier il fut
 rendu un arrêt, qui ordonnoit l'exécution d'un autre du troisié-
 me de Novembre 1664. & qui laissoit aux enfans âgez de qua-
 torze ou de douze ans, selon le sexe, le choix de retourner chez
 leurs peres, pour y être nourris & entretenus, ou de leur de-
 mander pension proportionnée à leurs biens & à leur condition,
 que les peres seroient tenus de payer de quartier en quartier; à
 faute de quoi ils y seroient contraints par toutes voyes raisonna-
 bles. Le Clergé obtint à son ordinaire, que cet arrêt fût con-
 verti en Declaration le vingt-quatrième d'Octobre. Cependant
 la persécution qu'on faisoit aux peres par l'enlèvement de leurs
 enfans, étoit si violente qu'on n'y pouvoit presque rien ajouter.
 On se moquoit aux Parlemens des arrêts qui limitoient à quel âge
 les *conversions* étoient legitimes; & les Avocats Generaux di-
 soient pour les éluder, qu'ils defendoient d'*induire* les enfans à
 changer de Religion, mais qu'ils ne defendoient pas de les re-
 cevoir quand ils se presentoient d'eux-mêmes, & qu'il y auroit
 de l'impiété à ne leur tendre pas les bras, quand dans un âge où
 leur raison n'étoit pas encore formée, ils venoient à la Religion
 Catholique d'une maniere qui sentoit l'inspiration. Ce fut par
 cette raison que le Guerchois fit rendre un arrêt au Parlement de
 Rouën, par lequel il étoit dit qu'une fille de Jean le Fevre,
 qu'on avoit enlevée à l'âge de neuf ans de la maison de son pere,
 seroit élevée dans la Religion Catholique.

1665. Dijon avoit fait encore pis. François de la Croix âgée de sept ans ayant été tirée de la maison de son pere, il fut ordonné qu'elle lui seroit rendue, mais à condition qu'il la laisseroit dans la liberté de choisir telle Religion qu'il lui plairoit, qu'il ne la contraindrait ni directement ni indirectement, qu'il ne l'empêcherait point de frequenter qui elle voudroit, & qu'il ne souffrirait point qu'elle sortit de Châlons qui étoit sa patrie, & le séjour de son pere & de sa mere. Cette dernière clause leur défendoit implicitement de la mener aux exercices de leur Religion, parce que le lieu où on les faisoit étant à quatre lieues de la ville, il falloit sortir de Châlons pour y aller : & en general cet arrêt bornoit l'autorité paternelle au seul droit de nourrir & d'habiller les enfans, puis qu'en tout le reste il rendoit les enfans arbitres de leur conduite. Marthe Piozet âgée seulement d'onze ans, fut de même enlevée à Albert Piozet son pere : & François Graffin fut tiré de la maison même de son pere par une Ordonnance du Juge d'Alençon, qui le mit d'autorité entre les mains d'un Catholique. Cet enfant n'avoit encore que douze ans. De tous ces exemples & de plusieurs autres, on prit occasion de faire des plaintes au Roi de ces frequens enlevemens. On obtint un arrêt du vingt-quatrième d'Avril qui ordonnoit la restitution de tous ces enfans, & de tous les autres qui pourroient être detenus pour le même sujet, en vertu même de sentences ou d'arrêts. Graffin même y étoit expressément dénommé, & il étoit porté que les detenteurs seroient contraints à les restituer par toutes voyes raisonnables. Mais cela ne servoit de rien, & ceux qui avoient saisi ces enfans les avoient fait passer par tant de mains, qu'on ne les put suivre à la trace.

Enlevemens favorisez.
VII. 2.

Mais on trouva bien le moyen de faire executer les arrêts dont je vais parler, parce qu'ils étoient favorables aux Catholiques. Jaques & Louis de Soulmigniac, freres, s'étoient saisis de Jaques Lamouroux, mineur au dessous de quatorze ans, de qui le pere étoit mort dans la Religion Reformée. Lucie de Castanet veuve bigote presenta requête au Parlement de Bourdeaux, où elle énonça que le pere l'avoit choisie pour lui commettre l'éducation de son fils. Les Soulmigniacs parens proches de l'enfant se pourvurent devant les Commissaires, & Lucie de Castanet y fut assignée. Elle y produisit l'arrêt qu'elle avoit obtenu suivant ses
con-

conclusions, à Bourdeaux le premier de Juin, où le Syndic du 1665.
 Diocese de Sarlat avoit été reçu partie intervenante. Pelot fut
 d'avis de remettre l'enfant entre les mains de cette femme; &
 Viger se tenant mot à mot aux termes de l'Ordonnance, fut d'a-
 vis qu'en attendant l'âge de quatorze ans, il fût laissé entre les
 mains de ses parens Reformez. Ce partage ayant été porté au
 Conseil, le Roi confirma l'avis de Pelot, & l'arrêt du Parlement,
 & cet enfans fut mis entre les mains des Catholiques. L'arrêt ^{VII. 3.}
 fut rendu le douzième de Septembre: & le même jour il y en ^{Septemb.}
 eut encore un autre au même cas. La veuve de Jean Labat avoit
 un fils à qui on fit embrasser la Religion Romaine, à l'âge de dix
 à onze ans, & qui fut mis dans la maison du Curé de St. Mar-
 tin. La mere s'adressa aux Commissaires de la Generalité d'Or-
 leans, qui étoient la Galiffoniere & Bellai, premier Medecin de
 Mademoiselle d'Orleans Mompensier; & leur redemanda son fils.
 Elle eut pour partie le Procureur Fiscal General du Vendômois.
 Il y eut partage sur cette question entre les Commissaires, & le
 Roi vuider le partage, declara la mere non recevable à rede-
 mander son fils, & ordonna qu'il demeureroit chez les Prêtres
 de l'Oratoire de Vendôme, nourri neanmoins & entretenu aux
 depens de sa mere, comme il seroit réglé par le Bailli du même
 lieu. Cette derniere affaire avoit des circonstances fort remar-
 quables. Le pere de ce jeune enfant avoit été Ministre, & étoit
 mort dans cette profession. Un châtiment un peu trop severe
 avoit poussé cet enfant à s'aller jeter entre les bras du Curé.
 Après la mort de son pere il revint de lui-même se rendre à sa
 mere, & lui temoigner qu'il vouloit vivre auprès d'elle. Le Cu-
 ré vint le redemander, & ne pouvant se le faire rendre sans vio-
 lence, il excita une sedition populaire contre les Reformez de
 Vendôme. Ceux-ci sans comparaison plus foibles que les Ca-
 tholiques, & craignant d'être la victime de cette affaire, & qu'il
 ne leur en coûtât au moins leur Temple que les seditieux me-
 naçoient de brûler, obligerent la mere à ceder au tems, &
 à remettre son fils entre les mains du Curé. Après cela elle
 presenta sa requête qui eut l'effet que j'ai raporté. Ainsi un
 enlèvement d'enfant qui n'avoit qu'environ douze ans au tems
 de l'arrêt, une sedition sans pretexte, une prevarication de
 l'Intendant contre la disposition expresse des arrêts, tout fut voi-

1665. lé par le pretexte de Religion, & par le zèle de faire des Pro-selytes.

*Visite des
malades
autorisée.
Mai.
VIII.* Le repos des malades fut attaqué par un cruel arrêt du douzième jour de Mai. Les Missionnaires ne trouvoient pas encore leur compte, à la liberté qu'on leur avoit déjà donnée de les visiter; parce que lors qu'ils n'étoient pas apellez, on leur faisoit mille difficultez, pour épargner aux malades la vuë & les persecutions de ces mal-honnêtes gens. Il étoit bien mal-aisé, à moins que d'avoir renoncé à toute humanité, de ne mettre pas en consideration l'excuse ordinaire dont on se servoit pour les renvoyer, savoir que leur presence imprevue étoit capable de nuire au malade qui ne les atendoit pas; & qui dans l'état où il étoit recevroit sans doute quelque notable incommodité de cette surprise. Les Moines qui ne savent ce que c'est que modestie & qu'humanité, & les autres Prêtres du même caractere vouloient passer par dessus toute consideration, & se comportoient si mal dans ces occasions, qu'assez souvent les Juges en avoient honte: de forte qu'on avoit bien de la peine à remettre ces incommodes visites à une autre fois, ou à renvoyer ces importuns, en leur faisant porter par quelque honnête homme de la part du malade, une declaration qu'il ne les vouloit pas voir. Il fallut avoir recours au Roi pour surmonter ces difficultez, & il donna un arrêt par lequel en interpretant les autres, qui permettoient aux Curez d'aller demander aux malades en quelle Religion ils vouloient mourir, il declaroit que les Curez, Religieux, Ecclesiastiques des lieux, assistez d'un Magistrat ou d'un Consul, pourroient aller où il y auroit des malades, & étant entrez dans la maison, s'il y avoit quelque salle, ou cour, ou boutique, ils y demeureroient, ou s'il n'y en avoit point, ils se tiendroient à la porte, pendant que le Juge ou le Consul iroit savoir la volonté du malade; que s'il temoignoit vouloir mourir Catholique, & non autrement, le Juge ou le Consul feroit entrer le Religieux ou l'Ecclesiastique, & le presenteroit au malade pour l'instruire & le consoler. Le Roi defendoit de l'empêcher à peine de desobeïssance.

*Blasphèmes
pre-
tendus.
Juin.
IX.* Le Parlement de Rouën se signaloit tous les jours par mille injustices; mais il en fit une d'éclat le vingt-troisième de Juin. Pierre Viger de la Blondeliere habitant de Montivillier, fut accusé

cusé d'avoir prononcé des blasphèmes execrables contre l'honneur, la pureté & virginité de la Sainte Vierge. C'étoit là ordinairement le sujet de ces accusations: on ne voit point de procès fait à un Reformé, pour avoir blasphémé le nom de Dieu; mais on en trouve plusieurs qui n'ont point d'autre fondement, que de pretendus blasphèmes prononcez contre les creatures, que l'Eglise Romaine estime les plus saintes & les plus parfaites. Cela fait assez connoître que ces blasphèmes n'étoient rien que la doctrine même des Reformez, exprimée peut-être en termes que les Catholiques, fort zélés pour l'honneur des creatures, estimoient injurieux. C'étoit même un de leurs artifices que de jeter les Reformez sur cette matiere; que de leur imputer pour les faire parler, de croire que la mere de JESUS-CHRIST n'étoit plus vierge, & qu'elle n'étoit pas plus sainte que les autres femmes. Si quelqu'un avec plus de sincérité que de prudence, répondoit à ces zélés ignorans ou quelque chose qui choquât le sentiment dominant dans l'Eglise Romaine, touchant la *conception immaculée*, ou quelque chose qui ne fût pas d'accord avec les grossieres idées que le vulgaire se forme de la virginité, ou qui détruisît la foi de je ne sai combien de miracles que les Moines débitent, sur la maniere dont le Fils de Dieu vint au monde; s'il se moquoit de la penetration des dimensions; s'il opposoit quelque reflexion de bon sens, quelque passage de l'Ecriture, quelque remarque d'antiquité aux songes de ces visionnaires, qui s'imaginent une naissance de JESUS-CHRIST sans douleur, sans circonstances d'infirmité naturelle, aussi-tôt on crioit au blasphème; & l'accusé étoit bien heureux quand les Catholiques au lieu de le mettre en pieces, prenoient le parti de le poursuivre en justice. Viger donc fut condamné au Bailliage de Caux, sur la denonciation de Picot Curé de Cerlangue. Il en apella à la Chambre de l'Edit, où la sentence fut reformée; mais il fut déclaré dûement convaincu du crime dont il étoit accusé, & en conséquence condamné à cent livres d'amende pecuniaire; à faire amende honorable devant l'Eglise de Montivillier, ayant sur le front un écriteau où seroient écrits ces mots, *Blasphémateur contre l'honneur, pureté & virginité de la Sainte Vierge*; à payer cinq cens livres dont il seroit fait un fond, qui par le contract seroit destiné à dire une Messe à perpétuité à l'honneur de la

Sainte

1665. *Sainte Vierge* à Cerlangue; à vingt livres d'intérêts, & aux dépens. Il lui étoit défendu de recidiver à peine de la vie; & de plus il étoit ordonné qu'après l'exécution de l'arrêt, le procès fait à Viger, la sentence en original, & le Factum que Viger avoit fait imprimer pour sa défense, seroient brûlez à Montivillier par le ministère du Bourreau. Ce dernier article étoit le plus sage : il mettoit les Juges à couvert de tout reproche, en abolissant toutes les preuves qu'on auroit pu retrouver un jour de l'injustice de leur jugement.

*Ecoles.
Septemb.
X.*

Les Syndics du Clergé de Viviers, Vienne, Valence & le Pui ayant obtenu une Ordonnance de l'Intendant, pour faire établir des Ecoles dans toutes les paroisses de ces Diocèses, pour l'instruction des enfans, le Roi par un arrêt du dix-huitième de Septembre confirma cet établissement & ordonna que dans huitaine les Consuls présenteroient des gens capables aux Evêques, ou à ceux que les Evêques auroient nommez pour en prendre connoissance; qu'ils leur assigneroient cent ou six-vingts livres de gages, qui seroient levées sur tous les habitans, excepté les lieux où les Reformez avoient exercice public, parce qu'ils avoient aussi le droit d'y tenir Ecole; à cause de quoi ils étoient exemts de contribuer à l'entretien des autres : mais ils seroient obligez d'y contribuer dans les autres lieux; où le Maître seroit tenu d'instruire leurs enfans sans les *contraindre* à changer de Religion. L'artifice de cet arrêt jettoit les Reformez dans deux inconveniens. L'un que le Maître d'Ecole pouvoit les empêcher d'envoyer leurs enfans ailleurs; l'autre que pourveu que le Maître ne fit ni peur, ni violence à leurs enfans pour les *contraindre*, il ne lui étoit pas défendu de les induire par caresses, par promesses, par flatteries : qui sont ordinairement des moyens bien plus dangereux que la force ouverte.

*Dignitez
& Offi-
ces.
Janvier.*

On fit aussi divers reglemens qui tendoient à priver les Reformez de toutes les dignitez & les Offices, dont l'Edit de Nantes les avoit inutilement declarez capables. Le Roi fit le dixième de Janvier un reglement qui contenoit treize articles, pour remettre l'Ordre de St. Michel dans sa premiere splendeur. Cela étoit fort necessaire, parce que depuis qu'il étoit devenu sous le regne de Henri III. *un collier à toutes bêtes*, on n'avoit pas pensé à le retablir. Mais le quatrième article de ce reglement declaroit que les Catho-

Catholiques seuls y pourroient être reçus. Le Parlement de Thou-^{Favrier.}
 louse reçut la requête du Syndic de la Province, qui se plaignoit ^{Juges}
 que les Juges Reformez établis dans les Justices seigneuriales fai- ^{Seigneu-}
 soient diverses vexations aux Catholiques ; que les Seigneurs mê- ^{riaux.}
 me de la Religion Romaine nommoient des Reformez aux Judi-
 catures ; & que tous les Hauts Justiciers Reformez ne manquoient
 pas d'en faire autant. Sur cette requête il fut rendu arrêt le cin-
 quième de Fevrier, qui ordonnoit aux Seigneurs qui avoient ^{Fevrier.}
 mis des Juges Reformez dans leurs Justices, d'en nommer de Ca- ^{xi.}
 tholiques en leur place dans un mois, à peine de privation de
 leur Justice ; & defendoit aux Juges Reformez de se mêler de
 rendre justice à peine de faux, nullité, cassation, quatre mille
 livres d'amende & autre arbitraire. C'étoit manifestement ôter à
 chacun la liberté que la nature & la loi lui donnent, de disposer de
 son bien comme bon lui semble. Le pretexte étoit mandié. Les
 Juges Reformez valaient mieux ordinairement que les Catholi-
 ques ; & l'interêt les obligeoit à faire leur devoir, quand ils ne
 s'en aquittoient pas par droiture de conscience. A Bourdeaux il ^{Consuls.}
 y eut un arrêt pour le Consulat de Caumont, ville du Condo-
 mois, où le Syndic s'étoit avisé de demander que les Consuls
 qui étoient en charge au nombre de trois, en nommassent quatre
 pour tenir leur place l'année suivante. Ce Syndic s'étoit conten-
 té de demander la premiere & la seconde place pour les Catho-
 liques ; & laissoit les deux autres aux Reformez. Mais le Parle-
 ment, plus zélé que le Syndic, lui accordant par son arrêt l'on-
 zième de Fevrier, qu'il fût nommé quatre Consuls à l'avenir,
 ordonnoit que les trois premiers rangs seroient remplis de Catho-
 liques, & laissoit seulement aux Reformez la derniere place.
 Ainsi la Religion dominante avoit l'avantage du pas & du nom-
 bre. Le Roi par la reduction des Offices de Notaires, Procu- ^{Notaires,}
 reurs, Huissiers & Sergens, avoit ordonné à ceux qui seroient re- ^{Procu-}
 tenus sur l'état qui en seroit dressé, de prendre des lettres de pro- ^{rents,}
 vision de leur Office à la grande Chancellerie, un mois après la ^{Huissiers.}
 publication de l'état de retenue. L'état se dressoit en sorte que ^{Officiers.}
 les Reformez qui possédoient quelque Office de cette nature, ^{xi. 2.}
 étoient toujours au nombre des supprimez. Mais parce qu'il n'y
 avoit pas par tout assez de Catholiques pour remplir le nombre
 des reservez, il fallut par nécessité faire grace à quelques Re-
 formez,

1665. formez, & les laisser dans l'exercice de leurs emplois. Cela n'é-
 Octobre. tant pas agreable aux zélez, on s'avisa d'un artifice pour les obli-
 ger à se defaire de leurs Offices, sans qu'on eût la peine de les
 leur ôter. Le Roi, sous pretexte de leur faire grace, donna un
 arrêt le dernier d'Octobre, qui les dispensoit de prendre des
 lettres, & qui ordonnoit qu'ils feroient leurs fonctions seulement
 leur vie durant. Cela vouloit dire manifestement qu'ils mour-
 roient en perte d'Office, puis qu'ils n'auroient point de provi-
 sions; & que comme ces petits emplois étoient ou tout le bien
 de la famille, ou la meilleure partie, la mort du pere laisseroit
 sa maison dans la pauvreté. Il s'ensuivoit de là qu'il valoit mieux
 vendre l'Office à un Catholique, à qui les provisions ne seroient
 pas refusées: & c'étoit ce qu'on demandoit à la Cour. Les gens
 Commis- qui avoient des emplois dans les Finances ne furent pas traittez
 sions de avec la même rigueur. Colbert les favorisoit; & il se servoit d'eux
 Finances. avec confiance. Il fit donc expedier le vingt-deuxième d'Octo-
 bre un arrêt en faveur de Raulin, Fermier des Aides, qui main-
 tenoit dans l'exercice de leurs commissions tous les Reformez
 qu'il avoit commis pour en recevoir les droits.

Arts &
 metiers.
 Grandes
 inégali-
 tez sur ce
 sujet &
 leurs
 causes.

Il y eut beaucoup de variation cette année sur les metiers; mais
 les Reformez y perdoient toujours quelque chose. Colbert qui
 travailloit à mettre la France en état de se passer du commerce
 étranger, & qui vouloit établir pour cela toute sorte de manufa-
 ctures, croyoit qu'il n'y pourroit reüssir, si on ôtoit aux Reformez
 l'entrée des metiers. Il savoit qu'il y avoit entre eux un
 grand nombre de bons ouvriers, & de gros Marchands même
 qui les faisoient travailler; & il ne doutoit point que si on les pri-
 voit des maîtrises, tous ceux qui étoient capables de quelque cho-
 se ou n'allassent eux-mêmes, ou n'envoyassent leurs enfans cher-
 cher un établissement chez les étrangers; ce qui seroit d'un nota-
 ble prejudice aux manufactures du Royaume. C'est pourquoi il
 fit laisser aux Reformez plus de liberté sur ce sujet que le tems
 ne sembloit le permettre. D'autant plus que le Clergé n'ignoroit
 pas que les metiers faisant subsister un grand nombre de familles,
 il n'y avoit pas de moyen plus efficace & plus court ou pour les
 chasser du Royaume, ou pour les attirer à la Religion Romaine,
 que de les leur rendre inacessibles à cause de leur Religion.
 Dans cette contestation il est aisé de remarquer que Colbert l'em-
 porta

porta pour les metiers qui contribuoient au succès des grandes manufactures ; mais que le Clergé fut le maître & dans ceux qui n'étoient pas de si grande conséquence , & dans les circonstances qui ne regardoient pas proprement le fond des metiers. Ainsi à Bourdeaux , les Orfèvres ayant élu deux Gardes dont l'un étoit Reformé, le Procureur General appella de l'élection ; & la fit casser par un arrêt du Parlement du cinquième de Mars, qui ordonnoit de proceder à une élection nouvelle, où un Reformé ne pourroit avoir de part. Le Reformé, nommé Labat, prevoyant ce qui devoit arriver, se pourvut au Conseil en reglement de Juges , esperant que la cause pourroit être renvoyée à la Chambre Mipartie. Il y obtint commission pour faire assigner les parties ; mais quand il la fit signifier , on lui repondit qu'il y avoit arrêt ; & on en fit rendre un autre le seizième du même mois qui ordonnoit l'exécution du premier. Cependant les parties ayant comparu au Conseil , il y eut arrêt le vingtième d'Avril , où le Roi les dechargeoit de l'assignation ; ordonnoit l'exécution des arrêts du Parlement , les étendoit à toutes les maîtrises de Bourdeaux , renvoyoit la connoissance de ces affaires au Parlement , & l'interdisoit à la Chambre Mipartie. D'un autre côté le Roi donna un arrêt le vingt-huitième de Juin , qui interpretant celui de l'année precedente , au sujet des lettres de maîtrises , reduisoit les defenses faites aux Reformez de s'en servir , à celles qui avoient été créées en faveur de la paix generale , de son mariage & de la naissance du Dauphin : de plus il ordonnoit qu'ils fussent reçus aux metiers suivant les formes des chefd'œuvres , & apprentissages ordinaires aux lieux où il y a maîtrise jurée , nonobstant tous arrêts , sentences & jugemens rendus au contraire par les Parlemens & autres Officiers , Juges & Magistrats , à qui il étoit defendu d'y contrevenir , à peine de nullité , cassation des procédures , trois mille livres d'amende , depens , dommages & intérêts. En cas de contravention , la connoissance en étoit renvoyée aux Commissaires , des Ordonnances de qui on pourroit appeler au Conseil. Cette clause avoit été recherchée par les Reformez , qui voyant qu'il y avoit quelque chose de plus à esperer du Conseil sur le sujet des metiers , à cause des bonnes intentions de Colbert , que des Parlemens , où le seul zèle de Religion étoit consulté , se conservoient par le moyen des Commis-

Avril,

Juin.

1665. faire le droit d'appel au Conseil, & se mettoient à couvert de la passion des autres Juges.

*Exa-
tions à
Rouën.
Juillet.
XII.*

Cela n'empêcha pas néanmoins que le Parlement de Rouën ne rendit un arrêt le treizième de Juillet, sur la requête des Orfevres Catholiques, qui reduisoit les Reformez de ce metier à un entre quinze; & defendoit d'en recevoir jusqu'à ce que ce qu'il y en avoit fût reduit à la quinzième partie. Il defendoit encore aux Reformez de se trouver dans les assemblées des Maîtres de ce metier, en plus grand nombre que d'un contre quatorze Catholiques; & leur ôtoit le droit d'être élus Gardes. Suivant quoi deux jours après, un nommé Pantin s'étant présenté pour faire chef d'œuvre, le Parlement fit defenses au Vicomte & aux Officiers de la Vicomté de le recevoir, ni nul autre de la même Religion. Dans le metier des Merciers on exerçoit les mêmes vexations; & Maillard ayant été reçu à cette profession par sentence du Presidial, les Gardes en appellerent au Parlement, où Maillard ne fut pas traité plus favorablement que les autres. Cependant Pantin s'étant pourvu au Conseil y obtint un arrêt le dix-

Septemb.

huitième de Septembre, qui cassoit l'arrêt du treizième de Juillet, & tous les autres semblables; defendoit au Parlement & aux Gardes des metiers de contrevénir aux Ordonnances, & enjoignoit au Procureur General, aux Commissaires, à tous les Officiers royaux d'y tenir la main. En consequence de cet arrêt il fut ordonné aux Gardes de donner place à Pantin pour faire chef d'œuvre: mais ils en appellerent au Parlement, qui reçut leur requête. Néanmoins après diverses contestations, où Maillard intervint, toutes les parties furent renvoyées au Conseil. Le Bailli ordonna même qu'il fût informé des cabales des Orfevres, pour empêcher l'exécution des arrêts. Sur tout cela il en fut rendu le dixième

*Novemb.
Justice
au Con-
seil.*

de Novembre un autre au Conseil, où le Roi sans s'arrêter aux arrêts du Parlement, ni à l'appel des Gardes Orfevres, ordonnoit l'exécution des arrêts du Conseil & des sentences conformes; defendoit au Parlement de prendre connoissance de ces affaires, & aux Gardes de s'y pourvoir à peine de nullité, cassation & autres; vouloit qu'il fût informé des cabales selon l'Ordonnance du Bailli; lui enjoignoit de tenir la main à l'exécution des arrêts du Conseil; & lui donnoit pouvoir de recevoir les Reformez aux metiers, selon les formes ordinaires des chef d'œuvres & apren-

tissa.

tissages ; nonobstant toutes oppositions , pour lesquelles le Roi 1665. entendoit que la reception ne fût pas différée.

Mais le Conseil n'étoit pas si constant dans ses maximes, qu'on ne le vît point varier. Dans le même tems qu'il lui échappoit de ces arrêts où il paroissoit un peu d'équité , il en donnoit d'autres tout contraires sur le même sujet. Les Lingeres de Paris avoient dressé des statuts , que le Roi avoit confirmez par des Lettres patentes, enregistrées au Parlement. Le premier de ces articles portoit qu'on ne recevroit à ce metier ni fille ni femme, qui ne fût de la Religion Catholique. Depuis l'arrêt du vingt-huitième de Juin, il se presenta une Reformée pour être recüe ; & les Jurées ne manquerent pas de s'y opposer. Pendant que l'instance étoit pendante au Parlement , celles-ci se pourvurent au Conseil , & remonterent que leur Communauté avoit été instituée par St. Louis : puissante raison pour en exclure les Heretiques. Elles y ajoûtoient la confirmation de leurs statuts ; & demandoient la conservation de leur privilege, de ne recevoir entre elles que des Catholiques. Il n'y avoit rien de si vain que ces raisons. L'Edit de Nantes étoit une loi postérieure à l'institution de leur Communauté ; qui avoit apporté du changement à des choses bien plus importantes que l'établissement d'une maîtrise ; les statuts particuliers de cette profession ne pouvoient pas déroger à cette loi generale ; & même les Lettres qui avoient confirmé ces statuts, quoi que postérieures à l'Edit , n'ayant point porté de clause derogatoire speciale aux concessions generales de l'Edit, elles ne pouvoient en bonne justice être tirées à conséquence contre les Reformez. Cependant le vingt & unième d'Août il y eut arrêt qui confirmoit leurs privileges & leurs statuts, & qui dérogeoit en faveur des Lingeres à l'arrêt du vingt-huitième de Juin. De sorte que les femmes Reformées demeurèrent exclues de cette maîtrise. Sur quoi on doit remarquer une chose singuliere ; & qui peut servir à faire connoître comment l'esprit humain traite la Religion. Quoi qu'il y eût peut-être dans la Communauté des Lingeres beaucoup de femmes de bien , neanmoins l'opinion commune ne leur étoit pas avantageuse : & dans l'esprit du peuple le nom de *Lingere* étoit un prejuge de peu de vertu. Il n'y avoit point de qualité plus suspecte, après celle de Blanchisseuse. C'étoit principalement au tems qu'elles dressèrent leurs statuts , qu'elles avoient cette reputation ; fondée sur

Lingeres
de Paris.
Août.
XIII.

1665. la conduite peu reguliere de quelques-unes d'entre elles. Mais quoi qu'elles fussent peu soigneuses de leur pudeur , & qu'elles souffrissent dans leur Corps des personnes scandaleuses, elles n'en pouvoient souffrir néanmoins que de Catholiques : bien moins sensibles au reproche du scandale que de l'*Hérésie*.

*Cham-
bres Mi-
parties.
XIV.
Juillet.*

Mais l'onzième de Juillet le Clergé fit publier une Declaration d'une extrême consequence. Elle portoit que quand les Reformez Conseillers dans les Chambres Miparties ne s'y trouveroient pas au nombre de quatre, les Catholiques pourroient juger en plus grand nombre que les Reformez. Cela étoit directement opposé au quarante-cinquième article de l'Edit, qui portoit fort expressement que les Conseillers de ces Chambres ne pourroient juger qu'en nombre égal. Les pretextes de cette Declaration étoient que les Reformez s'absentoient souvent; que par des recusations affectées, des maladies ou autres causes, ils ne se trouvoient point aux audiences, & n'assistoient point aux jugemens des procès; que cela caufoit des retardemens & des longueurs incommodes aux parties. Il y a beaucoup d'apparence que le pretexte étoit faux; mais au moins il est évident que ce n'étoit pas la veritable raison de la Declaration: autrement il auroit fallu rendre la chose égale; & permettre aussi aux Reformez de juger en plus grand nombre, quand il ne se trouveroit pas aux jugemens un nombre suffisant de Catholiques, qui pouvoient être absens pour les mêmes causes. Mais c'étoit aux Reformez qu'on en vouloit; & on avoit imaginé cet expedient pour ôter à ces Chambres l'autorité mipartie, & y rendre les Catholiques les plus forts. Le Roi avoit prejudgé sur ce sujet par des Declarations du troisième d'Avril & du vingt-huitième de Mai 1663. données pour la Chambre de Grenoble: & celle-ci étoit pour la Chambre de Bourdeaux.

*Livres.
Mai.*

Le Synode de l'Isle de France étant assemblé à Vitri le François, les Missionnaires, selon leur coutume, vinrent defier les Ministres, prêcher la Controverse, exciter le peuple à sedition. Mais le Synode ayant repoussé avec mepris toutes les propositions de ces pretendus Docteurs, ils s'aviserent d'un expedient pour faire parler l'Assemblée. Ils presenterent au Juge un livre composé par Drelincourt, intitulé *Abregé des Controverses*; livre facile, populaire, qu'on pouvoit toujours avoir dans la poche à cause

cause de sa petitesse, sans en être incommodé, & que les artisans, les servantes, les enfans même savoient par cœur. Les plus simples y trouvoient des armes proportionnées à leur portée, pour se défendre contre les Missionnaires; qu'ils embarrassoient aisément par les passages, & les courtes reflexions que ce livre leur fournissoit. Il y avoit déjà plus de vingt ans qu'il étoit public, & on en avoit fait un grand nombre d'éditions: de sorte qu'il n'y avoit plus lieu d'y faire des observations nouvelles. Néanmoins les Missionnaires firent des extraits odieux de ce livre, & moitié sophisme, moitié calomnie, ils le firent passer pour un livre digne du feu. Après l'avoir mis entre les mains du Juge, ils eurent l'impudence de faire fommer le Synode de soutenir la doctrine de ce livre, à faute de quoi ils le feroient condamner par justice comme un libelle désavoué. Le Synode accoutumé à de semblables tentatives des gens de ce caractère, ne s'émut point pour cela, & jugea plus à propos de laisser faire ces malhonnêtes gens, que de faire semblant même de les écouter. Le livre fut donc condamné & brûlé; & les Juges decreterent contre quelques particuliers qui en avoient débité un petit nombre d'exemplaires. Il est à propos de remarquer qu'encore que ce livre fût fort connu, néanmoins les Missionnaires feignirent de l'avoir trouvé par hasard entre les autres livres, que les Libraires avoient accoutumé d'étaler dans les lieux où on assembloit le Synode.

Je ne m'arrêterai point à parler des diverses condamnations, prononcées contre ceux qu'on accusoit de chanter des Pseaumes. Il n'y avoit point de lieu du Royaume où on n'en vît quelque exemple tous les Jours: quelques-uns même de ceux qu'on mettoit à l'amende pour ce prétendu crime, avoient la hardiesse de déclarer qu'ils ne laisseroient pas de contrevenir à cette défense. Il y en eut plusieurs qui firent employer pour réponse aux sentences qui leur étoient signifiées sur ce sujet, les premières lignes de la paraphrase Françoisé du Pseaume trente-quatrième: *Jamais ne cesserai De magnifier le Seigneur: En ma bouche aurai son honneur Tant que vivant serai.* On dit qu'il y en eut d'assez résolu en divers lieux, pour consigner le double de l'amende à quoi ils étoient condamnés, en déclarant que c'étoit pour l'amende de la nouvelle contravention, où ils tomberoient au premier jour. Néanmoins on se lassâ de cette vexation, & les Re-

1665
Mai.
XV.

Defenses
de chan-
ter les
Psea-
mes hors
des Tem-
ples.
Août.

formez

1665. formez cederent à des defenſes tant de fois renouvelées. Cette année le Bailli de Rouën donna une ſentence qui defendoit à tous les Reformez de chanter des Pſeaumes à haute voix, tant en ville que par chemin, tant ſur terre que par eau : & ayant pourſuivi criminellement Des Brieres Montauban, pour y avoir contrevenu, il le condamna à quinze livres d'amende, avec defenſes de recidiver à peine de punition corporelle. La ſentence fut renduë le vingt & unième d'Août.

*Minif-
tres.
Mars.*

*Defenſes
aux E-
gliſes
fortes
& aſſiſter
les foi-
bles.*

*Novemb.
XVI.*

Les Miniſtres eurent leur part des vexations. On doit compter pour peu de choſe la malice que Filleau fit à ceux de Poitou pendant le Carême. Ils étoient venus en grand nombre à Poitiers, pour produire devant les Commiſſaires les titres de leurs Eglifes. Pour les chagriner Filleau fit publier à ſon de trompe le deuxième de Mars, des defenſes à ceux qui tenoient des hôtel-leries, de donner à leurs hôtes de la viande defenduë, à peine de cinquante livres d'amende. Mais l'arrêt du ſixième de Novembre étoit bien d'une autre conſéquence. La deſenſe de prêcher dans les Annexes n'avoit pas eu l'effet que le Clergé s'étoit propoſé. Il avoit cru qu'aſſi-tôt qu'on l'exécutoit, la pauvreté feroit tomber d'elles-mêmes plus de la moitié des Eglifes : mais au contraire les Reformez reſolurent de les ſoutenir toutes, & d'obliger les Eglifes puiffantes à contribuer quelque choſe pour la ſubſiſtance des foibles. Suivant cette reſolution qui fut generale, & aſſez bien executée, on vit en deux ans preſque tripler le nombre des Eglifes & des Miniſtres. On fixa les gages des Paſ-teurs. On obligea les Eglifes à s'efforcer de faire quelque choſe au delà de leurs contributions anciennes ; & chaque Province ſe chargea de fournir aux depens des Eglifes principales, ce que les plus pauvres ne pourroient payer. Cela fit un extrême depit au Clergé, qui perdoit ainſi le fruit des chicanes ſur leſquelles il avoit le plus compté. Le remede qu'il y trouva fut qu'à l'occaſion d'une deliberation pareille, priſe par le Synode de baſſe Guyenne, aſſemblé à Nerac le dix-ſeptième de Septembre, il obtint un arrêt du ſixième de Novembre, qui defendoit à une Eglise de contribuer à la ſubvention du Miniſtre d'une autre. On peut dire que le depit avoit ſi fort troublé le Clergé en cette rencontre, qu'il ſe demaſqua ſans y penſer, & revela groſſièrement l'artifice qu'il avoit deguiſé trente ans durant par divers pretextes.

tes. Il avoit toujours voulu faire croire qu'il en vouloit aux Annexes comme à des usurpations; mais il declaroit ici qu'il avoit eu une autre pensée. Il disoit clairement & sans équivoque, que si on permettoit ces contributions, *cette licence produiroit le même abus que faisoit la liberté des Annexes, avant qu'elle eût été abolie, & que par ce moyen les Ministres deviendroient beaucoup plus frequens, qu'il n'est convenable à une Religion qui n'est que tolérée.* Cet arrêt n'eut point d'effet durant un long tems, parce que les Eglises avoient des moyens de s'entre aider qui étoient difficiles à penetrer. On obtint néanmoins un arrêt favorable pour les Ministres le vingt-quatrième d'Avril. En consequence des arrêts qui leur defendoient de prêcher hors du lieu de leur résidence, on les vouloit obliger à résider au lieu même de leurs exercices, & on les empêchoit de demeurer dans des villes ou des bourgs du voisinage, qu'ils choisissent pour leur commodité; ce qui avoit même été glissé dans quelques arrêts, par la fraude de ceux qui poursuivoient ces affaires au nom du Clergé. On leur faisoit principalement cette chicane en Languedoc & en Dauphiné, mais il y avoit des exemples de la même vexation en bien d'autres lieux. Le Ministre de Bourges entre autres fut chassé de cette ville, parce que le lieu où il alloit prêcher étoit trop éloigné; & quand il en porta ses plaintes à la Chambre de l'Edit de Paris, pour toute justice elle l'appointa au Conseil: c'est à dire que d'une affaire où il n'y avoit qu'à prononcer conformément à l'Edit, on en faisoit un procès regulier, qui pouvoit engager les Ministres à de grands frais, & à d'ennuyeuses longueurs. On eut donc recours au Roi contre cette vexation, & on lui remontra qu'elle étoit directement contraire à l'Edit, qui accordoit une liberté generale aux Reformez de demeurer où ils le trouveroient bon; qu'il y avoit plusieurs Temples bâtis en des lieux où il n'y avoit point de maisons; qu'il y avoit beaucoup de lieux d'exercice où les Reformez se rendoient de loin, & où par consequent le Ministre ne pouvoit résider, sans être privé de la liberté de rendre ses services aux particuliers de son Troupeau. Ces remontrances obtinrent un arrêt qui permettoit aux Ministres & à leurs familles, de demeurer en tel lieu voisin de leur établissement qu'ils voudroient choisir. Mais parce qu'il n'étoit plus en usage d'accorder de grace aux Reformez, sans la corrompre par quel-

Avril.
Residen-
ce des
Minis-
tres.
XVI. 2.

1665. que limitation incommode ; cette permission leur étoit donnée à la charge de n'y faire nul exercice public, ni même des prières dans leurs maisons, sinon pour leur famille seulement, sans qu'aucune autre personne y pût assister, soit qu'on prétendit qu'il s'y fût trouvé par occasion ou autrement, à peine d'être procédé contre les Ministres selon la rigueur des Edits & arrêts du Conseil, & même d'être contraints de se retirer de ces lieux.

*Libelle
d'un
Cordelier
présenté
au Roi.*

Ce fut environ ce tems-ici qu'un nouveau converti, qui vouloit se faire valoir, mit au jour un petit Ouvrage, par lequel il prétendoit pouvoir détruire en France dans vingt-quatre heures la Religion Reformée. Le titre qu'il lui donnoit contenoit ces mots, *Moyen pour empêcher l'exercice de la Religion P. R. en France ; présenté au Roi.* L'auteur de cet écrit s'appelloit du Han. Il faisoit l'homme d'importance, & parloit de lui-même comme s'il avoit tenu dans l'Etat quelque rang considérable. Il avoit porté les armes, & je croi servi d'Ecuyer au Maréchal de Turenne: après quoi il avoit pris l'habit de Cordelier. Mais en quittant l'épée, il ne s'étoit pas défait de son humeur martiale. Jamais Moine n'a été plus turbulent, plus seditieux, plus mal honnête homme. Il se fit connoître tel en plusieurs occasions: mais le libelle dont je parle portoit principalement tous les traits de ce caractère: sur tout un petit écrit dont il l'accompagnoit, pour montrer l'importance de la decouverte qu'il avoit faite. Le fondement de sa vision étoit tiré d'une chicane que les Missionnaires avoient souvent rebattuë, principalement depuis que l'Evêque d'Orleans s'en étoit servi en haranguant le Roi defunt. Elle consistoit en cet argument; que l'Edit de Nantes avoit été donné pour ceux qui faisoient profession de la doctrine enseignée par Calvin, & suivie par les Reformez de France, mais qu'il n'autorisoit pas d'en introduire une nouvelle. Que si les Reformez d'aujourd'hui faisoient encore profession de la même doctrine qu'ils suivoient au tems de l'Edit, il falloit l'observer en leur faveur, parce que c'étoit à cette doctrine qu'il accordoit la tolerance; mais que s'ils l'avoient abandonnée; s'ils avoient renoncé à leurs principes anciens, & reformé leur Confession de Foi, on n'étoit plus tenu d'observer l'Edit, parce qu'il n'avoit pas été donné pour la nouvelle doctrine qu'ils avoient introduite. Il ne s'agissoit donc plus que de convaincre les Reformez de cette nouveauté,

ré, & ce miserable Auteur tâchoit de le faire par des tours de mau- 1665.
 vaise foi & d'impudence, dont on auroit peine à croire que les
 hommes fussent capables, si on ne le savoit par experience. Il
 imputoit aux Reformez d'avoir enseigné que Dieu est l'auteur du
 péché; qu'il est impossible d'accomplir les commandemens de
 Dieu, quand on est même assisté du St. Esprit; qu'on peut ob-
 tenir le salut sans faire de bonnes œuvres: mais il disoit qu'ils
 avoient abandonné ces articles de Foi, & qu'ils avoient même
 écrit pour les refuter. Il pretendoit qu'ils s'étoient departis de
 leur averfion pour la doctrine de la presence réelle, puis qu'ils
 avoient déclaré qu'il n'y avoit point *de venin* dans le sentiment
 des Lutheriens. Il les accusoit d'avoir changé d'opinion sur la
 justification, & sur d'autres sujets, à l'égard desquels ils s'étoient
 rapprochez de la doctrine des Catholiques. Au fond il n'y avoit
 en tout cela que de noires & grossieres calomnies; & il vouloit
 faire passer pour des *variations dans la Foi*, les apologies que
 les Ministres avoient faites de leur doctrine, contre les impostu-
 res des Ecrivains Catholiques: comme si c'étoit changer de sen-
 timens, que de faire voir l'innocence de ceux dont on a toujours
 fait profession. Mais il y a quelque chose qui merite principale-
 ment d'être remarqué dans le caractère de ce faux zèle, qui fai-
 soit trouver justes toutes les choses qui pouvoient servir à l'op-
 pression d'un million de malheureux. On reconnoissoit que l'E-
 dit devoit être observé en faveur des Reformez, supposé qu'ils
 crussent encore ce qu'on leur imputoit calomnieusement d'avoir
 cru pendant les guerres civiles; mais on pretendoit que le Roi
 étoit dispensé de le maintenir, supposé qu'ils eussent d'autres
 sentimens. Or en même tems on disoit que leur ancienne doc-
 trine étoit impie & blasphematoire, & que la nouvelle étoit plus
 aprochante de la verité. Cela revenoit donc proprement à dire
 qu'il falloit encore tolerer les Reformez, pourveu que leurs sen-
 timens fussent impies; mais qu'il n'étoit pas juste de les tolerer,
 si ayant renoncé à ces sentimens odieux, ils en avoient pris de
 meilleurs. C'est ainsi que la passion deconcerte les hommes, &
 qu'elle les jette dans des absurditez dont ils auroient honte, s'ils
 pouvoient penser aux choses de sens froid, & sans intérêt. Ce-
 pendant l'auteur de cette belle decouverte eut la hardiesse de pre-
 senter son livre au Roi, & de l'accompagner d'un écrit conte-

*Estrange
caractere
d'un
faux
zèle.*

1665. nant près de trois feuilles, qu'il intituloit, *Moyen pour empêcher l'exercice de la Religion Reformée en France*. Il y representoit les Reformez comme les auteurs de tous les desordres de l'Europe; il faisoit un abrégé malin & calomnieux de leur histoire, depuis l'origine de la Reformation, & tâchoit de prouver au Roi qu'il étoit en état de les exterminer s'il vouloit, sans rien craindre du dedans ni du dehors. Il étoit si versé dans l'Histoire qu'il disoit que ce que l'Espagne tenoit, qui avoit autrefois appartenu à la France, & qui lui étoit laissé par le benefice de la paix, ce qui ne se peut entendre que de la Navarre, puis que le Roi d'Espagne avoit plus laissé du sien à la France par la paix des Pyrénées, qu'elle n'avoit retenu de ce qui avoit été possédé autrefois par les François; que ce qu'elle tenoit, dis-je, avoit été usurpé pendant les guerres civiles. Cependant ces avis étoient reçus. On en faisoit comme de ceux qui regardoient les Finances. La passion d'accroître les revenus du Roi les faisoit prendre quels qu'ils fussent; après quoi on se servoit des plus praticables & des plus utiles. De même le zèle destructeur qui animoit tous les Catholiques contre l'*Herésie*, faisoit prendre en bonne part toute sorte d'avis, justes ou injustes, violens ou moderez, absurdes ou bien sensez: après quoi on choisissoit les plus efficaces & les plus commodes.

Assemblée du Clergé.

Harangue de l'Evêque d'Uzès. Octobre.

Mais le Clergé de son côté ne negligeoit pas de rechercher dans ses Assemblées les moyens de se satisfaire. Il fit haranguer le Roi le sixième d'Octobre par l'Evêque d'Uzès, homme éloquent, & qui tournoit agreablement ses pensées; mais qui se servoit cruellement de son éloquence, pour accabler les misérables Reformez. On ne peut s'imaginer rien de plus violent que tout son discours; & il faisoit des plaintes si outrées contre ces pauvres persécutez, qu'on auroit dit que c'étoit l'Eglise Romaine qui souffroit, & que les Reformez abattoient ses Temples, ôtoient les charges à ses disciples, les excluient des moyens de gagner leur vie, & lui faisoient en un mot tout ce qu'il n'étoit que trop vrai qu'on leur faisoit à eux-mêmes. On trouve à chaque ligne de cette harangue des termes pleins de venin & de fureur: Chaires de peste, Synagogues de Satan, Herésie, mensonge, audace, monstre & autres semblables. D'abord l'Evêque remercie le Roi de veiller avec empressement pour détrui-

re

te l'*Herésie* ; d'avoir emporté tant de triomphes sur les *ennemis* 1665. de la *Religion* ; d'avoir donné des ordres aux Commissaires dans les Provinces pour les reprimer ; d'avoir commencé de la belle manière à humilier les *ennemis* de l'Eglise en Provence , Picardie , Languedoc & Gex par la demolition des Temples ; par les Colleges ôtez à diverses villes ; par l'Academie de Montauban transférée ailleurs , & par la demolition de dix-sept bastions de cette ville ; par les ordres envoyez en Dauphiné , où il dit qu'il y avoit eu en peu de tems plus de trois cens Temples bâtis. Il fait un crime aux Reformez d'avoir fait des partages , parce qu'ils tendoient à laisser couler le tems en attendant une revolution. Il dit que Nîmes , Uzes , Mende , Poitiers , Luçon & d'autres Diocèses , étoient des lieux où on voyoit tous les jours auparavant des tragedies sanglantes , & des violences épouvantables ; & que les Catholiques y benissoient Dieu de commencer à être delivrez. Il se plaint de persecutions à quoi on n'osoit penser parmi les Scythes & les Barbares. Il ne parle que de détruire le *monstre redoutable de l'Herésie* , à qui on a déjà donné les frayeurs & les tranfes de l'agonie ; & il s'assûre que le Roi travaillera avec la même application à la faire expirer entierement. Il exhorte ce Prince à achever sans interruption , à vanger la querelle de Dieu dans le Bearn qui n'a point de droit à l'Edit , parce que c'est depuis l'Edit qu'il a été reûni à la Couronne ; & il pretend qu'on y pourroit forcer les Reformez sans injustice , puis que les Catholiques y avoient été forcez autrefois par une Reine *Heretique*. On peut remarquer en passant sur cet article , que ce fut aussi par cette Province que les Dragons en 1685. commencerent leur mission ; mais je dirai de plus aussi en passant , que ce qui obligeoit l'Evêque à parler ici du Bearn , est qu'on y persecutoit les Reformez à outrance , & que Lavie premier President leur faisoit des vexations dont le recit paroîtroit incroyable , si on n'avoit de bons titres pour le prouver. Mais je me réserve à parler de ces violences , dans un lieu où je pourrai en faire l'histoire tout d'une suite. Je reviens donc à la harangue de l'Evêque , qui demandoit que les Chambres Miparties fussent incorporées aux Parlemens , non pas comme la Chambre de Grenoble , mais comme la Chambre de l'Edit de Paris : c'est à dire que les Chambres fussent éteintes , & que les Conseillers en fussent distribuez

1665. dans les Enquêtes. Il alleguoit pour raisons de cette nouveauté
 Octobre. que les causes de l'institution de ces Chambres avoient cessé, & que les Reformez y étoient favorisez au prejudice des Catholiques. En attendant que ces Chambres fussent incorporées, il demandoit qu'elles ne connussent point des affaires des *Relaps*, ni de celles des nouveaux Catholiques. En effet jusques à present ceux à qui on faisoit un procès sur leur retour à la Religion Reformée, apelloient aux Chambres Miparties des condamnations ordonnées contre eux par les Juges inferieurs; & souvent on les y traitoit d'une maniere plus équitable. Il demandoit que l'arrêt du Parlement de Thoulouse, qui ordonnoit aux Seigneurs Hauts Justiciers Catholiques de mettre des Juges Catholiques dans leurs Justices, fût confirmé par une Declaration. Il imploroit la protection du Roi en faveur des nouveaux *convertis*, contre lesquels il feignoit des monopoles, des violences, des mauvais traitemens qui les faisoient retomber. Il se plaignoit que les *Relaps* & les Moines qu'on apelle *Apostats*, n'étoient pas assez punis, & que la Declaration du Roi n'y avoit remedié qu'en partie. Il pretendoit que le bannissement n'étoit pas une peine assez grande pour les *Relaps*, & il insinuoit qu'on pourroit condamner les Moines à une prison perpetuelle, pretendait qu'ils ne changeoient tous que par *des passions d'ignominie & de brutalité*: & que les pais étrangers étant un refuge où ils vivoient en repos, le bannissement n'étoit pas pour eux une peine. C'étoit sur cette matiere qu'il posoit pour *un effet & pour une marque d'une très-grande pieté, d'être severe & d'être impitoyable*: maxime fort propre à porter les hommes aux plus grands excès, quand on leur fait de la cruauté un devoir de Religion. Il vouloit apliquer la même severité, à empêcher que les Reformez ne corrompissent les Catholiques par des esperances de mariage. Il se plaignoit que les censures ne le pouvoient empêcher, & que les arrêts donnez sur ce sujet étoient inutiles, & deplorant la foiblesse des armes de l'Eglise, il avoit recours à celles du Roi, comme plus fortes & plus redoutables. Il demandoit que la liberté de conscience fût ôtée aux Catholiques; & il pretendoit que ce ne seroit faire ni breche à l'Edit, ni injustice aux Reformez. Il insinuoit que ceux-ci l'avoient demandée l'épée à la main; mais que les Catholiques ne l'avoient jamais requise. Il se vantoit que
 les

Contre
 la liberté
 de con-
 science.

les vingt-deux Diocèses du Languedoc avoient fait leur déclaration aux Etats de la Province, qu'ils ne vouloient point de la liberté de conscience, & qu'ils la tenoient à outrage. Il declamoit avec une extrême violence contre l'extension de cette liberté, qui devoit être laissée aux Reformez, mais qui n'avoit été étendue aux Catholiques que par le desordre des guerres. Il protestoit que tous les Diocèses du Royaume étoient prêts à signer de leur sang la déclaration de ceux du Languedoc, & il pressoit le Roi sur ce sujet avec une force qu'on ne se peut imaginer. La conclusion de la harangue étoit du même stile, & du même caractère que tout le reste. 1665. *Octobre.*

Voilà ce que la posterité aura peine à se persuader, & ce qui n'a point d'exemple dans tous les siècles passez, que solennellement, exprès, avec deliberation, des gens sobres & éveillez renoncent à une liberté dont ils ne sont pas les maîtres, & dont la nature même, quelque effort qu'ils fassent, ne leur permet pas de se defaire. Mais le tems de prononcer sur cette question n'étoit pas encore venu, & les consciences des Catholiques demeurèrent libres malgré eux encore quelques années. L'Evêque d'Amiens harangua aussi le Roi le douzième de Janvier de l'année suivante. Son discours fut encore beau & éloquent, mais c'étoit une violente invective contre les Juges royaux, depuis le commencement jusques à la fin. Quoi qu'il n'eût rien à dire proprement contre les Reformez, il ne laissa pas de les mêler dans son discours en plusieurs occasions, & il étoit si à la mode de les charger de tout, qu'il les voulut rendre responsables de tout ce qui ne plaisoit pas au Clergé dans le cours du monde. Il dit que la nouvelle jurisprudence qui violoit les immunités Ecclesiastiques, avoit été enfantée par l'Herésie du dernier siècle; augmentée par la contagion du schisme d'Angleterre, & fortifiée par un long usage; que les appellations comme d'abus étoient de même âge que l'Herésie de Calvin; que la doctrine des Reformez étoit la plus étendue, & la plus libertine de toutes les Heresies. Il declaroit assez ouvertement par ce discours, que ce qui animoit le Clergé d'une fureur si barbare contre les Reformez, n'étoit rien moins que l'intérêt de la vérité. C'étoit seulement l'intérêt de sa juridiction & de ses grandeurs. Ces Prelats qui étoient devenus autant de tirans de la conscience, par l'usurpation 1666. *Autres harangues. Janvier.*

1666. tion d'une puissance temporelle, ne pouvoient souffrir cette odieuse *Hereſie* qui les rapelloit aux termes de l'autorité paſſorale, & c'étoit là ce que la Reformation avoit de ſi *libertin*, ſelon eux, qu'elle vouloit rompre le joug de cette puissance mondaine, ſous lequel depuis tant de ſiècles ils faiſoient gemir l'Egliſe de JESUS-CHRIST. Au reſte ce tour d'invective étoit aſſez bien imaginé. Cet Eveque parlant à un Roi qui marchoit à grands pas à la deſtruction de l'*Hereſie*, ne pouvoit rien dire de plus propre à rendre ſuſpectes les entrepriſes des Juges royaux, ſur les privileges du Clergé, que de poſer pour fondement de ſes plaintes, que ces attentats avoient leur ſource dans cette Religion odieuſe, dont la ruïne étoit jurée.

*Grands
Jours.*

Ce Prelat mêloit de grandes plaintes dans ſon diſcours, contre les Grands Jours qui ſe tenoient à Clermont en Auvergne, où le Roi les avoit établis l'année precedente par une Declaration particuliere. Ces Juges extraordinaires prirent connoiſſance de toute ſorte d'affaires, & ſur tout ils entrèrent bien avant dans les Eccleſiaſtiques. Ils rendirent des arrêts qui attribuoient aux Juges royaux un grand pouvoir, dans les choſes qui regardoient l'Egliſe. Il étoit impoſſible qu'on ne reconnût par ce moyen une infinité de malverſations que le Clergé laiſſoit impunies, parce que lui-même en étoit coupable. Les Eglises, les Couvens, les Prieurez, les Cures, les Chapelles étoient dans un grand deſordre. Les bâtimens tomboient en ruines par l'avidité de ceux qui poſſedoient les Benefices, & qui gardoient pour eux tout le revenu, dont ils devoient employer une partie aux reparations neceſſaires. Les fondations étoient fort mal obſervées, les mœurs des Eccleſiaſtiques étoient mal réglées. Le moindre de leurs vices étoit la chicane, où ils avoient aquis un degré d'intelligence fort peu commune. De ſorte que les Juges royaux étoient obligez d'exercer ſouvent contre eux la derniere ſeverité. On peut juger de la vie de ces indignes Eccleſiaſtiques, par la rigueur des peines à quoi l'Eveque même ſe plaignoit qu'ils étoient condamnez: *On les envoie au gibet, diſoit-il, ſans les degrader, on les étrangle, on les rompt, on les brûle avec toutes les marques du ſacerdoce de JESUS-CHRIST.* On voit par là de quel excès les Prêtres étoient capables, puis qu'on les faiſoit périr par des peines deſtinées aux actions les plus noires: & on ne manquera

*Mœurs
des Ec-
cleſiaſti-
ques.*

quera pas de remarquer qu'il y avoit quelque chose de fort singulier, dans les plaintes que le Clergé en oïoit faire; puis qu'il faisoit paroître en cela que par une fausse delicatesse, il trouvoit la Prêtrise plus deshonorée par le supplice que par le crime. Quoi qu'il en soit les Grands Jours avoient recommandé aux Juges royaux de visiter les bâtimens Ecclesiastiques; d'informer de la vie & des mœurs des personnes qui avoient reçu les Ordres; de regler les *portions congrues*, la subsistance, le nombre, la fonction des Prêtres; de juger de l'incompatibilité des Benefices; de faire garder la clôture aux Religieuses; de recevoir les comptes des fabriques; de pourvoir à la fidele administration des revenus; aux reparations des édifices; à la celebration de ce que les Catholiques appellent *les divins mysteres*, & à plusieurs autres choses. Il y avoit des articles dans ces reglemens qui pouvoient interesser les plus gros Prelats; mais il y en avoit plusieurs sur tout qui pouvoient reprimer la licence des Prêtres, & particulièrement celui qui attribuoit aux Juges royaux la connoissance des *portions congrues*. C'est ainsi qu'on appelle une portion du revenu des Benefices qu'on est obligé de laisser aux possesseurs, pour en jouir en exemption de toutes charges, sous prétexte qu'il ne faut pas les reduire à une mendicité qui deshonoreroit leur caractère, & qui les rende incapables de leurs fonctions. C'est là le refuge des Prêtres noyez de dettes. Ils mettent leur revenu à couvert sous le voile de leur *portion congrue*, & ils se conservent le moyen de vivre à leur aise, pendant qu'ils reduisent par leur mauvaise foi leurs creanciers à mourir de faim. Les Juges Ecclesiastiques favorisoient cet abus qui étoit fort general; mais il y avoit aparence que les séculiers le corrigeroient, & qu'étant bien informez de l'humeur chicaneuse des Prêtres, ils reprimeront leurs desordres & leur licence. Le Clergé donc n'avoit garde de laisser passer de tels reglemens sans dire mot, ni de souffrir qu'on ôtât aux Ecclesiastiques la liberté de ne payer point leurs dettes, & de vivre licencieusement aux depens d'autrui. Néanmoins il ne fut pas le seul qui se plaignit de la severité des Grands Jours. Ils donnerent plusieurs arrêts fort rigoureux, même contre des personnes puissantes, & le Roi les fit executer avec beaucoup de hauteur. Les Reformez se plaignirent aussi que les Grands Jours eussent pris connoissance de leurs affaires,

*Abus
commis
sous le
pretexte
des por-
tions con-
grues.*

1666. au prejudice des Chambres Miparties qui en étoient seules competentes : & en effet il paroît assez étrange , qu'outre tant de
 Les Grands Jours entre-
 prement sur les Cham-
 bres Mi-
 parties. Juges qui leur étoient contraires , & la juridiction extraordinaire des Commissaires qu'on avoit érigée exprès pour les ruiner , on eût encore voulu les assujettir à ce nouveau Tribunal ; comme si tant d'autres ennemis n'avoient pas été suffisans pour les detruire. Mais il semble qu'on avoit voulu par là ôter au Clergé une occasion de se plaindre , dont il n'auroit pas manqué d'abuser , si en le soumettant à cette juridiction , le Roi avoit oublié d'y soumettre en même tems les *Heretiques*. Au fond les arrêts des Grands Jours n'étoient proprement qu'un aiguillon , pour exciter le Clergé à donner de l'argent au Roi : c'est pourquoi aussitôt qu'il y eut aquiescé , il obtint un arrêt du Conseil le premier d'Avril , qui detruisoit presque tout ce qui avoit été fait par cette rigoureuse juridiction.

Harangue de l'Evêque de Valence & de Die. Pour sortir tout d'un coup de ce qui regarde cette Assemblée , je parlerai encore ici de la harangue de l'Evêque de Valence & Die , qui prit congé du Roi le dix-septième d'Avril à la tête de tout le Clergé. Il rendit grâces au Roi d'avoir abattu les Temples bâtis sur les ruines des Eglises ; d'avoir empêché l'*apostasie* des Moines & des autres Catholiques ; d'avoir desarmé l'*Herésie* , qui n'avoit plus , disoit-il , que quelques têtes languissantes , qu'elle pouvoit lever encore , mais qui ne feroient que des efforts impuissans , & qui retomberoient quand il plairoit au Roi , sans esperance de se relever & de renaître. Il demanda au Roi avec grande instance le retablisement des Synodes Provinciaux , dont il disoit que l'interruption avoit été la cause de tous les desordres arrivez dans l'Eglise. L'Evêque d'Amiens en avoit parlé dans sa harangue ; & ne s'éloignant en rien du tour qu'il avoit pris dans tout son discours , il avoit fait aussi intervenir l'*Herésie* sur cette matiere ; pretendait que puis qu'on leur permettoit de tenir des Synodes , on devoit accorder la même grace aux Ministres de l'Eglise Catholique : mais celui-ci traita la chose avec un peu plus d'étendue. Ce qu'il y avoit de plus remarquable dans sa harangue étoit la hardiesse de l'éloge que ce Prelat donnoit au Clergé , de ne s'être jamais laissé entraîner à la foule , ni aux malheureuses cabales qui s'étoient élevées contre l'autorité des Rois : & d'avoir depuis plus d'onze cens ans toujours contribué à rendre ce Royaume

me le plus florissant de l'Europe. Il falloit, pour oser le dire, ou 1666. avoir oublié les perfides attentats du Clergé sur l'autorité de Louis le Debonnaire ; les fureurs de la Ligue ; les Etats de 1615. la conspiration du Marechal de Mommorenci , & d'autres semblables événemens ; ou être bien assuré qu'on n'avoit pas appris au Roi l'histoire de son Royaume.

Cette Assemblée obtint plusieurs choses contre les Reformez ; *Declaration* que je rapporterai en leur propre lieu. Mais ici je remarquerai *tion sur le Cahier du Cler-* que sur le Cahier qu'elle avoit présenté au Roi , elle obtint une Declaration au mois de Mars , dont le vingt-deuxième article ex-*ceptoit* ceptoit de l'examen des Evêques les Colleges & les Ecoles accordées aux Reformez *par Lettres patentes enregistrées.* Il sembloit par conséquent que celles qui n'avoient pas cet avantage étoient sujettes à la visite des Prelats. Le même article recomman-*doit* doit l'exécution des arrêts, par lesquels le partage ou la suppression de ces Colleges ou Ecoles avoient été ordonnées. Le vingt-troisième *vidoit* vidoit la question formée sur la qualité de parties , prétendue par les Syndics du Clergé , & les Promoteurs des Diocèses, quand il s'agissoit des contraventions aux Edits ; & le Roi les reconnoissoit en cette qualité. Le vingt-septième confirmoit aux Vicaires des Evêques & des Archevêques le privilege qui leur avoit été accordé depuis peu d'années , de tenir la seconde place dans les Assemblées generales des villes : & le vingt-huitième ordonnoit le retablissement des Presbyteres aux depens des paroissiens.

Pendant le cours de ces affaires, & vers le commencement de *Relation* cette année, il parut un petit écrit qui avoit pour titre , *Relation de l'état des Re-* *succinète de l'état où sont maintenant les Eglises Reformées de France, en 1666.* On attribuoit cette piece au celebre Ministre Claude , qui ne l'a neanmoins jamais avouée : soit qu'en effet elle fût l'ouvrage d'un autre ; soit qu'ayant déjà *deux arrêts sur lui* , comme le Roi l'avoit dit au Deputé General, lors qu'il lui rendoit compte de la vocation que le Consistoire de Paris lui avoit adressée, il ne voulût pas attirer sur lui de fâcheuses affaires, par l'aveu d'un écrit qui ne pouvoit être agreable aux Puissances : & qui en effet fut supprimé avec les rigueurs accoutumées en pareilles occasions. Il ne contenoit que dix-huit articles , où sans rien oublier d'essentiel , & sans sortir des reflexions generales, il marquoit toutes

1666. les sources que le Clergé avoit ouvertes , pour en tirer la ruine des Eglises. Il parloit d'abord de l'artifice dont le Clergé s'étoit servi , pour faire departir des Commissaires dans les Provinces, sous pretexte d'exécuter l'Edit, comme si avant cela il ne l'avoit jamais été : & il faisoit voir que la maniere dont on s'y prenoit tendoit uniquement à ruiner les Eglises , qui n'étoient fondées que sur l'ancienne execution de l'Edit de Nantes. Il observoit que tous les arrêts donnez en consequence de la commission étant des infractions à l'Edit, renvoyer l'exécution de ces arrêts aux Commissaires même , nommez sous le pretexte de faire garder l'Edit, c'étoit une oppression évidente, que c'étoit une injustice manifeste que de recevoir le Clergé partie dans cette sorte d'affaires ; que c'en étoit une autre qui n'étoit pas moindre , que de ne recevoir pas les Eglises à la preuve par temoins ; que les Commissaires même étoient légitimement suspects ; les Catholiques, comme portez d'eux-mêmes à détruire les Reformez , & d'ailleurs animez par les Jésuites, de qui ils suivoient aveuglément les inspirations & les memoires : les Reformez, parce qu'ils étoient nommez la plupart à la recommandation des Evêques ; & choisis exprès pour être capables de ce qu'on vouloit qu'ils fissent. Il n'oublioit pas Sigognac nommé par l'Evêque de Montauban, & maintenu dans la Commission , après avoir été recusé devant le Roi par les Reformez. Ce prevaricateur avoit promis de changer de Religion ; & il le fit en effet , après qu'il eut rendu au Clergé pendant sa commission tout le service qu'il en attendoit. Dans le sixième article on voyoit les raisons pourquoi on ne pouvoit esperer beaucoup d'appui des Commissaires Reformez, quand même ils avoient de bonnes intentions : soit parce qu'on les lioit par les propres termes de la Commission , & qu'on les obligeoit à faire des choses d'autant plus dangereuses qu'elles sembloient requises, consenties , ou approuvées même par les personnes de la Religion : soit parce qu'ils n'avoient pas assez d'habileté pour tenir tête aux Intendans , qui avoient une autorité supérieure, qui étoient les maîtres de l'instruction, qui étoient ordinairement suivis au Conseil, ou même ils étoient reçus à faire le rapport de leurs propres partages. On faisoit voir cela par un recit abrégé de ce qui étoit déjà arrivé dans plusieurs Provinces, sur le sujet du droit d'exercice ; & que j'ai rapporté jusqu'ici assez amplement.

En

En suite on rapportoit la substance de dix-sept ou dix-huit ^{1666.} *Grand nombre d'Arrêts & de Déclarations des puis peu d'années.* Déclarations ou arrêts, qui depuis cinq ou six ans avoient ôté aux Reformez la liberté de chanter les Pseaumes; la bienséance des sépultures; la présidence dans les Compagnies où ils avoient des Charges; le pouvoir d'entretenir des Écoles pour l'instruction des enfans; le droit de faire imprimer des livres concernant la Religion. On n'oublioit pas les Déclarations ou arrêts qui donnoient atteinte à l'autorité paternelle; ou qui defendoient aux plus forts de soutenir les plus foibles dans leurs affaires, par des liberalitez & des assistances charitables; ou qui reduisoient les Ministres à n'oser prêcher que dans un seul lieu; ou qui interdissoient les Colloques; ou qui faisoient un crime aux Consistoires de censurer ceux qui envoyoient leurs enfans étudier dans les Colleges des Catholiques, ou même des Jésuites; ou qui permettoient aux Prêtres & aux Moines de visiter les malades; ou qui regloient les qualitez que les Ministres devoient prendre, & les habits qu'ils devoient porter; ou qui les obligeoient à s'abstenir, au milieu de tant de souffrances, du mot de *persecution*. On ajoutoit à tout cela quelque reflexion sur la Déclaration donnée contre les *Relaps*, & sur les suites qu'elle avoit eues. L'article ^{Depuis souvent mal remis au Conseil.} huitième, après quelques remarques sur les rigueurs des Parlemens, & sur la passion de tous les Juges, faisoit des remarques sur le refus qu'on faisoit au Conseil d'écouter ceux qui venoient y porter des plaintes de tous ces excès. Le President de Vignoles, envoyé en Cour par la Chambre de Castres en 1661. reçut en arrivant à Paris, par le ministère d'un Exemt, un commandement de se retirer dans huitaine, à peine de desobeissance. Les habitans de Privas ayant envoyé de même la Faïsse, pour solliciter leurs affaires en 1664. ce Deputé reçut un ordre semblable par le Chevalier du Guet. Sur la fin de l'année 1665. la Chambre de Guyenne ayant député Sarrau, l'un des Conseillers Reformez, pour aller porter en Cour ses remontrances, la Cour le prevint; & avant qu'il fût parti, lui envoya une lettre de Cachet qui portoit defenses de s'y rendre. Tous les autres Deputez étoient mal reçus; & après qu'on les avoit fatiguez par mille rebuts & mille longueurs, on les renvoyoit toujours avec la douleur d'avoir perdu leurs procès. Après cela on parloit des affaires qu'on faisoit aux Ministres, ou pour empêcher qu'ils ne

1666. rendissent leurs devoirs à leurs Troupeaux, ou pour degoûter de cette profession ceux qui la verroient environnée de tant de pièges & de tant de peines. On faisoit un article exprès du traitement fait à Montauban, à la Rochelle & à Milhau, & un autre des procès qu'on faisoit aux Communautés & aux particuliers, pour de pretendus blasphêmes. On remarquoit que quand par quelque faux temoignage ou autrement on pouvoit convaincre un Reformé, il étoit puni sans miséricorde : mais que quand les temoins ou les denonciateurs étoient convaincus de faux, on les renvoyoit presque sans les blâmer de leur calomnie. L'impunité du Curé d'Aymet, dont j'ai parlé ailleurs, étoit à la tête des exemples de cette injustice : & on y ajoûtoit celle d'un Prêtre de Chatelleraud, qui avoit été convaincu d'avoir accusé faussement une fille de la Religion d'avoir manqué de respect pour la personne du Roi. On rapportoit l'iniquité du Parlement de Rennes, qui après avoir condamné la Touche Caillon au feu, pour un crime dont enfin on avoit reconnu les veritables auteurs, avoit refusé de re-tablir l'honneur & la reputation de ce pauvre homme par quelque reparation convenable. Un scelerat de Montauban, convaincu à Thoulouse d'avoir suborné des temoins, pour accuser un Marchand d'avoir medit de la Ste. Vierge, fut pour toute peine condamné à l'amende. Bobineau Ministre de Pouzauges, homme de bien, affectionné à sa Religion, faisant honneur à son ministere, & en même tems fort sage & fort modéré, fut mis en prison à Poitiers, après avoir été accusé par un Moine Augustin, & par un Curé, d'avoir prêché seditieusement dans un Synode : mais l'accusation fut si mal soutenue, que Filleau même ne put trouver un pretexte de lui mal-faire : cependant toute la reparation qu'on lui fit, fut qu'après deux mois de detention il fut élargi, à la charge de se représenter. Borie, Ministre de Turrenne, ayant été accusé de même d'avoir prêché contre l'honneur de la Vierge, quoi qu'il eût dit simplement qu'il n'y avoit que J E S U S - C H R I S T qui fût né sans peché, fut tenu prisonnier à Bourdeaux un an durant dans un cachot, les fers aux pieds : & enfin condamné le cinquième de Septembre 1664. par le Parlement à un bannissement perpetuel. L'arrêt ne portoit néanmoins pour raison de cette rigueur que ces paroles, qu'on pouvoit tirer d'un de ses Sermons *des consequences contre l'honneur*

*Faux temoins
contre les
Reformez, im-
punis,
quoi que
convaincus.*

neur de la Ste. Vierge. Le Bailli de Privas fut convaincu devant la 1666. Chambre de Justice du Vivarets d'avoir fait de fausses informations contre les habitans de cette ville, qu'il accusoit d'intimider leurs pareils pour les empêcher de changer de Religion. Il y eut arrêt au Conseil sur ces fausses informations, qui commettoit pour en connoître le Presidial de Nîmes avec l'Intendant. Mais le Bailli ne fut pas même legerement puni de cette malice. Un Prêtre de Niort ayant trouvé un vieil arrêt rendu à la Chambre de l'Edit de Paris le deuxiême d'Août 1600. contre les Reformez de Mer, petite ville auprès de Blois, falsifia ce titre, en faisant de la lettre *M* les deux lettres *Ni*, arrondissant l'*e*, & ajoutant un *t* à la fin; & le fit ainsi signifier à ceux de Niort, comme un arrêt rendu contre leur Eglise. La fausseté fut aisément reconnue, mais au lieu de punir le faussaire, on excusa son crime par le zèle qui l'avoit produit; & pour n'être pas obligé de traiter-la chose serieusement, on en fit une raillerie.

On refutoit sur cela l'excuse des Juges, qui disoient qu'il fal-
loit sauver l'honneur de la Religion Catholique; & on faisoit voir
que leur veritable intention étoit de lasser, & d'accabler les Re-
formez par une longue suite de fâcheuses affaires. On parloit
de la liberté que les Prêtres osoient prendre de se rendre eux mê-
mes les executeurs des arrêts du Conseil; & on le prouvoit par
l'exemple du Poitou, où ils étoient allez de lieu en lieu travail-
ler à la demolition des Temples; ce qu'ils avoient fait avec des
violences fort indignes de leur caractère. Mais l'emportement &
le zèle ne les mettoit pas assez hors de leur assiete naturelle, pour
leur faire oublier de rompre les troncs où on avoit accoutumé de
recueillir les aumônes, & de se saisir de l'argent. On ajoutoit la
maniere de faire des Proselytes par des promesses, par des me-
naces; par des intrigues: promettant de l'appui aux debiteurs
contre leurs creanciers; aux enfans debauchez, contre la seve-
rité de leurs peres; aux gens chargez de procès, ou de crimes,
contre leurs parties. Il y avoit ici un exemple signalé du traite-
ment qu'on faisoit aux Protestans dans les Hopitaux. Un jeune
Danois ayant été blessé mortellement, fut porté à l'Hôtel-Dieu de
Paris. On ne manqua pas de le solliciter à changer de Religion:
mais parce qu'il demeura ferme, on l'effraya par de feintes vi-
sions de Diables, qui sous une forme affreuse lui venoient crier
qu'il

*Impu-
dence
d'un Prê-
tre qui
falsifie
un arrêt.*

*Suite de
l'écrit.*

*Cruauté
commise
contre un
étranger*

1666. qu'il étoit damné; & on lui mit devant les yeux une tête de mort, où on avoit enfermé de la lumière. Ces spectacles, ces cris, & les tourmens de ceux qui le persecutoient, sous le pretexte de l'assister, le jetterent dans la phrenesie, & le firent mourir desespéré. Ce malheur arriva le vingt-quatrième de Janvier, pendant que cet écrit étoit sous la presse. On venoit en suite aux Charges & Offices, dont on se plaignoit que les Reformez étoient exclus; & des metiers même, où le Roi avoit ordonné qu'ils fussent reçus: parce qu'on y faisoit mille oppositions, quand quelqu'un se presentoit pour faire chefd'œuvre. Dans l'article seizième on retouchoit en gros la misere extrême des Reformez; & dans le suivant on parloit de la harangue de l'Evêque d'Uzès, qui avoit pressé le Roi par tout ce qu'il y a de plus émouvant, de donner le dernier coup de leur ruine, puis qu'il se trouvoit en état & en pouvoir de le faire. Enfin le dernier article, après avoir insinué que l'injustice qu'on faisoit aux Reformez pouvoit attirer sur l'Etat quelque coup de la vangeance divine, touchoit en peu de mots l'imposture des persecuteurs, qui publioient chez les étrangers qu'on ne faisoit aux personnes de la Religion que de favorables traitemens. Comme il y avoit quelques-uns de ceux qui avoient été les principaux instrumens de l'oppression, qu'on envoyoit resider chez les Protestans du dehors, c'étoient eux-mêmes qui debitoient ces mensonges insultans. Après cela on representoit le peu d'égard que les Juges avoient aux pieces justificatives du droit d'exercice; & on recitoit en abrégé la persecution entreprise par le Parlement de Bearn contre les Reformez de la Province, & appuyée par tout le Clergé. On representoit l'état du Poitou; l'incompetence des Grands Jours de Clermont, à qui on avoit soumis les Reformez qui se trouveroient prevenus, contre l'expresse disposition des Edits; l'ardente passion de la cabale bigote, qui travailloit secretement à faire signer par toute la France une Ligue nouvelle contre les Reformez. On remarquoit que l'intention du Clergé étoit ou de porter les Reformez à quelque coup de desespoir, en lassant leur patience; ou d'importuner tant le Roi, qu'enfin il les chassât du Royaume: sur quoi on protestoit que la resolution generale étoit d'abandonner tout sans regret, si on étoit reduit à cette dure extremité. On promettoit enfin une relation veritable

ble des principaux effets de l'oppression que chaque Province 1666. souffroit.

Un écrit de cette nature qui pouvoit dementir ce que les ministres de la persecution faisoient entendre aux étrangers, ne pouvoit être agreable au Gouvernement : c'est pourquoi l'Auteur ne s'exposa pas à être connu. Mais Bernard qui écrivoit en faveur de l'oppression, ne fut pas obligé à la même retenue. Il mit cette année au jour une *explication de l'Edit de Nantes*, en forme de Commentaire perpétuel sur tous les articles soit généraux, soit secrets : & il prenoit pour fondement de ses explications les anciens Edits, les arrêts nouveaux, & les bien-séances qu'il s'imaginait qu'il falloit observer en faveur de la Religion dominante. Il seroit trop long & trop ennuyeux de rapporter toutes les chicanes qu'il avoit recueillies dans ce commentaire, d'autant plus que la plupart ont été déjà insérées plus d'une fois en plusieurs lieux de cet Ouvrage. On peut s'imaginer aisément combien il avoit pu en ramasser dans un *octavo* de trois cens vingt-quatre pages. Je dirai seulement que jamais homme n'a été moins exact que Bernard dans ses citations ; non seulement parce que la date des arrêts qu'il allegue est souvent fautive, mais sur tout parce qu'ils disent rarement ce qu'il pretend. J'ajouterai aussi quelque détail des chicanes qui lui sont particulieres, afin qu'on puisse avoir une generale idée des principes sur lesquels on appuyoit toutes les injustices du tems. Il est remarquable que tous les écrits qui avoient paru jusqu'ici, & dont j'ai fait les extraits, ne regardoient proprement que le droit d'exercice, ou ses dependances ; au lieu que celui-ci attaquoit tout l'Edit, & tendoit à en renverser toutes les concessions l'une après l'autre. Mais pour abreger, je rapporterai moins les consequences qu'il tire des choses déjà faites, que les avis qu'il donne sur celles qui restoit à faire.

Après une histoire abrégée des guerres civiles, où Bernard prenoit pour principe que les Reformez avoient toujours eu le tort, il posoit encore comme deux choses constantes, que soixante & dix ans durant il n'avoit été accordé d'Edit aux Reformez ou que pendant des Minoritez, ou que parce qu'ils les extorquoient les armes à la main : & que leur nombre étant à present beaucoup moindre qu'il n'étoit au tems de l'Edit de Nantes, on pou-

1666. voit contrevenir à cet Edit par des restrictions & des modifications , sans que les Reformez eussent raison de s'en plaindre. Le premier de ces axiomes est si faux , que l'Edit de Nantes même, qui est celui dont Bernard entreprend le commentaire , avoit été donné par un Roi qui n'étoit pas mineur , & qui ayant mis tous ses rebelles à la raison , se voyoit maître paisible de tout son Royaume. Le second donnoit pour mesure de la bonne foi des Edits le nombre de ceux qui avoient intérêt à leur observation : maxime qui feroit rougir tous ceux qui ont de la conscience & de la pudeur.

Exercice.

Sur le troisième article il pretendoit , non par des raisons tirées de l'Edit , mais par des considerations fort éloignées , qu'on pouvoit ôter l'exercice des Reformez de toutes les villes où il y avoit Evêché ou Archevêché. Ses raisons étoient que le culte Catholique feroit célébré avec plus de decence & de majesté , s'il n'y avoit point de culte contraire dans les lieux où les Evêques faisoient leur residence : que la rencontre des Processions Catholiques , & des Reformez sortant du Temple y pouvoit causer des seditions : qu'il n'y avoit point d'article de l'Edit qui permit en termes exprés aux Reformez d'avoir leurs exercices au dedans des villes : que cela étoit défendu par quelques arrêts & Declarations. Il pretendoit aussi qu'on pouvoit faire cesser l'exercice des Reformez aux heures destinées aux predications ordinaires des Evêques. Pour donner un essai de la bonne foi des citations de Bernard , je remarquerai qu'il alleguoit pour raison de cette cessation d'exercice , que par l'article deuxième de l'Edit de 1629. les Reformez étoient obligés à ouïr les predications de ces Prelats , pour s'instruire à la Religion Catholique. On n'a qu'à lire l'article , pour voir par quelles machines on en peut tirer cette conséquence.

*Liberté
de conscience.*

Sur l'article sixième , il disoit que cet article avoit été mal à propos étendu à la liberté de conscience ; & il vouloit prouver que les Catholiques n'avoient pas le droit d'embrasser la Religion Reformée. Son grand principe , & qui revenoit presque à chaque page , étoit qu'il n'y avoit point d'article de l'Edit qui le permit positivement : sur quoi je dirai une fois pour toutes , qu'il n'y avoit point aussi d'article qui le défendit , ni formellement , ni par conséquences. Or dans les choses privilégiées comme la liberté , il est du droit de la nature que les choses qui ne sont pas defen-

defendues soient par cela même réputées permises ; & au contraire 1666. il repugne aux droits de la nature , qu'elles soient réputées defendues seulement parce qu'il n'y a point de loix expresse qui les permettent. Il faut des loix pour borner les libertez naturelles ; mais il n'en faut point pour les autoriser , parce qu'elles tirent leur droit d'elles mêmes.

Sur le suivant , il vouloit que contre les termes de l'article même , si le droit de haute Justice étoit controversé par un autre *Fiefs & Justices.* que le Procureur General , aucune des parties contendantes n'eût le droit d'y faire l'exercice. Il vouloit aussi que la Justice fût celle du lieu appelé Chef de paroisse , ou qu'autrement elle ne donnât point de droit d'exercice , qu'elle relevât nuëment du Roi ; qu'il n'y eût ni Temple , ni chaire , ni bancs , ni cloche ; qu'on fût obligé de prêcher dans une sale de la maison ; & qu'on ne le pût faire qu'une fois le jour. Il soutenoit que les Gentilshommes devoient avoir un Ministre à eux , sans en avoir de commun avec leurs voisins ; que ce Ministre & les Anciens de ces Eglises ne pouvoient être reçus aux Synodes , ni mis dans les tables de ces Assemblées ; qu'on ne pouvoit jouir du droit d'exercice dans les Justices alienées qui avoient appartenu aux Ecclesiastiques ; ni dans les alienations du Domaine ; ni dans les Justices nouvellement érigées , s'il n'y en avoit dans l'acte d'érection une clause expresse ; qu'il ne pouvoit assister à ces exercices que les habitans du ressort de la Justice ; qu'il n'y avoit que les Justices possédées du tems de l'Edit de Nantes par des Reformez où l'exercice pût être continué ; qu'on ne pouvoit pas avoir de petites Ecoles dans ces Justices ; qu'on n'y pouvoit tenir de Synodes. Il y inséroit le reglement du Parlement de Thoulouse touchant la Religion des Juges des Seigneuries ; & il en prenoit occasion de proposer que les nouveaux *conventis* ne pussent être convenus que devant les Baillifs ou Senechaux en premiere instance. Il pretendoit aussi que les Seigneurs devoient payer eux mêmes leurs Ministres , sans lever aucune somme pour leur entretien sur les habitans du lieu : que les enterremens ne s'y pouvoient faire qu'aux mêmes heures où il étoit permis de les faire dans les lieux où l'exercice n'étoit pas public. Ces chicanes étoient appliquées à plus forte raison aux simples fiefs ; sur lesquels Bernard ajoutoit encore qu'il falloit que l'exercice fût fait dans l'étendue du fief ,

1666. ou dans la maison même du fief, & que ce fief fût à la campagne, parce qu'il ne donnoit point de droit quand il étoit enclavé dans les villes, ou dans le fief de quelque Seigneur Catholique, s'il n'en accordoit la permission. Il pretendoit aussi que les trente personnes à qui il étoit permis de se trouver à ces exercices, devoient être de la qualité du Seigneur, non pas des païsans ou des habitans de la Seigneurie; & que les occasions où il étoit permis à ce nombre de s'y trouver, devoient être rares & extraordinaires.

Possession. Sur les articles neuvième & dixième, qui reglent les diverses manieres dont la possession du droit d'exercice pouvoit être acquise, je ne trouve qu'un renouvellement des chicanes de Meynier, avec fort peu d'additions. Celle-ci néanmoins est considerable, qu'en executant l'article neuvième à la lettre, on pouvoit ôter aux Reformez, disoit-il, tous les lieux d'exercice qui n'étoient pas nommez dans l'Edit. A ce compte le catalogue des lieux nommez étant fort petit, on auroit pu reduire les libertez de l'exercice à d'étroites bornes. Il vouloit qu'on n'eût point d'égard à la preuve que les Eglises pouvoient faire d'avoir perdu leurs titres, parce qu'on ne savoit pas ce qu'ils contenoient; & que le droit d'exercice étant un droit *spirituel*, prejudiciable à l'Eglise Romaine, il ne pouvoit être aquis par prescription. Il prouvoit que l'Edit de Nantes n'ayant revoqué qu'en 1598. les Edits precedens, il s'ensuivoit qu'un Officier royal avoit dû assister aux Synodes en 1596. & 1597. parce que ces Edits l'avoient ordonné; mais il ne disoit pas que les Reformez avoient protesté contre ces Edits, & que par consequent ils n'avoient eu garde de s'y soumettre. Il posoit une fausseté pour éluder les preuves de l'exercice en 1577. savoir qu'en ce tems-là il n'y avoit point de jour arrêté pour l'exercice, qui se faisoit deux autres jours que le Dimanche; & la raison qu'il en rendoit étoit que la mort de Calvin étant arrivée le Mercredi, les Reformez avoient choisi ce jour en son honneur depuis peu, pour faire leurs assemblées. Cela étoit faux dans toutes les circonstances. Il n'est pas vrai que Calvin fût mort un Mercredi. On a l'histoire de sa vie exactement écrite par Theodore de Beze, qui temoigne que le jour de sa mort fut le vingt-septième de Mai 1564. qui étoit un Samedi. De même il est faux que les Reformez eussent choisi

si le Mercredi pour le jour ordinaire de leurs exercices; puis qu'il y avoit des lieux où on prêchoit tous les jours; d'autres où on le faisoit deux ou trois fois la semaine; d'autres où on s'assembloit le Jeudi, ou à quelque jour commode. En un mot cette circonstance avoit été laissée à la discretion des Consistoires; parce que les divers usages du Royaume ne permettoient pas de convenir d'un même jour. 1666.

Pour les lieux de Bailliage il ne disoit rien de nouveau; mais il appuyoit fortement la nouvelle chicane, qui pretendoit que les Reformez n'étoient plus reçus à demander des lieux de Bailliage, s'ils ne les avoient pas demandez dans le tems des premiers Commissaires, nommez pour l'exécution de l'Edit; que c'étoit à eux à y prendre garde au tems de cette commission; que ces exercices étant des *servitudes* contre l'Eglise Catholique, le droit en étoit éteint par non-usage. Il vouloit que la résidence des Ministres dans le lieu même de leurs exercices fût nécessaire; & traitoit de surpris l'arrêt du vingt-quatrième d'Avril 1665. qui les en dispensoit. Ce seroit, disoit-il, une chose dure aux Catholiques, que de voir un Ministre demeurer au milieu d'eux, dans un lieu où il n'y auroit point d'autres Reformez; comme si une chose avoit dû être défendue, par cette seule raison qu'il auroit été *dur* aux Catholiques qu'elle ne le fût pas. A ce prix il auroit fallu exterminer les Reformez par le fer & par le feu, parce que selon les maximes sanglantes que la Religion Romaine inspire aux Catholiques, il devoit leur être *dur* qu'on laissât vivre ceux que l'Eglise avoit dénoncés *Heretiques*, & excommuniés. Il ajoutoit à cela que s'il y avoit des Temples bâtis dans des lieux où il n'y eût point d'habitans Reformez, c'étoit là une raison suffisante de les demolir. Il pretendoit encore qu'on ne pouvoit faire d'exercices qu'en présence d'un Ministre; que l'Edit n'accordoit aux pays de delà les Monts que la liberté de conscience, mais non pas la liberté d'exercices; que ces pays étoient les vallées de Pragelas, d'Oulx, de Perouse, d'Angrogne, de Luzerne & autres qui étoient au delà du sommet des Alpes. Meynier avoit écrit sur ce sujet un Traité, inséré dans celui qu'il avoit écrit touchant l'exécution de l'Edit dans le Dauphiné. A la vérité la Geographie, l'Histoire, l'usage même de cette façon de parler, *pays de delà les Monts*, étoient contraires à ses chicanes; Baillies.
Residence des Ministres.
Pays de-là les Monts.

1666. nes; mais l'interêt prétendu de la Religion Catholique appa-
niffoit toutes les difficultez, & transportoit les montagnes.

Temples. Bernard vouloit que les Temples n'eussent ni forme d'Eglise, ni élévation, ni clocher; & que la cloche s'il y en avoit fût pendue à des piliers posez sur le Temple. Il étoit fort rare que les lieux où les cloches étoient attachées, eussent la forme de clochers. Je n'ai pas de connoissance qu'il y eût d'autre Temple en France que celui de Caen, où il y eût un clocher tout semblable à celui des Eglises Catholiques, avec une croix au sommet, & un coq qui servoit de giroüette. Il ajoûtoit que les Temples ne devoient pas être estimez des asiles; & il vouloit faire passer pour une grace fort singuliere, que le Roi donnât aux Reformez les matériaux des lieux demolis, parce que, disoit-il, *les Empereurs confisquoient les Temples des Payens*. Sur l'article dix-septième il s'avisoit d'une chicane fort particuliere. L'Auteur de la reponse aux Maximes avoit écrit le mot de *pretendue* en abrégé, quand il avoit parlé de la Religion, & on trouvoit ce mot exprimé par une seule lettre dans son Ouvrage, *Religion P. Reformée*. Bernard trouvoit cela mauvais, & pretendoit que ces mots devoient être mis tous trois en abrégé, ou qu'il falloit les écrire tous trois tout du long. Je n'ai pas assez de penetration pour deviner où étoit en cela l'interêt de la Religion Catholique. Après plusieurs vieilles chicanes qu'il renouvelloit, sur la doctrine qu'il devoit être permis de prêcher; sur le serment qu'on pouvoit faire prêter aux Ministres, de n'enseigner rien contre les decisions du Concile de Nicée, & contre les Ecritures Canoniques; sur la qualité d'étrangers qui les excluoit du ministere, & de la regence dans les

Enfans. Colleges; sur le droit paternel, & les cas où un pere étoit presumé y renoncer. Il ajoûtoit qu'on ne devoit pas permettre à un Catholique qui avoit changé de Religion, ni à un Reformé qui avoit fait baptiser ses enfans à l'Eglise Romaine, d'élever leur famille dans la doctrine Reformée; qu'il devoit être permis aux enfans âgés de sept ans venant à dix ou onze d'embrasser la Religion Catholique, parce qu'à cet âge ils étoient suivant le Droit capables de fraude; qu'être séparé de cette Eglise, c'étoit être dans un état violent; que par conséquent la réunion étoit naturelle, & devoit être favorisée; qu'il falloit seulement qu'ils declarassent y venir volontairement; qu'on ne devoit au contraire jamais

*Termes
de Reli-
gion P.
Refor-
mée.*

jamais presumer qu'un enfant Catholique changeât sans subornation & par choix; mais qu'on le pouvoit presumer des enfans des Reformez; que si les enfans des Reformez changeoient de Religion, ils ne pouvoient être desheritez; mais qu'il n'en étoit pas de même des enfans des Catholiques; que le mariage d'un enfant Reformé avec une personne Catholique, n'étoit pas une cause legitime d'exheredation; & parce qu'on lui pouvoit repliquer que suivant les Ordonnances, le mariage contracté contre la volonté du pere étoit une raison suffisante de desheriter un enfant rebelle, il répondoit que la seule presumption que l'exheredation fût faite en haine de la Religion, suffisoit pour la casser, quoi qu'il y en eût d'autres causes aparentes.

Après diverses chicanes sur le droit d'être admis à toutes Charges & Offices, & même aux arts & metiers, il disoit qu'il n'étoit pas de la bienséance que les Reformez fussent admis aux Affiettes des Dioceses; ce qui étoit directement contre l'Edit qui les en declaroit *capables*: puis qu'il est naturel de juger que celui que la Loi declare *capable* de quelque fonction, a le pouvoir de l'exercer avec bienséance. Après avoir aussi raisonné selon ses principes sur les Cimetieres, & sur les Chambres Miparties, il pretendoit qu'il n'étoit pas seant de voir les Armes du Roi, sur les bancs destinez dans les Temples aux Officiers Reformez; & remarquoit que sur le banc de ces Officiers à Castres, on avoit mis les Armes du Roi sans y mettre le collier de ses Ordres. Il raportoit que les Officiers de Mets ayant voulu mettre ces Armes sur leurs bancs, le Roi leur en avoit fait defences.

Sur le trente-quatrième article Bernard vouloit ôter aux Chambres, dont cet article explique la jurisdiction, la connoissance d'une infinité de causes; & entre les autres des crimes de lezè-Majesté divine; des apels comme d'abus; des contraventions aux arrêts, & reglemens donnez sur le sujet de la Religion: parce que dans ces arrêts, disoit-il, il s'agissoit *des droits & devoirs de l'Eglise*. Il trouvoit cette jurisprudence si belle, qu'il la repetoit en autant de mots sur l'article cinquante-deuxième, qui attribue néanmoins en termes exprés aux Chambres de connoître de ces contraventions. Il vouloit que la réunion des Chambres Miparties aux Parlemens fût faite, parce que les causes de leur établissement avoient cessé; que les plaideurs en abusoient, & que

1666. que les nouveaux *convertis* y étoient maltraitez. Il soutenoit que toutes les Charges de ces Chambres, dont il n'étoit pas dit formellement que les Reformez y auroient part, devoient être remplies par des Catholiques. Il est remarquable sur le sujet de ces Chambres, que quand il y arrivoit partage, le procès devoit être porté à la Chambre la plus prochaine, & ainsi de Chambre en Chambre, jusqu'à ce qu'enfin il fût porté à la Chambre de l'Edit de Paris. C'étoit la disposition expresse de l'article quarante-septième. Mais il y avoit long-tems qu'on portoit ces partages au Conseil, où on étoit assuré que la cause des Catholiques étoit toujours favorisée; & depuis quelques années le Roi évoquoit tous ceux qui pouvoient regarder l'exécution de l'Edit, & les jugeoit ordinairement selon l'avis des Catholiques.

*Diverses
chicanes.* Tous les articles de l'Edit qui traitoient de l'administration de la justice, étoient examinez avec le même esprit; & Bernard chicanoit de même sur le soixante & quatorzième, pour faire perdre aux creanciers des Communautez le droit d'exiger le paiement des sommes qui leur étoient dûes, sous pretexte qu'ils auroient negligé le tems propre à faire leurs diligences. Il plaisantoit sur l'article 77. qui contenoit l'amnistie du passé, reprochant aux Reformez qu'ils avoient eu besoin de grace & d'abolition dans tous les Edits; & il pretendoit que cet article ne les exemptoit que du crime, non des intérêts civils; du crime, par exemple, d'avoir demoli les Eglises, non de la nécessité de les faire rebâtir; de sorte que si on ne l'exigeoit pas d'eux à la rigueur, & qu'au lieu de leur en faire porter tous les frais on se contentât de les y faire contribuer, ils en devoient être fort obligez à la miséricorde des Catholiques. C'est à dire que Bernard appliquoit à peu près aux amnisties que les Princes accordent à leurs sujets, la doctrine de l'Eglise Romaine touchant la remission des pechez; savoir que Dieu remet seulement la peine éternelle, mais qu'il retient le droit d'infliger la temporelle. Ainsi les Rois pardonnant les crimes passés à l'égard de la peine capitale, ne laissoient pas d'exiger de leurs sujets la peine civile. C'étoit encore une de ses pretensions sur l'article 88. que les villes qui avoient été prises par force pendant les guerres perdoient le droit d'exercice, s'il ne leur étoit pas conservé en termes exprés; & que les expressions generales qui les retablissoient dans tous leurs

leurs privilèges, ne devoient pas être étendus aux privilèges extraordinaires, accordez contre le bien d'Eglise. Sur l'article suivant il disoit la même chose à l'égard du droit des Seigneurs, qui avoient porté les armes pendant les guerres civiles. Mais il n'y a rien de plus digne d'attention que la remarque de ce Commentateur sur le 91. article, qui porte formellement la revocation de tous les Edits precedens, au moins par l'aveu de l'Auteur, dans les choses où ils sont contraires à l'Edit de Nantes. Cependant & lui & tous les autres qui ont travaillé contre cet Edit, se sont toujours servis de ces vieux Edits pour appuyer toutes les chicanes que la passion leur inspiroit, afin de detruire les dispositions de celui-ci. Enfin sur le dernier article qui ordonnoit que l'observation de l'Edit fût jurée par tous les Officiers, il disoit que ce serment n'étoit que conditionnel, & pour autant de tems que les Rois même voudroient garder l'Edit; ce qui posoit, contre les propres termes dont Henri le Grand s'étoit servi pour qualifier cette Loi, qu'elle étoit seulement provisionnelle & revocable.

Bernard attaquoit en suite les articles particuliers, qu'il distinguoit comme *des graces* des articles generaux qui étoient des *Loix*; & après avoir dit faussement que ces articles n'avoient été enregistrez dans aucun Parlement, quoi qu'il soit certain qu'ils l'avoient été au moins en ceux de Paris & de Rouën, il debutoit par plusieurs paradoxes contre le premier, qui touche la liberté de conscience. Il vouloit que le Roi n'eût pu accorder cette liberté aux Catholiques qui ne la demandoient pas, & pour qui les Reformez n'avoient pu la demander; que les Catholiques fussent présumez incapables de changer sans subornation; que la liberté ne fût présumée accordée qu'aux Reformez qui vivoient au tems de l'Edit. Il disoit que si cet article eût accordé aux Catholiques le pouvoir de changer, il auroit blessé le bien public; comme si le droit public, le droit naturel qui est celui de tous les hommes, ne consistoit pas à laisser à chacun la liberté d'agir selon ses lumieres, & de servir Dieu selon sa conscience. Qu'enfin la permission donnée par cet article aux Ministres, Pedagogues & tous autres, de vivre dans tous les lieux de l'obéissance du Roi sans être inquietez, devoit être entenduë à condition qu'ils n'y fissent point de fonction. Cela faisoit parler le Roi dans cet article d'une maniere fort peu royale. Un Ministre

1666. Ministre que par ses fonctions; un Pedagogue n'est tel que par l'exercice de sa profession: de sorte que leur permettre de demeurer librement en quelque lieu, c'étoit leur permettre d'y vivre avec les marques de leur profession; le Ministre en Ministre; le Pedagogue en Pedagogue; l'un visitant, instruisant, consolant en particulier les personnes de sa Religion; l'autre enseignant de même les choses dont il avoit connoissance. Autrement par le principe de Bernard, on auroit pu dire que les Artisans ou les Marchands avoient droit en vertu de cet article de demeurer où il leur plairoit; mais que c'étoit à condition que les uns n'y travaillassent point, & que les autres ne s'y mêlassent point du commerce.

Exemptions.

Sur les exemptions portées par le deuxiême, il recueilloit les restrictions que divers arrêts dont j'ai parlé y avoient aportées, & il ajoûtoit qu'aux jours de fêtes les Reformez ne devoient s'assembler qu'après le Service des Catholiques, parce que le respect dû à la Religion Romaine demandoit qu'une autre ne fût pas exercée dans le même tems. En suite ayant passé par dessus divers articles qui n'étoient pas sujets à de grandes exceptions, il remarquoit que Charenton étoit trop près de Paris, qu'il falloit renvoyer l'exercice à cinq lieuës, ou du moins à trois; qu'il ne devoit être permis à aucun Gentilhomme d'établir un exercice dans l'intervalle de cette distance; qu'on ne devoit pas permettre aux Ministres de demeurer à Paris, qu'on ne devoit point appeler aux Consistoires d'autres personnes que les Ministres, les Anciens & les Diacres; qu'on ne les devoit tenir qu'en presence d'un Juge royal; qu'ils ne pouvoient ni suspendre, ni excommunier; que l'arrêt qui permettoit aux Synodes de s'assembler, après avoir attendu trois jours l'arrivée du Commissaire, devoit être revoqué; que le Commissaire pouvoit être Catholique; qu'il falloit empêcher le plus qu'il seroit possible qu'il ne se tint des Synodes. Sur quoi il avançoit cette imposture signalée, que ces Assemblées avoient des Registres secrets, sur lesquels on écrivoit leurs deliberations, touchant les choses dont les Edits leur défendoient de traiter. Sur le sujet des Ecoles & des Colleges, il pretendoit que les provisions même, & les Lettres patentes étoient nulles, si elles n'avoient été obtenues avant l'Edit; & que si on laissoit aquerir aux Reformez par prescription le droit d'avoir des Col-

Synodes.

Col-

Collegés, il y alloit de la ruine de la Religion Catholique. Il chicanoit aussi sur la faculté de prendre des lettres au Grand Seau, pour autoriser les mariages entre les cousins germains, ou du second degré au tiers, quoi que cela eût été observé depuis l'Edit sans contradiction. 1664.

Mais l'article qu'il attaquoit le plus vivement est le quarante-deuxième. Il auroit bien voulu oser dire, qu'encore qu'il n'y eût rien de plus clair & de plus exprés que cet article, néanmoins il n'accordoit rien; mais il disoit au moins qu'il n'étoit pas permis de donner aux Consistoires de quoi faire des fonds, ni de les instituer heritiers; qu'il ne falloit pas entendre cet article des biens immeubles; qu'encore que les Ministres, les Ecoliers, les Docteurs fussent nommez dans l'article, néanmoins le Roi pouvoit appliquer aux Catholiques tout ce qui leur avoit été donné ou légué, parce qu'ils étoient ou *incapables* de ces avantages, ou *personnes incertaines* à qui on ne peut valablement leguer ni donner; qu'on ne pouvoit au plus leguer que des sommes modiques, dont les heritiers même du donateur dévoient être les distributeurs; que le Procureur du Roi devoit assister à la reddition des comptes; qu'il n'y avoit point d'*œuvres* qu'on pût appeler *pies* chez les Reformez; que tous les fonds des Consistoires étant usurpez, le Roi les pouvoit reprendre. Il disoit sur l'article quarante-troisième, que le Juge devant qui il falloit faire le departement des deniers que les Reformez voudroient lever sur eux, devoit être Catholique, & son unique raison étoit que l'Edit ne disoit pas de quelle Religion il devoit être. Après cela Bernard traitoit, selon les maximes établies depuis peu, des sepultures & des Patronats: sur quoi il ne fera pas inutile de remarquer, qu'il reconnoissoit qu'autrefois les Seigneurs Reformez avoient pu nommer des procureurs, pour presenter en leur nom aux Benefices dont ils avoient la nomination; mais que par un nouveau Droit, qu'il apelloit *la dernière jurisprudence* du Conseil & des Parlemens, ils ne le pouvoient plus faire. Le reste de ses observations est de peu de conséquence, si on ne compte pour quelque chose ce qu'il disoit sur l'article 53. que l'intercession que le Roi promettoit en faveur des Reformez auprès des Princes ses allies, ne regardoit pas le tems present: de sorte que si le Duc de Savoye avoit voulu recommencer à massacrer les habi-

1666. tans des Vallées, le Roi pouvoit le laisser faire sans blesser la charité.

*Maxi-
mes ge-
nerales.*

Les plus generales maximes que Bernard suivoit dans ce Commentaire, étoient que la Religion Reformée étoit odieuse; que les bienseances de la Religion Catholique étoient une regle à consulter pour l'intelligence de l'Edit; que dans les choses douteuses ou indecises il falloit juger en faveur de la Religion Romaine; qu'il ne falloit estimer accordé aux Reformez que ce que l'Edit portoit en termes exprés: de sorte qu'il demandoit aux Reformez touchant l'Edit, ce que Veron leur demandoit touchant leur doctrine; un texte formel, en mots exprés, d'où il ne fût pas necessaire de tirer des consequences. Après ce chefd'œuvre de chicanes il se felicitoit d'avoir trouvé dans l'Edit même, le remede au coup funeste que de semblables Edits avoient donné à la Religion Catholique; & il le comparoit à la lance d'Achille, qui seule avoit pu guerir la blessure qu'elle avoit faite.

*Calom-
nie de
Bernard.*

Je ne dois pas oublier ici à parler d'une calomnie de Bernard contre Dize, l'un des Ministres de Grenoble. Ce n'étoit pas le dessein de cet Auteur, que de noircir seulement la reputation de ce Pasteur; mais de persuader que les Reformez prenoient la liberté de lever sur eux de grosses sommes, dont quand ils vouloient ils savoient bien abuser. Il disoit donc que dans le tems de la cruelle guerre que le Duc de Savoye avoit faite à ses sujets des Vallées de Piémont, les Reformez avoient levé sur eux une somme de six à sept cens mille livres, dont Dize avoit fait la recette & la distribution; qu'il s'aquita mal de cette administration, qu'il fut poursuivi à la Chambre de Grenoble pour en rendre compte; que le Consistoire pour appaiser le bruit que cette affaire faisoit, fut contraint de le déposer; qu'il le crea Principal du College de Die, & nomma quatre Ministres pour revoir ses comptes. Il n'y a rien de vrai en tout cela que ce seul article, que Dize avoit fait la recette des deniers destinez au soulagement des habitans des Vallées, & qu'on chercha en cela une occasion de lui faire une affaire, par des motifs de ressentiment & de vengeance. Il n'est pas vrai ni que la somme levée pour ces pauvres persecutez eût été si grosse, ni qu'elle eût été toute recueillie des aumônes des Reformez de France. Tous les Reformez de l'Europe y contribuerent, & toutes les sommes qu'ils four-

fournirent ne revenoient pas ensemble à cinq cens trente mille 1666.
livres. La part des Eglises étrangères en emportoit les deux tiers
pour le moins, & diminuoit d'autant la part des Eglises de Fran-
ce ; qui d'ailleurs n'avoient fait cette collecte que par la permis-
sion du Roi. Dize rendit ses comptes vers la fin de l'année 1656.
& demeura personnellement chargé de la somme de vingt-quatre à
vingt-cinq mille livres ; & il fut dressé divers actes par lesquels ce
compte fut approuvé de tous ceux qui en prirent connoissance.
Jusques là Dize avoit eu pour adjoint Burlamaqui son collègue :
mais depuis ce compte il se mêla seul de la recette de quelques
autres sommes qui vinrent encore des pais étrangers , & il en fit
seul la distribution ; de sorte qu'en 1665. il lui restoit entre les
mains dix à douze mille livres. Il ne se pressoit pas de s'en de-
charger , parce que l'Angleterre avoit souhaité qu'il retint en-
tre ses mains quelque somme considerable , pour servir aux oc-
casions que le tems pouvoit faire naître. C'est pourquoi les ha-
bitans des Vallées ne le pressoient pas aussi d'achever d'en vider
ses mains. Mais environ ce tems-là le President de Perissol, indi-
gné de ce que Dize s'étoit opposé à l'introduction d'un troisième
Ministre , que le President appuyoit , l'entreprit en justice , & le
voulut faire interdire , sous le pretexte de sa mauvaise conduite.
L'affaire fut portée de degré en degré à la Chambre Mipartie,
où le President le fit mettre en adjournement personnel , espe-
rant que par ce moyen les fonctions de son ministere demeure-
roient suspendues. Dize fit plaider cette question à l'audience ;
& ce qu'il y a de singulier est que les Conseillers Catholiques ,
malgré le credit de leur President , parurent extrêmement portez
pour lui , & lui firent gagner sa cause. Le President outré de cet
affront en poursuivit l'affaire encore plus violemment ; & ses me-
naces que ni les prieres de ses collègues, ni les remontrances du
Consistoire , ni les sollicitations de toute l'Eglise ne purent faire
cesser , obligerent le Consistoire non pas à déposer Dize, mais à
l'envoyer à Die en qualité de Professeur en Theologie. Il en
avoit fait déjà les fonctions , pendant que Cregut avoit été con-
traint , par la persecution que l'Evêque lui faisoit de les aban-
donner. Cependant la cause fut évoquée à la Chambre de Ca-
stres ; & le President poussa tant qu'il put les habitans des Val-
lées à faire faire le procès à Dize. Le Consistoire lui fit rendre

1666. un nouveau compte, pour appaîser le scandale de ce procès, & il se trouva seulement un article, revenant à peine à un denier pour livre de la somme totale, dont il ne put pas bien rendre raison. Mais sa bonne foi parut, parce que sur certains articles considérables, dont Dize lui-même ne put jamais donner de suffisans éclaircissemens, il se trouva d'un autre côté des pieces justificatives, qui firent connoître qu'il n'étoit coupable que d'un peu de negligence. On dit qu'il lui étoit fort ordinaire de laisser ses coffres ouverts; & qu'il étoit fort peu capable d'un compte aussi important que celui d'une si grosse somme. Quoi qu'il en soit, il s'accorda avec les habitans des Vallées pour la somme de quatre mille livres; qu'il leur paya non de ses propres deniers, mais de ceux qui furent donnez à son fils par le pere d'une fille qu'il épousa peu de tems après. Son innocence fut principalement justifiée par l'incommodité de sa famille, qui eut toujours beaucoup de peine à subsister, & à payer ses creanciers. On peut reconnoître par là qu'il ne faut pas legerement ajoûter foi aux recits d'un ennemi déclaré, qui fait joindre la calomnie à la chicane, pour noircir les malheureux objets d'une passion mal réglée.

*Mort de
la Reine
Mere.*

Mais le Clergé portoit de plus grands coups contre les Reformez par son credit, que Bernard par ses chicanes. Son Assemblée qui avoit commencé l'année precedente, fit donner presque toutes les semaines quelque arrêt ou quelque Declaration qui approchoit de plus en plus les Reformez de leur ruïne. La mort de la Reine Mere Anne d'Autriche, qui arriva vers le commencement de cette année, après une longue & fâcheuse langueur, lui servit encore à réussir plus aisément dans ses entreprises. Cette Princesse à qui les Reformez avoient rendu de si bons services, ne les en recompensa que par les exhortations & les prieres pressantes qu'elle fit en mourant au Roi son fils de les exterminer: & comme il y étoit déjà porté de lui-même, & par l'averfion qu'on lui avoit inspirée contre eux dès son enfance; & par le credit de ses Confesseurs, on peut comprendre aisément qu'une si puissante sollicitation n'eut pas de peine à en tirer de lui la promesse. Le Clergé donc obtint une Declaration le deuxième jour d'Avril, qui recueilloit en cinquante-neuf articles tout ce qui étoit contenu dans les arrêts qu'il avoit fait rendre sur les affaires de l'Edit depuis environ dix ans. Par ce moyen les choses qui avoient

avoient été ordonnées sur des faits particuliers, devinrent loix générales. Il y avoit même quelques articles nouveaux, que le Clergé y avoit fait inserer, pour faire toujours quelque progrès dans ses desseins. La plupart étoient conformes aux chicanes de Bernard. Ainsi il étoit defendu de recevoir dans les Consistoires d'autres personnes que les Anciens & les Diacres; & par ce moyen la coutume de fortifier ces Compagnies par quelques chefs de famille considérables, quand il s'agissoit de quelques affaires importantes, étoit interdite. De même il étoit defendu de mettre sur les tables des Synodes le nom des Eglises condamnées, & celui des Eglises de fief. Ainsi faire des Assemblées dans l'intervalle des Synodes; recevoir des Proposans; donner des commissions; écrire des lettres circulaires, & entretenir la moindre correspondance, même sous pretexte de charité, ce furent autant de crimes. Il fut ordonné que les Reformez observeroient les loix d'affinité recuës dans l'Eglise Catholique, au sujet des mariages. Pour donner à cet article une vertu retroactive, & le rendre plus accablant, le Clergé non content de faire ordonner que ces loix s'observeroient dans les mariages à contracter, y avoit fait glisser aussi par surprise le mot de mariages *contractez*. De sorte que les mariages au second degré, ou du second au tiers ayant été fort communs entre les Reformez depuis l'Edit, il y auroit eu plus de la moitié de leurs familles dont l'état seroit devenu incertain, si cette Declaration avoit été exécutée. Je ne m'étendrai pas sur le reste des articles, parce qu'on trouvera la Declaration entière entre les preuves à la fin de cet Ouvrage, & qu'ayant fait des reflexions sur les arrêts dont ces articles étoient tirez, il seroit ennuyeux de les repeter ici.

Le même jour il en fut encore publié une autre, qui supposant que les nouveaux convertis étoient mal-traitez à la Chambre de Castres, ce qui leur portoit beaucoup de dommage, & faisoit un grand éclat dans la Province, évoquoit toutes leurs causes à la Chambre de Grenoble. Il y avoit dans la preface de cette Declaration de belles reflexions sur l'équité requise dans les Juges, & sur les motifs qui avoient obligé le Roi Henri IV. à donner aux Reformez des Juges non suspects. Cela montre qu'on n'ignoroit pas au Conseil le devoir des Juges; mais qu'on n'y pensoit plus quand la passion ou le zèle trouvoient occasion de s'exercer aux

1666.
XVII.
Declara-
tion de
59. arti-
cles.

Non-
veaux
Conver-
tis.
Avril.
XVIII.
XVIII. 2)

1666. aux depens des pretendus *Heretiques*. Ces deux Declarations ^{donnés.} portoient bien expressement qu'elles avoient été données sur les remontrances de l'Assemblée Generale. Mais avant que de passer à d'autres matieres , j'ajouterais que le seizième d'Août il fut encore rendu en faveur des *convertis* un arrêt, qui portoit leur avantage plus loin que la Declaration. Le Clergé de Languedoc ayant fait refoudre dans les Etats de la Province tenus à Beziers, qu'on se plaindroit à l'Intendant de ce que les Reformez poursuivoient rigoureusement leurs debiteurs nouveaux *convertis*, on lui en parla effectivement : & presupposant que ces poursuites se faisoient en haine de la Religion Catholique, on obtint de lui le dixième de Fevrier une Ordonnance, qui sans autre fondement que ce qui avoit été ordonné pour les *convertis* du pais de Gex, accordoit à ceux de Languedoc un delai de trois ans, pendant lequel ils ne pourroient être contraints de payer le capital de leurs dettes ; ni établis sequestres dans les affaires qui regardoient ceux de la Religion. Mais cela étant sujet à des oppositions de la part des creanciers, parce que l'Intendant ne l'avoit ordonné que *sous le bon plaisir de S. M.* il fallut avoir recours au Roi, pour obtenir un reglement plus authentique. La Declaration même que j'ai rapportée ne contenta pas le Clergé. Elle auroit dû suffire, s'il n'avoit cherché qu'à exempter les *convertis de vexation*, puis qu'elle leur donnoit des Juges non suspects : mais il avoit d'autres pensées. Il vouloit inviter tous ceux qui étoient chargez de dettes à se faire Catholiques, en les exemptant de les payer ; au lieu que selon la Declaration ils pouvoient y être condamnez. Il fit donc intervenir le Syndic general de la Province de Languedoc, pour demander au Roi la confirmation de l'Ordonnance de l'Intendant : & presupposant toujours que les nouveaux *convertis* n'étoient poursuivis qu'*en haine de leur conversion*, il obtint un arrêt tel qu'il le desiroit le seizième du mois d'Août.

Connoissance du crime de Relaps &c. ôtés aux Chambres de l'Edit.

Mais le deuxième jour d'Avril il fut encore donné une troisième Declaration, qui ôtoit aux Chambres de l'Edit ou Miparties la connoissance des procès faits à ceux que les Declarations precedentes avoient qualifiez *Relaps, Apostats, & Blasphemateurs* contre les misteres de la Religion Romaine. En effet jusques à present les Chambres avoient reçu les appellations de cette nouvelle

velle espece de criminels; & comme il y restoit encore quelques 1666.
 semences d'équité, parce qu'elles avoient un peu plus de respect
 que les Parlemens pour l'Edit qui les avoit établies, on y trai-
 toit cette sorte d'accusez plus favorablement que le Clergé ne l'au-
 roit voulu. D'ailleurs en permettant que ces procès fussent por- XIX.
 tez devant les Juges qui avoient l'Edit pour Loi principale, il
 sembloit qu'on reconnoissoit que ces criminels avoient encore quel-
 que part aux benefices de l'Edit; & que par conséquent ils pou-
 voient jouir des privileges de la liberté de conscience. Mais le
 Clergé ne l'entendoit pas ainsi. Ces gens étoient retombez, selon
 lui, sous la rigueur des loix Canoniques; & ne pouvoient plus
 pretendre par conséquent que le jugement de leurs causes fût
 laissé à des Juges équitables. Pour ces raisons donc il faisoit ren-
 voyer la connoissance de ces procès aux Parlemens, chacun dans
 son ressort.

FIN DU ONZIEME LIVRE.

HISTOIRE DE L'EDIT DE NANTES. TROISIEME PARTIE. LIVRE DOUZIEME.

SOMMAIRE DU XII. LIVRE.

Academies Nobles. Levées de deniers. Questions renvoyées aux Commissaires. Procureurs Fiscaux. Recusations. Exercices. Partages. Enfants. Autres vexations. Requête contre les Declarations publiée. Remarques sur divers articles : & sur la Declaration touchant les Relaps & Blasphémateurs. Visite des Malades. Exemptions. Bureaux des Decimes. Offices. Evocations. Sedition à Vaux-jaucourt. Caractere de l'Evêque d'Autun : & du Missionnaire du Han. Occasion & progrès du mal. Violence. Efforts inutiles pour l'arrêter. Pillages & voleries. Procédures frauduleuses. Cruelle fourberie de l'Intendant. Jugement odieux contre les Reformez. Exemption de payer ses dettes. Consuls des Marchands. Eglises condamnées. Eglises de Poitou. S'il falloit prêcher dans les lieux interdits. Avis pour l'affirmative. Avis au contraire. Arrêté du Synode tenu à Lusignan. Arrêt du Conseil fort modéré sur ce sujet. Troubles d'Exoudun. Lettre de cachet fort severe. Demolition du Temple d'Exoudun : & de celui de Couhé. Synode à Pouzauges. Informations & emprisonnements. L'Intendant ne prend pas d'Ajoint à l'instruction des procès criminels. Fausseté de ses raisons. Pourquoi un Ajoint étoit nécessaire. Prejugé sur ce sujet. Pretendu Relaps comment jugé. Remission aux coupables. Elargissement des prisonniers. Réponse foudroyante à un Placet. Deputation en Cour. Seconde deputation. Pierre Du Bosc Deputé de Normandie. Observations sur les Declarations. Attaque portée aux Cham-
bres

bres de l'Edit. Alarmes des Deputez. Raisons d'estimer la
 chose importante. Audience obtenüe sur ce sujet. Du Bose
 harangue le Roi. Raisons de laisser subsister les Chambres. Ef-
 fet de cette harangue. Reponse du Roi. Ouverture des remon-
 trances sur ces Declarations. Politique du Conseil. Requête
 sur le sujet des Chambres de l'Edit. Moyens de remedier aux
 abus. Suppression des Chambres de l'Edit. Que les Conseil-
 lers Ecclesiastiques ne peuvent être Juges Souverains des Re-
 formez. Declaration qui revoke celle de 1666. Importantes
 clauses de la preface. Changemens faits par la Declaration
 nouvelle à la precedente. En quoi consistoit l'avantage qui re-
 venoit aux Reformez de la revocation de la Declaration de
 1666. Lieux d'Assemblée. Domaines engagez. Consolation
 des prisonniers. Qui doit être reçu aux Assemblées des Con-
 fesseurs. Legs & donations. Colloques en quel tems, & en
 quel cas permis. Enfans envoyez aux Colleges des Catholiques.
 Enterremens faits à la campagne. Restitution des Cimetieres.
 Competence des Presidiaux dans les cas Prevôtaux. Entrée
 des Consuls dans les Assiettes des Dioceses. Egalité de voix
 dans les Assemblées de Communauté. Charges uniques. Arts
 & Metiers. Vexations generales sur ce sujet. Chicanes du
 Chancelier Seguier, & leur effet. Processions & chant des
 Pseaumes. Rencontre du Sacrement. Chappelles & Confrai-
 ries. Exemption des Ministres. Religion des enfans. Visite
 des malades. Tentatives du Clergé sur trois articles importants.
 Effet de la Declaration. Contributions. Metiers. Maltri-
 ses de la Rochelle. Commissions. Defenses de s'établir & de
 servir dans les pais étrangers, Triple alliance. Dessesins &
 mecontentement de Marcelli. Sa prise. Sa mort & ses circon-
 stances. Sedition à la mort d'un Reformé. But de la Decla-
 ration du mois d'Août. Le Prince de Tarente se fait Catho-
 lique. Changement du Marechal de Turenne. Politique de
 France. Moyens pour ruiner la Religion Reformée.

1666.

1 Avril.
Acade-
mies No-
bles.

XX.

Les arrêts obtenus par le Clergé ne furent pas moins fâcheux que les Declarations. Il en fut rendu trois le même jour deuxième d'Avril. Le premier défendoit aux Reformez de tenir des Academies Nobles. Jusques là on n'avoit pas pretendu les en pou-

voir empêcher : & les Academies de cette qualité avoient été considérées comme des professions libres, qu'on ne pouvoit défendre à personne. Mais le Clergé ayant trouvé le moyen de priver les Reformez du droit d'avoir des Colleges, s'ils n'en obtenoient la permission par des Lettres patentes enregistrées, il trouva bien-tôt celui de convertir ces Academies en Colleges, & par conséquent d'empêcher que les personnes de la Religion Reformée ne se mêlassent de ces exercices. Foubert avoit dressé une de ces Academies au Fauxbourg St. Germain. Les autres qui se mêloient de la même profession, lui suscitèrent par jalousie l'opposition du Clergé. Il fit donc rendre l'arrêt dont je parle, qui non seulement ôtoit à Foubert, de qui seul il avoit été parlé dans la requête de l'Assemblée generale, mais à tous les Reformez la liberté de tenir Academie, non seulement à Paris, mais en quelque lieu du Royaume que ce fût, & non seulement d'en tenir en chef & sous son propre nom, mais de s'associer même avec des Catholiques, s'ils n'avoient des provisions dûment vérifiées. Il y eut un second arrêt le même jour, qui défendoit aux Reformez de faire sur eux nulles levées de deniers, avant que d'avoir satisfait aux arrêts qui en regloient l'imposition, & que d'avoir remis les états de celles qu'ils avoient faites depuis dix ans, entre les mains des Commissaires que le Roi avoit établis dans les Provinces, pour la verification des dettes de Communauté. Le Clergé avoit une grande passion de penetrer dans ces affaires qu'il croyoit fort mystérieuses ; & qui lui servoient à donner au Roi mille ombrages des desseins & des intelligences secretes des Reformez.

Levées de
deniers.

XXI.

Que-
stions
ren-
voyées
aux
Commis-
saires.

XXII.

Enfin il y en eut un troisième le même jour, qui renvoyoit devant les Commissaires plus de vingt questions nouvelles, que le Conseil ne trouva pas à propos de decider sans quelque formalité. Le Clergé les avoit comprises dans une longue requête, où il exposoit qu'au prejudice de la Declaration de 1656. qui comme je l'ai remarqué n'avoit jamais été vérifiée, on prêchoit dans

dans les lieux où il y avoit Evêché ou Archevêché, & dans ceux 1666.
 qui avoient été alienez par les Ecclesiastiques; que les Seigneurs *Avril.*
 Reformez jouissoient des droits honorifiques dans les Eglises;
 qu'ils se maintenoient dans les droits de Patronage, & nom-
 moient aux Benefices; qu'ils avoient des Universitez, Colleges
 & Academies sans Lettres patentes verifiées, & qu'ils y ensei-
 gnoient les lettres humaines & la Theologie; qu'on faisoit le Prê-
 che dans des Seigneuries où les Seigneurs ne residient pas; ou
 dans des lieux dont les Seigneurs n'avoient pas la haute Justice
 du lieu principal de la Paroisse; qu'on y recevoit ceux qui habi-
 toient hors du ressort de la Justice; qu'on faisoit les mêmes exer-
 cices dans les lieux dont la Justice avoit été acquise ou érigée de-
 puis l'Edit; qu'on s'y assembloit au son de la cloche; qu'il s'y
 tenoit de petites Ecoles; qu'on y avoit des Consistoires; qu'ils
 deutoient leurs Ministres aux Synodes; qu'ils y reiteroient l'exer-
 cice plusieurs fois le jour; qu'on y assembloit des Synodes; qu'on
 levoit les gages des Ministres sur tous les habitans qui y venoient
 au Prêche; qu'on y enterroit les morts aux mêmes heures, &
 avec le même nombre de personnes que dans les lieux où l'exer-
 cice étoit public; qu'on y avoit des Temples, des chaires, des
 bancs; que les Consistoires avoient des biens considerables en
 fonds & en rentes; ce qu'on estimoit illegitime, parce que ces
 Compagnies n'étoient autorisées que pour exercer la Discipline;
 qu'il y avoit des Temples bâtis dans le voisinage des Eglises Ca-
 thedrales, Collegiales & Paroissiales; que les Officiers de Justi-
 ce mettoient sur les bancs qui leur étoient destinez dans les Tem-
 ples, des fleurs de lys & les Armes du Roi; qu'ils alloient au
 Temple en robes rouges; que les Consuls & les Echevins en
 usoient de même; se faisoient suivre par les valets de ville; & met-
 toient sur leurs bancs les Armes de la Communauté.

Le même mois enfanta encore d'autres vexations, dont je ren-*Procu-*
 drai compte tout de suite, avant que de passer à ce qui regarde *tenrs*
 les exercices. Il y eut un arrêt le douzième de ce mois qui de-*Fiscaux.*
 fendoit aux Procureurs Fiscaux des Justices, appartenant aux Re-*XXIII.*
 formez, d'assister à l'audition & clôture des comptes des fabri-
 ques des Eglises, à peine de cinq cens livres d'amende, sauf aux
 Seigneurs de nommer des substitués Catholiques pour s'y trou-
 ver en leur nom. Mais le même jour il en fut rendu un autre

1666. plus important sur le sujet des recusations. Il y avoit un pro-
Recusa- cés pendant à la Grand' Chambre de Rouën, entre des Hameaux
vions. qui faisoit profession de la Religion Reformée, & le Curé de
 XXIV. Grainville. Des Hameaux recusa les Conseillers Clercs, se ser-
 vant du privilege de l'Edit; & ces Conseillers sortant de la Chambre
 pendant qu'on deliberoit sur la requête, protesterent de nullité
 de l'arrêt qui seroit rendu à leur prejudice. Il paroît par cette
 protestation, qu'ils s'atendoient bien que l'arrêt qui seroit rendu
 ne leur seroit pas favorable; & en effet avant cela, dans les mê-
 mes occasions, ces recusations n'avoient pas été contestées. Le
 Parlement accoutumé à donner de tels arrêts, accorda les fins de
 sa requête à des Hameaux; mais les Conseillers Clercs se pour-
 vurent au Conseil, ou étant appuyez des sollicitations de l'As-
 semblée Generale, ils firent juger que ces recusations n'avoient
 lieu que dans les affaires qui devoient être jugées par les Presi-
 diaux; mais que dans celles dont les Reformez pouvoient apeler
 aux Chambres, si renonçant à leur privilege ils procedoient
 volontairement aux Parlemens, ils perdoient le droit de recuser
 qui que ce fût sans expression de cause.

Exerci-
ces.
Janvier.
 XXV.

Les Deputez des Eglises de Poitou virent avorter leurs espe-
 rances le dix-neuvième de Janvier, par l'arrêt qui fut rendu sur
 leur requête. Le Roi les debouta du premier article, qui de-
 mandoit que l'exercice fût retabli dans quelques-uns des lieux
 où il avoit été defendu par l'arrêt du cinquième d'Août: & du
 quatrième, par lequel ils demandoient à être dechargez des frais
 de la demolition de leurs Temples, qui avoit été faite en plu-
 sieurs lieux d'une maniere qui ressembloit plus à une sedition,
 qu'à une procedure de justice. Sur le second qui demandoit pour
 les Gentilshommes le droit de faire prêcher dans leurs maisons,
 le Roi l'accordoit en justifiant devant les Commissaires, qui
 étoient alors Barentin & La Noüe; que leurs fiefs & Justices
 avoient été dès le tems de l'Edit de la qualité requise. Pour le
 troisième qui demandoit que les maisons des Gentilshommes
 qui avoient servi de Temples ne fussent point demolies, il les
 renvoyoit simplement aux Commissaires. Sur tout le reste il or-
 donnoit l'exécution de l'arrêt qui avoit causé tant de mal. Ce
 mauvais succès de la Deputation des Eglises brouilla fort les af-
 faires dans le Poitou; & deux ans durant on ne parut pas fort
 disposé

disposé à l'obéissance. J'en parlerai plus particulièrement dans 1666. un autre lieu.

» Le sixième de Mars il fut rendu encore un arrêt sur les partages faits par Bezons & Peyremalez. De vingt-deux lieux d'exercice dans le Diocèse d'Uzès, le Roi ne conservoit que St. Jean de Marvejols & Lussan. Il en condamnoit seize, dont il ordonnoit que les Temples fussent demolis dans un mois. Il ordonnoit que dans le même terme il seroit contesté plus amplement sur le droit des lieux de Ste. Chapte, Montelus, St. Dezeri & Mouillac, & cependant il permettoit d'y continuer les exercices. Partages, Mars.

François de la Forge Noffay Gentilhomme Catholique de la Province de Poitou, avoit épousé une Demoiselle Reformée de la Maison de St. Gelais Celigné. Le mariage fut célébré par un Ministre; mais après la consommation ce Gentilhomme retourna à la Messe. Il eut plusieurs enfans, dont il laissoit absolument l'éducation à sa femme. Il fut assassiné en 1665. & lors que le Curé le vint voir au lit de la mort, il refusa ses consolations, & déclara qu'il ne vouloit point mourir Catholique. Cette déclaration ne fut point reçue; on lui fit accroire qu'il rêvoit, & qu'il prenoit le Curé pour le Ministre: de sorte que les Catholiques demeurèrent maîtres de son corps, & l'enterrent à leur manière. La veuve voulut élever ses enfans dans la Religion Reformée; mais le Curé se fit une affaire de l'empêcher, & se pourvut au Conseil d'Etat, où il obtint un arrêt qui renvoyoit l'instance à la Chambre de l'Edit de Paris, & cependant ordonnoit que les enfans seroient remis entre les mains des parens Catholiques, jusqu'à ce que la Chambre en eût autrement ordonné. La raison du renvoi étoit que la mere ayant la tutelle & la Garde noble de ses enfans, il y avoit lieu de douter si on pouvoit les ôter de sa puissance. La mere n'obeit point, & le zèle du Curé s'étant refroidi, il se passa près d'un an sans que l'affaire fût poursuivie. Filleau ne put se résoudre à perdre une si belle occasion de se signaler. Il en écrivit en Cour, & fit venir une lettre de Cachet au Duc de la Vieville, Gouverneur de la Province, qui lui ordonnoit de faire executer l'arrêt. Le Duc se contenta de rendre son Ordonnance le deuxième de Juillet de cette année, & de la faire signifier à cette Dame, qui ne s'en émut pas, & demeura Enfants.

1666. meura maîtresse de ses enfans. Elle avoit quelque faveur auprès de ce Duc qui lui haussait le courage. Filleau fit revenir de nouveaux ordres plus précis & plus sévères; suivant lesquels le Duc envoya six de ses Gardes tenir garnison chez cette Dame, jusqu'à ce qu'elle eût obéi. Elle s'excusa sur ce qu'elle n'avoit plus les enfans en son pouvoir; qu'ils lui avoient été enlevés par une personne qui ne demeurait pas dans la Province, & qu'ainsi elle ne pouvoit pas les représenter. Cette affaire étant portée au Conseil, il y eut arrêt le quatrième de Septembre, qui ordonnoit la représentation de ces enfans dans quinzaine, après laquelle les biens de la mere seroient saisis & annotés; & il seroit établi des Commissaires pour en recevoir les fruits, qui en rendroient compte au Procureur & à l'Avocat du Roi dans la Senechaussée de Poitiers. Cette femme fut assez constante pour supporter cette rigueur: mais on fait bien d'autres moyens en France de se faire obéir. On suivit les enfans à la piste. On fut que leur grand-mere maternelle les avoit pris. On intéressa dans l'affaire tous ses parens chez qui elle avoit logé avec ces enfans, en se retirant en Bretagne où elle demeurait. On la poursuivit comme on avoit poursuivi sa fille. Elle eut le courage d'errer de lieu en lieu avec ces enfans, durant une saison fort incommode, pour les sauver d'entre les mains de ceux qui avoient ordre de s'en saisir. Quoi qu'elle fût fort âgée, elle souffrit de longues fatigues sans se rebuter: mais enfin les vexations augmentant tous les jours, ceux qui la recevoient dans leurs maisons devenant criminels comme elle, & la peine commune de tous étant ou la saisie & l'annotation de leurs biens, ou garnison dans leurs maisons, elle fut mise à bout par la force majeure. Le party qu'elle prit fut de se rendre à la Cour, dans le plus fâcheux de l'hiver, d'aller se jeter aux pieds du Roi avec ses enfans, & de lui demander la liberté de nourrir ses enfans dans la Religion. Elle comptoit sur quelque faveur, qu'elle s'atendoit de trouver auprès des plus puissans de la Cour; & elle executa la chose comme elle l'avoit proposé. Le Roi la reçut fort bien; mais il lui ôta ses enfans, qui furent mis entre les mains d'un Catholique; & on ne fut touché ni de leurs larmes & de leurs cris, ni de l'affliction de cette Dame qui en fut outrée de douleur. Seulement comme on prit son voyage à Paris pour une marque d'obéissance, on la

la dechargea de toutes les peines qui avoient été jugées. Cette 1666. affaire traina long-tems au delà de cette année.

On avoit établi à Vassî une Maison de la *Propagation de la Foi*. ^{Autres vexations.} Ceux qui en avoient la direction debauchaient tous les jours quelques enfans. Une fille de Raullin Chirurgien demeurant dans cette ville, ayant été gagnée comme quelques autres, le pere dans sa premiere douleur ne put s'empêcher de maltraiter de paroles une femme Catholique, nommée Marguerite Barrois, qui étoit peut-être une des gardiennes de cette Maison, & qui avoit aidé à induire cette fille au changement de Religion. Il fut condamné par l'Intendant Machaut l'onzième de Mai à comparoître dans la Chambre du Conseil de Vassî, pour y être blâmé de sa violence & mauvaise conduite, en présence de sa femme & trois autres de ses filles; & de plus à cinquante livres d'amende. Par la même sentence Daniel Morisot, Tailleur de la même ville, étoit condamné à faire une espee d'amende honorable en présence de sa femme, à l'audience de la Prevôté de Vassî, & à confesser à genoux que le quatorzième de Novembre 1665. il avoit mal, temerairement & avec imprudence parlé injurieusement & seditieusement contre les ceremonies de l'Eglise Catholique, & les personnes faisant profession de sa doctrine; comme aussi qu'il avoit la même année le jour appelé *Fête Dieu*, pendant le Service, en l'absence du Directeur de la Maison de la *Propagation*, tumultuairement fait scandale & violence avec plusieurs autres Reformez, forcé une chambre pour en tirer un nouveau converti, & empêcher son abjuration. Il étoit aussi banni pour trois ans du ressort de la Prevôté, condamné à vingt livres d'amende, & autant d'aumônes à la Maison de la Propagation, avec defenses à lui de recidiver, & à tous les Reformez de parler mal de la Religion Catholique, de ses ministres & de ses mysteres, à peine de punition exemplaire. Raullin étoit en particulier condamné aux depens; je ne sai pourquoi puis que Morisot étoit le plus criminel, si ce n'est que Raullin avoit mieux de quoi les payer.

Cependant les Reformez pleins de crainte & de douleur pour les Declarations que le Clergé avoit obtenues, suivirent les voyes ^{Requêtes contre les De-} accoutumées pour chercher quelque remede à ces malheurs, & dressèrent une longue requête qui fut présentée au Roi; mais com-^{clara-tions publiées.}

1667. me ils n'ignoroient pas que le Conseil vouloit garder des mesures avec les anciens alliez de la Couronne, de peur qu'ils ne prissent ombrage des conquêtes que le Roi se proposoit de faire dans les Pais-Bas, ils crurent qu'il falloit rendre leurs plaintes publiques, afin que la crainte d'offenser les Protestans étrangers, par la rigueur du traitement qu'on feroit aux Reformez de France, obligeât à faire plus de consideration de leurs remontrances. C'est pourquoi leur requête fut imprimée, afin que la justice de leurs griefs pût être connue de toute l'Europe. On y disoit avant que d'entrer en matiere, que pendant que le Clergé avoit gardé quelques mesures, le respect avoit empêché les Reformez de porter leurs plaintes immédiatement au Roi, de peur de troubler par les marques de leur douleur, la gloire tranquille qui accompagnoit la felicité de son Regne; mais qu'étant menacez d'une totale ruine, ils étoient obligez de recourir à sa personne sacrée, le croyant le plus équitable & le plus éclairé Prince du monde; qu'encore que l'Edit donné ou confirmé par les Rois ses predecesseurs, & par lui-même, fût perperuel & irrevocable; néanmoins le Clergé après avoir travaillé à l'ébranler dans toutes ses parties, tâchoit de l'emporter tout d'un coup; que c'étoit dans cette vuë qu'il avoit fait reduire en Declarations tant d'arrêts qu'il avoit obtenus, & qu'il en poursuivoit la verification dans tous les Parlemens, & dans toutes les Chambres de l'Edit; qu'il y avoit même fait ajouter des dispositions très-contraires à l'Edit, & très-funestes aux Reformez; que l'Edit ayant été donné par son auteur comme une Loi *claire, nette, generale & absolue*, on en vouloit faire une Loi obscure, équivoque & insuffisante, qu'on tâchoit de le renverser par des additions, des restrictions, des interpretations contraires à la signification ordinaire des termes, inconnuës aux Procureurs Generaux, & à tous les Officiers du Roi, opposées à ses intentions & à celles des Rois ses predecesseurs.

Remar-
ques sur
divers
articles.

De là passant au fond de la chose, on faisoit des remarques sur quelques-uns des articles les plus importants. On commençoit par l'article quarante-huitième, qui permettoit aux Curez de visiter les Reformez malades; & après avoir dit que cette permission choquoit directement le quatrième article des particuliers de l'Edit, qui exemptoit les Reformez de ces visites importunes, par les

les termes les plus exprés qu'on auroit pu désirer, on remontoit 1667.
 les inconveniens de ce nouveau reglement, par lequel les mala- *Mars.*
 dies des Reformez leur tournoient en piege; on temoignoît que
 la seule vuë d'un Curé pouvoit troubler un malade; qu'on pou-
 voit abuser des tranfcs de l'agonie, des douleurs aiguës d'une co-
 lique, des rêveries d'une fièvre, de l'assoupiffement d'une le-
 thargie, d'un figne de tête ou de main; que sous ce pretexte les
 Catholiques s'empareroient des corps, arracheroient les enfans
 aux meres; & si les malades rechapoient, les feroient passer
 pour *Relaps*, devant des Juges qui les auroient déjà condamnez
 avant que de les entendre. On supplioit le Roi de confiderer
 que la liberté de conscience étoit inutile pendant la vie, & dans la
 fanté, si on la perdoit à l'article de la mort, & pendant une
 maladie. On remontoit que l'article quarantième touchant la
subornation des Catholiques, defenduë *sous quelque pretexte que*
ce fût, ouvroit la porte à mille accusations contre les Ministres,
 qui auroient donné quelque instruction à ceux qui l'auroient de-
 mandée, ou qui auroient reçu à la profession de leur Religion
 ceux qui s'y feroient presentez d'eux-mêmes; qu'on s'en serviroit
 pour faire un crime aux Reformez de toutes les conversations
 où ils parleroient de Religion, & où ils auroient occasion de di-
 re ou de prouver leurs sentimens. On se plaignoit du septième
 article touchant les livres, qui étendoit à toute sorte de livres,
 ce que l'article vingt & unième de l'Edit n'avoit ordonné que de
 ceux qui seroient imprimez & debitez publiquement, hors des
 lieux où il y auroit exercice public; & on remarquoit le dessein
 du Clergé, qui avoit fait ordonner de demander sur ce sujet la
 permission des Juges royaux, parce qu'il étoit bien assuré qu'ils
 ne l'accorderoient jamais. On remontoit la conséquence de lar-
 ticle quinzisième, qui defendoit de mettre les Ministres des Eglis-
 es de fief sur les tables des Synodes, ce qui les exemtant de la
 juridiction de ces Compagnies, en faisoit de veritables indepen-
 dans. On se plaignoit du seizième, qui en defendant toutes cor-
 respondances, rompoit aussi la communion de doctrine & de
 Discipline, qui neanmoins étoit clairement autorisée par l'Edit.
 On faisoit la même observation sur le dix-septième, qui defen-
 doit les Colloques, quoi qu'ils fussent évidemment permis par le
 trente-quatrième article des particuliers, & qu'ils fussent une par-
 tie

1667. tie necessaire de la Discipline. Sur le trente-cinquième, qui par-
 Mars. loit de l'honneur qu'on vouloit que les Reformez rendissent au
 Sacrement, en le rencontrant dans les rues, on remontoit que
 ce qu'il ordonnoit étoit contraire à l'Edit, qui dechargeoit les
 Reformez de tout ce qui étoit contraire à leur conscience. On se
 plaignoit qu'ordinairement on étoit empêché de se retirer, ou
 parce qu'on étoit inopinément surpris de cette rencontre, ou
 parce que les assistans l'empêchoient par leur violence, ou parce
 que les Catholiques fermoient leurs maisons, ou en chassoient
 ceux qui vouloient s'y refugier.

*Et sur la
 Declara-
 tion sou-
 chant les
 Relaps,
 & les
 Blasphé-
 mateurs.*

On passoit en suite à la Declaration qui attribuoit aux Parle-
 mens la connoissance des affaires des *Relaps*, & on faisoit voir
 combien elle derogeoit à la jurisdiction des Chambres de l'Edit,
 réglée positivement par les articles de l'Edit même. On remon-
 troit l'inconvenient de ce reglement nouveau, par lequel quand
 on voudroit decliner la jurisdiction des Chambres, il ne faudroit
 qu'une accusation de blasphème pour priver un Reformé de son
 droit; que les Parlemens étoient prevenus de cette pensée, qu'é-
 tant Reformé on ne pouvoit être innocent; qu'on accuseroit les
 Ministres de blasphème, aussi-tôt qu'ils auroient donné une sim-
 ple exposition de leur doctrine sur les matieres controversées. On
 n'oublioit pas l'exemple de la passion que le Parlement de Ren-
 nes avoit temoignée, en condamnant la Touche Caillon à la mort
 quelques années auparavant, pour un crime dont après le sup-
 plice affreux de cet innocent, on avoit decouvert les veritables
 auteurs. On y ajoûtoit l'exemple recent du zèle emporté du
 Parlement de Rouën, qui en verifiant la Declaration de cinquante-
 neuf articles, avoit aggravé le trente-cinquième, & assujetti les
 Reformez qui ne pourroient pas se retirer, à rendre au Sacre-
 ment *les mêmes marques de respect que les Catholiques*. Il n'y
 avoit que deux mois que cette verification avoit été faite, lors
 qu'on dresseoit cette requête. Après ces plaintes on representoit
 les Reformez dans un état où ils ne trouvoient plus en France
 ni sûreté pour leurs personnes, ni liberté pour leur Religion, &
 où rien ne pouvoit se presenter à leurs yeux que l'horreur de la
 mort, ou la contrainte de leurs consciences. On rapelloit le sou-
 venir de la fidelité dont ils avoient donné des preuves convain-
 cantes, que le Roi avoit reconnues lui-même en termes très-forts
 dans

dans la Declaration de 1652. Enfin on conduoit ces remon- 1667.
trances par les protestations accoutumées ; & par des temoigna-
ges de confiance en la justice du Roi à qui on demandoit la con-
servation de l'Edit , qu'il avoit lui-même confirmé solennelle-
ment. Nous verrons en son lieu l'effet de cette requête.

Cependant la guerre que le Roi porta eette année en Flan-
dres fit donner quelques treves aux Reformez, qu'on ne poussa
pas avec la même violence qu'auparavant. Il y eut seulement
quelques affaires particulieres, qui furent jugées selon les princi-
pes établis depuis peu d'années ; mais je ne trouve rien dont la
conséquence fût generale , que quelques événemens qui regar-
dent le Poitou & le Bearn, dont je parlerai dans une autre oc-
casion. Voici seulement ce qui se passa à Chefboutonne, sur le su-
jet d'une visite renduë par le Ministre du lieu à une fille malade,
qu'on presupposoit qui ne l'avoit pas demandé. Marthe Teillou
étant attaquée d'une dangereuse maladie, le Ministre Chalmot
l'alla visiter. Pendant qu'il étoit auprès d'elle le Curé survint ,
& lui dît avec la civilité d'un homme qui cherchoit à se faire mal-
traiter, qu'il n'avoit que faire là, & que depuis quelques mois
cette fille avoit embrassé la Religion Catholique. Le Ministre
soutenoit qu'il s'étoit retiré sur cette declaration , avec quelques
personnes qui l'accompagnoient : mais le Curé disoit qu'ils s'é-
toient tous jettés sur lui avec violence ; il en avoit même fait in-
former, & les gens qu'il avoit menez avec lui n'avoient pas man-
qué de le déposer. Chalmot & ceux qui étoient compris avec
lui dans l'information comme ses complices, appellerent des pro-
cedures ; & porterent la cause à la Chambre de l'Edit de Paris.
Pendant l'instance le Ministre mourut ; mais sa veuve demeura
partie au procès, qui fut jut jugé à l'audience le septième de Sep-
tembre. On n'eut garde d'ajouter foi à la protestation des Re-
formez, qui assûroient qu'à la parole du Curé ils s'étoient retirez
sans bruit & sans violence. Ils furent condamnez solidairement
à cent soixante livres d'aumônes , dont quatre-vingts étoient ap-
pliquées au pain des prisonniers , & autant aux pauvres de la
paroisse : & à quatre cens livres d'interêts envers le Curé. C'est
inviter les gens à se procurer quelque mauvais traitement par leur
insolence, que de les recompenser si liberalement de leurs peines,
quand ils ont trouvé quelque pretexte de se plaindre : & il ne faut

*Visite des
Malades.
Septemb.*

1667. pas s'étonner que les Curez & les Moines fussent toujours prêts à entreprendre des affaires criminelles contre les Reformez, puis qu'on trouvoit toujours leurs plaintes justes, que leur parole passoit pour preuve, & que la peine des accusez étoit toujours appliquée au profit des accusateurs.

*Exemptions.
Janvier.*

Le vingt-huitième de Janvier le Conseil Privé rendit un arrêt sur un sujet peu ordinaire. Le Bureau des Decimes établi à Saintes ayant fait saisir quelques biens, pour avoir le paiement de ce qui en étoit dû par le possesseur, fit établir sequestre aux biens saisis un Reformé nommé Eymmer, habitant du lieu où la saisie avoit été faite. Eymmer pretendit être exempt de la garde des biens Ecclesiastiques, & de la juridiction du Bureau. En effet ces Bureaux sont une juridiction nouvelle, composée d'Ecclesiastiques, qui connoissent proprement des affaires concernant les Decimes que le Clergé paye au Roi. Henri III. l'avoit établie par provision, après la suppression des Syndics Generaux du Clergé, qui depuis Charles IX. jusqu'à l'Assemblée de Melun, où ils avoient été abolis, avoient pris la connoissance de cette sorte d'affaires. Henri IV. & depuis lui Louis XIII. l'avoient renduë perpetuelle: & au lieu que ces Bureaux n'avoient été d'abord établis que dans les Archevêchez, ce Prince en avoit mis dans tous les Diocèses du Royaume. Les Juges ordinaires avoient beaucoup perdu à l'érection de ces nouveaux Bureaux, qui tirant à eux la connoissance de tout ce qui dependoit des traites du Clergé avec le Roi, touchant les deniers qu'il lui fournit, étoient une espece de Cour des Aides Ecclesiastiques, assez abondante en procès, à cause de l'inclination que les Prêtres ont naturellement pour la chicane. Le Clergé ne permettoit pas que les Reformez eussent le moindre Office dans ces Bureaux; & il les avoit exclus encore des fermes & de la recette des Decimes: de sorte qu'il étoit fort juste de les exempter des choses onereuses qui dependoient de cette Jurisdiction. C'est un droit conforme aux lumieres du bon sens & de la nature, que ceux qui ne peuvent participer aux avantages & aux profits de quelque chose, n'en portent point aussi les incommoditez & les charges; de sorte qu'Eymmer obtint aisément sa decharge à la Chambre de Guyenne. Mais le Clergé fit rendre au contraire un arrêt au Conseil Privé, qui maintenoit le sequestre, & assujettissoit Eymmer à la juridiction du Bu-

Bureau. La raison de cela est qu'encore que la chose ne fût pas 1667. juste, néanmoins elle étoit utile. Eymer étoit solvable, & les choses saisies étoient sûres entre ses mains. Par une raison semblable, dans le même tems que le Clergé faisoit rendre des arrêts & des Declarations ruineuses contre les Reformez ; dans le tems qu'il les pouffoit à bout par toute sorte d'injustices & de chicanes, il ne laissoit pas de leur donner ses biens à ferme, parce qu'il les trouvoit bons payeurs, qu'ils faisoient bien valoir les terres, & qu'ils portoient ses revenus plus haut que les Catholiques.

La Duchesse de Rohan, Dame de Monlieu, établit Marchais *offici.* pour Juge dans cette petite Jurisdiction : mais le Parlement de Bourdeaux, à la sollicitation de quelque Catholique qui aspirait à cet Office, donna deux arrêts qui lui faisoient defenses de l'exercer, sans en alleguer d'autre cause que la Religion Reformée dont il faisoit profession. L'un étoit du 25. de Mai ; l'autre du 27. de Novembre. Mais la Duchesse fit rendre un arrêt au Conseil le vingt & unième de Fevrier de l'année suivante, qui ordonnoit au Procureur General d'envoyer dans deux mois les motifs de ces arrêts ; & cependant defenses de troubler Marchais dans la fonction de Juge de Monlieu, & Jurisdctions qui en dependent, & de s'adresser au Parlement sur ce sujet. Cet arrêt lui procura la liberté d'exercer cette charge durant quelques années.

Le Roi publia cette année un long Edit, pour la reformation *Evoca-* des abus qui se commettoient dans l'administration de la Justice. *tions.* L'ouvrage étoit beau, & le dessein digne d'un grand Prince. Entre les autres reglemens il y en avoit quelques-uns qui regardoient le droit accordé aux Reformez par l'Edit, d'évoquer leurs causes aux Chambres établies en leur faveur. Tels étoient les articles vingt-neuvième, trentième & trente & unième du titre onzième des delais & causes d'appel ; & le vingt-quatrième du titre des requêtes civiles. Ces articles confirmoient si solennellement la jurisdiction de ces Chambres, qu'il n'auroit pas été possible de s'imaginer que deux ans après elles eussent dû être supprimées : principalement puis que ces articles prevenoient les principaux abus qu'on pouvoit faire de ce privilege, & qui furent alleguez comme le pretexte de les abolir.

Mais le plus remarquable événement de cette année fut une *fun.* cruelle

1667. cruelle sedition que les Catholiques des environs d'Avalon exciterent contre les Reformez, & dont ils trouverent encore le moyen de leur faire porter la peine. Il s'assembloit une Eglise au Vaux-Jaucourt, lieu situé dans le Bailliage d'Avalon, à demi-lieuë de cette petite ville. Le Seigneur du lieu la recueilloit dans sa maison, qui étoit à quatre ou cinq cens pas du village. Cette année on y avoit convoqué le Synode de la Province: & le Cordelier du Han, de qui j'ai déjà parlé, prit cette occasion pour se signaler par quelque action digne de lui. Il étoit Gardien du Couvent des Cordeliers de Vezelay, & il s'étoit fait donner par l'Evêque d'Autun la qualité de Missionnaire dans ce Diocèse.

Caractère de l'Evêque d'Autun : Il est peut-être utile de remarquer ici le caractère de cet Evêque, afin qu'on juge mieux de la nature de ses actions, & de celles de ses émissaires. Il étoit d'une hipocrisie si connue, & si généralement detestée à la Cour & ailleurs, que la plupart ont cru qu'il étoit l'original sur lequel Molliere avoit tiré la copie de *l'Imposteur*, dont il avoit fait le premier personnage d'une de ses Comedies. Du Han armé du pouvoir que cette mission lui donnoit, tourmentoît les Reformez en mille manieres: mais principalement il inspiroit par ses predications aux Catholiques la sedition & la fureur. On lui reprochoit qu'un jour qu'il prêchoit à Avalon, au lieu d'instruire, & d'édifier ses auditeurs par une bonne doctrine, il s'étoit mis à parler contre les Reformez d'une maniere fort seditieuse, qu'il avoit menacé de faire abattre leur Temple; qu'il avoit tiré une clef de sa poche, disant que c'étoit celle de ce Temple; que continuant à faire le Bâteleur, il avoit dit qu'il enleveroit les os du Seigneur du lieu, qui reposoient dans un tombeau qu'on avoit bâti près du Temple pour les personnes de cette famille; qu'il feroit abattre cet édifice, si la veuve de ce Seigneur ne le faisoit faire elle-même. Cette predication monacale fit son effet. Quelques-uns des assistans, & entre les autres quelques Prêtres, se rendirent au lieu de Vaux-Jaucourt, où ils cassèrent les vitres du Temple; & se mirent en devoir de rompre les portes & les fenêtres. Leur violence fut arrêtée par l'opposition de quelques personnes qui se trouverent sur le lieu; & qui la plupart étoient Catholiques.

Occasion & progrès du mal.

Mais ce qui arriva pendant le Synode ne se passa pas si doucement. L'ouverture de cette assemblée fut faite le Mercredi quinziesme

zième de Juin. Le Cordelier fut présent à la predication, où il fut suivi d'une grande foule de populace, qui commit cent irreverences; & qui troubla l'Eglise en plusieurs manieres. L'après-midi ce Moine aborda quelques Ministres, qui se promenoient avec le Commissaire en attendant l'heure de la séance, & leur fit un défi d'entrer en controverse avec lui. A leur refus, il les invita à se trouver au Sermon qu'il se proposoit de faire dans l'Eglise de la paroisse, pour refuter celui qu'il avoit entendu le matin. Cette proposition fut rejetée aussi bien que la première; les Ministres sachant bien à quel dessein les Missionnaires travailloient à lier de telles parties. Le Moine irrité de ce refus, & voulant à toute force que les Ministres entendissent son Sermon, fit dresser une Chaire dans le chemin qui traversoit le village, vis à vis de l'hôtellerie où la plupart des Ministres, & le Commissaire même étoient logez. En visitant les lieux par l'ordre de la Justice, on ne trouva que dix-neuf pieds de distance de cette Chaire à la porte de la maison. Il fit là plusieurs Sermons où l'ignorance & la fureur avoient plus de part que la Religion & le zèle; & comme le peuple est fort curieux de ce devot bâtelage, en moins de rien le bruit de ces predications se repandit dans toutes les paroisses voisines; de sorte que la plupart des habitans quittoient leur travail, pour avoir leur part de cette farce. Mais le Dimanche dix-neuvième du mois il se rendit à Vaux-Jaucourt, de tous les environs quatre ou cinq mille personnes, qui occuperent toutes les avenues du Temple; de sorte que ceux qui composoient l'Eglise, & principalement les Deputez qui formoient le Synode eurent beaucoup de peine à s'y rendre. Il y avoit plusieurs Ecclesiastiques présens, dont quelques-uns s'employèrent à faire retirer cette multitude; mais cela fut inutile: ces mutins leur répondoient qu'ils ne vouloient pas sortir de la Synagogue, ou qu'ils vouloient voir le Sabbat, ou d'autres choses semblables. Ils se contenterent neanmoins pour le matin de faire du bruit: mais après le dîner, d'Holon qui avoit épousé l'héritière de cette maison, & qui en cette qualité étoit Seigneur du lieu, ayant fait fermer la porte de sa maison à une partie de cette canaille, ces seditieux allerent rompre les fenêtres du tombeau dont j'ai parlé, après quoi ils allerent environner la Chaire du Moine & l'hôtellerie; & attendirent en faisant beaucoup de bruit, que la predication fût finie.

1667.
Juin.

1666. Les Reformez voulant se retirer dans leurs maisons, un vieux
Fuin. Gentilhomme âgé de soixante ans, demi paralytique, nommé De
Violence. Pougues, fut le premier qui passa au travers de ces gens ramassez. D'abord ils lui laisserent faire quelques pas assez tranquillement; mais tout d'un coup au mot de *Huguenot* que quelqu'un prononça indiscrettement, tout ce peuple se jeta sur ce vieillard, le defarma, le battit, le blessa de coups de bâtons & de coups de pierres; & l'auroit peut-être assommé, si quelques Catholiques qui le connoissoient ne l'eussent arraché de leurs mains. Au même tems ils aperçurent un laquais, qui ayant abruvé le cheval de son maître, habitant Catholique de quelque lieu voisin, cherchoit un quai pour traverser la riviere, parce que le pont étoit occupé par la populace. Ils s'imaginerent que le valet & le cheval étoient à quelque *Huguenot*, & dans cette pensée ils se jetterent sur lui avec violence, le meurtrirent, le blessèrent, sans avoir égard à son chapellet, qu'il leur montrait comme un moyen d'échaper à leur fureur. Un Notaire & un Curé plus moderez que les autres, sauverent la vie à ce malheureux. D'Holon, Du Barrueil Gentilhomme de ses amis, le Commissaire & le Procureur du Roi avertis de ce désordre, voulurent aller sur les lieux, pour empêcher les suites de ces violences. Un Cordelier d'humeur plus paisible que du Han, se joignit à eux pour tâcher de dissiper cette multitude. Mais à la vuë des épées que tous ceux qui en portoient avoient tirées, le Procureur du Roi alla se cacher: le Cordelier ne put se faire écouter, la voix d'un Moine qui prêche la paix étant beaucoup moins puissante, que celle d'un autre qui excite à sedition; comme si sortant de sa vocation, quand il parle de concorde & de charité, il perdoit la vertu de persuader. Les trois autres furent accueillis à coups de pierres, d'épées, de pistolets; poursuivis jusques dans les lieux où ils avoient cru se mettre en sûreté. On enfonça les portes; on monta sur les greniers; on en rompit le plancher; & par les ouvertures on assommoit à coups de pierres ceux qui s'étoient refugiez dans une écurie au dessous, où ils s'étoient barricadez. On les contraignit par ce moyen à sortir de cet asile; après quoi on les maltraita de coups d'épée, & on les laissa pour morts sur la place. Ces furieux non contens de ces excès, ayant fouillé ces malheureux, & pris leur argent, voulurent les traîner dans la rivie-

*Efforts
 inutiles
 pour
 l'arrêter.*

*Pillages
 & vols.
 faits.*

re

re par les cheveux, & n'en furent empêchez que par quelques 1667.
 femmes qui s'y opposèrent. Un de ceux qui furent le plus mal-*fin.*
 traitez étoit le Seigneur du lieu. Après cela ces mutins se jette-
 rent dans les maisons des Reformez, rompirent les portes, en-
 leverent les meubles, battirent ceux qu'ils y trouverent, sans dis-
 tinction de sexe ni de qualité. Plusieurs femmes & filles de con-
 dition furent volées, & perdirent leurs collets de Point de Fran-
 ce & leurs perles, où ces canailles ne manquèrent pas de porter
 les mains. Ils enfoncerent aussi les portes de l'hôtellerie ; &
 quelqu'un des plus sages ayant empêché qu'ils ne forçassent les
 chambres où les Ministres s'étoient cachez, ils se saisirent de leurs
 chevaux, & de tout ce qu'ils purent trouver de leurs hardes, &
 les emmenerent à Avalon. Cette sedition dura plus de deux heu-
 res ; & ces furieux firent sonner le tocsin pendant une heure &
 demie, pour grossir leur troupe par le concours de tous les sce-
 lerats du voisinage. Le lendemain il y eut encore un grand nom-
 bre de ces coquins qui revinrent en armes sur le lieu, pour voir
 s'il y auroit occasion de recommencer. Les jours suivans il y en
 eut d'autres qui se mirent sur le chemin d'Avalon, & qui volèrent
 tous les Reformez qui leur tomberent entre les mains. Cet es-
 prit de fureur se repandit entre les habitans de cette petite ville,
 en sorte que les Reformez furent long-tems sans oser paroître
 dans les rues, ni y venir de dehors pour leurs affaires.

Cependant le Commissaire ayant dressé procès verbal de cette *Procedu-
 res fran-
 coises.*
 violence, l'envoya à l'Intendant, qui fit reponse qu'il lui falloit
 presenter requête. On le fit, & il commit le Lieutenant Criminel
 d'Avallon pour en informer. D'abord les procedures furent as-
 sez regulieres : mais le Cordelier voyant que la honte, & peut-
 être la peine tomberoient sur lui, si la justice étoit bien gardée,
 trouva le moyen de gagner le Procureur du Roi, qui produisit
 comme temoins au procès ceux qui avoient commis les plus gran-
 des violences. Les Reformez s'en plaignirent ; mais tout ce qu'ils
 obtinrent fut qu'on écrivit en marge de quelques depositions que
 le deposant n'avoit point été assigné à leur requête. Par cette
 prevarication du Procureur du Roi, l'information devint respec-
 tive ; quoi que les Reformez fussent les seuls plaignans, & les
 seuls outragez : & ceux même qui avoient fait le mal, ne man-
 querent pas pour se decharger de les accuser de mille excès,

1667. *Juin.* qu'ils n'avoient pas été en état de commettre. Mais du Han ne croyant pas encore sa cause assurée par cette supercherie, fit intervenir le Procureur General au Parlement de Dijon, à la requête de qui le Parlement commit un Conseiller pour informer du fait. Ce Conseiller au lieu d'informer sur les lieux, fit ses informations à Avalon; & n'entendit que les coupables. Son principal soin fut de prévenir les contradictions qui ne pouvoient manquer de paroître entre ces nouvelles informations, & celles que le Lieutenant Criminel avoit dressées; & de détruire la force de celles-ci, par l'artifice des autres, dans les articles où la contradiction étoit inévitable. Cependant ce Commissaire vint au Vaux-Jaucourt, où les Reformez lui firent signifier un acte de protestation d'incompétence; déclarant que si l'Intendant vouloit se départir de la connoissance de cette affaire, ils entendoient se servir du privilège de l'Edit, qui accordoit aux Reformez de la Province de Bourgogne l'évocation de leurs causes à la Chambre de l'Edit de Paris, où à la Chambre Mipartie de Grenoble à leur choix, suivant quoi ils optoient la Chambre de Grenoble. Mais quand le Commissaire du Parlement eut achevé ses informations, il ne se mit pas en peine de continuer les procédures, ni par conséquent de parer le coup de cette protestation. Seulement avant que de se retirer, il convint avec l'Intendant d'un artifice pour opprimer les Reformez. Quand ceux-ci l'allerent trouver, pour lui demander une Ordonnance sur les informations de son Subdélégué, il s'en excusa; & dit qu'il ne pouvoit juger cette affaire sans un ordre exprès qui lui attribuât juridiction. Les Reformez furent engagés par ce moyen à rechercher eux-mêmes cet ordre: mais de peur qu'ils ne l'obtinsent favorable, on eut le soin de les prévenir. On informa le Conseil de ce qui pouvoit leur être défavantageux; & il y fut rendu un arrêt le septième de Juillet qui autorisoit les procédures du Commissaire du Parlement, & qui renvoyoit à l'Intendant & celles-ci, & celles du Lieutenant Criminel d'Avalon, pour en juger définitivement & en dernier ressort, avec le nombre de Graduez requis par les Ordonnances.

*Cruelle
fourberie
de l'In-
tendant.*

*Juge-
ment
odieux
contre les
Refor-
mez.*

Cet Intendant étoit Bouchu, déjà fort connu par la desolation du pais de Gex, & de l'Eglise du Pont de Vêlé. Jamais homme n'a su tourner une affaire du mauvais côté avec plus d'artifice que lui. L'innocence même auroit perdu sa cause entre les mains de

ce Juge iniqué, s'il eût entrepris de la faire trouver coupable. Dans 1667. l'affaire présente, il avoit eu la malice de rendre les Reformez sollicitateurs de leur propre dommage : & ces pauvres gens qui avoient été volez, battus, blessez, sans avoir presque songé à se defendre, se tenoient si assurés de leur bon droit, qu'ils ne s'apperçurent du piège qu'il leur tendoit, que quand ils y furent tombez. Bouchu fit traîner cette affaire un an entier, depuis l'arrêt qui lui en avoit attribué la connoissance : mais cette longueur n'eut pas pour but de s'informer du fait plus exactement, ou de proceder au jugement avec plus de maturité : elle ne tendit qu'à laisser effacer par le tems le souvenir des circonstances de cette sedition, afin que la maniere dont il se proposoit de la juger parût un peu moins odieuse. Il jugea donc sur les informations faites par un Juge incompetent, contre qui les plaignans avoient protesté, qui n'avoit ouï que les coupables, à la decharge desquels il avoit dirigé toute la procedure. Les premieres informations ne furent presque pas regardées, parce qu'elles alloient à la charge des Catholiques, & faisoient voir au moins qu'ils avoient été les aggresseurs. On n'eut égard à rien qui pût être pris à l'avantage des Reformez. Le Moine du Han au contraire fut traité favorablement en tout. On ne rejetta rien de ce qui vint de sa part. Toutes les procedures lui furent communiquées, comme s'il eût été le Juge, plutôt que la partie. On ne répondit rien à toutes les requêtes des Reformez, même à celles qui appartenoient à l'instruction, sinon, *sera fait droit en jugeant* : néanmoins on n'y eut point d'égard dans le jugement. Enfin le trentième de Juillet 1668. Bouchu condamna les Reformez solidairement à six mille livres d'amende, aux interêts de plusieurs Catholiques qui se plaignoient d'avoir été blessez, & aux depens dont la taxe étoit reservée. L'amende étoit distribuée en diverses sommes, appliquées aux Couvens & aux Hopitaux. Les Cordeliers de Vezelai en avoient trois cens livres pour leur part, & les Minimes d'Avalon autant. Les Capucins profiterent aussi d'une pareille somme. Il y eut plusieurs personnes decretées, & particulièrement Gravier Ministre de Chatillon ; & par un effet de zèle fort singulier, on disoit dans ce jugement que le Roi seroit supplié de faire demolir tous les lieux d'exercice dans le Bailliage d'Avalon. Cela n'arriva néanmoins pas si-tôt ; & les Re-

1668. formez se pourvurent au Conseil contre ce jugement barbare :
Janvier. mais il ne leur en revint rien que la consolation d'avoir fait leurs plaintes.

Exemption de payer ses dettes.

Les affaires generales étoient cependant comme en furséance ; & je ne trouve que peu d'arrêts du Conseil sur l'exécution de l'Édit. Il y en eut seulement un d'importance le vingt & unième de Janvier , qui sous le pretexte imaginaire que les Reformez de Guyenne faisoient mille vexations à ceux qui abandonnoient leur Religion , comme le Clergé l'avoit exposé dans ses Memoires , étendoit à cette Province les arrêts donnez pour d'autres en pareil cas ; & dechargeoit pour trois ans les nouveaux *convertis* du paiement de leurs dettes au principal , & des arrerages du passé , à condition qu'ils payeroient d'année en année les intérêts qui courroient pendant ce délai. Cet arrêt avoit quelque chose de si odieux ; & le nom de la Religion servant de pretexte aux chicanes d'un mauvais payeur , avoit je ne sai quoi de si opposé à la droiture & à l'esprit de l'Évangile , que le Clergé même qui l'avoit fait rendre eut honte de l'avoir obtenu ; & laissa passer quelques années sans en faire du bruit. Mais enfin le zèle l'emporta sur la pudeur. Les nouveaux *convertis* s'en prevalurent : d'autres arrêts du Conseil le confirmerent : & d'un reglement qui n'avoit été fait d'abord que pour quelques Provinces , on en fit une Declaration qui devint la loi de tout le Royaume.

Consuls des Marchands. Juin.

Il y eut un autre arrêt sur un sujet different , le dix-huitième de Juin , qui defendoit aux Reformez , déjà exclus à Chatelleraud des Offices de Consuls des Marchands par l'artifice des Catholiques , de troubler les Consuls dans leurs fonctions , & de presenter même de requête à l'avenir en interpretation des Ordonnances touchant la Jurisdiction Consulaire , à peine de mille livres d'amende. C'étoit donner beau jeu au zèle des Catholiques. On leur permettoit de tout entreprendre ; & on defendoit aux Reformez de se plaindre. Le vingt-sixième du même mois il y eut un autre arrêt , qui dechargeoit les Reformez des impositions personnelles faites pour les reparations des Presbyteres , mais qui ordonnoit que six mois après la condamnation de faire rebâtir ou reparer ces maisons , les Consuls seroient tenus de le faire , & de trouver les sommes necessaires ou par engagement des biens communs de la paroisse , ou par imposition sur leurs denrées en forme

me d'octroi , ou par taxes sur tous les biens ruraux. Ces sortes d'impositions n'étant point personnelles, les Reformez y étoient enveloppez : seulement à l'égard des lieux sujets à une espece de taille , nommée en certaines Provinces *Compoix cabaliste* , ou *industrie* , le Roi les en exceptoit en ce qui se levoit sous le nom de ce Compoix , parce que c'étoit une charge personnelle.

Le vingt-troisième de Novembre un autre arrêt prononça sur les exercices établis à Blois , à Mer , & à Remorentin. A l'égard de Blois l'arrêt n'étoit qu'interlocutoire. Il étoit définitif pour les deux autres : mais il interdisoit l'exercice à Remorentin , & ordonnoit la demolition du Temple , & il confirmoit à Mer le droit de premier lieu de Bailliage. Ce n'étoit pas pour faire justice à cette petite ville qu'on lui conservoit un droit si solide : c'étoit pour avoir un beau pretexte de faire demolir le Temple qui étoit dans la ville , & de renvoyer l'exercice dans le fauxbourg ; parce que les lieux de Bailliage devoient être donnez hors des villes. On jugea ce pretexte plus specieux que celui qui avoit été pris en 1600 par le Presidial de Blois , & approuvé par la Chambre de l'Edit de Paris. Ils voulurent empêcher la construction du Temple, parce, disoient-ils, que les Reformez n'avoient pas établi par force leur exercice dans la ville ; mais par le consentement tacite & la tolerance des Catholiques. Neanmoins par des arrêts posterieurs il avoit été permis aux Reformez de continuer leurs exercices dans la ville même ; & ils avoient joui de ce droit jusques à présent. Mais parce qu'ils voulurent se servir du double droit qu'ils avoient , de Bailliage dès l'année 1577. & de possession pendant les années 1596. & 1597. on leur laissa le premier qui leur étoit le plus dommageable , & qui donnoit lieu de ruiner le droit de Remorentin. Celui-ci étoit un second lieu de Bailliage fondé sur des Lettres patentes verifiées : mais parce que Blois étoit aussi lieu de Bailliage , il s'ensuivoit qu'il y en avoit trois de cette qualité dans le Bailliage de Blois , si on faisoit revivre celui de Mer : ce qui n'étant pas conforme à l'Edit donnoit un beau pretexte de condamner l'un des trois. Le malheur tomba sur Remorentin ; on n'eut point d'égard à la possession de l'Eglise de Mer , quoi qu'elle fût fort bien prouvée ; & on lui adjugea le droit de Bailliage , afin de le pouvoir ôter à une autre. La negligence des Reformez au tems de l'Edit , pour l'établissement

1668. ment & pour la distinction de leurs droits , avoit mis beaucoup
Juin. de semblables desordres dans leurs affaires.

Eglises de Poitou. Mais il se passoit en Poitou des choses fort importantes. L'ar-
 1666. rêt du Conseil rendu sur les plaintes des Deputez de cette Pro-
 vince au commencement de 1666. fit connoître aux Reformez

que le Conseil ne leur étoit pas plus favorable que les Intendans ; & le desespoir leur fit prendre d'autres mesures que celles qui leur avoient si mal réussi. Le Synode s'étant assemblé à Lusignan, on y mit deux choses en deliberation ; savoir si on donneroit place dans l'Assemblée aux Ministres des Eglises interdites , & si on obeiroyt aux defenses de prêcher dans ces Eglises. La premiere question ne fit pas beaucoup de peine ; & il fut bien-tôt conclu que le malheur des Eglises n'étoit pas le caractère aux Ministres , & que par consequent on ne devoit pas les priver des droits de leur ministere, entre lesquels la voix deliberative & decisive étoit un des plus considerables. Mais l'autre ne fut pas aussi

*S'il fal-
 loit pré-
 cher dans
 les lieux
 interdits.*

aisée à decider. Devant & après le Synode il y eut de grandes disputes sur ce sujet. Les uns pretendoient que les Ministres étoient obligez de prêcher malgré les defenses ; que c'étoit le cas où on pouvoit appliquer la maxime des Apôtres , *il vaut mieux obeir à Dieu qu'aux hommes* ; que le commandement de prêcher venoit de Dieu ; que la defense venoit des hommes ; qu'il n'y avoit pas donc à balancer entre les deux ; & qu'il falloit preferer le commandement à la defense ; que l'Evangile ne pouvoit être lié ; que si nos peres avoient souffert qu'on en bornât la predication à de certains lieux par les Edits , il falloit rentrer dans la liberté de le prêcher par tout, puis que ceux même qui avoient posé ces bornes étoient les premiers à les violer, & les vouloient rendre plus étroites & plus incommodes ; que les troupeaux devoient s'assembler pour entendre leurs Pasteurs, les uns étant dans la même obligation d'écouter , que les autres de prêcher ; & on n'oublioit pas d'ajouter que si on se portoit à des actions de courage, Dieu ne manqueroit pas de benir ce zèle religieux : au lieu que si on abandonnoit le service des Eglises interdites, on devoit craindre que ce qu'on appelleroit *obeissance* pour l'excuser , ne passât devant Dieu pour une lâche & punissable desertion. Les autres disoient au contraire, que pendant qu'il y avoit d'autres lieux où on pouvoit s'assembler en liberté , les assemblées qu'on feroit

*Avis
 pour l'af-
 fective.*

*Avis au
 contraire.*

feroit dans ceux qui étoient défendus passeroient pour seditieux- 1666.
 ses; qu'elles donneroient occasion de parler des Reformez comme de mutins & de rebelles, & de les peindre de ces couleurs aux yeux des Protestans étrangers; que les persecuteurs même qui ne demandoient pas mieux que de voir faire quelque faux pas aux Reformez, prendroient cette desobeïssance pour un specieux pretexte de les exterminer; que ce n'étoient pas les Ministres aujourd'hui vivans qui avoient accepté les loix, par lesquelles la liberté de prêcher étoit limitée à de certaines conditions; que nos peres les avoient reçues, & n'avoient pas jugé que ces restrictions fissent tort à l'Evangile, ni cru, comme parloient quelques-uns, lui *mettre des entraves*; qu'on pouvoit croire après eux que quand la même puissance qui avoit prescrit ces anciennes bornes, venoit à les resserrer par de nouvelles limitations, il n'y avoit point de péché à s'y soumettre; que la prudence obligeoit les plus foibles à se contenter de ce qui leur étoit laissé par les plus forts, de peur qu'en leur disputant ce qu'ils vouloient retrancher, on ne leur donnât le pretexte d'ôter tout, qu'il falloit conserver ce qu'on avoit encore par des marques d'obeïssance & de respect, pour l'autorité qui faisoit perdre le reste. Cette division de sentimens outre qu'elle donnoit plus de prise au Clergé, qui voyoit par là comme par plusieurs autres experiences, que les Reformez ne pouvoient convenir d'une maniere uniforme de se defendre; avoit encore cela de fâcheux, que chacun reprochoit à ceux qui étoient d'un autre sentiment que lui, que c'étoient eux qui gâtoient tout, & qui seroient responsables de la ruine des Eglises. D'ailleurs ceux qui vouloient obeïr accusoient les autres de tenter Dieu; & ceux qui vouloient qu'on prêchât dans les Eglises interdites, accusoient les autres de prevarication & de lâcheté. C'est ce qui arrive souvent dans les affaires deplorées. La diversité des avis fait perdre le tems en disputes; & la ruine s'avance pendant qu'on delibere des moyens moyens de la retarder.

Ces disputes n'empêcherent pas le Synode de Lusignan de se déterminer, & il ordonna aux Ministres des Eglises condamnées de continuer leurs fonctions; de prêcher sur les masures des Temples demolis, ou de choisir quelque lieu commode à la campagne, pour y assembler leur Troupeau. Une des raisons qui porta

*Arrêté
du Synode
de tems
à Lusignan.*

1666. le Synode à faire ce règlement, fut qu'on pouvoit regarder l'arrêt funeste qui desoloit tant d'Eglises comme n'étant pas signifié, parce qu'il ne l'avoit été qu'à l'Avocat d'un des Deputez, que les Reformez avoient envoyez à la suite du Conseil, & qu'à la rigueur on pouvoit dire que chaque Eglise ayant son intérêt à part, il falloit que l'arrêt qui les condamnoit fût signifié à chacune d'elles. Jusques là même cela s'étoit ainsi pratiqué, quand on avoit interdit quelques lieux d'exercice dans les autres Provinces. L'arrêté du Synode fut executé en plusieurs Eglises; de sorte que cette resolution étourdit d'abord un peu les Catholiques. Il semble même qu'au Conseil on fut un peu étonné de ces vigoureux commencemens, puis que sur l'avis qu'on y reçut de ce règlement, on n'y proceda pas avec la même hauteur dont on avoit usé contre quelques Synodes du bas Languedoc & du Vivarais. Il y eut arrêt à la verité le cinquième d'Octobre; mais il étoit conçu en termes fort moderez. Il n'ordonnoit ni que l'acte fût laceré, ni que l'arrêt fût mis en sa place, ni que le Modérateur se rendit à la suite de la Cour pour repondre de sa conduite, ni chose semblable. Il portoit seulement defences de contrevenir à l'arrêt du cinquième d'Août, & à celui du dix-neuvième Janvier; & de s'assembler dans d'autres lieux que ceux dans lesquels, selon les arrêts, il étoit permis de le faire. Il y avoit ordre aussi d'informer contre ceux qui en useroient autrement: mais l'Ordonnance regardoit l'avenir, & dissimuloit le passé. On étoit apparemment redevable de cette douceur à la guerre que le Roi meditoit, & pendant laquelle on ne vouloit pas échauffer des esprits que le desespoir pouvoit porter à quelque soulèvement. Mais les Juges de Poitiers ne regardant pas de si près aux suites des affaires generales, ordonnerent aussi-tôt qu'ils eurent connoissance de ce dernier arrêt, que les Temples condamnez dans le Diocèse de Poitiers fussent demolis, & ils commirent le Lieutenant General & le Procureur du Roi pour faire faire cette demolition.

XXVI.
*Arrêt du
Conseil
fort mo-
deré sur
ce sujet.*

*Troubles
d'Exoudun.*

Ces Commissaires prirent avec eux le Syndic du Clergé, à la requête de qui cette Ordonnance avoit été rendue, & voulurent commencer par Exoudun, où il y avoit eu une Eglise assez considerable. Ils choisirent prudemment ce lieu, parce qu'ils n'avoient affaire qu'à deux femmes. La Dame de Forin & la Dame

me de Regni sa fille possédoient la Seigneurie de ce bourg; & 1666.
il ne sembloit pas qu'elles osassent s'opposer à la demolition de
leur Temple. Cependant ces Commissaires n'y trouverent pas
la docilité qu'ils s'étoient imaginée; & ils furent contraints de
s'en retourner sans rien faire. Ils dressèrent un procès verbal fort
violent contre ces Dames, les accusant d'avoir attroupé plus de
trois mille hommes deguisez en paisans, armez de mousquetons,
de pistolets, de faux & d'autres instrumens propres à offenser ou
à se defendre; de les avoir placez ou dans leur château, ou dans
le Temple même, ou dans les maisons voisines; d'en avoir pos-
té sur les chemins qui conduisoient de Poitiers à Exoudun, qui
même avoient maltraité les ouvriers que les Commissaires me-
noient pour l'exécution des arrêts. Ce procès verbal ayant été ^{Lettre}
envoyé au Roi, attira une lettre de Cachet du vingt-sixième jour ^{de Ga-}
de Decembre à Barentin, qui avoit succédé dans cette Province ^{chet fort}
à l'Intendance de Colbert. Ce nouvel Intendant avoit accom-
pagné le procès verbal des Commissaires de Poitiers, d'une let-
tre où il se plaignoit des Dames de Forin & de Regni, qui l'étant
venu voir après le tumulte précédent, lui avoient tenu, disoit-il,
des discours séditieux & peu soumis. De sorte que le Roi for-
mant ses ordres sur les avis qu'il avoit reçus, donna charge à Ba-
rentin de faire venir à Exoudun les troupes d'Infanterie qui
étoient en garnison à St. Jean d'Angeli, à Saintes & à Angou-
lême, & de les loger dans ce bourg avec deux Compagnies de
Chevaux legers, pour punir les habitans d'avoir souffert qu'il s'y
fût fait des Assemblées contre son autorité. Ces troupes devoient
demeurer là quelque tems, & y vivre comme chez des gens qu'on
a dessein de mortifier; & il est aisé de comprendre que les Re-
formez devoient avoir leur bonne part de ce logement. Après
un séjour suffisant pour ruiner ce pauvre peuple, Barentin avoit
ordre d'aller faire demolir le Temple; de prendre ces Dames
prisonnières, & de les envoyer dans la Conciergerie de Poitiers;
de renvoyer les troupes dans leurs garnisons, & d'en laisser nean-
moins pour le reste du quartier d'hyver à Exoudun, autant que
les habitans en pourroient porter. Après cela il devoit faire le
procès à ces deux femmes & à leurs complices.

Barentin exécuta ces ordres ponctuellement, & le neuvième
de Janvier 1667. il se rendit sur le lieu, & fit demolir le Tem-
ple.

*Demoli-
tion du
Temple
d'Exou-
dun.*

1667. ple. Les Dames furent mises en prison, & après avoir été long-tems retenuës à Poitiers, la Dame de Regni fut transférée à la Bastille, & ne fut mise en liberté que le vingt-unième d'Avril 1671. après trois ans de detention. Encore exigea-t-on d'elle une promesse par écrit, de ne retourner point en Poitou. Tant on avoit peur qu'une femme entreprenante & hardie ne relevât par son exemple le courage des Reformez, dans une Province où ils étoient encore capables de se defendre, s'ils en avoient eu la resolution. L'âge ou la mort exempterent sa mere d'une si longue rigueur. Cependant de peur qu'on ne crût que ce n'étoit pas une chose digne d'un grand Roi, que d'avoir eu besoin de toute son autorité, & de toutes les troupes de la Province pour mettre deux femmes à la raison, l'Intendant voulut aussi faire abattre le Temple de Couhé, lieu appartenant au Marquis de Verac, Gentilhomme de consideration qui pouvoit servir d'exemple aux autres. Il s'y rendit l'onzième du même mois, suivi de deux Compagnies de Cavalerie, & fit commencer la demolition en sa présence; après quoi il se retira, & laissa ordre à la Cavalerie d'aider aux ouvriers, & de loger encore le lendemain à Couhé, de peur que le Seigneur ou le peuple ne donnât quelque empêchement à ceux qui travailloient. Le Curé du lieu ne manqua pas de faire ses plaintes à l'Intendant, de ce qu'on avoit toujours continué à prêcher à Couhé depuis les defenses; que même le Dimanche precedent, Cuville Ministre y avoit prêché deux fois, & qu'il avoit exhorté les assistans à ne souffrir point la demolition du Temple.

*Et de ce-
lui de
Couhé.*

*Synode à
Poussau-
ges.*

Cette severité n'eut pas l'effet qu'on avoit cru à la Cour. Les Ministres ne laissèrent pas de prêcher à leur ordinaire, même dans les lieux interdits. Quand ceux du lieu ne vouloient ou n'osoient pas y faire leurs exercices, il en venoit d'ailleurs qui prenoient leur place. Des Loges Ministre de Lusignan vint prêcher à Couhé, après la demolition du Temple, parce que Cuville qu'on avoit decreté n'osoit plus paroître. Filleau conte qu'il se trouva dix-huit-cens personnes à cette Assemblée; que le Curé du lieu qui chercha sans doute à se faire maltraiter, aborda cette troupe, & forma opposition aux exercices qu'ils vouloient faire; qu'une personne inconnue & masquée lui répondit pour tous, qu'on ne discontinueroit point de prêcher; qu'en ef-

fect

fet on acheva comme on avoit commencé, qu'on finit l'action ^{1667.}
 par le Batême de plusieurs enfans, entre lesquels il y en avoit qui
 appartenoient à des personnes de qualité. Le Synode qui s'assem-
 bla cette année à Pouzauges confirma l'arrêté de celui de Lusi-
 gnan, & à voir cette fermeté on ne savoit que juger de l'avenir,
 parce que les Reformez étoient puissans dans cette Province,
 qu'il y avoit entre eux & beaucoup de Noblesse, & beaucoup de
 peuple, & sur tout beaucoup de gens qui n'ayant rien à perdre,
 pouvoient être d'autant plus facilement portez à tout entrepren-
 dre. On savoit que les Poitevins ayant plus de phlegme que les
 habitans du bas Languedoc, il étoit à craindre que s'ils prenoient
 feu une fois, on n'eût plus de peine à éteindre l'embrasement
 que dans ces Provinces, où les mouvemens sont plus prompts,
 & passent aussi plus vite. Barentin informa contre les contreve-
 nans. Il decreta; il emprisonna quelques Anciens & quelques <sup>Informa-
tions &
emprisonne-
mens.</sup> Ministres. Talas Rochetau, & Poitevin de la Gaillardrie furent
 les premiers saisis & conduits à Fontenai, où d'abord on leur fit
 leur procès, avec une violence qui faisoit craindre qu'il n'y allât de
 la vie. Pomiers Ministre de Partenai fut mené à Poitiers, où il
 soutint sa prison avec un courage qui se dementit bien au tems
 de la revocation de l'Edit. On leur donna bien-tôt divers com-
 pagnons tant Anciens que Ministres, & on se mit à faire le pro-
 cès par contumace à ceux qui ne purent être arrêtez. La crain-
 te d'une cruelle condamnation obligea les prisonniers à décliner
 la juridiction de Barentin, parce que les Intendans étoient deve-
 nus de vrais Prevôts, des mains de qui personne ne sortoit de-
 puis quelques années, que pour aller au gibet ou sur l'échaffaut.
 Ils pretendirent qu'on devoit les renvoyer à la Chambre de l'E-
 dit; & Barentin pour demeurer leur Juge fit rendre un arrêt au
 Conseil le vingt-sixième de Janvier 1668. qui lui attribuoit con- ^{1668.}
 jointement avec le Presidial de Fontenai la connoissance de ces
 contraventions; à l'exclusion de tous autres Juges; & lui enjoignoit
 fort expressément de faire le procès aux coupables, dont quel-
 ques-uns y étoient nommez, & particulièrement les Ministres
 d'Exoudun & de Couhé. Mais cet arrêt ne fut pas suffisant pour
 rendre Barentin maître de l'évenement. Les prisonniers deman-
 derent qu'il prit un Ajoint de leur Religion, puis qu'il s'agissoit
 d'un procès criminel, dont le Roi l'établissoit Juge en dernier

1668. ressort & sans apel. On ne l'avoit point refusé jusques à present; & quoi que les articles de l'Edit sur lesquels cette pratique étoit fondée, ne fussent peut-être pas aussi exprés qu'il auroit été nécessaire, la bonne foi & l'équité l'avoient fait observer presque dans tout le Royaume; même depuis que les Parlemens avoient donné des arrêts contraires. Mais Barentin voulut ôter cet avantage aux accusez, pour dresser les informations à sa fantaisie, & envoya son avis au Conseil sur ce sujet, afin d'être autorisé des ordres du Roi. Il pretendoit que les deux articles de l'Edit qui parlent des Ajoins, ne touchoient pas le cas qui étoit en question; que le soixante-sixième ne parlant que de certaines Senechauffées, où il étoit ordonné aux Juges de prendre un Ajoin, on n'en pouvoit pas tirer une conséquence generale pour toutes les autres; & que le soixante-septième ne parlant que des Prevôts, ne regardoit point les commissions extraordinaires, qui donnoient à quelqu'un le pouvoir de juger une affaire souverainement. Il n'auroit pas été malaisé de repondre à cette chicane, si on avoit été reçu à plaider cette cause devant le Roi. Il est certain en premier lieu que la jurisdiction des Intendants, & ces commissions particulieres données à un Maître des Requêtes, pour juger de la vie des Reformez, devoient être reduites aux termes des Edits; & que n'ayant été introduites qu'après l'Edit, pour l'oppression de la liberté publique, il ne falloit pas se prevaloir de ce que l'Edit n'en avoit rien ordonné. Il étoit juste au moins que ces Juges se reglassent par les dispositions de l'Edit, qui determinoient la maniere dont les Jurisdicions les plus aprochantes de ces Jurisdicions nouvelles devoient s'exercer. Or il n'y a point de Jurisdiction qui ressemble plus à celle d'un Intendant, mis à la tête d'un Presidial pour juger un homme sans apel, que celle d'un Prevôt, qui juge avec une semblable Compagnie en dernier ressort. Toute la difference consiste en ce que la Jurisdiction du Prevôt est ordinaire & perpetuelle, & que celle d'un Commissaire établi par un ordre particulier est extraordinaire, & bornée à un certain cas. Mais ce qui met entre elles une plus grande ressemblance, est que le pouvoir des Prevôts ayant quelque chose d'odieux, en ce qu'il prive ceux sur qui il s'exerce de la ressource de l'apel, & les assujettit à perir par la sentence du premier Juge; il en est de même de ces commissions

L'Intendant ne prend pas d'Ajoins à l'instruction des procès criminels.

Fausseté de ses raisons.

missions extraordinaires, elles sont odieuses, parce quelles ôtent aux accusez un droit commun, qui permet de faire revoir par des Juges Superieurs le jugement d'un inferieur, qu'on presume plus suspect ou moins éclairé. Comme donc dans ces jugemens odieux il est naturel de prevenir les suspensions & de faire connoître que la passion, l'interêt, la complaisance, ni les autres motifs qui peuvent donner lieu aux Juges d'abuser de leur pouvoir n'ont point de part à l'instruction, ni au jugement, il avoit été ordonne fort justement, que dans les causes où la Religion pourroit rendre le Juge suspect, il prendroit un Ajoint de la Religion de l'accusé, qui étant present à l'instruction, étoit le temoin & le garant de la droiture du Prevôt : ce qui devoit avoir lieu par consequent dans les commissions particulieres, qui donnoient à quelqu'un le pouvoir de juger en dernier ressort, soit que ce fût un Intendant, un Conseiller du Parlement, ou quelque autre Juge. En effet il y avoit autant de raison de soupçonner ces Commissaires extraordinaires qu'un Prevôt ; & parce qu'on savoit par experience qu'ils n'étoient pas exemts des passions humaines ; & parce qu'on n'ignoroit pas qu'ils avoient bien plus de complaisance pour le Clergé, pour les Moines, pour les Bigots, de qui ils avoient beaucoup à esperer, que les Prevôts même qui n'avoient pas de ce côté-là les mêmes liaisons, & les mêmes esperances. Barentin vouloit néanmoins que la seule qualité de Maître des Requêtes ou d'Intendant, fit presumer qu'un homme n'étoit pas capable de pecher contre le devoir de Juge. Si on donnoit les procès que ces Messieurs ont jugez à revoir à des Juges équitables, il se trouveroit peut-être au contraire que jamais il n'en a été rendu où la mauvaise foi, la passion, la servile complaisance ait paru plus à decouvert, que dans ceux qui ont passé par leurs mains.

La chole fut estimée au Conseil trop importante pour être decidée, On se contenta de prejuger contre les Reformez par une lettre de Cachet du dixième jour de Juin, qui portoit que l'intention du Roi étoit que Barentin procedât à l'instruction & au jugement, sans y appeller un Ajoint. Ainsi le fait étoit jugé, quoi que la question de Droit demeurât encore indecise. C'est pourquoy on ne laissa pas d'en user differemment en d'autres occasions. Environ ce même tems un jeune homme nommé Launai, demeurant dans le voisinage d'Alençon, fut accusé d'être Relaps.

1668.
Relaps
comment
jugé.

Il étoit né Catholique ; & quelque tems avant qu'il y eût de Declaration sur le sujet de ce nouveau crime , il avoit eu quelque dessein d'embrasser la Religion Reformée , dont son frere aîné faisoit déjà profession. Dans cette pensée il vint au Prêche sept ou huit fois ; après quoi sans avoir fait d'abjuration ni formelle, ni implicite , il retourna à la Messe ; & ne fit nulle autre cérémonie, que de se confesser à son Curé du dessein qu'il avoit eu de quitter la Religion Romaine. L'année 1666. ses premiers sentimens se reveillerent ; & il fit actuellement abjuration de la doctrine Catholique dans le Consistoire. Aussi-tôt sur le soupçon qu'on eut de lui , parce qu'on le voyoit aller au Prêche , on informa contre lui , & on le mit prisonnier. Le Consistoire fit divers efforts pour ôter la connoissance de ce procès au Juge ordinaire ; sachant bien que ce pauvre garçon ne manqueroit pas d'être condamné ; & d'être encore peut-être plus maltraité sur l'appel au Parlement. De Marle avoit succédé à du Boulai Favier dans l'Intendance de cette Generalité. C'étoit un homme ambitieux, & plein d'une haute opinion de lui-même : qui travailloit avec une grande application ; & qui fit des affaires assez avantageuses au Roi pendant qu'il fut dans cette commission. Mais il étoit extraordinairement emporté , & on ne le tenoit pas à la Cour pour un homme de jugement. Dans le desir qu'il avoit de se signaler par des affaires d'éclat , il ne se fit pas beaucoup prier pour évoquer à lui l'affaire de Launai. Aussi-tôt on lui demanda un Ajoint ; & on le pressa de tant de raisons, qu'il fut sur le point de l'accorder. Mais pour ne rien faire sans ordre , il en écrivit au Conseil , d'où sans rien décider on renvoya la chose à sa prudence. Après cela il prit un party fort singulier ; il instruisit le procès sans Ajoint ; & pour le jugement , au lieu des Juges du Presidial , il prit six Avocats dont l'un étoit Reformé. Cette voix unique ne put prévaloir contre les cinq autres , qui suivirent celle de l'Intendant, Launai fut condamné à toutes les peines portées par les Declarations. On fit passer la curiosité qu'il avoit eue autrefois d'entendre prêcher les Ministres, pour équivalente à une abjuration de la doctrine Catholique ; & la confession de cette curiosité à son Curé , pour égale à une abjuration de la doctrine Reformée ; après quoi son retour à cette Religion ne pouvoit plus être regardé que comme une rechute dans l'Herésie.

Il subit la condamnation ; il sortit du Royaume , & s'établit en 1668. Angleterre.

Mais pour revenir aux affaires du Poitou , le zèle des Ministres se refroidit peu à peu , & quoi que les prisonniers temoignassent beaucoup de constance , quand on vit qu'il n'y avoit à gagner que des liens & des supplices , on prit le parti d'obeir. Cette soumission arrêta toutes les poursuites ; & même le douzième de Septembre il fut donné un arrêt par lequel le Roi , content du déplaisir que les Reformez lui avoient temoigné de leur desobeissance , remettoit à tous ceux qui étoient coupables de ces contraventions , Ministres , Anciens & autres, toutes les peines tant corporelles que civiles qu'ils avoient encouruës , à condition de ne contrevenir plus , à peine de dechoir de la grace qui leur étoit accordée. Le Roi néanmoins exceptoit les Ministres & Anciens déjà prisonniers , ou ceux contre lesquels on avoit commencé à proceder par contumace. Le dessein n'étoit pas de les poursuivre plus severement que les autres : mais de les tenir quelque tems sous la crainte de la peine , pour servir d'exemple aux autres , & les empêcher de tomber en contravention. Mais comme on les oubloit à la Cour , leurs femmes allerent se jeter aux pieds du Roi , & lui demander la liberté de leurs maris. Quoi que préparées de loin à cette action , & présentées par le Deputé General , elles s'en acquitterent en personnes éperduës , à qui la presence du Roi fit oublier tout ce qu'elles avoient à lui dire. Le Deputé General parla pour elles , & obtint des ordres pour faire élargir les prisonniers. Mais l'étonnement & l'embarras de ces femmes ayant donné au Roi un peu d'émotion extraordinaire , on fut quelque tems sans permettre aux personnes de leur sexe d'approcher de lui , si elles n'étoient bien connuës , & qu'elles n'eussent fait entendre à quelqu'un des Ministres ce qu'elles vouloient demander. Cet élargissement des prisonniers n'arriva pas néanmoins sans que les Reformez de Poitou eussent reçu à la Cour de nouvelles mortifications. Ils avoient envoyé à Paris Chabot , Gentilhomme de considération , pour se joindre aux Deputez des autres Provinces , qui après la paix y étoient revenus pour demander justice. Il prit son tems pour presenter au Roi un Placet qui regardoit uniquement les affaires de Poitou. Il s'y plaignoit de la longue detention des prisonniers de l'un &

*Remission
aux coupables.*

*Elargissement
des prisonniers.*

*Reponse
fou-
droyante
à un placet.*

1668. de l'autre sexe , qui souffroient beaucoup dans les prisons : & il y ajoûtoit des remontrances sur l'état des Eglises privées d'exercices , où il temoignoit qu'il y avoit des familles éloignées des Temples conservez de vingt-cinq ou de trente lieues. Il employoit sur le tout à peu près les mêmes termes dont les premiers Deputez s'étoient servis ; & la force des expressions n'empêchoit pas qu'elles ne fussent respectueuses. Le Placet fut présenté cette année le quatorzième de Decembre , & rendu le premier jour de l'année suivante , avec cette reponse foudroyante : *Le Roi fera châtier severement ceux qui contreviendront à ses ordres , sous quelque pretexte que ce soit.*

Deputa-
tion en
Cour.

Cependant les Eglises étoient étonnées & des Declarations de 1666. & de l'interdiction de tant de lieux où les Temples avoient été abattus. Elles voyoient d'ailleurs que dans toutes les Provinces les Commissaires avoient fait des partages , dont il y avoit sujet de craindre les suites au Conseil , où on reformoit peu de chose à l'avis du Catholique. Dans la Guyenne où les Reformez avoient quatre-vingts lieux d'exercice , le Commissaire Catholique n'en avoit jugé favorablement que trois. Dans la Normandie les Intendans sembloient avoir agi de concert ; ou avoir reçu d'ailleurs une même leçon. Ils s'étoient accordez à condamner tous les lieux d'exercice , sur quelque droit qu'ils fussent fondez : & n'avoient excepté de cette rigueur que les lieux de Bailliage. Mais sur cela même ils avoient donné foiblement leur avis ; & de peur qu'il ne fût trop favorable , ils y avoient ajoûté une clause qui suspendoit le jugement , & le renvoyoit au Roi. Dans les autres Provinces on remarquoit le même esprit de partages ; & il sembloit que les Intendans craignissent de faire mal leur Cour , s'ils paroissoient garder quelques mesures de justice avec les Eglises. On prit donc le seul expedient qui restoit pour arrêter le cours du mal. On deputa au Roi pour lui représenter le triste état où la passion du Clergé reduisoit les Reformez , & pour chercher dans sa protection un asile contre l'injustice. Mais ces Deputez ne firent rien. Leurs requêtes ne furent point présentées. On les amusa de paroles. On les remit au retour du Roi , qui devoit aller en Campagne , & quand la Campagne fut finie , on se trouva chargé de tant d'affaires au Conseil , qui voyoit toutes les forces de l'Europe , alarmée de la puissance du Roi , prêtes à lui tomber sur les bras,

bras , & qui cherchoit à le tirer de cet embarras, par une paix où 1668. il pût trouver son honneur & son avantage , qu'on ne voulut point y entendre parler d'autres choses.

Mais la paix ayant été faite cette année , les Provinces ren-
 voyerent de nouveaux Deputez , pour voir s'ils pourroient tra-
 vailler plus utilement que les autres. Le choix de la Province de
 Normandie tomba sur Pierre du Bosc, l'un des Ministres de Caen. *Seconde
 Deputa-
 tion.
 Pierre
 Du Bosc
 Deputé
 de Nor-
 mandie.*
 Il étoit fort celebre dans la Province & ailleurs, à cause de l'élo-
 quence & de la solidité de ses predications : & on peut dire sans
 le flatter qu'il avoit tous les dons nécessaires à un Orateur Chré-
 tien. Il avoit l'esprit éclairé par la connoissance des belles lettres.
 Il étoit bon Philosophe ; solide Theologien , Critique judicieux.
 Il étoit fort bien fait de sa personne. Il avoit une voix également
 agréable & forte : un geste bien composé, un corps robuste, une
 santé vigoureuse. Il étoit dans la force de son âge, environ dans
 sa quarante-cinquième année. Il n'étoit pas inconnu à la Cour,
 où il avoit commencé à paroître en 1664. Les Jesuites de Caen
 jaloux de sa reputation , & principalement de l'accès qu'il avoit
 à leur prejudice auprès des personnes de qualité , cherchoient à
 lui faire quelque affaire. Ils firent venir une lettre de Cachet da-
 tée du deuxième d'Avril, qui lui ordonnoit de sortir de Caen in-
 cessamment , & de se rendre à Châlons en Champagne , pour y
 demeurer jusqu'à nouvel ordre. On ne put savoir précisément
 la raison de cette peine qu'on lui imposoit : & on disoit seule-
 ment qu'il lui étoit échappé quelque chose dans ses predications
 contre le respect dû à la Religion du Roi. On crut même que
 tout ce qu'on avoit pu ramasser contre lui se reduisoit à quelques
 paroles un peu fortes contre la Confession auriculaire , qu'un
 nommé Pommier nouveau *converti* l'accusoit d'avoir prononcées.
 Mais il n'étoit peut-être pas nécessaire de deviner ce qu'on avoit
 inventé contre lui , pour lui faire cette piece. Il suffisoit que les Je-
 suites fussent ses parties ; & que le Confesseur du Roi lui eût per-
 suadé que ce seroit un grand bien pour la Religion Catholique ,
 que de ruiner le credit d'un Ministre fort estimé dans une Pro-
 vince où les Reformez étoient en quelque consideration. L'en-
 voyer en exil étoit un moyen convenable ; comme une espece
 d'Ostracisme , pour lui abattre le courage. Quoi qu'il en soit,
 la chose réussit tout autrement que les Jesuites ne l'avoient cru.

1668. Du Bosc profita de cette disgrâce. Elle lui donna le moyen de se faire connoître aux principaux du Conseil, & à des personnes de la première qualité. Il demeura dans cet exil environ six mois ; & il fut renvoyé dans son Eglise au mois de Novembre de la même année.

Observations sur les Déclarations. Fuite.

Quand donc il arriva trois ans après à Paris Député de sa Province, il ne manqua pas d'y être reçu avec les marques de l'estime qui lui étoit due : & les Deputés des autres Provinces le jugeant le plus capable de cet emploi, le chargerent de mettre par écrit quelques considérations sur la Déclaration de 1666. qui contenoit cinquante-neuf articles. Il s'en aquita fort bien, & il mit en fort beau jour par des remarques courtes & solides l'injustice de la plupart de ces reglemens. Mais ce voyage ne produisit rien autre chose, parce que le Conseil étoit encore trop occupé pour penser aux Reformez. Dans un second voyage qu'il fit à Paris la même année, on le fit travailler sur les Déclarations données contre les *Relaps* : & il y fit des considérations de la même force que les précédentes. Mais tous ces travaux auroient peut-être été inutiles,

Attaque portée aux Chambres de l'Edit. Octobre.

sans une occasion de les faire valoir qui se presenta lors qu'on l'espéroit le moins. Il y avoit long-tems que le Clergé faisoit ses efforts pour obtenir la suppression des Chambres de l'Edit & Mi-parties : mais jusques à présent ce coup avoit encore paru de trop grande importance pour le hasarder. Néanmoins le Clergé trouvant le tems favorable, fit enfin refoudre de supprimer les Chambres de Paris & de Rouën. Le pretexte étoit specieux. La chicane abusoit de la juridiction de ces Chambres ; & on trouvoit aisément des gens qui par une intervention frauduleuse, évoquoient aux Chambres de l'Edit les procès prêts à juger dans les Parlemens, & donnoient lieu par ce moyen à des longueurs infinies. On accusoit aussi les Juges de n'y rendre la justice qu'à bon compte, & d'y prendre des vacations excessives. D'ailleurs il ne sembloit pas qu'on fit grand tort aux Reformez, de leur ôter une Chambre où ils n'avoient qu'un Conseiller de leur Religion : foible secours contre le nombre des Catholiques dont la Chambre étoit composée, s'ils avoient voulu faire une injustice : joint que si la présence de ce Conseiller étoit de quelque utilité pour eux, ils ne perdoient rien à la suppression de cette Chambre, parce qu'il y auroit toujours un des Reformez dans chaque Chambre des Enquêtes.

On

On n'entendit parler de ce dessein de la Cour que quand elle fut à la veille de l'exécution ; mais la première nouvelle qu'on en eut jeta les Deputez dans de fort grandes alarmes : soit à cause de l'importance de la chose même ; soit à cause du secret qu'on avoit gardé jusques là sur cette matière. Il paroissoit de fâcheuse conséquence que le Conseil préparât de semblables Declarations sans en rien dire ; & on voyoit bien qu'à continuer sur le même pied, il seroit aisé de détruire ainsi tous les articles de l'Edit l'un après l'autre, sans donner aux interessez le tems ni le moyen de parer le coup. D'ailleurs on considéroit la subsistance de ces Chambres d'un tout autre côté que celui par lequel on faisoit envisager l'affaire au Roi. Le seul nom de *Chambre de l'Edit* avoit quelque chose de venerable. Il faisoit voir que ces Chambres étoient comme des colonnes de l'Edit, dont elles portoient le nom ; & que par conséquent on ne pouvoit les renverser, sans donner atteinte à l'Edit même qui les avoit établies. De plus on faisoit reflexion sur le tems où cette suppression étoit recherchée. C'étoit un tems où les Parlemens reprenoient leur ancien zèle pour extirper l'*Heresie*, & recommençoient à se faire un devoir & une loi de n'avoir plus d'éguité en matière de Religion. Cependant on presupposoit en supprimant ces Chambres, que la cause de l'institution avoit cessé ; & que ni les Catholiques n'avoient plus de haine & de passion contre les Reformez ; ni les Reformez de legitimes soupçons contre les Juges Catholiques. Enfin ces Chambres paroissoient établies par l'Edit d'une manière qui n'avoit rien de provisionnel ; & qui ne presupposoit pas qu'elles dussent subsister moins que l'Edit même : au lieu que dans l'institution des Chambres Miparties il y avoit des termes assez formels, pour exprimer qu'elles pouvoient n'être pas perpetuelles ; & qu'elles pouvoient être incorporées aux Parlemens, lors que les causes de leur établissement auroient cessé. On prenoit occasion de là de craindre deux choses : l'une que les Chambres Miparties ne fussent bien-tôt ruinées, quand celles de l'Edit auroient été abolies : l'autre qu'après avoir fait une si large breche à l'Edit, dans un article si exprés, si positif, si important, sans prendre de detour & de pretexte, sans se servir du voile d'explication, d'interpretation ou d'autre semblable, comme on avoit fait jusques à présent ; on ne voulût de même casser une à une toutes les autres concessions qui avoient encore quelque vertu.

*Octobre.
Alarmes
des De-
putez.*

*Raisons
d'estimer
la chose
impor-
tante.*

1668 Toutes les autres contraventions qu'on avoit faites jusques à present à l'Edit , quoi qu'importantes & fâcheuses sembloient néanmoins respecter l'Edit , & ne lui portoient que des atteintes indirectes : mais celle-ci attaquoit le corps de l'Edit même ; & arrachant de son lieu une pierre de l'édifice qui servoit à l'union des autres , il sembloit qu'elle en dût ruiner & dissoudre tout l'assemblage.

*Audience
obtenue sur
ce sujet.*

Cependant plus le mal paroissoit grand , plus il étoit malaisé d'y trouver un bon remede. On ne jugea point qu'il y en eût d'autre que de rechercher la permission de se jeter aux pieds du Roi , pour lui faire des remontrances sur cette matiere. On étoit prevenu de cette pensée , que pourveu qu'on pût lui parler , on obtiendrait quelque chose de favorable ; qu'il ne temoignoit d'aversion pour les Reformez , que parce que les discours du Clergé l'avoient préoccupé contre leur Religion ; que comme ces prejugés lui avoient été inspirez par les sophismes des Prelats , il ne falloit , pour les detruire que le payer de bonnes raisons ; qu'étant équitable de son naturel , il accorderoit ce qui lui seroit demandé , aussitôt qu'on lui auroit fait connoître qu'on ne lui demandoit rien que de juste. Dans ces sentimens les Deputez des Provinces , & le Consistoire de Charenton presserent avec de grandes instances le Deputé General de travailler à obtenir audience. Il le fit ; & il réussit : & à dire le vrai une si grande affaire lui coûta si peu , qu'on peut croire que le Conseil avoit eu autant d'envie de l'accorder , que les Reformez en avoient de l'obtenir. C'est un des traits de la Politique de la Cour de Rome , que de donner audience , dans les affaires importantes , à ceux qu'elle a resolu de condamner : non pas pour voir s'ils auront quelque chose à dire qui puisse lui faire changer d'avis , mais pour leur ôter le pretexte de se plaindre qu'on les ait jugez sans les entendre. Ainsi la Cour de France permit aux Deputez de porter leurs remontrances au Roi , non pas pour voir s'ils avoient à dire quelque chose de nouveau , que le Conseil n'eût pas mis en consideration : mais pour faire avec plus de couleur une suppression dont la resolution étoit prise , & pour avoir lieu de leur dire après le coup , qu'on les avoit entendus avant que de le frapper. Mais l'audience qui leur fut accordée ne le fut qu'à des conditions un peu fâcheuses. Le Roi ne voulut voir que le seul Deputé qui seroit chargé de lui

lui parler, & il lui fit donner des ordres bien exprés de se ren- 1668.
fermer dans la question des Chambres de l'Edit, sans y mêler d'au-
tres matieres : ce qui étoit aux Reformez le moyen de profiter
de cette audience, pour faire leurs plaintes sur tant d'injustices
d'une autre nature qu'on leur faisoit tous les jours.

Du Bosc eut l'honneur d'être choisi pour parler au Roi, & lui ^{Du Bosc}
fut présenté par le Deputé General le vingt-septième de Novem- ^{haran-}
bre. Le Roi voulut qu'il parlât debout, quoi qu'on n'eût pas ^{gue le}
accordé la même grace aux Deputez des derniers Synodes Natio- ^{Roi.}
naux : & lui ordonna de s'approcher fort près de lui, afin qu'il
pût l'entendre plus à son aise. Le discours de Du Bosc fut gra-
ve & solide ; & la matiere y fut tournée de tous les côtez où la
brieveté de cette sorte de harangues permettoit de la regarder.
Il commença par l'esperance du soulagement que les Reformez
attendoient dans leurs miseres, de ce que le Roi les appelloit à lui
pour entendre leurs remontrances : parce que les Rois étant les
images de Dieu, ils ne pouvoient comme lui appeller les hom-
mes à eux que pour leur bienfaire. Après cela il remontoit l'é-
tonnement où la nouvelle du dessein d'abolir les Chambres de
l'Edit avoit jetté les Reformez ; & remontoit au Roi l'incompa-
rabilité de cette resolution avec les assurances qu'il avoit tant de
fois données, qu'il vouloit observer l'Edit. De là il passoit aux ^{Raisons}
raisons de laisser subsister ces Chambres, dont la premiere étoit ^{de laisser}
tirée de leur institution ; qui étoit exprimée en des termes qui la ^{subsister}
rendoient perpetuelle. La seconde étoit prise du Droit qui au- ^{les}
torise la recusation des Juges suspects : & faisoit voir par des ex- ^{Cham-}
emples éclatans de la passion & de la cruauté des Parlemens de ^{bras de}
Pau, de Rouën & de Bretagne, que les Reformez avoient ^{l'Edit.}
raison de regarder les Parlemens comme des Juges legitiment
recusables. La troisieme traitoit des inconveniens qui devoient
naître de la suppression de ces Chambres : après laquelle les Par-
lemens qui n'auroient plus cette jurisdiction à leurs côtez, pour
les empêcher d'aller trop vite, se croiroient tout permis au preju-
dice même de l'Edit ; & ne le respecteroient que comme on re-
specte les lieux où on entre par la breche : que les Catholiques
jugeroient par cette revocation que le Roi vouloit detruire les
Reformez, puis qu'il auroit abattu leur sauvegarde ; que les se-
ditieux, dont il n'y avoit que trop dans le Royaume, devien-
droient

1668. droient capables de tout entreprendre contre la vie & les biens des autres ; & que ni les ordres des Gouverneurs , ni l'autorité même des Declarations ne le pourroit empêcher : que les Reformez prendroient cette suppression pour le signal de leur dernière ruine ; que le trouble & la terreur les obligeroit à sortir du Royaume pour chercher ailleurs leur sûreté ; que leur retraite porteroit un grand prejudice au negoce , aux manufactures , au labourage , à tout l'Etat. En suite il passoit à ce qui pouvoit exciter la compassion du Roi , & lui representoit les Reformez comme des sujets pleins de respect & d'amour pour lui ; qui avoient aidé à Henri le Grand à conserver la Couronne ; qui depuis la naissance du Roi n'avoient rien fait qui pût attirer sur eux le moindre reproche ; qui avoient reçu même de sa propre bouche de grandes loüanges de la fidelité qu'ils lui avoient montrée dans des occasions importantes ; qui enfin n'ayant d'appui sur la terre que son autorité , étoient obligez par intérêt , aussi bien que par conscience , de se tenir invariablement attachez à son service. Il se servoit enfin de l'exemple de Dieu même , qui se repent d'avoir menacé les hommes , pour obliger le Roi à changer la resolution qu'il avoit prise touchant ces Chambres : & il y ajoutoit le nom de Henri le Grand auteur de l'Edit , comme intercedant en faveur de cet ouvrage de sa sagesse. Le reste contenoit des vœux pour la personne du Roi.

*Effet de
cette harangue.*

Lors que Du Bosc commença à parler , il sembloit que le Roi pensât à quelque autre chose ; mais peu à peu les choses changèrent. Ce Prince entendant un discours d'un autre caractère que les harangues toutes pleines d'une fausse Rhétorique , dont il avoit les oreilles souvent batuës , revint de cette distraction apparente , écouta , donna des marques d'attention , fit connoître qu'il écoutoit avec plaisir. L'éloquence & la bonne mine de l'Orateur l'emporterent sur le préjugé qu'on avoit inspiré au Roi , qu'il ne pouvoit rien venir de bon d'un Ministre des *Heretiques*.

*Reponse
du Roi.*

La réponse de ce Prince contenoit à peu près , qu'on ne lui avoit pas fait entendre que la suppression des Chambres fit un si grand prejudice aux Reformez , mais seulement qu'elle étoit nécessaire pour mieux pourvoir à l'administration de la justice ; qu'il avoit pris tous les temperamens nécessaires pour empêcher que ce changement ne leur fit tort ; qu'il n'avoit pas voulu les renvoyer aux
Grands

Grands Chambres; où il y avoit trop de Conseillers Ecclesiastiques; ni supprimer les Chambres Miparties, comme on lui en avoit fait la proposition, parce qu'il avoit estimé qu'elles leur étoient nécessaires. Après cette reponse du Roi, Du Bosc obtint la liberté de repliquer, & remontra quelque chose qui regardoit la matiere principale; & comme le Roi y repartit, & le questionna pour avoir l'éclaircissement de quelque difficulté, l'audience prit à peu près une forme de conversation, où Du Bosc eut le moyen de mêler quelque chose de touchant sur la condition generale des Reformez. En effet le Roi promit en termes redoublez qu'il y penseroit; après quoi Du Bosc se retira. Cependant le Roi ayant temoigné hautement le plaisir qu'il avoit reçu de l'entendre, Du Bosc devint l'admiration de toute la Cour, qui n'est jamais d'un autre avis que son maître; & il n'y eut ni Ministres du Conseil, ni grands Seigneurs qui ne lui fissent de grandes civilités.

Huit jours après le Deputé General le conduisit chez le Tellier, l'un des Secretaires d'Etat, où après bien des choses dites à la louange du Roi, on vint à parler de la suppression des Chambres. Du Bosc prit l'occasion de remonter à ce Ministre qu'il n'étoit pas tems de toucher cette corde, dans une conjoncture où il y avoit à Paris des Deputez de toutes les Provinces, pour demander justice sur une infinité de vexations; que si avant que de remedier à ces vieux maux on en faisoit de nouveaux, on jetteroit les peuples dans le desespoir; qu'il étoit nécessaire avant toutes choses, de leur donner satisfaction sur les precedens griefs. Cette proposition fut reçue. Le Tellier promit d'examiner les écrits qu'on lui avoit presentés, & de faire différer l'affaire des Chambres, jusqu'à ce qu'on eût fait l'examen des dernieres Declarations. En effet dès la même semaine les Commissaires y travaillerent chez le Chancelier, & y furent occupez trois jours durant. Ces favorables aparences releverent le courage des Reformez, qui se persuaderent par tout ce qu'ils desiroient ardemment, qu'on repareroit une partie du mal passé, & que désormais on leur donneroit quelque patience. Le Conseil ne faisoit rien néanmoins à bonne intention. Il avoit deux raisons cachées d'accorder cette revision des Declarations de 1666. L'une étoit qu'il falloit empêcher l'éclat que la suppression des Chambres de

Ouverture des remontrances sur les Declarations.

Politique du Conseil.

1668. l'Edit pourroit faire hors du Royaume, où il y avoit des Alliez à menager, & que le plus sûr moyen de faire passer ce coup, étoit de l'adoucir par la reparation de quelques griefs, qui seroit comme une compensation de ce defavantage. L'autre étoit qu'on vouloit tâcher de lier avec les Deputez une espece de negociation sur cette affaire, afin que quand on auroit traité avec eux, on pût dire que cette suppression auroit été faite de bon gré, & par leur consentement. C'est pourquoi on entroit en negociation sur les autres questions, pour y lier celle-là insensiblement. En effet on fit savoir aux Deputez qu'ils feroient bien de donner des memoires, touchant les conditions & les temperamens necessaires pour adoucir le mal. Mais après une mûre consultation, cette proposition fut rejetée. On conclut qu'il ne falloit point entrer en composition sur la ruine de l'Edit, & qu'il valoit mieux laisser faire le Conseil, que de prendre une voye d'accommodement. Cependant Du Bosc ayant eu un long entretien sur le même sujet avec Le Tellier, la même proposition fut renouvelée, mais après une consultation nouvelle on resolut encore de la rejeter. On fut d'avis seulement de dresser une requête où les inconveniens de cette suppression seroient representez, avec les moyens de remedier aux abus qu'on prenoit pour pretexte de la demander.

*Requête
sur le su-
jet des
Cham-
bres de
l'Edit.*

La requête fut dressée, & mise entre les mains du Roi & de ses Ministres. Elle remarquoit six prejudices que la suppression de ces Chambres feroit aux Reformez. Le premier étoit pris de l'importance de l'article de l'Edit, qui seroit violé par leur revocation. Il étoit observé qu'il y avoit dans l'Edit trente-huit articles qui appartenoient à cette matiere, & qui tomberoient avec celui qui parloit de l'institution de cette Jurisdiction : de sorte qu'on feroit par cette suppression une large breche à l'Edit, qui ruineroit près de la moitié de ses articles, qui même entraîneroit tous les autres, à cause de leur mutuelle dependance. Le second étoit pris de ce que les Reformez étant renvoyez aux Parlemens, demeureroient à la discretion des Juges Ecclesiastiques, qui étoient leurs ennemis declarez, & leurs parties formelles, engagez même par leur caractère à procurer la ruine de ceux qu'ils tiennent pour *Heretiques*. On remontroit qu'en consequence de l'institution de la Chambre de l'Edit de Rouën, les Reformez avoient toujours

toujours joui du droit de recuser tous les Conseillers Clercs sans 1668. expression de cause, quand ils vouloient porter leurs affaires à la Grand' Chambre. En effet il n'y a point de preuve que les Conseillers Clercs se soient avisez d'en murmurer, avant l'année 1666. comme je l'ai raporté entre les événemens de cette année. On ajouteroit à ces remarques un mot en passant, sur la passion dont les Parlemens de Rouën & de Pan avoient donné depuis peu divers temoignages. Le troisième prejudice étoit pris de ce que les Conseillers Ecclesiastiques, deviendroient par cette suppression les maîtres des affaires qui regardoient l'exécution de l'Edit, sur lesquelles on ne pouvoit se promettre d'eux la moindre justice. En general on remarquoit que les Parlemens même étant recusables, comme le Roi l'avoit reconnu lui-même en leur ôtant la connoissance de toutes les affaires de l'Edit, pour l'attribuer aux Commissaires departis dans les Provinces, il étoit bien évident que les Juges Clercs étoient encore plus légitimement recusez, parce qu'ils étoient la partie la plus suspecte des Parlemens. On touchoit en passant la subsistance des Temples, & l'enlèvement des enfans : matieres sur lesquelles les Ecclesiastiques croyoient être obligez en conscience à violer l'Edit tous les jours. Le quatrième prejudice consistoit en ce qu'il n'y auroit dans la Grand' Chambre nul Juge preposé pour l'observation de l'Edit, ni qui se fit une affaire de citer l'Edit pour y faire penser les autres, au lieu que dans les Chambres de l'Edit, il y avoit au moins un Reformé qui pouvoit faire cet office. Le cinquième étoit que si on revoquoit les Chambres, la condition des Reformez seroit pire aujourd'hui qu'elle n'avoit été dans les tems même les plus difficiles ; puis qu'alors on leur permettoit de recuser un nombre considerable de Juges suspects, & qu'on leur accordoit même quelquefois l'évocation de leurs causes devant d'autres Juges. Le sixième enfin regardoit les étrangers, à qui la suppression des Chambres de l'Edit seroit peur, & qui en effet sur le bruit qui en avoit couru, prenoient déjà des mesures pour retirer du Royaume leurs effets & leurs familles.

On joignit à cette requête des moyens de remedier aux abus ^{Moyens} qui servoient de pretexte à cette suppression, savoir les interven- ^{de reme-} tions mandiees, les vacations excessives, & les petits Bureaux, ^{dier aux} abus. où il n'assistoit que deux ou trois Juges. On remontoit que la

1668. nouvelle Ordonnance avoit remedié aux interventions frauduleuses; que les Reformez n'ayant qu'un seul Conseiller de leur Religion dans la Chambre de l'Edit, ne pouvoient être regardez comme les auteurs de l'abus commis dans l'excès des vacations; que ce n'étoit pas eux par conséquent qui devoient en être punis; qu'on y pouvoit pourvoir en limitant celles qui se pourroient faire devant & après midi, comme on le pratiquoit en quelques Parlemens; qu'on pouvoit abolir les petits Bureaux, en defendant aux Juges de travailler en moindre nombre que l'Ordonnance ne permet. Enfin on proposoit comme le meilleur expedient, de remettre les Chambres de l'Edit dans les premiers termes de leur établissement; & sur tout de continuer les mêmes Juges dans ces Chambres durant plusieurs années; au lieu que depuis trente ans on en avoit fait une Tournelle civile, où on ne servoit qu'un an, & où chacun entroit à son tour sans discernement.

1669. Toutes ces diligences n'empêcherent pas que le Roi ne supprimât ces Chambres par une Declaration du mois de Janvier. Il presupposoit pour motifs de cette suppression, que les Reformez ne recevoient aucun avantage de ces Chambres, qu'ils ne pussent rencontrer dans les Chambres des Enquêtes, où il y avoit un Conseiller Reformé comme dans celles de l'Edit, & qui ne leur pût être conservé même dans les Grands Chambres, en leur permettant de recuser quelques Officiers. Il avoit égard aussi à ce que les Catholiques recevoient de grands prejudices des interventions simulées. De sorte qu'il paroissoit clairement qu'on n'avoit fait nulle consideration ni de la requête des Reformez, ni de leurs autres écrits. Ils étoient renvoyez pour l'avenir à la Grand' Chambre sur toutes les appellations verbales; & on leur accordoit pour toute grace le droit de recuser deux Conseillers Clercs sans expression de cause. Pour les procès par écrit, ils étoient renvoyez dans les Chambres des Enquêtes, & on ne leur permettoit d'y recuser personne. Il étoit dit seulement que les Conseillers Clercs n'y pourroient être Raporteurs. Après quelques reglemens sur le service que les Reformez pourroient rendre dans la Tournelle criminelle, dans les Chambres des Enquêtes, aux procès qui se vuideroient par Commissaires, & à la Chambre des Vacations; & après avoir privé de gages celui qui serviroit dans celle-ci, le Roi donnoit aux Reformez du ressort du

*Suppression des
Chambres de
l'Edit.
Janvier.
X X I X.*

du Parlement de Bourgogne, le choix de porter leurs affaires ou à ce Parlement, ou à la Chambre de l'Edit de Grenoble; permettant à ceux qui choisiroient le Parlement, d'y recuser deux Juges en matiere civile, & trois en matiere criminelle. Pour ceux qui étoient sujets au Parlement de Bretagne, le Roi leur donnoit le choix de ce Parlement, ou de celui de Paris; & accordoit à ceux qui auroient opté le Parlement de Rennes, la liberté de recuser le même nombre de Juges qu'au Parlement de Dijon. Encore cette liberté étoit-elle resserrée par beaucoup de conditions, sous le pretexte d'éviter l'abus des interventions mandées.

Cette Declaration donna lieu à faire un nouvel écrit assez ample, * & rempli de faits bien prouvez, pour demontrer qu'il n'étoit pas juste que les Conseillers Clercs fussent Juges souverains des Reformez. On y representoit que jamais ces Conseillers n'avoient été admis dans les Chambres de l'Edit, ni dans les Mi-parties; qu'on les avoit même rarement reçu parties dans les choses qui regardoient l'Edit; & que la recherche des contraventions étoit commise par l'Edit même aux Gens du Roi. Que depuis quelques années les Syndics du Clergé intervenoient dans toutes les affaires suscitées aux Reformez; que c'étoit trop que les mêmes qui se declaroient par tout leurs parties, devinssent aussi leurs Juges, comme ils le devenoient en effet par la suppression des Chambres que le Roi venoit de faire. Ces considerations étoient étendues dans la suite, & on y faisoit de longues remarques sur la passion que le Parlement de Rouën avoit toujours temoignée dans les affaires de Religion, & sur les prejudices que les Reformez y souffroient de ce que la Chambre de l'Edit n'y subsistoit plus. On les faisoit aller bien plus loin que ceux que l'extinction de celle de Paris leur faisoit souffrir, & on le prouvoit par de solides raisons. On y ajoûtoit douze ou treize exemples des occasions où la mauvaise volonté du Parlement de Rouën avoit obligé les Reformez de recourir à l'autorité royale, pour trouver de la protection contre ces Juges peu équitables. Mais cet écrit ne fit rien changer aux choses jugées. Cependant afin qu'on ne soit point trompé aux pretextes énoncez dans cette Declaration, & qu'on ne puisse douter que le motif caché de la publier étoit de faire plaisir au Clergé, il est bon de remarquer ici qu'il la

1669. prit pour un triomphe de son zèle, & pour montrer qu'il la regardoit comme une victoire remportée sur l'*Hérésie*, il l'a fait employer dans la compilation de ses Mémoires.

*Decla-
ration
qui revo-
que celle
de 1666.
Fevrier.
XXX.*

Mais pour consoler les Reformez de cette fâcheuse atteinte qu'on avoit donnée à l'Edit, malgré leurs raisons & leurs remontrances, on leur accorda une autre Declaration le premier de Fevrier qui reformoit en quelque chose celle de 1666. A dire la vérité ils y gaignoient peu ou rien; mais voir revokeur une Declaration qui avoit coûté au Clergé tant d'années de sollicitations, étoit néanmoins une espèce d'avantage, qui faisoit même croire aux plus éclairés qu'il y avoit encore à espérer quelque justice du Conseil, par les soumissions & par les requêtes. Il y avoit deux choses dans la Preface, quoi qu'elle fût fort courte, qui flâtroient l'espérance des Reformez. L'une étoit que les arrêts sur lesquels la Declaration de 1666. étoit fondée, & d'où on avoit tiré tout son contenu, étoient revoquez avec elle, excepté dans les choses en quoi ils convenoient avec la nouvelle Declaration; de sorte que le Clergé perdoit par un seul mot presque tout le fruit de ses peines, & principalement celui de l'argent qu'on avoit tiré de lui, pour rendre en sa faveur tant d'arrêts qui ne servoient plus de rien. L'autre étoit que le Roi disoit que cette nouvelle Declaration serviroit *de loi à l'avenir*: ce qui persuadoit qu'il y auroit désormais quelque chose de fixe & d'arrêté, qui tiendrait lieu de Droit nouveau, & qui ne seroit plus sujet aux atteintes de la chicane.

*Change-
mens
faits par
la Decla-
ration
nouvelle
à la pre-
cedente.*

Pour le corps même de la Declaration, il étoit réduit de cinquante-neuf articles à quarante-neuf. On avoit retranché neuf articles, dont la Declaration nouvelle ne parloit plus; savoir ceux qui avoient été dans celle de 1666. le septième, le 40. le 41. le 43. le 44. le 46. & les trois derniers, qui contenoient des décisions sur lesquelles il n'y avoit point encore eu d'arrêts. Mais ceux qui avoient été le 3. le 5. & le 6. étoient laissés en leur entier; comme le 8. le 9. le 10. & l'11. qui changeoient seulement de numero, & qui étoient marquez 7. 8. 9. & 10. dans l'Edit nouveau. Il en étoit de même du 14. du 15. & du 16. qui étoient ici le 13. 14. & 15. Le 18. étoit inséré dans le 16. de la Declaration nouvelle; où le 19. le 21. le 22. le 23. le 27. le 33. le 34. le 36. le 37. & le 38. de la precedente étoient encore conservez

en

en leur entier, avec ce seul changement que le 21. n'étoit plus 1669, ici que le 19. le 22. n'étoit plus que le 20. & ainsi des autres. Le 47. n'étoit plus ici que le 40. Le 49. & les 7. suivans se retrouvoient encore dans la nouvelle Declaration, tels qu'ils avoient été dans celle de 1666. avec cette seule exception qu'ils ne portoient plus la marque du même nombre: que le 49. de l'une étoit seulement le 42. de l'autre, & le reste à proportion: de sorte qu'il y avoit vingt-neuf articles qui n'étoient ni revoquez, ni changez. Ceux qui voudront voir de quelle importance étoient ou les neuf articles supprimez, ou les vingt-neuf conservez, pourront se satisfaire en comparant les deux Declarations, qu'ils trouveront entre les preuves de cette Partie de l'Histoire que j'écris.

Tout le benefice de la nouvelle Declaration consistoit donc aux changemens que le Roi avoit faits à vingt & un articles de la première. J'en rendrai compte ici brièvement, pour épargner au Lecteur la peine de les rechercher dans la comparaison de ces deux actes. Le premier article de la Declaration de 1666. défendoit aux Reformez de prêcher ailleurs que dans les lieux destinés à cet usage, sous quelque pretexte que ce fût; mais en cas d'hostilité, de contagion, d'incendie, de débordemens d'eaux, de ruïnes, ou d'autres causes legitimes, la nouvelle Declaration ordonnoit de s'adresser au Gouverneur de la Province, ou au Lieutenant de Roi, pour obtenir de lui la permission d'en user autrement. Ceux qui savent les longueurs affectées que ces personnes éminentes pouvoient apporter à la conclusion de ces affaires, quand ils avoient la devotion en tête, ou qu'ils vouloient faire plaisir au Clergé, peuvent aisément comprendre que cette grace étoit une pure illusion. Le second article de la Declaration de 1666. défendoit l'exercice dans les lieux du Domaine que les Reformez tenoient par engagement; & les termes de la défense pouvoient avec un peu de chicane être appliquez à ceux même qu'ils tenoient en vertu d'un engagement plus ancien que l'Edit; mais le même article reformé par la Declaration nouvelle, reduisoit la défense aux engagements postérieurs à l'Edit, ou qui se feroient à l'avenir, & il permettoit que l'exercice se fit dans les lieux d'ancien engagement, à condition que ces lieux eussent été engagés aux Reformez avant l'Edit, & qu'ils fussent échus en ligne directe

*En quoi
consistait
le profit
qui revenoit
aux
Reformez
de la revocation
de la Declaration
de 1666.
Lieux
d'Assemblée.*

*Domaines
engagés.*

1666. directe ou collaterale à ceux de la même Religion qui les possé-
Ecrivier. deroient encore aujourd'hui. De sorte que pour jouir de ce
 privilège , il falloit que ces lieux n'eussent point été autrefois en-
 gagez à des Catholiques , & que les Reformez qui en avoient
 joui dès le tems de l'Édit, les eussent toujours conservez dans leur
Consola- famille. Les changemens du quatrième article consistoient seule-
tion des ment en ce que la Declaration nouvelle permettoit aux Ministres
prison- qui visitoient les prisonniers, de faire leurs exhortations dans la
niers. chambre *commune*, pourveu que ce fût à voix basse & sans scan-
 dale , au lieu que la precedente exigeoit que cela se fit dans une
 chambre séparée.

Qui doit Par le douzième article de la Declaration de 1666. il étoit de-
être reçu fendu de recevoir dans les assemblées des Consistoires , d'autres
aux as- personnes que des Ministres & des Anciens : mais sur les remon-
semblées. trances des Deputez, qui firent connoître que la generalité de ces
des Con- defences pouvoit donner lieu à pretendre que les Diacres n'étant
sistoires. point nommez dans l'article, ne devoient pas avoir seance dans les
 Consistoires ; qu'il n'étoit pas permis d'y citer les scandaleux ;
 qu'on ne pouvoit assembler les Chefs de famille pour donner leur
 voix sur l'élection des Ministres , ou pour regler l'imposition des
 deniers que l'Édit accordoit aux Reformez de lever sur eux : le
 Roi reforma cet article, & permit par l'onzième de la Declaration
 nouvelle que les Diacres fussent appelez dans les Consistoires ,
 que ceux qui auroient besoin de correction y fussent citez ; qu'on
 assemblât les Chefs de famille pour la vocation des Ministres ; &
 qu'on fit les impositions selon qu'il étoit porté par le quarante-
 troisième article des particuliers. Le treizième article de la pre-
 miere Declaration defendoit d'instituer des Anciens heritiers, ou
Legs & legataires universels en cette qualité. Le douzième de la nou-
donna- velle confirmoit cette disposition ; mais il y ajoûtoit qu'à l'égard
tions. des donations , ou legs particuliers, le quarante-deuxième article
 des particuliers de l'Édit seroit observé. Dans le dix-septième arti-
 cle de la premiere Declaration, le Roi defendoit de tenir des Col-
 loques hors du tems des Synodes, & de la presence des Commis-
 saires : & dans le suivant il faisoit les mêmes defences de tenir des
 Assemblées pendant l'intervalles des Synodes, de donner des com-
 missions , de deliberer de quelques affaires que ce fût par lettres
 circulaires. Mais dans la nouvelle Declaration, le Roi ne faisoit
 de

de ces deux articles qu'un , qui étoit le seizième ; & il y ajoutoit la permission de tenir des Colloques en présence d'un Commissaire, en deux cas seulement ; l'un qu'il y eût quelque lieu d'excuse à pourvoir d'un Ministre , à cause de la mort de celui qui auroit servi jusques là ; l'autre qu'il y eût quelque scandaleux qui ne pût être puni autrement comme s'il l'auroit mérité. C'est là tout ce que les Reformez purent apporter de remède aux longues chicanes que le Clergé leur avoit faites sur la tenue de leurs Colloques, quelques remontrances qu'ils pussent faire pour démontrer au Conseil l'innocence de ces Assemblées.

Le vingtième article de la Declaration de 1666. défendoit de censurer ceux qui envoyeroient leurs enfans, ou leurs pupiles aux Collèges, ou sous des Precepteurs Catholiques : & disoit simplement que ces enfans ne pourroient être contraints à changer de Religion : mais il sembloit permettre tacitement de les gagner, & de les induire, pourveu qu'il n'y eût point de violence. Le dix-huitième de la Declaration nouvelle laissoit subsister la même défense, mais il ajoutoit que s'il y avoit preuve évidente qu'on vouloit contraindre ou induire les enfans à changer de Religion, les Consistoires pourroient avertir les peres, meres & tuteurs, pour s'en plaindre au Magistrat. Le vingt-quatrième de la Declaration précédente regloit les enterremens dans les propres termes des arrêts qui avoient été rendus sur cette matière : mais ces termes appliquez aux enterremens de la campagne, dans les lieux où il falloit porter un mort à deux ou trois lieues de celui où il avoit demeuré pendant sa vie, causoient mille desordres, parce qu'on ne pouvoit jamais satisfaire les Catholiques, qui de quelque maniere qu'on s'y conduisît, avoient toujours une chicane toute prête. Ils faisoient une affaire de ce qu'on parloit trop matin, de ce qu'on marchoit trop long-tems, ou à heure induë, de ce qu'on arrivoit au Cimetiere ou plutôt ou plus tard qu'il n'étoit exprimé par l'Ordonnance. Ils forçoient même quelquefois sous quelqu'un de ces pretextes, ou d'autres semblables que la chicane pouvoit fournir à leur zèle ; ceux qui accompagnoient les corps de les abandonner dans un champ, ou dans un chemin ; pendant qu'ils alloient implorer le secours de la justice contre ces inhumaines vexations. Mais enfin l'article vingt-deuxième de la nouvelle Declaration apporta du remède à ce desordre, & ne

1669. parlant plus des enterremens en general, il decidoit seulement l'heure & la maniere des enterremens de la campagne. Le Roi entendoit que les convois partissent à six heures du matin ou du soir pendant les six mois des plus longs jours ; & à quatre heures du soir & huit heures du matin depuis le commencement d'Octobre jusques à la fin de Mars ; qu'ils marchassent sans s'arrêter, qu'on se tint au nombre des personnes prescrit par les arrêts : & il ordonnoit à tous les Juges d'empêcher qu'on ne fit aux Reformez trouble, insulte, ni scandale. Il y avoit aussi quelque reformation à l'article vingt-cinquième de la Declaration de 1666, qui ordonnoit aux Reformez de délaisser aux Catholiques tous les Cimetières tenant aux Eglises, nonobstant tous actes & transactions contraires ; de leur abandonner encore ceux qui étoient communs aux Reformez & aux Catholiques, s'ils ne faisoient voir par la representation des anciens Cadastres, que ces lieux n'avoient point servi autrefois aux sepultures des Catholiques. Le délaissement de ces lieux devoit être fait sans remboursement, & toute la grace que le Roi faisoit aux Reformez, consistoit dans la permission d'acheter à leurs depens quelque autre place pour leurs sepultures. Le vingt-troisième article de la Declaration nouvelle ordonnoit le même délaissement aux mêmes cas : mais il portoit que les Catholiques en donnoient d'autres aux Reformez à leur commodité, selon qu'il seroit réglé par les Commissaires. De plus il permettoit aux Reformez ; demeurans dans les lieux où ils n'avoient point de Cimetières, de porter leurs morts dans ceux qui leur avoient été delivrez dans des paroisses voisines.

Compé-
tence des
Presi-
diaux
dans les
cas Pre-
vôtaux.

L'article vingt-sixième de la premiere Declaration permettoit aux Presidiaux, quand ils auroient prouvenu sur le Prevôt, de juger de leur propre compétence, quand ils feroient le procès pour des cas prévôtaux à des Reformez domiciliés. Ce reglement faisoit une grande breche à la jurisdiction des Chambres de l'Edit ou Mi-parties, à qui le jugement de la compétence appartenoit suivant l'Edit : & il s'ensuivoit de là que la vie des Reformez étoit mise à la discretion des Presidiaux, qui pouvoient en vingt-quatre heures faire périr un accusé, que la Religion feroit passer pour digne de la dernière severité. Le mal étoit d'une plus grande étendue qu'il ne le sembloit d'abord, parce que par un arrêt du Conseil du quinzième d'Octobre 1647. la fabrication & l'ex-

possession de la fausse monnoye, l'altération de la rognure de pièces d'or & d'argent avoient été déclarés en Prevôtal, aussi bien que le vol de grand chemin & le brigandage : & qu'il avoit été défendu aux Chambres de recevoir sur ces accusations capitales les requêtes de doléances qui leur seroient présentées. De forte qu'il n'étoit pas mal-aisé de faire un procès capital à un honnête homme ; & de faire la dénonciation de quelque scélérat ; & que la diligence ne manquait jamais aux Juges ; quand il s'agit d'amener des causes à leur juridiction, les Présidians pouvoient aisément prévenir le Prevôt, déclarer le cas prévotal, & demeurer le carrosse de la vie de l'accusé. C'étoit là ce que le Clergé avoit recherché en sollicitant cet article : parce que c'étoit un plaisir pour lui que de voir un *Honnête* chargé d'accusations qui ne se terminent qu'à un gibet & à la roue ; & privé du secours que l'Écluse des Chambres pouvoit donner à son innocence, en remettant le procès dans le cours des Juridictions ordinaires. Cette considération peut servir à faire connoître de quelle nature est le zèle du Clergé, & combien il aime le sang & la cruauté : puis que dans une affaire qui ne touche la Religion ni de près ni de loin, il avoit travaillé à priver les Reformez de la consolation d'appeller des jugemens inférieurs à des Juges plus éclairés, ou plus équitables. Il n'y a personne qui puisse dire en quoi il importoit à la Religion Romaine, que quand un Reformé étoit accusé de vol, de fausse monnoye, ou de crimes de même nature, la compétence fût plutôt jugée par un Juge que par l'autre, si ce n'est que la passion du Clergé n'avoit plus d'apparence & de facilité à faire perir l'accusé par l'un que par l'autre. Mais le vingt-quatrième article de la Déclaration nouvelle lui faisoit perdre ce cruel plaisir ; & ordonnoit sur le sujet des cas prévotaux l'observation exacte du soixante septième de l'Edit de Nantes.

Le vingt-neuvième article de la Déclaration de 1666. étoit aussi corrigé par le vingt-septième de la Déclaration nouvelle, qui permettoit aux Consuls Reformez d'entrer aux Affictes des Diocèses, d'où la précédente les avoit exclus : & au lieu que par un artifice fort indigne de la bonne-foi, le Clergé avoit fait glisser dans l'article quelques expressions qui tendoient à tout le Royaume ce que les arrêts n'avoient réglé que pour le Languedoc, l'article nouveau rappelloit les choses à l'ancien usage dans toutes les

*Entré
des Consuls
dans
les Affic-
tes des
Diocèses*

1666.
Egalité
de voix
dans les
Assem-
blées de
Commu-
nauté.

autres Provinces. Le Roy ajoutoit à celui de la Declaration precedente, qui ordonnoit que les Catholiques assistassent toujours du moins en nombre égal avec les Reformez aux Assemblées des Communautés, que dans les lieux où l'exécution de ce règlement seroit impossible, faute de Catholiques, les Communautés s'adresseroient au Gouverneur ou au Lieutenant de Roi de la Province. En effet il y avoit des paroisses où le Curé & son Vicaire étoient les seuls Catholiques, & où il falloit qu'ils se servissent l'un l'autre dans la célébration de leurs Messes, s'il ne survenoit quelqu'un de quelque paroisse voisine. Mais il parroit par le motif apporté à cet inconvénient, qu'on se faisoit une grande affaire au Conseil d'empêcher que les Reformez ne pussent former un Corps de Communauté, puis que dans les lieux même où ils étoient seuls habitants, on ne leur permettoit pas de s'assembler pour leurs affaires communes: & on aimoit mieux qu'un Gouverneur de Province eût la réputation des disputes de village qui pouvoient donner lieu à de telles assemblées; & qu'il coûtât de l'argent & du tems à la paroisse, pour les réputationes qu'elle seroit obligée de faire, que de permettre aux Reformez de les terminer sans frais, & en un moment, par les voyes accoutumées. De là vient que dans l'article vingt-neuvième, qui rependoit au trente & unième de la Declaration précédente, le Roi ajoutoit ces mots, qui n'avoient point encore paru, que je sache, dans des loix publiques, attendu que les Communautés sont réputées Catholiques. Sur ce principe il vouloit que les Catholiques seuls pussent être Gueffiers des maisons Consulaires, ou Secretaires des Communautés. Il accordoit seulement aux Reformez de pouvoir entrer dans les charges d'Orfèvres, Portiers, & autres de même nature.

Charges
municipales.

Arts &
Métiers.

Le trentième article de la Declaration nouvelle contenoit une addition importante au trente-deuxième de celle de 1666. Celui-ci portoit seulement que dans les assemblées des Jurez des métiers les Catholiques seroient du moins en pareil nombre que les Reformez: mais le Roi ajoutoit ici la confirmation des arrêts par lesquels il étoit porté que ceux-ci seroient reçus à toute sorte de métiers, dans les formes ordinaires des apprentissages & des chefs-d'œuvres: & il les dispensoit de tout ce qui pourroit être contraire à leur conscience. Cela étoit ordonné nonobstant tous statuts

statuts n'ont donné depuis le premier de Janvier 1660. Mais il 1669.
 y avoit deux restrictions qui bornoient cruellement l'étendue de
 cette concession. La première étoit que les Reformez demeu-
 raient exclus des Lettres de Maîtrise ; & que même par les termes
 de l'article , il sembloit que les arrêts qui les privoient du béné-
 fice de ces Lettres devoient avoir une vertu retroactive , & em-
 pêcher ceux qui avoient été reçus en vertu de ce privilege ne
 continuassent l'exercice de leur metier. L'autre étoit qu'un ar-
 rêt du vingt-quatrième d'Avril 1667. qui réduisoit pour le Lan-
 guedoc le nombre des Artisans Reformez au tiers étoit confirmé.
 Sans ces deux fâcheuses restrictions , cet article auroit été un des
 plus avantageux de la Declaration nouvelle. On ne peut s'i-
 maginer combien on faisoit de peine aux Reformez par tout le <sup>Vexa-
tions gé-
nérales
sur ce su-
jet.</sup> Royaume sur le sujet des metiers. On dressoit par tout des sta-
 tats nouveaux , où on ne manquoit pas d'insérer quelque article
 qui donnoit le pretexte de les exclure. Chamillard Intendant de
 la Generalité de Caen , avoit dressé depuis peu des statuts pour
 le metier des Drapiers , dont un article ordonnoit que leur Corps
 feroit dire tous les ans une Messe à ses frais : & dont un autre
 excluait les Reformez étrangers qui viendroient demeurer dans
 cette ville du droit de cette Maîtrise : mais il le faisoit en des
 termes que la chicane pouvoit étendre aisément aux François na-
 turels. Le Parlement de Rouën avoit réduit le nombre des Re-
 formez à un contre quinze. A Paris il n'y avoit que vingt Re-
 formez qui pussent être Merciers , contre trois cens Catholiques :
 quelques memoires portent même contre quinze cens. Il y avoit
 même plusieurs metiers où on n'en recevoit pas un ; & ils étoient
 presque generalement exclus des nouvelles Manufactures. Les
 frais qu'il falloit faire pour obtenir une Maîtrise par la voye des
 chef-d'œuvres y étoient si grands , & il falloit essuyer tant d'af-
 fronts & tant de refus , que la plupart aimoient mieux se retirer
 dans quelque faubourg où il n'y eût point de Maîtrise , que
 de s'exposer à tant de peines & de depenses , dont on ne pou-
 voit s'assurer de recueillir le moindre avantage. Mais comme le
 Clergé n'ignoroit pas le prejudice que cette rigueur causoit aux
 Reformez , il fit les derniers efforts pour empêcher que les re-
 monstrances des Deputez ne fussent écoutées. Il fut puissamment
 secondé par le Chancelier , qui conservoit encore l'aversion qu'il <sup>Chicanes
du Chan-
celier Sé-
guier &
leur effet</sup> avoit

1669. avoit eue toute sa vie pour les Reformez ; & qui en donna des marques jusqu'à son dernier soupir. Il s'opposa tant qu'il put à l'article qu'on vouloit dresser en leur faveur ; & quand il vit que Colbert les appuyoit , à cause de la passion qu'il avoit de faire valoir les Manufactures , il se reduisit à chicaner sur diverses circonstances. Quand on avoit obtenu quelque chose sur la premiere chicane , il en glissoit dans l'article une seconde : & en un mot il en fit tant , que le Roi ennuyé d'entendre si souvent parler d'une même chose , & croyant que les Reformez avoient encore de nouvelles demandes à lui faire sur tous les articles de sa Declaration , comme le Clergé le lui donnoit à entendre , arrêta le cours de ces sollicitations par une reponse assez sèche qu'il fit au Deputé General. De sorte qu'il s'en fallut tenir là ; & souffrir patiemment que dans plusieurs villes du Languedoc où les Reformez étoient dix contre un , il n'y eût qu'un artisan Reformé contre deux Catholiques du même metier.

Professions.

On avoit pris occasion de cet article de faire aussi des remontrances au Roi sur le sujet des professions. Les Reformez étoient exclus presque par tout de l'exercice des Arts Liberaux. Les Universitez & les Aggregations leur ôtoient la liberté d'exercer la Medecine : les unes en leur refusant leurs Degrez ; les autres en ne voulant pas les appeller à leurs consultations. Le Parlement de Rouën faisoit difficulté de recevoir des Avocats Reformez : & vouloit reduire ceux qui étoient reçus à dix , avant que d'en recevoir d'autres. Il n'en vouloit même souffrir que deux dans les Bailliages , & un dans les Vicomtez. Cette rigueur étoit contagieuse ; & le zèle Catholique étant le même par tout , il n'y avoit point de Jurisdiction où les Juges ne se piquassent d'imiter ceux qui leur donnoient l'exemple de quelque nouvelle injustice. Mais quoi que les Reformez pussent dire , on ne leur voulut rien accorder sur ce sujet ; peut-être parce que pour les obliger à s'appliquer au negoce ou au labourage , qui étoient les deux professions que Colbert avoit le plus en tête de favoriser , on vouloit leur ôter l'esperance de s'avancer par les professions de la Medecine ou du Barreau.

Processions & chant des Psalmes.

Pour l'article trente-troisième de la Declaration de 1666. qui ordonnoit que les Reformez cesseroient de chanter leurs Psalmes dans les Temples , pendant que les Processions passeroient , le

le Roi le confirmoit par le trente-troisième de celle-ci : & il ajoutoit seulement qu'on les avertiroit , quand la Procession devoit passer. Le trente-troisième de la Declaration nouvelle étoit conforme au trente-cinquième de la précédente , qui ordonnoit aux hommes d'ôter leur chapeau à la rencontre du Sacrement. Il ajoutoit seulement des défenses aux Catholiques d'empêcher les Reformez de se retirer. Mais le Roi ne voulut point avoir égard à ce qu'on lui avoit remontré sur la peine où on mettoit les Reformez , quand ils se trouvoient au Barreau à l'heure qu'on disoit la Messe , & sur la rigueur du Parlement de Rouën , qui en verifiant la Declaration de 1666. avoit ordonné aux Reformez de se mettre en même état de respect que les Catholiques , quand ils rencontroient le Sacrement. C'est pourquoi la passion de ce Parlement n'étant point reprimée , il reiterra cette même modification en verifiant la Declaration nouvelle ; & malgré les arrêts qu'on obtint depuis au Conseil sur ce sujet , il fit toujours exécuter ce règlement à toute rigueur.

Le Clergé avoit fait glisser le mot de *statuts* dans le trente-huitième article de la Declaration de 1666. qui obligeoit les Reformez de contribuer en de certains cas aux frais des Chappelles & des Confrairies, au prejudice de l'article deuxième des particuliers de l'Edit de Nantes. En vertu de ce seul mot, on pouvoit les obliger à contribuer même aux frais des Messes , & de tout le reste du service Catholique , parce qu'il n'y avoit point de métier sans *statuts* , où ces contributions étoient ordonnées. Ce mot de *statuts* ne paroissoit plus dans l'article trente-sixième de la nouvelle Declaration , où le deuxième des particuliers étoit rapporté tout entier ; & les Reformez demeuroient seulement sujets aux contributions à quoi les fondations, dotations, ou autres dispositions de leurs auteurs ou predecesseurs pouvoient les obliger.

Par l'article quarante-deuxième de la premiere Declaration , le Roi conservoit aux Ministres convertis l'exemption dont ils avoient joui à cause de leur ministère : la même grace leur étoit confirmée par le trente-huitième article de la nouvelle : mais l'exemption des Ministres actuellement servans y étoit aussi formellement confirmée. Cette grace leur avoit été faite par plusieurs arrêts ; mais il n'y avoit point encore eu de Declaration en leur

1669. leur faveur. Cependant les tentes dont le Roi se servoit lui feroient réterent point le cours des chicanes qu'on avoit accoutumé de leur faire : & on y avoit peut-être laissé exprès je ne sai quoi d'équivoque, dont les mal intentionnez ne manquent pas d'abuser.

Religion
des en-
fans.

Le trente-neuvième article de la Declaration nouvelle reformoit le quarante-cinquième de la précédente, où il étoit parlé de la Religion des enfans, par rapport à celle où leurs peres seroient morts. Celui-ci commençoit par des paroles ambiguës, qui ordonnoient d'élever dans la Religion Romaine les enfans dont les peres étoient ou avoient été Catholiques. Ces derniers mots signifioient ceux que les Declarations avoient appellez *Relaps*; qui étant Reformez de naissance avoient fait profession quelque tems de la Religion Catholique, & revenoient en suite à la Communion des Reformez : mais il n'étoit pas mal-aisé d'étendre ces mêmes mots à ceux qui étant nez Catholiques, avoient en suite embrassé la Religion Reformée. On voit clairement que cette expression, *auront été Catholiques*, pouvoit leur être appliquée : & c'étoit là le jeu ordinaire du Clergé, que de faire glisser des paroles équivoques dans les arrêts & dans les Edits, pour en abuser quand il le trouveroit bon. D'ailleurs cet article ne disoit rien des enfans des Reformez ; & n'apportoit nul remede aux injustices que tous les Juges avoient accoutumé de leur faire à cette occasion. Le Roi en le reformant corrigeoit ces deux défauts. L'équivoque ne s'y trouvoit plus. On avoit mis le mot de *Relaps* en la place des mots ambigus ; & il étoit clairement exprimé que les enfans dont les peres seroient Catholiques, quoi que leurs meres fussent Reformées ; & ceux dont les peres seroient morts, ou mourroient à l'avenir ou *Relaps* ou Catholiques, seroient élevés dans la Religion Romaine. De même il étoit fort clairement expliqué que les enfans nez d'un pere Reformé, seroient laissez après sa mort entre les mains de leurs parens de même Religion, jusques à l'âge réglé par les arrêts. Mais parce qu'on avoit chicané sur cet âge, & qu'on avoit appliqué à la *conversion* des enfans la maxime du Droit, que dans les affaires qui méritent faveur on tient l'année commencée pour accomplie, le Roi levoit encore cette nouvelle difficulté ; & defendoit de faire faire aucune declaration aux enfans mâles avant quatorze ; & aux femelles avant douze ans accomplis.

Le

Le quarante-huitième article de la Declaration de 1666. re-1669. gardoit la visite des malades, & le Clergé l'avoit tiré mot à mot *Visite des malades.* de divers arrêts qu'il avoit fait rendre sur ce sujet. Les remontrances des Deputez étoient fortes & pressantes sur cette matiere, & elles obtinrent quelque moderation. Le nouvel article étoit aux Curez aussi bien qu'aux autres Ecclesiastiques, la liberté de se presenter aux malades, si les malades mêmes ne les faisoient appeler : & cela sans doute auroit été tolerable, si ces gens avoient été capables de quelque justice. Mais ils ne distinguoient pas si le malade étoit en réverie ou de sens rassis ; & ils se faisoient un devoir d'abuser du trouble où souvent le mal fait tomber ceux qui souffrent. Ainsi vers la fin de Juin Rossel habitant considerable de Cognac, étant tombé en phrenesie par la violence d'une fièvre, dont il avoit été malade sept ou huit jours, demanda le Maire, qui ne manqua pas de se rendre chez lui, accompagné du Curé & de plusieurs Catholiques. Il fit signer une abjuration à ce pauvre homme, & lui fit faire divers actes touchant ses biens, qui de droit étoient nuls à cause de l'égarement d'esprit de ce malheureux, qui continuoît toujours. Il fut mis à la garde de quelques Catholiques qui se relevoient les uns les autres ; & on ne permit plus aux Reformez ni de lui parler, ni de le voir. Aussi-tôt que son esprit fut remis, il revoqua hautement ce que la phrenesie lui avoit fait faire, & il en demanda acte. On n'eut garde de le lui accorder. Les Catholiques demeurèrent maîtres de lui ; & ses plus proches parens n'eurent pas le credit d'entrer même dans sa chambre. On en usoit de même par tout en semblables occasions ; & on faisoit ratifier par force aux malades, quand leur réverie étoit passée, ce qu'ils avoient fait dans un trouble d'esprit où ils ne se connoissoient pas eux-mêmes. Tous les articles suivans étoient les mêmes ici que dans la Declaration precedente, comme je l'ai déjà dit : mais les trois derniers étoient omis. Ils contenoient trois tentatives *Tentatives du Clergé* sur trois questions importantes, qu'il avoit fait regler *sur trois articles importants.* contre les plus expresses dispositions de l'Edit de Nantes. La premiere regardoit les mariages des Reformez. Le Clergé les consideroit de trois côtez, ou comme celebrez par le ministère d'un Prêtre ; ou comme benits dans un Temple, lors que dans les contestations dont ils étoient le sujet le defendeur étoit Catholique ;

1669. tholique; ou comme benits de la même manière; lors que le défendeur étoit Reformé. Dans les deux premiers cas le Clergé avoit obtenu que les Officiaux fussent Juges; & il ne laissoit la connoissance des causes matrimoniales aux Chambres Miparties que dans la troisième. La seconde question regardoit la juridiction de ces Chambres, à qui le Clergé faisoit ôter la connoissance des dîmes *inféodées*, quoi que l'Edit de Nantes la leur attribuoit en termes formels. La troisième regardoit diverses choses à quoi les Reformez étoient exemts de contribuer suivant l'Edit, mais à quoi le Clergé les faisoit condamner par cet article. Ces trois dispositions nouvelles étoient si directement contraires à celles de l'Edit, que le Conseil n'osa les soutenir, & trouva plus à propos de n'en parler plus.

*Effet de
la Dé-
claration.*

Voilà donc à quoi revenoit cette Declaration que les Reformez reçurent comme une grace particulière de Dieu, & un effet signalé de la justice du Roi; persuadez que ce Prince jaloux de son propre ouvrage, seroit observer exactement une loi qu'il avoit donnée en pleine connoissance de cause, au milieu de sa gloire & de sa prospérité, sans y être induit par quelque sollicitation étrangere, sans y être contraint que par les remontrances & les larmes de ses sujets. Cependant l'année ne se passa point, sans qu'ils eussent occasion de remarquer que les Parlemens n'avoient changé à leur égard, ni de jurisprudence, ni d'affection. La verification de la Declaration traîna même à Paris près de quatre mois. Le Parlement de Rouën ne la verifia qu'avec de fâcheuses modifications. Le Parlement de Thoulouse condamna par un arrêt du dixième d'Octobre les habitans Reformez de Merveis, à contribuer à rebâtir l'Eglise du lieu à proportion de leurs biens, conformément aux arrêts du Conseil qui l'avoient ainsi ordonné. Mais l'affaire ayant été portée au Conseil, cet arrêt fut cassé le vingt-troisième de Decembre, avec défenses au Parlement de prendre connoissance de cette sorte de causes, & de plus contrevenir à la Declaration nouvelle. *Métier.* Ganeron exerçant à Paris le métier de Brodeur, avoit chez lui un Apprentif Catholique, qui ayant pris goût aux instructions que son maître lui donnoit, embrassa la Religion Reformée. Les zélés s'émurent beaucoup de cet accident, & firent un procès à Ganeron devant les Juges de la Prevôté de Paris. L'affaire n'allant pas bien

bien dans cette Jurisdiction au gré des parties, fut portée au Con- 1669
 seil où il y eut arrêt le seizième de Juillet, qui défendoit à Ga-
 neron & à tous les autres Brodeurs de la Religion Reformée,
 d'avoir à l'avenir des Apprentifs Catholiques; & parce que cet
 arrêt particulier ne contentoit pas les Agens Generaux du Cler-
 gé, ils en firent rendre un autre plus general le vingt & unième
 d'Août, qui leur permettoit de le faire imprimer, afin que l'Or-
 donnance devint publique. Mais au mois de Septembre suivant *Maitri-*
 ils firent encore pis. Ils obtinrent un arrêt par lequel il étoit dit, *ses de la*
 que les Reformez de la Rochelle ne pourroient jouir du benefi- *Rochelle.*
 ce de l'article trentième de la Declaration, qui admettoit tous les
 Reformez aux arts & metiers par les formes ordinaires. Cet ar-
 rêt étoit rendu sur une simple requête dont l'énoncé étoit faux.
 On y exposoit que par l'Edit de reduction de 1628. les Reform-
 mez étoient exclus des Maîtrises; cependant on n'y trouve rien
 de semblable. On les avoit déjà chicanez sur ce sujet, preten-
 dant que le droit de Maîtrise étant un des privileges de la ville,
 elle l'avoit perdu avec tous les autres par sa reduction; & que
 les Maîtrises ayant été retablies depuis ils n'y pouvoient plus
 pretendre, parce qu'ils en étoient exclus par les Statuts nouveaux.
 Mais cette chicane avoit manqué d'effet. Il n'en fut pas de mê-
 me de cette nouvelle attaque. L'arrêt subsista quoi qu'il eût été
 donné sans ouïr les parties, & il fut impossible de le faire revo-
 quer. Les Elus de Peronne firent defenses à Gervais & Fabri- *Commis-*
 que, Commis de François le Gendre à la perception des droits *sions.*
 des Aides, d'exercer leur commission; & le Procureur du Roi
 qui étoit leur partie, n'allegua que de pretendus arrêts qui ex-
 cluoient les Reformez de tout ce qui regardoit les Finances.
 Colbert n'étoit pas de l'avis des Elus. Il se trouvoit bien des
 Reformez, & il fit rendre un arrêt le vingt-sixième d'Août, qui
 maintenoit ces deux hommes dans leur commission, & ordon-
 noit au Procureur du Roi d'envoyer au Conseil dans six semai-
 nes les arrêts & les reglemens, sur quoi il avoit fondé ses con-
 clusions.

* Au même mois il y eut une Declaration qui défendoit à tous *Defenses*
 les sujets du Roi, à peine de confiscation de corps & de biens, *de s'éta-*
 d'aller s'établir sans permission dans les pais étrangers, & de se *blir & de*
 mettre au service des autres Nations; principalement dans tou- *servir*
 les pais é- *dans les*
 trangers. *pais é-*
 tcs XXXI. *trangers.*

1669. tes les choses qui regardent la navigation. Comme ces défenses étoient generales, & sembloient proceder du dessein que la France avoit de s'appliquer plus qu'elle n'avoit fait jusques à present aux affaires de la mer, on pourroit dire que la Religion n'avoit point de part à ce reglement : mais la suite a fait connoître que cette rigueur avoit principalement les Reformez en vuë. On s'est servi contre eux de cette Declaration, pour les empêcher de chercher leur refuge & leur repos dans les païs étrangers, quand la persecution que le Clergé leur faisoit ayant redoublé en France, ils ont voulu se retirer de ce Royaume où leurs consciences souffroient une si dure oppression. D'ailleurs on cherchoit déjà dans le Conseil les moyens d'humilier les Provinces Unies, dont la puissance étoit regardée en France, comme le seul obstacle qui pouvoit empêcher le Roi & de faire de ses Etats le centre du commerce de tout le monde, & d'assujettir à ses loix tous les peuples de l'Europe. On venoit d'en faire l'experience, & la seule terreur des forces de cet Etat avoit arrêté le cours des conquêtes que les François avoient faites dans les Païs-Bas, sous pretexte qu'ils étoient échus à la Reine par la mort du Roi d'Espagne son pere. L'opposition des Provinces Unies avoit fait faire la paix un peu plutôt qu'il n'auroit été necessaire, pour executer les projets du Conseil de France. On étoit fort irrité de cette opposition à la Cour, & Van Beuningen avoit encore aggravié les choses par un trait de vanité, en faisant frapper une medaille, où faisant allusion au nom de Josué qu'il portoit, & au Soleil que le Roi avoit pris pour sa devise, il appliquoit l'histoire de ce Chef des Israélites à la parole de qui le Soleil s'étoit arrêté, au traité de paix qu'il avoit conclu comme Ambassadeur des Etats, & qui avoit arrêté le cours des conquêtes de ce Prince. De plus il y avoit long tems qu'on étoit jaloux de la prospérité de cette florissante Republique, & des richesses immenses que le commerce y amenoit de tous les côtez du monde, & on se persuadoit que pour rendre en France le negoce aussi riche & aussi heureux, il ne falloit qu'abaisser ces redoutables Provinces, à quoi on croyoit avoir préparé les choses, en y allumant le feu d'une division intestine, qu'il ne sembloit pas possible d'éteindre.

*Triple
alliance.*

Mais outre ces raisons ou de ressentiment, ou de jalousie, qui avoient

avoient fait jurer la ruine de ce riche pais, il y en avoit une au- 1669.
tre qui tenoit fort au cœur de la Cour de France. Les Eatts
après la paix faite prevoyant bien que le Roi ne la garderoit pas
long tems, avoient conclu une ligue avec les Rois d'Angleterre
& de Suede, qui fut appellée *la triple alliance*, & qui tendoit à
s'opposer aux conquêtes des François, s'ils ne vouloient pas ob-
server le Traité d'Aix la Chapelle. On faisoit tous les efforts
imaginables en France pour rompre cette ligue; & le Roi d'An-
gleterre comme le plus voisin & le plus puissant, étant le plus re-
doutable, on n'épargnoit rien pour le detacher des autres, &
pour l'engager même dans une ligue contraire. C'étoit là une
des vues qui avoient produit la Declaration du mois de Fevrier.
Ce Prince ayant affaire à un Parlement qui se tenoit toujours sur
ses gardes à l'égard de la Religion, & qui n'auroit pas trouvé
bon qu'il se fût allié contre un Etat Reformé, avec un Roi qui
prétoit son nom à l'oppression de ses sujets Reformez, avoit be-
soin d'un pretexte specieux & pour éblouir son Parlement, &
pour se tromper soi-même. On le lui donnoit en publiant une
Declaration favorable aux Protestans, qui revoquoit plusieurs ar-
rêts fâcheux donnez à leur prejudice, qui remedioit à des injus-
tices importantes, dont ils avoient porté leurs plaintes au Roi,
& qui faisoit esperer qu'on les laisseroit vivre désormais plus tran-
quillement. On pouvoit bien le croire ainsi au dehors, puis que
les Reformez de France en étoient les premiers persuadez, &
qu'ils s'imaginoient que le Regne de Henri IV. alloit renaître
pour eux.

Mais une autre raison cachée avoit encore disposé le Conseil à *Dessins*
leur accorder cette fausse marque de bienveillance. Un homme *& me-*
originaire de la Rochelle, connu sous le nom de Marcilli, fai- *contente-*
sant profession de la Religion Reformée, fut accusé d'avoir tra- *mens de*
vaille à soulever toute l'Europe contre la France, & particuliere- *Marcilli.*
ment à faire connoître aux Protestans, que le Roi avoit juré la
ruine de leur Religion. Outré, disoit-on, du traitement qu'on
faisoit par tout aux Reformez, & en particulier à sa patrie, il
avoit entrepris seul, sans complice, sans conseiller, de porter des
plaintes chez tous les Princes & Etats separez de l'Eglise Romaine,
contre les injustices que le Roi autorisoit de son nom, & de
leur inspirer le dessein d'abaisser cette puissance fatale à la Reli-
gion

1669. gion & à la liberté. Il avoit couru le Nord avec assez de succès, & on prétend qu'il n'avoit pas été inutile à porter le Roi de Suede à entrer dans la triple alliance. Il avoit fait le même mariage en Angleterre, & ouvert les yeux à Charles II. sur beaucoup de choses qui lui étoient déguisées, ou par les Agens de France, ou par l'infidélité de ses Ministres. Ruvigni étoit alors auprès de ce Prince, à qui le Roi l'avoit envoyé pour lui ôter les ombrages qu'il avoit pris de la conduite du Conseil de France; & il avoit été choisi non seulement à cause de sa capacité, mais à cause de sa Religion, qui le rendoit plus propre qu'un autre à persuader que le Roi son maître n'en vouloit point à la Religion, & qu'il traitoit ses sujets Reformez avec équité. Un Reformé, un Deputé General des Eglises Reformées rendant ce temoignage aux bonnes intentions de son Roi, pouvoit persuader les plus desians & les moins credules. En effet Ruvigni s'en aquita bien, & servit si utilement son maître en cette occasion, qu'il ne put éviter de recevoir quelque reproche de la part des Eglises, qui n'étoient pas contentes de sa complaisance. Quoiqu'il en soit il trouva le Roi d'Angleterre prevenu par les inspirations de Marcilli, & il tira fort habilement de la bouche de ce Prince la connoissance des intrigues secretes de cet homme, qui non content de s'adresser au Roi, debitoit les mêmes choses à tous les membres du Parlement. Il n'épargnoit point le Roi de France dans ses discours, & il le depeignoit de noires couleurs, aussi excessif dans ses invectives, que tous ceux qui savent écrire ou parler l'ont été dans leurs flatteries, en parlant des qualitez de ce Prince. Le Roi d'Angleterre quoi qu'il eût revelé le secret de Marcilli, & convaincu Ruvigni par ses oreilles de la maniere dont cet homme dechiroit son maître, ou ne voulut, ou n'osa pas le livrer à la vengeance du Roi de France, & lui laissa la liberté de sortir de ses Etats

Sa prise. Cependant Ruvigni ayant rendu compte au Roi de ce qu'il avoit negocié en Angleterre, lui fit savoir aussi ce qu'il avoit decouvert des intrigues de Marcilli; & l'avertit qu'il s'étoit retiré en Suisse où il continuoit ses menées. Ce Prince en parla au Marechal de Turenne, & lui demanda des gens assez resolus pour Penlever dans son asile, & assez habiles pour le faire sans éclat. Le Marechal lui donna trois Officiers faisant profession de la Reli-

Religion Reformée, dont il étoit encore lui-même; & ces trois hommes ayant adeoitement fait venir Marcelli dans un lieu où il ne pouvoit être secouru, l'enleverent, & le conduisirent en France, où on lui fit son procès avec beaucoup de diligence & d'exactitude. Il fut d'une si grande constance dans sa prison, que ni l'adresse des Juges, ni les rigueurs de la question ne purent jamais lui faire rien confesser. Il soutint jusques à la fin qu'il n'étoit point coupable; & les Ministres même à qui on permit de le visiter, ne purent ni par exhortations, ni par remontrances lui faire changer de langage. Néanmoins comme il s'aperçut qu'on avoit dessein de le faire mourir, on dit qu'il voulut prévenir son supplice, & que n'ayant rien dont il pût se donner la mort, il se servit d'un morceau de verre qu'il trouva dans sa prison, & dont il se coupa les parties viriles, esperant que la perte du sang lui feroit bien-tôt perdre la vie. Il cacha ces parties dans sa paillasse, de peur qu'on ne decouvrit son dessein: mais le Geolier étant entré en défiance de lui, à cause de la pâleur extraordinaire de son visage, & de la foiblesse où il étoit tombé subitement, reconnut la fraude, & en avertit les Juges, qui le firent executer deux heux heures après. Il fut roué vif, & souffrit ce supplice avec assez de courage. Il y eut ceci de fort singulier, ^{sa mort & ses circonstances.} qu'il fut ordonné à un Ministre de l'assister jusques à la mort. L'Edit ne permettoit aux Ministres d'accompagner les condamnés que dans les lieux où ils avoient exercice public; mais excepté trois ou quatre villes où les Catholiques n'étoient pas assez forts pour faire les mutins impunément, on ne se servoit point de ce privilege. La présence d'un Ministre n'auroit pas manqué d'exciter une sedition, & de produire quelque chose de fâcheux par tout où la multitude étoit Catholique. Dans les lieux donc où l'exercice ne se faisoit pas publiquement, les Ministres étoient obligez de quitter les condamnés à la porte de la prison; & ils n'osoient les accompagner au lieu du supplice. Il y eut néanmoins ici un ordre exprès du Roi d'assister ce malheureux jusques sur l'échaffaut. Ce fut le celebre Daillé, venerable vieillard, connu dans toute l'Europe par l'élégance & la solidité de ses écrits, & de qui les cheveux blancs pouvoient inspirer du respect aux esprits les plus farouches, qui lui rendit cet office de charité. Il fit la priere pour lui après la lecture de son arrêt, & fut

1669. fut écouté des assistans avec beaucoup d'attention. Le peuple garda le silence; ôta son chapeau, & ne put s'empêcher de trouver la priere édifiante. Cela est d'autant plus remarquable qu'il n'étoit pas ordinairement si sage, quand il voyoit executer quelque Reformé. Il y avoit environ quinze ou seize ans qu'un compagnon Apotiquaire ayant tué son maître, & s'étant trahi lui-même par mille marques du trouble de sa conscience, fut mis entre les mains de la Justice, & condamné à être pendu. La populace put à peine se donner le tems de le voir executer. Elle l'arracha de la potence, & les laquais s'étant mis de la partie, ils traînerent ce corps dans les boues, le déchirerent en pieces, porterent ces morceaux au bout de quelques bâtons dans les maisons des Reformez qu'ils connoissoient, & se firent donner de l'argent pour racheter ces misérables restes de leur cruauté, qu'ils apelloient *des reliques*. Ils rançonnerent même sous ce pre-texte quelques riches Catholiques; qu'ils faisoient passer pour des *Huguenots*. Le premier feu de la sedition étant amorti on fit pendre deux ou trois de ces insolens; & cet accident fut un de ceux qui firent prendre la resolution de desarmer les laquais, qui étant en grand nombre à Paris, pouvoient tous les jours troubler la ville par leurs violences.

*But de la
Declara-
tion du
mois
d'Août.*

Mais le supplice de Marcilli pouvant seulement empêcher le progrès de son entreprise, ne pouvoit pas détruire les impressions qu'il avoit déjà données. C'est pourquoi outre les negociations on y fit encore servir la surseance des affaires de Religion, & la revocation de la Declaration de 1666. Ainsi sous l'apparence de la justice qu'on rendoit aux Reformez de France, on preparoit la ruine des Provinces Unies; & on caressoit les Protestans pour les obliger à se détruire les uns les autres. Cependant pour se servir de plus d'un moyen, on employoit aussi la Declaration du mois d'Août à la même fin. On rapelloit en France tous ceux qui avoient encore quelque liaison avec elle, & qui s'étoient établis dans les sept Provinces, les Officiers & les Soldats qui avoient servi dans leurs troupes; ceux qui avoient appris la Navigation sur leurs vaisseaux; ceux qui s'étoient formez au negoce chez leurs Marchands; & en un mot tous ceux qui pouvoient être de quelque utilité à la France, dans les entreprises qu'elle meditoit. Le Prince de Tarente qui étoit établi dans ces Provinces il y

avoit

avait plusieurs années par la permission du Roi, & qui s'y trou- 1669.
voit dans de beaux emplois, quitta leur service sur le point qu'on
leur alloit déclarer la guerre: & la Duchesse sa mere n'étant plus,
pour le retenir par sa considération dans la Religion où elle l'avoit
nourri, il se fit Catholique peu après. Son changement entraî-
na tous ses enfans, à la réserve de sa fille aînée qui persévera
dans la Religion de la Princesse sa mere. On lui offrit de grands
partis pour l'ébranler; mais elle rejetta toutes ces offres avec une
fermeté au dessus de son âge. Elle épousa depuis le Prince d'Ol-
denbourg, parent du Roi de Dannemarc; & depuis son veuvage
elle a toujours vécu dans une piété digne du Duc Claude son
bisaïeul, & des autres Heros de sa Maison.

A l'occasion du changement du Prince de Tarente, je parle- *Change-*
rai aussi de celui du Marechal de Turenne. Il n'avoit jamais pa- *ment du*
ru en lui un grand zèle pour la Religion; mais comme de tems *Mare-*
en tems il donnoit quelques marques de constance, on attribuoit *chal de*
sa froideur à son temperament, qui le rendoit assez tranquille sur *Turenne.*
toutes choses. Il y avoit deux considérations néanmoins qui fai-
soient toute sa fermeté. La premiere étoit celle de ses sœurs qui
étoient toutes fort ardentes pour la Religion; jusques là que la
Marquise de Duras faisoit étudier un de ses enfans à dessein de le
consacrer au ministère. Ce dessein n'a pas réussi; & ce Seigneur
étant encore jeune passa en Angleterre, où il est connu sous le
nom de Comte de Feversham. La Duchesse de la Trimouille,
& la plus jeune de ses sœurs qui n'a jamais été mariée, étoient
les plus puissantes sur son esprit. La seconde considération
étoit celle de la Princesse sa femme, fille unique du Duc de la
Force; & femme d'un rare savoir, & d'une piété presque sans
exemple. Jamais on n'a peut-être vu aussi peu d'amour du mon-
de, & de vanité dans une personne d'un si haut rang. Elle ne se
piquoit que de craindre Dieu, & de faire du bien aux hommes.
Pendant que le Marechal de Turenne eut cette femme & ces
sœurs, il demeura ferme dans la Religion. Le Cardinal Maza-
rin lui fit inutilement de belles promesses pour l'ébranler. Après
la naissance du Dauphin, on lui fit entendre qu'il en pourroit
être un jour le Gouverneur, & cela ne le toucha point. A l'en-
trée de la Campagne de 1667. le Roi le prit en particulier, & par
les promesses de toute sa confiance, & des plus hauts degrez du

1669. commandement , il tâcha de l'attirer dans la Communion Romaine. Mais cela fut encore inutile ; & le Marechal prit son party avec tant de fermeté , & d'une maniere si noble , que le Roi ne s'en offensa point , & que les Reformez en furent fort édifiez. On rendit graces à Dieu publiquement à Charenton , mais sans le nommer , de ce qu'il lui avoit donné une si louable constance. Mais après que la paix fut faite , lors qu'on ne lui parloit plus de rien , il s'avisa de lui même de se faire instruire , & d'embrasser la Religion Romaine. Il ne rendit compte de ses motifs à personne ; & on ignore parfaitement quelles furent ses veritables raisons. Cependant son changement eut des suites importantes , que je rapporterai au livre suivant.

*Politique
de France.*

XXXVII.

Mais je finirai celui-ci par un extrait d'un livre intitulé la *Politique de France* , qui fut mis au jour cette année ; & qui contenoit un chapitre entier touchant la ruine des Reformez. On attribuoit cet ouvrage au Marquis du Chatelet , Gentilhomme Breton , qui avoit de l'esprit & de la penetration ; mais qui parloit beaucoup ; & qui n'avoit point de jugement. Il eut la hardiesse de dedier son livre au Roi , & de le lui presenter : mais son zèle fut mal recompensé ; on le mit à la Bastille , en reconnoissance de ce qu'il avoit revelé les mysteres du Gouvernement , où les Souverains ne trouvent pas bon qu'on penetre. C'est un crime d'Etat qu'on pardonne rarement à un particulier , que d'oser faire paroître qu'il en fait autant que ceux qui ont les affaires entre les mains , & que de se mêler de leur donner des leçons. Cet Auteur donc parloit des *Huguenots* dans tout le cinquième chapitre de son livre. Il y proposoit leur totale destruction comme un ouvrage necessaire , & réservé au Roi ; soit qu'il le crût en effet ainsi , soit que n'ignorant pas les desseins du Roi , il eût voulu accommoder sa Politique aux intentions de ce Prince. Il les representoit comme pleins de ressentiment pour la perte de leurs places de sûreté ; toujours animez d'un esprit de revolte , de confusion & d'anarchie ; toujours prêts à se prevaloir de l'occasion pour se retablir. Ils étoient , selon lui , des ennemis de la prospérité du Roi , des obstacles perpetuels à ses desseins , & toujours à craindre à cause de leur animosité ; & du nombre de bons soldats dont ils pouvoient faire des Chefs , en leur donnant l'autorité de leur commander. Il vouloit montrer que les Protestans
d'Alle-

d'Allemagne les laissent détruire sans s'y opposer ; & qu'ils 1669.
 avoient trop de besoin de la protection du Roi , pour se brouil-
 ler avec lui. Il disoit la même chose de l'Angleterre, de la Sue-
 de , du Dannemarc , des Provinces Unies , & de tous les Prote-
 stans , qu'il s'imaginait liés au Roi par de si puissans intérêts ,
 qu'ils ne se mettroient pas en peine d'empêcher qu'il n'extermini-
 ât la Religion Reformée de son Royaume. Il donnoit une ma-
 lignie interpretation à la prise des armes que les Reformez avoient
 faite pendant les dernières guerres civiles ; & il devinoit que si la
 guerre n'eût pas été bien-tôt terminée heureusement, ils auroient
 formé de grands desseins, fait de hautes demandes , & tâché de
 relever leur party. L'Edit de Nantes étoit revocable, disoit-il, soit
 comme extorqué ; soit parce qu'ayant été donné autrefois pour
 le bien de l'Etat , il falloit aujourd'hui le révoquer par la même
 raison. Il ne s'arrêtoit pas à la pensée de ceux qui croyoient les
 Reformez utiles à l'Eglise Romaine même , parce qu'ils obli-
 geoient les Ecclesiastiques à étudier & à bien vivre. Cela n'étoit,
 disoit-il, *qu'une bagatelle* : & il concluait enfin que le Roi étoit
 bien fondé à chercher les moyens de les mettre hors d'état de
 nuire , & de donner du soupçon.

Cela posé, il n'étoit pas d'avis qu'on se desist d'eux par le ban-
 nissement, comme on avoit chassé les Maures d'Espagne. Ce trai-
 tement lui paroissoit inhumain , & d'ailleurs préjudiciable à l'E-
 tat : mais il proposoit quinze expédiens pour les exterminer peu à
 peu. Le premier étoit de procurer une fréquentation plus familière
 entre les Reformez & les Catholiques. Le second étoit de recom-
 penser en biens & en honneurs ceux qui se *convertiroient*, & d'avoir
 un fond pour cela qui ne fût jamais diverti. Pour exciter l'am-
 bition des Reformez, & n'éteindre pas en eux cette passion qui
 pouvoit servir d'aiguillon à leur *conversion* , il étoit d'avis qu'on
 leur permit d'exercer les plus petites Charges ; mais de ne don-
 ner les grandes qu'aux Catholiques , pour attirer les Reformez
 au changement de Religion , dans l'espérance d'y parvenir. Le
 troisième étoit de faire aux particuliers des affaires qui les apella-
 sent à la suite du Conseil : & ces affaires devoient être faites prin-
 cipalement aux Gentilshommes , sur toutes les dépendances des
 exercices de leurs maisons. Le quatrième étoit de les obliger à
 rétablir les Chapelles qu'ils auroient démolies ou profanées ; non

*Moyens
pour rui-
ner la
Religion
Refor-
mée.*

1669. pas en leur en faisant une affaire generale ; mais en fuscitant à chacun sur ce sujet des procès particuliers ; à la diligence de chaque Evêque dans son Diocèse. Le cinquième étoit d'empêcher que les Deputez Generaux n'y intervinsent : ce qu'il croyoit qu'il étoit aisé de leur defendre, parce que les *Huguenots* ne pouvoient faire Corps en France ; que les affaires particulieres ne devoient pas passer pour publiques ; que le Roi feroit justice sans leur intervention. Il ne vouloit pas casser cette Deputation ; mais pour la reduire à un nom sans effet, il vouloit qu'on n'eût point d'égard aux remontrances generales des Deputez. Le sixième étoit de faire en sorte que les Reformez ne demeurassent plus dans des villes, ou des Seigneuries qui appartiendroient à des gens de leur Religion ; & l'Auteur disoit qu'on ne manqueroit jamais de specieuses raisons, pour colorer ces nouveutez. Le septième étoit de supprimer par mort les Charges des Conseillers Reformez. Le huitième étoit d'envoyer des Commissaires Catholiques dans les Synodes, & de choisir pour cela des gens qui entendissent la Controverse, & qui fussent nourrir les brouilleries qui naîtroient dans ces Assemblées : de n'accorder point de Synodes Nationaux ; & de faire demander de l'argent aux Ministres pour les affaires du Roi, sous pretexte de prêt, de decimes, ou de quelque autre imposition. Le neuvième étoit de leur fusciter quelques procès pour leurs dettes communes, & de faire vendre par decret quelques-uns de leurs Temples. Le dixième étoit de defendre à tous les sujets du Roi de sortir du Royaume sans permission ; parce que les Reformez seroient compris dans les defenses generales. L'onzième étoit d'empêcher par le moyen des Confesseurs, que les Catholiques ne se missent au service des *Huguenots*. Le douzième de les obliger à observer les jours maigres, sous pretexte de police, par la même raison qu'on leur faisoit garder les fêtes. Le treizième étoit de tâcher de marier les Reformez avec des Catholiques, & de faire élever dans la Religion Romaine tous les enfans sortis de ces mariages. Le quatorzième étoit d'empêcher que les Reformez ne vendissent leurs biens en fond de terre, parce que cette sorte de biens ne se pouvant transporter, les attachoient à l'Etat. Enfin il conseilloit de transferer l'Academie de Saumur dans quelque lieu plus incommode, & il en fournissoit les pretextes. Il étoit

étoit d'avis que, pour diminuer le nombre des Ministres, on 1669.
obligeât les Proposans, avant que d'être reçus, d'enseigner un cours
de Philosophie, ou deux ans de Theologie : qu'on ne per-
mit de les examiner que devant des Commissaires nommez par
le Roi; & qu'on ne souffrît point qu'ils fussent reçus avant l'âge
de vingt-sept ans. Le Clergé se servit de plusieurs de ces ex-
pediens, même dès cette année, comme il paroît par la Decla-
ration du mois d'Août : mais la Cour n'en fut pas plus favora-
ble à l'Auteur.

FIN DU DOUZIEME LIVRE.

HISTOIRE

DE

L'EDIT DE NANTES.

TROISIEME PARTIE.

LIVRE TREIZIEME.

SOMMAIRE DU XIII. LIVRE.

Réunion des Religions. Effet & progrès de cette entreprise, dans plusieurs Provinces. Extrémitez où l'Eglise de Paris se trouve reduite. Offres suspectes de la Cour, de permettre un Synode National, refusées. Changement d'avis entre les Deputez des Eglises : & même au Conseil. L'Eglise de Paris est pourvue de Ministres. Double vuë de ceux qui entroient dans le projet d'accommodement. Réunion avec l'Eglise Romaine. Histoire de d'Allemagne. Il est Commissaire du Roi dans le Synode de sa Province. On rompt ses mesures. Suite de cette Histoire. Effet de la negociation en Saintonge. Synode tenu à Soubise. Projet de réunion universelle. Succès de cette entreprise. Veritez nouvelles du Jesuite Meinier. 1. Verité. Valeur des titres. 6. Verité. Ordonnances des Commissaires. 2. Verité. Article 9. de l'Edit de Nantes. 3. Verité. Lieux de Bailliage. 4. Verité. Nature de l'exposé sur lequel l'Edit de Nantes avoit été obtenu. 5. Verité. Etendue de l'Edit de 1577. Requête generale présentée au Roi. Oppositions faites par le Clergé. Mauvais accueil fait aux Deputez. Injustices sur le sujet des Metiers : à Lion : à Paris. Brasseurs de Châlons. Medecins reduits à Rouën au nombre de deux par Lettres patentes. Harangue de l'Evêque d'Uzès. Liberté de changer de Religion laissée aux Catholiques : peut leur être ôtée : parce qu'ils ne l'ont pas demandée. Induction des enfans à changer de Religion. Sentiment de l'Evêque sur le Batême des Reformez. Il presse le jugement des partages. Fin du procès des Refor-

Reformez contre le Parlement de Bearn. Deputation du Parlement en Cour, avec ses remontrances. Supposition qu'il n'y a point de reglement pour la Religion en Bearn. Confession que l'Edit de Nantes n'a point été extorqué. Pretentions de ce Parlement. Intervention du Clergé. Le Marechal de Grammont est chargé de rapporter l'affaire. Procès fait au Ministre Majendie. Information & condamnation de ce Ministre. Substance de l'arrêt. Remarques particulieres sur cet arrêt. Edit touchant l'état de la Religion en Bearn. Prejudices causez par cet Edit. Attentats & mortifications du Parlement. Marques de sa passion. Grand procès formé au Conseil. Articles contre les Reformez. Cahier des Reformez. Suite de plaintes. Enlevement d'enfans. Diverses plaintes contre le Parlement. Arrêt contradictoire au Conseil. Articles touchant la Religion. Decisions sur le cahier des Reformez. Nouvelles affaires suscitées depuis l'arrêt. Droit d'exercice à Charenton. Ordonnances des Commissaires de Tours. Jugement des partages. Petit Temple de Mompellier. Temples de Melgueil, Poussan, Pignan & Cornonterrail. Injustice remarquable. Consulat de Pignan : & de Cornonterrail. Sedition d'Alais. Reformez bannis de nouveau des environs de Privas. Ecoles : Mariages : Batêmes. Impression des livres. Impositions & Collectes. Ministres étrangers. Translation de la Chambre de Castres : qui ne peut connoître du Consulat de la ville où on la renvoye. Condamnation de l'Eglise de Layrac : & de celles de Mompasier ; d'Aynesse, Loubes & Gours. Angoulins. La Flotte & Ars. Raisons de la conservation de quelques Eglises. Conversion des domestiques Catholiques ; & deputations. Dispute de la perpetuité de la Foi. Defenses d'user du mot d'approbation, dans les certificats mis à la tête des livres. Impression de la requête generale. Contenu de la requête. Commissaires & Commissions. Que les nouvelles Commissions ne pourvoient être legitimes. Academies. Consulats. Arts & Metiers. Avocats & Medecins. Relaps & Blasphemateurs. Emprisonnement de deux Deputez. Placet présenté au Roi. Nouvelle requête generale. Consulat ; Metiers ; Professions. Relaps & Blasphemateurs. Rencontre du Sacrement. Exemple signalé. Conclusion de la requête.

Une

1670.
Réunion
des Reli-
gions.



Ne des plus grandes & des plus fâcheuses suites du changement du Marechal de Turenne fut qu'il renouvella le projet de réunion, que tant de gens avoient entrepris avant lui, & qui n'avoit servi jusques à présent qu'à troubler les Eglises. Le Marechal se trouvant inutile pendant la paix, se laissa entêter de l'esperance de réussir à terminer ce schisme, dont les Catholiques avoient toujours le reproche à la bouche : & quoi qu'il eût très-peu de connoissance des matieres de Theologie, il crut pouvoir venir à bout de ce que tant d'habiles gens avoient inutilement tenté. Il est vrai qu'il fut secondé par quelques Ministres convertis, qui s'ennuyant de battre le pavé de Paris, où ils étoient venus manger la pension que le Clergé leur donnoit, se vouloient procurer de l'occupation, & meriter quelque Benefice. La Pare, Arbusli qui avoit été Ministre à Montauban, homme plain de faste & de vanité, de mauvaises mœurs, & qui excepté l'Hebreu de la Bible qu'il entendoit mediocrement savoit très-peu de choses ; de Versé, parfait scelerat, & qui s'est fait connoître dans tous les lieux où il a vécu par tant de mauvais côtez, qu'un homme qui se pique d'honneur n'oseroit le frequenter, étoient les principaux confidens de ce projet : & un nommé Barriges Exempt des Gardes, travailla plus de quatre ans à negocier cette affaire. J'en parlerai ailleurs plus au long ; mais pour faire mieux entendre ce que j'ai à rapporter ici, il faut necessairement que je dise quelque chose de ce projet. On avoit donc dessein d'engager dans ce secret le plus de Ministres qu'il seroit possible ; & suivant le plan qu'on disoit que le Cardinal de Richelieu en avoit dressé, on voulut commencer par ceux qui avoient leurs Eglises dans le voisinage de Paris, pour se servir d'eux à jeter les premiers fondemens de l'entreprise. On étoit de bonne composition avec eux. On recevoit ce qu'ils vouloient donner. On n'exigeoit d'eux que de se defaire de leurs prejuges ; de n'aigrir point les esprits par des disputes pleines de chaleur ; d'applanir les difficultez des Controverses ; de s'appliquer à poser nettement l'état de la question ; ne faisant dire précisément aux Catholiques que ce qu'ils disent ; évitant les chicanes qui ne roulent que sur les mots, conciliant les sentimens opposez, expliquant précisément en quoi consistoit le mal entendu, selon l'exem-

Exemple, disoit-on, que le Blanc de Beaulieu leur en avoit 1670. donné.

On ne pressoit pas même beaucoup ceux qui ne vouloient pas s'engager si avant, & on se contentoit qu'ils promissent de ne s'opposer point par entêtement à une si bonne œuvre; & d'en dire leur avis avec modération dans les Synodes, quand il y en seroit parlé. On tiroit des promesses par écrit de ceux qui les vouloient faire; & on se contentoit d'une promesse verbale quand on rencontroit des gens plus desians, & qui refusoient d'entrer dans des liaisons si particulieres. Le Roi vouloit bien qu'on mît son nom à la tête de ces propositions, & qu'on assurât ceux qui voudroient contribuer au succès de ce dessein, qu'il les recompenseroit de leur bonne volonté. Ces negociations ne furent pas sans effet, & il se trouva plus de Ministres qu'on ne l'auroit cru qui donnerent les mains à ces projets dangereux. Les uns s'y engagerent par une corruption de cœur, dont ils n'ont pu s'empêcher de donner des marques depuis qu'ils sont sortis du Royaume. Les autres tomberent dans le piège par simplicité & s'en retirerent aussi-tôt que des personnes plus sages & plus avisées leur eurent fait connoître la temerité de leur première démarche. Quelques-uns étonnez du desordre où se trouvoient les affaires des Reformez, & de la declaration qu'on leur faisoit en secret de la part du Roi, que ce Prince ne vouloit plus souffrir qu'une Religion dans son Royaume, croyoient faire une action de prudence en favorisant la réunion; & se flattoient d'obtenir quelque chose de plus tolerable par un accommodement, que si on attendoit l'extrémité avec une resolution desesperée: mais les remontrances des plus sages les rassurerent, & les remirent dans le bon chemin.

Neanmoins avant qu'il fût possible d'apporter remede à un si grand mal, ces negociations firent un assez grand progrès; & non seulement elles gagnerent plusieurs Ministres dans le Synode de l'Isle de France; mais elles en attirerent aussi dans le piège quelques uns des Synodes voisins, & particulièrement de ceux d'Anjou & de Berri. La Normandie fut ennemie de ces troubles; & il ne se trouva personne entre ses Ministres qui se laissât surprendre à ces artices. Mais comme il n'étoit pas possible que cette affaire se traitât avec assez de secret pour n'être point decouverte,

1670. on en apprit les particularités de divers lieux , & le Deputé Général en donna des avis fort certains & fort salutaires. L'Eglise de Paris se trouva dans une grande peine , pendant le cours de ces propositions. Elle perdit ses vieux Pasteurs qui avoient atteint l'extrême vieillesse , & qui avoient mérité par leurs écrits & leur bonne conduite , que leur nom demeurât à jamais gravé dans le cœur de leur Troupeau. On craignoit de se tromper au choix qu'on feroit des successeurs de ces grands hommes. On n'étoit pas assuré que les autres Eglises voulussent céder à celle de Paris les Pasteurs dont elles étoient bien servies : chacun dans ce tems fâcheux voulant avoir pour conducteurs des personnes en qui il pût prendre confiance. En effet l'Eglise de Caen ne voulut jamais consentir que Du Bosc quitât son service , pour se donner à l'Eglise de Paris , qui l'ayant déjà recherché plus d'une fois , renouvelloit ses instances avec plus de force que jamais. Il y avoit même une crainte nouvelle , qui jettoit les plus avisez dans l'étonnement. Il sembloit que la Cour vouloit se mêler , au moins indirectement , de donner des Ministres à Charenton. Pendant que les Deputez de cette Eglise travailloient à Rouën , où le Synode de Normandie étoit assemblé , à détacher Du Bosc de celle de Caen , ou du moins à obtenir son ministère par prêt pour un an ; ils apprirent que le Roi , sollicité par l'Archevêque de Paris , temoignoit de la répugnance pour cette recherche ; & qu'il ne se laissoit pas fléchir par les assurances que Ruvigni lui donnoit , que Du Bosc ne sortiroit jamais des bornes de son devoir. C'étoit assez pour le Clergé que d'avoir Claude à combattre. Ce seul homme , pour ainsi dire , donnoit par son jugement & par sa vigueur tant d'affaires à ces puissans ennemis , qu'ils crurent ne devoir jamais souffrir qu'on lui donnât un second de la force de Du Bosc. On craignoit donc que la Cour n'eût résolu de mettre à Charenton un homme gagné , qui porteroit tous les esprits à la réunion , qui passoit alors pour la plus grande affaire de la Cour , auprès de ceux qui ne favoient pas qu'elle avoit d'autres desseins. Cette crainte avoit encore un fondement légitime , qui ne pouvoit être pris pour une simple conjecture ; ou pour une défiance de gens que le malheur rend soupçonneux , & qui ont peur de leur ombre. On connoissoit l'homme qui aspirait à cet emploi ; & qui faisoit pour y parvenir des démarches

*Extrême-
seiz où
l'Eglise
de Paris
se trouve
reduite.*

si ~~éourdies~~ & ~~la~~ découvertes, qu'elles ne servoient qu'à tenir 1670. l'Eglise avertie de se garder de lui, & de prendre des précautions contre ses desseins.

D'ailleurs environ le même tems, la Cour qui avoit toujours ^{offres sus-} témoigné de la repugnance à permettre aux Reformez de tenir ^{spécies de} un Synode National, ^{la Cour} changea de mesures tout d'un coup, & ^{de per-} offrit d'elle même sans en être requise la permission de l'assem- ^{mettre} bler. Elle s'y prit même d'une manière à faire craindre que si on ^{un Syno-} ne faisoit pas de démarche qui repondit à ses avances, elle n'en ^{de Natio-} vint jusqu'à la contrainte, & ne commandât de le convoquer. Cela ne rendoit peut-être au fond qu'à inspirer aux Reformez de la défiance les uns pour les autres; en leur persuadant qu'il y avoit assez de Ministres gagnés, pour donner au Conseil un beau prétexte de dire que l'accommodement étoit fait; qu'il falloit rentrer dans l'union; que l'Edit n'étoit plus nécessaire; que ceux qui refuseroient de se ranger avec les autres au même traité étoient des opiniâtres, qu'il falloit punir sans les écouter. Ce fut au moins ce que ses avances firent croire à bien des gens, qui dans cette pensée firent prendre la résolution non seulement de ne demander point le Synode, mais même de le refuser constamment, si la Cour l'offroit d'une manière plus positive. ^{refusés} Ainsi ce qui avoit paru autrefois le plus solide lien de l'union entre les Eglises, étoit devenu par le desordre des affaires un remède suspect, dont on n'osoit se servir. La Cour faisoit peur aux Reformez de leurs propres conseils; & les reduisoit à craindre comme un piège, ce qu'ils auroient reçu d'elle comme une grace précieuse dans un autre tems. A dire le vrai néanmoins, elle n'avoit pas encore pris assez de mesures pour y réussir; & il fut si facile de démonter toute la machine de cette réunion chimerique, ^{Change-} lors que les Reformez revenus du premier étonnement y voulu- ^{ment d'a-} rent travailler, qu'ils changerent de sentimens, & qu'ils résolurent ^{vis entre} non seulement d'accepter le Synode National, si la Cour en faisoit ^{les Depu-} les offres, mais même de le demander avec les plus pressantes in- ^{tez des} stances. De son côté le Conseil changea d'avis, & refusa de per- ^{Eglises:} mettre cette Assemblée. Il reconnut ou de soi-même, ou par l'a- ^{& même} vis de quelque ~~converti~~ qui le lui fit entendre, que les Reformez ^{au Con-} ne dependoient pas assez de leurs Ministres pour les suivre dans ^{seil.} un accommodement, quand même tous les Ministres ensemble

1670 y auroient consenti : que leur Discipline accordant au Consistoire le droit d'appeler un Ministre , avec l'avis du peuple , si on avoit gagné aujourd'hui tout ce qu'il y avoit de gens dans le ministère , on en verroit autant de nouveaux dès demain ; que si les Reformez manquoient de gens de lettres , pour les mettre en la place des Ministres suspects , ils ne manqueroient jamais de gens accoutumés à lire l'Écriture sainte , instruits dans la Controverse , & assez hardis pour prêcher , qu'ils feroient monter en Chaire des Bourgeois & des Artisans , comme ils avoient fait au commencement de leur Reformation ; & qu'en un mot ils ne manqueroient jamais de Predicateurs , pendant qu'il y auroit parmi eux un homme qui sauroit parler.

L'Eglise de Paris est pourvue de Ministres.

Cependant l'Eglise de Paris étant prévenue de toutes ces craintes , & s'attendant que la Cour temoigneroit de la repugnance pour toutes ses élections , afin que d'exclusion en exclusion elle la réduisit à ne pouvoir nommer que des personnes corrompues , fut tirée de cet embarras par un bonheur imprévu. Caillard Avocat celebre au Parlement de Paris ayant rendu un service important dans une affaire delicate à quelques-uns des principaux Ministres , obtint d'eux qu'on laissât au Consistoire de Charenton l'entière liberté de choisir des Pasteurs , pour remplir les places vacantes. On ne perdit point de tems. Allix aujourd'hui pourvu d'un Benefice en Angleterre par l'Evêque de Salisburi , & en reputation d'un profond savoir , & Menard élevé par son mérite à la dignité de Chappelain du Roi Guillaume III. furent appelés à servir cette importante Eglise : encore jeunes ; mais assez connus pour donner de grandes esperances des services qu'ils pourroient rendre. Cependant le projet de la réunion ne fut pas étouffé par le succès avantageux de l'affaire de Charenton : mais il faut remarquer qu'entre ceux qui le vouloient avancer , les uns n'y envisageoient que le retour des Protestans dans la Communion Romaine , les autres avoient une vue plus generale , & se propoisoient de réunir toutes les Religions : c'est à dire de les reduire toutes à l'indifference , à l'exception de certains articles privilegiez , qu'ils estimoient plus clairs , plus universels , moins sujets à la contestation que les autres. Mais ces articles étoient réduits par eux à un si petit nombre , qu'à peine en pouvoit-on compter cinq ou six de cette qualité.

Double vue de ceux qui avoient dans le projet d'accorder modement.

Les

Les premiers étoient précisément ceux qui agissoient selon les vœux du Marechal de Turenne, & ils avoient mis dans leurs interêts d'Allemagne, Ministre à Sezane, petite ville de Brie. Je le nomme ici non pas pour flétrir sa memoire par le reproche de sa faute, mais pour ne le priver pas de la louange de l'avoir réparée par une repentance publique, à la face de l'Eglise Anglicane, d'une maniere fort édifiante. Ce Ministre avoit des dons mediocres; un savoir borné, quelque chose d'enflé dans le stile, & de rude dans les manieres. Il épousa une fille de qualité, qui lui donna l'alliance d'un des premiers Ministres de l'Etat; & qui trouvant en lui quelque disposition à la vanité, achèva de le perdre, & de lui persuader que l'Eglise de Sezane étoit trop peu de chose pour lui. Comme on ne trouvoit pas en lui ce qui étoit nécessaire pour un Ministre de l'Eglise de Paris, on ne pensoit à rien moins qu'à l'appeller à son service: c'est pourquoi il se voulut servir du credit de la famille de sa femme, afin d'emporter par la protection de la Cour ce qu'il étoit évident qu'il n'obtiendrait pas par le choix du Consistoire. On ne fut pas fâché au Conseil de trouver un homme de son humeur, qui pouvoit donner de grandes facilitez à l'accomplissement de la réunion désirée, & comme il est aisé de pousser dans le precipice un homme qui cherche à y tomber, on lui fit faire en peu de tems tant de mauvais pas, qu'il ne lui fut pas possible d'éviter une chute fort pitoyable. Il entra donc dans le dessein d'accommoder les Religions, & pour y être plus utile, il se fit donner la qualité de Commissaire du Roi dans le Synode de l'Isle de France. Cela étoit inoui. On n'avoit point encore vu de Ministre dans cette Commission, qui n'étoit donnée ordinairement qu'à un Gentilhomme, ou à quelque Officier de Justice. Mais d'Allemagne avoit cru que le caractère de Ministre lui donnant voix deliberative dans les Synodes, & la Commission royale lui donnant l'autorité, il y tourneroit toutes choses à sa fantaisie. Les Reformez craignoient extrêmement les suites de cette nouveauté, & plusieurs d'entre eux croyoient plus à propos de ne tenir point de Synode, que d'y recevoir pour Commissaire un homme si dangereux. Cet avis même auroit prevalu, si quand on se plaignit à la Cour de la Commission qu'elle lui avoit donnée, on n'eût reçu une reponse qui faisoit prévoir qu'après avoir refusé de tenir

1670.
Réunion
avec l'E-
glise Ro-
maine.

Histoire
de d'Al-
lemagne.

Il est
Commis-
saire du
Roi dans
le Synode
de la Pro-
vince.

1670. un Synode par cette raison , il ne seroit pas aisé d'en obtenir la permission une autre fois. Il assista donc en cette qualité au Synode tenu à Charenton en 1671. où la vocation d'Allix & de Menard fut confirmée , & ce fut la premiere mortification qu'il reçut , que de voir confirmer la vocation de deux jeunes hommes qui devoient naturellement vivre plus longtemps que lui , & occuper les places où il avoit esperé d'entrer lui même. La seconde fut qu'une troisième place encore vacante fut remplie durant le Synode même , & que l'Eglise de Paris alla chercher de Langle , Ministre de Rouën , hors de la Province , pour ôter aux autres pretendans l'esperance d'y parvenir. Mais la plus cruelle fut que quand il voulut donner son avis en qualité de Ministre , le Synode voulut par la même raison l'assujettir à la censure. Il eut beau disputer en faveur du rang qu'il tenoit de Commissaire du Roi , qui le mettoit à couvert des loix de la Discipline ; on lui soutint ou qu'il ne pouvoit jouir des droits attachez au ministere , s'il refusoit d'en prendre les sujettions ; ou que s'il vouloit être exempt de ce qu'il y avoit d'onereux , il devoit renoncer à ce qui pouvoit passer pour privilege : la raison & le Droit naturel voulant que quand on participe aux avantages de quelque chose , on en porte aussi les incommoditez & les peines. Il avoit si mal pris ses mesures contre cette attaque , qu'il ne put parer le coup ; & que craignant une censure mortifiante , il se renferma dans la charge de Commissaire. Il ne fit pas en cette qualité autant de mal qu'on l'avoit cru. On le trouva étourdi & embarrassé ; & on commença à le mepriser , parce qu'on cessa de le craindre. Plus les choses ont fait de peur pendant qu'on ne les a pas connues , plutôt on s'apprivoise avec elles quand le premier étonnement est passé ; & de la terreur au mepris le passage n'est pas difficile.

*Suite de
cette his-
toire.*

Deux ans après , un autre Synode , où son beaufrere étoit Commissaire , eut la hardiesse de le suspendre du ministere , & quoi que le Commissaire rompît l'Assemblée , le coup qui étoit déjà frappé ne put être rappelé. A la verité cette affaire eut quelques suites dont je parlerai ailleurs ; mais comme la France avoit alors sur les bras une guerre qui l'occupoit toute entiere ; le Conseil prit peu de part aux affaires de d'Allemagne. Il se fit Catholique , pour être à couvert de la honte des censures : mais cela ne le mit pas mieux en Cour , où on n'eut plus de

de consideration pour lui , aussi tôt qu'il se fut rendu inutile ; & où d'ailleurs on commençoit à se degouter des projets de reünion , parce qu'on n'y pouvoit attirer ceux qui par leur merite sembloient les Chefs du party. D'Allemagne reconnut alors quelles illusions sa vanité lui avoit faites ; & se voyant detesté d'un côté & meprisé de l'autre , il tira un solide profit de son malheur. Il s'humilia , il se repentit ; il passa en Angleterre , où il repara sa faute d'une maniere touchante ; & il y demeura jusques à sa mort dans une condition , dont il supporta les incommoditez & l'obscurité avec patience.

Je rapporterai ailleurs de quelle maniere le même Synode dont je viens de parler fit échoüer le projet de reünion qui avoit duré jusques là , mais je dirai ici que la negociation avoit penetré jusques dans la Province de Saintonge , & avoit gagné des gens jusques aux portes de la Rochelle. La Roche-Eli, Gentilhomme considerable dans ces quartiers-là , s'étoit mis ce dessein en tête il y avoit déjà plusieurs années , & il temoignoit assez le panchant qu'il avoit à s'accommoder de la doctrine Catholique , par la complaisance qu'il avoit pour la Guillotiere son gendre , de qui il laissoit élever les enfans dans la Religion Romaine , quoi que leur mere perseverât dans la Religion Reformée. Il avoit eu occasion de s'entretenir avec le Tellier, l'un des Secretaires d'Etat, sur le projet de la reünion , & ce Ministre lui avoit donné quelque connoissance de ce qu'on traitoit au nom du Roi avec les Ministres de l'Isle de France. La Roche-Eli encouragé par cette ouverture , promit d'appuyer ce projet dans sa Province , & en effet il fit ce qu'il put pour y faire entrer quelques personnes capables de bien servir. Il gagna Offré Ministre de Tonnai-boutonne , mais cetre conquête ne lui fut pas fort avantageuse , parce qu'Offré mourut presque aussi-tôt après son engagement. Il s'adressa peu après à deux autres Ministres qu'il voulut tenter par la grandeur & la gloire de la chose même , & par l'esperance d'être bien payez du Roi , qui avoit chargé , disoit-il , un Gentilhomme du pais d'avancer une année de pension à ceux qui favoriseroient cette entreprise , & de les assurer qu'elle leur seroit continuée : mais ces deux Ministres rejeterent ses propositions avec des marques d'horreur , & non contents de cela ils donnerent avis de ses desseins. Ce mauvais Chrétien ayant jugé

1670. jugé par le caractère de ces deux Ministres que les autres pourroient être de la même humeur, s'aperçut qu'il avoit promis plus qu'il ne pouvoit tenir, & pour faire au moins ce qui dependoit de lui, il embrassa lui-même la Religion Catholique. Il prit son tems pour se déclarer que le Synode étoit convoqué à Soubise. Il s'étoit fait nommer Commissaire pour y assister de la part du Roi; mais peu de jours avant l'ouverture de l'Assemblée il tomba malade, ou par accident, ou de chagrin de ce que ses mesures lui avoient manqué. Cela retarda la tenue du Synode, qui ne put obtenir du Gouverneur un autre Commissaire, parce qu'il voulut avoir sur cela des ordres d'enhaut; & que ces ordres portoient que pendant que le Roi étoit sur la frontière, il n'étoit pas à propos de permettre cette Assemblée dans un lieu si proche de la mer. Mais comme les Eglises étoient mandées, leurs Deputez se trouverent à Soubise, & formerent la Table; après quoi ne voyant point de Commissaire, ils furent obligez de se separer, en attendant qu'il y fût pourvu. Cependant la Roche-Eli qui étoit ce moment pour déclarer son dessein, fit abjuration de la Religion Reformée, aussi-tôt qu'il fut que les Deputez étoient à Soubise. Il mourut peu de tems après, presque en prononçant ces paroles, *c'est chose terrible que de tomber entre les mains du Dieu vivant.* Cependant le Synode obtint du Roi une nouvelle commission, & s'assembla au mois de Septembre. D'abord les Deputez informez des intrigues des negociateurs d'accommodement entre les Religions, se desioient les uns des autres; mais les soupçons furent dissipés par le zèle uniforme de l'Assemblée, qui dressa des actes si severes sur le sujet de la réunion, contre ceux qui la voudroient favoriser, qu'on put aisément juger que les accommodateurs ne gagneroient rien dans cette Province.

Projet de
réunion
universelle.

Toute cette intrigue dont je viens de parler ne tendoit qu'au profit de la Religion Romaine. Il y avoit outre cela un autre party de conciliateurs, qui travailloient à trouver des expédiens par lesquels on pût s'accommoder de toutes les Religions. Les Chefs de cette cabale se tenoient cachez, & leur dessein avoit déjà fait un grand progrès, avant qu'on pensât à s'y opposer: mais enfin l'entreprise éclata par l'édition d'un petit livre, dont on ne douta point que l'Auteur ne fût d'Huissieu, l'un des Ministres de

de Saumur. C'étoit un homme d'un genie peu élevé, & qui ne s'étoit pas aquis une reputation extraordinaire par ses predica-
 tions; mais on l'accusoit d'être un peu brouillon, imprudent, presomptueux & entêté. Comme on fut persuadé qu'il avoit écrit ce livre, on crut en même tems qu'il avoit été poussé par quelque autre; & que son Ouvrage avoit été vu & corrigé par de plus habiles gens que lui. On fut principalement choqué de deux choses, qui souleverent contre lui tous ceux qui avoient un peu de zèle pour la Religion, & qui étoient capables de faire reflexion sur la conjoncture des affaires. La premiere étoit la matiere même de ce livre, qui ne tendoit qu'à detruire la foi des principaux mysteres du Christianisme, & à donner à chacun de fort grandes libertez sur le sujet des doctrines, qui ayant été le sujet de quelque contestation entre les Chrétiens, avoient en suite été décidées par quelques Conciles. De quelque tour d'expression que l'Auteur eût enveloppé ses principes, on y voyoit ce dessein assez decouvert; & cette conclusion se tiroit de ses propositions sans contrainte & sans violence. La seconde chose qui choqua les personnes zélées étoit le contretems. On ne pouvoit supporter que dans un tems où la Cour & le Clergé faisoient de fort grands efforts pour inspirer aux Reformez un dessein de réunion, un Ministre eût eu l'imprudence de publier un écrit qui donnoit des ouvertures pour le succès de cette entreprise. A la verité selon les principes de ce livre, la Religion Romaine y auroit perdu encore plus que la Reformée, & par cette raison il n'y avoit pas sujet de craindre que les Catholiques donnassent leur approbation à cet Ouvrage. Mais comme il y a de la difference entre Politique & Religion, celle-là pouvoit se prevaloir des choses dont celle-ci ne se feroit pas accommodée. L'Eglise Romaine entend toujours par *réunion* un retour dans son sein; & pourveu qu'elle obtienne ce retour, elle se met peu en peine des principes qui le produisent. Elle y peut remedier quand elle est une fois maîtresse des personnes qui s'y rangent, & les principes qui ont été utiles pour les ramener, ne sont plus tolerez dans ceux qui ont reconnu son autorité. L'Auteur même donnoit des expediens qui tendoient là; & il sembloit dire, quoi que d'une maniere envelopée, qu'on pouvoit être Episcopal en Angleterre, Presbyterien en Ecosse, Lutherien en Suede, &

1670. Catholique dans les Etats où la Religion Catholique étoit dominante.

*Succès
de cette
entre-
prise.*

Ce livre fut réfuté aussi-tôt qu'il vit le jour ; & la Bastide un des Anciens de l'Eglise de Paris, fut un des premiers qui firent des remarques sur ce projet. Pierre Jurieu de qui le nom s'est rendu depuis si celebre, par le nombre des Ouvrages qu'il a donnez au public, & par les oppositions qu'il a faites soit à l'introduction de tout ce qui avoit quelque aparence d'heterodoxie ou de nouveauté, soit aux écrits des Catholiques qui attaquoient l'innocence & la doctrine des Reformez, écrivit aussi sur cette matiere ; & ce fut ici le premier essai par lequel il prepara le public aux belles choses qu'il a écrites depuis. Cependant l'Auteur eut des apologistes, aussi bien que des adversaires : mais cela n'empêcha pas que le Synode d'Anjou ne prit connoissance de cette affaire ; qu'il ne l'examinât avec severité, & qu'encore que d'Huiffeau ne voulût jamais avouer le livre, il ne le déposât du ministere. On trouva dans la maniere oblique dont il se défendoit, & dans les suites & les detours qu'il affecta depuis le commencement jusques à la fin, plus de raisons qu'il n'en falloit pour le condamner. Cette rigueur que les gens interessez dans le secret de l'intrigue tâcherent de prevenir par toute sorte d'artifices, étourdit un peu cette dangereuse cabale, mais elle ne l'éteignit pas ; & le même Synode eut encore beaucoup d'affaires durant quelques années, pour éteindre le reste de ce feu qui jettoit encore des étincelles de tems en tems. Quelques-uns même en petit nombre de ceux qui avoient l'esprit gâté par les maximes de cette cabale, & qui n'osoient dire leur pensée à cause de la severité des Synodes, garderent leurs sentimens dans le cœur, & ne les ont fait paroître qu'après être sortis du Royaume, & arrivez dans des pais libres, où sous d'autres titres capables d'imposer, ils ont tâché de repandre la doctrine de la *réunion du Christianisme*. Au reste on accusoit le Fevre Professeur en Eloquence à Saumur, qui avec beaucoup de literature & de politesse avoit très-peu de Religion, d'être un des principaux mobiles de cet intrigue, & d'avoir inspiré ses sentimens à la plupart des jeunes gens qui avoient passé par ses mains.

*Veritez
nouvelles
du Fe-*

Vers le declin de l'année l'infatigable Jesuite Meynier mit encore au jour un nouvel Ecrit, intitulé *De l'Edit de Nantes, ex-*
cuté

enté selon les intentions de Henri le Grand. C'étoit le précis & 1670.
 l'abregé de toutes les chicanes dont il avoit pu s'aviser pour ren-
 dre l'Edit inutile, & qu'il avoit repandues dans le reste de ses ^{suite}
 Ouvrages. Il les reduisoit ici à six articles qu'il apelloit *veritez*: ^{Meynier.}
 suivant lesquelles il prouvoit que l'intention de ce Prince avoit
 été d'accorder fort peu de chose aux Reformez par son Edit: de
 sorte que comme il étoit d'une évidence incontestable que les
 Reformez avoient demandé quelques graces plus amples que cel-
 les des Edits precedens, & que le Roi avoit voulu qu'ils refus-
 sent l'Edit comme une grace qui repondoit à leur requête, il
 s'ensuivoit selon la doctrine du Jesuite, que le Roi les avoit payez
 d'une illusion, & ne leur avoit donné cet Edit qu'en se moquant
 d'eux. Par la premiere de ces *veritez* il pretendoit que Hen-
 ri IV. avoit souvent déclaré que les prieres publiques, avec chant
 de Pseaumes, ni les Batêmes, ni les mariages celebrez publique-
 ment n'étoient pas un exercice public. Il tâchoit de fonder cela
 sur des reponses aux Cahiers des Assemblées generales, avec les-
 quelles on negocioit l'Edit. Ces Assemblées avoient demandé
 que les prieres passassent pour *exercices publics*: par ses repon-
 ses le Roi l'avoit refusé d'abord, à cause des consequences, & en-
 fin il avoit répondu, lors qu'on avoit joint aux prieres le chant
 des Pseaumes, les Batêmes & les mariages, qu'il ne pouvoit en-
 trer en aucune declaration pour ce regard. Ces paroles portoient
 seulement que le Roi ne vouloit pas faire une loi generale sur
 cette question; mais le Jesuite pretendoit que leur sens étoit, que
 ces actes de pieté ne pouvoient passer pour preuves d'un exerci-
 ce public. C'étoit un commentaire fondé sur le seul bon plai-
 sir du Jesuite: mais au fond quand les paroles du Roi auroient
 été claires & decisives, elles ne devoient pas être consultées au
 prejudice de la loi qui avoit été donnée depuis. Ce seroit une
 admirable methode d'expliquer les Traitez de paix, que de ci-
 ter pour l'intelligence de leurs articles les memoires, les instruc-
 tions, les contestations des interessez, & les difficultez qui ont
 été faites de part & d'autre, avant qu'on fût convenu de quel-
 ques points. Le bon sens demontre que ces disputes sont des
 moyens d'éclaircir les pretensions mutuelles, & de chercher un
 milieu dans lequel les contendans puissent s'accorder; mais on
 ne doit pas les regarder comme des décisions: & il n'y a que les

I. Verité.
 Valeur
 des titres.

1670. articles même concertez & aprouvez réciproquement, qui puissent avoir cette qualité. Au fond la maniere dont le Roi avoit entendu la chose, ne peut être mieux comprise que par celle dont les premiers Commissaires l'avoient executée. Or ils avoient eu égard à ces preuves, quand elles étoient accompagnées de certaines circonstances; comme lors qu'elles se trouvoient toutes ensemble; qu'elles avoient été suivies & continuées, & autres semblables; d'où il résulte évidemment que le Roi n'avoit eu dessein de les rejeter, que quand elles manquoient de quelqu'une de ces circonstances nécessaires; parce qu'alors on pouvoit presumer que ces exercices n'avoient été faits que par hasard & en passant.

VI. Verité. Ordonnances des Commissaires.

Dans la sixième *verité* que j'ajoute après la première, à cause qu'elle traite aussi de la valeur des preuves, le Jésuite vouloit éluder le reste des actes dont les Reformez pouvoient se servir pour l'établissement de leurs droits, & il attaquoit même celles qu'il avoit reconnues autrefois pour les plus convaincantes & les plus certaines. Ainsi ni les Synodes, ni les Colloques, ni les Tables qui sont à la tête de ces actes ne lui paroissoient pas des titres suffisans; mais les Ordonnances même des premiers Commissaires avoient perdu leur credit auprès de lui. Il en disoit ici plus de mal, qu'il n'en avoit dit de bien autrefois. S'il y en avoit quelqu'une dont l'original eût été perdu, il en rejettoit les copies comme nouvellement fabriquées, quelques marques qu'elles portassent de n'être pas fausses. Quand les originaux se trouvoient, il disoit que ces jugemens avoient été rendus sur de faux énoncez; qu'ils avoient violé l'Edit au lieu de l'exécuter; que les Commissaires avoient excédé leur pouvoir, se mêlant d'être interpretes de l'Edit, dont ils ne devoient être que les executeurs; qu'ils avoient rendu plusieurs Ordonnances sans y appeler le Clergé; qu'ils ne jugeoient souvent que des questions accessoiress, sans parler du droit d'exercice; que ce n'étoit pas alors le tems de rendre justice au Clergé, ni aux Catholiques; qu'en plusieurs lieux les Commissaires mal instruits des affaires de Religion, avoient executé l'Edit plutôt en Cavaliers, qu'en gens de Justice; qu'enfin leurs Ordonnances n'étoient que provisionnelles. Toutes les Ordonnances des Commissaires envoyez par Louis XIII. étoient regardées ici comme inutiles, parce qu'elles ne pou-

pouvoient pas passer pour des preuves d'un exercice établi suivant l'Edit, mais seulement d'un exercice établi avant les troubles. Il n'y a point de titre ancien dont on ne pût éluder la force par de semblables chicanes.

Le Jésuite vouloit montrer dans la deuxième *verité*, que Henri IV. n'avoit entendu confirmer par le neuvième article de l'Edit, que le droit des lieux où l'exercice avoit été continué vingt mois entiers. Ses argumens étoient dans la même forme que ceux du premier article, & posoient pour principe que tout ce qui avoit été dit de la part du Roi pendant les negociations, devoit servir de regle pour entendre les articles convenus. Cependant son principe étoit defectueux dans un point essentiel, & il n'alléguoit rien d'où on pût inferer vraisemblablement que les droits des deux années 1596. & 1597. fussent un même droit; ni que par conséquent il fallût des preuves d'un exercice continué pendant vingt mois. Tout ce qu'on en pouvoit tirer avec la dernière violence, étoit que le droit de 1596. ne pouvoit être aquis que par la continuation des exercices durant toute l'année; & celui de 1597. par une possession de sept ou huit mois. Au reste il appliquoit à son dessein avec beaucoup de mauvaise foi, quelques articles où les Reformez demandoient que l'exercice, ayant cessé en quelques lieux, il y fût rétabli; ou qu'étant dans le voisinage, il fût mis dans les faubourgs; ou que se faisant dans les faubourgs, il fût remis dans la ville. Il concluoit de ces requêtes que l'exercice ne se faisant au tems de l'Edit dans pas un de ces lieux, il y pouvoit être interdit comme usurpé. Mais on entendit raison au Conseil sur ce sujet, & les Deputez éclaircirent si bien la question, que malgré cette chicane plusieurs de ces Eglises furent conservées.

Par la troisième *verité* il tâchoit de prouver, que dans les Bailliages ou Senechaussées où il y avoit deux exercices de possession, les Reformez ne pouvoient pretendre d'exercice de Bailliage. Il prouvoit ce paradoxe par les articles particuliers de l'Edit de 1577. & par la première ouverture qui avoit été faite de la concession d'un second lieu de Bailliage. Mais il ne faut que comparer cette ouverture avec l'article qui accorde cet établissement, pour voir tout d'un coup que la chose avoit changé d'état depuis ce tems-là; & que le Roi avoit donné à cette nouvelle concession une plus grande étendue.

1670. La quatrième *vérité* étoit encore plus paradoxale. Le Jésuite IV. Vé- prétendoit que tous les établissemens faits en vertu de l'Edit de rité. Na- Nantes, avoient été accordez sur un faux exposé. Sa preuve sure de l'exposé étoit que ces concessions avoient été faites par forme de compensation, de ce qui avoit été retranché à l'Edit de 1577. par l'Edit de Nantes les Traitez faits avec les Chefs de la Ligue. Or il prétendoit que ces retranchemens avoient été fort peu de chose; au lieu que les Reformez les avoient fait passer pour extrêmement importants: d'où il concluoit que l'exposé de leurs plaintes ayant été faux, les concessions qui avoient de bien loin passé leurs legitimes griefs avoient été mal obtenues, & pouvoient par conséquent être justement revoquées. Mais par ses preuves même il paroît- soit que le Roi avoit fort bien su que cette compensation étoit un peu liberale, & que cela ne l'avoit pas empêché de l'accorder: d'où il s'ensuit qu'il n'y avoit point eu de surprise de la part des Reformez; & que le Roi en avoit usé avec eux comme un bon maître, qui voulant recompenser ses serviteurs des pertes qu'ils auroient faites, ne s'arrête pas à chicaner avec eux sur l'égalité de la compensation & du dommage, & trouve bon de leur rendre plus qu'ils n'ont perdu. D'ailleurs il n'est pas vrai que ce fût là le seul exposé des Reformez, comme on le peut voir dans le V. livre du I. volume de cette Histoire. Ils exposoient aussi les nouveaux services rendus depuis 1577. qui étoient les plus grands, les plus importants, les plus utiles; & quoi que les nouvelles concessions de l'Edit de Nantes fussent voilées du pretexte de la compensation, afin de les faire mieux goûter aux Catholiques; il est certain néanmoins qu'elles étoient en partie accordées aux Reformez, pour récompense de leur longue fidélité.

V. Vé- Dans la cinquième *vérité* Meynier tâchoit de persuader, que rité. Étendu de l'Edit de 1577. l'Edit de 1577. donnoit fort peu d'exercices aux Reformez; & il renouvelloit sur cet article ses anciennes chicanes sur l'omission du mot de *village*; sur l'exception des bourgs dependans des Seigneurs Catholiques, entre lesquels il s'avisait de comprendre les bourgs appartenans au Roi, parce que le Roi, disoit-il, étoit un Seigneur Catholique, sur la possession pendant toutes les précédentes paix, & choses semblables. De là il lui étoit aisé de conclure que l'Edit de Nantes ayant été obtenu sur un faux exposé, & l'Edit de 1577. n'ayant accordé presque rien, c'étoit faire faire

faire justice aux Reformez que de leur ôter ces concessions mal fondées, & de les reduire à fort peu de chose. Ce livre où il n'y avoit ni bonne foi, ni équité, ne laissoit pas d'avoir un privilege du Roi, & d'être imprimé par l'ordre du Clergé. Mais quoi que Meynier eût porté la chicane à de grands excès, il vint encore après lui des gens qui l'entendoient mieux que lui, & qui firent des decouvertes dont il n'avoit jamais entrevu la moindre aparence.

Cependant les affaires de Religion demeuroient comme sur-
 fes au Conseil. Le succès des sollicitations qui avoient obtenu la *Requête*
 Declaration du premier de Fevrier, avoit donné du courage aux *generale*
 Reformez. Ils avoient cru que le tems de rétablir leurs affaires *présentée*
 étoit revenu, & leurs Deputez avoient pris la resolution de pre-
 senter au Roi une requête generale, sur les principaux points
 dont ils avoient sujet de se plaindre. Du Bosc de qui les autres
 ne se pouvoient plus passer, depuis qu'ils avoient reconnu le
 tour de son esprit & sa capacité dans les affaires, fut obligé de
 retourner à Paris, & de dresser la requête. Le Deputé General
 n'étoit pas d'avis de la presenter, & d'abord il aima mieux qu'elle
 fût signée de tous les Deputez que de lui. Elle fut montrée
 en cet état aux Ministres, qui n'y trouverent rien à redire que
 le nombre des signatures, dont ils temoignerent que le Roi pour-
 roit s'offenser: de sorte que Ruignani fut obligé de la presenter
 signée de sa main, & de supplier le Roi d'avoir égard à ce qui
 lui étoit exposé dans cet écrit, mais il se passa des choses qui fi-
 rent que la requête fut oubliée. Le Clergé fit fort grand bruit
 de la Declaration que les Reformez avoient obtenue, & d'ail-
 leurs il parut fort mortifié de ce que le Roi, & à son exemple
 toute la Cour, paroissoit si content de Du Bosc, & si plein d'es-
 time pour lui. Il jugea que ces deux choses meritoient son ap-
 plication, & qu'il falloit humilier ce Ministre, & chercher des
 moyens pour rendre la Declaration inutile.

L'occasion s'en presentoit cette année telle qu'il pouvoit la de-
 sirer. C'étoit le tems de son Assemblée generale, dont il fit l'ou-
 verture à Pontoise, après que le Roi fut de retour d'un voyage *Opposi-*
 qu'il avoit fait sur la frontiere. De sorte que prevoyant bien *tions fai-*
 qu'on lui demanderoit de l'argent, comme c'est l'ordinaire, il vou- *tes par*
 lut au moins tirer quelque chose de la Cour, en recompense de *le Cler-*
 ce *gé.*

1670. ce qu'ilourniroit aux necessitez de l'Etat. Il se mit donc à y travailler dès le commencement de l'année; & Du Bosc étant retourné alors à Paris pour la quatrième fois; il entreprit de le ruiner dans l'esprit du Roi. Du Bosc fit deux Sermons à Charenton qu'il donna en suite au public, sous le titre de *la censure & la condamnation des tiedes*. On voulut faire passer ces Sermons pour criminels, & imputer à leur Auteur d'avoir aigri les esprits par la maniere dont il avoit parlé contre la réunion. Il ne paroît pas néanmoins par leur lecture qu'il en eût parlé directement, quoi qu'il y ait vivement censuré les *Accommodeurs*; parce qu'il avoit rapporté son discours aux *accommodeurs* du vice & de la vertu, qui tâchent de concilier la Religion & le monde. L'Archevêque de Paris en fit des plaintes au Roi, & lui presenta un memoire où Du Bosc étoit accusé d'avoir parlé de la Religion Catholique en termes injurieux, & de l'avoir apellée *Religion de Belial*. Ceux qui connoissoient le credit de l'Archevêque crurent Du Bosc perdu, & se persuaderent qu'on disoit vrai, quand on fit courir le bruit qu'il y avoit une lettre de Cachet expédiée, qui l'exiloit à Rions petite ville d'Auvergne. Mais quand Ruvigni eut parlé au Roi pour detruire les impressions qu'on avoit voulu lui donner, la reponse de ce Prince dissipa cette fausse alarme, & fit voir que Du Bosc n'avoit rien à craindre.

Mauvais
accueil
fait aux
Deputez.

Le Clergé n'ayant pu réussir de ce côté-là, se tourna du côté des Ministres d'Etat, & porta facilement la Vrilliere, homme inegal, & de qui l'esprit changeoit aisément d'assiete, à faire un mauvais accueil aux Deputez quand ils viendroient le trouver. Il les traitta en effet fort rudement; & Du Bosc eut part comme les autres à cette mauvaise humeur. La Vrilliere lui demanda qui lui avoit permis de prêcher à Charenton; l'accusa de remuer tous les Deputez, & d'avoir dressé la requête; & lui demanda enfin s'il étoit Deputé General. Son chagrin alla même plus avant; & après diverses remises le jour de rapporter la requête devant le Roi étant venu, il se contenta d'en parler generalement; mais en des termes qui témoignoiient assez qu'il vouloit attirer de la bouche du Roi une reponse fâcheuse. En effet il la fit telle aux Deputez. Il repeta une partie des choses qu'il leur avoit déjà dites; & Du Bosc ne fut pas mieux traité que la premiere fois. La Vrilliere leur declara que le Roi ne vouloit point tant de Deputez

putez, leur ordonna de se retirer chez eux, & leur dît que quand ils seroient partis le Roi auroit tel égard à leur requête qu'il le jugeroit raisonnable : mais qu'il entendoit qu'il ne demeurât auprès de lui pour eux que le Deputé General. Après cela les Deputés se retirerent, & on ne parla plus de la requête. 1678.

Mais il y avoit des lieux où la Declaration nouvelle s'exécutoit avec peine : & dans l'étendue même du Parlement de Paris on y faisoit mille oppositions de tous les côtez. L'article des ^{Injustices sur le sujet des} Metiers étoit principalement le sujet de mille chicanes. Les Catholiques ne pouvoient se résoudre à perdre le fruit de la ruse qui excluait les Reformez de leurs Maîtrises, suivant les nouveaux ^{à Lion :} statuts qu'ils avoient dressés. A Lion les Ouvriers en draps d'or, d'argent & de soye, avoient de nouveaux reglemens qui ôtoient aux Reformez la liberté d'exercer ces Metiers dans toute la Seneschaussée. C'étoit une nouveauté fort singuliere. Ordinairement les Maîtrises de chaque ville étoient renfermées dans la ville même ; & souvent elles ne s'étendoient pas jusques aux faubourgs. Cependant on avoit fait ici un reglement commun, qui recueilloit dans un même Corps tous les Maîtres d'une assez grande Seneschaussée : & par ce moyen on ôtoit aux Reformez, dans une assez grande étendue de pais, le moyen de gagner leur vie aux Metiers qu'on y exerçoit le plus. Les Guimpiers, les Filleurs, les Ecacheurs d'or, les Gazetiers avoient de semblables statuts ; & parce que le Prevôt de Lion avoit souvent passé par dessus, & reçu des Reformez sans y avoir égard, ces Ouvriers avoient renouvelé leurs reglemens, par lesquels joignant leurs divers Metiers dans un même Corps, il s'obligeoient à ne prendre chacun chez eux qu'un seul Apprentif, qui ne pourroit être que Catholique : ce qui fermoit l'entrée de ces Maîtrises à tous les Reformez ; puis qu'ils n'y pouvoient entrer, suivant la Declaration, que par la voye des apprentissages & des chef-d'œuvres. Il fallut de grandes peines pour surmonter ces difficultez ; les Catholiques se roidissant contre les Ordonnances des Juges, afin de rebuter les Reformez ou par la longueur des instances, ou par la grandeur des frais qu'il falloit faire pour obtenir des arrêts au Parlement. A Paris même, sous les yeux de cette Cour souve- ^{à Paris.} raine, où il y avoit encore plus d'équité que dans le reste du Royaume, on ne laissoit pas de former les mêmes oppositions.

1670. aux Reformez , quand ils vouloient entrer dans quelques Metiers. Les Gardes des Merciers refuserent de delivrer l'acte d'enregistrement du Brevet d'apprentissage d'un nommé Pierre le Blanc , à qui il étoit nécessaire pour être reçu à faire chef d'œuvre ; & ils n'alleguerent que la Religion pour cause de leur refus. Jean de la Barre trouva la même difficulté , & il fallut faire rendre trois arrêts au Parlement & un au Conseil le vingt-sixième de Mars , avant que les Gardes obeïssent. Mais enfin le dernier arrêt du Parlement , rendu le vingt-neuvième d'Avril après cinq mois de poursuites , vainquit leur opiniâtreté , parce qu'outre les peines accoutumées de depens , dommages & intérêts , il condamnoit les Gardes à deux mille livres d'amende , applicable moitié à l'Hôpital , & moitié à la partie ; & la déclaroit encouruë en cas de contravention. Le bruit de cette opposition avoit soulevé les Catholiques de divers Metiers , dont les Gardes intervinrent au procès & se joignirent aux Merciers. De ce nombre étoient les Drappiers , les Epiciers , les Apotiquaires , les Pelletiers , les Bonnetiers , & les Orfèvres. De sorte que s'ils avoient gagné leur cause , tous les Reformez qui n'étoient capables que de ces Metiers auroient été réduits à mourir de faim.

*Brasseurs
de Châlons.*

Environ le même tems , les Brasseurs de Châlons en Champagne voulurent chasser de leur Corps les Reformez qui exerçoient cette profession. Ce Metier avoit été libre jusqu'à l'année 1667. que les Catholiques s'aviserent de dresser des *statuts* , de les faire approuver du Roi , & d'en obtenir la confirmation par Lettres patentes , qui furent vérifiées l'année suivante. C'étoit là , comme je l'ai dit , le secret ordinaire des Catholiques , pour priver les Reformez du droit des Maîtrises. On glissoit dans les *statuts* quelque article qui les rendoit incapables de ces Metiers. Mais la dernière Declaration ayant levé cet obstacle , on chercha un autre pretexte contre ces Brasseurs ; & on tâcha de leur interdire l'exercice de leurs Brasseries , parce qu'ils n'avoient pas été reçus Maîtres par la voye de l'apprentissage & des chefs d'œuvres. Cela étoit vrai , parce qu'ils avoient commencé à exercer ce Metier cinq ou six ans avant que le Roi l'eût érigé en Maîtrise jurée : & leurs parties étoient dans le même cas ; n'ayant jamais fait ni épreuve ni apprentissage. Mais ceux-ci vouloient que la Religion Catholique leur tint lieu de chef d'œuvre , & que les Reformez

mez ne pussent pretendre à la même grace. Il y en eut un long 1670; procès que les Reformez perdirent à Châlons, & qui sur leur appel fut porté au Parlement. L'arrêt qui le termina n'est pas venu à ma connoissance : mais comme je ne trouve point d'article sur ce sujet dans les plaintes faites au Conseil sur le sujet des Metiers, je presume que les Reformez y eurent quelque avantage.

Au mois de Juin de cette année l'Aggrégation des Médecins de Rouën obtint des Lettres patentes qui confirmoient les *statuts*, & les arrêts du Parlement qui avoient réduit à deux le nombre des Reformez qui pourroient y être reçus : & qui défendoient que la dignité de Doyen fût donnée à d'autres qu'à des Catholiques. Le Roi obligeoit par ces lettres les Médecins Reformez qui seroient aggregez à garder l'article des *statuts*, qui leur ordonnoit de donner aux Catholiques malades de maladies aiguës les avis nécessaires pour l'assurance de leurs consciences. Quoi que ces Lettres fussent datées du mois de Juin, une copie que j'en ai vuë, collationnée par un Secrétaire du Roi, portoit qu'elles avoient été enregistrées au Greffe des expéditions de la Chancellerie le vingt-huitième de Mai. Je trouve un arrêt du Conseil en date du premier d'Août, qui défendoit aux Magistrats, aux Consuls, aux autres Officiers de Grenoble de porter dans les Temples aucune marque de Magistrature.

Mais tout cela n'est rien en comparaison de ce que le Clergé obtint pendant qu'il fut assemblé. L'Evêque d'Uzès, de qui j'ai déjà parlé ailleurs, harangua le Roi de la part de cette Assemblée le huitième de Septembre, & après un exorde flatteur, où il assûroit que le Clergé auroit offert la Couronne au Roi, quand elle ne lui auroit pas été due par sa naissance, il attaquoit les Reformez par un discours assez bien tourné, mais où il y a moins d'éloquence que de fureur. Il repetoit à peu près les mêmes choses qu'il avoit représentées cinq ans auparavant : & il commençoit par la liberté qu'on avoit laissée jusques là aux Catholiques de changer de Religion : ce qu'il appelloit une *funeste liberté*, ou pour mieux dire, un horrible *libertinage* : & il ne vouloit pas qu'on crût que les Catholiques y pussent être portez, que par les *mouvemens d'une sordide avarice ou d'une épouvantable débauche* : comme s'il avoit été impossible d'embrasser la Religion Réformée par d'autres principes que ceux d'une inclination criminelle ; & qu'en

1670. qu'en presupposant même que sa doctrine fût fautive, il ne pût se rencontrer avec sa profession cette apparence de bonne foi qui engage les simples quelquefois dans le party de l'erreur. Il ajoutoit peu après que ces ames qui avoient été *la conquête d'un Dieu mourant, devenoient par la subornation de ses ennemis le trophée des Demons, la proie de l'Enfer & le partage des flammes éternelles* : voulant persuader au Roi qu'il étoit impossible, que les Catholiques fussent portez par des mouvemens de conscience à sortir de l'Eglise Romaine, & que leur changement étoit l'effet nécessaire de quelque *subornation*. Il s'étendoit en suite à prouver qu'on pouvoit leur ôter cette liberté, sans *donner la moindre atteinte à la liberté de conscience* accordée par les Edits, parce qu'elle n'avoit été accordée qu'aux Reformez qui l'avoient demandée, & à qui elle étoit nécessaire, de peur qu'ils ne fussent *recherchez à cause, disoit-il, des desordres qu'ils avoient causez dans le tems des guerres & des rebellions*. Mais il pretendoit que les Catholiques n'avoient jamais donné leur procuration pour demander ce *privilege odieux, cette liberté detestable*; qu'il n'étoit pas juste, par conséquent, de l'étendre jusqu'à eux; qu'ils y vouloient *renoncer solennellement, suivant le glorieux exemple des Catholiques de Languedoc*. Il pressoit en suite le Roi par le devoir des Souverains, & par le besoin qu'ils ont de la protection de Dieu pour l'affermissement de leur Couronne, de reprimer ce mal qu'il appelloit une *effroyable licence, un malheureux torrent de libertinage & d'iniquité*, qui attaquoit la Religion, disoit-il, *dans tout ce qu'elle a de considerable & d'essenciel*. De la maniere qu'il parloit ici de la ceremonie du Sacre, il est aisé de voir qu'il ne pretendoit pas que le Roi fût tenu aux Declarations que ses predecesseurs avoient faites, de ne comprendre pas les Reformez entre les *Heretiques* qu'ils promettoient d'exterminer.

Induction des enfans à changer de Religion.

L'Evêque témoignoit après cela que le Clergé avoit à demander l'interpretation de plusieurs articles importants de la dernière Declaration : mais il s'attachoit ici au trente-neuvième, qui regardoit l'induction des enfans à changer de Religion. Il faisoit un grand crime aux Reformez de ce qu'ils pretendoient que cet article avoit établi *une parfaite égalité de condition entre leur Religion, qui est toute fautive, disoit-il, & la Catholique*, ajoutoit-

à, *qui est toute sainte & toute sacrée.* Ils avoient grand tort, 1670, selon lui, de croire qu'il étoit également défendu aux Catholiques d'induire leurs enfans, & de leur faire faire aucune déclaration de changement de Religion avant un certain âge, qu'à eux d'induire les enfans des Catholiques, & de les contraindre au changement. Il avouoit que cet article avoit mis les Evêques *dans la dernière consternation*, parce qu'il leur faisoit perdre tout le fruit de ce qu'ils avoient obtenu cinq ans auparavant. Il reconnoissoit qu'il n'étoit pas permis d'employer la force dans ces *conversions*: mais il vouloit qu'on n'ôtât pas la liberté aux Catholiques de recevoir les enfans des Reformez, quand ils se jetoient entre leurs bras: & il faisoit bien valoir les attraites tout à fait extraordinaires des grâces de Dieu, qui se font sentir sans distinction de sexe ni d'âge. Mais il ne remarquoit pas que souvent la promesse d'une pomme, d'un ruban, ou d'une poupée, étoit ce que les *Convertisseurs* d'enfans faisoient passer pour ces *attraites* d'une grace toute puissante & victorieuse.

Il lui échappoit en passant de reconnoître que le Batême des Reformez mettoit leurs enfans dans le corps de l'Eglise; & de l'appeller un *sacré Batême*: ce qui pouvoit servir de réponse à tous ses sophismes, & lui faire perdre tous les efforts de son éloquence. En effet puis que ces enfans étoient dans le corps de l'Eglise en vertu de leur Batême, il n'étoit pas nécessaire de se presser tant de leur faire changer de condition; puis que n'étant point hors de l'Eglise, ils n'étoient pas aussi hors de la voye du salut. Il pressoit néanmoins extraordinairement cette matiere, & la tournoit ingénieusement de tous les côtez, pour persuader au Roi que c'étoit un grand mal, que de ne permettre pas au moins que dans ces occasions l'année commencée passât pour accomplie: & il posoit pour une vérité constante, ce qui au contraire, comme l'expérience le demontre, est une fausseté notoire, qu'un enfant qui entre dans sa quatorzième année *a certainement l'usage de toute sa raison*; & qu'il est en état de faire le discernement du bien d'avec le mal, & de choisir le party du Ciel ou celui de l'Enfer. Cela posé il appelloit le pere d'un enfant qui vouloit se faire Catholique, & qui l'en empêchoit, *son meurtrier plutôt que son pere*: & il deploroit le malheur de cet enfant, qui lors qu'il n'avoit point de pere étoit mis sous la conduite d'une

1670. mere opiniâtre dans son erreur, ou de ses parens envenimez & impitoyables.

Il presse
le juge-
ment des
partages.

En sortant de cette matiere l'Evêque demandoit des Commis-
saires, afin que par leurs conferences les Deputez du Clergé pus-
sent leur faire entendre les prejudices qu'il recevoit de la dernière
Declaration : & après de grands éloges qu'il donnoit au Roi sur
toutes les actions qu'il avoit faites jusques là, & de grandes mar-
ques de reconnoissance pour les choses dignes d'étonnement qu'il
avoit déjà faites pour le bien de l'Eglise, il pressoit le Roi d'a-
chever cet ouvrage par le jugement des partages, qu'il assûroit que
les Reformez tacheroient de fuir autant qu'ils pourroient, parce
qu'ils ne pourroient soutenir leurs établissemens, qui n'avoient
point d'autre cause, disoit-il, que celle de leur audace dans les
troubles de l'Etat. Il concluoit enfin que le Roi devoit preferer
les interêts de l'Eglise & de la Religion, à ceux de son Etat &
de sa propre personne. Le Coadjuteur de Rheims, frere du
Marquis de Louvois, harangua aussi le Roi; mais il ne parla des
Reformez qu'incidemment. Il les traita d'*Iduméens* & d'*enne-
mis declarez* de l'Eglise : mais il ne prit point de conclusion contre
eux. Il se servit seulement de la permission qu'on leur don-
noit de tenir leurs *conventicules* qu'ils appelloient *Synodes*, com-
me d'une raison de permettre aussi au Clergé de tenir des Syno-
des Provinciaux; à quoi la Cour avoit toujours temoigné de la
repugnance. Le Prelat ne dissimuloit point que la raison du Con-
seil étoit la crainte que le Clergé n'en abusât : & il proposoit
pour expedient au contraire, que le Roi empêchât par de bonnes
loix le Clergé de se mêler des affaires temporelles. Tant il est
vrai que les desseins ambitieux de ce redoutable Corps peuvent
faire du mal à l'Etat, si le panchant qu'il a pour la grandeur se-
culiere n'est sagement reprimé par l'autorité souveraine.

Fin du
procès des
Refor-
mez con-
tre le
Parle-
ment de
Bearn.

Ce ne fut pas néanmoins par le jugement des partages que le
Conseil trouva bon de commencer. On y termina le quinziesme
de Septembre par un arrêt solennel, un procès qui avoit duré
près de sept ans, où le Parlement de Pau étoit partie contre les
Etats du país, le Gouverneur & les Reformez. Ce procès avoit
commencé par les entreprises de Lavie, premier President, qui avoit
formé le dessein de detruire la Religion Reformée dans cette Pro-
vince, & qui s'y étoit pris avec une extrême violence. Quand
il

il vit commencer dans le Languedoc, & ailleurs l'examen des droits d'exercice, il voulut en faire autant en Bearn, & fit interdire l'exercice du lieu de Lucq, dont j'ai parlé dans un autre lieu. Il fit des affaires à un grand nombre de Ministres à l'occasion des Annexes, & se fit envoyer une Commission de la Cour, pour faire enregistrer au Greffe de Pau la Declaration de 1634. qui n'avoit été donnée que pour le Languedoc. Les assemblées où les exercices se faisoient par un Ancien, ou par un Diacre; la residence des Ministres; les enterremens, les *Relaps*, toutes les choses sur lesquelles il portoit tous les jours du Conseil des reglemens fâcheux, lui servoient de pretexte de faire le procès à quelqu'un; & on ne voyoit à toute heure qu'adjournemens, decrets, emprisonnemens, bannissemens des Ministres de cette Province. La continuation de ces rigueurs obligea les Reformez de deputer Cotiere à la Cour, & de demander au Roi sa protection contre cet homme emporté, de qui tout le Parlement secondoit le faux zèle avec une lâche complaisance. Ils crurent même que l'injustice de ces vexations étoit assez criante pour leur faire obtenir une Chambre Mi-partie; & ils renouvelèrent sur cela leurs sollicitations avec beaucoup d'empressement. Le Conseil qui ne trouvoit pas bon que les Juges particuliers allassent plus vite que lui, & qui avoit encore quelques égards pour cette Province, tant à cause de sa situation au pied des montagnes, que parce que la plupart de la Noblesse étoit Reformée, accorda sur ces poursuites un arrêt le troisième de Mars 1664. qui ordonnoit au Procureur General d'envoyer les motifs de ceux qui avoient donné sujet à ces plaintes.

Lavie craignant de voir casser ces arrêts, fit de cette affaire celle de tout le Parlement, & fit passer une deliberation le vingtième de Mai qui le deputoit lui même au Roi, & lui donnoit pour adjoint Mesplez, l'un des Conseillers de cette Cour. Ils étoient chargez de remontrances où rien de ce que la fureur peut inspirer n'étoit oublié. Il y avoit plusieurs faits avancez contre la verité de l'histoire; & on ne manquoit pas d'y faire passer pour une cruelle persecution de l'Eglise Catholique, la punition que la Reine Jeanne avoit faite de la rebellion & de la perfidie de ces devots sujets, qui avoient voulu livrer aux Espagnols son pais, elle & ses enfans, pour les soumettre comme des *Heretiques* au tribunal

Deputation du Parlement en Cour, avec ses remontrances.

1670. nal de l'Inquisition. L'Edit que Henri IV. avoit donné pour le Bearn en 1599. y étoit cité comme une loi accordée par ce Prince à la *mauvaise humeur* de ses sujets, plutôt qu'à la justice & à la paix : & par un tour de raisonnement fort singulier, on se servoit des refus que le même Prince avoit fait plus d'une fois au Clergé, en repondant ses cahiers, de changer quelque chose aux dispositions de cet Edit, pour un temoignage public d'un grand desir de le faire. Ainsi quand il avoit mis à côté de l'article par lequel le Clergé lui demandoit la restitution des biens qu'il avoit autrefois possédez, *le Roi declare ne pouvoir rien changer en la jouissance des biens Ecclesiastiques* ; où à côté de quelque autre, *Sa Majesté ne peut pourvoir au contenu au present article*, cela vouloit dire, selon l'interpretation du Parlement, qu'il desiroit ardemment l'un & l'autre. A ce prix Louis XIII. avoit donné plus d'une fois aux Reformez de grandes marques de bienveillance ; puis qu'il leur avoit souvent refusé des graces importantes dans les mêmes termes.

XXXIII.

Supposition qu'il n'y a point de reglement pour la Religion en Bearn.

On tiroit de ces considerations cette consequence, que ni l'Edit de la Reine Jeanne, ni celui de Henri IV. ne devoient servir de rien dans le Bearn, parce que le premier n'étoit pas juste, & que le second n'étoit donné qu'à cause que le tems ne permettoit pas d'en donner un autre : & concluant de là qu'il n'y avoit point de reglement pour la Religion dans le Bearn, on disoit au Roi qu'il étoit obligé d'en donner quelqu'un, supposé qu'il voulût y laisser encore aux Reformez la liberté de conscience, qu'on appelloit *la malheureuse liberté de se perdre*. On vouloit aussi que l'Edit de Nantes n'y eût point de lieu, non pas parce que, comme le pais de Gex, cet Etat n'étoit pas alors sous la domination du Roi ; mais au contraire, parce qu'étant alors sous l'obeïssance de l'Auteur de l'Edit, il n'avoit pas voulu s'y soumettre, & il avoit demandé une loi particuliere. Il est remarquable néanmoins qu'en parlant ici de l'Edit de Nantes, ce Parlement reconnoissoit que le Roi avoit donné cet Edit *en matre, & que sa volonté y eut plus de part que la rebellion des peuples, qui n'étoient pas alors armés contre lui ; que ce fut moins l'ouvrage de la necessité que celui de sa clemence* : & quelques mots après, que ce caractère distingue cet Edit d'avec la plupart de ceux qui ont été accordés aux Reformez, dans des tems où l'autorité étoit plus foible

Confession que l'Edit de Nantes n'a point été exécuté.

XXXIII.2.

ble & la faction plus forte. Ce temoignage rendu à la verité 1670.
par un Parlement déclaré persecuteur merite d'être considéré,
quoi qu'il soit envelopé de quelques expressions que la passion a
dictées.

De tout cela ce Parlement concluoit que ce seroit faire grace, *Proten-*
que de laisser aux Reformez de Bearn deux lieux d'exercice, & *sions de*
qu'on pouvoit sans leur faire tort les reduire à un; & après avoir *ce Parle-*
ajouté quelques reflexions sur la nature des arrêts dont les Re- *ment.*
formez s'étoient plaints dans leur requête, & sur la justice qu'il *XXXIII. 3.*
y auroit à n'imposer point de necessité de les élire Jurats, com-
me on l'avoit fait jusques là en vertu des Edits de la Reine Jean-
ne, & de celui de 1599. ce qui donnoit encore à leur Religion
la face de la Religion du Prince, il reduisoit ses pretensions à sei-
ze articles, qui revenoient en substance à ceci. Que la deputa-
tion de Cotiere fût cassée comme illegitime; qu'on abolît en
Bearn l'exercice de la Religion Reformée, ou qu'on la reduisît
à deux lieux comme au pais de Gex; qu'on defendît aux Re-
formez toute sorte d'Assemblée, sur tout de Colloques, de Chefs
de famille, de Notables pour fortifier les Consistoires, principa-
lement dans l'intervalle des Synodes, qui devoient seuls être per-
mis, comme les Consistoires; qu'il fût defendu de nommer des
Agens ou Deputez de Colloques & de Synodes; de traiter dans
les Synodes d'autre chose que de la Discipline; d'y faire des de-
putations sans permission du Roi; d'écrire des lettres circulaires,
& d'envoyer des Ministres visiter les autres Eglises; que les Com-
missaires des Synodes fussent desormais Catholiques; qu'on de-
fendît toute collecte de deniers, si elle n'étoit permise par Lettres
patentes; que les Ministres, les Anciens & les Diacres fussent
obligez avant que d'entrer en charge de prêter serment d'inté-
grité, de fidélité & de soumission aux Edits & reglemens; que
les Reformez fussent reçus indifferemment aux Charges publi-
ques, à condition de ne pouvoir excéder le tiers du nombre des
Officiers, dans les lieux où ils étoient en nombre considerable;
d'être exclus des Charges uniques; de ne pouvoir assister à l'E-
tat, ni faire le departement aux Etats generaux, & de ne tenir
point d'assemblées de Communautéz & de deliberations publi-
ques, si les deux tiers des assistans n'étoient Catholiques; qu'ils
fussent reduits sur le sujet des Ecoles, aux termes des arrêts ren-

1670. dus sur ce sujet pour le reste du Royaume, & qu'ils ne pussent censurer ceux qui envoyeroient leurs enfans au Collège des Jésuites de Pau; que les Ministres ne pussent ni prêcher, ni résider alternativement en divers lieux, ni les Reformez faire leurs exercices à l'assistance d'un Diacre; que les Ministres parlassent de la Religion Romaine avec respect, s'abstinsent des termes de *persecution*, *malheur du tems* & semblables, & ne fissent imprimer de livres qu'avec approbation de deux d'entre eux, & permission des Officiers des lieux; que les Reformez gardassent les loix de l'Eglise Romaine pour l'observation des fêtes, l'usage de la viande, les tems du mariage, le son des cloches, & qu'ils ne pussent chanter leurs Pseaumes hors de leurs Temples qu'à voix basse; qu'il leur fût défendu d'enterrer leurs morts à d'autres heures qu'à la pointe du jour, ou à l'entrée de la nuit, de les accompagner en plus grand nombre que de dix personnes, & de les porter dans les Cimetieres des Catholiques, ni dans les lieux proches des Eglises; qu'ils rendissent aux Catholiques les portions des Cimetieres qui leur avoient appartenu autrefois, & qu'ils en achetassent d'autres à leurs depens; que dans les actes publics on ajoutât au mot de *Religion*, ceux de *pretendue Reformée*; que les enfans dont les peres seroient Catholiques, ne pussent être baptez ni élevez que dans l'Eglise Romaine, & que ceux qui naîtroient des mariages benits par un Prêtre, fussent aussi baptez & nourris dans la Religion Catholique: de quoi le Parlement rendoit pour raison, *que les fruits d'un arbre appartiennent au maître du sol dans lequel l'arbre a été planté*. Je ne doute pas que si les Reformez avoient prétendu retenir dans leur Religion, en vertu de cette maxime, les enfans de ceux dont les mariages auroient été celebrez dans leurs Eglises par un Ministre, le Parlement n'eût trouvé quelque moyen d'éluder sa propre raison.

Inter-
vention
du Cler-
gé.

Le Clergé de Bearn se joignit au Parlement, & députa au Conseil Hilaire Martin, Moine Barnabite, qui presenta sa requête pendant le mois de Juillet: de sorte que l'affaire se trouva liée au Conseil, & y prit la forme d'un procès ordinaire. Il y fut rendu arrêt le vingt & unième d'Octobre, qui renvoya les parties à l'Intendant Pelot, & au Baron de Jasses Commissaires en Guyenne, les chargeant de se transporter sur les lieux, d'y dresser un procès verbal de l'état des choses, de recevoir les memoi-
res

des & les instructions plus amples des parties, & de donner sur 1670.
 le tout leur avis au Roi. Cet équitable arrêt pensa mettre au de-
 sespoir Lavie & le Moine Barnabite, qui virent bien que leur
 dessein avorteroit, si on laissoit cette affaire entre les mains des
 Commissaires. C'est pourquoi ils firent tant remuer de ressorts,
 que cet arrêt ne fut point expédié, mais qu'il en fut rendu un
 autre au même Conseil, peu ferme dans les actes d'équité, qui
 commettoit l'Intendant seul pour dresser ce procès verbal, & l'ac-
 compagner de son avis. Cet arrêt fut donné le quinziesme de
 Decembre. Pelot se rendit à Pau trois mois après, & n'ayant
 reçu des memoires ni des instructions que du Parlement &
 du Clergé, il envoya un procès verbal tel qu'on le peut juger,
 dans une affaire où la partie attaquée n'avoit point été entendue.
 Mais ce procès verbal ne fut point rapporté, soit qu'on eût honte
 au Conseil d'autoriser les injustices que le Parlement & le Cler-
 gé n'avoient pas honte de proposer, soit qu'on eût d'autres af-
 faires plus pressées qui firent differer celle-ci. Mais pendant
 qu'on n'en parloit point, les Reformez qui se voyoient attaquez
 par toutes les forces de la Religion Catholique, & qui n'avoient
 pour toute defense que la justice de leur cause & leur innocence,
 foible secours contre des gens puissans & mal intentionnez, fu-
 rent assez heureux pour exciter la compassion du Marechal de *Le Ma-*
 Grammont, Gouverneur de la Province, Seigneur équitable qui *rechal de*
 n'approuvoit pas les violences & les injustices, & qui faisoit beau- *Gram-*
 coup d'estime de la Noblesse Reformée. Il y entra peut-être *mont*
 aussi un peu de jalousie, de ce que le Parlement entreprenoit *chargé*
 sans sa participation une affaire de si grande importance, qui al- *de ra-*
 loit tout renverser dans cette Province. Quoi qu'il en soit ce *porter*
 Seigneur arrêta un peu la chaleur de ces poursuites, & fit mé- *l'affaire*
 me en sorte qu'on le chargea de faire le raport de cette affaire
 devant le Roi.

Cela n'arriva qu'en l'année 1667. Mais en attendant il se tint *Procès*
 un Synode en Bearn au mois de Juillet, où Majendie l'un des *fait au*
 Ministres de la Province prêcha devant l'Assemblée. Il alla plu- *Ministre*
 sieurs Catholiques l'écouter, & entre autres des Moines & des *Majen-*
 Jolites. Sa véhémence ne leur plut pas; & ils l'accuserent d'a- *die.*
 voir parlé fort injurieusement des mysteres de la Religion Ro-
 maine. Ce qu'il y a néanmoins de plus fort dans les informa-

1670. tions, est qu'il avoit dit que les Reformez ne se devoient pas mettre fort en peine d'être excommuniés par le Pape, parce qu'ils l'excommunioient reciproquement, qu'on souffroit dans l'Eglise Romaine des Prêtres concubinaires, mais qu'on n'y en souffroit point de mariez; que les Prêtres portoient du pain en procession, & l'enfermoient dans des cabinets; qu'ils faisoient plusieurs signes de croix sur ce qu'ils apelloient le corps de JESUS-CHRIST. On voit bien que ces discours n'ont rien qui puisse être legitimately appelé blasphématoire; mais on ajoutoit qu'en parlant de ces signes de croix, il avoit demandé si les Prêtres qui les faisoient, avoient peur que le Diable n'emportât le corps de JESUS-CHRIST; & on l'accusoit d'avoir prononcé des bouffonneries qui avoient fait rire tout son auditoire. Tout cela n'étoit au fond qu'une noire & grossiere imposture. Ceux qui savent quel est le caractère des Ministres, n'ignorent pas qu'il n'y a rien qui leur soit plus défendu que la bouffonnerie dans leurs Sermons; & on ne croira jamais qu'un homme qui étoit en estime dans sa Province, eût pris l'occasion d'un Synode pour y faire le mauvais plaisant. Mais les témoins qu'on faisoit déposer contre lui ayant accoutumé d'entendre des Moines, qui se faisoient un grand plaisir de donner à rire à leurs auditeurs, crurent qu'il falloit attribuer le même caractère à un Ministre. Ils lui faisoient dire aussi des badineries dont il est certain qu'un homme de bon sens n'est pas capable; comme que Dieu n'avoit point commandé d'enfermer du pain dans des armoires, & choses semblables. Ce qu'on lui imputoit de plus odieux, étoit d'avoir appelé François d'Assise un Arlequin, & de l'avoir représenté au pied d'une échelle, au haut de laquelle étoit la Vierge Marie.

*Informa-
tions &
condam-
nation de
ce Mi-
nistre.*

Cette accusation étoit prise de ce que le Ministre avoit rapporté une vision monachale, qui se trouve dans les Legendes ou dans les Ecrits qui regardent la gloire des Moines Franciscains; où il est parlé de quelqu'un qui avoit vu une échelle qui touchoit le Ciel & la terre, au bas de laquelle étoit le Patron de cet Ordre qui montoit l'échelle, symbole de son Institut, comme un chemin assuré du salut; & au haut de laquelle paroissoit la Vierge bienheureuse, comme pour recevoir en sa protection ceux qui avoient pris ce chemin. Ce récit pouvoit avoir été fait in-

no-

docement par Majendie, qui s'en étoit servi pour montrer de 1670:
 quoi les Moines sont capables, & jusques où va l'extravagance
 de leurs visions. Mais la chose rapportée ou par un ignorant qui
 n'étoit pas capable de l'entendre, ou par un mal-honnête hom-
 me qui affectoit de l'envenimer, pouvoit passer pour fort crimi-
 nelle. Le Parlement de Pau fit néanmoins le procès à ce Minis-
 tre sur de telles dépositions, & d'abord l'accusé se tint caché, de
 peur de tomber entre les mains de la Justice, mais enfin il eut
 l'assurance de se rendre prisonnier, & de s'exposer ainsi à toute
 l'iniquité de ces Juges impitoyables. Il fut condamné par un ar-
 rêt du dix-neuvième de Decembre, à être conduit par le Con-
 cierge assisté de deux Huissiers dans la salle de l'audience, les
 plaids tenans, & à déclarer étant à genoux, les fers aux pieds,
 qu'il étoit mari & déplaisant d'avoir avancé dans le Prêche par
 lui fait dans la ville de Nay, & écrit dans ses livres remis au pro-
 cès les discours *diffamatoires & sacrileges* dont il se trouvoit
 convaincu, & qu'il en demandoit pardon à Dieu, au Roi & à la
 Justice. Il étoit ajouté que ces livres produits au procès seroient
 lacrez par le Greffier de la Cour, qu'après cette déclaration il
 seroit banni pour six ans du ressort de ce Parlement, & interdit
 pour jamais de toutes les fonctions du ministère; que les Consis-
 toires ne lui pourroient permettre de s'en mêler à peine de rebel-
 lion. Enfin il étoit défendu à tous les Ministres de prêcher, di-
 re ou écrire des paroles blasphématoires, diffamatoires & scanda-
 leuses contre l'honneur de la Religion Catholique, & de ses mys-
 teres, à peine de la vie: & l'arrêt portoit de plus d'expresses dé-
 fenses, tant aux Ministres qu'aux Synodes, de donner leur ap-
 probation à de semblables écrits, & d'en laisser imprimer aucun
 sans permission d'un Juge royal. Il paroît par l'arrêt que Majen-
 die avoit composé deux Ecrits, dont l'un étoit intitulé *Defense*
de l'union, & l'autre *l'enfant flottant*. Le Parlement ordonnoit
 qu'ils fussent supprimez, & que toutes les copies en fussent remi-
 ses au Greffe par les detenteurs, à peine d'être tenus pour com-
 plices des mêmes crimes.

Quoi que le Parlement par une moderation affectée, dans un
 tems où les Reformez avoient un procès contre lui au Conseil,
 où ils l'accusoient de passion & de violence, eût adouci quelque
 chose de la condamnation contre Majendie, & l'eût exempté de

Substan-
ce de
l'arrêt.

Remar-
ques par-
ticulieres
sur cet
arrêt.

1670. ce qu'il y a de plus infamant dans l'amende honorable, fâvoir le ministère du Bourreau, la corde au cou, la torche à la main, & d'être mené devant la porte de quelque Eglise en cet équipage; il y avoit néanmoins dans cet arrêt quelque chose de si odieux, que les Reformez en reçurent une sensible douleur, & prirent cette cruelle conduite pour un coup qui ouvroit la porte à toutes les fureurs de l'Inquisition. Qu'on fit un procès criminel à un Ministre pour les choses qu'il disoit dans ses Sermons, qui étoient la plus considérable partie du droit d'exercice, dont la liberté étoit accordée par les Edits si entiere & si generale à cet égard, c'étoit une injustice criante; mais qu'on lui fit ce procès ou pour avancer des choses dont il avoit de bonnes preuves, tirées des livres même des Docteurs ou des Historiens Catholiques; des choses de fait dont on avoit devant les yeux des démonstrations évidentes; des choses conformes à la Confession de Foi que les Reformez avoient publiée long-tems avant les Edits; qu'on reçût contre lui la deposition du premier venu, d'un ignorant qui n'entendoit & ne raportoit les choses qu'à demi, d'un scelerat qui signaloit son zèle par un temoignage qu'il avoit pris par cœur, & qui representoit les choses tout autrement qu'elles n'avoient été dites; qu'on fit dependre de semblables depositions l'honneur & la vie de l'accusé; qu'on n'eût point d'égard aux justifications de ses sentimens, qu'il pouvoit alleguer de bouche ou produire par écrit; qu'on le traitât en un mot de *blasphémateur* & de *sacrilege*, pour avoir prêché la doctrine commune des Reformez, & quelques-uns des motifs qui leur donnoient de la repugnance pour la Religion du Pape; c'étoit, ce semble, aneantir l'Edit, & le violer dans ses plus solennelles concessions. Cela même étoit plus douloureux & plus cruel en Bearn, où l'Edit de 1599. avoit donné bien plus d'étendue aux libertez des Reformez, que l'Edit de Nantes n'en donnoit à tout le reste du Royaume. Ce fut néanmoins une ouverture dont les Moines profiterent par tout ailleurs, & ils trouverent le moyen de faire de grandes affaires aux Ministres, sur les expressions les plus innocentes de leurs predications & de leurs écrits. J'en rapporterai dans la suite quelques exemples des plus remarquables.

Edits touchant l'état

Mais enfin le Marechal de Grammont ayant pris un tems assez long pour être bien informé de l'état des choses, & la paix d'Aix

d'Aix la Chapelle ayant donné au Conseil le loisir de penser aux affaires du dedans, le raport de ce grand procès fut fait devant le Roi, & il fut donné un Edit en date du mois d'Avril 1668. qui regloit en seize articles les libertez dont les Reformez jouïroient à l'avenir dans cette Province. Le Roi nommoit cet Edit une Loi generale, nette, absoluë, & n'oubloit pas à lui donner les qualitez de *perpetuel* & d'*irrevocable*. Par le premier article il reduisoit au nombre de vingt les lieux où l'exercice pourroit être continué à l'avenir, & afin qu'il n'y eût point de dispute nouvelle sur le choix de ces lieux, ils y étoient tous nommez. Entre ces vingt Oleron étoit conservé par provision seulement, en attendant, que le Roi en eût autrement ordonné. Il étoit de plus enjoint aux Ministres de ces lieux, d'y faire leur residence actuelle avec leurs familles. Par le second il étoit permis aux Reformez, d'avoir dans tous ces lieux à leurs depens de petites Ecoles, où on ne pourroit enseigner qu'à lire, à écrire & l'Arithmetique. Le troisième ordonnoit qu'on leur delivrât des lieux pour leur servir de Cimetieres, à une distance proportionnée de ceux des Catholiques, & il étoit porté que les Reformez indemniferoient les propriétaires des places qui leur seroient delaisées. Le quatrième defendoit au Parlement de prendre connoissance des differens qui concernoient la Discipline, les renvoyoit aux Consistoires, & en cas que quelqu'un voulût se pourvoir contre les deliberations qui y seroient prises, le Roi reservoit ces causes à lui & à son Conseil. Le cinquième & le sixième regloient la question de l'élection des Jurats, où les Reformez étoient admis à condition qu'ils ne pourroient excéder le tiers, & qu'il ne fût expédié aucun mandement sans être signé au moins des deux tiers de Catholiques. Mais il étoit defendu au Parlement de connoître des contestations qui pourroient naître sur cette matiere; le Roi en reservoit la jurisdiction à son Conseil, & vouloit seulement qu'avant que de porter ces affaires au Conseil, ceux qui se voudroient pourvoir communiquassent leurs plaintes à leurs parties, & en suite au Gouverneur, & en son absence au Lieutenant de Roi. C'est-à-dire qu'on faisoit le Gouverneur premier Juge de ces contestations, pour épargner aux parties, s'il étoit possible, la peine & les frais d'un voyage de près de deux cens lieues. Le septième ratifioit toutes les donations

de la Religion
dans le
Bearn.
XXXII,

&c

1670. & legs faits ou à faire pour l'entretienement des Ministres, Docteurs, Ecoliers & pauvres de la Religion Reformée, & autres causes pies. Le huitième renvoyoit les Reformez au Parlement pour toute sorte d'affaires civiles & criminelles, & ne permettoit les recufations & les évocations que dans les cas de Droit. Le neuvième & le dixième ordonnoient au Parlement de recevoir les Avocats sans distinction de Religion, & d'admettre les Reformez aux Maîtrises par les formes d'apprentissage & de chef-d'œuvre; mais ils demeuroient privez du benefice des Lettres de grace. L'onzième portoit que dans les petites Juridictions, en cas de maladie ou d'absence du Juge ordinaire, les procès ne pussent être portez qu'au plus ancien Avocat Catholique. Par le douzième les Reformez étoient admis aux fermes royales; mais exclus de la ferme du Greffe du Parlement: & le suivant les privoit aussi des Charges uniques. Le quatorzième les exemptoit de contribuer aux reparations des Eglises, Chapelles & Presbyteres par capitations, s'ils n'y étoient obligez par quelques dispositions de leurs Auteurs, ou s'ils ne possédoient des dimes. Cet article les laissoit tacitement sujets à payer leur part des taxes reelles, imposées à raison du fond. Le quinzième défendoit également aux Reformez & aux Catholiques, d'induire les enfans les uns des autres à changer de Religion, avant l'âge de douze ou de quatorze ans selon leur sexe; & en attendant il ordonnoit qu'ils fussent élevez par leurs parens dans la Religion où leur pere seroit mort. Le dernier enfin portoit que les Declarations & les arrêts generaux qui servoient de reglement entre les sujets du Roi, fussent exécutez en Bearn comme dans tout le reste du Royaume. Ainsi cette Province qui avoit eu si long-tems ses loix à part, fut envelopée dans la même incertitude où se trouvoient alors toutes les autres Eglises.

*Prejudi-
ces cau-
sex par
cet Edit.*

On ne sauroit exprimer combien cet Edit faisoit de prejudices aux Eglises de cette Principauté. On prouvoit le droit d'exercice aquis & continué dans cent vingt-trois lieux, où il y avoit pour le moins dix familles residentes; & ces preuves étoient si claires, que les Moines même qui sont capables de tout, n'avoient pas la hardiesse de les contester. Il y avoit quatre-vingts-six Temples, & comme quelques-unes de ces Eglises étoient annexes des autres, il y avoit quarante-six Eglises de residence, où le

le Ministre étoit actuellement domicilié. C'étoit donc une cruelle 1670.
 le reduction que celle qui ne leur laissoit que vingt lieux d'exercice
 & de residence. De même les articles qui parloient de leurs Eco-
 les, de leur élection aux Charges, de leurs recusations & de
 l'évocation de leurs causes, les faisoient tomber d'un haut degré
 de liberté dans une espèce de servitude, qui les mettoit à la dis-
 cretion de leurs ennemis. Principalement le dernier les assujet-
 tissoit à tous les arrêts surpris par le Clergé, & à la Declaration
 de 1666. C'est pourquoi Hilaire Martin Député du Clergé de
 Bearn, lui rendant compte de ses poursuites, faisoit beaucoup
 valoir ses victoires, & parloit de cet Edit dans ses lettres com-
 me d'un véritable triomphe de la Religion Catholique. Cepen-
 dant Lavie ne fut pas content de ces avantages, & il fit en sor-
 te que le Parlement en verifiant cet Edit se reserva la liberté de
 faire des remontrances.

Ainsi les Reformez qui perdoient presque tout par cet Edit, *Atten-*
 n'eurent pas même la consolation d'être assurez qu'on leur laisse-
 roit le reste. Mais ce qui leur fit obtenir quelque relâche fut pre-
 mierement, que Lavie & ses adherans se prirent au Marechal *tats & mortifi-*
 de Grammont, de ce que leurs desseins n'avoient pas eu un par-
 fait succès; & lui firent un procès sur plusieurs questions qui re-
 gardoient les privilèges du Gouverneur. Les Reformez ne man-
 querent pas de se mettre sous la protection de ce Seigneur, qui
 mit encore les Etats du pais dans ses interêts. En second lieu la
 Declaration de 1666. ayant été révoquée par celle du premier de
 Février 1669. celle-ci fut envoyée au Parlement de Pau pour
 l'enregistrer. L'arrêt qui fut rendu sur ce sujet ne plut pas au Roi,
 parce qu'on ne vouloit plus entendre parler à la Cour de l'an-
 cienne forme d'enregistrement, où les Parlemens se reservoient à
 faire des remontrances, & cependant modifioient les articles qui
 ne leur étoient pas agreables. Le Roi donc écrivit le douzième
 de Juin 1669. au Comte de Guiche, à qui le Marechal de Gram-
 mont son pere avoit cédé ce Gouvernement, & témoignant n'é-
 tre pas satisfait des sujets de plainte, que ce Parlement avoit don-
 nez aux Reformez sur l'exécution du dernier Edit, il ordonnoit
 à ce Seigneur de le faire exécuter de point en point, sans restric-
 tion, ni limitation, ni interpretation, selon l'autorité de sa Char-
 ge, & de faire envoyer en Cour les motifs des contraventions,

1670. qui avoient donné sujet aux Reformez de se plaindre. Ces ordres n'ayant pas mis le Parlement à la raison, il fallut les réitérer à l'occasion de l'arrêt d'enregistrement de la Déclaration du mois de Février, dont les termes ne furent pas trouvez conformes aux intentions du Roi. C'est pourquoi le Roi écrivit & au Comte de Guiche & au Parlement, pour faire rendre un autre arrêt d'enregistrement pur & simple.

*Marques
de sa
passion.*

Ces lettres furent obtenues par les sollicitations du Seigneur d'Auture, Député des Eglises de Bearn, & le Parlement se trouva si mortifié par ces ordres redoublez, que n'osant s'en prendre à la cause principale, il tourna toute sa fureur contre d'Auture, à qui il fit tout le mal que l'injustice peut faire, quand elle ne trouve pas pour s'exercer tous les pretextes qu'elle desire. Toute la famille de ce Gentilhomme s'en ressentit. Le pere, les sœurs, les proches parens se trouverent enveloppez dans mille affaires, & la passion du Parlement parut si à decouvert dans quelques procédures, que d'Auture obtint aisément du Roi une évocation generale de toutes les affaires civiles & criminelles, tant de lui que de son pere & de ses sœurs. Cependant le Parlement envoya de nouveaux Deputez en Cour, & les chargea de divers griefs contre les Etats du pais, le Comte de Guiche & les Reformez: & reciproquement les Etats, le Gouverneur & les Eglises y formerent de grandes plaintes contre ce Senat, & principalement contre le premier President, homme ambitieux, entreprenant & brouillon, & qui étoit sur tout animé contre les pretendus *Heretiques*, d'une passion qui ressembloit bien plus à la rage qu'à la pieté. De sorte qu'il se forma entre ces diverses parties un des plus grands & des plus importans procès qu'on eût jamais vus au Conseil. Le Cahier des Etats contenoit cinquante-trois articles, qui faisoient voir que le Parlement avoit presque aneanti toutes les anciennes libertez du pais, & qu'encore qu'il fût un des plus nouveaux du Royaume, il savoit aussi parfaitement que les plus anciens tous les moyens d'épuiser la bourse des plaideurs, & de rendre les affaires éternelles. De son côté le Parlement ayant en tête trois diverses parties, presenta trois chapitres de plaintes. Le premier contenoit dix articles contre le Comte de Guiche, qui usoit de son autorité d'une maniere dont le Parlement se trouvoit deshonoré: mais sur tout le huitième

*Grand
procès
formé
au Con-
seil.*

me de ces articles tendoit à lui ôter la connoissance de tous les procès & différens qui pouvoient naître de l'exécution du dernier Edit, publié sur les affaires de Religion. Le Parlement qui trouvoit la conduite du Comte dans les affaires de cette nature trop équitable & trop modérée, vouloit se réserver la juridiction contentieuse, pour en disposer avec plus de severité. Le second chapitre contenoit huit articles contre les Etats, & les principaux revenoient à priver le pais de la protection du Gouverneur, à qui les Etats avoient accoutumé de porter leurs plaintes, quand le Parlement entreprenoit quelque chose au prejudice de leurs libertez.

Mais le troisiéme chapitre contenoit onze articles contre les Reformez. Le premier demandoit qu'il fût déclaré que le Parlement n'étoit point leur partie; ce qui vouloit dire au fond que toutes les injustices qu'il leur faisoit devoient être autorisées, & passer pour legitimes, comme étant des actes émanez de Juges competens & non suspects. Le second demandoit la reduction du nombre des Temples à dix, à condition de retrancher ceux qui se trouveroient dans les villes, & principalement ceux de Pau & d'Oléron. Le troisiéme demandoit la reduction des lieux d'exercice qui se trouvoient dans trois lieues de pais dependant du Diocèse d'Aqs, ou de Dax comme les gens du pais le prononcent, à un ou deux au plus, pretendant qu'un plus grand nombre étoit superflus. Cependant c'étoit le quartier du Bearn, ou du pais appellé Lannes ou Landes, où il y avoit le plus de Reformez. Le quatriéme demandoit un reglement sur le nombre des Ministres, qui pourroient être au service de chaque Eglise. Le suivant demandoit qu'il fût defendu aux Eglises, de fournir quelque chose à l'entretien des Ministres des autres lieux d'exercice: mais il ajoutoit une proposition nouvelle, dont le Clergé a bien fait son profit depuis, savoir que les fonds & les deniers qui auroient appartenu aux Eglises interdites, fussent remis entre les mains des Jurats, pour être employez à l'entretien des pauvres, des Hôpitaux & des Colleges, si le Roi n'aimoit mieux les appliquer aux Eglises, qui, disoit-on, avoient été desolées par les Reformez. Le sixiéme vouloit empêcher que les Regens des Reformez ne fussent payez des deniers communs. Le septiéme pour rappeler au Parlement sous quelque pretexte les causes de

Articles
contre les
Reformez.
XXVII.

1670. Discipline, dont le Roi lui avoit ôté la connoissance par le quatrième article de l'Edit de 1668. demandoit que cette jurisdiction fût laissée au Parlement, quand les reglemens de l'Etat & l'autorité du Roi y seroient interessez. C'est à dire que le Parlement vouloit pouvoir juger des affaires de Discipline, & des arrêz des Consistoires toutes les fois qu'il pourroit les faire passer pour une desobeissance : chose aisée dans un tems où des remontrances faites à un homme qui ne paroissoit pas assez ferme dans la Religion, étoient un crime d'Etat. Le huitième demandoit la revocation de l'évocation des affaires expliquées par le cinq & sixième articles de l'Edit, & prioit le Roi d'être assuré de la moderation du Parlement. Le neuvième demandoit ou que le Roi limitât le nombre des Reformez qui pourroient entrer dans les Corps & Maîtrises, ou qu'il en laissât le soin au Parlement. Et pour donner un prejuge de ce qu'il feroit, s'il en étoit le maître, il alleguoit la reduction faite au Parlement de Rouën d'un Reformé contre quatorze Catholiques. Le dixième vouloit exclure les Reformez non seulement de la ferme du Greffe, comme il étoit porté par l'Edit ; mais aussi de l'exercice des Charges de Greffiers, de Notaires & d'Huissiers par commission du Fermier. Enfin le dernier vouloit faire expliquer que les Reformez du Bearn demeureroient exclus du benefice de l'Edit de Nantes, quoi que par le dernier article de l'Edit de 1668. ils fussent assujettis à tous les reglemens qui seroient donnez touchant la Religion pour le reste du Royaume.

*Cahier
des Re-
formez.
xxxvi.
2.*

Ces chapitres étoient signez du premier President, & de Broffer Avocat General, Deputez du Parlement. Les Reformez répondoient à ces injustes demandes par un cahier de pretentions contraires : & demandoient que le Parlement fût jugé non recevable à ce qu'il avoit dit contre l'Edit de 1668. & contre la Declaration de 1669. & qu'ainsi l'un & l'autre fussent exécutez sans limitation ni restriction : que l'Edit de Nantes fût executé en Bearn dans les choses où il ne se trouveroit point contraire à l'Edit de 1668. que le Temple d'Oleron fût conservé, & que pour la commodité des Reformez, le Roi leur en accordât encore une douzaine d'autres dans des lieux où ils leur étoient necessaires : que les Seigneurs de Fief ayant Bayle, Jurats & Cour, c'est à dire, comme on parloit en d'autres Provinces, ayant haute Ju-
stice,

fit, pouvoient avoir l'exercice de leur Religion dans leurs Châteaux : qu'outre les Ecoles publiques, permises dans les lieux d'exercice, ils en pussent tenir de particulieres à leurs depens à portes fermées ; & continuer de payer des deniers communs les Regens qui avoient accoutumé d'en tirer leurs gages ; sur quoi on demandoit la cassation de divers arrêts que le Parlement avoit rendus contre les nouveaux Edits. Quelques-uns de ces arrêts portoient que les deniers qui seroient employez au payement des Regens Catholiques, seroient levez sur tous les habitans des lieux où ils étoient établis conjointement avec les deniers de la taille, & par les mêmes Collecteurs. De sorte que les Reformez étoient contraincts de contribuer comme les autres à l'entretien de ces Regens, que les Catholiques ne manquoient pas de choisir les plus seditieux & les plus malins qu'il étoit possible, afin que les Reformez eussent toujours des affaires avec eux. C'étoit donc quelque chose de fort inhumain & de fort injuste, que d'obliger les personnes de la Religion à fournir leur part des gages de ces malhonnêtes gens, qui n'étoient payez que pour leur mal faire.

En suite de ces articles les Reformez demandoient que les mots de *Colloques* & de *Synodes*, omis dans le quatrième article de l'Edit de 1668. où il n'étoit parlé que des Consistoires, y fussent ajoûtez ; de peur que cette omission ne donnât lieu au Parlement de leur interdire l'usage de ces Assemblées. Ils ajoûtoient une demande en faveur des Reformez de Sallies, où l'Edit ne permettoit pas que l'élection des Jurats se fit suivant la même règle que dans le reste de la Province. Ils requeroient après cela que le Parlement fût obligé de recevoir les Avocats Reformez, quand ils rapporteroient en bonne forme leurs lettres de Licence, ou qu'après avoir été reçus en d'autres Parlemens, ils représenteroient leurs matricules : qu'il fût permis aux Reformez de prendre les Greffes à ferme, comme ils avoient fait auparavant : qu'il fût defendu au Parlement de troubler les Reformez dans l'éducation de leurs enfans. On citoit sur ce sujet sept arrêts du Parlement, rendus contre les peres & les meres de qui les Catholiques avoient enlevé les enfans. L'Evêque d'Oleron, le Vicaire de Pau, un nommé Verges, & d'autres Catholiques pleins de zèle se signaloient par l'enlèvement de tous les enfans

*Suite des
plaintes.*

*Enlève-
ment des
enfans.*

1676. qui pouvoient tomber entre leurs mains : & le Parlement sans avoir égard à l'âge , autorisoit toujours les effets de cette pieuse violence ; de sorte qu'il condamnoit même les peres, sous le pretexte de quelque opposition qu'ils avoient faite aux entreprises de ces ravisseurs , à de gros interêts , & à de grosses amendes. Il en avoit coûté par cette raison cinq cens livres au nommé la Benesie , outre les depens de ses parties à quoi le Parlement l'avoit condamné.

*Diverses
plaintes
contre le
Parle-
ment.*

L'article onzième contenoit plusieurs plaintes contre le Parlement ; & demandoit la cassation de plusieurs arrêts , où il avoit fait paroître une passion extraordinaire : jusques à faire des affaires criminelles aux Reformez , quand un domestique Catholique étoit entré avec eux dans leurs Temples , pour leur y rendre quelque service. Il se mêloit aussi d'empêcher les mariages des Reformez au troisième degré , comme étant defendus par les Canons ; & il vouloit empêcher les Medecins Reformez d'exercer leur profession dans les Hôpitaux. On ne voyoit qu'aujourd'hui , decrets , emprisonnemens , condamnations contre les Reformez , aussi-tôt qu'ils faisoient la moindre opposition à l'execution de ces arrêts , même dans les termes , & selon les formes de la Justice. Mais une des plaintes les plus remarquables que cet article renfermoit , étoit que ce Parlement ayant condamné le Temple de Sallies , les Reformez avoient fait casser cet arrêt au Conseil , & remettre les choses en leur premier état : mais il n'avoit pas été possible de faire enregistrer cet arrêt au Parlement , qui au contraire avoit embarrassé de mille procédures criminelles , ceux qui lui avoient fait recevoir cet affront par leurs diligences. L'article suivant étoit aussi un recueil de diverses plaintes des arrêts que ce Parlement avoit rendus contre plusieurs personnes ; & principalement contre Majendie , de qui j'ai parlé ci-devant , contre quelques Ministres condamnés à diverses peines sous le pretexte de leur residence ; contre quelques particuliers jugez par default au prejudice des loix du pais , lors qu'ils avoient le Procureur General pour partie. Entre les autres plaintes on y peut remarquer celles-ci , comme les plus considerables , que le Parlement vouloit empêcher les Reformez de lever sur eux certaines sommes que le Roi leur avoit permis d'imposer , pour les frais faits à la poursuite de l'Edit de 1668, que le Parlement faisoit

faisoit intercepter les lettres que les Reformez & leurs Deputez 1670. s'écrivoient reciproquement ; qu'il empêchoit l'exécution des arrêts du Conseil, & des commissions du grand Sceau, & decretoit contre les Huissiers qui osoient les signifier, sans prendre des lettres de Pareatis, & contre les particuliers à la requête de qui ces diligences étoient faites. La conclusion de ces plaintes étoit qu'il fût défendu au Parlement de se mêler des affaires de Religion, & qu'elles fussent renvoyées au Gouverneur : à quoi on ajoutoit une requête tendant à obtenir pour la famille d'Auture, & pour les Ministres du païs une évocation de toutes leurs affaires devant d'autres Juges plus équitables : & pour tous les Reformez le privilege de reculer deux Officiers du Parlement en matiere civile, & trois en matiere criminelle.

Ce grand procès fut instruit dans toutes les formes ; & les parties écrivirent ce qu'elles voulurent les unes contre les autres. Le Duc de Grammont intervint contre le Parlement par des remontrances qui furent jointes au procès ; & il ne sembloit pas que ce Parlement pût soutenir contre une si forte partie tant d'injustices qu'il avoit faites. Mais le Clergé entroit dans ses interêts ; & comme le Roi lui demandoit de l'argent, il fallut pour le disposer à l'accorder de meilleure grace, faire quelque chose d'un autre côté dont il fût content. C'est pourquoi il en coûta encore aux Reformez quelques unes des libertez que le dernier Edit leur avoit laissées. Il fut donc rendu le quinzième de Septembre un arrêt fort solennel, & avec pleine connoissance de cause, au rapport de Puffort ; l'un des plus habiles du Conseil. Le Roi y faisoit perdre & gagner quelque chose aux autres parties : mais il y avoit peu d'articles sur lesquels les Reformez ne reçussent quelque atteinte. Sur le huitième article des plaintes du Parlement contre le Comte de Guiche, le Roi laissoit à ce Seigneur l'autorité de juger des contestations qui naistroient de l'exécution de l'Edit de 1668. mais cela devoit avoir lieu seulement jusqu'à ce que le Roi en eût autrement ordonné : & en attendant le Comte pouvoit seul & sans adjoint donner des jugemens provisionnels sur les affaires qui lui seroient présentées : mais pour juger définitivement le Roi lui adjoignoit d'Aguesseau, Commissaire départi dans la Generalité de Bourdeaux. Ainsi les Reformez étoient privez de la consolation d'avoir au moins un Juge de leur

Arrêt
contradi-
ctoire du
Conseil.

Reli-

1670. Religion, dans les affaires qui regardoient leurs libertez, & il falloit qu'ils dependissent de deux Catholiques, dont le plus équitable, qui étoit le Comte de Guiche, n'étoit pas le plus autorisé. On fait que non seulement les Intendans ont bien plus de connoissance des affaires que les gens d'épée, mais que dans toutes les commissions où ils entrent ils ont toujours la principale autorité, comme étant chargez des ordres secrets de la Cour, & d'ailleurs envoyez exprès dans les Provinces pour abaisser toutes les autres Puissances sous celle du Roi.

*Articles
touchant
la Reli-
gion.
XXXVII.*

Le Roi repondoit, après avoir jugé les autres parties, à tous les articles que le Parlement avoit proposez contre les Eglises: & ordonnoit sur le premier que le Parlement ne pourroit être réputé leur partie; & que dans l'élection des Deputez qui seroient envoyez aux Etats, on ne feroit nulle distinction de Religion, pourveu que le nombre des Reformez qui seroient deputez ne fût pas au dessus du tiers. Sur le second & le troisième, le Roi laissoit aux Reformez les vingt lieux d'exercice qui leur avoient été accordez par le premier article de son Edit. Sur le quatrième & le sixième il reduisoit au nombre de deux les Ministres que chaque Eglise pourroit avoir à son service; il permettoit qu'ils fussent payez des contributions de tous les lieux dependans de leur Eglise; mais il defendoit de prendre les gages du Ministre d'un lieu sur les contributions & les collectes des autres. Et à l'égard des Ecoles, il ne permettoit d'en avoir qu'une dans chaque lieu, n'y d'y avoir qu'un Regent, ni de le payer d'autres deniers que de ceux de ses Écoliers, ou de ceux du lieu. Sur le cinquième il étoit équitablement ordonné, que le fond des Consistoires qui avoient été supprimez appartiendrait & seroit appliqué aux Temples & Consistoires desquels dependoient, depuis la suppression, les lieux dont les Consistoires avoient été supprimez: & d'ailleurs le Roi permettoit aux Reformez de disposer à leur volonté des Temples interdits qui avoient été bâtis à leurs depens, des fonds qui leur appartenoient, & des meubles qui s'y pourroient trouver. Mais à l'égard des Temples bâtis sur le fond des Communautés, ou à frais communs, le Roi renvoyoit au Comte de Guiche la connoissance des contestations, & lui ordonnoit d'appliquer à quelque dépense utile ce qui en reviendrait aux Communautés interressées. Sur les articles septième, huitième, neuvième,

me & dixième le Roi ordonnoit l'exécution du quatrième, cin- 1670.
quième, sixième, neuvième & douzième articles de son Edit de
1668. & en passant il ordonnoit que les Avocats Reformez fus-
sent reçus au Parlement sans distinction de nombre, ni limitation
de Religion, en rapportant leurs Licences, & observant les forma-
litez ordinaires. Sur l'onzième le Roi vouloit que les Declara-
tions & les arrêts donnez depuis la paix des Pyrenées, pour ser-
vir de reglement entre les Catholiques & les Reformez, fussent
observez dans le Bearn, comme dans les autres Provinces du
Royaume, en ce qu'ils ne se trouveroient point contraires au
dernier. Par ce reglement on privoit cette malheureuse princi-
pauté de la protection de l'Edit de Nantes; & en même tems
on l'assujettissoit à toutes les loix nouvelles, qui autorisoient les
chicanes du Clergé contre les dispositions du même Edit.

Ces décisions sur les articles du cahier présenté par le Parlement *Decisions*
jugeoient en même tems plusieurs de ceux dont les Reformez *sur le ca-*
avoient composé leur requête: mais le Roi ne laissoit pas d'or- *hier des*
donner encore plusieurs choses particulieres sur le cahier de ceux *Refor-*
ci. Il confirmoit donc ce qui étoit porté par l'Edit de 1668. tou- *mez.*
chant l'élection des Jurats; tant pour tout le Bearn, que pour la *XXXVI.*
ville de Sallies, dont les habitans Reformez demeuroient privez
de leur part de ces Offices: & de peur même qu'on ne crût que
l'intention du Roi étoit qu'on élût necessairement le tiers des Ju-
rats du nombre des Reformez, le Clergé avoit fait employer ici
que le nombre des Jurats Reformez ne pourroit excéder le tiers,
mais qu'on pourroit en élire un nombre moindre que le tiers.
De sorte qu'on pouvoit aisément n'en nommer pas un, dans les
lieux où les Catholiques avoient la pluralité des voix. Il ne lais-
soit d'ailleurs aux Reformez nul droit de recusation, que quand ils
en auroient cause legitime. Sur toutes les autres demandes, ar-
ticles & memoires, le Roi mettoit les parties hors de Cour &
de procès.

On peut remarquer dans cet arrêt que le Conseil, selon sa cou- *Nouvel-*
tume, n'avoit eu égard au cahier des Reformez que pour les de- *les affai-*
bouter de leurs demandes, & n'avoit exprimé sur ce sujet que *res susci-*
des refus. Il y avoit donc lieu de croire que leurs parties, qui *tées de-*
avoient obtenu plusieurs choses à leur prejudice, seroient conten- *puis l'ar-*
tes de ce nouveau reglement, & que leur passion étant satisfaite *rêt.*

1670. par tout le mal qu'elle avoit causé aux Eglises de ce pais , leur laisseroit après cela posséder paisiblement le peu qui leur restoit de leurs anciennes libertez. Les Reformez même se flatoient de cette esperance , qu'ayant trois reglemens nouveaux rendus en trois ans , après une longue discussion de la matiere , après avoir tant donné d'avantages aux Catholiques , & porté tant de coups funestes aux privileges des Eglises , au moins on ne leur dispute-roit plus le peu qu'on leur avoit laissé. Un Edit solennel en 1668. après quatre ans de poursuites ; une Declaration authentique en 1669. que le Roi avoit envoyée en Bearn de son propre mouvement , & en execution du dernier article de l'Edit precedent ; enfin un arrêt en 1670. rendu sur les écrits & les contestations du Gouverneur , du Parlement , des Etats , des Eglises : c'étoient trois reglemens qui devoient avoir mis fin à ces longs differens , & posé des fondemens certains de ce qui devoit être observé à l'avenir , touchant la Religion , dans cette Province. Les Reformez se consoloient de leurs pertes , par l'apparence qu'il y avoit que ces diverses Loix en auroient arrêté le cours ; & que désormais ils jouiroient en sûreté des restes de leur ruine. Mais il arriva tout le contraire ; en peu de tems on leur donna de quoi dresser un nouveau memoire de plaintes qui contenoit plus de cinquante griefs : & Lavie leur infatigable persecuteur , trouva encore le moyen de leur susciter de nouvelles affaires , dont on n'a vu arriver la fin que par les *conversions* forcées de presque tous les Reformez du Royaume.

*Droit
d'exerci-
ce Cha-
renton.*

L'exercice de Charenton ne fut pas exempt des attaques du zèle Catholique. Les Seigneurs du lieu avoient renouvelé leurs anciennes oppositions , pendant la Regence de la Reine Anne d'Autriche : & sur leur requête l'affaire avoit été mise entre les mains de Bignon Maître des Requêtes. Mais ce procès ne fut ni poursuivi , ni rapporté ; & les Reformez jouirent de leurs exercices sans empêchement jusqu'à cette année , que François le Bossu Seigneur du lieu leur voulut ôter cette liberté. Il presenta pour cet effet sa requête au Parlement , qui par un arrêt du dix-neuvième d'Août ordonna que les parties fussent assignées. Le Consistoire , pour parer le coup , se pourvut au Conseil , appuyant particulièrement sur ce que Henri IV. par ses Lettres patentes du 1. d'Août avoit ôté au Parlement la connoissance de cette
affai

affaire. Le Roi, quand on lui en parla, semoigna qu'il trouvoit 1670, que l'exercice des Reformez étoit bien à Charenton: & le seizième de Septembre il rendit un arrêt par lequel le Consistoire étoit déchargé de l'assignation qui lui avoit été donnée, & il étoit fait défenses au Parlement de connoître de cette cause, & au Seigneur de Charenton d'y faire de poursuites, à peine de trois mille livres d'amende, nullité & cassation des procédures. Ce mauvais succès n'éteignit point le zèle de ce Seigneur, qui le deuxième de Janvier de l'année suivante passa une protestation devant Notaire, portant que ce qu'il avoit reçu l'acte de foi & hommage que le Consistoire lui avoit rendu, ne pourroit l'empêcher de continuer des poursuites pour faire cesser l'exercice à Charenton. Elles demourerent néanmoins interrompues: & les Reformez s'assemblerent au même lieu sans empêchement, jusqu'à la revocation de l'Edit.

Je ne ferai pas un long recit de quelques affaires particulieres *Ordonnances des Commissaires de Tours.* qui furent jugées par les Commissaires de la Generalité de Tours. Le Roi Louis XIII. avoit accordé de grace speciale aux habitants de Mirebeau, de faire l'exercice public de leur Religion dans un certain lieu, designé par son Brevet du dix-septième Mai 1612. Cet établissement avoit été negligé comme beaucoup d'autres: mais la Noblesse Reformée du pais se ravisa, quand elle vit les Commissaires travailler à l'exécution de l'Edit; & elle voulut faire revivre ce droit dont on n'avoit jamais joui. Comme ils n'avoient de titre que ce Brevet, & une lettre de Cachet du douzième de Juillet de la même année, adressée au Senechal de Mirebeau pour lui ordonner de l'exécuter, les Commissaires furent d'un même avis, & debouterent les Reformez de leur pretention, par une Ordonnance du douzième d'Août. Deux jours après ils condannerent l'Eglise de l'Isle Bouchard, qui s'assembloit à Maune, proche de la ville. Les Reformez s'y étoient maintenus, depuis que cette Seigneurie avoit été acquise par le Cardinal de Richelieu, mais comme il étoit certain que l'exercice y avoit été fondé autrefois par le Seigneur, & s'étoit fait dans la Chapelle du Château, on ne put maintenir ce droit contre le Syndic du Clergé, quoi que le Seigneur Catholique l'eût toléré jusques là. Il fut donc interdit par les mêmes Commissaires le quatorzième du même mois: non pas sans que les Reformez mur-

1670. murassent de la facilité du Seigneur d'Hoirai, qui n'avoit pas voulu faire de partage.

*Fuge-
ment des
partages.*

Cependant l'Assemblée du Clergé pressoit le Conseil de travailler au jugement des partages ; & comme on avoit dessein de lui complaire, pour tirer d'elle de plus grosses contributions, on s'y disposa aisément. Au bruit qui se repandit par tout qu'on alloit reprendre la suite de cette sorte d'affaires, les Deputez des Eglises accoururent à Paris, pour aviser aux moyens de se défendre. On remit encore en deliberation s'il étoit à propos de se presenter, ou d'abandonner ces affaires & de laisser faire le Conseil. Quelques Deputez même apportèrent par écrit sur ce sujet l'avis de leurs Provinces : mais on crut encore une fois qu'il se falloit tenir à la resolution déjà prise, & défendre le mieux qu'il seroit possible toutes les Eglises attaquées. La Vrilliere donc étant prêt d'entrer au Conseil le dix-huitième de Novembre, les Deputez lui demanderent justice, & le prierent d'avoir égard à la solidité des preuves par lesquelles les Eglises demontroient le droit de leurs établissemens : mais ce Ministre qui n'étoit pas alors en bonne humeur, leur repondit cruellement qu'il alloit leur *casser les bras & les jambes*. La premiere affaire qui fut mise sur le bureau fut celle du petit Temple de Mompellier. Les Reformez y avoient eu jusques là deux Temples, comme dans quelques autres villes de Languedoc. On n'osa les attaquer les premiers, parce qu'on ne croyoit pas qu'il fût aisé de leur faire perdre un avantage qu'on ne leur avoit jamais disputé, que Fenouillet même leur Evêque & leur plus grand ennemi, que Valencé leur Gouverneur, qui avoit pris tant de plaisir à les persecuter ; & qui avoit eu assez de credit pour le faire impunément, ne leur avoient osé contester. Mais quand on eut fait abattre ceux de Montauban, de Castres & de Nîmes, on crut que celui de Mompellier pourroit avoir le même destin ; & le Syndic du Clergé porta la cause devant les Commissaires. Il n'alleguoit pour moyens que ce que ce Temple avoit été bâti depuis l'Edit, en 1604. & sans expresse permission du Roi : mais les Reformez prouvoient par des titres incontestables qu'ils avoient fait l'exercice de leur Religion en plus d'un lieu de la ville dès l'année 1563. Ils produisoient même des Lettres patentes du vingt-deuxième de Mai 1600. qui portoient une expresse permission de faire & continuer les exercices

*Petit
Temple
de Mompellier.
XXXVII.*

cices de leur Religion, dans le lieu où ce petit Temple fut bâti 1670.
trois ou quatre ans après. De sorte que le Syndic ne se trouvant pas
trop bien fondé, fit intervenir au procès l'Abbesse de Vignogouls;
qui prétendit que le lieu où le Temple étoit bâti avoit été autre-
fois légué à son Abbaye par un Catholique. Il y eut partage de-
vant les Commissaires, mais le Roi conformément à la demande du
Syndic, ordonna le dix-huitième de Novembre que le Temple fût
démoli par les Reformez, qui en ce cas pourroient disposer des
matériaux & de la place; ou qu'autrement la demolition fût fai-
te par les Catholiques, qui en reprendroient les frais sur le de-
bris. L'intervention de l'Abbesse étoit si mal fondée, qu'on n'y
eut pas même d'égard en jugeant: & en un mot les Juges mê-
me étoient si convaincus d'avoir fait une injustice, que de Mo-
rangis, l'un des Commissaires du Conseil, répondit aux Depu-
tez qui lui demandoient ce qui s'étoit passé touchant leurs affai-
res, *le petit Temple de Mompellier a été le premier assésiné.*

Le même jour un autre arrêt fit le même traitement au Temple
de Melgueil, petite ville située dans le même Diocèse. Le Syn-
dic avoit pris pour son prétexte que cette ville ayant été obligée
de se rendre en 1622. à l'armée Catholique qui l'assiégeoit, n'a-
voit pas réservé par la capitulation la liberté de ses exercices; &
que ses habitans n'avoient demandé que la vie. Ce prétexte
avoit été reçu quand il s'agissoit des Consuls: mais il n'y avoit
pas d'apparence qu'il eût lieu dans les questions du droit d'exer-
cice, après tant d'Edits du Roi Louis XIII. qui retablissent
ce droit dans tous les lieux où il avoit été interrompu à cause des
guerres. Néanmoins on trouva bon cette fois de se contenter de
cette raison, parce qu'il falloit faire au Clergé un sacrifice de
quelques Eglises. On n'eut donc nul égard aux titres produits
par les habitans de Melgueil, quoi qu'ils fussent au dessus de tou-
tes les atteintes de la chicane: & le Temple fut condamné. Ceux
de Poussan, de Pignan, & de Cornonterail subirent une pareille
condamnation: sous prétexte à l'égard des deux premiers que le
droit y avoit changé de nature, & que l'exercice ayant été fait
d'abord dans la maison du Seigneur, on y avoit en suite fait bâ-
tir un Temple; & à l'égard de l'autre, que les Commissaires
avoient conservé l'exercice de Cornonsec dans le voisinage: com-
me si la justice faite à l'un avoit autorisé de faire injustice à l'autre.

Temples
de Mel-
gueil,
Poussan,
Pignan,
& Cor-
nonter-
rail.
XXXVIII.
XXXIX.
XL.
XLI.

1670. Cependant il ne se peut pas voir de plus beaux titres, ni plus décisifs que ceux des deux premiers, pour montrer que dans les années 1596. & 1597. la possession y étoit acquise. Mais il y a une chose qui mérite d'être observée, sur le procès fait à l'Eglise de Poussan. Le Lecteur a vu que par un arrêt du Conseil de l'année 1662. il avoit été défendu aux Reformez de prouver par temoins le droit de leurs exercices : néanmoins on reçut dans cette affaire les preuves par temoins que le Syndic vouloit produire, pour montrer que l'origine du droit de l'Eglise de Poussan étoit la qualité du fief, & la volonté des Seigneurs du lieu. Il produisit une déclaration des habitans Catholiques de Poussan, datée du dix-septième de Septembre 1660. où ils attestoient qu'au tems de l'Edit les Seigneurs de Poussan étoient Reformez, & faisoient dire le Prêche dans leur château. Et afin qu'on ne dise point que cet acte avoit précédé l'arrêt dont je viens de parler, il y avoit encore au procès sur la même chose une autre déclaration des Catholiques du même lieu, datée du vingt-troisième de Mars 1663. Ainsi on permettoit au Clergé d'attaquer le droit d'exercice par l'autorité des temoins. On ne croyoit point alors qu'il fût impossible de trouver des personnes assez âgées, pour déposer de ce qui s'étoit passé au tems de l'Edit, & on ne doutoit point qu'ils ne pussent prêter le serment sans blesser leur conscience. Mais quand les Reformez vouloient produire pour eux de semblables preuves, il étoit impossible, disoit-on, de trouver des temoins assez vieux pour rendre compte des affaires de ce tems-là, & la preuve par temoins ne pouvoit servir qu'à engager les Reformez à mille parjures. Ainsi les raisons qui sont bonnes dans la bouche du plus fort, perdent leur force & leur évidence dans la bouche de l'innocence désarmée.

Consulat
de Pi-
gnan.

XLII.

Le même jour les Reformez de Pignan furent encore privés de la part qu'ils pretendoient au Consulat, & aux autres Charges politiques de la ville. Il y avoit eu dès l'année 1596. une transaction passée entre eux & les Catholiques du même lieu, qui regloit la maniere dont les uns & les autres pourroient exercer ces Offices. Le Consulat étoit alternatif, & de trois Consuls quand le premier étoit Catholique, les deux autres devoient être Reformez. La chose changeoit l'année suivante, & les Reformez remplissant la premiere place, les Catholiques avoient les deux autres.

autres. Ils avoient observé cet ordre plus de trente ans avec tant d'union, que pour avoir des pretextes de se plaindre des Reformez, les Catholiques avoient été reduits à renouveler de vieilles querelles, & à produire des actes des choses passées quinze ans avant la transaction. Mais en 1628. le Duc de Mommorenci ordonna que les trois Consuls fussent Catholiques, & les nomma lui-même d'office. Il n'en alleguoit point d'autres raisons, que *certaines considerations importantes au service de Sa Majesté*. Néanmoins on se tint à cette Ordonnance jusqu'en 1652. que les Reformez voulurent rentrer dans leurs anciens droits, en vertu des arrêts & de la Declaration dont le Roi trouva bon alors de recompenser leurs services. Il se forma dès ce tems-là un procès qui ne fut terminé que par l'arrêt dont je parle; en conséquence duquel les Reformez perdirent leur part du Consulat & des autres Charges politiques. Il y eut un pareil jugement rendu le vingt-huitième du même mois contre les Reformez de Cornonterail. Le pretexte qu'on en prit est tout-à-fait singulier. Le President de Vignoles premier Officier Reformé de la Chambre de Castres, étoit Seigneur de ce lieu en 1621. Pendant les troubles de cette année, les habitans de l'une & de l'autre Religion prirent une resolution commune de demeurer dans l'obeissance du Roi; & pour ôter les ombrages que les Catholiques prenoient de ce que les Reformez faisoient la garde au château, il fut arrêté qu'elle n'y seroit plus faite que par les domestiques du President, & que les Catholiques pourroient la faire de leur côté s'ils vouloient, dans la maison d'un Gentilhomme nommé Cazalis. Le château étant demeuré ainsi à la disposition du Seigneur, se declara pour le Duc de Rohan deux mois après la resolution que je viens de rapporter; ce qui obligea le Duc de Mommorenci à y mettre le siege. La place fut obligée de se rendre à discretion, & le Duc y fit en conséquence nommer des Consuls Catholiques dès l'année suivante, ayant laissé dans le Consulat ceux qui l'exerçoient quand le château lui fut rendu. Ainsi tous les habitans de la ville porterent la peine de la folie, qu'avoient faite ceux à qui le Seigneur du lieu avoit imprudemment confié la garde de sa maison. Il y avoit des preuves authentiques, & des actes de notoriété produits au procès, par lesquels il étoit démontré que pendant toute la guerre, la ville

Et de
Cor-
monter-
rail.
XLIII.

avoit

1670. avoit tenu le party du Roi. C'est pourquoi en suite de la Declaration de 1652. les Reformez étoient rentrez dans le Consulat avec le consentement des Catholiques. Mais deux ans après on s'avisa de soutenir qu'il y avoit *capitulation au contraire*; & cette raison fut le fondement de l'arrêt qui priva les Reformez pour toujours de leur part des Charges politiques de cette ville.

*Sedition
d'Alais.*

Il étoit arrivé cette année quelques troubles dans le Vivarais, pour des raisons qui ne regardoient point la Religion. Le peuple de ce pais se souleva contre ceux qui étoient allez y lever de nouveaux impôts. Un nommé Roure se mit à la tête des mutins, & se vit bien-tôt assez fort pour donner de la terreur; mais n'ayant avec lui que des gens de neant, cette faction fut aisément dissipée; & le Chef même ayant été pris fut puni de mort à Montpellier. Les Reformez n'eurent point de part à ce mouvement; au moins ceux qui étoient de quelque consideration: & il n'entra dans ce soulèvement ni villes, ni Consistoires. L'Eglise d'Alais fit remarquer principalement sa fidelité. La sedition fut grande dans cette ville, & quelques-uns même des bons bourgeois qui s'y vouloient opposer, furent tuez par la populace. Pendant le cours de cette mutinerie les seditieux s'assembloient au son des cloches des Eglises Catholiques, & les Prêtres les laissoient faire: mais les Reformez garderent leur Temple, & ne voulurent jamais souffrir que leur cloche servit à cet usage. Ils aiderent de tout leur pouvoir à reprimer le peuple, & donnerent tant de satisfaction à l'Intendant par leur bonne conduite, qu'il leur temoigna son contentement par des louanges publiques. Cependant les Reformez de la campagne cherchant à se garantir du pillage, qui est l'effet ordinaire de ces émotions, se retirèrent l'un d'un côté, l'autre de l'autre. Il n'y avoit rien de plus innocent que cette retraite; & même elle pouvoit passer pour une preuve de la sagesse & de la fidelité de ces pauvres gens, qui aimoient mieux fuir devant les seditieux, que d'être obligez à prendre leur party, pour se racheter de leur violence. Le Clergé ne laissa pas néanmoins de s'en prevaloir, pour achever de ruiner ce qu'il restoit des malheureux habitans de Privas. Il se plaignit qu'à l'occasion de ces troubles plusieurs Reformez étoient venus demeurer à Tournon, petit lieu proche de Privas, & dans sa taillabilité. Pour les rendre plus suspects il ajoûta que ce lieu étoit plus fort

*Reformez bannis
de
nouveau
des envi-
rons de
Privas.
XLIV.*

font que la ville même, comme si trois ou quatre pauvres familles de Laboureurs avoient été capables de s'y cantonner, & de troubler le repos de la Province. Il obtint néanmoins sur cet énoncé un arrêt du dix-neuvième de Novembre, qui condamnoit tous les Reformez à sortir de la taillabilité de Privas, & du lieu même de Tournon, & leur faisoit de nouvelles défenses d'y habiter à l'avenir.

- Le neuvième du même mois le Clergé fit renouveler les ^{Ecoles.} *de* ^{Marin-} *sciences* faites aux Maîtres des Ecoles Reformées, d'y enseigner autre chose qu'à lire, à écrire & l'Arithmétique, à peine de dechoir de la permission de tenir Ecoles. Mais le même jour il fit rendre un autre arrêt sur une question fort nouvelle. On avoit ac-^{Marin-} *coutumé* de célébrer les mariages avec un peu de cérémonie & ^{XXV.} *de pompe*. Les parens & les amis du marié l'accompagnoient jusques au lieu où la benediction lui devoit être donnée: & les parentes & les amies de la mariée lui faisoient le même honneur; & la suivoient parées des plus belles fleurs dont on pouvoit faire des bouquets. Dans les lieux où le Temple n'étoit pas éloigné de la demeure des parties, cette pompe les accompagnoit le long des rues, depuis leur maison jusques devant la Chaire, & ailleurs elle ne commençoit à paroître qu'aux portes même du Temple. Il arrivoit souvent que les Ministres murmuroient de cette pompe, qui ne manquoit presque jamais d'exciter un peu de desordre & de scandale, par la curiosité que tous ceux qui étoient au Temple avoient de la voir passer. Il y avoit quelques lieux dans ^{Batêmes.} *les Provinces meridionales*, où on faisoit quelque chose de semblable à l'occasion des Batêmes, & où les parens & les amis de l'enfant, du parrain & de la marraine formoient une espece de cortège, qui les conduisoit jusqu'au lieu où la cérémonie devoit être célébrée. Il plut au Clergé de s'offenser de cette pompe, & de faire ordonner aux Reformez de s'en abstenir. Il en eut bien-tôt trouvé le pretexte, il n'eut besoin pour cela que d'une imposture. Il fit passer cette cérémonie pour une nouveauté, introduite, disoit-il, en consequence des arrêts par lesquels le Roi avoit réglé le nombre des personnes qui pouvoient assister aux enterremens. Il pretendoit que les Reformez avoient fondé sur ces reglemens ce qui se passoit dans les ceremonies de leurs mariages & de leurs Batêmes, & que cela étoit fort contraire à l'an-

1670. bien usage. Cependant il est de la plus évidente notoriété que
 Novemb. cette coutume étoit immémoriale, & que les Reformez l'avoient
 toujours pratiqué depuis qu'ils avoient la liberté de leurs exer-
 ces. Le Roi néanmoins sur cet énoncé de la requête du Clergé,
 conçu même en des termes qui n'ont presque pas de sens, don-
 na un arrêt qui défendoit aux Reformez de se trouver à ces ce-
 remonies, & d'y marcher dans les rues en plus grand nombre
 que de douze, compris les parens, à peine de dechoir de cette
 permission. Il seroit mal aisé de dire en quoi consistoit cette pei-
 ne, & sur qui elle devoit tomber. Il n'étoit pas juste qu'elle
 s'étendit à ceux qui n'auroient pas eu de part à la faute, & il
 étoit si rare que les mêmes douze personnes se trouvassent à la
 même cérémonie, qu'on ne fait à qui la défense d'y revenir étoit
 capable de faire peur. Après tout cela le dix-neuvième du mê-
 me mois le Clergé fit rendre encore un autre arrêt, touchant l'im-
 pression des livres. Il avoit déjà obtenu autrefois que les Re-
 formez ne pourroient faire imprimer de livres de leur Religion,
 s'ils n'étoient approuvez par quelques Ministres, & si le Magis-
 trat n'en avoit donné la permission. Il y avoit eu un des arti-
 cles de la Declaration de 1666. extrait de ce reglement, mais la
 Declaration de 1669. n'exigeoit plus la permission du Juge royal,
 & demandoit seulement l'attestation de quelques Ministres. Le
 Clergé donc fit renouveler les defenses à tous Imprimeurs, de
 faire imprimer de ces livres sans permission des Juges des lieux,
 à peine de confiscation de leurs livres & de leurs formes, & de
 quinze cens livres d'amende. Ainsi le Roi dérogeant à ses pro-
 pres Declarations, donnoit au Clergé qui ne demandoit pas
 mieux l'exemple de les violer.

Impres-
 sion des
 livres.
 XLVI.

Mais il ne faut pas oublier de rendre encore compte ici d'un
 autre arrêt donné le neuvième du même mois, dont les consé-
 quences furent fort fâcheuses. Le Clergé voulant ôter aux Re-
 formez tous les moyens qu'ils avoient de faire subsister leurs
 Eglises, travailloit il y avoit long-tems à rendre suspectes à la
 Cour leurs impositions & leurs collectes, & il vouloit faire croi-
 re qu'il se levoit secrètement de grosses sommes, qui étoient em-
 ployées à des usages illégitimes. Comme ce puissant Corps ne
 respecte rien, il ne se contentoit pas de débiter que les Reformez
 entretenoient par ce moyen des intelligences étrangères, mais

Imposi-
 tions &
 collectes.
 XLVII.

mais il faisoit courir le bruit qu'ils donnoient même de grosses pensions à quelques personnes du Conseil, de qui reciproquement ils recevoient de bons avis & de bons services dans leurs affaires. Il étoit peut-être bien assuré du contraire: mais ce faux bruit ne laissoit pas de lui servir à deux choses; l'une qu'il faisoit regarder les Reformez comme des gens qui avoient encore des moyens de nuire à l'Etat, & qui étoient assez habiles pour avoir de dangereuses correspondances, avec des personnes même qui entroient dans les plus secrettes affaires; l'autre qu'il empêchoit les Commissaires du Conseil qui avoient encore un peu d'équité, de suivre leurs propres mouvemens dans les procès qui leur passaient par les mains, de peur qu'un avis trop juste, & dit avec trop de liberté, ne les fit passer pour pensionnaires des Reformez. Il est certain au moins qu'il y a eu quelquefois des personnes du Conseil, à qui cette malice du Clergé qui les designoient un peu clairement, a fait passer de mauvaises heures. Sous le prétexte donc de penetrer dans le secret de ces intelligences, le Clergé tâchoit de persuader que les Reformez abusoient de la permission qui leur étoit accordée par l'Edit, de faire sur eux la levée des deniers dont ils avoient besoin pour l'exercice de leur Religion; & que pour leur ôter le moyen d'en faire un mauvais usage, il falloit les obliger à représenter les états de ces impositions depuis un certain nombre d'années. C'est ce qu'il obtint par l'arrêt dont je parle présentement. Il ordonnoit à tous les Reformez de rapporter incessamment par devant les Commissaires departis dans les Provinces, les états de recette & de dépense des sommes qu'ils avoient imposées sur eux, conformément au trente-troisième article des particuliers de l'Edit, pendant les quatre dernières années; afin qu'après les avoir examinés, les Commissaires pussent dresser leur procès verbal de ce qu'ils y auroient trouvé de fait au préjudice de cet article, & l'envoyer au Conseil avec leur avis. Cependant faute de représenter ces états dans un an après la signification de l'arrêt, le Roi leur défendoit de faire aucunes impositions sans sa permission expresse. Cet arrêt n'eut pas d'abord tout l'effet qu'on en pouvoit craindre; soit parce qu'il ne fut signifié qu'à peu d'Eglises; entre lesquelles il y en avoit qui se servoient d'autres moyens que des impositions, pour subvenir aux frais de leurs exercices; d'autres avoient à produire

1670. des états autorisez par les Chambres Miparties, & avoient mis leurs comptes en si bon ordre, qu'on ne put trouver de pretexte de leur malfaire; soit parce que d'autres affaires étant survenues au Conseil, celles des Reformez eurent quelque surseance. Mais on reprit la chose sur un ton bien plus haut après la paix de Nimégue.

*Ministres
étran-
gers.*

On renouvela cette année les defences de faire exercer le ministère dans le Royaume par des étrangers, & on mit dans ce nombre ceux qui étoient nâtifs de Geneve, quoi que le Roi eût accordé des Lettres de naturalité à tous les habitans de cette ville. L'Intendant de Poitou ayant reçu une lettre de Cachet du quinziesme de Novembre sur ce sujet, publia une Ordonnance generale huit jours après, & la fit signifier à Augustin Bacuet, Ministre au Breuil Barret, jeune, hardi, vigoureux, plein de zèle, aimé de son Troupeau, qu'il édifioit également par sa doctrine & par sa conduite. Il fut contraint de ceder à la puissance suprême, & il se retira en Hollande, où son merite lui procura bien-tôt un heureux établissement dans une Eglise Wallonne, & lui fit des amis de tous ceux qui le connurent. Il n'y avoit que lui dans tout le Poitou qui se trouvât dans ce cas, mais comme il ne faut quelquefois qu'un homme de courage pour animer tous les autres par son exemple, on jugea que le plus sûr étoit de se defaire de lui.

*Transla-
tion de
la Cham-
bre de
Castres.*

Toutes ces victoires du Clergé remportées sur les *Heretiques*, ne lui firent peut-être pas autant de plaisir que l'Edit par lequel la Chambre Mipartie de Castres fut transferée à Castelnaudari, Le Roi ayant dit à Du Bosc il y avoit environ un an, qu'il trouvoit les Chambres Miparties trop necessaires aux Reformez pour les leur ôter, il n'y avoit pas d'apparence d'en venir à les supprimer, si peu après une declaration si positive. Mais pour preparer les choses de loin à cette suppression, il fut trouvé à propos de commencer par incommoder les Officiers de la Chambre, à quoi on ne pouvoit trouver un meilleur expedient que celui de la translation. Par ce moyen on ruinoit Castres ville odieuse au Clergé, à cause de la puissance que les Reformez y avoient acquise: on éloignoit les Officiers de leurs familles, de leurs biens, de leurs habitations, on les envoyoit dans un lieu où il n'y avoit peut-être pas le quart des maisons necessaires pour les loger; & où

Et sur tout il n'y avoit pas d'exercice public de Religion. Cet 1670.
 Edit fut donné le dernier d'Octobre, & afin qu'on ne pût douter qu'il avoit été accordé aux sollicitations du Clergé, il a été employé dans la compilation de ses Memoires, par ceux qu'il avoit chargez d'y travailler. La Chambre n'avoit rien fait qui méritât cette disgrâce, & le Conseil n'avoit sans doute en cela pour but que de l'humilier & de la détruire. Cela parut peu après qu'elle s'y fut transportée. Il y avoit eu quelque différent à Castelnau d'Arri pour l'élection des Consuls, & le Roi pour le terminer avoit ordonné que de Bezons feroit faire l'élection en sa présence, ou à son défaut par les Officiers qui avoient accoutumé d'y assister. L'Ordonnance que l'Intendant rendit en conséquence de cet arrêt, fut mise par megarde ou autrement entre les mains du Greffier de la Chambre, qui par ce moyen fut avertie de la maniere dont cette élection devoit être faite. Elle ordonna seulement pour garder son rang, & la qualité de Juge supérieur, qu'après que l'élection seroit faite, l'acte en seroit remis à son Greffe, & y demeureroit jusqu'au lendemain, avant que les Consuls élus pussent prêter le serment. C'étoit une deference que la ville de Castres avoit eüe pour la Chambre, pendant qu'elle y avoit été seante, & les Capitouls en faisoient autant à Thoulouse pour le Parlement. Mais on ne trouva pas bon au Conseil de laisser à la Chambre cette marque d'autorité, & le Roi étant à Tournai au mois de Juin, défendit à la Chambre d'exiger cette deference, & confirma l'élection des Consuls. Comme le renvoi qui fut fait des differents nez à Castelnau d'Arri touchant le Consulat à l'Intendant de la Province, ne preceda que de six ou sept semaines la translation de la Chambre, il semble qu'on savoit déjà bien que cette translation seroit faite, & que par conséquent on avoit préparé les choses par ce renvoi, à lui ôter la connoissance des affaires du Consulat. Au reste cette translation eut lieu, & la Chambre ne put ni par son obeissance, ni par ses deputations, ni par ses requêtes obtenir au moins qu'on lui assignât un séjour moins incommode.

Cependant le reste de l'année 1670. s'étant passé sans nouvelles affaires, on reprit seulement le jugement des partages après la fête des Rois de l'année suivante, mais on n'y alla pas vite. Les Deputez des Reformez firent tant de plaintes & tant de sol-

*Qui ne
 peut con-
 noître des
 Consuls
 de la vil-
 le où on
 la ren-
 voye.*

XLVIII.

1671.

*Condam-
 nation
 de l'E-
 glise de
 Layrac.*
 XLIX.

1671. licitations, qu'on ne voulut pas les pousser rigoureusement. Il n'y eut donc que l'Eglise de Layrac dans le Diocèse de Condom, qui paya pour les autres le vingt-sixième de Janvier. On ne peut pas dire ce qui manquoit à ses titres, entre lesquels il se trouvoit une Declaration des Consuls faite au nom des habitants en 1602. aux Commissaires executeurs de l'Edit, qui portoit que les Catholiques & les Reformez vivoient en paix, & que les Catholiques n'entendoient pas même disputer aux autres la liberté qu'ils avoient d'enterrer leurs morts dans le Cimetiere de l'Eglise paroissiale. Cela portoit un temoignage bien exprès d'une possession paisible, acquise avec un plein consentement des Catholiques. Cependant cela n'empêcha pas que peu après la prise de la Rochelle, on n'entreprit les Reformez de Layrac, & que le procès ne fût porté d'une juridiction à l'autre, jusqu'à ce qu'enfin après trente ans de reprises & d'interruptions d'instance, il fut porté devant les nouveaux Commissaires. Ils furent partagez dans leurs avis; mais le Roi vidant le partage défendit l'exercice public à Layrac, & ordonna la demolition du Temple; aux mêmes termes qui se trouvoient dans de semblables arrêts.

Et de celles de Mompasier, d'Aynesse, Loubes & Gours.

Depuis ce jugement je ne trouve plus d'Eglise condamnée avant le quatrième de Mars, que celle de Mompasier fut interdite. Ce ne fut pas faute de titres qu'elle perdit le cause; mais quoi qu'elle en produisit de plus anciens que le massacre de Paris, & qu'elle en eût de fort exprès pour les années 1596. & 1597. on éluda tout par cette raison, que l'exercice ayant commencé par un droit personnel, n'avoit pu devenir un droit de possession. Le septième du même mois le droit des lieux de Sainte Foi, Aynesse, Loubes & Gours dit autrement Leves, ayant été mis sur le bureau, le droit de Sainte Foi, que les deux Commissaires avoient reconnu bien fondé, fut confirmé; & l'exercice fut interdit dans les trois autres lieux, sur lesquels les Commissaires avoient fait partage. Ces trois lieux étoient des Annexes qui n'ayant point eu d'autre nom que celui de l'Eglise principale, parurent n'avoir point de titres, quoi qu'elles pussent avec raison se servir des mêmes qui avoient justifié le droit de l'Eglise de Sainte Foi. Le même jour un autre arrêt tout pareil défendit au Seigneur d'Angoulins, Diocèse de la Rochelle, de faire faire l'exercice ailleurs que dans sa maison, en sa présence,

ce, & pour sa famille, conformément au huitième article de l'Edit, à peine s'il y contrevenoit de dechoir de son privilege. Par le même arrêt le droit d'exercice étoit maintenu dans le bourg de St. Martin de Ré, mais il étoit interdit aux lieux de la Flotte & d'Ara. Il y avoit un ordre ajouté à toutes les personnes originaires du bas Languedoc, qui étoient venus s'habiter dans cette Ile, d'en sortir dans un mois pour toutes prefixions & delais, à peine d'y être contraints par l'exposition de leurs meubles *sur le carreau*. Enfin le droit de l'Eglise de Mauzé étoit confirmé, à peu près aux mêmes termes que celui de Saint Martin. Depuis cet arrêt les jugemens de ces partages furent remis jusqu'au mois d'Août, parce que le Roi étant allé faire un voyage sur la frontiere, toutes les affaires de cette nature demeurèrent en suspens jusqu'à son retour.

1671.
La Flotte
& Ara.

On peut s'étonner de trouver entre ces Eglises condamnées, trois ou quatre lieux dont le droit étoit maintenu. Cette justice étoit peut-être due aux grandes plaintes que les Deputez avoient faites, de ce qu'on prononçoit des jugemens sur les partages dont l'injustice étoit évidente. Le Deputé General même qui favoit le secret du Cabinet, & qui crut le tems propre à se faire écouter, en fit des remontrances au Roi. On caressoit alors extrêmement le Roi d'Angleterre, & la bonne Politique vouloit qu'on éblouit les Anglois par quelques marques de justice rendue aux Reformez de France. Mais cela n'empêchoit qu'on ne rendît des jugemens fort peu équitables sur beaucoup de choses qui étoient de consequence, quoi qu'elles ne fussent pas de grand éclat. Ainsi le seizième de Fevrier il y eut un arrêt rendu sur trois faits, qu'il y avoit long-tems que le Clergé se proposoit de faire régler à son avantage. Il donnoit à entendre au Roi que dans les lieux où les Reformez étoient plus riches & en plus grand nombre que les Catholiques, ils sollicitoient leurs domestiques, metayers ou mercenaires de la Communion Romaine de se ranger à la Religion Reformée, & les induisoient ou par menaces de ne se servir plus d'eux s'ils ne changeoient de party, ou par promesses de les avancer & de leur faire du bien s'ils vouloient changer, ou par des mariages avantageux qu'ils leur procuroient avec des personnes Reformées, qu'ils affectoient de se trouver dans les deputations, & de porter la parole au pro-

Raisons
de la con-
servations
de quel-
ques
Eglises.

Comme
son des
domesti-
ques Ca-
tholi-
ques, &
deputa-
tions.

judice

1671. judice des Catholiques, & qu'encore qu'ils ne fissent pas Corps, ils faisoient des deputations clandestines sans la participation des Catholiques, afin de paroître & de faire encore quelque figure distinguée. Comme tout ce qui étoit avancé par le Clergé passoit pour des faits certains & bien prouvez, il ne fut pas nécessaire d'informer de la verité de ces accusations, ni d'ouïr les parties dans leurs defenses. On presupposoit comme certain que des *Heretiques* avoient toujours tort, & n'avoient rien de bon à dire. L'arrêt portoit donc de très-expresses defenses à toute sorte de personnes, de solliciter & d'induire les Catholiques à changer de Religion, aux Ministres de les recevoir à faire abjuration pendant qu'ils seroient au service des Reformez, ni plutôt que six mois après qu'ils en seroient sortis, & à tous les Reformez de recevoir à leur service aucun de ces Proselytes que six mois après leur abjuration, à peine de cinq cens livres d'amende, à laquelle les Catholiques convertis, leurs maîtres, & les Ministres qui les auroient reçus, étoient condamnez solidairement: de sorte que ceux qui avoient la volonté de changer de Religion, devoient passer un an tout entier sans recevoir des Reformez ni conseil ni assistance, & sans avoir même avec eux la moindre communication. Ce fut là le premier effet des ardentés poursuites que le Clergé faisoit depuis six ou sept ans, pour ôter la liberté de conscience aux Catholiques. Le même arrêt confirmoit les reglemens déjà faits sur le sujet des deputations, suivant quoi il ordonnoit que les Catholiques porteroient la parole à l'exclusion des Reformez. Mais il n'y avoit rien d'ordonné touchant les deputations *clandestines*; c'est-à-dire celles des Consistoires qui deputoient d'ordinaire quelqu'un pour faire compliment aux personnes considerables: de sorte que ces deputations furent encore tolerées, & que les Deputez furent ou reçus ou renvoyez, selon que les personnes à qui elles étoient adressées avoient dessein de passer pour devotes ou pour équitables.

*Disputé
de la
perpetuité de
la Foi.*

Il fut rendu au Parlement de Paris un autre arrêt le vingt-cinquième du même mois, sur un sujet fort particulier. J'ai déjà parlé ailleurs de la dispute née entre les Jansenistes & le celebre Claude, sur la question de la perpetuité de la Foi touchant la presence réelle du corps de JESUS-CHRIST dans le Sacrement de l'Eucharistie. Ce Ministre avant que d'être appellé à Paris,

Paris, avoit mis entre les mains de la Marechale de Turenne 1671.
 une courte, précise & solide reponse à un écrit de ces Docteurs,
 qu'on attribuoit à Pascal, homme de qui ceux de son party ont
 voulu faire le plus grand homme & le plus bel esprit de son tems.
 Il est certain qu'il avoit de très-belles qualitez; mais encore plus
 certain que les dominantes étoient la hardiesse, la presumption
 & l'entêtement. Il étoit redevable de ces qualitez à son naturel,
 mais les éloges excessifs des Jansenistes, qui le vouloient retenir
 dans leur cabale à quelque prix que ce fût, l'avoient aussi un peu
 gâté, & lui avoient inspiré des manieres decisives, imperieuses,
 hyperboliques, qui regnoient dans tous ses discours, & qui n'ac-
 commodoient pas tout le monde. Ces Docteurs se trouverent
 deconcertez par la reponse de Claude, & n'oserent mettre au
 jour l'écrit de leur Heros, qui se fût trouvé aussi-tôt détruit que
 publié. C'est pourquoi ils substituerent un autre écrit en la pla-
 ce de celui-là; & Pascal étant mort fort jeune, ils chargerent le ce-
 lebre Arnaud de repliquer au Ministre. Cette replique fut long-
 tems à venir, & quand on la fit imprimer la Politique de ces
 Docteurs ne permit pas qu'on y joignît l'écrit à quoi elle servoit
 de reponse: de sorte qu'on vit paroître une replique à un livre
 inconnu, avant que de savoir ce qu'il contenoit. Claude ne
 voulut ni laisser passer cet acte de mauvaise foi, sans en faire
 porter la peine à ceux qui l'avoient commis, ni souffrir que les
 Jansenistes triomphassent impunément de sa defaite, dont ils se
 vantoient avec peu de modestie. Il publia son premier écrit, &
 refuta la replique de ses adversaires. La dispute ne s'arrêta pas
 là. On voulut accabler le Ministre par une grosse reponse, &
 le Ministre ne demeura pas sans repartie. On accusoit Arnaud
 d'avoir épuisé l'artifice & la mauvaise foi, pour sortir à son hon-
 neur de cette querelle; & on n'ignoroit pas que Claude ne fût
 homme à ne lui pardonner rien de ce qui lui seroit échappé contre
 la sincerité: de sorte que les Jansenistes pouvoient craindre
 avec raison, que le livre du Ministre n'achevât de les decrier dans
 le monde, où on commençoit à croire qu'il entroit dans leurs
 desseins bien moins de Religion que de Politique. Ce nouveau
 livre ayant donc été vu par Daillé & par Allix, collegues de
 Claude, ils l'approuverent, & en donnerent acte à l'Auteur, qui
 le fit imprimer à la tête de son Ouvrage. Les Jansenistes n'ou-

1671. blierent rien pour en faire supprimer l'édition, & peut-être qu'ils y auroient réussi, si les Jesuites leurs ennemis declarez, qui ne desiroient rien tant que de leur voir souffrir quelque mortification, dans une affaire sur tout où on pourroit les aceuser d'avoir trahi les interêts de l'Eglise, n'eussent favorisé secrettement le Ministre. Cela ne se fit pas même si ouvertement que les Jansenistes ne s'en aperçussent, & qu'ils n'en fissent des reproches à leurs ennemis dans plusieurs de leurs écrits contre l'Archevêque de Paris. Le livre donc fut débité malgré eux : mais comme il commençoit à devenir nécessaire qu'il arrivât toujours quelque mal aux Reformez de toutes les affaires qu'on leur suscitoit, l'orage qui avoit menacé le livre tomba sur les Approbateurs. Ils furent adjournez au Parlement, & ouïs le neuvième de Fevrier devant Brilhac, Commissaire de la Cour. Ils se trouverent coupables de deux crimes fort singuliers. L'un étoit d'avoir pris la qualité de *Ministres de la Religion permise par les Edits* : l'autre d'avoir donné à leur certificat le nom d'*approbation*. De plus ils s'étoient servis des mots d'*illusion* & de *preoccupation*, en parlant de la doctrine Catholique; & ces termes sembloient contraires au respect dû à la Religion dominante. Brilhac eut la complaisance de consentir que ces deux Ministres ne donnassent point à leur Religion la qualité de *pretendue* Reformée; & pour leur faire plaisir sans se faire tort, il la nomma lui-même dans ses procès verbaux la Religion *pretendue par les repondans Reformée*, ce qui levoit en partie l'équivoque de cette expression odieuse. Mais enfin sur son raport il y eut arrêt qui ordonnoit que l'*approbation* fût supprimée, & defendoit aux Libraires de vendre le livre avec un temoignage qui portât ce nom. D'ailleurs il defendoit à tous Ministres de donner des *approbations* aux livres qu'ils auroient la permission de faire imprimer, & leur laissoit la liberté de donner seulement des *attestations* que le livre ne contiendrait rien que de conforme à leur doctrine. Enfin il leur defendoit de prendre dans quelques actes que ce fût d'autre qualité que celle de Ministres de la *Religion pretendue Reformée*. Le Lecteur ne comprendra rien peut-être à cette chicane, qui faisoit un crime aux Ministres du mot d'*approbation*, leur permettant neanmoins celui d'*attestation*; mais nous verrons dans la suite de l'Histoire quelques arrêts du Conseil où la raison en sera rendue. Je di-

*Defenses
d'user du
mot
d'appro-
bation
dans les
certifi-
cats mis
à la tête
des li-
vres.*

raï seulement ici qu'il y eut peu d'honnêtes gens qui ne trouvassent étrange que cet auguste Parlement de Paris, qui avoit été quelquefois l'arbitre des Souverains, descendit maintenant tant de degrez au dessous de son ancienne gravité, & voulût autoriser par ses arrêts ces pueriles chicanes. 1671.

Mais cela doit passer peut-être pour un des sacrifices qu'il fallut faire au Clergé, afin de l'obliger à ouvrir sa bourse, & à contribuer aux frais de la guerre qui se preparoit contre les Provinces Unies. On n'oublia pas même à lui parler de cette entreprise comme d'une guerre de Religion, où le Roi se proposoit moins d'abaisser une puissance qui lui étoit odieuse & redoutable, que de faire triompher la Religion Catholique dans un pais où elle n'étoit pas dominante. Mais une des actions qui firent le plus d'éclat, & qui n'eut point d'autre motif que celui de plaire au Clergé, fut l'emprisonnement de quelques Deputez qui furent mis à la Bastille par l'ordre du Roi. Le pretexte qu'on en prit fut que les Reformez voyant qu'on ne raportoît point au Roi la requête generale qu'ils lui avoient présentée, prirent la resolution de la faire imprimer. On avoit remarqué en d'autres occasions que le Conseil étoit plus sensible aux plaintes publiques, qu'aux sollicitations particulieres; parce que celles-ci demeurant secretes, il n'y avoit pas beaucoup de peril à les éluder: au lieu que les autres mettoient dans la necessité de prononcer quelque chose sur des remontrances qu'on ne pouvoit dissimuler, parce que l'impression en donnoit la connoissance à toute l'Europe. Il y avoit néanmoins peu de raison de s'offenser que la requête dont je parle eût été publiée. Elle étoit aussi modeste & aussi soumise qu'on le pouvoit desirer; & Du Bosc n'avoit pas manqué de lui donner le tour sans lequel rien ne pouvoit être bien reçu au Conseil; je veux dire un tour de panegyrique, où les belles & grandes qualitez du Roi étoient touchées avec beaucoup d'éloquence, & d'une maniere qui sembloit bien plutôt tirée du sujet même, qu'affectée pour faire sa cour.

Les plaintes qu'on y faisoit au Roi étoient reduites à six articles. On y parloit seulement des exercices, des Academies, des Consuls, des Metiers & des Professions; de ceux que les arrêts & les Declarations qualifioient *Relaps & Blasphémateurs*; & du privilege de recuser quelques Juges sans expression de cause, *Contenu de la requête.*

1671. qui étoit demandé par les Eglises de Béarn. Sur le premier article, après avoir remontré en peu de mots quelle seroit la desolation des Reformez, si on leur ôtoit leurs lieux d'exercices, comme le Clergé y travailloit, on parloit amplement des injustices qui étoient faites par les Commissaires : & de l'injustice même de leur commission. Ce dernier article étoit prouvé par sept remarques importantes, qui revenoient à ceci, que ces commissions avoient été recherchées par le Clergé même, au lieu qu'auparavant les Commissaires n'avoient été envoyez qu'à la requête des Reformez; ce qui temoignoit assez que c'étoit une partie faite, & concertée pour détruire les Eglises sous le prétexte de la justice : que le Commissaire Reformé, au lieu d'être choisi sur la nomination de ceux de la Religion, étoit presque toujours pris par la pure autorité du Catholique, sur les avis du Clergé; & on ajoutoit pour montrer avec quelle équité ce choix se faisoit, qu'on en avoit vu qui après avoir achevé leur commission, s'étoient aussi-tôt rangez à la communion Romaine: qu'on avoit rendu le Commissaire Catholique maître absolu des instructions, au lieu d'en partager l'autorité entre lui & son Ajoint : que les Commissaires Catholiques renversoient les maximes incontestables du Droit commun, dispensant le Clergé qui vouloit de posséder les Reformez de leurs exercices, de produire les preuves de sa pretention; & obligeant les Reformez à remonter jusqu'à l'origine de leur droit, sans que leurs parties eussent rien allégué qui pût le rendre douteux : qu'on avoit ôté aux Reformez & le privilege aquis par une longue possession, & tous les moyens possibles de faire leurs preuves; & on representoit en peu de mots la maniere dont les Commissaires avoient reçu tous les titres qui leur avoient été produits; mêmes les Ordonnances des premiers executeurs de l'Edit, qu'il disoit qui avoient été ou partiiaux, ou surpris, ou mal informez; comme si ceux qui étoient venus soixante ans après eux avoient vu plus clair dans les affaires de ce tems-là, que ceux même sous les yeux de qui les choses se passaient; & on finissoit cette observation par un mot dit en passant sur la réduction de cent vingt-trois lieux d'exercice en Béarn à vingt, quoi que par l'aveu du Moine Deputé du Clergé de cette Province, tous ces lieux eussent des preuves solides de leur établissement: que quand les Commissaires ne pouvoient rien dire

*Commissaires
faiseurs de
Commissions.*

dire contre les titres, ils cherchoient divers pretextes éloignez, 1671. pour donner atteinte aux droits les plus clairs, allegant tantôt que le lieu étoit suspect, parce qu'il étoit sur le bord de la mer; comme on l'avoit dit de Carentan, lieu de Bailliage fort bien établi dans la basse Normandie; tantôt que la ville avoit été prise par force, comme on l'avoit dit de Negrepelisse, dont la possession étoit prouvée par des titres suivis sans interruption, depuis 1561. Qu'enfin il ne falloit que considerer les jugemens rendus par les Commissaires, ou suivant leurs avis, pour connoître leur passion & leur animosité: sur quoi on rapportoit la reduction de soixante & une Eglises de Poitou à une seule, par l'avis du Commissaire Catholique; & à treize seulement par l'arrêt du Conseil; celle des Eglises de Gex de vingt-deux à deux, qu'on avoit conservées, disoit-on, par grace; celle des Eglises de Guyenne qui étant au nombre de quatre-vingts, avoient toutes été condamnées par l'avis du Catholique à la reserve de trois. On parloit des jugemens rendus sur les lieux de possession en Bretagne; & de la jurisprudence des Intendans de Normandie, qui n'avoient voulu conserver que les lieux de Bailliage. On demonstroient en peu de mots qu'il étoit impossible que tous ces lieux d'exercice fussent des usurpations: & pour faire connoître qu'en effet ce n'étoit pas comme des usurpations que le Clergé vouloit les détruire, on alleguoit Chauvigni, lieu où l'exercice étoit conservé en termes exprés par le 28. article des particuliers, qui neanmoins avoit été interdit comme les autres.

Après cela on faisoit voir que ces nouvelles commissions ne pouvoient être legitimement données, non seulement à cause de la longue possession où étoient les Reformez, mais parce que toutes les Eglises avoient déjà passé plus d'une fois par les mains des Commissaires; comme en 1599. 1611. & 1620. On rapportoit en suite les Declarations de 1622. de 1626. & de 1629. qui ordonnoient que les Reformez fussent retablis dans leurs exercices comme ils avoient été en 1620. On y ajoûtoit les arrêts de 1649. & 1650. qui ordonnoient que les Reformez fussent maintenus dans l'état où ils se trouvoient au tems de la mort du feu Roi; & on supplioit le Roi de remettre les choses ou sur le pied de ces arrêts, ou sur celui des Declarations precedentes.

De là on passoit aux Academies. Les Commissaires avoient

Que les nouvelles commissions ne pouvoient être legitimes.

Academies.

§671. commencé à connoître de leurs établissemens. Il y avoit eu partage entre ceux du haut Languedoc sur le droit de l'Academie de Montauban, qu'on avoit transferée à Puylaurens : & comme on avoit porté la cause de celle de Saumur devant les Commissaires d'Anjou, on s'attendoit bien qu'ils suivroient l'exemple des autres. La requête exposoit en fort peu de mots, mais nettement & solidement, les raisons qui servoient de fondement à leur subsistance. On y parloit de même des Consulats, ôtez en plusieurs lieux aux Reformez où par des arrêts sur requête, ou par de simples Ordonnances des Gouverneurs & des Intendans. On remarquoit combien cette rigueur étoit contraire & en general au vingt-septième article de l'Edit de Nantes, qui declaroit les Reformez capables de toutes Charges & Offices ; & en particulier à divers Edits publiez sur cette matiere ; & on faisoit couler un mot de la fidelité que les Reformez avoient temoignée dans les derniers troubles : après quoi il paroissoit moins juste de leur ôter des marques d'honneur dont ils n'avoient point abusé. On demandoit d'être reduits aux termes de la Declaration de 1631. par laquelle les Consulats étoient impartis : & on remontoit que sans cela, il étoit impossible que les Reformez de Guyenne & de Languedoc ne tombassent dans l'oppression. De même on representoit que les Reformez étoient indirectement exclus des Arts & Metiers, parce qu'on refusoit de les recevoir Gardes, & qu'on ne vouloit donner cette qualité qu'à des Catholiques, qui pouvoient tous les jours former des difficultez sur les apprentissages & les chefd'œuvres. On y rappelloit l'article de la Declaration de 1669. qui reduisoit les Artisans Reformez au tiers dans le Languedoc.

Consulats.

*Arts
& Me-
tiers.*

*Avocats
& Medecins.*

On parloit ici des Avocats & des Medecins, au nombre desquels on commençoit à faire difficulté de recevoir les Reformez. Le Parlement de Rouën avoit donné l'exemple aux autres. Nous avons parlé des arrêts & des Lettres patentes qui reduisoient à deux les Medecins Reformez de cette ville : & il y avoit un arrêt du troisième de Decembre 1664. rendu environ dix-huit mois après celui qui parloit des Medecins, où le nombre des Avocats étoit reduit à dix pour le Parlement, à deux pour chaque Bailliage, & à un dans chaque Vicomté. Cet arrêt étoit secret, & n'avoit point été publié dans les Jurisdiccions subalternes ; de sorte

te que quand les Reformez pouvoient trouver un peu de faveur 1671. auprès des Chefs de la Justice , ils ne laissoient pas d'être reçus. Mais le Guerchois, Avocat Général, ennemi déclaré des Reformez , reveilloit par son exemple & par ses avis le zèle des Juges, & faisoit naître par tout des oppositions à ceux qui se presentoient pour être reçus Avocats. Cependant les plaintes que les Reformez en firent eurent si peu d'effet , que cette année par un nouvel arrêt du dix-huitième de Juin , le Parlement confirma le precedent. L'occasion étoit que le Sage ayant obtenu ses Licences , avoit été reçu Avocat à Caen par le Lieutenant General du Bailliage , quoi que les Avocats Catholiques y eussent formé opposition. L'arrêt permettoit d'ajourner le Sage au Parlement , & cependant lui faisoit desenfes de se mêler de cette profession , jusqu'à ce qu'il en eût été autrement ordonné. Le Sage fut obligé de se pourvoir au Conseil contre l'arrêt du Parlement , & il y obtint un arrêt le quatorzième de Fevrier de l'année suivante , qui sans avoir égard à ceux que le Parlement avoit rendus , lui permettoit d'exercer la profession d'Avocat ; & desendoit de se servir du pretexte de sa Religion pour l'en empêcher. On rapportoit dans la requête sur cet article la nouvelle chicane dont Lavie s'étoit avisé en Bearn , pour éluder la disposition de l'arrêt de 1670. qui ordonnoit d'y recevoir les Avocats sans distinction de Religion. Il avoit introduit le pretexte d'*incapacité*, pour refuser ceux qui se presentoient ; & il étoit aisé de les traiter comme n'étant pas assez habiles. On fait assez que les Avocats ne se font pas au College , qu'il leur faut l'experience du Barreau pour les former ; & que sans cela on peut faire passer pour incapables ceux qui donnent les plus belles esperances. Il y avoit même des Universitez où on commençoit à refuser aux Reformez les degrez qu'ils vouloient prendre.

L'article des *Relaps* & des *Blasphemateurs* venoit en son rang : Relaps & Blasphemateurs. & la requête exposoit fortement les consequences des terribles Declarations que le Clergé avoit obtenues sur ce sujet. On ap-
puyoit cette observation de l'exemple d'un homme de Dauphiné, qui ayant fait un procès criminel à un Catholique , avoit été accusé de *blasphème* par l'accusation ; & au lieu d'obtenir justice sur ses demandes , avoit été traîné dans les prisons du Parlement de Grenoble ; quoi que la Chambre de l'Edit eût déjà pris
con-

1671. connoissance de cette affaire. Enfin on intercedoit pour ceux de Bearn , & on supplioit le Roi de leur accorder la liberté de recuser quatre Juges du Parlement de Pau , sans expression de cause ; ou d'évoquer leurs procès à la Chambre de Guyenne.

*Empri-
sonne-
ment de
deux De-
putez.*

Ce fut l'impression de cette requête qui servit de prétexte au Conseil pour maltraiter les Deputez. Le Marquis de Châteauneuf qui exerçoit la Charge de la Vrilliere son pere, à qui même il succeda peu d'années après, les fit venir chez lui, leur demanda leurs noms, & choisit Verdier & Chabot pour les envoyer en prison ; leur disant que l'impression de leur requête avoit tellement choqué le Roi, qu'il n'avoit pas même voulu l'entendre lire. On avoit pris ces deux Deputez, parce que l'un étoit de Montauban, & l'autre de Poitou ; & que les Reformez de ces lieux ayant les plus grandes plaintes à faire, on vouloit plutôt leur fermer la bouche qu'à tous les autres, de qui les plaintes faisoient moins de bruit. C'étoit la une affaire concertée avec le Clergé, qui croyoit que la presence de tant de Deputez, & leurs courageuses sollicitations traverseroient les desseins de son Assemblée ; & qu'elle réussiroit bien mieux, quand il n'y auroit personne pour lui contredire. Mais cette sévérité ne fit pas autant de peur aux Deputez qu'il l'avoit espéré. Verdier & Chabot souffrirent la prison en gens de cœur ; & les autres continuerent leurs sollicitations avec autant de zèle qu'auparavant. Ils ne voulurent pas même parler d'élargir les prisonniers, de peur qu'on ne crût que ce coup leur avoit été sensible, & les avoit intimidés. Ils firent supplier le Roi deux jours après de vouloir entendre leurs justes plaintes ; & lui presenterent un Placet qui lui exposoit en abrégé ce que les Reformez souffroient par tout sur le sujet des Charges, des Metiers, des emplois de toute sorte ; ou sur la liberté de leurs Synodes ; ou sur celle d'embrasser leur Religion, qu'on vouloit ôter aux Catholiques ; ou sur l'ordre donné aux Officiers de Justice d'aller visiter les malades, pour savoir dans quelle Religion ils vouloient mourir. La conclusion étoit qu'il plût au Roi se faire lire le Placet & la Requête precedente ; & de nommer des Commissaires pour les voir, & pour en examiner les pieces justificatives. Cependant le Conseil élargit les prisonniers de lui-même, & sans en être sollicité. L'affaire y ayant été proposée, la Vrilliere fut d'avis de leur rendre la liberté, & le Marquis de Château-

*Placet
présenté
au Roi.*

teau-

teameuf son fils fut d'avis contraire. Il est arrivé plus d'une fois 1671. que le pere & le fils se sont trouvez opposez dans leurs sentimens ; & que le pere se portoit à des avis plus moderez que son fils : soit que le naturel impetueux , & l'esprit peu solide & peu arrêté du fils fût cause de cette diversité ; soit que le pere eût la passion de la plupart de ceux qui se retirent des grands emplois , & voulût pour se faire regretter , paroître plus équitable que son successeur. Le Roi decida la question entre eux , en disant que ce n'étoit *qu'une bagatelle*. On peut juger par là qu'il n'avoit pas été si fâché de l'impression de la requête qu'on avoit voulu le persuader : & peut-être qu'on auroit raison d'en conclure que l'emprisonnement des Deputez avoit été plutôt un effet du chagrin de ses Ministres , que de son propre ressentiment. Quoi qu'il en soit les Deputez furent élargis après un mois de detention ; mais leur liberté ne leur fut pas fort utile , parce que les affaires furent différées.

Cependant on trouva bon de dresser une requête nouvelle , parce qu'on disoit qu'il avoit été écrit sur l'original de la precedente , que le Roi l'avoit rebutée. Le Deputé General fut de cet avis ; & Du Bosc eut charge de la dresser comme la premiere , mais de lui donner une autre forme , afin d'ôter aux mal intentionnez le pretexte de dire qu'elle avoit déjà été rejetée. Celle-ci donc étoit fort differente de l'autre , excepté le tour de soumission & d'éloge. On s'y plaignoit que la Declaration de 1669. étoit violée par tout le Royaume. On commençoit par l'article trente-neuvième , qui regloit l'âge où les enfans pouvoient être reçus à changer de Religion ; & on remontroit que les Parlemens même faisoient faire tous les jours , à des enfans de neuf ou dix ans ; des declarations contraires à cette loi ; & que pour l'é luder , ils se reservoient à les leur faire réiterer quand ils auroient atteint l'âge nécessaire. Sur quoi on se plaignoit des harangues du Clergé , où ses Deputez osoient dire que les loix temporelles ne pouvoient soustraire les enfans au pouvoir de l'Eglise. En suite on se plaignoit des atteintes données à l'article trentième touchant les Metiers ; & on ajoutoit à ce qui en avoit été déjà dit , des plaintes contre les arrêts qui defendoient aux Maîtres Reformez de prendre chez eux des Apprentifs Catholiques. On s'y plaignoit de quelques arrêts des Parlemens , qui cassoient des dona-

*Nouvel-
le requê-
te gene-
rale.*

1671. tions conformes à l'article 43. des particuliers, & au douzième de la dernière Declaration, quoi qu'il n'y eût rien à dire contre ces actes, que ce qu'ils étoient passez au profit des Ministres, ou des pauvres de la Religion. Les défenses d'imprimer des livres de Religion sans permission du Juge, supprimées par l'article septième de la même Declaration, & renouvelées par un arrêt du neuvième de Novembre 1670. étoient encore le sujet d'une plainte particuliere. On en faisoit une autre sur la prétention du Clergé, qui vouloit que les huit articles de la Declaration de 1666. dont il n'étoit rien dit dans celle de 1669. demeurassent dans leur vertu; quoi que cette première loi étant révoquée par la seconde, il étoit évident qu'il n'en subsistoit plus rien, que ce que la seconde en avoit expressément confirmé; & que par conséquent on devoit mettre les articles dont celle-ci ne parloit plus au nombre des choses non-avenues. Les Commissaires même du Conseil avoient payé de cette raison les Deputez qui leur parlerent de la suppression de ces articles, & qui auroient souhaité qu'on eût mis dans la nouvelle Declaration des articles contraires, dont on étoit convenu avec eux.

*Consu-
lats, Me-
tiers, Pro-
fessions.*

On ajoutoit que ce n'étoit là que la moindre partie des malheurs qui faisoient gemir les Reformez, qu'on attaquoit du côté de leurs biens, de leur honneur & de leur vie. On reprenoit sur ce sujet les plaintes déjà faites touchant les Consuls, les Metiers, les Professions, les emplois qui pouvoient passer pour honorables. On se plaignoit de ce que les Reformez en étoient exclus, comme des personnes notées d'infamie, & indignes de rendre quelque service au public. On retouchoit les Declarations publiées contre les *Relaps* & les *Blasphémateurs*; & on remontoit les fâcheux effets qu'elles avoient produits de divers côtés; les procès intentez sur des paroles qu'on avoit épiées pour en abuser; les decrets de prise de corps, les condamnations à mort, les recherches de la vie & des discours de diverses personnes depuis quinze & vingt ans; les Monitoires vagues & generaux jettez par les Curez, pour avoir revelation des paroles dites par les Reformez; les procédures criminelles faites contre ceux qui ne se retiroient pas assez vite au gré des Catholiques, dans les occasions où ils rencontroient le Sacrement. Il y avoit alors à la suite

*Relaps
& Blas-
phéma-
teurs.*

*Rencon-
tre du Sa-
crament.*

de

de si cruelles injustices sous ce pretexte, que ce seul exemple 1671. pouvoit suffire pour montrer la necessité de donner quelque reglement authentique, pour mettre les Reformez à couvert de ces barbares traitemens. Cet homme nommé Antoine Lieutaud, *Exemple signalé.* étoit Chirurgien à Aix : & les Maîtres de ce metier ayant refusé de le recevoir à faire chef d'oeuvre, à cause de sa Religion, il avoit été obligé de recourir à des moyens extraordinaires, pour surmonter la difficulté. La peste étant dangereusement éprise à Aix en 1650. le Parlement invita les Compagnons de ce metier à servir les malades, assurant ceux qui s'y feroient dediez de leur donner la Maîtrise pour recompense. Lieutaud se presenta aux Consuls, fit un traité avec eux en consequence de l'arrêt, fut enfermé dans l'Infirmierie, tomba malade en servant les autres, & après sa guerison fut reçu de l'autorité du Parlement. Mais depuis cela on lui fit vingt ans durant de cruelles persecutions, pour l'obliger à quitter la ville. Il eut pour parties les Chirurgiens, les Juges de Police, le Clergé, la Faculté de Médecine, le Parlement ; & tous ces Corps sembloient avoir conspiré sa perte. Entre les autres moyens dont on s'avisa pour l'accabler, on lui fit un procès criminel pour cause d'irreverence. Le pretexte fut qu'une Nourrice qu'il avoit prise chez lui pour un de ses enfans, le quitta sans prendre congé & le vola : il en fit plainte, & obtint un decret de prise de corps contre elle. Peu après elle eut l'insolence de rentrer dans sa boutique, de lui sauter au visage, de l'égratigner, de lui arracher les cheveux, & de lui dire mille outrages. Il en porta une seconde plainte en Justice, mais cette femme fit sa plainte respectueuse, & voulut couvrir ses violences de cette excuse, que le Sacrement passoit dans ce moment ; qu'elle l'accompagnoit par honneur ; que Lieutaud l'ayant menacée de sa boutique, le zèle l'avoit transportée, parce qu'il avoit manqué de respect pour la ceremonie, & qu'elle s'étoit jettée sur lui par ce mouvement. Cette excuse fut reçue, & sans avoir égard aux deux plaintes de Lieutaud, on le mit en prison sur la déposition de cette mal-honnête creature, convaincue d'avoir mené une vie infame. Après de longues chicanes, & un grand conflit de juridiction entre la Chambre de Grenoble & le Parlement, enfin celui-ci qui tenoit Lieutaud le condamna par contumace, sur le refus qu'il faisoit de se recon-

1671. noître ; & par un arrêt du dixième de Mai 1660. il ordonna que ce pauvre homme & la femme seroient menez par les Sergens du Siege ordinaire, en presence de deux Huissiers de la Cour, devant la porte de sa boutique, *pendant que le St. Sacrement passeroit*, & que tous deux à genoux, & Lieutaud la tête nue, ayant chacun un flambeau ardent à la main, demanderoient *pardons au St. Sacrement*. Cette espee inouïe d'amende honorable assujettissoit ces pauvres gens à commettre une action qu'ils regardoient comme une execrable idolatrie, en reparation d'un pretendu defect de respect qui jusques là n'avoit jamais été puni que de quelque legere amende, & de defenses de recidiver. Neanmoins comme ils étoient prisonniers, on les traîna sur le lieu, & on leur fit executer l'arrêt par force. Mais cet indigne traitement ne rallentit point les persecutions, parce que Lieutaud après cette infamie ne quitta point la ville. On lui fit de nouveaux procès neuf ans durant, sous divers pretextes : jusqu'à ce que le dernier de Mai 1669. on decreta contre lui sous pretexte de recidive, & on entreprit de le faire punir corporellement. Il eut recours à la Chambre Mi-partie ; & après de longues procédures, où il parut que la protection de cette Chambre lui étoit inutile, il fut obligé de porter son affaire au Conseil, où il servoit d'exemple en même tems & de la passion des Parlemens, & des injustices qu'on pouvoit faire aux Reformez pour de pretendues irreverences. Il avoit été volé, battu, outragé. Il poursuivoit en Justice la personne coupable : & cependant la coupable même fut ouïe contre lui, & se tira d'affaires en l'accusant d'avoir manqué de respect pour le Sacrement : & cette premiere injustice fut l'occasion de lui en faire une seconde de la même espee neuf ans après, le Parlement se servant de cette raison pour renvoyer la cause, que cela étoit ordinaire à Lieutaud ; & qu'il avoit déjà été puni pour un crime de même nature. Mais reprenons la requête.

Conclusion de la requête.

Après cela on revenoit aux exercices ; on repetoit sous une autre forme à peu près ce qu'on avoit dit sur ce sujet dans la requête precedente : & on finissoit par des conjurations fort touchantes, où se prevalant même de la Declaration qui défendoit de s'établir dans les païs étrangers, on demandoit au Roi comme une grace, qu'il rendit l'habitation de ses Etats possible aux

Re-

Reformez, afin qu'ils pussent obeir à cette loi dont ils benif-
soient la douce necessité. Mais cette requête demeura long tems
sans être présentée, à cause du subit changement qui arriva dans
les affaires. Cependant il est remarquable que comme on chican-
noit les Reformez sur toutes choses, on s'avisa de murmurer de
ce que dans les requêtes qu'ils presentoient au Roi ils *concluoient*,
comme c'étoit l'usage de le faire; c'est à dire, ils exprimoient
en peu de mots ce qu'ils demandoient au Roi, sur les divers ar-
ticles de leurs remontrances. Les Commissaires du Conseil alle-
guerent au Deputé General cette raison, entre celles pour lesquel-
les la premiere requête n'avoit pas été bien reçue. Il falloit
sans doute être réduit à un grand défaut de bonnes raisons, pour
n'en avoir point de meilleure à dire. Mais comme le seul party
que les Reformez pouvoient prendre étoit celui d'ôter tout pre-
texte aux mal intentionnez, il fallut qu'ils se formassent sur le mo-
dele qu'on leur prescrivait, & qu'ils presentassent une requête
sans conclusion. C'est pourquoi ils se retrancherent dans la re-
quête dont je viens de parler à de pressantes conjurations, par
lesquelles se remettant en quelque sorte à la discretion du Roi,
ils lui demandoient seulement sa protection, & imploroient ten-
drement sa clémence & sa charité. Le Duc de Villeroi, & le
Tellier Secrétaire d'Etat furent nommez par le Roi pour en pren-
dre connoissance. Ces deux Seigneurs étoient sages & moderez:
mais on ne s'en trouva pas mieux, parce que la requête ne put
être rapportée.

FIN DU TREIZIEME LIVRE.

HISTOIRE DE L'EDIT DE NANTES. TROISIEME PARTIE. LIVRE QUATORZIEME.

SOMMAIRE DU XIV. LIVRE.

Ministres des lieux interdits exclus des Synodes. Temple de Grenoble. Temple de Vitré & de Vieille Vigne. Qualitez de l'Abbé de Charroux. Temples de la Bastide d'Armagnac : & d'Aymet. Titres & Droits honorifiques. Greffes de Niort. Ecoles. Lettre de Cachet conçue en termes extraordinaires. Sedition à Paris. Le feu est mis au Temple de Charenton. Synodes & censures. Interdiction des Eglises de Geauné, d'Alonne, d'Archiac, de St. André de la Beausse & de Coissel. Marques d'honneur dans les Temples. Metiers & Gardes. Representation des états des impositions. Guerre déclarée aux Provinces Unies : qu'on fait passer pour une guerre de Religion. Chicane du Procureur du Roi d'Amiens : heureusement reprimée. Continuation d'exercices en Guyenne aux lieux interdits. Condamnation des accusez. Residence des Ministres. Nécessité d'avoir mission des Synodes pour prêcher en quelque lieu. Permission des Juges pour le même effet. Fils accusé par son pere du crime de Relaps. Artifice malin pour perdre les Reformez de la Rochelle. Enlevement d'enfans : histoire notable. Vexations faites à l'Eglise de Sedan. Etalage & exposition de la viande. Reduction des Reformez de Sedan à garder les Edits, Arrêts & Declarations données pour tout le Royaume. Exposition de la doctrine Catholique par l'Evêque de Condom. Reponses à cet écrit. Intrigues pour le faire approuver à Rome. Effet de ces sollicitations Ecrit de Brueis. Preservatif. Exercices interdits : à Unet, Galapian, Fouillet, Ammet, Ligueux, & St. Barthelemi de la Perche :

Perche: à Bazas. Exaltitude & Ordonnance des Commissaires du 1600. Exercice interdit à Chateaudouble: à Grateloup. Exercice de Monflanquin transféré. Lettres de Maîtrise. Lecture de la requête générale devant le Roi. Liasse des preuves des griefs contenus dans la requête. 1. Liasse: Enlèvement d'enfans impuberes. Contravention notable. Procès digne de remarque. Autres exemples: à Caen: à Pontorson: en Guyenne: à Angers: à Soissons: à Amiens: à Paris: en Bourgogne. 2. Liasse: Metiers & qualité de Gardes. 3. Liasse: Legs & donations. 4. Liasse: Articles de la Declaration de 1666. que le Clergé fait revivre. 5. Liasse: Article II. des particuliers de l'Edit. 6. Liasse: Emplois honorables ou utiles. 7. Liasse: Passion & animosité. Denonciateur public à Rouën autorisé par arrêt. Affectations des Prêtres portant le Sacrement. Cruautés impunies. Malignité d'un Curé de Caen: de l'Evêque de Cahors: du Curé de Salagnac. Fureur du Curé d'Argenton. 8. Liasse: Liberté d'exercices. Question nouvelle. Esperances reculees par le voyage du Roi. Synode de l'Isle de France. Commission pour travailler à réunir les Religions. Artifices pour surprendre les Ministres. Divers engagements des personnes tentées. Ecrit sur le sujet de la réunion. Fait notable sur le retranchement des abus. Pouvoir du peuple quand il s'agit de Reformation. Suite des memoires. Irresolution de l'Eglise de Paris touchant la tenue d'un Synode: qui s'assemble enfin à Charenton. Rufes de l'Allemagne. On fait avorter le projet de réunion. Conduite du Commissaire & du Modérateur. Le Commissaire interrompt les avis. D'Allemagne est censuré, & suspendu des fonctions du ministère. Le Commissaire rompt l'Assemblée. Arrêt qui casse les arrêtez du Synode. Son execution. Conspiration du Chevalier de Rohan. Innocence & fidélité des Reformez. Denombrement de leurs familles. Les Ministres de fief exclus des Synodes. Prejudices causez par cet arrêt. Droit reel & personnel. Clause de l'an revolu dans les commissions Synodales. Jugemens provisionnels touchant les exercices. Chicanes pueriles sur la résidence des Ministres. Charges & Offices. Diverses vexations. Persecutions contre un Ministre. Reformé condamné à la restitution de biens Ecclesiastiques. Relaps. Syndics Reformez.

Les

1671.

Ministres des
lieux in-
terdits
exclus
des Syn-
odes.

Les Reformez de Poitou assemblèrent un Synode à Niort par la permission du Roi, le premier de Juillet de cette année. C'étoit le quatrième qu'ils avoient tenu depuis l'interdiction de leurs Eglises: mais dans ceux qu'ils avoient convoquez jusques à présent, on leur avoit laissé la liberté toute entiere d'y recevoir les Ministres des Eglises condamnées. On voulut ôter cet avantage à celui-ci. Le Comte de Parabere Lieutenant de Roi de la Province, chargea Bonneau qu'il avoit nommé pour Commissaire de declarer les intentions du Roi à l'Assemblée. Il les fit entendre lui-même aux Deputez de Niort, qui étoient allez lui demander une commission; & même il rendit une Ordonnance sur ce sujet, & la fit afficher aux portes du Temple de cette ville. Bonneau ne manqua pas sur la lecture des lettres d'envoi, de faire la declaration dont il étoit chargé. Le Synode fit ce qu'il put pour le flechir, & lui dit tout ce qui pouvoit faire connoître qu'il y avoit de l'injustice dans cette rigueur. Mais Bonneau ne pouvant se dispenser d'obeir aux ordres qu'il avoit reçus, persista dans sa declaration, & ordonna tout haut aux Ministres des lieux interdits, s'il y en avoit quelqu'un dans l'Assemblée, de se retirer. Le Synode deputa aussi-tôt au Comte de Parabere, pour lui remontrer combien cette Ordonnance étoit prejudiciable aux Eglises de la Province, & particulièrement aux peuples des Eglises interdites, qui avoient plus de besoin que les autres de consolation & de conseil; & en attendant le retour des Deputez & la reponse du Comte, les seances & les deliberations de l'Assemblée demeurèrent surfises. Le Comte temoigna qu'il ne pouvoit s'empêcher d'exécuter les ordres qu'il avoit reçus de la Cour, & qu'il n'y avoit rien autre chose à faire qu'à obeir. Cette reponse mit le Synode dans une grande consternation, & après avoir mûrement deliberé sur cette nouveauté, il fut resolu de remettre l'Assemblée à une autre fois, plutôt que de rendre irrevocable par l'exécution des ordres qu'on esperoit de faire adoucir. On dressa un long procès verbal de cet incident, dont l'original fut signé de tous les Ministres & les Anciens qui se trouverent presens, & on en fit tenir des copies à Paris, pour voir si on pourroit obtenir là dessus quelque chose de favorable. Mais ces poursuites furent inutiles, & cet ordre qui avoit été particulier pour

pour le Poitou, devint general pour toutes les Provinces où il y 1671.
 avoit des Eglises condamnées. La Politique du Conseil étoit
 d'ôter aux Reformez l'esperance de leur retablissement, qu'ils
 sembloient conserver en laissant encore porter aux Ministres le
 nom des Eglises qui n'avoient plus d'exercices, & les recevant
 sous cette qualité dans leurs Assemblées. D'ailleurs on persua-
 doit au Roi que ces Ministres avoient des Consistoires secrets,
 & faisoient des Assemblées clandestines qui entretenoient de
 dangereuses cabales.

Cependant après le retour du Roi on reprit le jugement des ^{Temple}
 partages, & il fut rendu le premier d'Août un arrêt en forme ^{de Gre-}
 de reglement, touchant le Temple de Grenoble. Ce Temple ^{noble.}
 étoit dans la ville, & on peut bien s'imaginer que pendant que ^{LII.}
 Lefdiguieres avoit fait profession de la Religion Reformée, com-
 me il faisoit durant les années de l'Edit, il avoit pris ses sûretés
 pour avoir un lieu d'exercice commode dans le lieu de sa res-
 dence ordinaire. Il n'y avoit rien à dire contre une possession
 évidente; mais on s'avisâ d'attaquer ce droit par un article de la
 capitulation de cette ville, quand elle fut remise au pouvoir de
 Lefdiguieres en 1590. Cet article portoit que l'exercice de la
 Religion Reformée pourroit être fait librement *dans le fauxbourg*
des Trois Cloîtres, en tel lieu commode qu'il seroit avisé. Cette ca-
 pitulation avoit été confirmée par les Lettres patentes de Henri
 IV. datées du dix-huitième de Février 1591. & enregistrées au
 Parlement. On presuma que la possession acquise même par les an-
 nées de l'Edit, & confirmée par les Commissaires de 1600. dont
 Lefdiguieres même étoit le chef & l'arbitre, ne pouvoit donner
 atteinte à une capitulation si formelle: de sorte que par le pre-
 mier article de l'arrêt qui en contenoit neuf, il étoit ordonné que
 le Temple seroit demoli jusqu'aux fondemens par les Reformez,
 ou à leur défaut par le Syndic du Clergé à leurs depens; & qu'ils
 pourroient en faire bâtir un autre dans le fauxbourg des Trois
 Cloîtres, au lieu qui leur seroit designé par l'Intendant de la Pro-
 vince. Le second article renvoyoit leurs Ecoles au fauxbourg,
 & le troisième les excluait du premier Consulat. Le quatrième
 défendoit aux Consuls & aux Magistrats de porter au Temple
 ou aux Assemblées particulieres la robe rouge, le chaperon, ou
 autre marque Consulaire; & aux Ministres de porter robes ni sou-
 tanes;

1671. tanes, ni de paroître en habit long ailleurs qu'aux Temples. Le cinquième défendoit de mettre dans le Temple qu'il leur étoit permis de bâtir, & dans les autres lieux d'Assemblée, des tapis chargez de fleurs de lys ou des Armes du Roi, ou de celles de la ville, & de mettre même sur les bancs, sur les murailles ni sur les vitres, ni peintures ni fleurs de lys. Il étoit encore défendu dans le suivant d'y mettre les Armes de Lefdiguieres. Le septième leur défendoit de se servir de Ministres étrangers, même naturalisez. Le huitième renvoyoit à l'usage ce qui regardoit le rang & la seance des femmes des Ministres, Diacres & autres. Il paroît par là que le Clergé entroit bien avant dans les affaires des Reformez, puis qu'il les chicanoit jusques sur le rang des femmes de leurs Ministres, & qu'il abusoit de la bonté du Roi avec beaucoup de confiance, puis qu'il l'abaissoit à donner des reglemens sur de semblables bagatelles. Le dernier article enfin permettoit aux Ministres de visiter dans les prisons ceux qui seroient condamnés par Justice, & de faire la priere pour eux, pourveu qu'elle ne fût point entendue des autres prisonniers. Il leur permettoit aussi de faire des prieres publiques pour eux dans le Temple, ou dans les lieux destinez à leurs exercices; mais il leur défendoit de les accompagner dans les rues.

*Temples
de Vitré
& de
Vieille
Vigne.
LIII.*

Le septième du même mois un autre arrêt ordonna la demolition des Temples de Vitré & de Vieille Vigne. Le pretexte étoit que le droit de ces lieux étoit fondé sur le privilege des Seigneurs, & que par consequent ils ne pouvoient passer pour des lieux de possession, ni jouir des marques de l'exercice public. Cependant les Reformez de Vitré prouvoient fort bien qu'ils avoient fait l'exercice de leur Religion dans cette ville avant que leurs Seigneurs l'eussent embrassée, ce qui montrait qu'ils ne l'avoient pas eu par la consideration de la qualité du fief, mais par une possession bien fondée. D'ailleurs on leur avoit fait des chicanes perpetuelles depuis près de soixante ans, on les avoit tournez de tous les côtez pour trouver le foible de leur établissement, & tout cela n'avoit servi qu'à mettre leur droit dans un plus grand jour, à leur faire obtenir diverses confirmations, & à leur faire faire une recherche & une garde plus exacte des titres qui leur étoient nécessaires. Ils faisoient voir qu'en 1577. il y avoit eu plus de quatre cens Communians dans leur Eglise; qu'ils avoient

avoient un College où il y avoit quatre Regens, un Principal & 1671.
plus de quatre-vingts pensionnaires; qu'il s'étoit tenu chez eux
un Synode National la même année; que leurs exercices avoient
continué depuis 1560. jusques là independamment des Seigneurs
de Vitré; que depuis que ces Seigneurs eurent quitté la Religion
Romaine, ils avoient eu leurs Ministres à part; les Comtes de
Laval ayant le leur, & les habitans de la ville un autre qui ne de-
pendoit que d'eux; qu'ils étoient encore dans la même possession
en 1596. & 1597. qu'ils y avoient été confirmez par des transac-
tions avec leurs concitoyens Catholiques, par des arrêts du Con-
seil, par tous les actes qui peuvent faire preuve authentique; &
sur tout par deux arrêts contradictoires du Conseil en 1611. &
& en 1642. Mais tout cela ne servit de rien. Il fut ordonné que
leur Temple seroit demoli, & qu'ils seroient reduits pour les en-
terremens à l'état des autres lieux où l'exercice public n'étoit pas
permis. Pour toute grace on les dispensoit de tendre eux-mê-
mes devant leurs maisons aux jours des processions solennelles,
& de contribuer aux frais. Le Temple de Vieille Vigne dont
les titres étoient à peu près semblables, excepté que l'origine du
droit paroissoit plus dependante du privilege du Seigneur; subit
la même condamnation. Le Roi laissoit seulement aux Seigneurs
la liberté d'user de leur privilege, pendant qu'ils seroient profes-
sion de la Religion Reformée. La plus ardente partie des Re-
formez de Vitré fut l'Abbé de Charroux, Comte de Laval, frere ^{Quali-}
du Prince de Tarente. Il ressembloit de visage au Duc Clau- ^{rix de}
de son grand-pere; mais toute la grandeur de ce Heros s'étoit ^{l'Abbé}
convertie dans son petit-fils en une haine demesurée contre les ^{de Char-}
Reformez, & une profonde bigoterie. Ce zèle avoit été repri-
mé par la Duchesse sa mere pendant qu'elle avoit vécu; mais
aussi-tôt qu'elle fut morte il se recompensa par de grands éclats,
de ce que sa violence avoit été si long-tems contrainte; & il ne
se donna point de repos qu'il n'eût détruit tout ce qu'il y avoit
d'Eglises dans les terres de cette puissante Maison. La Princesse
de Tarente néanmoins, à qui la terre de Vitré avoit été donnée
après la mort de son mari pour ses droits matrimoniaux; y jouit
de la liberté de faire faire l'exercice dans le château en sa presen-
ce jusqu'à la revocation de l'Edit.

Il y avoit en à la Bastide d'Armagnac dans le Diocèse d'Aire

1671. une Eglise dès l'année 1560. Elle se trouvoit nommée dans un Synode tenu dès ce tems-là à Clairac, comme faisant partie du Colloque des Landes. On prouvoit fort bien qu'elle avoit été servie par un Ministre nommé Sylvius, depuis l'avenement de Henri IV. à la Couronne, jusqu'à l'année 1603. ou 1604. mais cela ne l'exemta pas d'être condamnée comme les autres le dix-neuvième de Septembre. Le même jour l'exercice fut interdit à Aymet. Il ne manquoit rien à ses titres. Il paroissoit qu'on y avoit batisé plusieurs enfans pendant les années de l'Edit, & que par conséquent on y avoit fait l'exercice par *plusieurs & diverses fois*. Il est vrai que ces exercices avoient été faits par les Ministres du voisinage; parce que Valeran Ministre d'Aymet ayant été apellé au service de l'Eglise de Castres en l'année 1594. à condition que le Synode du haut Languedoc enverroient à Aymet un autre Ministre en sa place, il paroissoit par un Synode de basse Guyenne tenu en 1597. au mois de Septembre, que celui de Languedoc ne s'étoit pas encore acquité de sa promesse. On conclut de là selon la jurisprudence du Jesuite Meynier, que cette Eglise ne pouvoit avoir aquis de possession dans les années de l'Edit, quoi qu'on y eût fait l'exercice, & même célébré la Cène diverses fois, parce qu'alors elle n'avoit point de Ministre propre, & qu'elle n'étoit servie que par des Ministres empruntez.

Titres & droits honorifiques.

Les Syndics des Dioceses de Tours, d'Angers, du Mans & de Poitiers se prevalant des inclinations de Voisin, Intendant de cette Generalité, lui presenterent requête contre les Gentilshommes Reformez, pui jouissoient encore de quelques droits honorifiques dans les Eglises de leurs Seigneuries. Ils représenterent la chose comme defenduë, & citerent sur ce sujet les arrêts qui avoient été rendus ou au Conseil, ou aux Parlemens; mais ils alleguerent aussi la Declaration du 16. de Decembre 1656. Ils n'ignoroient pas qu'elle n'avoit point force de loi, parce qu'elle n'avoit jamais été enregistrée. L'Intendant ne pouvoit en pretendre cause d'ignorance; & un homme de sa profession devoit savoir qu'on n'a jamais eu d'égard en France à des Declarations non verifiées. Cependant il ne laissa pas d'ordonner le vingthuitième de Juin, que ces Seigneurs ôteroient les bancs, les titres, les Armes qu'ils avoient dans les Eglises; ou qu'à leur de-

faut

fait le Syndic du Clergé du Diocèse le feroit à leurs dépens. Le 1671
nom de l'Adjoint Reformé ne paroît point dans l'Ordonnance.

Ce sont à peu près là les plus considerables affaires de cette ^{Greffes de Niort} année. Il n'en reste qu'une de quelque importance, dont je rendrai compte après que j'aurai parlé de quelques autres plus legeres. François Rouget avoit pris à ferme une partie des Greffes du Siege royal de Niort, & ceux de la Maison Consulaire. L'Intendant de la Province lui ordonna de s'en defaire, & permit aux Consuls d'en commettre un autre en sa place. Rouget n'ayant pas voulu deferer à cette Ordonnance, on fit rendre un arrêt au Conseil le quatorzième d'Avril qui l'interdisoit, lui ordonnoit de remettre ses minutes entre les mains du Catholique qui lui seroit substitué, & vouloit qu'il ne pût être reçu d'autres personnes que des Catholiques dans ces emplois. Un autre ar- ^{Ecoles} rêt du quatrième de Decembre defendoit aux Reformez d'avoir plus d'une Ecole en chaque lieu où l'exercice public leur étoit permis; de payer leurs Maîtres d'autres deniers que de ceux de leurs disciples, ou de ceux du Consistoire du lieu même, & de s'en tenir à leur entretien des deniers d'une collecte faite sur les autres Eglises. Cet arrêt n'auroit pas été de conséquence, s'il n'y avoit eu une malignité cachée dans le dessein du Clergé qui l'avoit obtenu. Il n'y avoit peut-être pas quatre Ecoles dans le Royaume dont le Maître fût payé d'une autre maniere que l'arrêt ne le portoit; mais cela regardoit indirectement les Academies, qui n'ayant point de deniers propres tiroient leur subsistance de la contribution de toutes les Provinces. Le Clergé se preparoit par degrez à demander quelque jour que ces contributions fussent interdites. Le seizième du même mois on écrivit aux ^{Lettre de Ca-} habitants de Montelimar une lettre de Cachet, peu digne du grand Roi, ^{ches con-} dont elle portoit le nom. Elle defendoit d'élire à l'avenir un ^{gué en} Consul Reformé, & la raison qu'on en faisoit dire étoit que le Roi jugeoit cet ^{termes extraor-} usage inutile à son service. En parlant de ce Consul on le nommoit *Consul Huguenot*, comme si un grand Prince avoit pu donner avec bienveillance ce nom odieux à ses propres sujets, dans un écrit qui portoit ses ordres, & le sceau de son autorité. Il ordonnoit aussi d'ôter du Temple un tapis ^{de} semé de fleurs de lis, qui distinguoit le banc des Officiers Reformez; & il defendoit à ces Officiers quand ils alloient au Temple, de se faire

1671. faire preceder par des Massiers, & de porter d'autres habits que leurs robes noires. Il donnoit encore aux Reformez le nom de *Religieuses*, terme fort commun dans le style du Clergé; mais qu'on n'avoit jamais vu dans les actes qui portoient le nom du Roi. Ce défaut venoit de ce que quand on accordoit aux Agens du Clergé des expéditions de cette nature, ils avoient accoutumé de les presenter toutes faites; & que les Ministres d'Etat ne se donnoient pas la peine de les corriger. Les Reformez se pourvurent contre cette lettre par une requête; mais elle n'eut pas le bonheur de plaire, & elle ne fut pas même reponduë.

*Sedition
à Paris.*

Mais la sédition excitée dans la grande rue du fauxbourg de St. Antoine à Paris merite bien d'être raportée, comme un exemple signalé des dispositions naturelles du peuple Catholique à la violence. C'étoit le quatrième de Juin, jour où tomboit cette année l'octave de la solennité instituée à l'honneur du Sacrement. La procession commençant à marcher, ceux qui étoient à la tête rencontrèrent un carosse qui venoit vers la ville; & parce que le Jeudi étoit le jour ordinaire des exercices que les Reformez faisoient à Charenton entre deux Dimanches, ils ne doutèrent point que ce carosse qui venoit de ce côté-là, ne fût plein de *Huguenots* qui retournoient de leurs devotions. Ce fut assez pour exciter ces mutins à faire violence à ces personnes inconnues, & non contents d'avoir obligé le cocher & les laquais à ôter leur chapeau, ils y voulurent aussi forcer ceux qui étoient dans le carosse. Mais un Chevalier de Malte à qui il appartenoit, étant sorti sur eux l'épée à la main, se fit faire place, & continua son chemin. Il venoit après lui un Conseiller Catholique du Parlement de Paris nommé Du May, tenant la même route; & cette populace irritée du mauvais succès de sa premiere tentative, ne doutant point que ce second carosse ne vint de Charenton, se jeta sur ceux qui étoient dedans, & fit tous les mauvais traitemens imaginables à ce pauvre Conseiller. On n'en crut ni lui, ni sa femme, ni les gens qui protestoient qu'ils étoient bons Catholiques, & qui en criant *Jesus Maria*, montrant leurs chapellets, faisant le signe de la croix, tâchoient de persuader cette populace furieuse. Malgré tout cela il fut déchiré, traîné, battu; & il échappa enfin de ces cruelles mains, plutôt par la lassitude de ceux qui l'outrageoient, que par la moderation de quelques

ques bons gens, qui travailloient à le tirer de ce danger. Il 1671, en fit ses plaintes au Parlement, & il en reçut une réparation convenable, par la punition de quelques-uns des coupables, & cet accident fut cause qu'on fit des défenses fort sévères, & qu'on prit des ordres fort exacts qui furent observez durant quelque tems, pour empêcher de semblables violences. Les Reformez virent en ceci une chose fort rare, & fort nouvelle pour eux: au lieu que communément on leur faisoit porter la peine de leurs propres malheurs, ils recueillirent cette fois le fruit des malheurs d'un autre, & sans avoir été insultez ils eurent le plaisir de voir faire des défenses de les insulter. Ils n'étoient point allez à Charenton ce jour-là; & toutes les fois que de certaines solennités de l'Eglise Romaine se rencontroient avec le jour de leurs exercices, ils avoient accoutumé de retarder leur assemblée, ou de l'avancer d'un jour, comme ils le jugeoient à propos, sachant bien qu'il étoit fort dangereux de tomber durant ces jours solennels entre les mains d'une populace, dont la fureur étoit animée par ces dévotions extraordinaires. Il s'en fallut peu néanmoins qu'ils ne payassent bien cher cet avantage. Quelques seditieux mirent le feu à la porte du Cimetière que les Reformez avoient dans le fauxbourg de St. Germain, au quartier de la Charité. Il n'y en eut qu'une partie de brûlée, parce qu'il se trouva là des gens pour empêcher le mal d'aller plus loin: mais comme on ne fit point de justice de cette violence, ces mêmes gens ou leurs pareils allèrent peu de jours après mettre le feu au Temple de Charenton. Ils brûlèrent une boutique de Libraire, & tout ce qu'on y avoit laissé de livres, & étant entrez dans le Temple même, ils étoient occupez à y faire prendre le feu lors que le tocsin sonna. Ce secours inespéré vint d'un côté d'où on ne l'auroit pas attendu, & de gens qui ne savoient pas à qui ils le donnoient. Les Moines de la Charité du bourg de Charenton voyant le feu épris aux boutiques des Libraires, & ne pouvant discerner à cause de l'éloignement & de la nuit en quel lieu cette flamme étoit allumée, sonnerent les cloches, & mirent tous les habitans en alarme. Les Suisses qui étoient en garnison à Charenton, la plupart Protestans, furent les premiers éveillés, & arrivèrent au Temple assez à propos pour empêcher le progrès du feu, mais ils ne purent arrêter les incendiaires, dont trois passèrent la rivière,

1671. viere , & un quatrième se sauva vers le village de St. Mandé. On se plaignit , on informa ; on fit mettre en prison un malheureux Boucher du bourg qui se vantoit d'avoir eu part à cette entreprise. Mais comme la Justice ne se pressoit pas fort de punir , ou de rechercher les coupables , ils revinrent encore une fois cinq ou six jours après , pour achever ce qu'ils avoient commencé. Ils eurent moins de bonheur cette seconde fois que la première. Deux hommes armez qu'on avoit eu la permission de tenir dans l'enclos du Temple pour le garder , les apperçurent , & tirèrent dessus. Il y en eut un de blessé , que les autres emportèrent. Le lendemain il fut informé du fait ; & en suivant la trace du sang , on trouva que le Couvent dont les Moines avoient sonné le tocsin si à propos la première fois , lui avoit servi de retraite. On pouvoit aisément , après cela découvrir tout ce mystère : mais on n'en fit rien , il y eut seulement deux misérables mis à la Bastille , à qui on ne fit point d'autre mal que de les y tenir quelque tems. On crut sans doute que c'étoit assez pour reparer l'entreprise de ces scelerats , que leur crime n'ayant tendu qu'à brûler le Temple de l'*Heresie* , un d'eux eût versé quelques gouttes de son sang.

*Synodes
& confu-
res.*

Mais l'affaire qui suit est digne d'une plus grande considération. Etienne de Cursol Du Mont, homme sans jugement & de mœurs peu édifiantes , troubloit l'Eglise de Mompellier par diverses nouveutez qu'il y repandoit. Le Synode du bas Languedoc étant assemblé à Nîmes le quinzième d'Avril & les jours suivans , prit connoissance de cette affaire. Peyremalez déclara dès l'ouverture de cette Assemblée que le Roi ne lui accordoit que huit jours , en y comprenant ceux de l'ouverture & de la clôture. Les huit jours se passerent , soit par le nombre & la nature des affaires , soit par les ruses de Du Mont , sans qu'on eût parlé de son procès. Le Synode ne voulant pas se separer sans finir une affaire si importante , voulut obliger Peyremalez à lui permettre de continuer ses seances encore quelque tems : mais ce Commissaire le refusa , & ordonna même par plusieurs fois au Synode de se separer. L'Assemblée croyant que la nature même de la chose dont il avoit à traiter lui serviroit d'excuse au Conseil , parce qu'il s'agissoit d'un homme accusé d'Arianisme , de Socinisme , d'Anabatisme , sectes dont les noms même sont aussi odieux

odieux aux Catholiques qu'aux Reformez , resolut de passer outre , & de continuer ses seances. Du Mont fut convaincu d'une maniere à ne pouvoir se defendre, & le Synode le deposa du ministere. Cependant Peyremalez ayant envoyé son procès verbal au Conseil, on y fut offensé de l'audace du Synode ; & le Roi étant alors à Dunkerque, cassa par un arrêt du treizième de Mai toutes les deliberations du Synode , soit qu'elles regardassent Du Mont, soit qu'elles eussent été prises sur d'autres matieres depuis le vingt-troisième d'Avril inclusivement ; & ordonna qu'elles fussent tirées des actes , & que l'arrêt fût mis en leur place. Ainsi le zèle Catholique vint au secours des plus pernicieuses Heresies ; & on aima mieux maintenir un Socinien dans le ministere, que de perdre l'occasion de deshonorer un Synode. Il est vrai que l'arrêt n'ordonnoit point de peine contre le Moderateur ; ce qui n'avoit jamais manqué dans tous les arrêts semblables. Cependant Du Mont encouragé par cet arrêt , eut l'impudence de se pourvoir au Parlement de Thoulouse contre les censures du Consistoire de Mompellier ; & ce Consistoire s'étant adressé de son côté à la Chambre Mipartie , Du Mont porta l'affaire au Conseil , où il obtint sur requête un arrêt qui le renvoyoit au Parlement. Cet arrêt fut rendu le vingt-deuxième de Decembre ; & en conséquence Du Mont fit assigner les Ministres qu'il avoit pris à partie, pour se voir condamner envers lui par le Parlement en de fort grandes reparations. Pendant qu'il faisoit ces poursuites , Rommier , Orfevre de Mompellier , ayant été cité au Consistoire pour quelque scandale , y traita l'Assemblée avec beaucoup d'irreverence & de mepris ; à cause de quoi il fut suspendu de la Communion, & la suspension fut publiée le Dimanche suivant. Rommier pour se prevaloir de l'arrêt que Du Mont avoit surpris au Conseil, presenta sa requête au Parlement de Thoulouse , fut reçu partie intervenante au procès, & obtint arrêt le cinquième de Mars , qui ordonnoit d'informer du fait exactement & secretement , pour ordonner ce qui seroit de raison, après que l'enquête auroit été remise au Greffe du Parlement. Le Consistoire, sur la signification de l'arrêt , prit une sage resolution , & se pourvut devant les Commissaires. Leur avis fut uniforme. Ils ordonnerent que Rommier se pourvoiroit par appel au Synode qui se devoit tenir à Usez au mois de Mai ; lui de-

1671. fendirent de se pourvoir ailleurs, & de contraindre le *Greffier* du Consistoire à la remise des actes dont il étoit depositaire. Rommier croyant trouver au Conseil autant de faveur que Du Mont, y appella de cette Ordonnance, mais il y fut rendu arrêt le dix-huitième de Mai qui la confirmoit dans toutes ses parties. Cet arrêt mit Rommier à la raison; & Du Mont prevoyant bien que tôt ou tard il recevroit un pareil affront, laissa peu à peu refroidir sa passion; & se rangeant à la Religion Romaine, entra dans la cabale des *Accommodeurs*, qui étoit à présent fort occupée à la corruption des Ministres qui pouvoient avancer le succès de ses desseins.

1672. L'onzième du mois de Mars il y eut arrêt au Conseil, qui ordonnoit la demolition du Temple de Geaune dans le Diocese d'Aire; & qui defendoit d'y faire aucun exercice à l'avenir. Ce qu'il y a de plus considerable dans cet arrêt, est qu'il cassoit l'Ordonnance des Commissaires. Ils avoient trouvé les titres de cette Eglise si bons & si solides, qu'ils avoient d'une voix commune confirmé son droit le vingt-neuvième de Juillet 1665. Le Syndic du Clergé de ce Diocese ayant appelé de l'Ordonnance, obtint l'arrêt dont je parle, qui ruinait une Eglise par les titres de laquelle il paroissoit qu'elle avoit eu un Ministre & un Consistoire dès l'année 1563. Le seul côté par lequel on put donner atteinte à son privilege, fut une interruption apparente, durant laquelle son nom avoit été enveloppé sous celui d'une autre, ce qui étoit fort ordinaire, quand plusieurs Eglises n'avoient qu'un même Ministre. Le vingt-troisième de Mai suivant l'Eglise d'Allonne fut interdite. Elle ne s'assembloit qu'à droit de fief. Le Seigneur demuroit à Emanville, qui n'en étoit éloigné que d'une portée de pistolet. Il n'y avoit point de Temple; & l'exercice se faisoit seulement dans une chambre de la maison seigneuriale, dont le reste ne servoit qu'à loger un Fermier: mais dans cette chambre il y avoit une chaire & des bancs. Cet arrêt étoit comminatoire, & condamnoit la veuve de Henri de Brion, Seigneur de Piseux & d'Allonne, à produire dans quinzaine de certaines pieces, à faute de quoi l'exercice seroit interdit. Cette Dame ayant dessein d'aller demeurer ailleurs, ne se mit pas en peine d'obeir, parce qu'aussi bien le droit seroit demeuré inutile par son absence. D'ailleurs l'Eglise étoit fort petite, & ne subsistoit

étoit que par le zèle de trois ou quatre Gentilshommes qui entre-
 tenoient le Ministre. Le Seigneur de Pisieux, ou Puiseu, comme il
 se nommoit lui même, étoit un des plus accommodez ; mais il n'a-
 voit laissé en mourant qu'une fille, qui étant morte peu d'années
 après lui, ceux qui lui succederent, & qui se trouvoient établis
 dans des lieux éloignez, ne prirent plus d'interêt à la conservation
 de cette Eglise. Celle d'Archiac dans le Diocèse de Saintes fut aussi
 condamnée au Conseil le quatorzième de Decembre, en vuidant
 le partage des Commissaires. L'avis du Catholique étoit fondé
 sur ce que le Temple y avoit été bâti depuis l'Edit ; & qu'il in-
 commodoit les Recollects par sa proximité. Cela temoigne assez
 que les titres étoient bons, puis que pour les éluder il falloit
 avoir recours à ces misérables chicanes. Mais cet avis fut con-
 firmé ; & non seulement la demolition du Temple fut ordonnée,
 mais l'exercice interdit à l'avenir. Deux autres Eglises du Dio-
 cèse d'Agen furent aussi condamnées le vingtième du même mois.
 L'une étoit celle de St. André de la Beaulle, dont les titres étoient
 defectueux en quelque chose : c'est pourquoi Guignard qui étoit
 l'Adjoint de Pelot, n'osa prononcer ouvertement que le droit de-
 voit être confirmé. Il fut d'avis seulement que les parties fus-
 sent renvoyées au Conseil, en attendant que les partages inter-
 venus sur les lieux d'exercice du Condomois & de l'Aginois y fus-
 sent vuidez. L'autre étoit celle de Coiffel, qui s'assembloit dans
 un Temple que le Seigneur avoit fait bâtir dans sa maison sei-
 gneuriale. Par cet arrêt on reduisoit ce Gentilhomme aux ter-
 mes de l'article huitième de l'Edit de Nantes, qui ne permet-
 toit de recevoir que trente personnes de plus que la famille du
 Seigneur, aux exercices fondez sur le privilege des petits fiefs :
 & le Roi ordonnoit la demolition du Temple, & le retranche-
 ment de toutes les marques de l'exercice public. Mais l'exercice
 étoit interdit absolument à St. André.

La guerre qui commença cette année contre les Provinces Unies
 fut cause qu'on ne poursuivit pas vivement les Reformez : mais
 avant l'ouverture de la campagne le Clergé ne laissa pas d'obtenir
 un arrêt dont la consequence étoit generale. Il avoit déjà fait de-
 fendre par un arrêt particulier aux Reformez de Grenoble, & par
 une lettre de Cachet à ceux de Montelimar de mettre des fleurs
 de lys, ou les Armes du Roi dans leurs Temples. Après ce pre-

1672. mier pas, il sollicita, selon sa coutume, un arrêt qui rendit ces défenses générales, en attendant l'occasion d'en faire une Déclaration expresse. Il l'obtint le dix-neuvième de Février. Il y exposoit que dans les lieux où les Reformez avoient l'exercice public de leur Religion, ils avoient dans leurs Temples des bancs élevez, qui ressembloient aux bancs que les Magistrats, les Consuls, les Echevins occupoient dans les Eglises Catholiques; qu'ils y mettoient des tapis chargez de fleurs de lys, & des Armes du Roi, ou de celles de la ville & Communauté; que les Officiers portoient aux Temples les robes rouges, les chaperons & les autres marques de la Magistrature & du Consulat; qu'ils alloient au Temple ou en revenoient avec pompe, accompagnez des personnes de leur Religion qui les alloient prendre chez eux, ou à la Maison de ville, & les y reconduisoient; qu'on y voyoit les fleurs de lys, les Armes du Roi, celles des Communautez sur leurs bancs, sur leurs vitres, sur leurs murailles: après quoi l'arrêt rendu contre les Reformez de Grenoble ne manquoit pas d'être cité. On n'alleguoit point d'autre raison d'ôter aux Eglises cette liberté, que ce que ces choses n'avoient *jamaïs été permises par aucuns des Edits de Sa Majesté*: comme si l'Edit de Nantes declarant les Reformez capables de toutes Charges & Offices, n'avoit pas attribué à ceux qui en étoient pourvus toutes les prerogatives qui y étoient attachées; & par conséquent celle de paroître par tout où ils se trouvoient avec des marques de distinction, qui pussent faire connoître leur dignité. Le Roi ordonnoit d'ôter tous ces bancs élevez, ces tapis & ces Armes; & à faute de le faire dans quinzaine après la signification de l'arrêt, il permettoit aux Syndics du Clergé de le faire faire aux dépens des Reformez. Il défendoit de porter les marques de Magistrature & de Consulat ni dans les lieux d'assemblée, ni en allant ou revenant; & de marcher dans les rues avec pompe & avec éclat. L'arrêt devoit être publié & affiché dans tous les lieux où les Reformez faisoient l'exercice de leur Religion.

*Metiers
& Gar-
des.*

Il fut rendu quelques arrêts sur le sujet des Metiers, où les Reformez étoient maintenus dans le droit d'être recus aux Maîtrises; & un entre autres le vingt-deuxième d'Avril, qui en cassoit un autre de la Cour des Monnoyes, par lequel il étoit défendu de recevoir Orfevres à Caen Abraham Poulain, & Philippe

pe Davoyé. Cela fut causé que les Guimpiers de Lion ayant été assignez au Conseil par quelques Reformez qu'ils ne vouloient pas recevoir, sous pretexte que leurs statuts y étoient contraires, n'osèrent y contester, & declarerent par un acte exprés qu'ils se rapportoient au Conseil d'ordonner ce qu'il trouveroit à propos sur la contrariété de leurs statuts, & de la Declaration de 1669. De sorte que les Reformez eurent quelque repos sur ce sujet : mais le Clergé ne le laissa pas durer long tems. Cependant quoi qu'on les reçût aux Metiers, on les privoit de la qualité de Gardes. Le Parlement de Rouën cassa le dix-huitième de Fevrier une sentence du Bailli, qui sur quelque contestation qu'il y avoit eue, touchant l'élection des Gardes du Metier de Peigneries, qu'on nomme en d'autres lieux Peigneurs ou Tireurs de laine, avoit renvoyé les vieux Gardes à proceder à cette élection *en leur ame & conscience*. Suivant cela ils avoient élu deux Reformez, comme croyant qu'ils étoient plus solvables que les autres. Les Maîtres appellerent de la sentence, & de ce qui s'en étoit ensuivi ; & ils obtinrent un arrêt qui ordonnoit de proceder à la nomination d'autres Gardes, qui ne pourroient être que Catholiques.

Le sixième d'Avril on obtint un arrêt au Conseil qui regardoit en particulier l'Eglise de Nerac : mais qui contenoit aussi des termes generaux qui envelopoient toutes les Eglises de la Generalité de Bourdeaux. Il portoit que les états des sommes imposées depuis les dix dernieres années par les Reformez, & ceux des depenses qui en auroient été faites, seroient remis entre les mains du Commissaire departi dans cette Generalité, avec les comptes, regîtres, deliberations, & autres pieces justificatives, à quoi tous les Greffiers des Consistoires, & autres qui auroient eu part à l'administration de ces deniers seroient contraints par toutes voyes, & même par corps.

Cependant le Roi partit pour attaquer les Provinces Unies par terre, pendant que son armée navale, jointe à celle du Roi d'Angleterre, devoit les attaquer par mer. Il voulut bien qu'on crût que cette guerre étoit une guerre de Religion, soit que ce fût en effet sa pensée, comme un de ses Ministres l'avoit déclaré au Marquis de Brandebourg, il y avoit trois ou quatre ans, l'assurant que le Roi detruiroit la Religion Protestante par tout où il la

*Représen-
tation des
états des
imposi-
tions.*

*Guerre
déclarée
aux Pro-
vinces
Unies.*

1672. trouveroit , & que c'étoit une resolution formée : soit qu'il voulût empêcher par là que les Princes Catholiques, qui avoient intérêt à s'opposer à ses conquêtes, ne le traversassent dans ses desseins. Il le dit au moins en partant à quelques Prelats qui se trouvoient à la Cour, dont l'air leur est ordinairement plus agreable que celui de leurs Dioceses : & cela passa pour si certain, qu'il y eut des Auteurs de tous les rangs qui l'écrivirent dans leurs Ouvrages, & dans leurs Epitres dedicatoires. Cela n'empêcha pas les Reformez de le suivre à cette expedition, & de le servir comme les Catholiques avec affection & avec fidelité. De sorte qu'ils donnerent en cette occasion une preuve de ce que D. Estevan de Gamarra, Conseiller d'Etat du Roi d'Espagne, avoit dit d'eux en plein Conseil, lorsque le Pape, avant le Traité de Pise, sollicitoit le Roi d'Espagne de rompre la paix, ou d'entrer en ligue avec lui, pour s'opposer aux desseins du Roi de France, qui menaçoit de passer en Italie avec une armée. Entre les raisons dont le Nonce du Pontife s'étoit servi pour persuader cette rupture, il avoit représenté le Royaume de France comme demi *Heretique*, à cause des Edits qu'on y laissoit subsister encore en faveur des Reformez : pretendant que le support qu'on leur accordoit faisoit de grands prejudices à la Religion Catholique. D. Estevan repondit à cette raison que les Reformez étoient de bons sujets, fideles à leur Roi, & qui quand il formoit quelque entreprise, le servoient avec autant d'affection que les Catholiques. De sorte que quand les desseins du Roi étoient utiles à la Religion, les Reformez, qui y contribuoient comme les autres, étoient aussi utiles qu'eux à la Religion de leur Prince.

*Chicane
du Procureur
du Roi
d'Amiens.*

Les paroles du Roi firent impression sur tous les esprits : & chacun voulut se signaler par des marques de zèle contre la Religion dont la ruine étoit jurée. Le Procureur du Roi d'Amiens pensant faire éclater le sien, fit une remontrance au Lieutenant General, dans laquelle il exposoit que les Ministres étoient obligez, suivant l'Edit, de prêter serment de fidelité entre les mains du Magistrat des lieux, avant que d'avoir la faculté de prêcher; en consequence de quoi il requeroit qu'il fût fait defenses à quelques Ministres du voisinage de continuer leurs fonctions, jusques à ce qu'ils eussent satisfait à ce devoir. Le Lieutenant General lui accorda les defenses; & le Procureur du Roi les fit signifier dans

un

un même jour à quatre Ministres, au moment qu'ils montoient ¹⁶⁷² en Chaire. Les Sergens firent cette signification avec insolence: mais les Ministres ne laissèrent pas de prêcher, & ayant porté leur plainte contre cette vexation à la Reine, que le Roi avoit laissée Regente, ils obtinrent un ordre qui chargeoit l'Intendant d'arrêter ces procédures. Le Procureur du Roi n'en fut pas quitte pour cela. On reprit les plaintes après le retour du Roi; & on obtint de lui une lettre de Cachet, qui enjoignoit au Procureur du Roi de faire un requisitoire tout contraire au premier; & au Lieutenant General de rendre une Ordonnance toute opposée à la précédente. Ce ne fut peut-être pas tant un acte de justice, qu'un de mépris qui éclatta dans cette occasion. Le Clergé, qui cherchoit à priver les Reformez de toutes les charges honorables, n'avoit garde de vouloir que les Ministres fussent regardés comme des personnes qui avoient serment au Roi; de peur que cela ne donnât quelque marque de dignité à leur ministère. Il est vrai que sa politique varioit tous les jours sur cette matière: & que ce qu'il avoit empêché dans un tems, il le recherchoit avec empressement dans un autre. Mais il y eut une affaire en Guyenne qui ne se passa pas si doucement. Les Synodes résolurent qu'on se maintiendrait dans les exercices interdits, & qu'on ne cesseroit point d'y prêcher; & les Ministres obéirent à cet arrêté: de sorte qu'après même la demolition des Temples, dont le soin avoit été laissé aux Catholiques, on vit prêcher ou sur les mâtures des Temples abattus, ou dans les places qui avoient servi de Cimetieres. Cela par malheur arriva dans un fâcheux contretems: sur le point d'une declaration de guerre; dans une conjoncture où tous les desseins du Roi auroient été rompus, si une prise d'armes dans une Province guerrière, peuplée de Reformez, pleine de mecontens, & de gens qui se souvenoient encore d'avoir été libres, avoit obligé le Roi d'y envoyer une partie considerable des troupes qui lui étoient nécessaires contre les Puissances du dehors. Ces commencemens faisoient craindre que quand on verroit une fois le Roi engagé dans une guerre éloignée, on ne profitât des événemens; & on ne portât la rebellion plus loin. Cette action donc fut exagérée avec violence par les ennemis des Reformez, & donna lieu de renouveler contre eux le reproche accoutumé de leurs remu-
 mens,

*Heureux-
sermens
reprimés.*

*Consi-
nuation
d'exerci-
ces en
Guyenne.
aux
lieux in-
terdits.*

mens , & de leurs inquietudes. On ne parloit que des armes prises pour se maintenir dans les lieux condamnés , d'attroupemens , de relevement des Temples abattus , & de tout ce qui pouvoit rendre cette entreprise plus odieuse. Cependant il ne se trouva rien de plus par les informations , que la continuation des exercices dans les lieux défendus , & la réparation de quelque muraille demi démolie. Le Tellier , qu'on que sage & modéré , avertit un Gentilhomme de Guyenne qui étoit à la Cour pour ses affaires particulieres , que le Roi étoit fort offensé de cette désobéissance , & qu'il feroit punir les coupables avec une severité qui serviroit d'exemple aux autres. En effet les Juges des lieux ayant dressé diverses informations contre ceux qui avoient eu part à ces Assemblées , le Roi par un arrêt du dix-neuvième de Mars commit Daguesseau , Intendant de la Generalité de Bourdeaux , pour juger ces coupables en dernier ressort avec le Presidial de Libourne , petite ville sur la Dordogne. On fit traduire tous les prisonniers qu'on avoit faits de divers côtez dans les prisons de ce lieu ; & il s'y trouva cinq Ministres , & une trentaine d'autres personnes de toute qualité. Les Syndics des Diocèses de Sarlat , d'Agen & d'Aire étoient les accusateurs , & le Procureur du Roi de la Commission s'étoit joint à eux. Il y eut donc jugement le vingt-deuxième de Juin qui contenoit diverses condamnations. La première étoit contre Royere , Ministre d'Issigeac , Canole Ministre de Gours , & Malide Ministre de la Bastide. Ils étoient condamnés solidairement à trois mille livres d'amende pecuniaire envers le Roi , à faire amende honorable devant le Palais de Libourne , & au bannissement perpetuel du Royaume. On leur fit faire l'amende honorable le même jour , au milieu d'une grande multitude de peuple accouru pour se divertir de ce spectacle. La seconde étoit contre vingt-quatre autres prisonniers , condamnés chacun à cent cinquante livres d'amende. La troisième condamnoit par contumace deux accusés , qui n'avoient pu être pris , au bannissement de la Province de Guyenne pour cinq ans , & à deux mille livres d'amende solidairement. La quatrième ordonnoit la demolition du Temple d'Issigeac , à la diligence du Syndic du Clergé de ce Diocèse ; & celle des murailles qu'on avoit relevées dans les autres lieux , & renouvelloit les défenses d'y faire aucun exercice public de Religion à peine de la vie. La cinquième

Condam-
nation
des accu-
sés.
LXI.

quième condamnoit chacun des trois Ministres à mille livres de 1672
 reparation civile envers les Syndics des Diocèses où leurs Eglises
 avoient été situées : les vingt-quatre autres à cent livres chacun,
 pour pareille reparation au Syndic du Diocèse de Sarlat, & les
 deux qui étoient jugez par défaut à mille livres chacun envers le
 Syndic du Diocèse d'Aire. L'emploi de toutes ces sommes de-
 voit être laissé à la discretion de l'Evêque diocésain. De plus les
 Ministres étoient condamnez à trente livres d'aumône chacun,
 & les autres à vingt livres, dont la distribution étoit commise à
 la bonne foi du Curé de Libourne. Le Ministre de Lanquais
 nommé Baylen étoit élargi, à condition de se représenter quand
 il seroit ordonné. Laurens Ministre de Ste. Foi, étoit mis hors de
 Cour & de procès, & cinq autres prisonniers étoient traitez de
 même. Par la même sentence on decretoit prise de corps contre
 Joye Ministre à Calonges, Dupui Ministre à Mauhart, & Lafite
 Ministre à Puch, & à faute de les pouvoir prendre, il étoit dit que
 leur procès leur seroit fait par défaut. Enfin les coupables étoient
 condamnez aux depens. Cette rigueur fit perdre courage aux
 Ministres de cette Province, & leur précédente résolution n'eut
 point de suite.

Deux affaires particulieres jugées en divers lieux, peuvent aider *Residence*
 à faire connoître à quelle extremité les Reformez étoient reduits *des Mini-*
 par tout le Royaume. L'une est la condamnation de Jean Borie, *stres.*
 Ministre de Layrac. Il demouroit dans cette petite ville, où
 l'exercice avoit été interdit depuis peu. On l'accusa non pas d'a-
 voir prêché à Layrac depuis les defenses, ou d'y avoir fait des
 Assemblées : mais d'avoir prêché à Boé, petit lieu où le droit
 d'exercice & le Temple subsistoient encore. Il ne nia pas le fait;
 quand il fut interrogé en Justice, & il reconnut qu'il n'y avoit
 pas été envoyé par le Synode. Sur cette confession, le Sene-
 chal d'Agen le condamna, comme ayant contrevenu aux defen-
 ses de prêcher hors du lieu de sa residence, à cinq cens livres d'a-
 mende, & aux depens du procès, & on lui defendit à peine de
 punition corporelle, de prêcher à l'avenir ailleurs que dans un
 lieu que le Synode lui auroit indiqué, & où il seroit resident &
 domicilié. Le Roi s'étoit expliqué par divers arrêts sur le su-
 jet de la residence, & particulièrement par celui du vingt-qua-
 trième d'Avril 1665. mais le zèle Catholique, inépuisable en chi-

1672. cane, avoit trouvé ce nouveau tour pour embarrasser les Ministres, qu'ils n'avoient le droit de prêcher que dans les lieux où ils étoient envoyez par le Synode. C'est pourquoi on leur faisoit souvent des affaires, sur les predications qu'ils faisoient dans quelque autre Eglise que celle qui leur avoit été assignée. On fit ce traitement aux Ministres de Loudun. J'en rapporterai ici le fait, parce que n'en sachant pas la date certaine, je ne trouverois pas de lieu où j'en pusse placer l'histoire plus à propos. Le Ministre de Thouars n'étant pas en état de faire ses fonctions, l'Eglise de Loudun qui n'en est distante que d'une lieüe, y envoya l'un après l'autre les trois Ministres qui étoient à son service. On les laissa faire jusqu'à ce qu'ils eussent commis tous trois le même crime; & alors on en fit plainte à l'Intendant, qui les mit en decret de prise de corps, comme ayant contrevenu à la defense de prêcher dans les Annexes. Les Ministres se tinrent cachez pour éviter la prison; & laisserent quelque tems leurs Eglises sans exercices. On les força néanmoins à paroître, par les garnisons que l'Intendant envoya chez eux, selon la coutume de France; & qui quand même elle ne font pas d'autre desordre, causent au moins toujours beaucoup de depense, parce qu'outre la nourriture, il faut payer par jour à chacun des Gardes une somme qui est à la discretion de l'Intendant. Ils sortirent d'affaire aisément après avoir prêté l'interrogatoire: mais l'Intendant publia une Ordonnance qui defendoit à tous Ministres de prêcher hors de la Province où ils avoient leur établissement; & de faire prêcher d'autres personnes dans leurs Eglises, sans legitime sujet; comme en cas de maladie, d'absence ou de mort de celui du lieu. La chose ayant été si nettement expliquée, il ne sembloit pas qu'on pût faire de nouvelles chicanes sur ce sujet. On se trompa néanmoins. Les Ministres de Loudun même étant tous malades, on fit venir d'Huifseau pour y prêcher. C'étoit un des cas de l'Ordonnance: mais le Magistrat ne se paya point de cette raison, quand elle lui fut alleguée. Il trouva qu'avant que de faire venir un Ministre voisin, les Reformez avoient manqué de donner connoissance au Juge de la maladie des Ministres de la ville; & de lui demander permission d'en appeler un autre en leur place. Sur ce pretexte ils furent condamnez à cinq cens livres d'amende. La sentence fut executée; les meubles de quelques Anciens furent saisis &

*Permis-
sion des
Juges
pour le
même
effet.*

ven-

vendus par Justice, jusqu'à la concurrence de la somme, & des 1672.
frais du procès & de l'exécution.

L'autre affaire particuliere a quelque chose de fort surprenant. *Fils accusé par son pere du crime de Relaps.*
On y voit jusques où peut aller la fureur, quand elle est animée d'un faux zèle de Religion. Paul Pelisson, originaire de Loudun, avoit fait autrefois profession de la Religion Reformée. Il étoit Procureur au Parlement de Paris; & le desir ou d'avoir *LXIII.* ou de conserver cet Office avoit été l'occasion de son changement. Il eut dessein d'engager Jacob Pelisson son fils dans l'Ordre Ecclesiastique, & lui fit prendre la simple tonsure, lors qu'il eut atteint l'âge de treize ans. Cet enfant étoit né dans la Religion Reformée, où sa mere l'avoit élevé. Il n'oublia pas les instructions qu'il avoit reçues pendant son enfance; & malgré son pere, après avoir reçu la tonsure, il retourna dans sa premiere Religion. Ce pere aveuglé de fureur denonça son fils au Procureur du Roi de Loudun, lui fit faire son procès par le Lieutenant Criminel; le fit mettre prisonnier; & s'y conduisit avec tant de passion, qu'il laissa faire à ce Juge des fautes essentielles dans la procedure. De sorte que le Parlement revoyant le procès suivant l'Ordonnance, mit sa sentence au neant, ordonna que le prisonnier seroit traduit, & le procès porté à Saumur aux depens du Lieutenant Criminel; que l'accusé seroit ouï, & les temoins recollez & confrontez par devant le Lieutenant Criminel de Saumur; & qu'après cela Pelisson seroit conduit à la Conciergerie du Palais, pour être procedé à son jugement. Cet arrêt fut rendu certe année le quatrième de Janvier. Mais en suite il en fut rendu un definitif le vingt-neuvième d'Août, qui condamnoit l'accusé à toutes les peines portées par les Declarations. Il est remarquable néanmoins que ce jeune homme avoit fait abjuration de la Religion Reformée à l'âge de douze ans, c'est-à-dire deux ans avant le terme où ce changement devoit passer pour legitime; que même cela étoit arrivé avant les Declarations données sur ce sujet; & que par consequent selon l'équité il n'y avoit pas de lieu à le traiter comme *Relaps*. De même il est certain que dans l'Eglise Romaine, la simple tonsure n'oblige à rien, & qu'on voit tous les jours ceux qui l'ont reçue se ranger aux professions les plus opposées à la Clericature, & même se marier, sans que cela passe pour un crime. D'où il s'ensuit en-

1672. core que Belisson ne pouvoit être condamné comme étant au cas des Ecclesiastiques qui étoient nommez *Apostats* dans les Déclarations ; puis qu'il n'avoit reçu que les petits Ordres , qui ne tirent point à conséquence. En un mot il étoit seulement la victime de l'emportement de son pere : & je ne sai si la posterité pourra bien croire ce fait sur la foi de l'arrêt , dont je lui donne la copie parmi les preuves.

*Artifice
malin
pour per-
dre les
Reformez de
la Ro-
chelle.*

Mais l'affaire qu'on voulut faire aux Reformez de la Rochelle , & dont on soupçonna que les Jesuites avoient été les premiers auteurs , est une preuve authentique qu'on trouvoit tout bon , pourveu qu'il fût inventé pour nuire à ce peuple qui n'avoit plus de défense. Elie Viger Clerc tonsuré , âgé d'environ vingt ans , qui avoit fait ses études au College de la Société , s'avisa d'écrire deux lettres sans date , mais dans lesquelles il prenoit le nom d'*Osée Crignon*. L'une paroissoit adressée au Consistoire , & l'autre au Ministre chez qui le paquet fut porté le quinziesme de Novembre. Il contrefaisoit le Reformé ; touché , disoit-il , de la decadence des affaires des Hollandois , qui devoit entraîner dans la même ruine toutes les Eglises de l'Europe. Il se van- toit d'avoir un moyen de faire perir promptement de grands vaisseaux , par le moyen d'une machine dont il avoit fait l'épreuve , & il offroit de s'en servir pour mettre le feu aux vaisseaux du Roi , sur quoi il demandoit à conferer avec quelque personne du Consistoire. Le Ministre chez qui on avoit porté le paquet en son absence , ayant pris une lettre du Subdelegué de l'Intendant pour avoir plus d'accès auprès de lui , se rendit à Rochefort où il étoit , & lui exposa l'affaire dont il temoigna un extrême étonnement. Il renvoya le Ministre avec beaucoup de caresses , & d'assurances de faire savoir au Roi la fidelité des Reformez. Le dix-neuvieme du même mois la même personne qui avoit apporté les lettres vint demander la reponse. On l'arrêta chez le Ministre , & on envoya chercher le Juge Voineau qui la reconnut. Il ne fut pas mal aisé de tirer la verité de sa bouche , quoi que le Juge en usât avec elle d'une maniere à faire soupçonner qu'il étoit de l'intelligence. Elle étoit sœur de Viger , & tous deux étoient enfans d'un Lapidaire de la ville. Son frere confessa tout , & reconnut qu'il avoit communiqué ce projet à un Capucin dont il dit qu'il ne favoit pas le nom. Cet inconnu étoit

étoit sans doute un personnage de la façon des Jésuites, qui pour 1672; détourner d'eux le soupçon d'avoir inventé & favorisé cette mechanceté, avoient inspiré à leur disciple de le rejeter sur les Capucins, qui sont fort odieux à cette superbe Société, parce que par leur superstitieuse austerité ils lui ravissent la moitié de la devotion des peuples. Le Juge voyant l'importance d'une affaire où les Moines étoient mêlez, ne chercha pas à l'aprofondir davantage; & l'Intendant même voulut attendre les ordres de la Cour, avant que d'aller plus loin. Comme il ne vint point d'ordre rigoureux, Viger en fut quitte pour fort peu de chose. Il fut condamné le vingtième de Janvier à comparoître dans la *Chambre criminelle pour y être admonesté*, & banni de la ville & Gouvernement de la Rochelle pour un an. Cette peine fut légère pour le coupable; mais ce fut beaucoup pour les Reformez que d'avoir eu le bonheur d'éviter le piège, & d'avoir obtenu de la Cour une approbation verbale de leur conduite.

Je rapporterai ici une affaire considérable, qui ayant commencé par la violence finit par un acte de justice fort remarquable. *Enlèvement d'enfans, Histoire notable.* Boniol étoit un Officier de l'Evêque d'Uzès dans la juridiction de St. Ambrois, dont ce Prelat est Seigneur temporel. Il avoit une fille unique âgée de neuf ans, que sa mere nourrissoit dans une grande aversion pour la Religion Romaine. Le pere quoi que Catholique laissoit faire sa femme; mais l'Evêque ne voulant pas s'en rapporter à lui, fit enlever la fille, & la mit au Pont Saint Esprit, dans une Maison de Religieuses. Cela se passa pendant l'année 1667. & cette jeune fille de qui l'esprit avoit une fermeté & une prudence au delà de ce qu'on pouvoit esperer de son âge, résista deux ans entiers aux menaces, aux promesses, aux sollicitations, à tous les attrait par lesquels on tâchoit de Pébranler ou de la surprendre. Les memoires en rapportent des particularitez presque incroyables, & lui attribuent une présence d'esprit, & une connoissance de la pratique du Palais qui concertoient l'Intendant de la Province, quoi qu'il fût l'un des plus habiles hommes de son tems. Au bout de deux ans son pere la reclama, & obtint arrêt des Grands Jours, qui se promenant dans le Languedoc se trouvoient alors à Nîmes, par lequel il étoit enjoint à la Superieure de cette Maison de lui rendre sa fille, ou à son refus il étoit permis au pere de la reprendre, mé-

1672. me avec violence & rupture des portes. Cette jeune fille lui étant renduë demeura chez lui, sans se declarer jusqu'à ce qu'elle eût atteint l'âge de douze ans accomplis. Alors elle se declara pour la Religion Reformée. Elle fut examinée & reçue à la Communion par Noguier Ministre de St. Ambrois. L'Evêque la fit enlever encore une fois, & la retint plus d'un an sans pouvoir gagner rien sur elle : de sorte que l'Intendant importuné des plaintes de la mere, fut obligé de prendre connoissance de cet enlevement, & de remettre cette fille en liberté. Il n'en arriva point d'autre mal aux Reformez, que de voir le Ministre mis en adjournement personnel, parce qu'il avoit reçu cette fille à faire profession de la Religion Reformée, avant qu'elle en eût fait sa declaration devant le Magistrat. Il en fut quitte pour remontrer qu'il n'y avoit rien dans les Edits qui obligeât à l'observation de cette formalité. L'Intendant s'expliqua sur ce sujet, & declara que quand il s'agissoit de passer de la Religion Reformée à la Catholique, il n'y falloit point de façon, mais que pour passer de la Religion Catholique à la Reformée, on ne pouvoit garder trop de mesures, parce qu'il falloit ôter tout soupçon & toute aparence d'induction. Son Ordonnance fut fondée sur ce principe. Il remit cette fille entre les mains de sa mere, mais en même tems il defendit à tous Ministres de recevoir aucun Catholique à changer de Religion, qu'après qu'il auroit fait sa declaration devant quelque Juge. Cette maxime devint bien-tôt generale, & elle servit de loi dans tout le Royaume. Ainsi les actes de faveur ou de justice qu'on faisoit quelquefois à l'avantage des Reformez, étoient ordinairement assaisonnez de quelque amertume qui en corrompoit toute la douceur.

Violations faites à l'Eglise de Sedan.

Cependant le Clergé n'étoit pas content. Il avoit desolé les plus puissantes Eglises du Royaume, & les Provinces où les Reformez étoient les plus forts. La Rochelle, Montauban, Castres, Milhau, Nîmes, Mompellier & plusieurs autres puissantes villes avoient éprouvé son zèle persecuteur & son grand credit. Le pais de Gex & la Province de Bearn avoient vu violer pour lui plaire les droits les plus saints, & les capitulations les plus solennelles : mais Sedan étoit encore debout, & n'avoit ressenti que de legeres attaques. Il commença donc à lui en porter de plus dangereuses. La premiere fut que le dixième de Janvier

1671. il obtint une Ordonnance du Roi, qui portoit que les Reformez de Sedan ne pourroient faire imprimer de livres qui n'eussent été *vus & approuvez* par deux Ministres, qui demeureroient responsables du contenu, afin que le Magistrat pût en suite leur donner permission de les mettre au jour. Il est remarquable que le Roi se servoit ici du mot d'*approuver*, dont un mois après le Parlement de Paris fit un crime aux *approbateurs* du livre du Ministre Claude. Mais au reste les Reformez de Sedan étoient en possession de faire imprimer leurs livres, avec la simple *approbation* des Moderateurs de l'Academie. Le Juge royal voulut les obliger à prendre permission de lui, & les Reformez s'étant pourvus au Conseil contre cette nouveauté, ils demanderent d'être maintenus dans leur usage, dont le privilege avoit été confirmé par le Roi même avec tous les autres, par l'Edit qu'il avoit publié après la prise de possession de Sedan. Le Juge traita ce droit de *pretendu privilege*, & accusa les Reformez d'en avoir abusé par l'impression de plusieurs libelles *diffamatoires & scandaleux*. De sorte que tout ce que les Reformez obtinrent sur la plainte qu'ils firent de l'injuste joug qu'on leur vouloit imposer, fut que par une Ordonnance formelle il leur fut enjoint de le subir.

Le Juge se voyant autorisé d'entreprendre impunément contre les privileges de la ville, donna de lui-même une autre Ordonnance le vingt-quatrième de Fevrier de l'année 1672. par laquelle il defendoit à tous Bouchers, Chaircuitiers, Rotisseurs & autres, d'étaler ou vendre de la viande de quelque nature qu'elle pût être pendant le Carême, & les autres jours durant lesquels l'Eglise Romaine en interdit l'usage. Il defendoit encore aux Cabaretiers, Taverniers, *Hôtelains*, d'en vendre à ceux qui logeroient ou qui mangeroient chez eux, soit habitants, soit forains & étrangers; & il étendoit les defenses aux trois lieux où il y avoit des Temples pour les Reformez. Il permettoit seulement de vendre de la viande aux Reformez secrettement, & aux Catholiques malades sur un billet de leur Curé. Cette Ordonnance étoit raisonnée. Le Juge apelloit cette coutume un abus; cependant il reconnoissoit qu'elle avoit été établie *par les anciens Princes de cette ville, qui faisoient profession de la Religion Reformée*; comme si l'institution faite par un Souverain n'étoit pas en matiere d'usages ce qui les rend legitimes. Il faisoit la description

1672.

*Etalage
& exposition
de la viande.*
LXV.

1672. scription de la boucherie publique, & de la situation de ses deux portes, dont l'une étoit sur le grand passage, & l'autre vis à vis de la grande porte de l'Eglise des Jésuites. Il exagéroit le mal de cette coutume qui faisoit douter aux étrangers si cette ville étoit Catholique, *dont les honnêtes gens, disoit-il, ont de la pudeur, les Catholiques François ou étrangers de l'horreur, & dont la piété & le zèle de tout le monde sont extrêmement scandalisez.* Il ajoûtoit que les Catholiques même aussi mêlez avec les Reformez par la vie & par les mœurs, que par leur intérêt & leur commerce, achetoient & mangeoient de la chair comme les autres pendant le Carême. Pour ces raisons importantes il trouvoit bon de corriger les institutions des anciens Princes, que le Roi subrogé en leurs droits avoit solennellement confirmées.

Reduction des Reformez de Sedan à garder les Edits, arrêts & Declarations données pour tout le Royaume.
LXVI.

Mais on ne seroit pas allé assez vite au gré du Clergé, s'il avoit fallu une Ordonnance particuliere sur chaque chose qui pouvoit incommoder les Reformez: il trouva un expedient pour les assujettir tout d'un coup à tout ce qui se pratiquoit dans le reste du Royaume. La mort de Josué le Vasseur Ministre à Sedan, & Recteur de l'Academie, arriva vers la fin de Novembre. Il fut porté en terre avec les honneurs qu'on avoit accoutumé de rendre aux personnes de sa qualité. Son corps fut exposé en public le visage decouvert. Quand on le porta en terre l'Academie & le Consistoire marcherent en ceremonie devant le convoi, ayant le Bedeau à leur tête qui portoit la masse haute, couverte d'un crêpe; & environ quarante personnes marcherent après le corps en habits de deuil. Le nouvel Archevêque de Rheims qui n'avoit pas été long-tems Coadjuteur, se formalisa de cette pompe, & en fit des plaintes à la Cour, où son pere & son frere étoient dans un haut credit. Il lui fut donc aisé d'obtenir un arrêt le vingtième de Janvier 1673. par lequel le Roi, comme si les Reformez de Sedan qui avoient des loix à part, confirmées en 1638. par leur dernier Duc, & en 1644. par le Roi même, avoient été fort coupables d'observer leurs anciens usages, le Roi, dis-je, temoignant qu'il vouloit *pour cette fois moderer la severité* avec laquelle il entendoit que les contraventions à ses volontez fussent punies, ordonnoit qu'à l'avenir les Edits de pacification, arrêts & Declarations données sur la Discipline de ceux de la Religion P. Reformée de son Royaume fussent exercez dans

dans les villes & Souverainetés de Sedan, Raucourt & St. Man-^{1672.}
ges ; & en conséquence il défendoit la pompe des enterremens,
& les exhortations faites dans les rues à leur occasion , reduisant
à l'égard de l'heure & du nombre des assistans , les habitans de
Sedan aux termes prescrites par les reglemens donnez pour le reste
de la France.

Mais avant que d'aller plus loin dans les affaires de l'année ^{Exposition de la Doctrine Catholique par l'Evêque de Condom}
1672 je rendrai compte ici d'une dispute qui commença vers la
fin de l'année 1671. qui dura toute l'année 1672. & 1673. &
qui se renouvela sept ou huit ans après. Comme on aspireroit à
détruire les Reformez , sous le pretexte d'une réunion avec l'E-
glise Romaine , l'Evêque de Condom, Precepteur du Dauphin,
& depuis fort connu sous le nom d'Evêque de Meaux, voulut
aider à ce projet par quelque piece qui le pût mettre en reputa-
tion. Il y travailla long tems , & l'essai de son Ouvrage fut vu
manuscrit plus de quatre ans avant qu'il fût imprimé. Il donna le
titre d'*exposition de la doctrine de l'Eglise Catholique* à ce petit
livre. Il y dissimuloit si bien les sentimens de son Eglise, que
les Docteurs de la Communion qui virent son livre ne les y re-
connurent point , & que quand l'Ouvrage fut imprimé la premie-
re fois , l'Evêque en supprima l'édition , de peur de ne pouvoir
pas le garantir de quelque censure. Il s'en sauva néanmoins
quelques exemplaires dont les curieux eurent l'adresse de se saisir.
L'Auteur travailla donc encore environ un an à corriger les pas-
sages qui ne plaisoient pas à tout le monde. Après cela enfin
cet Ouvrage vit le jour, vers la fin de l'année 1671. & fut re-
çu avec applaudissement par les Evêques de Cour , & par tous
les autres Catholiques , excepté les Docteurs, les Moines & les
Jesuites , qui malgré le credit de l'Evêque n'eurent pas la com-
plaisance de l'honorer d'un mot d'approbation. Il ne se pouvoit
rien voir au reste de mieux écrit , ni de mieux tourné : mais on
n'y remarquoit pas la moindre trace de bonne foi , quoi que dans
des écrits de cette nature elle devroit éclater plutôt que la ner-
teté du langage , la vivacité de l'esprit , & la délicatesse de l'in-
vention. Mais la bonne foi auroit détruit tout le projet de l'E-
vêque : c'est pourquoi il n'en retint pas même l'ombre dans son
Ouvrage.

Aussi-tôt que ce livre parut , la Bastide qui avoit refuté au-^{Reponses à ces}

Tome IV.

G g

para-^{écrits.}

1673. paravant le projet de réunion universelle formé à Saumur, y eut une réponse mortifiante qui parut cette année, & qui révélant le mystère de cette *exposition*, & représentant la doctrine Catholique telle qu'elle est, fit voir une si grande opposition entre elle & celle des Reformez, qu'on ne pouvoit assez s'étonner comment l'Evêque avoit pu dans son écrit les approcher de si près, & faire trouver tant de conformité entre l'une & l'autre. A peine cette réponse fut-elle imprimée, que David Négrier, Ministre célèbre dans le bas Languedoc, en publia une autre, qui fut imprimée à Orange en 1673. Elle s'accordoit avec la première, en ce qu'elles accusoient toutes deux l'Evêque d'avoir dogmatisé les sentimens de son Eglise : & à dire le vrai, il ne falloit que comparer ce livre avec les Confessions de Foi, les décisions des Conciles, les Catechismes, les Liturgies, les écrits des Docteurs Catholiques qui avoient traité de la Controverse, pour voir à l'ocul la fraude du Prelat, & decouvrir le piège qu'il tendoit par cet artifice à la crédulité des simples. C'est pourquoi son Exposition n'ébloût que ceux qui avoient déjà résolu de changer de Religion; & les autres ne se laissèrent point surprendre par cette ruse.

*Intrigues
pour le
faire ap-
prouver
à Rome.*

Mais l'Evêque sentant bien qu'on l'avoit pris par son faible; & ne pouvant ignorer que son Ouvrage recevoit autant de contradiction de la part des Docteurs de sa Communion, que de celle des Reformez, se mit à solliciter de toute sa force pour lever cette difficulté, & pour mettre à la tête de son livre une approbation authentique. Il n'étoit pas malaisé d'avoir l'approbation de quelques Evêques : la coutume des personnes de cette qualité étant de se prêter réciproquement des approbations & des éloges, des livres même qu'ils ne se donnent pas la peine de lire. Mais cette methode étoit décriée, parce que c'étoit celle des Jansenistes, qui n'étoient gueres moins odieux à la Cour que les Reformez; & qu'on n'avoit pas manqué de leur reprocher qu'ils avoient recours à cette forme d'approbation, qu'ils obtenoient de leurs confidens, à cause qu'ils n'en pouvoient avoir de plus formelle de ceux qui pouvoient régulièrement la donner, comme deputez Censeurs des livres de Religion. D'ailleurs le temoignage de cinquante Evêques ne suffisoit pas, pour détruire la force des preuves contraires, tirées de pieces authentiques, qui demontroient que la doctrine de l'Evêque & celle de l'Eglise Romaine n'étoient pas

pas la même chose. La Bastide avoit mis à la tête de sa réponse 1693. une copie de la Profession de Foi dressée par l'ordre du Pape Pie IV. & ce seul acte suffisoit pour convaincre l'Evêque d'un inexcusable déguisement. En un mot, afin que la doctrine passât pour celle de l'Eglise Romaine, il falloit faire parler l'Oracle de Rome, comme lui disoient ses adversaires. Il n'oublia donc rien pour faire venir de là une approbation de son livre : mais il fallut plus de six ans d'intrigues pour y parvenir. Elles ne furent pas fort pressantes pendant la guerre : mais elles s'échauffèrent après la paix, & tout ce que la Politique humaine peut inspirer, pour réussir dans quelque entreprise, fut mis en pratique pour obtenir de l'Oracle une réponse favorable. On n'y gagna rien néanmoins. La Cour de Rome est trop fine pour s'engager si légèrement : & d'ailleurs les Jésuites n'auroient pas voulu que cet Ouvrage qui ne venoit pas d'eux eût tant de succès, & reçût des approbations si solennelles. C'est pourquoi lors que le Clergé dressa en 1682. un mémoire des *Methodes* propres à convaincre & à convertir les Reformez, ces ruses politiques qui pouvoient tout dans cette Assemblée, eurent de la peine à souffrir que celle de ce Prelat tint la place entre les autres. Il eut besoin de tout son credit, pour obtenir cet honneur. Cependant on y rangea trois mechantes chicanes du Jésuite Maimbourg, reconnu par les Catholiques même pour un étourdi, qui n'avoit de Religion que celle d'une complaisance aveugle pour la Cour. On y mit même la honteuse chicane de François Veron, de qui j'ai fait le portrait ailleurs.

Tous les soins & tous les efforts de l'Evêque de Meaux revin- Effet de ces sollicitations.
rent donc à ceci, que quelques Cardinaux, & d'autres Docteurs à qui il avoit fait présent de son Ouvrage, écrivirent à lui & à d'autres des lettres de remerciement, & de civilité, où ils lui don-
noient quelques éloges, que son livre fut imprimé à Rome avec permission, après avoir été traduit en Italien ; & qu'il reçut un Bref du Pape qui le louoit, & le remercioit de ses peines. Mais les Cardinaux & les Docteurs menagerent leurs expressions avec tant de prudence, qu'il ne leur échappa pas un mot qui pût les rendre garans de la doctrine de l'Evêque ; & le Bref fut écrit avec tant de circonspection, qu'il n'y avoit rien dont on pût conclure que le Pape approuvoit le livre, & que ce qu'il disoit à la louan-

1673. ge de l'Auteur fût une décision authentique, prononcée, comme parlent les Docteurs, *ex cathedra*. Néanmoins ce Prelat ayant reçu ce Bref & ces lettres, & tiré une approbation de quelques Evêques, fit faire en 1680. une nouvelle édition de son Ouvrage, où par un long avertissement il pretendoit prouver que sa doctrine étoit solennellement approuvée. Mais l'avertissement ne fut pas plus heureux que la piece même. La Bastide le refusa par un écrit exprés : & fit voir que tout le triomphe de l'Evêque étoit chimerique ; que toutes les lettres qu'il produisoit n'étoient que l'effet de ses intrigues, & qu'enfin elles ne le mettoient point à couvert du reproche d'avoir infidelement déguisé la doctrine de son Eglise. De Bruëis Avocat de Mompellier, qui avoit été Proposant, mais que la debauche avoit contraint d'abandonner la Theologie, dont l'étude n'est pas compatible avec des mœurs irregulieres, s'avisa de refuter aussi l'Ouvrage de l'Evêque de Condom : & il le fit avec tant de succès, que s'étant laissé corrompre depuis par les intrigues du Clergé, & s'étant rangé à l'Eglise Romaine, il n'a pu detruire ses propres raisons, par un pitoyable écrit où il a tâché de le faire. Mais le plus solide & le plus beau des livres qui furent alors écrits sur cette dispute, est celui qui porte le titre de *Preservatif contre le changement de de Religion*. Jurieu y traita la chose d'une maniere à ne laisser plus de retour aux sophismes du Prelat : son livre fut lu avec profit & avec consolation presque par tous les Reformez qui savoient lire : & les Catholiques n'y repondirent que par des injures & de froides plaisanteries. J'ai raporté cette affaire tout d'une suite, pour n'être pas obligé d'y revenir.

Ecrit de
Bruëis.

Preservatif.

Exercices
interdits.

Cependant les affaires que la guerre entreprise contre les Provinces Unies donnoient au Conseil, n'empêchoient point le Clergé de poursuivre le jugement des partages : & les progrès que le Roi avoit faits pendant la dernière Campagne avec tant de rapidité, persuadoient que la ruine de cette puissante Republique étant inevitable, la France pouvoit impunément travailler à l'aneantissement de la Reformation. C'est pourquoi le Conseil voulut bien donner encore au Clergé quelques marques de sa complaisance. Il y eut six Eglises du Diocèse d'Agen condamnées le troisième de Février par un même arrêt. Ces Eglises étoient Unet, Galapian, Fouillet, Ammet, Ligueux, & St. Barthelemi. On les envelopoit dans

à Unet :
Galapian :
Fouillet :
Ammet :
Ligueux :

dans une même condamnation, parce que c'étoient des Catholiques dont malheureusement le nom ne paroïssoit point dans les titres, & dont le droit étoit caché dans celui de l'Eglise principale. Ce qu'il y avoit de remarquable dans cet arrêt, est que le Roi donnoit différens délais pour la demolition des Temples de ces Eglises. Les deux derniers devoient être abattus dans deux mois; ceux de Foullet & d'Ammet dans un mois; mais ceux d'Unet & de Galapian n'avoient que quinzaine de tems pour leur demolition. Je ne sais pas la raison de cette diversité; & il n'y a rien dans les pièces qui m'ont passé par les mains qui puisse la faire comprendre. Peut-être qu'il n'y en avoit point d'autre que le dessein de faire croire que l'affaire avoit été bien examinée, & jugée avec beaucoup d'équité, puis qu'on y avoit eu égard aux moindres choses; & qu'on avoit bien voulu régler les délais accordez pour la demolition des lieux d'exercices par la situation de ces lieux, & par la commodité des personnes intéressées.

Le vingtième du même mois l'Eglise de Bazas fut interdite: Le Syndic de ce Diocèse avoit si peu de bonnes raisons à dire contre le droit des Reformez de cette ville; qu'il eut recours pour l'ébranler à la Declaration du 16. de Décembre 1656. qui, comme je l'ai déjà dit, n'avoit point été vérifiée. Un des articles de cette Declaration portoit que les Temples bâtis dans les villes Episcopales seroient demolis; & cela convenoit à celui dont il étoit question, qui étoit dans l'enceinte des murailles. Il y ajoûtoit un arrêt du Conseil rendu en particulier pour le Bearn, & qui portoit défenses de continuer l'exercice public dans les lieux où il y avoit moins de dix familles domiciliées. Il se fondeoit aussi sur la manière dont la ville de Bazas étoit venue au pouvoir des Reformez; & parce que Favas qui s'en étoit emparé au commencement de l'année 1577. ne s'étoit jetté dans le party du Roi de Navarre que pour éviter la punition d'un assassinat, & d'un enlèvement dont il étoit coupable, le Syndic pretendoit que l'exercice des Reformez n'avoit pu légitimement y être établi. Néanmoins il est certain que cette ville étoit demeurée depuis ce tems-là au pouvoir des Reformez: & que les premiers Commissaires executeurs de l'Edit en 1600. les maintinrent contradictoirement dans le droit de s'assembler au même lieu où ils avoient accoutumé de le faire. Il est vrai que suivant l'exactitude que

1657.
St.
Barthe-
lemi de
la Per-
che.
LXVII.

à Bazas.
LXVIII.

Exacti-
tude &
Ordon-
nance des
Commis-
saires de
1600.

1673 Les Commissaires apportèrent à l'observation de l'Edit, ils réduisirent le droit de ce lieu aux seuls habitants, à condition qu'il n'y pût venir de dehors plus de dix personnes. La raison de cette restriction étoit que le Gouverneur, craignant la surprise, avoit eu le soin de faire tenir les portes fermées pendant les jours de devotion, de peur que s'il y eût reçu des étrangers, il ne se fût glissé parmi eux des gens armés, qui auroient pu le mettre hors de la place. Il avoit étendu la rigueur de cette observation sur les personnes même de sa Religion: parce que s'il eût laissé l'entrée de la ville libre aux étrangers, sous le pretexte de venir au Prêche, il auroit été fort aisé à ses ennemis d'en abuser, & de feindre que cette raison les amenoit à Bazas, quoi qu'ils eussent d'autres desseins. Dans cette pensée donc Favas n'y laissoit entrer que peu de gens qu'il pouvoit connoître, & dont le nombre ne lui étoit pas suspect. Mais les Commissaires qui se faisoient une loi de laisser scrupuleusement les choses dans toutes les circonstances où l'Edit les avoit trouvées, se servirent de cette considération, pour limiter le nombre des *Forains* qui pourroient venir aux exercices de cette ville, & le réduisirent à celui que Favas avoit accoutumé d'y recevoir. Cette restriction étant extrêmement incommode, & d'une execution presque impossible, les Reformez eurent le bonheur de la faire lever trois ans après, non seulement par un article de la reponse aux cahiers du quatriéme de Juillet 1603. mais par une Déclaration expedée en consequence le dix-septième du même mois, adressée au Senechal de Bazadois, confirmée par plusieurs arrêts, & enregistrée au Siege de la Seneschaussée. De sorte que ce droit étoit fondé sur trois titres incontestables, & de la plus solennelle autorité: la possession notoire au mois de Septembre 1577. l'Ordonnance contradictoire des Commissaires de 1600. & une Déclaration enregistrée. Il y avoit d'ailleurs d'autres titres du droit qui suffisoient pour l'établir: & entre les autres il y avoit une attestation en bonne forme, passée devant le Lieutenant particulier de la Seneschaussée, signée du Juge royal de la Prevôté, de deux jurats, de deux Avocats, & de deux Procureurs, qui certifioient qu'il y avoit onze familles de Reformez domiciliées dans la ville. Mais cela n'empêcha pas que l'exercice ne fût interdit, & que le Temple ne fût condamné à être demoli dans deux mois.

On

On se le même traitement à l'Eglise de Châteaubleu, située ^{Exercice} en Dauphiné dans le Diocèse de Valence. Il y avoit un ^{interdit} de titres pour le ^{à Cha-}maintien, si les Juges avoient été animés d'un ^{seau-}esprit d'équité; mais comme ce n'étoit pas celui qui regnoit dans ^{double.} les affaires de Religion, le Conseil condamna cette Eglise par un arrêt du premier de Mars. Les Reformez de Grateloup dans le Diocèse d'Agén, perdirent aussi leurs exercices par un arrêt du treizième du même mois. On se servit de ce prétexte pour éluder la force de leurs titres qui étoient parfaitement bons, qu'encore qu'il parût par divers registres qu'ils avoient un Consistoire en 1596. & 1597. que l'exercice y avoit été fait plusieurs & diverses fois pendant ces deux années; que même le Colloque d'Agénois s'y étoit assemblé le premier de Juin 1597. & que les Deputez du Consistoire y avoient comparu; néanmoins ils n'avoient point alors de Ministre qui fût affecté à leur service, & ils n'avoient été assistez que comme Annexe par les Ministres des Eglises voisines. Cependant leur propre Ministre nommé Ricotier s'étoit trouvé à ce Colloque; mais comme il servoit l'Eglise de Clairac en même tems, il n'avoit pris que la qualité de Ministre de Clairac, qui étoit la plus considérable des deux, & le nom de Grateloup n'avoit pas été employé en parlant de lui. C'étoit un usage universel dans le Royaume, dont la conséquence qu'on n'avoit pas prévue donna lieu à ruiner de bonnes Eglises; que quand plusieurs Eglises étoient servies par un seul Ministre avec des Consistoires séparés, elles deputoient alternativement quelque Ancien avec leur Ministre; & alors pour conserver la distinction des suffrages, le Ministre prenoit la qualité de Pasteur de celle qui ne deputoit pas; de sorte qu'il opinoit en son nom, & qu'il laissoit à l'Ancien le droit d'opiner pour celle qui l'envoyoit. Il étoit aisé à la chicane de conclure de là qu'une Eglise n'avoit point de Ministre, parce qu'il se trouvoit par cette raison des occasions où le Ministre de qui elle prouvoit démonstrativement qu'elle avoit été servie, n'en avoit pas pris la qualité. L'Eglise de Monflanquin fut un peu plus heureuse que les autres. Elle fut jugée le même jour, & condamnée à délaisser son Temple aux Catholiques dans quinze jours, à la réserve de la chaire, des bancs & de la cloche qui demeureroient aux Reformez, pourveu que la cloche n'eût point de marque par laquelle il pa-

à Grateloup.
LXIX

Exercice de Monflanquin trans-feré.
LXX

1673. rât qu'elle avoit aparcu à l'Eglise Romaine. Les Catholiques devoient payer aux Reformez par forme de remboursement la somme de quatre cens livres. Mais, de peur que les Reformez ne profitassent de cet arrêt, le Roi permettoit aux Catholiques de l'accepter si bon leur sembloit; ou à leur refus il ordonnoit que les Reformez demoliroient leur Temple, delaisseroient le sol au Pcur du lieu, demeureroient dechargez de payer l'interêt d'une somme de quatre cens livres qu'ils devoient aux Catholiques, & disposeroient à leur gré des materiaux, que si les Reformez ne vouloient pas abattre leur Temple eux-mêmes, il seroit abattu à leurs depens à la diligence des Catholiques. Enfin le Roi accordoit aux Reformez la liberté de bâtir un autre Temple, dans le lieu qui leur seroit designé par les Commissaires. Cet arrêt confirmoit mot à mot l'avis de Pellot Intendant de Guyenne, & de Guignard son Ajoint, devant qui les Reformez avoient si bien établi leur droit, qu'on n'avoit osé le leur contester. Mais la raison de leur ôter leur ancien Temple fut qu'il étoit bâti sur le fond & des materiaux d'une Chapelle, & de quelque maison prochaine qui dependoit de la Cure. A la verité ils avoient aquis ce fond des Catholiques, & leur faisoient encore la rente d'une partie du prix; & ils avoient joui de ce lieu plus de soixante & dix ans, sans qu'on se fût avisé d'en murmurer. Mais en 1668. on trouva bon pour les chagriner, & pour donner au Clergé le plaisir de voir demolir un Temple, de leur faire cette chicane sur la nature du fond où étoit bâti le lieu de leurs Assemblées,

Conver-
ti exem-
té de
payer ses
dettes.

Le vingt-quatrième du même mois de Mars le Roi donna un arrêt, qui dechargeoit pour trois ans un nouveau *converti* de la nécessité de payer ses dettes. C'étoit un nommé Jean de Versé Aypcat au Parlement de Bourdeaux, mais demeurant à Bayonne où il mangeoit son bien fort mal à propos. Quand il s'aperçut qu'il n'avoit plus de quoi vivre, & qu'il lui étoit impossible de satisfaire ses creanciers, il se fit Catholique; & pour avoir un pretexte specieux de quitter le pais, il s'avisa de prendre les Ordres, & de s'en aller à Paris pour étudier en Theologie. Cependant ses creanciers saisirent son bien, & firent leurs diligences pour s'assurer de ne perdre rien avec lui. Ces poursuites l'obligerent à recourir au Clergé, qui aima mieux l'assister aux depens d'autrui, que de prendre dans sa bourse de quoi favoriser ses études

études. La requête qui fut présentée en son nom portoit que ses 1673. créanciers avoient été suscitez par son frere, & par trois beaux freres dont il y en avoit deux Ministres. C'étoit assez pour être cru que d'accuser des gens de ce caractère : c'est pourquoi l'arrêt fut obtenu aisément. Il donnoit main levée à Versé de toutes les saisies de ses biens, tant mobilières que réelles; ordonnoit à tous ceux qui avoient reçu le revenu de son bien en vertu des saisies, de le remettre entre ses mains, ce qui leur serviroit de suffisante décharge; défendoit à tous ses créanciers de le poursuivre durant trois ans, pour le payement du principal & des arrérages du passé; & n'assujettissoit ce mal-honnête homme qu'à payer l'année courante au bout de chaque année pendant ce délai. C'étoient les termes de l'arrêt du vingt & unième de Janvier 1668. dont j'ai rapporté le contenu ailleurs; dont je n'ai pas connoissance qu'on se fût prevalu jusqu'à présent, & dont le Roi ordonnoit ici de nouveau l'entière execution.

Le vingtième de Novembre un arrêt des Requêtes de l'Hôtel déclara nulles toutes les lettres de Maîtrise, où la clause de la *Religion Catholique* n'auroit pas été employée. Segalas avoit traité d'une de ces lettres pour le metier d'Arquebusier, & s'étoit fait recevoir en conséquence par le Bailli du fauxbourg de St. Germain, qui n'en avoit pas fait de difficulté. Les Maîtres du même metier entreprirent de lui faire fermer sa boutique, & trouverent le moyen de mettre dans leurs intérêts le Comte de la Bourlie. La raison pourquoi il étoit partie dans ce procès ne me paroît pas par les memoires que j'ai vus. Mais enfin après de longues procédures, & diverses executions de ses meubles & des instrumens servans à son metier, Segalas fut obligé de se faire recevoir Maître par chef d'œuvre; de déclarer à l'audience qu'il se départoit de ses lettres, & de payer les depens des Maîtres jurez. Le même arrêt contenoit divers reglemens sur le sujet de ces lettres, sous le pretexte desquels on pouvoit faire de grandes vexations à tous ceux qui s'étoient introduits dans les Maîtrises en vertu de ces privileges.

Mais les avis qui furent envoyez dans les Provinces par le De- *Lecture* puté General, & par les Agens ou les Avocats des Eglises éloignées qui les entretenoient à Paris, ayant fait savoir par tout, *de la requête générale devant le Roi.* après la fin de la Campagne, qu'on alloit reprendre au Conseil

1673. les affaires de Religion, il revint de toutes parts des Deputés pour s'opposer par leurs remontrances aux entreprises du Clergé. Du Bosc ne manqua pas d'y être envoyé par la Province, & d'y reprendre la place qu'il y avoit tenue les années precedentes. On ne trouva point d'autre expedient pour parer les coups dont on étoit menacé, que de supplier instamment le Roi de faire lire les requêtes generales en sa presence; ou au moins la seconde, s'il ne vouloit pas les entendre toutes deux. On dressa un Placet sur ce sujet, à la lecture duquel le Roi promit au Deputé General qui le lui avoit présenté, qu'il feroit ce qu'on souhaitoit de lui. En effet la seconde requête fut luë le dix-septième de Mars. On fut que le Marquis de Châteauneuf qui avoit reçu l'ordre de la lire, voulut détourner le Roi d'en entendre la lecture, sous pretexte que la piece étoit longue, & qu'elle ennuyeroit ce Prince, qu'il en pouvoit faire le raport en peu de mots, & que cela suffisoit pour informer sa Majesté de ce qu'on lui demandoit. Le Roi qu'on avoit prevenu sur cela, & qu'on avoit instamment supplié de ne se contenter pas d'un simple raport, mais d'ordonner la lecture de cet écrit, demeura ferme & voulut que la requête fût luë. On ajoute qu'après l'avoir écoutée attentivement, il dit en plein Conseil que si les Reformez disoient vrai, ils avoient raison de se plaindre, & qu'il étoit juste d'y donner ordre. Il dit la même chose au Deputé General qui ne manqua pas de le rapporter aux autres, & de leur donner de plus belles esperances que jamais, de voir apporter quelque remede à la misere des Eglises. Le Roi nomma encore Villeroi & le Tellier pour examiner la requête; & le nom de ces Commissaires qu'on estimoit des plus équitables, fit esperer encore de plus grandes choses.

*Liaffes
des preuves
des
griefs
contenus
dans la
requête.*

- En effet on ne se pouvoit promettre rien que de bon de la discussion des faits qui étoient posez dans la requête, parce qu'on avoit à la main des preuves incontestables de leur verité; & que même on pouvoit faire connoître d'une maniere fort évidente; qu'on avoit encore à faire d'autres plaintes que celles dont la requête faisoit l'abregé. On avoit recueilli en huit liaffes differentes, les pieces justificatives des principaux griefs dont on avoit sujet de se plaindre, & on les avoit mises entre les mains du Marquis de Châteauneuf, ou en original, ou en copies authentiques, &

& qui valaient des originaux. La premiere liasse contenoit les 1673: *I. Liasse: Enlevement d'enfans impuberes.*
 preuves de l'enlevement des enfans, à qui les Catholiques fai-
 soient faire abjuration de la Religion Reformée, dans un âge
 bien éloigné de celui où il étoit permis par les reglemens. On
 y trouvoit une sentence du Bailli d'Elbeuf, qui donnoit aux Ca-
 tholiques l'éducation de deux enfans d'un nommé Samuel Ro-
 main, quoi qu'ils fussent reclamez par Nicolas Robelot leur
 grand-pere, qui faisoit profession de la Religion Reformée, aus-
 si bien que leur defunt pere qui y avoit perseveré jusques à la
 mort. Un arrêt du Parlement de Rouën du vingt & unième
 Mars 1670. confirmoit cette sentence; & le même Parlement
 avoit ordonné informations, ajournemens, decret de prise de
 corps contre Robelot, parce qu'il avoit reçu ces enfans dans sa
 maison. Mais l'Ordonnance de Fermanel Conseiller Clerc dans
 ce Parlement, renduë le neuvième de Janvier de la même année,
 étoit sur tout fort notable. Il y recevoit la declaration d'un de *Contra-
vention notable.*
 ces enfans nommé Nicolas Romain, âgé seulement de dix ans;
 fauf, disoit-il, pour reparer l'audace de cette formelle contra-
 vention aux Edits, à lui en faire passer une nouvelle quand il
 auroit atteint sa quatorzième année: de sorte que par la même
 Ordonnance qui violoit si hardiment une Declaration solennelle,
 il se reservoit de la violer encore une fois, en faisant renouveler à
 cet enfant sa profession de la foi Catholique, quand il auroit
 seulement atteint un âge qu'il falloit selon les Edits avoir accom-
 pli, pour être capable de faire cette profession legitiment.
 On trouvoit dans la même liasse les procedures longues, injus- *Procès
digne de
remar-
que.*
 tes, violentes, faites contre Etienne le Fanu Gentilhomme de-
 meurant à Caen, contre qui toutes les Jurisdiccions & le Con-
 seil même avoient donné des jugemens & des arrêts directement
 contraires aux Declarations. Le prétexte de ces rigueurs étoit
 que l'an 1657. plus de six ans avant qu'il y eût des Declarations
 contre ceux qu'on apelloit *Relaps*, ce Gentilhomme épousa une
 fille de la Religion Romaine dont il étoit amoureux, & eut la
 complaisance de recevoir la benediction d'un Prêtre. Mais aussitôt
 après, ces retours ne passant pas encore pour des crimes, il
 avoit fait reconnoissance publique de cette legereté, & depuis
 cela il avoit perseveré constamment dans la Religion. Tous ses
 enfans y avoient été batisez, nourris, élevez; sans qu'on lui eût

1673. fait la moindre peine sur ce sujet. Après la mort de sa femme on voulut lui ôter ces enfans, & les mettre entre les mains de quelqu'un de leurs parens Catholiques. Le Bailli de Caen l'ordonna ainsi par une sentence renduë au mois de Novembre 1670. & la sentence fut confirmée par un arrêt du Parlement de Rouën du septième de Fevrier 1671. Le Fanu presenta requête aux Commissaires, pour se mettre à couvert de cette vexation, mais il n'obtint qu'un partage qui fut envoyé au Conseil, où il ne fut point terminé. Cependant le Syndic du Clergé de Bayeux y surprit un arrêt du quatorzième de Fevrier de la même année, qui condamnoit le Fanu par corps à executer la sentence du Bailli & l'arrêt du Parlement. Cet arrêt n'étoit rendu que par provision en attendant le jugement du partage; mais il ordonnoit tout ce que le Syndic eût pu esperer, si la cause avoit été définitivement jugée en sa faveur. Le Conseil donnoit souvent des arrêts de cette nature, qui mettoient provisionnellement l'affaire en tel état, qu'un jugement définitif n'y pouvoit rien ajoûter, & ne pouvoit même quelquefois reparer le mal qu'il avoit fait par provision. Le Fanu fut traîné en prison avec éclat en vertu de cet arrêt, & il s'en fallut peu de chose que cette affaire n'excitât à Caen une cruelle sedition. Depuis cela on n'oublia rien pour tirer ce Gentilhomme de peine; mais on ne put rien obtenir de bon, & comme il eut la constance de ne rendre point ses enfans, on le tint prisonnier plusieurs années. Le même Bailli de Caen decreta prise de corps l'onzième de Juillet 1670. contre Elizabeth le Coq, detentrice de Marie Saillenfest sa cousine, née d'un pere & d'une mere qui avoient fait profession de la Religion Reformée pendant tout le cours de leur mariage. Il étoit seulement arrivé après la mort du pere, que sa veuve avoit changé de Religion; & c'étoit en faveur de cette *conversion* que le Bailli avoit osé contrevénir à une Declaration verifiée, qui ordonnoit que les enfans seroient élevez dans la Religion de leur pere jusques à un certain âge. Il est remarquable que cette fille qui étoit l'aînée des enfans de Saillenfest, n'avoit pas encore dix ans quand cette sentence fut renduë. Le Juge de Pontorson faisoit encore une plus grande injustice à une pauvre veuve de Pontorson, dont le mari étoit mort dans la profession de la Religion Reformée; & il l'avoit condamnée à remettre un fils qu'elle

*Autres
exam-
ples: à
Caen.*

*à Pon-
torson.*

qu'elle avoit entre les mains d'un de ses parens Catholiques. De 1673.
 Seve Intendant de Guyenne avoit fait sur ce sujet une injustice ^{En}
 d'éclat, aux enfans d'un Gentilhomme nommé de Thion Sei- ^{Guyen-}
 gneur d'Esquivans. Ce Gentilhomme en mourant avoit laissé sa ^{ne:}
 veuve chargée de deux fils, dont l'un avoit environ neuf ans, &
 l'autre n'en avoit que six au tems que de Seve rendit son Ordon-
 nance. Sa femme s'ennuya bien-tôt d'être veuve, & ayant trou-
 vé un Catholique à son gré, elle changea de Religion pour l'é-
 pouser. Les parens Reformez lui ôterent ses enfans, & elle ob-
 tint une Ordonnance de l'Intendant qui condamnoit ces parens à
 les rendre à des Catholiques. Les Directeurs de l'Hôpital d'An- ^{à An-}
 gers avoient enlevé Marie Bechereau, fille âgée d'environ neuf ^{ans:}
 ans, & se voyant poursuivis par le Consistoire du lieu, pour être
 condamnez à la remettre entre les mains de ses parens Refor-
 mez, ils declarerent que cette fille étoit entre les mains de l'E-
 vêque. Ce Prelat trouva bon qu'on lui fit en Justice tous les ac-
 tes necessaires en pareil cas: mais il éluda tout par une declara-
 tion qu'il fit le troisiéme de Fevrier 1671. devant un Notaire.
 Elle portoit qu'il avoit des raisons de conscience très-pressantes
 qui ne lui permettoient pas de rendre cet enfant, & qu'il espe-
 roit du zèle & de la pieté du Roi, qu'il ne le lui commanderoit
 pas. Dans une affaire de cette nature avoir un Evêque pour par-
 tie, c'étoit un presage infallible d'un mauvais succès, & il fallut
 abandonner des poursuites qui ne pouvoient être qu'inutiles.
 L'enlèvement de deux filles de François Boidard & de Jeanné ^{à Soif-}
 le Fevre, par Machaut Intendant de la Generalité de Soissons, ^{sons:}
 eut encore un succès plus triste. Le pere & la mere étoient de
 pauvres gens qui avoient beaucoup de peine à vivre. Leurs fil-
 les dont l'une n'avoit pas encore douze ans, & dont l'autre n'en
 avoit que quatre, furent mises à l'Hôtel-Dieu de Noyon à la
 sollicitation de l'Evêque. Ce Prelat n'eut pas la charité de
 pourvoir à leur entretien; mais il fit condamner le pere à payer
 une certaine somme pour la nourriture de sa fille aînée, en atten-
 dant qu'elle eût atteint l'âge de lui faire faire abjuration, & à
 donner tous les ans quarante francs pour la pension de l'autre.
 Ces malheureux qui n'avoient peut-être jamais eu chez eux une
 si grosse somme d'argent, voyant bien qu'on les feroit périr en
 prison pour les contraindre à payer, aimerent mieux abandon-

1673. *à Amiens.* ner le pais. Deux orphelines de l'Eglise d'Amiens ayant perdu leur Tuteur qui faisoit profession de la Religion Reformée, on leur en donna un autre qui étoit Catholique. L'ainée qui avoit l'âge de quatorze ans accomplis, s'en plaignit comme d'une convention aux Edits, & demanda qu'on lui assignât une autre demeure que la maison de ce nouveau Tuteur, où on ne lui permettoit pas d'exercer librement sa Religion, & de s'y fortifier par des instructions convenables à son âge. Mais elle perdit sa cause par une sentence du Juge des lieux. On n'osa en relever l'appel au Parlement de Paris, parce que de semblables causes y étoient trop puissamment appuyées par des femmes devotes qui en faisoient leur affaire. La sœur & la femme de Lamoignon premier President, y deployoient tout leur credit, & faisoient les frais necessaires pour obtenir une injustice. Elles en donnerent l'exemple dans l'enlèvement du fils d'un nommé Audouville Maître Rubanier de Paris. Cet enfant demeura sans pere & sans mere à l'âge de huit ou neuf ans, & fut reçu par une tante paternelle qui l'éleva quelque tems dans sa maison. Un parent Catholique d'un degré fort éloigné, fit condamner cette femme à représenter son neveu, & elle y fut contrainte par l'emprisonnement. On s'en plaignit au Roi, mais on n'en eut point d'autre satisfaction que d'être renvoyé au Parlement, où ces deux devotes empêcherent bien que l'enfant ne fût rendu à sa tante. *En Bourgogne.* De Tharot Gentilhomme Bourguignon avoit une femme d'un esprit si volage, qu'elle quita par deux fois la Religion Reformée. La seconde fois elle fit mettre dans un Couvent une fille qu'elle avoit âgée de quatre ou cinq ans. Cet enfant garda sept ou huit ans dans le cœur le desir de retourner chez son pere, & aussi-tôt qu'elle eut douze ans accomplis, elle alla se jeter entre ses bras, & declara qu'elle vouloit vivre dans la Religion où elle avoit été baptemisée. Bouchu Intendant de cette Province disant qu'il en avoit ordre du Roi, le contraignit de la rendre à sa mere qui devoit la conduire à Dijon, & la remettre entre les mains de l'Intendante pour six semaines ou deux mois, afin de voir à quelle Religion elle se determineroit. Il coûta sept cens cinquante livres à ce Gentilhomme pour les frais d'un Prevôt & de ses Archers, qui étoient venus lui arracher son enfant d'entre les bras; & après cela il eut encore la douleur de voir que

que l'Intendant lui refusa la liberté de voir sa fille pendant qu'elle fut en son pouvoir. Enfin cette jeune enfant ayant résisté à tous les artifices dont on se servit pour la séduire, l'Intendant la rendit parce qu'il voyoit qu'il n'y avoit rien à gagner sur elle; mais il ne voulut jamais donner acte de sa déclaration, de peur que les Reformez ne le tiraient à conséquence. Ces sentences, Ordonnances, arrêts; ces extraits en forme des contrats de mariage, des Barêmes, des sepultures; les requêtes, protestations, déclarations des interessez, & autres pieces qui pouvoient faire preuve étoient produites dans cette liasse.

La seconde contenoit diverses pieces qui justifioient qu'on fai-^{II. Lias-} soit mille injustices aux Reformez sur le sujet des Metiers. ^{Ge-} deon du Cou ayant fait six mois de poursuites devant le Maire ^{se: Me-} de Poitiers, pour être reçu au Metier de Tailleur, Du Rouillé ^{tiers &} Intendant de cette Generalité rendit une Ordonnance le 10. de ^{qualité} Mars 1670. sur la requête de quelques-uns des Maîtres, sans ^{des Gar-} avoir ouï du Cou; par laquelle il defendoit au Maire & aux Echevins de recevoir ce pauvre homme, *conformément*, disoit-il, *aux ordres de sa Majesté*. Le Bailli de Caen avoit refusé le dix-septième de Decembre de la même année de recevoir deux aspirans au Metier d'Apotiquaire. L'un des deux qui avoit de quoi acheter un arrêt au Conseil, en obtint un à son avantage; mais l'autre fut contraint par sa pauvreté de deferer à la sentence. Les Selliers de Caen ayant élu un Reformé pour Garde de leur Metier à la pluralité des voix, & selon les formes, le même Bailli par sa sentence du huitième de Mars 1668. cassa l'élection du Reformé; & mit à sa place un Catholique, qui depuis l'élection avoit mandié la voix de deux ou trois de ses semblables. Le même Juge defendit par une sentence du dix-septième de Decembre de l'année suivante, à un Apotiquaire nommé le Sage de prendre la qualité de Garde, qui lui avoit été conferée par une élection legitime, & ordonna qu'on mît un Catholique en sa place. Le Parlement de Rouën avoit defendu par un arrêt du septième de Juillet de la même année aux Maîtres de la Religion Reformée, de prendre ni Apprentifs, ni Compagnons de l'un ni de l'autre sexe qui fussent de la Religion Romaine, & de les recevoir dans leurs maisons ou dans leurs boutiques. Cet arrêt mit sur le pavé plusieurs Compagnons, à qui les Maîtres Catholiques ne purent donner

1673. donner à travailler ; de sorte que la faim les fit bien-tôt murmurer contre ce reglement, qui sous pretexte de Religion leur ôtoit le moyen de gagner leur vie. Le Parlement pour éviter un plus grand mal, fut contraint de reformer l'arrêt que son zèle précipité lui avoit fait donner mal à propos : & le vingt-troisième du même mois il en donna un autre, qui portoit que *quant à present* & jusqu'à ce qu'il y eût été *pourvu*, les Artisans Reformez pourroient prendre des Compagnons Catholiques, mais qui défendoit aux Maîtres à peine de punition corporelle de les solliciter à changer de Religion ; & qui d'ailleurs confirmoit les défenses déjà publiées, de prendre des Apprentifs de la Communion Romaine. On avoit joint à cette liasse l'arrêt du même Parlement du douzième de Fevrier 1672. touchant l'élection des Gardes du Metier de Peignerre, que j'ai raporté en son lieu.

III. L'inf-
se : Legs
& dona-
tions.

Dans la troisième on avoit assemblé diverses pieces qui justifioient les contraventions faites en plusieurs lieux aux termes de l'Edit, & de la Declaration de 1669. qui autorisoient les legs & les donations que les Reformez faisoient pour l'entretien de leurs pauvres & de leurs Ministres. On y avoit mis entre les autres un arrêt du Parlement de Rouën du vingt-septième de Juin 1668, qui cassoit une donation faite douze ans auparavant, par la veuve d'un Gentilhomme nommée Françoise de Buats, aux Reformez qui faisoient leurs exercices au fauxbourg de Falaise, pour être employée sous la direction du Consistoire, tant à l'entretien des Ministres, que des pauvres du même lieu. Il ne manquoit rien à la force de cette donation, acceptée, insinuée, contrôlée, confirmée même par le Lieutenant du Bailli de Caen au Siege de Falaise, sur la contestation formée par les heritiers de la donatrice. Néanmoins le Parlement cassoit la sentence, annulloit la donation, & condamnoit les Reformez aux depens. On avoit porté l'affaire au Conseil depuis la Declaration de 1669. mais le Marquis de Châteauneuf n'avoit seulement pas vu la requête. Environ dix-huit mois auparavant le Presidial de la Rochelle avoit fait une injustice à peu près pareille. Sara de Picassari avoit legué la somme de cinq cens livres le cinquième de Septembre 1652. pour la subsistance des Ministres, Proposans & pauvres de la Religion Reformée. Les Moines qu'on appelle *de la Charité*, parce qu'ils se mêlent d'assister les pauvres & les malades,

lades, s'aviserent plusieurs années après d'en demander une par-
 tie, sous prétexte que l'article du Testament parloit des *pauvres*
 aussi bien que des Proposans & des Ministres. Les Juges con-
 damnerent le Consistoire qui avoit touché cette somme, à en
 delivrer cent quarante livres à ces Religieux avec les intérêts; &
 ces devots surent si bien calculer, qu'ils firent monter les intérêts
 dix livres plus haut que le principal: de sorte qu'il ne demeura
 aux Reformez qu'environ deux cens livres de cette somme, dont
 ils n'avoient joui qu'environ quatre ans.

Dans la quatrième liasse on avoit joint un grand nombre de
 pieces, qui prouvoient que le Clergé faisoit revivre par mille ar-
 tifices les huit articles de la Declaration de 1666. qui avoient été
 supprimez par celle de 1669. On y employoit les arrêts du Con-
 seil rendus sur le debit des livres, la liberté des petites Ecoles,
 le nombre des gens qui pourroient assister aux noces & aux
 Batêmes, le tems & la maniere de recevoir les Catholiques qui
 seroient au service des Reformez à embrasser la Religion de leurs
 maîtres, l'imposition du fond des Temples & des Cimetieres à
 la taille, & autres semblables. Sur cet article de l'imposition des
 Temples à la taille, on produisoit entre les autres un arrêt de la
 Cour des Comptes de Mompellier, qui condamnoit les Reformez
 d'Annonai dans le Vivarais à payer la taille pour ce sujet, &
 à trente années d'arrerages; sur quoi même il y avoit instance par-
 ticuliere au Conseil. Mais la requête présentée à De Seve Intendant
 de Guyenne, sur le sujet des petites Ecoles de St. Antonin, étoit fort
 remarquable. Les Consuls y avoient établi un Maître pour les gar-
 çons, & une Maîtresse pour les filles; mais parce que l'un & l'autre
 étoient Catholiques, les Reformez avoient refusé de contribuer
 à leurs gages. Avant que cette contestation fût vidée, les Carmes
 qui avoient une maison dans cette ville presenterent requête à l'In-
 tendant, demandant à être établis dans l'exercice de tenir Ecoles;
 & se taxant eux mêmes à trois cens livres de gages par an, à pren-
 dre sur tous les habitans sans distinction de Religion. L'Intendant
 qui devoit rejeter une requête de cette nature, ordonna qu'elle
 fût communiquée aux Consuls, & engagea par ce moyen les Re-
 formez dans un procès, pour obtenir qu'ils ne fussent point sujets
 à de semblables impositions. L'instance avoit traîné plus de deux
 ans, & n'étoit pas encore terminée quand les griefs furent presentez.

1672.

La Liasse
Article
2. des
Particu-
liers de
l'Edit.

La cinquième liasse contenoit diverses preuves des contesta-
tions faites par tout au deuxième article des particuliers, & au
trente-sixième de la Declaration de 1669. touchant la decharge
de certaines contributions, & de certains devoirs de Religion,
que les Reformez estimoient contraires à leur conscience. Les
Boulangers de Caen vouloient obliger Simeon Faucon, qui étoit
du même Metier, à fournir & porter à son tour à l'Eglise de sa
paroisse, le gâteau que les Catholiques appellent *le pain benit*.
Faucon presenta requête au Bailli pour s'en faire decharger, en
considération de la Religion Reformée dont il faisoit profession :
mais le Juge, au lieu de lui accorder sa decharge, le renvoya
au Parlement. Il condamna de même la Mare Julien Drappier à
payer les droits de Confratrie, & aux depens des Gardes du Me-
tier qui avoient fait les poursuites. Mais entre les autres titres,
on y voyoit tout entier le procès entrepris par Gedeon le Sens
Curé de Periers contre Artur & le Hulle, qui tenoient quelques
biens dans sa paroisse, pour les assujettir à contribuer à la con-
struction d'un Presbytere, pour son logement. Il les tourmenta
devant les Juges ordinaires, au Conseil, devant l'Intendant : &
prevoyant que malgré toute la faveur dont il se flattoit, il ne lais-
seroit pas de perdre sa cause au fond, il s'avisa d'une chicane fort
singulière. Il leur fit un procès nouveau sur le pretexte de quel-
que mauvaise contestation ; & les fit condamner aux depens
de l'incident, le principal étant mis en surseance par le même
arrêt, rendu au Conseil le vingt-septième d'Octobre 1671. Il
les fit taxer depuis, & y fit entrer les frais de toute l'instance : de
sorte qu'ils montoient à plus de huit cens livres, dont il exigea
le payement avec beaucoup de rigueur. Ce jeu ayant été joué en
faveur du Curé, pour lui faire gagner d'un côté plus qu'il ne
perdrait de l'autre, il y eut un nouvel arrêt le vingtième de Do-
cembre suivant qui dechargeoit Artur & le Hulle de la contribu-
tion requise par le Curé : mais on ne leur donnoit point de de-
pens contre lui ; & on laissoit subsister la condamnation qu'il
avoit obtenue contre eux. C'est là ce qui s'appelloit au Conseil
observer les Edits, & faire justice.

VI. Liasse.
Emplois
honora-
bles ou
utiles.

La sixième liasse étoit composée de pieces qui prouvoient qu'on
excluoit par tout les Reformez de tous les emplois honorables
ou utiles. On y avoit mis les arrêts du Parlement de Rouen rou-
chant

chant le nombre des Reformez qui pourroient exercer les professions de Medecin ou d'Avocat, & le procès que le Sage avoit soutenu contre le Procureur General, pour se maintenir dans la liberté d'être Avocat à Caen, où le Bailli l'avoit reçu. On y avoit ajouté un remarquable arrêt du Parlement de Bourdeaux, qui défendoit à peine de cinq cents livres d'amende, & de noblesse, de faire aucunes procédures devant des Avocats de la Religion Reformée, sous le prétexte de l'absence ou de la scellation des Juges. L'arrêt avoit été rendu le dix huitième de Juin 1671 sur la requête du Procureur General, qui s'étoit plaint comme d'une chose irreguliere, de ce qu'au Siege de Casteljaloux, dans la Senechaussée d'Albret, on avoit instruit quelques procès en l'absence des Officiers, devant des Avocats Reformez : & pour faire plus d'éclat, cet arrêt avoit été signifié la Jurisdiction seante. On y employoit sur tout une Ordonnance de du Rouillé, Intendant de Poitou, datée du treizième de Decembre 1670. dans laquelle il exposoit qu'il en avoit déjà donné plusieurs autres, pour exclure les Reformez de diverses commissions, procèdes, fermes & autres emplois publics, & en consequence il défendoit au sous-Fortier du Domaine de commettre d'autres personnes que des Catholiques à l'exercice du Contrôle des exploits, & du Greffe des affirmations : nouveaux Offices qu'on avoit créez pour amasser l'argent nécessaire à la guerre, que la Cour vouloit entreprendre.

La septième liasse contenoit des preuves de la passion & de l'animosité des Catholiques, & principalement des Officiers, qui persécutoient les Reformez par mille procédés criminels, sous toute sorte de pretextes. Il y en avoit de fort detestables. Un nommé Hellor, homme de Metier demeurant à Rouën, s'étoit avisé de se faire missionnaire, & de tourmenter les Reformez par ses disputes & par ses chicanes. Mais la plus dangereuse de ses malices étoit qu'il s'étoit rendu denoncateur contre les Reformez, qu'il accusoit d'avoir suborné plusieurs Catholiques, & de leur avoir fait changer de Religion. Il se prévaloit de quarantième article de la Declaration de 1666. qui défendoit ces inductions, & donnant une force relative à ces défenses, il prétendoit faire informer de toutes ces prétendues subornations faites depuis vingt ans. Il n'y avoit pas un Reformez à qui ce def. sein ne fut venu, & qui ne crût qu'on lui pourroit faire une fa-
cheu-

1673. cheuse affaire, sur quelque parole qu'on l'accuseroit d'avoir dites dans quelque occasion dont il lui seroit impossible de se souvenir. Ils firent donc ce qu'ils purent pour parer le coup de cette odieuse denonciation ; & ils furent assez heureux après que cet article de la Declaration de 1666. eut été supprimé par celle de 1669. pour faire entendre raison au Bailli de Rouën, devant qui ce scelerat avoit déjà fait diverses procédures, & par qui quelques particuliers avoient été condamnés à ses intérêts. Ce Juge donc fit defenses à Hellot d'attaquer les Reformez par ses disputes ; lui enjoignit de s'appliquer à son Metier, & le priva des intérêts qu'il s'étoit fait adjuger. Mais le Parlement prit le party de ce denonciateur public, cassa la sentence du Bailli, permit à Hellot de donner des memoires sur ces pretendues subornations, ordonna qu'il en fût informé à sa diligence, & sous le nom du Procureur General. Cet arrêt fut rendu le septième de Juillet 1670. & faisoit non seulement revivre l'article supprimé, mais autorisoit la profession de Denonciateur public, qui devoit être interdite sous de grosses peines, par tout où on fait ce que c'est que de la Justice. Néanmoins cet arrêt fut exécuté. Hellot travailla deux ans durant à ses informations, & enfin il y eut arrêt le septième d'Avril 1672. qui decretoit prise de corps contre Havi Cordonnier, & Boungel habitant de Rouën : & mettoit en adjournement personnel Janisse, De Langle & le Moine Ministres, & treize ou quatorze membres du Consistoire. Cette violente procedure obligea ceux qui étoient nommez dans l'arrêt à presenter requête au Conseil, pour obtenir la cassation de cet arrêt ; & se plaindre de la nouvelle Inquisition dont on jettoit les fondemens, par ces entreprises pleines de passion & de fureur. Néanmoins on ne put obtenir du Roi que des ordres secrets au Parlement de faire cesser ces poursuites. De sorte qu'on mit les accusez dans un état incertain, avec plus de crainte que d'esperance : n'osant s'assurer qu'on les laisseroit en repos long tems ; & que ce calme fût autre chose qu'une surseance qu'on leveroit, quand on trouveroit à propos de donner cours à l'orage. Cependant ceux qui étoient en prise de corps n'ayant pu être arrêtez, on avoit annoté & saisi leurs biens ; après quoi on les laissa dans cet état violent, sans les poursuivre ni les relâcher. On avoit joint aux pieces qui concernoient ce procès divers actes de Justice, qui faisoient

*Denon-
ciateur
public à
Rouën
autorisé
par ar-
rêt.*

Soient foi des violences exercées contre les Reformez en plusieurs 1673
 lieux du Royaume, & principalement à Caen, à Rouën, au
 Pont-Audemer. On y voyoit les preuves de l'affectation des Prê- *Affecta-
tion des*
 tres, qui portant le Sacrement à quelque malade, quittoient le *Prêtres*
 plus court chemin & le plus commode, pour passer devant les *portant*
 maisons ou les boutiques des Reformez; pour les surprendre *le Sacre-
ment.*
 dans les lieux publics, dans les foires, dans les marchez. On
 remarquait les occasions où ils arrêtoient exprès le son de la clo-
 che qui doit les preceder; & la faisoient sonner subitement après
 un long silence, quand ils voyoient sur leur route un Reformé
 qui ne pouvoit échapper. On alleguoit des exemples de gens *Cruau-
tez im-
punies.*
 condamnez à l'amende, parce qu'ils n'avoient pu se retirer plus
 avant que le fond de leur boutique: & d'autres de malheureux
 condamnez, qui ayant temoigné trop de zèle pour leur Religion
 à l'article de la mort, & ayant résisté constamment à l'importuni-
 té des Moines, qui les persecutoient jusqu'à ce moment, avoient
 été lapidez, écrasez, déchirez par le peuple, avec une cruauté
 furieuse, sans que les Juges sous les yeux de qui on commettoit
 ces violences, eussent fait la moindre demarche ni pour les empê-
 cher, ni pour les punir. Les Magistrats qui n'osoient être qu'in-
 justes, sembloient trouver bon que le peuple suplêât à leur fu-
 reur; & qu'il exerçât impunément la cruauté où ils avoient hon-
 te quelquefois eux mêmes de porter leur zèle. Il suivoit diverses
 preuves des vexations qu'on faisoit aux Ministres dans le ressort
 du Parlement de Bourdeaux, sous pretexte qu'ils prêchoient
 quelquefois hors du lieu de leur résidence, soit par commission,
 soit pour faire plaisir à un ami; soit pour soulager un autre Mi-
 nistre qui n'étoit pas en état de faire ses fonctions. Une senten-
 ce du Bailli de Caen du dix-septième de Fevrier 1670. defendoit *Maligni-
té d'un
Curé de
Caen.*
 à Jean Cailloué Gantier dans cette ville, de recevoir dans sa
 maison le nommé Pelletier qui étoit du même Metier, & qui
 avoit épousé sa fille. La sentence étoit renduë à la poursuite du
 Curé de la paroisse dite de *Nôtre Dame de Caen*, qui n'avoit
 point d'autre raison de cette injustice, que le dessein d'empêcher
 ces pauvres gens de s'entr'aider à gagner leur vie. Le pretexte
 qu'il avoit pris pour cela étoit seulement qu'étant le propriétaire
 de la maison, il ne vouloit pas que celui qui la tenoit de lui à
 louage y reçût d'autres personnes. L'Evêque de Cahors avoit

1673. fait publier dans son Diocèse un Monitoire qui défendoit, sous peine d'excommunication, aux Catholiques de servir les Reformez, ni de tenir leurs fermes & leurs recettes. Le Curé de Salagnac & le Prieur de Ste. Croix de Salagnac se servoient de ce Monitoire, pour forcer les domestiques des Reformez à quitter leurs maîtres : & ce Curé n'avoit point eu de honte de donner un écrit signé de sa main, par lequel il reconnoissoit qu'il avoit commandé à un valet & à une servante Catholiques de sortir de la maison d'un nommé Pouch, qui étoit de la Religion Reformée. Il y avoit même employé des raisons de ce commandement, qui portoient les marques d'une aigreur & d'une passion fort peu chrétienne. Il y avoit un gros cahier de plaintes, d'informations, de requêtes, d'ordonnances qui faisoient voir que ce Curé & ce Prieur portoient leur fureur, jusqu'à ne vouloir pas célébrer la Messe en présence des Catholiques qui rendoient quelque service aux Reformez. On avoit obtenu une Ordonnance du Marechal d'Albret, pour empêcher le cours de cette cruelle oppression; mais le zèle Ecclesiastique avoit été plus fort que l'autorité du Gouverneur de la Province, & le Prieur & le Curé avoient persévéré dans leur entreprise. Le Curé d'Argenton en Berry avoit encore porté la fureur plus loin : & il avoit défendu aux femmes de sa paroisse de se louer aux Reformées pour nourrices de leurs enfans. Tant l'esprit de persécution est incompatible avec l'équité ! Cet inhumain étendoit son zèle barbare jusques sur les enfans d'un âge qu'il devoit, selon la doctrine de la Communion, estimer exempts de tout péché, après qu'ils avoient reçu le Batême. D'où il s'ensuivoit qu'étant innocens de la prétendue *herésie* de leurs peres, il y avoit une cruauté évidente à vouloir leur en faire porter la peine.

*Fureur
du Curé
d'Argen-
ton.*

*VIII.
Liasse :
Liberté
d'exerci-
ces.
Question
nouvelle.*

La huitième liasse contenoit les pieces justificatives des griefs qui regardoient le droit d'exercice. Il n'avoit pas été malaisé de la grossir de plusieurs arrêts qui avoient été rendus sur cette matière. Mais il y avoit principalement les pieces d'un procès intenté sur un fait nouveau, qui tendoit à ôter aux Reformez le droit de faire leurs exercices sur les vaisseaux dont ils étoient Maîtres ou Capitaines ; même lors qu'ils étoient en mer, loin de tous les lieux où ils auroient pu exercer librement leur Religion. A la vérité on ne les avoit pas laissés en paix sur cette question

jus.

joliques à présent : mais il y avoit eu un reglement donné par le 1673.
 Lieutenant de l'Amirauté du Havre de Grace le quatorzième
 de Decembre 1643. qui la decidoit d'une maniere tolerable. Il
 portoit que quand le Capitaine seroit Reformé il seroit ses prier-
 es , avec ceux de sa Religion , dans la chambre qu'on appelle
 du Capitaine : & les Catholiques se retireroient au devant du
 vaisseau , pour y faire leur service , ou si ce lieu étoit embarras-
 sé , à l'arrière du grand mât : & defenses étoient faites aux uns
 & aux autres de se donner trouble ni empêchement. Mais le sixi-
 ème de Mars 1669. le Parlement de Rouën avoit donné un arrêt
 par lequel il étoit défendu à tous Maîtres de navire , Capitaines , Pi-
 lotes & autres de la Religion Reformée , d'en faire l'exercice dans
 les vaisseaux à haute voix , même de chanter , ni psalmodier , ni fai-
 se lecture de leurs livres pendant qu'ils seroient en mer , sinon à
 voix si basse qu'ils ne pussent être entendus de l'équipage. Cet ar-
 rêt n'eut point d'effet durant environ deux ans : mais au mois de
 Fevrier de 1671. le Curé du Havre fit mettre en adjournement per-
 sonnel un Capitaine de vaisseau , sous pretexte qu'il avoit con-
 trevenu à cet arrêt. Cette affaire fut portée devant les Commis-
 saires executeurs de l'Edit dans la Generalité de Rouën , par une
 requête signée de douze Maîtres de navires , habitans du Havre
 de Grace : & après quelques formalitez , il y eut partage , com-
 me c'étoit la coutume. Le Commissaire Reformé fut d'avis que
 les Maîtres de navires fussent maintenus dans la liberté de faire
 leurs prieres , & de chanter leurs Pseaumes dans leur chambre ,
 à huis clos , pendant qu'ils seroient en mer : mais le Catholique
 ordonna l'exécution de l'arrêt du Parlement , & même y ajouta
 deux choses plus fâcheuses que l'arrêt même , savoir que les Ca-
 pitaines seroient obligez de ceder leur chambre à un Prêtre , s'il
 y en avoit un sur le vaisseau qui voulût célébrer la Messe ; & qu'il
 y auroit lieu d'empêcher les Reformez même qui seroient dans
 le vaisseau de s'assembler avec le Maître , & d'assister à ses exercices
 secrets , s'ils n'étoient ses domestiques & prenant gages de lui.
 Cette affaire trainoit encore au Conseil , avec les autres partages.

On ajouta depuis cette année encore de nouveaux griefs aux
 precedens , selon que le tems & les nouvelles injustices en don-
 noient l'occasion : & on observa la même methode , d'appuyer
 chaque plainte de pieces authentiques , dont on ne pût contester

*Esperan-
 ces recu-
 lées par
 le voyage
 du Roi.*

1673

ni la substance, ni la forme. Cela se pouvoit faire avec d'autant plus de facilité, que la plupart des affaires d'où on tiroit la matière de ces griefs, avoient déjà été portées au Conseil par des requêtes particulieres : & que le Marquis de Châteauneuf avoit déjà entre les mains les mêmes pieces dont on attachoit de nouvelles copies, ou même les originaux à la requête. Mais toutes les esperances qu'on avoit conçues de quelque soulagement s'évanouirent en un moment. Quoi qu'on eût entretenu les Deputés par de belles paroles, jusqu'à leur dire qu'on voyoit bien que la demolition des Temples n'étoit pas un bon moyen pour convertir les Reformez ; & qu'on pourroit les ramener à l'unité Catholique par la bonne doctrine & les bons exemples, plutôt que par des rigueurs, le Roi partit pour se rendre à son armée, & les Deputés furent obligez de s'en retourner sans rien faire. Le Clergé fournit de sa part divers pretextes de retarder le rapport de la requête : mais le principal fut que ses Agens demanderent qu'avant que d'y faire droit elle leur fût communiquée. On avoit trop de complaisance pour eux en d'autres occasions, pour en manquer dans celle-ci : & quand ils eurent la requête entre les mains, ils ne se presserent pas d'y faire leurs observations.

*Synode de
l'Isle de
France.*

Ce fut au mois de Mai de cette année que se tint à Charenton le Synode de l'Isle de France, qui acheva de ruiner les projets de réunion, qu'on avoit fort poussez jusques ici. Depuis le Synode où d'Allemagne avoit été Commissaire, les accommodateurs de Religion se tinrent presque assurés de réussir, parce qu'ils remarquerent le caractère d'esprit de tous les Ministres qui s'y étoient trouvez, dont plusieurs ou avoient opiné fort mollement, sur l'union des charges de Commissaire & de Ministre dans une même personne, ou avoient été d'avis qu'elles n'étoient pas incompatibles. On crut que les uns avoient été portez à cette froideur, dans une affaire si delicate, par la crainte de se faire des affaires, en contestant contre un ordre du Roi ; & que les autres étoient ou partisans, ou amis de d'Allemagne, & recevroient aisément les impressions qu'il auroit dessein de leur donner. Il parut donc après cela un Exempt des Gardes, qui se disoit chargé de la part du Roi de parler à tous les Ministres du Royaume, & de les assurer qu'il auroit fort agreable qu'on le servît dans le dessein où il étoit de réunir tous ses sujets dans la même Religion. Pour fai-

se voir qu'il étoit autorisé de porter cette parole au nom du Roi, 1673. il montrait des lettres de creance signées Louis, & contresignées Colbert, où ce dessein étoit déclaré; quoi qu'en même tems il fût dit que le Roi ne vouloit rien faire au prejudice des Edits. Les plus fins soupçonnoient que ces lettres étoient supposées: & ne pouvoient se persuader que si cette commission émanoit effectivement du Roi, on eût voulu la donner à un Exemt des Gardes; homme plus propre à executer les sentences d'un Prevôt, qu'à travailler à la reconciliation des Reformez & des Catholiques: ce qui étoit une affaire que les premieres têtes du Clergé n'auroient pas dû estimer indigne de leur application. Et d'autres jugeoient par la qualité de ce negociateur, que si sa commission étoit réelle, il y avoit un piege cache sous cette démarche: & qu'on se servoit de lui comme d'un homme qui pouvoit certifier en forme d'exploit, ou de procès verbal, ce qui lui auroit été dit par les Ministres, afin qu'un jour on pût tirer de leurs discours l'occasion de les mettre en peine.

Outre la lettre de creance du Roi, il avoit un billet du Marechal de Turenne écrit à de Beaulieu le Blanc Professeur en Theologie à Sedan, par lequel ce Marechal lui donnoit assurance qu'on executeroit les choses qui seroient promises. Un homme qui se disoit neveu de Raimond Gaches, qui étoit mort Ministre de l'Eglise de Paris, après avoir servi long tems celle de Castres, & qui avoit extraordinairement édifié l'une & l'autre par ses predications & par ses mœurs; cet homme, dis-je, presenta le billet à de Beaulieu, & le pressa d'y repondre par écrit. D'abord de Beaulieu le refusa: mais enfin la consideration de l'auteur du billet, qui étoit alors dans le plus haut degré de la gloire, & la crainte de s'attirer quelque disgrâce en le desobligeant, lui fit prendre le party de faire reponse. Il reconnoissoit donc par son écrit, que la réunion étoit le plus grand bien qui pût arriver aux Chrétiens: mais il témoignoit aussi qu'encore qu'il y eût trente ans qu'il en cherchoit les moyens, & qu'il travailloit à en lever les obstacles par l'explication des matieres controversées, il n'avoit pu encore les decouvrir: qu'il continueroit ce travail pour la decharge de sa conscience; & que pourveu qu'elle n'y fût point blessée, il contribueroit de son côté à la concorde autant qu'il pourroit. Cette reponse, en date du vingt-sixième de Mars

1673. 1671. fut mise entre les mains de l'Exemt, qui se servoit de l'exemple de ce Professeur, estimé généralement homme de bien, pour porter les Ministres à promettre la même chose. Il les assu-
Projet de roit qu'on feroit une generale reformation de divers abus qui
réunion. LXX. 1. faisoient de la peine aux Reformez; qu'on retrancheroit le servi-
 ce des images, le Purgatoire, la priere pour les morts; l'invo-
 cation des Saints: qu'on choisiroit des Theologiens de part &
 d'autre pour convenir sur le sujet de la realité; qu'on retablirait
 le Calice; qu'on feroit le service en langue vulgaire, & que si le
 Pape s'y opposoit *on lui donneroit du dessous*: que le Roi avoit
 parole de quarante deux Evêques qu'ils consentiroient à tous ces
 articles; & qu'on avoit des moyens pour y amener les autres.
 D'ailleurs il offroit de l'argent à ceux qui l'écoutoient; & comme
 il s'en trouva quelques uns qui eurent assez de lâcheté pour en ac-
 cepter, il en donna effectivement. Mais la chose n'alla pas assez
 loin pour faire connoître par la somme dont il étoit chargé, si cet-
 te liberalité venoit du Roi, ou de quelque particulier. Il pressa
 plusieurs Ministres de lui donner leur reponse par écrit, sous pre-
 texte qu'il ne pouvoit autrement faire connoître à la Cour qu'il
 avoit fait son devoir. Il y en eut qui se laisserent prendre à ce
 piege; & qui lui donnerent par écrit une promesse d'en faire
 leur Declaration au Synode prochain. Ces paroles leur étoient
 dictées par l'Exemt, qui pretendoit les engager à parler en fa-
 veur de la réunion dans cette Assemblée, où on esperoit le faire
 proposer par quelques autres: cependant ce fut de ces paroles
 que sortit le denouement de l'intrigue, & le moyen d'éluder tou-
 tes ces negociations. D'autres promirent d'écrire en faveur de
 ce dessein; & donnerent même des memoires, & des ouvertures
 pour y travailler. D'autres enfin qui n'eurent pas tant de com-
 plaissance, se tinrent dans les termes du billet qu'on attribuoit à
 Beaulieu, & promirent de consentir à la réunion, pourveu qu'on
 n'exigeât rien d'eux qui blessât leur conscience.

*Le secret
 de l'intri-
 gue est
 décou-
 vert.*

L'Exemt tiroit parole de tous ces Ministres qu'ils ne diroient rien de toute cette affaire à leurs Consistoires; & les engageoit au secret, par la crainte d'offenser le Roi, qui avoit cette affaire fort à cœur; & par l'apparence qu'il y avoit que les Consistoires ne seroient pas de l'avis de leurs Ministres. Mais toutes ces precautions n'empêcherent pas que cet important secret ne fût

reve-

revelé, par quelqu'un qui le dit en confidence à un de ses amis, ^{1673.} en lui demandant conseil sur la maniere de se conduire dans une affaire si delicate. La plupart de ceux qui avoient donné des promesses par écrit, l'avoient fait avec simplicité; croyant de bonne foi ne s'engager qu'à donner leur avis en conscience: de sorte que ceux d'entre eux qui crurent n'être pas assez éclairés pour se contenter de leurs propres lumieres, ne douterent pas qu'ils ne fussent obligés à consulter de plus habiles gens, pour ne donner pas imprudemment dans quelque piège funeste. Les Ministres de Paris étoient en quelque sorte le conseil de toutes les Eglises; mais en particulier ils étoient, pour ainsi dire, l'oracle de celles de leur Province. Il ne s'y passoit rien d'important sur quoi on ne se fit un devoir de prendre leur avis. De sorte qu'ils furent les premiers avertis de cette negociation secrète, dont ceux qui s'étoient engagés sans malice au projet de la réunion leur revelerent tout le detail. Ils n'eurent pas de peine à remettre dans le bon chemin ces gens simples & de bonne foi, entre lesquels il y avoit des vieillards qui avoient déjà exercé le ministere trente-cinq & quarante ans d'une maniere édifiante: & ils servirent utilement à rompre le coup de ces fatales propositions, quand ils furent revenus à eux-mêmes.

Cependant on ne douta point que ces intrigues ne passassent ^{Ecrit sur le sujet de la réunion.} plus loin que l'Isle de France; & comme on avoit vu des essais de ces réunions en Vivarais, en Languedoc, en Saintonge, en Anjou & ailleurs, on ne douta point que ces mouvemens ne fussent causés par les mêmes ressorts, & ne procedassent des complaisances que la Cour avoit pour le Clergé. On crut donc nécessaire de desabuser les simples, & de fournir des armes aux bien intentionnés, pour s'opposer plus efficacement aux ruses des personnes corrompues. On écrivit pour cela des memoires à Paris, pour les envoyer de tous côtes; & on y decouvroit pleinement le piège caché sous le projet de cette reconciliation captieuse. On y faisoit de solides considerations sur la qualité des personnes chargées de cette negociation; sur le choix de ceux à qui on en faisoit les premieres ouvertures; sur la nature des moyens qu'on employoit pour y réussir. On remontoit que c'étoit une vieille ruse du Clergé, qui depuis que l'Edit de Nantes avoit donné la paix aux Eglises, avoit renouvelé de tems en tems ces

1673. propositions specieuses, afin de leur ôter le bénéfice de cet Edit par la voye d'une réimion frauduleuse, qu'on estimoit bien plus aisée, plus excusable & plus courte que celle des injustices & des chicanes; que cette proposition de paix étoit au fond une pomme de discorde, pour jeter la division entre les Ministres, dont les uns se porteroient à la recevoir, & les autres à la rejeter; ce qui donneroit aux adversaires une belle occasion de perdre les recusans, & de se moquer des autres; que les Predications des Moines, & les sollicitations du Clergé plus aigres & plus violentes que jamais, ne permettoient pas de bien espérer d'une paix offerte par des gens si suspects, qu'il n'étoit pas au pouvoir du Clergé, ni des Puissances temporelles de tenir ce qu'ils promettoient; qu'on en avoit fait l'expérience depuis peu dans une occasion fort remarquable, que l'Archevêque de Paris & quelques autres Prelats ayant voulu supprimer un certain nombre de fêtes, dont la multitude apportoît beaucoup de dommage au negoce & à l'agriculture, & retrancher quelques images à la superstition du peuple, qui abandonnoit son travail pour se ranger en foule aux lieux où ces images étoient exposées, jamais le peuple n'avoit voulu en croire ses conducteurs; qu'il avoit continué de fermer les boutiques aux jours des fêtes abolies, & de se rendre dans les carrefours où avoient été les images qu'on avoit ôtées; que les Magistrats n'avoient pas eu l'autorité de faire ouvrir les boutiques, ni de dissiper ces assemblées tumultueuses qu'une fausse devotion rendoit venerables, qu'ayant voulu mettre quelqu'un des refractaires en prison pour intimider les autres, il étoit arrivé au contraire que cette severité avoit aigri la multitude, & qu'on avoit vu la populace émuë, d'une maniere à craindre qu'elle n'en vint aux derniers emportemens; que pour éviter la sedition & le pillage, on avoit jugé que le plus court étoit de laisser au peuple ses images & ses fêtes. C'est le moyen le plus propre à porter le peuple aux derniers excès de la fureur, que de vouloir lui arracher malgré lui ses préjugés & ses erreurs.

Fait notable sur le retranchement des abus.

Pouvoir du peuple quand il s'agit de reformation.

Je raporte ici ce fait à cause de son importance un peu plus au long qu'il n'étoit couché dans l'écrit, parce que comme il étoit alors tout nouveau, & qu'il avoit fait un grand éclat, il étoit connu dans tout le Royaume; à cause de quoi il suffisoit d'en parler en passant comme d'une chose constante, & que personne n'igno-

n'ignoroit. J'ajouterai encore sur le même sujet, pour faire 1673.
 mieux comprendre combien les erreurs populaires font un puissant obstacle à la reformation des abus, quand même le Clergé seroit capable de s'y porter de bonne foi, que la maniere des fêtes & des images est absolument laissée à la discretion des Evêques, & que les Papes ne se chargent point du detail de ces reglemens. Henri IV. fit de longues & puissantes sollicitations à Rome, pendant le Pontificat de Clement VIII. pour obtenir la suppression de quelques fêtes, plus désirée par les Catholiques même que par les Reformez; mais il n'y put rien gagner, & le Pape renvoya toujours l'affaire aux Evêques, comme étant de leur competence; & temoigna que chacun d'eux avoit le pouvoir d'en user à son gré dans son Diocèse. Les successeurs de ce Pontife ont tenu le même langage, quand on leur a fait les mêmes sollicitations; & il est demeuré certain que les Evêques sont les arbitres souverains de ces circonstances de la Religion. Si donc le peuple ne les en veut pas croire dans les choses de cette nature, où ils n'ont qu'eux-mêmes à consulter pour faire des loix, on peut juger aisément qu'il ne depend pas d'eux d'ajouter ou de retrancher quelque chose aux coutumes dont le Pape seul est le maître; & que s'ils y vouloient faire quelque changement, le peuple refuseroit opiniâtrément de s'y soumettre. Il ne s'en rapporteroit peut-être pas même au Souverain Pontife, si cette suprême autorité lui vouloit ôter de certaines superstitions, qui lui sont les plus venerables & les plus cheres, & que les ignorans preferent à ce que la Religion a de plus saint & de plus solide.

Mais pour revenir aux memoires envoyez dans les Provinces par l'Eglise de Paris, on y exposoit après ce que j'ai déjà rapporté, que dans l'état present des Reformez il n'y avoit point de negociation qui ne leur fût ruineuse; que dans la foiblesse où ils étoient reduits, ils ne pourroient obliger le Clergé à tenir ce qui leur seroit promis, si l'envie lui prenoit de leur manquer de parole; qu'un Concile National même ne pourroit leur assurer l'effet de ce qu'on auroit conduit avec eux; qu'une Bulle du Pape suffiroit pour en détruire l'ouvrage au bout de deux mois. On avertissoit après cela les Ministres qu'en promettant de concourir à cet accommodement, ils s'exposeroient à d'inévitables dangers du côté de la conscience; & que s'ils vouloient faire leur devoir

*Suite des
memoires.*

1673. ils n'avoient point d'autre party à prendre quand on leur feroit de semblables propositions, que de repondre que la reünion étoit impossible dans l'état où se trouvoit la Religion dominante; qu'avant que de parler de concorde il falloit travailler à la reformation, & commencer par l'Eglise Romaine. Enfin on les exhortoit à ne s'engager ni de parole, ni par écrit, parce qu'il n'y avoit point de reservations qui pussent empêcher de telles promesses d'avoir des suites dangereuses.

*Irresolu-
tion de
l'Eglise
de Paris
touchant
la tenue
d'un Sy-
node.*

Ces precautions ne guerissoient pas les Reformez de toutes leurs craintes. Il y avoit bien des gens engagez dans ce projet, qui n'étoient pas connus à ceux qui le revelerent. Dans les affaires de cette nature les soupçons ont des vuës vagues & generales, qui ne s'arrêtant proprement sur personne, s'étendent en quelque sorte sur tout le monde. Ordinairement les intrigues secretes font plus de gens suspects, qu'elles n'en font de coupables. On craignoit même qu'il n'y eût quelqu'une des principales têtes qui eût donné dans le piege; & la crainte de se decouvrir à quelqu'un qui fût de cette cabale, faisoit qu'on n'osoit conferer avec personne d'une matiere si delicate. Cependant le tems ordinaire d'assembler un Synode aprochoit. On n'en tenoit que de deux ans en deux ans dans cette Province; & dans un terme si long il arrivoit toujours des affaires assez importantes, pour demander qu'on ne perdît point l'occasion de tenir ces Assemblées. On n'osoit ni reculer, de peur que la Cour desaccoutumée de voir tenir des Synodes sous ses yeux, ne s'avisât d'en refuser la permission; ni se presser, de peur de s'exposer à quelque fâcheux incident, qui sembloit se preparer par ces negociations clandestines. On crut enfin neanmoins qu'il valoit mieux se hasarder à s'assembler dans la resolution de faire son devoir, que de faire croire aux accommodateurs en diférant, qu'on avoit peur d'eux, & qu'on n'osoit leur tenir tête. On considéra que si les mesures de ces conciliateurs n'étoient pas encore prêtes, le Synode seroit passé avant qu'ils eussent le tems de les concerter; que si elles étoient déjà prises, ils n'auroient pas de peine à obtenir de la Cour un ordre d'assembler un Synode, quand on ne le demanderoit pas; qu'il seroit alors très-dangereux de le refuser; que la conjoncture presente avoit même quelque chose de favorable; qu'on pouvoit tenir cette Assemblée pendant que le Roi étoit à l'armée;

l'armée, qu'alors il étoit évident que les negociateurs n'entre- 1673.
prendroient rien, parce qu'ils n'auroient ni le Roi pour les sou-
tenir par son autorité, ni le Marechal de Turenne pour les ani-
mer par ses ordres ou par ses conseils.

On tint donc le Synode dans cette disposition des esprits & ^{Qui s'assem- ble enfin à Cha- renton.} des affaires, & l'ouverture en fut faite à Charenton le quatrième de Mai. La cabale des accommodateurs avoit fait de grands ef-
forts pour faire continuer à D'Allemagne la qualité de Commis-
saire: mais le Deputé General fut si habile, & si heureux qu'il pa-
ra le coup, & qu'il obtint que la commission seroit donnée à un
autre. Il est vrai que cet autre fut de La Brosse de l'Hôpital,
beaufrere de cet homme dangereux, mais il avoit peu de genie
& peu de lumieres, & des gens un peu exercez aux affaires n'au-
roient pas eu beaucoup de peine à le deconcerter. D'Allemagne
s'étoit séparé de son Eglise de Sezane depuis le Synode prece-
dent; soit que l'ambition lui eût fait croire qu'il feroit plus aisé-
ment fortune à la Cour, quand il n'exerceroit plus un ministere
qu'on y tenoit odieux; soit que pour éviter la contestation sur
l'incompatibilité des charges de Commissaire & de Ministre, qui
avoit rompu ses mesures la premiere fois, il eût voulu prevenir
le renouvellement de cette dispute dans le nouveau Synode, où
il eseroit encore assister de la part du Roi. Cette separation se
fit d'accord de parties, sans prendre l'avis des Eglises voisines,
ou au moins de quelques-unes des plus considerables; & il parut
même dans la suite que cette espece de desertion n'avoit pas fait
perdre à ce Ministre toute la bienveillance de son troupeau. En
effet les Deputez de ce Consistoire ayant demandé au Synode le
Ministre qui servoit alors l'Eglise de Houdan, pour remplir la
place que D'Allemagne avoit quittée, l'Assemblée crut devoir leur
refuser leur demande, sur quelque soupçon qu'elle eut que ce
Ministre avoit des liaisons trop étroites avec D'Allemagne, & que
cette recherche avoit été concertée entre eux. Le soupçon étoit
mal fondé. L'innocence de ce Ministre parut telle au Synode,
que dans une lettre circulaire qui fut envoyée de tous côtez après
la rupture de l'Assemblée, De Langle qui en avoit été le Mode-
rateur le justifia hautement, & declara qu'on n'avoit point trou-
vé de lieu de le tenir pour suspect. Mais le refus de son minis-
tere ayant été fait aux Deputez de Sezane, ils revinrent à leur
D'Al-

1673. D'Allemagne, & firent instance au Synode qu'on le renvoyât dans leur Eglise.

*Ruses
de D'Al-
lemagne.*

Cependant D'Allemagne ne doutant pas que le Synode ne fût mal satisfait de sa conduite passée, n'osa s'exposer à y paroître, & n'ignorant pas que son absence n'empêcheroit point qu'on ne fit des procédures contre lui, il se mit à couvert de cet orage sous l'autorité du Roi, & se fit donner une Lettre de Cachet, où il étoit porté que veu les bons services qu'il avoit rendus au Roi dans le Synode précédent, sa Majesté lui enjoignoit de se separer des Reformez de Sezane, & de suivre la Cour. Il avoit cru par cet ordre formel se sauver de la double censure qu'il meritoit, & pour avoir fait cette separation sans formalité suffisante, & pour ne comparoître pas au Synode après une telle action, pour en rendre compte. Cette lettre fut présentée avec une des siennes au Synode par son beaufreire; mais elle n'empêcha pas qu'on ne prit contre lui des resolutions assez vigoureuses. Cependant au lieu de suivre la Cour D'Allemagne se rendit à Charenton, où il prit une chambre dans l'hôtellerie, que le Commissaire avoit choisie exprès à l'extremité du bourg la plus opposée à celle où le Temple étoit bâti; parce que tous les Deputez étant logez autour du Temple, le Commissaire pouvoit plus librement entretenir son beaufreire, sans qu'on remarquât leur commerce. On peut reconnoître par cet exemple, combien il est vrai que la terreur est inseparable de la mauvaise conscience. D'Allemagne ayant à la main une Lettre de Cachet dont le seul nom auroit fait trembler tout le Royaume, voyant dans le Synode son beaufreire, homme qui dependoit de lui absolument, & qui par une seule parole pouvoit fermer la bouche à tous les Deputez, & les contraindre à se retirer; sachant même qu'il avoit des amis & des partisans dans l'Assemblée, n'osoit néanmoins paroître, & se tenoit caché dans le fond d'un cabaret, comme un criminel qui n'a pas l'assurance de regarder fixement son Juge; & dans le tems même où il étoit le plus nécessaire à son beaufreire, pour le diriger par ses inspirations, il n'eut jamais le courage de se montrer.

*On fait
avorter
le projet
de réu-
nion.*

Quand donc on eut formé l'Assemblée, on commença secrètement à fonder les Ministres, qui avoient promis seulement de dire leur avis dans le Synode sur le sujet de la réunion; & les ayant trouvez dans une disposition telle qu'on le pouvoit desirer,

rer, on convint avec eux qu'ils dresseroient leur declaration par écrit, & que sans rien dire ils la mettroient sur la table du Synode; après quoi ils laisseroient faire le Modérateur, & diroient leur avis en suite, si le Commissaire laissoit mettre la chose en deliberation. Cela fut executé ponctuellement. Cinq Ministres se leverent de leur place l'un après l'autre, pendant qu'on traitoit de quelques affaires peu importantes, & mirent leur écrit sur la table. Il contenoit en deux mots l'engagement où ils étoient entrez de dire leur sentiment en plein Synode sur le sujet de la réunion; après quoi suivoit la declaration de chacun de ces Ministres, qui protestoit qu'en conscience il tenoit la réunion pour un bien souhaitable en soi, mais impossible veu l'état des choses, à cause de la grande contrariété des doctrines & des cultes, & il ajoûtoit que les Reformez n'y pouvoient contribuer de leur part, que par l'éclaircissement de la verité, & par l'exemple d'une bonne vie; jusqu'à ce qu'il eût plu à Dieu d'éclairer les Catholiques. Mais la fin étoit la principale partie de l'écrit. Chaque Ministre y supplioit le Synode d'accepter sa declaration, & en demandoit acte pour sa decharge, pour pouvoir justifier qu'il avoit accompli ce qu'on avoit exigé de lui comme de la part du Roi. Ainsi la ruse des accommodateurs qui avoient pretendu engager ceux dont ils avoient les écrits, dans un piege d'où ils ne pourroient se tirer, servit elle même à le rompre; & ce qui avoit été imaginé pour rendre le mal incurable, en fut le premier remede.

Le Modérateur ayant recueilli ces écrits les lut tout bas; après quoi il rendit compte de la chose en peu de mots, s'abstenant scrupuleusement du mot de *réunion*, de peur de donner prise au Commissaire, qu'on savoit bien qui devoit defendre d'en parler. Il comprit néanmoins de quoi il s'agissoit, & temoigna du ressentiment de ce qu'on avoit lu ces écrits sans les lui communiquer. Le Modérateur prit de là occasion de lui offrir d'en faire faire la lecture par le Secrétaire du Synode; & le Commissaire peu éclairé de lui-même, & peu versé dans les affaires Synodales, prit cet offre pour une reparation de la faute, qu'il pretendoit qu'on avoit faite de lire ces écrits tout bas: de sorte que de son consentement on lut ces diverses declarations à haute voix, & il en écouta la lecture avec beaucoup d'attention sans l'interrompre.

*Conduite
du Com-
missaire
& du
Modé-
rateur.*

1673. pre. Mais après cela il defendit au nom du Roi de mettre cette affaire en deliberation, & de donner acte de leur declaration aux Ministres qui le demandoient. Le Modérateur lui demanda s'il avoit ordre par écrit de faire ces defences au Synode; & sur le refus que le Commissaire fit de le declarer, il ajouta que le Roi permettant par deux ordres positifs & par écrit, savoir le Brevet de permission, & la commission même que ce Gentilhomme portoit, de deliberer de toutes les choses qui regardoient la Religion & la Discipline, on pouvoit avec raison exiger du Commissaire un ordre par écrit, qui dérogeât à cette permission generale; qu'il ne vouloit pas néanmoins contester contre lui, à cause de la qualité dont il étoit revêtu; qu'il ne doutoit pas que tout le Synode ne fût dans les mêmes sentimens, & que pour le lui faire connoître il alloit en sa presence prendre l'avis de l'Assemblée, qui sans doute lui donneroit satisfaction. Le Commissaire donc, comme s'il se fût entendu avec ceux qui vouloient détruire l'ouvrage de la réunion, laissa deliberer sur les defences qu'il avoit faites. Ce que le Modérateur avoit promis arriva. On fut d'avis d'obeir au Commissaire: mais plusieurs ne fondèrent pas tant leur avis sur l'autorité de ses ordres, que sur la nature même de la chose, qui devoit être rejetée sur la simple ouverture, sans se donner la peine d'en deliberer. Chacun se fit un honneur de dire en passant quelque chose contre la réunion. Ce projet fut traité d'impossible, de chimerique, de scandaleux, & orné de tous les titres qui pouvoient exprimer de la repugnance & de l'horreur. Les Ministres qui s'étoient engagez ou de parole ou par écrit, furent ceux qui se servirent des plus fortes expressions. Ils renouvelèrent leur declaration, & persisterent à en demander acte, pour leur decharge envers ceux à qui ils avoient promis de la faire. Les avis coururent ainsi jusques à Varnier, à qui les memoires rendent un temoignage fort honorable. Quoi qu'il fût estimé un des plus sages de la Province, il s'étoit laissé surprendre aux sollicitations des accommodateurs: mais il s'étoit contenté de promettre qu'il contribueroit à la réunion, autant qu'il le pourroit faire sans blesser sa conscience; & il ne s'étoit point engagé à donner de declaration dans le Synode. Il commença par là son avis; que s'il n'avoit pas présenté comme les autres une declaration par écrit sur le sujet de la réunion, cela venoit de

de ce qu'il ne s'y étoit pas engagé par l'écrit que ceux qui ne- 1673.
 gocioient cette affaire avoient tiré de lui; que s'il avoit eu à en
 faire une, elle auroit été conforme à celle des autres dont il ap-
 prouvoit les sentimens; que l'écrit qu'il avoit donné lui avoit pa-
 ru fort innocent, & ne contenir rien contre la Discipline ou con-
 tre les arrêts des Synodes Nationaux; que néanmoins il ne l'au-
 roit pas fait, s'il avoit prévu les conséquences qu'on avoit voulu
 en tirer; que s'il avoit en cela fait quelque chose qui fût désa-
 gréable à la Compagnie, il en étoit fâché, il le retractoit, & en
 demandoit pardon. A ces mots le Commissaire ou perdit pa-
 tience, ou se reveilla. Il imposa silence à Varnier, & défendit ^{Le Com-}
 de parler davantage de cette matiere: mais cela n'empêcha pas ^{missaire}
 que cinq ou six autres, qui avoient donné des écrits semblables ^{inser-}
 à celui de Varnier, ne se levassent, & ne déclarassent que puis ^{romps les}
 que le Commissaire ne vouloit pas leur permettre de parler, ils ^{avis.}
 se contenteroient de dire qu'ils faisoient pour eux la même pro-
 testation que ce Ministre venoit de faire. Dans le reste de la de-
 libération il ne fut plus parlé de réunion; mais tous les avis s'ac-
 corderent à ne presser point le Commissaire de montrer ses or-
 dres par écrit, & à s'en reposer sur sa bonne foi. On crut même
 après l'avoir entretenu sur ce qui s'étoit passé, qu'il n'empêche-
 roit point qu'on n'en dressât des actes sur le registre selon la cou-
 tume, & qu'il se contenteroit d'en écrire le sommaire au Conseil.

Mais le lendemain les choses changerent; l'Eglise de Sezane ^{D'Alle-}
 ayant donné lieu de parler de D'Allemagne, par la demande ^{magne}
 qu'elle fit d'un Ministre pour remplir sa place. Pendant qu'on ^{est censu-}
 deliberoit sur cette nouvelle affaire, le Commissaire fut obligé de ^{ré & sus-}
 sortir de la Compagnie, par un sagement de nez qui le prit ^{pendu des}
 & qui lui dura assez long tems. Il oublia en se retirant à ordon- ^{fonctions}
 ner qu'on attendit son retour, avant que d'achever la delibera- ^{du mi-}
 tion commencée: de sorte que le Synode poursuivit sans s'arrê- ^{nifera.}
 ter; & qu'après avoir refusé à l'Eglise de Sezane le Ministre
 qu'elle souhaitoit, il delibera même sur la proposition nouvelle
 qu'elle fit par ses Deputez, de lui rendre le ministere de D'Alle-
 magne. Le Modérateur ayant fait une reponse convenable à
 cette nouvelle demande, les Deputez n'y voulurent pas aquies-
 cer, & voulurent que la chose passât par les avis de l'Assemblée.
 Il n'y eut qu'un sentiment uniforme entre tous les assistans. On

1673. jugea que la proposition devoit être rejetée; qu'il falloit charger le registre d'un acte de refus, & employer les raisons qui y portoit l'Assemblée. On en trouva quatre, dont les trois premières n'étoient inferées que pour avoir occasion de dire la quatrième. L'une étoit que les Deputez ne faisoient pas paroître que le Consistoire les eût chargez de cette proposition nouvelle. L'autre étoit que les raisons d'accorder un congé avec tant de précipitation, à un Pasteur qu'ils avoient si chèrement aimé, ne pouvoient avoir été legeres; comme reciproquement celles qui avoient obligé le Pasteur à rompre avec une Eglise qui lui avoit donné tant de marques d'affection, devoient avoir été importantes; qu'il falloit par conséquent les examiner, avant que de rejoindre l'Eglise & le Pasteur, pour voir si elles ne subsistoient point encore. La troisième étoit prise de l'ordre donné à D'Allemagne, par la lettre de Cachet que son beaufrere avoit communiquée au Synode; & on disoit que puis que le Roi lui commandoit de quitter l'Eglise de Sezane, le Synode ne pouvoit l'y renvoyer. Mais enfin on ajoutoit qu'il s'étoit repandu contre D'Allemagne divers bruits, qui le chargeoient de choses incompatibles avec le St. ministère, & jusqu'à ce qu'il s'en fût justifié, on disoit qu'il n'étoit en état de faire les fonctions de Pasteur ni dans l'Eglise de Sezane, ni dans aucune autre. En suite de quoi on ajoutoit qu'il seroit cité au Synode prochain, où il rendroit compte de sa conduite. Les Deputez aquiescerent à ce jugement, & reçurent du Synode le Ministre qu'il trouva bon de leur donner par provision. Ainsi D'Allemagne demeura sans Eglise, hors d'état de faire mal par ses predications, & suspect à tout le monde, comme noté par cet acte du Synode.

Le Commissaire rompt l'Assemblée.

Le Commissaire n'étant rentré qu'après qu'on eut remis une autre affaire sur le tapis, on acheva la séance paisiblement. Mais le lendemain dixième du mois, il se plaignit avec beaucoup de colere de ce qu'on avoit fait en son absence contre D'Allemagne; & dit qu'il avoit des ordres du Roi d'empêcher qu'on ne parlât des affaires de ce Ministre. Il ne fut pas possible, quoi qu'on pût lui dire, de remettre son esprit: & on ne put tirer de lui d'autre proposition d'accommodement, que celle d'arracher du registre les actes qu'on avoit dressez contre son beaufrere. Sur le refus qu'on en fit, il le commanda de la part du Roi, selon l'ordre,

die, disoit-il, qu'il en avoit. On lui remontra que cet ordre étoit incompatible avec le precedent, qu'il n'étoit pas imaginable que le Roi ayant defendu, comme il le disoit, de parler de l'affaire de D'Allemagne, eût en même tems ordonné d'arracher du registre les actes qui auroient été dressez sur ce sujet; puis qu'on ne dresse des actes que des choses dont on a delibéré. Cette replique mit le Commissaire dans un embarras d'où il ne put sortir, que comme les esprits foibles & peu éclairez ont accoutumé de se tirer de semblables extremitez, c'est à dire par un emportement qui ne remédie point au mal déjà fait. Il en vint donc aux menaces, & se levant de sa place, il declara qu'il rompoit l'Assemblée. On le retint par deux fois; mais enfin chacun se leva, quand il eut repeté pour la troisième fois le commandement de se separer. L'Assemblée en corps le conduisit jusqu'à la porte de la Cour du Temple, & un Ministre & deux Anciens l'accompagnèrent jusqu'à son logis.

Ainsi le Synode ne fut rompu, qu'après avoir fait les deux choses les plus importantes dont on y pouvoit deliberer. La violence du Commissaire ne vint qu'après coup. Les actes demeurèrent; & chacun emporta dans son Eglise la consolation d'avoir vu échouer la dangereuse intrigue de la réunion; & d'avoir ôté à D'Allemagne le pouvoir de faire du mal. Mais le mauvais succès de ces deux affaires l'ayant piqué jusqu'au vif, il eut recours à ses patrons, pour se mettre à couvert des censures dont il prevoit que le Synode suivant l'accableroit; & il obtint un arrêt du Conseil signé Colbert, rendu devant Maestricht le dix-huitième de Juin, par lequel il étoit exposé que le Synode ayant pris plusieurs deliberations contre les intentions du Roi, expliquées par le Commissaire, & entr'autres ayant cité D'Allemagne au Synode suivant, mis Garnier pour Ministre en sa place à Sezane, & reçu diverses declarations contraires aux ordres de sa Majesté, le Roi cassoit & annulloit toutes les deliberations prises dans ce Synode; ordonnoit que les actes en seroient lacrez au suivant en presence du Commissaire qui seroit nommé pour y assister, enjoignoit au Deputé General d'envoyer copie de l'arrêt à toutes les Eglises de la Province; retablissoit D'Allemagne dans le ministere à Sezane, & commandoit à tous les Commissaires departis dans les Generalitez des Provinces dont le Synode

1673. étoit composé , de tenir la main à l'exécution de l'arrêt. L'adresse en étoit faite particulièrement aux Intendans des Provinces de Champagne , Picardie , Brie , l'Isle de France & pais Chartain. On peut remarquer dans cet arrêt l'esprit du Conseil, qui oubliant ce qu'il avoit ordonné quinze jours ou trois semaines auparavant , rendoit souvent un arrêt contradictoire au premier , & faisoit par un nouveau reglement un crime d'avoir obeï au précédent. Ainsi après avoir ordonné à D'Allemagne , par une lettre de Cachet datée du vingt-septième d'Avril , de se separer de son Eglise , on punissoit le Synode , par un arrêt du dix-huitième de Juin de la même année , de ce qu'il n'avoit pas voulu rendre D'Allemagne à cette Eglise qui le redemandoit , & qu'il avoit mis un autre Ministre en sa place. L'arrêt fut néanmoins exécuté. Garnier qu'on avoit mis à Sezane s'en retira , quand on lui eut signifié cet arrêt avec defences d'y contrevenir ; & les actes du Synode de Charenton furent lacerez à celui qui se tint à Vitri deux ans après. Cependant on peut remarquer qu'encore que tout ce qui s'étoit passé à Charenton fût proprement l'ouvrage du Modérateur, qui avoit fait toutes les ouvertures , & de qui l'Assemblée avoit toujours suivi l'avis , il n'y eut rien d'ordonné contre lui ; au lieu qu'en d'autres occasions ceux qui avoient été dans la même place , avoient toujours été responsables des deliberations prises en leur presence ; & en conséquence ou interdits , ou bannis de la Province , ou adjournez au Conseil. De même de dix ou douze Ministres , qui étant entrez assez avant dans les negociations de la reünion , en detruisirent l'ouvrage tout d'un coup , par des declarations directement opposées à celles qu'on esperoit d'eux , il n'y eut personne à qui on en fit d'affaire. Toute l'indignation tomba sur trois ou quatre feuilles de papier qui furent déchirées ; & cette laceration ne renouïa point les intrigues de l'accommodement ; & ne rendit point à D'Allemagne la reputation qu'il avoit perduë. Au contraire , la maniere de son retablissement deplut à tous les gens de bien. On reconnut par là qu'il avoit des intelligences avec la Cour , qui n'étoient pas convenables à un Ministre ; & on fut convaincu qu'il avoit de mauvaises intentions. Peu à peu ses amis l'abandonnerent ; son Eglise se degouta ; il tomba dans le mepris ; & le chagrin qu'il en conçut eut les suites que j'ai déjà remarquées.

Son exécution.

En-

Environ ce tems ici le Chevalier de Rohan s'avisa de traiter avec les Espagnols ; & leur promit de leur livrer quelque place sur la côte de Normandie. C'étoit un dessein de Visionnaire, qui n'auroit jamais pu réussir. Ce Chevalier n'avoit ni jugement, ni bien, ni amis, ni intelligences : & il n'avoit peut-être point d'autre vue que de tirer quelque argent de la Cour d'Espagne, sans se mettre en peine s'il pourroit lui tenir parole. Latreaumont, Gentilhomme Normand son complice, avoit bien plus de tête & de lumieres que lui : mais il n'étoit pas assez puissant pour exécuter une si grande entreprise. Le Chevalier de Preaux & la Marquise de Villars étoient aussi du nombre des conjurez : & un Maître d'Ecole, né sujet du Roi d'Espagne, mais qui s'étoit établi à Paris au fauxbourg St. Antoine, étoit l'Agent de cette cabale, & portoit les avis & les lettres de part & d'autre. On dit que cette conjuration ne fut decouverte qu'après la bataille de Seneff : & que le bagage du Comte de Monterey, Gouverneur des Pais-Bas, ayant été pris, on trouva parmi ses papiers des memoires qui la revelerent. Mais on en avoit connoissance d'ailleurs ; & on ne fit courir ce bruit que pour cacher les intelligences que la Cour avoit avec les confidens du Comte. Quoi qu'il en soit ces conjurez furent pris. Latreaumont se fit tuer, par la resistance qu'il fit aux Gardes qui l'arrêterent ; & cela fit croire qu'on auroit appris de lui de grands misteres, si on avoit pu le prendre vif comme les autres. Ces quatre criminels furent executez : mais on ne put tirer d'eux que la confession de leur crime. Cette conspiration étoit si bien une vision, que ceux même qui en étoient les Chefs n'en favoient rien de particulier. Le Maître d'Ecole ne les connoissoit pas ; & il sembloit n'avoir eu de commerce qu'avec Latreaumont. Cette circonstance confirma le soupçon déjà conçu, que par la mort de ce complice on avoit perdu le secret de toute l'intrigue. Comme il n'y a rien de plus vague que les soupçons, quand on n'a point de lumiere qui les dirige, chacun forma les siens selon sa passion & ses interêts ; & le Clergé ne manqua pas, plutôt par malice que par persuasion, de rendre suspecte la fidelité des Reformez, & sur tout de ceux de Normandie. Il sembloit que l'armée navale des Provinces Unies, qui menaça long-tems les côtes, autorisoit ces defiances : & que si elle eût été favorisée de quelque soulèvement au dedans, elle auroit pu faire quel-
que

1674.
Conspira-
tion du
Cheva-
lier de
Rohan.

1674- que entreprise confiderable. Ce fut la raison pourquoy on donna des ordres fort particuliers aux Gouverneurs de la basse Normandie de prendre garde aux habitans de leur ressort , & en particulier de veiller sur la conduite des Reformez. Le Duc de Roquelaure même fut envoyé dans cette Province , pour assurer les côtes contre les attaques des étrangers , & pour commander les troupes qu'on leur oppoſeroit , par tout où ils menaceroient de prendre terre. Toutes ces precautions ne ſervirent qu'à donner du lustre à l'innocence & à la fidelité des Reformez. Les Lieutenans de Roi leur rendirent de bons temoignages. On n'en croyoit pas à la Cour le Duc de Montausier , Gouverneur de la Province , qui quoi qu'il eût quité leur Religion , avoit conſervé pour eux de la bienvueillance & de l'estime , & leur rendoit toujours de fort bons offices : bien different en cela des autres *convertis* , qui ſe faiſoient presque toujours un devoir d'être les perſecuteurs de ceux dont ils avoient abandonné la communion. Mais le Marquis de Beuvron ne s'éloigna pas de ſes ſentimens : & le Marquis de Matignon ſit encore mieux. Il ſit leur apologie par une lettre qu'il écrivit au Conſeil ; il ſit paſſer pour de mauvais ſujets ceux qui vouloient les rendre ſuſpects ; il aſſura qu'il les connoiſſoit , & repondit de leur innocence. Ce qu'il y eut de plus genereux & de plus beau , fut qu'il rendit ce bon office aux Reformez de ſon Gouvernement ſans en être ſollicité , & ſans chercher même à le faire valoir auprès d'eux. On ne fut que par hazard qu'il leur avoit rendu cette juſtice. Quelques Deputez s'étant rencontrés dans le cabinet du Marquis de Châteauneuf pour d'autres affaires , aperçurent cette lettre parmi pluſieurs autres , & Boiſſier , Commis de ce Miniſtre, voulut bien la leur laiſſer lire. C'eſt un grand éloge qu'on peut donner aux Seigneurs de cette illuſtre Maiſon , que la droiture & l'équité leur ſont hereditaires ; & que depuis le Marechal de Matignon qui vivoit au tems des maſſacres juſques à preſent , ils ont toujours été , à ſon imitation , les ennemis de la violence & de l'artifice , les protecteurs de l'innocence , & le refuge des foibles opprimez par le credit des plus forts. Je rapporterai encore en leur tems de nouvelles preuves de leur équité. Mais j'ajoutérai que le Duc de Roquelaure appuya de ſon temoignage celui de tous ces Seigneurs , & qu'il parut toujours fort content des Reformez : & enfin après que la

Innocence & fidelité des Reformez.

la conjuration du Chevalier de Rohan eut éclaté; quelque diligence qu'on fit pour decouvrir s'ils y avoient trempé, il ne fut jamais possible d'appuyer de quelque apparence les soupçons qu'on avoit voulu donner contre leur fidelité: de sorte qu'on ne put forger de nouveau pretexte de les regarder comme étant une dangereuse cabale. Cela n'empêcha pas néanmoins que comme la Politique ne rejette jamais les soupçons, & prend ses mesures contre les craintes même qui n'ont point de fondement, de peur d'être surprise par quelque accident qu'elle auroit cru impossible, on ne voulût s'assurer de ce que les Reformez seroient capables de faire. On en fit donc faire un denombrement secret par tout le Royaume; & les Intendans firent dresser des memoires de leur nombre, de leurs qualitez & de leurs biens. Mais ceux qui servirent les Intendans en cette occasion s'en acquitterent si mal, qu'on n'en fut pas mieux informé, & qu'il y fallut revenir plus d'une fois. Chacun s'y gouverna selon sa passion particulière. Les uns croyant difficile d'entrer dans ce detail, se contenterent de parler de la chose en gros. Les autres s'imaginant que la puissance des Reformez les rendroit odieux, grossirent au delà de toute verité ce qu'ils dirent de leurs forces & de leurs richesses. Les autres estimant au contraire que plus on les exposeroit au mepris, plus on avanceroit leur ruine, rabattoient le plus qu'ils pouvoient de l'opinion qu'on avoit à la Cour de leurs forces & de leur nombre, & les representoient comme des miserables, qui n'auroient jamais ni le moyen, ni le courage de se defendre. J'ai vu quatre ou cinq années avant la revocation de l'Edit, un Intendant fort empêché entre ces deux manieres de dresser ces memoires, sur un ordre nouveau qu'il avoit reçu, ne sachant laquelle des deux étoit la plus propre à faire la Cour: & qui enfin se fit honneur auprès des Reformez de sa Generalité, de ce que sans chercher à les faire ni haïr ni mepriser, il avoit écrit les choses comme elles étoient.

Ce que je viens de dire est presque tout ce que j'ai à rapporter de remarquable sur cette année. La guerre, & la conquête de la Franche Comté donnerent tant d'occupations à la Cour, qu'on ne put même pendant l'hiver y penser à d'autres affaires. Il fut rendu seulement un arrêt le neuvième de Fevrier, à l'occasion d'un Synode qui s'étoit tenu en Poitou l'année precedente, le dernier d'Octobre & les jours suivans. On reçut dans cette As-

*Denom-
brement
de leurs
familles.*

*Les Mi-
nistres de
sies ex-
clus des
Synodes.
XXI.*

1674. semblée, comme on l'avoit accoutumé, les Deputez de l'Academie de Saumur, & les Ministres des Eglises qui étoient recueillis chez les Gentilshommes. Le dessein du Clergé étant de ruiner les Academies, parce qu'il les regardoit comme une pepiniere, d'où il sortoit autant de nouveaux Ministres, qu'on en pouvoit interdire d'anciens, & de reduire les Eglises de fief à une forme d'exercice clandestin, où on ne se rendroit pour ainsi dire qu'à la derobée, il crut que ce seroit un bon moyen de réussir à l'un & à l'autre, que d'ôter aux Deputez des Academies la liberté de se trouver aux Synodes voisins, & de priver les Ministres des Eglises de fief du droit de suffrage, & de séance dans les Synodes même de leur Province. En effet on étoit par là aux Academies un des moyens les plus nécessaires à leur subsistance, savoir la communication avec les Provinces voisines, d'où les Professeurs & les Regens tiroient leurs gages, & où ils avoient assez souvent des remontrances à faire sur le sujet de leur entretien, & même sur la police de leurs Colleges, & sur la conduite des Etudiants. De même l'exclusion des Ministres de fief les reduisoit à être de simples Chapelains des Seigneurs, independans des Synodes, & sans communication avec les autres Eglises: de quoi il est évident que la ruïne de ces exercices particuliers devoit être une suite inévitable. Or cela portoit un grand coup contre les Eglises, parce que toutes celles qui étoient privées du droit de possession par les arrêts du Conseil, regardoient le droit des Seigneurs comme leur ressource, & renaïssoient pour ainsi dire de leurs debris, sous la protection des Gentilshommes qui avoient des hautes Justices. Mais en privant les Ministres de ces Eglises du droit d'assister au Synode, on ôtoit aux Eglises même la communication mutuelle; on les exposoit à la confusion & à tous les mauvais effets de la desunion, & on détruisoit les Synodes par le petit nombre des gens à qui on permettoit de les composer. On prit donc pretexte du procès verbal que Du Portal de Marsac, qui s'étoit trouvé à ce Synode en qualité de Commissaire, avoit rendu de ce qui s'y étoit passé; & Marillac Intendant de Poitou ayant fait une espece d'enquête, sur de prétendues difficultés que ce procès verbal faisoit naître, en dressa un de sa part qu'il envoya au Conseil avec son avis. Sur quoi le Roi présupposant qu'il s'étoit passé dans cette Assemblée diverses choses

*Prejudi-
ces cau-
sez par
ces arrêts.*

choses contre les intentions, donna l'arrêt dont je parle, & fit 1674
 défenses de recevoir dans les Synodes, ni les Deputez du College de Saumur, ni les Ministres des Seigneurs qui n'avoient point
droit d'exercice réel, à peine de trois mille livres d'amende.

Ce terme d'*exercice réel* n'étoit pas opposé à celui de *faux ou Droit
 imaginaire*. Les exercices qui se faisoient chez les Seigneurs de
 fief étoient aussi réels, & consistoient dans les mêmes actes que ^{réel & personnel}
 ceux qui se faisoient dans les lieux de Bailliage. Mais il avoit plu
 au Clergé de nommer *personnel* le droit des Seigneurs, comme
 s'il eût été attaché à leurs personnes; quoi qu'à regarder la chose
 au fond, il fût attaché par l'Edit à la nature de leurs fiefs &
 Seigneuries. Mais le Clergé avoit ses vues en le nommant ainsi,
 & cette distinction de droit *réel & personnel* a été la source de
 toutes les chicanes qu'il a faites aux Seigneurs sur le sujet de leur
 privilege. Ce fut environ ce même tems que le Conseil s'avisa
 d'insérer une clause nouvelle, dans les permissions de tenir des
 Synodes. On n'avoit pas été regulier dans le tems de les assembler,
 & on les convoquoit tantôt au mois de Mai, tantôt au mois
 de Septembre, selon la commodité des Eglises, ou la nécessité
 des affaires: de sorte qu'on en tenoit quelquefois deux à neuf ou
 dix mois l'un de l'autre, quoi qu'en différentes années. Le Con-
 seil prit ombrage de ces Synodes qui se suivoient de si près, &
 n'accorda plus de permission qu'à condition que l'an fût *revolu*
 & *accompli* depuis la dernière Assemblée. Cela causa mille in-
 commoditez, qu'on n'auroit pas cru qui pussent venir d'une cause <sup>Clause
de l'an
revolu
dans les
commissi-
ons Syn-
odales,</sup>
 si legere. Mais la rencontre des fêtes, les jours ordinaires des
 exercices, les tems de la Communion, & je ne sai combien d'au-
 tres circonstances obligeoient de retarder tous les ans plusieurs
 semaines au delà de l'an revolu: de sorte qu'en peu de tems ceux
 qui avoient tenu leur dernier Synode au mois de Septembre, se
 trouverent réduits à le tenir dans les plus courts jours, & dans
 la plus fâcheuse saison; & ceux qui l'avoient tenu au Printems,
 furent contraints de prendre le tems où ceux qui demouroient à
 la campagne avoient le plus d'affaires chez eux, & pouvoient
 moins commodément se rendre dans ces Assemblées. Ce qui
 enfin obligea de passer quelque année sans en tenir, pour les re-
 prendre l'année suivante dans une saison plus favorable. C'étoit
 là l'unique vue du Clergé, qui fatiguoit les Reformez par ces
 petites

1674. petites chicanes, & tâchoit de les priver par là des foibles secours qu'ils tiroient encore de leur mutuelle correspondance, qui ne subsistoit plus que par le moyen de leurs Synodes.

Jugemens provisionnels touchant les exercices.

Les jugemens des partages furent sursis pendant cette année; & je ne trouve que deux arrêts rendus par provision contre les Eglises de Bourgogne. Ces Eglises avoient été très-mal servies par Salvart leur Commissaire. Il étoit absolument dans la dépendance de l'Intendant Bouchu, & ne savoit ce que c'étoit que de lui contredire: de sorte qu'il condamna toutes les Eglises qu'il plut à l'Intendant de condamner; sans épargner même celles qui avoient le droit de Bailliage. Ainsi les Reformez de cette Province eurent fort peu d'affaires à porter au Conseil sur le pretexte des partages; mais pour n'abandonner pas entièrement leurs intérêts, ils furent contraints de prendre la voye d'appel, & de présenter requête pour être reçus appellans de toutes les Ordonnances de ces Juges passionnez; particulièrement d'une du vingthuitième de Novembre 1673. qui condamnoit les Eglises de Couches, Parai Lemonial, Baulne & Vaujaucour, & enjoignoit d'en demolir les Temples. C'étoit une démarche presque inutile, que l'appel d'une Ordonnance sur laquelle les deux Commissaires étoient d'accord; & on ne pouvoit espérer d'un Conseil qui rendoit si peu de justice, que la confirmation de ces cruels jugemens. Mais pour n'avoir rien à se reprocher, il étoit plus à propos de tout tenter, que de laisser tout perdre par desespoir. On croyoit d'ailleurs que dans les grandes affaires dont la Cour étoit chargée, elle seroit peut-être plus favorable aux Reformez, qui servoient le Roi avec autant de zèle & d'affection, que s'il avoit eu pour eux la même tendresse que Henri le Grand. La requête fut reponduë, & par arrêt du cinquième de Mars ces Eglises furent reçues appellantes; mais comme on ne faisoit plus de justice entière, on defendit par provision l'exercice dans tous ces lieux, & on ordonna que la porte des Temples seroit murée, à la diligence du Syndic du Clergé du Diocèse d'Autun. Il y eut un semblable arrêt rendu le trentième de Juillet, sur le sujet de l'Eglise qui s'assembloit à Landreville, dans le Bailliage de Bar sur Seine, dependant du Diocèse de Langres.

Chicane puerile sur la re-

Mais il en fut rendu un autre le sixième de Novembre, sur une matiere fort curieuse. On n'auroit pas cru que dans le fort d'une

ne guerre dont le cours avoit été fort heureux jusques ici, mais 1674 dont le succès étoit encore douteux, & dont la fin étoit ardemment désirée & par la Cour & par le peuple, le Clergé eût eu la hardiesse d'amuser le Conseil du Roi à deliberer sur des pointes de Grammaire. Le dernier arrêt qui ordonnoit aux Ministres de demeurer dans les lieux de leurs exercices, leur faisoit des fesses de résider ou prêcher hors de ces lieux. Le Clergé crut que cette disjonctive étoit équivoque, & s'imagina que les Ministres en pourroient tirer avantage. De sorte qu'il voulut prévenir l'abus qu'on en pouvoit faire, & obtint sur ses remontrances un arrêt, qui porte que le Roi *en interprétant son intention sur le fait dudit article, a déclaré n'avoir entendu dire résider ou prêcher, mais bien résider & prêcher.* En conséquence de quoi il ordonnoit que les Ministres seroient tenus de résider dans les lieux qui leur sont donnez par les Synodes pour y prêcher, pourveu que l'exercice y fût permis, & qu'il y eût une maison pour les loger. La nouvelle conjonction ne valoit peut-être gueres mieux que la précédente, dans le lieu où elle étoit placée; mais quoi qu'il en soit on peut reprocher au Clergé, que c'étoit abuser de la majesté d'un grand Roi, que d'affecter de mettre son nom à la tête d'une décision de cette nature.

Je trouve aussi deux lettres de Cachet écrites à la ville de St. Paul trois Châteaux. La première en date de l'onzième de Novembre étoit au Procureur du Roi de cette ville, qui étoit Reformé, la liberté d'assister aux Assemblées de ville. Ce droit lui appartenoit sans difficulté: mais pour avoir un prétexte de l'en priver par provision, il fut trouvé bon de supposer qu'il étoit douteux. Il demeura donc exclus de ces Assemblées, jusqu'à un nouvel ordre qu'il ne put jamais obtenir. La seconde lettre du septième de Decembre, défendoit de nommer à l'avenir un Consul Reformé dans cette ville. C'étoit un usage constant qu'on ne s'étoit point avisé de contester jusques à présent; mais le Roi le nommoit usage abusif, & disoit pour toute raison qu'il avoit résolu de le supprimer. Les Reformez pour se maintenir présentement au Conseil une requête fort bien écrite, & où leur droit étoit mis dans la dernière évidence: mais elle ne fut pas même rapportée devant le Roi.

Mais pendant que le Conseil tenoit les affaires de Religion

1674. dans une espèce de fureur, les peuples animez par les Confesseurs & les Prédicateurs, donnoient par tout des marques d'un zèle seditieux, & sembloient n'attendre qu'un signal pour se porter à toute sorte de violences. On fit imprimer même des écrits pleins d'aigreur, & de venin contre les Reformez, qui n'ayant plus de protection à esperer de la Cour, n'avoient pas même le courage de répondre. Ils se contenterent de les envoyer au Député General, pour en faire des plaintes au Conseil, & entre autres un libelle qui fut débité en Saintonge, & présenté au Synode de la Province. Mais on n'y eut point d'égard au Conseil; & comme les Auteurs de ces Satyres n'étoient pas connus, les plaintes qu'on en fit n'eurent nulle suite. La même chose arriva de l'embrasement du Temple de Chalais: quelques seditieux y mirent le feu; & il n'auroit pas été mal aisé de decouvrir & de punir les incendiaires, si les Juges avoient voulu faire leur devoir. Mais comme il étoit aisé de presumer que les criminels étoient Catholiques, on ne put obliger les Juges de faire contre eux les diligences nécessaires, & le mal ne put être réparé.

*Persecutions
contre
un Mi-
nistre.*

Gautier, Ministre à Fenestrelle dans la Vallée de Pragolas, étoit insupportable aux Missionnaires. Ils lui suscitèrent mille affaires pour le perdre. Entre les autres ils lui en firent deux remarquables. La première fut qu'ils l'accusèrent d'avoir prêché dans un Synode de Dauphiné, tenu à Dieu-le-fit en 1667. que l'Eglise Romaine étoit Babylone. L'affaire fut abandonnée parce qu'on ne trouva pas de preuves. La seconde fut qu'un Officier commis à la Châtellenie de Fenestrelle, fit informer contre lui vers la fin de l'année 1672. sous prétexte qu'il avoit prié Dieu pour les Hollandois, depuis que le Roi leur eut déclaré la guerre. Il ne parut qu'un témoin pour le déposer, de sorte que Gautier n'eut pas de peine à se justifier en présence du Duc de Lesdiguières, Gouverneur de la Province. Mais on reprit ces deux affaires cette année presque en même tems. Ce Ministre étoit venu se plaindre de ce qu'on avoit décoré contre plusieurs habitans de sa Vallée. Les Propagateurs de la foi le firent mettre dans les prisons du Parlement, sous le prétexte de la première accusation. Sa partie étoit un Vicaire, les témoins quatre Prêtres, le Conseiller commis pour informer étoit Clerc, & plusieurs de ses Juges des Ecclesiastiques. Il demanda son renvoi à la Chambre;

il donna des reproches contre les temoins; il recusa les Juges: 1674
 mais tout cela ne lui servit de rien; & quoi qu'il n'y eût pour
 toutes preuves que des soupçons, qu'en nommant Babylone il
 avoit entendu Rome, il ne laissa pas d'être condamné à six mois
 d'interdiction, à trente livres d'amende, & aux depens. A pei-
 ne étoit-il hors de cette affaire, qu'il fut contraint de rentrer vo-
 lontairement en prison pour la seconde. L'unique temoin qu'on
 avoit voulu faire parler contre lui, le justifia hautement à la con-
 frontation, & declara qu'il se feroit plutôt pendre, que d'accu-
 ser Gautier d'avoir prié Dieu pour les ennemis de l'État, parce
 qu'il ne lui avoit jamais entendu faire de telles prieres. Après
 cela néanmoins Gautier fut condamné aux depens du procès, &
 il fut permis au Procureur General d'en informer plus ample-
 ment.

Il fut rendu au Parlement de Paris le vingt-septième d'Avril *Reformé*
 un arrêt, qui mit fin à un procès qui avoit duré plus de six ans. *condam-*
 Les parties étoient le Curé de Meure village de Brie, & un Gen- *né à la*
 tilhomme Reformé, à qui appartenoit la terre des Bordes. Ses *restitu-*
 predecesseurs avoient fondé un Hôpital, qui devoit être garni de *tion de*
 quelques lits; dans ce village, & de plus ils avoient une Chapelle *biens Ec-*
 dans le château, qu'ils avoient considérablement dotée. Depuis *clesiasti-*
 cela les Seigneurs ayant embrassé la Religion Reformée, ils s'é-
 toient accommodés de toutes ces fondations; & s'étoient con-
 tentés d'entretenir un Chapelain, qui leur servoit de couverture
 à jouir des revenus de ce petit Benefice. Le Curé en fit une
 grande affaire, & persécuta ce Gentilhomme par tout ce que la
 chicane est capable d'inventer. Ce Seigneur nommé Antoine de
 Cormont ne se defendoit que par des offres & des obeïssances;
 mais comme elles n'alloient pas aussi loin que les pretensions de
 sa partie, il fallut informer, saisir, executer, vendre des meu-
 bles, & faire diverses autres procédures. Enfin le Parlement ac-
 cordant au Curé presque tout ce qu'il demandoit, condamna le
 Gentilhomme à payer, en argent ou en fond, la valeur de qua-
 tre mille livres, dont les revenus seroient employez à l'entretien
 de quatre lits dans l'Hôtel-Dieu de Sezane, qui demeureroient
 affectés aux pauvres du village de Meure: de plus à faire mettre
 une croix sur la Chapelle de son château; à y faire mettre une
 cloche & un Aubenistier aux lieux accoutumés; à faire boucher la
 porte

1674. porte qui entroit du château dans la Chapelle; à faire reconcilier cette Chapelle par l'Evêque ou son Grand Vicaire; à tenir les lieux en bon état; à fournir le luminaire & les ornemens; à faire dire tous les jours, même les Dimanches, une Messe par un Prêtre nommé & approuvé de l'Evêque, dont le payement seroit arbitré par ce Prelat; & à payer deux cens livres d'aumônes à l'Eglise de la Paroisse, pour le défaut de celebration des Messes par le passé. Par dessus tout cela il étoit condamné à tous les dépens.

Relaps. Le Parlement de Thoulouse condamna Susanne Reverfade, de la ville de Montagnac, au bannissement perpetuel, comme coupable du crime de *Relaps*, & la renvoya au Juge du lieu pour l'exécution de l'arrêt: cela fut ainsi jugé le treizième d'Août. Dix jours après D'Aguesseau Intendant de Languedoc ordonna que l'arrêt fût executé, nonobstant tout empêchement. Le Parlement de Bourdeaux n'oublia pas aussi son ancien zèle. Il donna un arrêt le vingt-deuxième de Decembre, par lequel reconnoissant que la plus grande partie des habitans de Casteljalous étoient Reformez, il ne laissoit pas de casser l'élection de deux Syndics, par la seule raison de la Religion; & traitant cette nomination de *prejudiciable* à la Religion Romaine, & de contraire au bien & au repos public, il ordonnoit de faire une Assemblée nouvelle pour nommer des Syndics Catholiques, avec defences d'en créer d'une autre Religion à l'avenir.

*Syndics
Reformez.*

FIN DU QUATORZIEME LIVRE.

HISTOIRE

DE

L'EDIT DE NANTES.

TROISIEME PARTIE.

LIVRE QUINZIEME.

SOMMAIRE DU XV. LIVRE.

Suite de la surseance des affaires de Religion. Mort du Marechal de Turenne. Le Comte de Schomberg est fait Marechal de France. Etat du Royaume. Sedition à Rennes. Procession de la Chasse de Ste. Genevieve. Arrêt contre un appel comme d'abus d'un jugement de Synode. Le Clergé se mêle de cette affaire. Arrêt qui énerve la Discipline Impietez & blasphèmes pretendus. Veritable crime de l'accusé. Deliberations du Synode du bas Languedoc cassées. Pretexte recherché pour cela. Arrêt contre le Synode de basse Guyenne. Procès fait par le Synode au Ministre Azimont. Irregularitez autorisées par les Puissances. Assemblée du Clergé. Harangue de l'Evêque de Noyon : & du Coadjuteur d'Arles. Alarmes & vaines sollicitations des Reformez. Diversité d'opinions sur l'exclusion des Ministres de fief. Demonstration de l'importance de la chose. Enlèvement d'enfans. Conversion des Catholiques empêchée. Changement d'Intendant malheureux pour la Rochelle. Qualité que les Ministres peuvent prendre. Injustice évidente. Charges & Offices. Exercices nouvellement établis dans les fiefs. Exemptions des Ministres confirmées. Reglement sur le logement des troupes. Renouvellement de sollicitations. Arrêt inconnu au Roi même de qui il portoit le nom. Nouveaux griefs. Effet de ces plaintes. Commissaires nommez inutilement. Etrange projet contre les Reformez des Vallées. Caractere de l'Auteur. Recueils de Tessereau. Division de l'écrit. Preamble. Premiere classe d'articles. Origine des Vaudois. Etymologie de leur nom. D'où vient le mot

Tome IV. N n Val-

Valdenfis. *Ancienne orthographe.* Violences exercées contre les Vaudois. Vallées Briançonnaises. Vallées Pigneroloises. Moyens de réussir. Voie de droit. Voie de fait. La voie de douceur est préférable. Raisons qui empêchent les conversions. Libertés des habitans des Vallées. Plaintes de l'Evêque de Verceil. Seconde Classe d'articles. A qui il falloit donner les Gouvernemens des Citadelles : & le Secretariat general. Exclusion des Reformez de tous Offices. Arrêt secret à ce dessein. Autre arrêt à publier pour le soulagement des Catholiques. Autres moyens. Mœurs des habitans. Avantages que les Reformez devoient trouver dans ces nouveautez. Lettre de Cachot secretts. Lettre publique. Artifices pour l'exécution des reglemens. Retablissement du culte Catholique. Lettres au Gouverneur de Dauphiné. Ministres accusez de blasphèmes. Lettre au Vischailli de Briançon. Pieces jointes au projet. Sollicitations pour parer le coup. Affaires dans les intervalles des Synodes. Divers reglemens pour Sedan. St. Maurice exilé. Instruction des enfans autorisée. Exercices interdits. Ministre condamné à retractation. Orgueil & impudence de son accusateur. Inégalité d'avis sur l'exécution de l'arrêt. Exemptions des nouveaux convertis. Enlèvement d'enfans. Zèle intéressé des devotes de Loudun. Violences dans les Vallées. Recherches generales contre les Reformez. Inutiles diligences des Deputez des Provinces. Parlemens de Bearn & de Provence. Respect dû au Sacrement. Insolentes entreprises d'un Curé. Redoublement de sollicitations. Surseance de l'exclusion des Ministres de fief. Rencontre du Sacrement. Arts & metiers. Inutile tentative contre les Reformez de la Rochelle. Artifices & chicanes de l'Intendant De Muin. Liberté de conscience & subornations. Exemptions & qualitez des Ministres. Défenses aux Catholiques de servir les Reformez. Réunion des Religions. Conversions intéressées. Sordide menage : dont Pelisson est le dispensateur.



Année suivante n'eut encore rien de fort remarquable, en ce qui regarde la Religion. La Cour étoit si occupée des affaires de la guerre, qu'elle ne pouvoit penser à autre chose; & qu'au milieu même de ses prosperitez, dont elle aimoit mieux arrêter le cours par une paix glorieuse, que de s'exposer au danger de quelque revers, elle ne rendoit plus qu'à s'assurer ses conquêtes par quelque Traité. En effet il sembloit qu'il étoit tems de poser les armes, & que la victoire vouloit changer de party. Les étrangers s'étoit mis en état de se faire craindre; & quoi que la France fit de grands efforts & pour mettre la division entre eux, & pour former de nouvelles diversions, qui rappellassent ailleurs les forces ennemies dont la frontiere étoit chargée, ils ne laisserent pas de partager les bons succès avec les François. Le Roi de Suede, qui s'étoit déclaré pour la France, fit fort mal ses affaires du côté de Brandebourg où il avoit porté la guerre. Ses troupes furent batuës; il fut depouillé de plusieurs places importantes; & peu s'en fallut qu'il ne payât les frais des prosperitez de son alliée. Le Marechal de Turenne fut tué: & cette mort apporta un grand changement aux affaires. Le plus considerable de ses effets fut qu'elle força la Cour à faire justice au Comte de Schomberg, à qui elle devoit il y avoit long-tems le bâton de Marechal de France. La Religion avoit été le pretexte de lui faire cette injustice; & le Roi même l'avoit assuré de sa propre bouche, que s'il se vouloit faire Catholique, il l'éleveroit à cette dignité. Ce Seigneur eut le courage de repondre que sa Religion lui étoit plus chere que toutes choses; & que si elle l'empêchoit de monter à ce degré d'honneur, c'étoit assez pour l'en consoler que sa Majesté jugeât qu'il étoit digne d'y parvenir. La necessité de l'Etat fut plus forte que le zèle Catholique. Il fallut offrir au Comte de Schomberg un honneur qu'il ne briguoit pas, & le faire même d'une maniere qui temoignoit qu'on n'espéroit pas lui faire quitter sa Religion, par l'illusion de cette Charge. On avoit exigé de lui qu'il écoutât quelques Docteurs, qui leveroient les scrupules de sa conscience. Il avoit eu la complaisance de les entendre; & en suite la resolution de declarer qu'ils ne l'avoient pas satisfait. Cela se passa pendant qu'il commandoit en Catalogne: & ce fut peu après cette derniere declaration

1675.
Suite de
la sur-
sance
des affai-
res de
Religion.

Mort du
Mare-
chal de
Turenne.

Le Com-
te de
Schom-
berg est
fait Ma-
rechal de
France.

1675. ration qu'il reçut la nouvelle de la justice qui lui avoit été renduë. Le Marechal de Crequi fut defeat par le Duc de Lorraine ; & la prise de Treves par le vainqueur fut le fruit de cette deroute.

*Etat du
Royaume.*

La prise de quelques places sur la frontiere ; la reduction de Messine à l'obeissance du Roi , & quelques autres bons succès n'empêchoient pas les peuples accablez d'impôts, & ruinez par le passage continuël , & par le logement des troupes qu'on envoyoit se rafraîchir dans les Provinces pendant le quartier d'hiver, de s'ennuyer de la guerre. Les victoires du Souverain faisoient la misere des sujets ; & de tant de conquêtes dont la gloire & le profit étoient pour lui , il ne revenoit aux peuples que la servitude & la pauvreté. De sorte qu'il arriva quelques séditions dans les lieux où on n'avoit pas encore absolument renoncé à la liberté : & principalement dans les Provinces de Bretagne & de Guyenne, où les esprits plus chauds & plus libertins qu'ailleurs, portoient impatiemment tant de charges nouvelles qu'on inventoit tous les jours.

*Sédition
à Rennes.*

Les Reformez de Rennes penserent être les victimes des seditieux. La populace s'étant soulevée le dix-huitième d'Avril , & ayant rompu & pillé les bureaux du Tabac, du papier timbré , & du contrôle des exploits, droits établis depuis peu , & dont il revenoit à l'Epargne de fort grosses sommes, fut reprimée par la diligence du Gouverneur de la Province , qui à la tête de la Noblesse & de quelques bons bourgeois dissipa cette canaille. Mais ces misérables ne pouvant se contenter d'avoir fait si peu de desordre ; tournerent le reste de leur feu contre les Reformez ; & formerent le dessein de les aller brûler dans leur Temple , quand ils y seroient assemblez. Le Gouverneur, le premier President, & le Procureur General craignant ce qui en pouvoit arriver , donnerent avis aux Reformez de laisser passer le Dimanche , sans se rendre au lieu de leurs exercices. De sorte que cet avis ayant été suivi, ce jour là les choses furent assez tranquilles. Mais le Mercredi suivant il fut semé dans les classes du College des Jesuites ; & en plusieurs lieux de la ville des billets qui invitoient les Ecoliers , & les personnes zélées à se rendre le lendemain à une certaine heure à Cleusné, lieu où le Temple étoit bâti, pour y mettre le feu. Quelques uns de ces billets furent portez au Gouverneur, au premier President & aux Gens du Roi , qui donnerent parole aux Reformez de garder eux

eux & leur Temple de la fureur de ces mutins. Mais à l'heure 1675. assignée les Ecoliers & les gens de même humeur ne manquèrent pas de se rendre à Cleusné; & de mettre le feu au Temple. La chose étoit faite, quand le Gouverneur arriva sur le lieu à la tête de deux cens chevaux. Les séditieux s'étoient retirez; & on ne put prendre que deux misérables, dont l'un fut aussi-tôt relâché, & dont l'autre fut prisonnier quelques jours. La nuit suivante ces incendiaires retournerent mettre le feu à deux chambres qui n'avoient point été endommagées, & jetterent dans le feu les os de quelques personnes de qualité; & entre autres ceux de Mombartot, qui avoit été autrefois Gouverneur de Rennes, & de quelques Seigneurs de la Maison de la Roche-Giffard, qu'on y gardoit en attendant l'occasion de les transférer au tombeau de leur famille. Ils deterrèrent deux enfans, mis en terre depuis peu; dont ils laissèrent l'un sur la place, & brûlerent l'autre. Cette violence fit grand bruit, & mit les Reformez presque au désespoir; parce qu'ils ne doutoient point que si on laissoit ces excès impunis, ils ne fussent un jour massacrés par le peuple, qui ne manqueroit pas d'y être excité par quelque Moine furieux. Mais le tems ne permettoit pas de souffrir des séditions; & le Conseil se trouva disposé à faire justice. Il condamna la ville à rebâtir le Temple à ses dépens; afin que les meilleurs bourgeois fussent obligés de s'opposer à la violence de la populace, de peur de porter eux même la peine de sa folie. Cependant comme la sédition avoit commencé par un attentat contre l'autorité royale, & à Bourdeaux & à Rennes, il fallut transférer les Parlemens de ces deux villes, soupçonnez de n'avoir pas fait leur devoir pour empêcher ces mouvemens: c'est à dire de n'avoir pas voulu pousser à bout par les supplices un peuple assez misérable par les affaires du tems. Le Parlement de Rennes fut envoyé à Vannes; & celui de Bourdeaux à Condom. Outre ces malheurs la France eut encore beaucoup à souffrir des pluies continuëles, qui durèrent tout l'été; & qui gâtèrent presque tous les fruits de la terre. Il est vrai que pour amuser le peuple, toujours curieux de spectacles & de pompes, on porta en procession la Chasse de Ste. Genevieve, qui est gardée à Paris dans l'Abbaye qui porte son nom. Le vulgaire est persuadé que cette Sainte a un pouvoir particulier sur la pluie & sur le beau tems; & par cette

*Procession
de la
Chasse de
Ste. Genevieve.*

1675. raison soit qu'on se plaigne de trop de sécheresse, ou de trop d'humidité, on a recours également à cette cérémonie. On la pratique même en d'autres occasions, quand il y a des raisons importantes qui le demandent; & le peuple croit toujours qu'il est redevable à cette superstition de tout ce qui lui arrive d'avantageux. Il n'en tira pas néanmoins beaucoup de profit cette année. On eut à peine dix ou douze beaux jours, après quoi les pluies recommencerent, & durèrent encore long-tems. Mais ce qui pressoit le plus étoit que tout le monde se plaignoit d'être épuisé, & qu'on craignoit que les conquêtes du Roi ne fissent enfin perir le Royaume.

*Arrêt
contre un
appel com-
me d'a-
bus d'un
juge-
ment de
Synode.*

Il falloit donc flatter le peuple par l'esperance de la paix, pendant qu'on l'accabloit par les charges de la guerre; & le Conseil occupé des deux grands desseins de procurer l'une, & de continuer l'autre, fut obligé de donner quelque relâche aux Reformez. Dès l'année precedente il avoit fait connoître aux Deputez des Eglises que le Roi ne trouvoit pas bon qu'ils l'importunassent de leurs requêtes & de leurs griefs, pendant qu'il avoit tant d'affaires sur les bras; & on leur avoit dit sans façon qu'on voyoit bien qu'ils vouloient se servir de l'embarras où étoit la Cour, pour obtenir l'effet de leurs sollicitations; mais que comme ils prenoient leur tems pour faire leurs affaires, ils devoient craindre aussi que le Roi ne prît le sien, pour leur ôter ce qu'ils auroient obtenu contre ses intentions: de sorte que les Deputez ne crurent pas à propos d'aller faire à Paris une dépense inutile, au hasard même de déplaire à des gens qui ne demandoient qu'un pretexte pour les maltraiter. Du Bosc même las des affaires, & craignant quelque revers que la jalousie que le Clergé avoit de son credit pouvoit lui preparer, fit quelques efforts pour se décharger de la deputation de sa Province: mais on se trouvoit si bien de lui qu'il n'y put réussir, & que le Synode non seulement la lui confirma, mais le chargea de nouveaux memoires qu'il devoit joindre à la requête generale. Je trouve donc peu d'affaires importantes qui regardent la Religion pendant cette année. On peut remarquer néanmoins un arrêt du fixième d'Avril, parce qu'il fut rendu sur une affaire fort singuliere. Deux Demoiselles nommées Du Soulier & Girard, membres de l'Eglise de Nyons en Dauphiné, s'étant deguisées, se promenerent en masque par les

les rues. Le Ministre du lieu en ayant été averti, prêcha sur ce 1678.
sujet avec beaucoup de vehemence, & designa ces Demoiselles si
clairement, que son Sermon pouvoit passer pour une censure
publique. Ces personnes fieres & emportées ne purent souffrir
cet outrage; & ayant trouvé le Ministre dans quelque maison,
elles vinrent avec lui des paroles à la violence, & lui donnerent
deux soufflets. Le Consistoire proceda contre elles, & sur la
difficulté de les reduire à l'obeissance, les plaintes en furent por-
tées au Synode qui se tint à Nyons même le septième de Juin
1668. Il y fut rendu contre elles un jugement encore plus seve-
re que celui du Consistoire : de sorte que pour éviter la peine
dont elles étoient menacées, elles en apellerent comme d'abus,
& releverent leur apel à la Chambre Mipartie de Grenoble.
Chion, Du Marché & Bernard, Ministres à Gap, à Monteli-
mar & à Dieu-le-fit, & un Procureur de Gap furent assignez,
& ne voulurent pas comparoître : de sorte que la Chambre ren-
dit arrêt le vingtième de Mars 1669. par lequel il étoit déclaré
qu'il y avoit abus aux Ordonnances rendues par le Consistoire &
par le Synode, & en conséquence elles étoient cassées avec
tout ce qui s'en étoit ensuivi, comme nulles & abusives, & les
Ministres & leurs consors étoient condamnez aux depens. Les
Ministres se pourvurent au Conseil, où ils produisirent divers ar-
rêts & reglemens donnez à peu près en pareil cas; & l'affaire y
traîna jusqu'à cette année. Enfin les Agens du Clergé se mêle-
rent de ce procès, & sollicitèrent la cause des Ministres. Cela ^{Le Clergé se mêle de l'affaire.}
étoit assez extraordinaire de voir deux parties dont les intentions
& les interêts étoient si contraires, convenir dans un même fait,
& travailler à obtenir le même arrêt : mais il étoit encore plus
extraordinaire qu'une même chose pût être prise de deux côtes
si differens, que les Ministres la recherchaient comme une gra-
ce, & que le Clergé sollicitât pour la leur faire accorder comme
un outrage. Cependant chacun avoit raison selon ses principes.
Les Ministres vouloient se conserver la liberté entiere d'exercer
leur Discipline, sans en repondre à d'autres Juges qu'à leurs Syno-
des; & les Agens Generaux ne vouloient pas souffrir qu'on fit aux
jugemens des Consistoires & des Synodes le même honneur qu'à
ceux des Officiaux, contre lesquels on pouvoit se pourvoir aux
Parlemens, quand il y avoit abus contre les Canons. Quoi que
l'apel

1675. l'apel comme d'abus fût un moyen de resserrer la Jurisdiction Ecclesiastique dans d'étroites bornes, & que le Clergé s'en plaignît souvent comme d'un odieux attentat à ses privileges, il voyoit bien que d'autre côté cela lui faisoit honneur, & presupposoit sa Jurisdiction & ses Canons comme legitimes, & d'une grande puissance, puis que pour en reprimer les abus il falloit avoir recours à la plus éminente Jurisdiction du Royaume. C'étoit là ce qu'il ne vouloit pas partager avec les *Heretiques*, dont il pretendoit que les Consistoires & les Synodes n'avoient point de Jurisdiction, & ne devoient pas être pris pour des Compagnies autorisées. Suivant ce principe on accorda aux Ministres la grace qu'ils demandoient, parce qu'on crut leur donner en cela une marque de mepris. L'arrêt de la Chambre fut cassé; mais afin qu'on ne pût douter que cela se faisoit plutôt pour mortifier les Ministres, que pour leur faire justice; il n'étoit cassé qu'en ce que la Chambre avoit reçu *l'apellation comme d'abus de la deliberation du Synode*. Il étoit defendu à la Chambre & à toutes autres Cours d'en recevoir de semblables à l'avenir, & de souffrir que les resultats des Synodes fussent qualifiez du nom de *sentences*. De plus il étoit permis aux personnes censurées de se pourvoir par forme de plainte ou de requête: l'affaire des deux Demoiselles étoit retenue au Conseil; & il étoit ordonné que les Ministres apporteroient au Greffe du Conseil dans deux mois, toutes les informations & procedures qui avoient donné lieu aux deliberations, afin qu'après avoir communiqué le tout aux Commissaires deputez pour les affaires de la Religion, il fût fait droit aux parties. Ce reglement n'eut pas de grands effets dans la suite; & le Conseil refusa plus d'une fois de prendre connoissance des plaintes qu'on y portoit, contre les censures ordonnées par les Consistoires & par les Synodes. Mais ces deux Demoiselles ayant poursuivi Chion & ses consors, pour les obliger à rapporter tous les actes des procedures faites contre elles, firent enfin rendre un autre arrêt le vingtième de Fevrier de l'année suivante, qui cassoit l'arrêté du Synode même, sous prétexte qu'il étoit passé par attentat à la Jurisdiction ordinaire. C'étoit là ôter aux Reformez la liberté d'exercer leur Discipline, quoi que l'Edit de Nantes la leur donnât toute entiere. Souvent il y avoit des affaires portées devant les Juges ordinaires, desquelles il pouvoit

Arrêt
qui
enervé
la Disci-
pline.

voit arriver que les Consistoires prissent connoissance, sans atten- 1675.
ter à la Jurisdiction civile. La matiere à juger, la forme des in-
structions & des jugemens, & la nature des peines étoient si di-
verses dans ces deux Tribunaux, que quand l'un des deux Juges
avoit prononcé, il n'y avoit rien dans son jugement qui fit bre-
che à l'autorité de l'autre: sur tout quand les affaires consistoient
dans ces sortes de scandales qui ne sont pas reprimez fort seve-
rement par les loix civiles, la sentence du Juge ordinaire n'avoit
rien de commun avec la censure Ecclesiastique; & après que le
Juge avoit pourvu à l'interêt public ou particulier par raport aux
loix, le Consistoire pouvoit sans l'offenser pourvoir à l'édifica-
tion de l'Eglise, qui n'est pas de la compétence des Jurisdicions
temporelles.

Dans le même Parlement de Grenoble il y eut une autre affai-
re jugée le seizième de Juillet. Les Catholiques avoient fait un *Impietez*
procès criminel à Louis Rambaud, l'un des plus considerables *& blas-*
habitans de la ville de Die, pour quelques actions & paroles *phêmes*
indiscrettes qui lui étoient échappées. L'accusé n'osant s'exposer au *presen-*
zèle des Juges Catholiques se tint caché, de sorte que son pro-
cès lui fut fait par contumace. Il fut déclaré atteint & convain-
cu du crime d'impieté & de blasphème; & pour reparation con-
damné à l'amende honorable; à avoir la langue coupée, à être
pendu, & enfin brûlé, après quoi ses cendres devoient être jet-
tées au vent. De plus il étoit condamné à une somme de seize
cens livres, applicable en partie à l'achat d'une lampe d'argent,
& à faire un fond pour son entretien, afin qu'elle fût toujours
ardente. Elle devoit être pendue devant le lieu de l'Eglise Ca-
thedrale de Die, où selon le stile de l'Eglise Romaine *le très-*
saint Sacrement repose, c'est-à-dire vis-à-vis du milieu du princi-
pal Autel, où il doit y en avoir toujours une qu'on ne laisse
point éteindre. C'est pourquoi celle-ci étoit apellée *une seconde*
lampe ardente. Il étoit dit ençore qu'on feroit graver ces mots
sur une plaque de cuivre, attachée le plus près de la lampe qu'il
seroit possible, *Par arrêt de la Cour de Parlement de cette Pro-*
vince du 16. Juillet 1675. une seconde lampe a été ordonnée pour
reparation des impietez & blasphêmes commis contre le très-saint
Sacrement de l'Autel. On devoit ajoûter au bas de cette inscrip-
tion qu'on avoit aquis un fond pour entretenir cette lampe. Le

1675.

reste de la somme devoit être employé aux reparations de cette Eglise: & après tout cela Rambaud étoit condamné à cinquante livres d'amende, & aux depens du procès. Pour meriter une condamnation si rigoureuse il semble qu'il falloit avoir commis d'horribles excès: néanmoins les impietez & les blasphêmes dont on l'accusoit n'étoient que le pretexte du procès. Son véritable crime consistoit en ce qu'étant né dans la Religion Catholique, il s'en étoit degouté, & qu'il y avoit déjà long-tems qu'il en avoit donné des marques. L'Evêque sachant qu'il avoit dessein de se ranger à la Communion des Reformez, l'avoit prevenu il y avoit neuf ou dix ans, & l'avoit mis en Justice pour de prétendues irreverences. Comme Rambaud faisoit encore alors une profession extérieure de la doctrine Romaine, le crime qu'on lui imputoit paroissoit d'autant plus noir, qu'il l'avoit commis contre l'objet le plus venerable de la devotion de son Eglise. Néanmoins l'Evêque se trouva de bonne composition, & promit à Rambaud de ne le poursuivre point, pourveu que de son côté il promit de demeurer Catholique. C'est-à-dire que ce Prelat renonça pieusement à faire punir un homme qu'il croyoit blasphémateur & sacrilege, à condition qu'il seroit hypocrite le reste de ses jours. Le Clergé Romain ne se met pas fort en peine de gagner le cœur. Pour être bon Catholique, selon ses principes, il ne faut que la profession & les apparences. En vertu de ce traité l'instance fut abandonnée. Rambaud vécut paisiblement, Catholique par l'exterieur; mais Reformé par les sentimens. Cette année la chose changea de face. La conscience fut plus forte que les considerations humaines. Il embrassa la Religion Reformée, & même il le fit avec éclat. Il étoit alors premier Consul de Die. En cette qualité après avoir fait abjuration de la doctrine Catholique dans le Consistoire, il fit faire une assemblée de ville, & les plus notables de l'une & de l'autre Communion s'y étant trouvez, il leur declara qu'il leur remettoit la Charge de premier Consul, parce que suivant les Edits il n'étoit plus capable de l'exercer, s'étant rangé depuis peu à la Communion des Eglises Reformées. Ce zèle lui avoit été inspiré par un ami mourant, qui n'ignoroit pas la secrète aversion qu'il avoit pour les mysteres de l'Eglise Romaine. Il s'étoit glissé quelque froideur entre ces deux amis; mais celui-ci étant tombé malade, les approches

proches de la mort le disposèrent à rechercher Rambaut, & leur 1675.
reconciliation se fit avec de touchantes demonstrations d'une re-
ciproque tendresse. Le principal effet de ce renouvellement d'a-
mitié, fut que Rambaut se rendit aux exhortations de son ami,
& resolut de sortir de la longue contrainte où il avoit vecu, & de
le faire d'une maniere qui pût reparer en quelque sorte le scanda-
le de ses deguisemens. Il executa ce dessein sans retardement; &
sa famille qui étoit toute Catholique suivit peu à peu son exem-
ple. Sa femme même qui avoit mis les plus grands obstacles à sa
conversion, par son zèle pour la Religion Romaine, s'amollit
aussi-tôt qu'il se fut déclaré, & donna de grandes esperances de
l'imiter. La chose & la maniere deplurent également au Clergé,
mais comme il n'y avoit point encore de loi qui ôtât la liberté de
conscience aux Catholiques, on ne pouvoit punir directement
Rambaut d'avoir joui de son droit, & d'avoir obéi aux mouve-
mens de son cœur. Il fallut donc chercher des pretextes éloignez
pour le persecuter. On trouva tout prêt celui de l'accusation qu'on
lui avoit intentée autrefois. On la renouvella; on la fit valoir;
& sous le nom de ses anciens pretendus blasphêmes, on lui fit por-
ter la peine de sa conversion recente. Il quitta le país où cette af-
faire faisoit un grand bruit; & il est mort à Geneve où il s'étoit
retiré, après avoir vécu quelques années en veritable Reformé.

Mais après la fin de la Campagne il fut donné quelques arrêts *Dolibe-*
fâcheux au Conseil. Le premier, du vingtième de Novembre, *rations*
cassoit quelques arrêts du Synode du bas Languedoc, tenu à *du Sy-*
Ulez le premier de Mai, sous pretexte qu'il s'y étoit passé di- *node du*
verses choses contraires aux Edits. Ces contraventions étoient *bas Lan-*
qu'on avoit fait des Assemblées de Notables; député quelques *guedoc*
personnes pour venir à Paris solliciter les affaires de Religion; *cassés,*
imposé quelques deniers autrement qu'il n'étoit porté par les Edits
& Declarations; & sur tout qu'on y avoit dressé un article dans
le chapitre des faits generaux, touchant une inscription mise sur
une croix érigée depuis peu dans une des places de Mompellier.
Cette place étoit celle où le petit Temple de Mompellier avoit
été autrefois. Les Catholiques après l'avoir fait demolir y avoient
planté une croix, comme un monument de leur triomphe; &
non contents de ce trophée, ils avoient fait mettre sur cette croix
une inscription dont les termes étoient fort injurieux. L'acte du

1675. Synode vouloit qu'on se plaignit de cette affectation choquante, comme d'une contravention manifeste aux Edits. Mais le tems de tenir les Catholiques dans le devoir étoit passé. Tout étoit permis contre les Reformez : & non seulement leurs plaintes n'étoient pas écoutées ; mais on leur faisoit un crime de ce qu'ils osoient être sensibles aux outrages de leurs ennemis. On ne vouloit pas néanmoins leur defendre formellement de se plaindre : on avoit pris un nouveau tour afin de leur en ôter la liberté. On pretendoit que ce n'étoit pas à un Synode à dresser des requêtes ; ou des memoires de plaintes ; quoi que ce fût la seule Compagnie où les Eglises d'une Province pussent legitiment conferer de leurs affaires communes. Sous ce pretexte donc il étoit enjoint que cet acte fût rayé du registre ; comme ayant été passé sur un sujet qui, disoit-on, ne regardoit point la Discipline ; & sur les autres on renouvelloit les defenses accoutumées ; on ordonnoit aux Commissaires de s'opposer à de semblables propositions ; & on commandoit au Consistoire de Nîmes de justifier dans un mois devant D'Aguesseau , Intendant de la Province, d'où procedoient les deniers qu'il avoit entre les mains, sous le pretexte de la redemption des esclaves ; afin que sur l'avis que l'Intendant en donneroit au Conseil, il en fût disposé comme le Roi le trouveroit bon. Il est remarquable non seulement qu'on étoit si peu porté au Conseil à faire justice aux Reformez ; qu'on ne vouloit pas même permettre aux Synodes d'y envoyer des Deputez pour la demander ; mais qu'on y étoit si peu d'accord avec soi-même, qu'on y traitoit avec du Bosc reconnu Deputé de sa Province, & même quelquefois avec les autres de la même qualité, en même tems qu'on faisoit aux Provinces des defenses de deputer.

*Arrêt
contre le
Synode
de basse
Guyenne.*

Il fut rendu un semblable arrêt le vingtième du mois suivant contre le Synode de la basse Guyenne, assemblé à Sainte Foi le trentième d'Octobre. Le pretexte fut que ce Synode avoit pris plusieurs deliberations en l'absence du Commissaire ; & les Ministres Betoule & Garrissolles, & Du Cros Ancien, étoient principalement accusez d'y avoir fait plusieurs cabales, & d'y avoir fait signer plusieurs actes depuis que le Commissaire se fut retiré. L'arrêt cassoit toutes ces deliberations ; ordonnoit qu'elles seroient rapportées au prochain Synode, pour y être cancellées ; & que

que preferablement à toutes les autres affaires qu'on auroit à y traiter, on commenceroit par celle d'Azimont, l'un des Ministres de Bergerac, qui étoit proprement celle qu'on trouvoit mauvais à la Cour que le Synode eût jugée, contre les intentions du Commissaire. Cet Azimont étoit en reputation dans sa Province, & ^{Procès} avoit beaucoup de credit dans son Eglise. Il avoit quelque ac- ^{fait par} cés auprès des Puissances, parce qu'il avoit hautement servi le ^{le Syno-} Roi pendant les dernieres guerres civiles: à cause de quoi même ^{de au} il avoit été, dit-on, libéralement recompensé. On lui fit une ^{Ministre} affaire dans le Synode touchant quelque irregularité de mœurs, ^{Axi-} & les poursuites s'étant refroidies, se rechaufferent en 1673. de ^{mons.} forte qu'on lui donna des Commissaires, qui après avoir pris connoissance du fait, renvoyerent le jugement decisif au Synode suivant, & cependant suspendirent Azimont des fonctions de son ministere. Ce premier coup lui fit craindre la suite de ce procès; & on crut qu'il avoit fait un voyage à la Cour, pour se mettre à couvert des rigueurs du Synode sous la protection du Roi. Il fit revoir irregulierement son affaire par une partie de ^{Irregula-} ses Commissaires, qui suivant des ordres secrets, eurent la com- ^{ritez au-} plaisance, au refus de leurs collegues, de casser ce qu'ils avoient ^{toristes} fait tous ensemble, & de lui permettre de prêcher. Mais pour ^{par les} éviter que cette irregularité ne lui fit tort au Synode, il obtint ^{les Puif-} des lettres de Cachet pour empêcher ceux qui lui étoient sus- ^{stances.} pects d'y venir, ou d'y assister. Les Commissaires qui n'avoient pas eu de part à la revision du procès, reçurent leurs lettres par les chemins en venant au Synode; & les autres dans le Synode même sur la lecture des lettres d'envoi. En suite le Commissaire du Roi voulut absolument que l'affaire d'Azimont fût traitée, quoi qu'on lui remontrât que les premiers qui en avoient pris connoissance n'ayant pas la liberté d'assister au Synode, il étoit impossible de juger ce procès dont personne n'étoit instruit. Il s'emporta, il menaça, & il fallut obéir. Mais la pluralité de voix ayant renouvelé la suspension d'Azimont, & renvoyé le jugement du fond au Synode suivant, le Commissaire éclata de la maniere du monde la plus violente, rompit l'Assemblée, & menaça de se vanger de tous ceux qui l'avoient choqué. Cette passion lui étoit inspirée par le Marechal d'Albret Gouverneur de la Province, qui protegeoit Azimont par les ordres de la Cour;

1674. mais qui ne voulant pas se charger du reproche d'une violence, laissoit autoriser toutes ces irregularitez sous son nom par son Secrétaire. L'effet des menaces du Commissaire fut l'arrêt du vingtième de Decembre, dans lequel on peut remarquer qu'encore que dans la preface Betoule Modérateur, Garrissoles Ajoint, & Du Cros Secrétaire Ancien fussent nommez comme les plus coupables, & menacez par consequent de l'orage qui grondoit, le coup n'en tomba pas néanmoins sur eux, mais sur La Ramée & sur Descairac, Ministres dont il n'étoit point parlé auparavant, & à qui le Roi défendoit de se trouver au Synode suivant, à peine de désobéissance. Il est vrai que Du Cros fut maltraité en son particulier, & mis prisonnier à Agen où il eut beaucoup à souffrir, & que les Deputez que le Synode envoya au Marechal d'Albret pour se plaindre du Commissaire, furent envoyez au Château Trompette, sans avoir la liberté de se défendre. Cependant Azimont obéit au jugement du Synode, & l'arrêt qui interdisoit aux Ministres de fies l'entrée de ces Assemblées ayant fait passer un an sans Synode, il s'abstint de prêcher jusqu'en 1677. Pendant ce tems-là le Marechal d'Albret vint à mourir: le Commissaire perdit son crédit, ou se desit de sa Charge de Conseiller à la Chambre Miparnie, qui le rendoit redoutable. Azimont fut oublié à la Cour. On traita son affaire librement, & après quelque diversité d'avis on lui conserva son ministère, mais on lui défendit de l'exercer dans le ressort du Synode. Ce jugement étourdit les Commissaires complaisans, qui craignant quelque censure mortifiante, prirent le party de demander pardon, & furent en consideration de leur soumission maintenus dans leur charge, après quelques reprimendes. Mais Azimont ne chercha point de nouvelle Eglise. Il se mit à instruire la jeunesse, & n'eut point d'autre emploi jusqu'à la revocation de l'Edit. Pendant tout ce tems-là sa vie fut chretienne & édifiante. Il persevera dans le zèle qu'il avoit toujours témoigné pour la Religion. Il subit avec humilité la flétrissure dont il avoit été couvert, & résista courageusement à toutes les tentations de ceux qui le voulerent séduire. Il sortit du Royaume avec les autres Ministres, & il est venu finir ses jours à Amsterdam, après y avoir vécu sans reproche quelques années.

Assemblée du Clergé.

Il semble que ces arrêts donnez contre des Synodes, outre le des-

dessein particulier de mortifier les Ministres qui n'étoient pas assez complaisans, avoient encore pour but de faire plaisir au Clergé, qui avoit depuis peu obtenu pour de l'argent la promesse de rétablir les Synodes Provinciaux. Il l'avoit long tems vainement sollicitée : mais comme la Cour avoit besoin d'argent, il n'avoit pas été difficile de tirer d'elle une parole obligeante, en consentant à lui donner de puissans secours. Il est vrai que comme l'extraordinaire que le Clergé accorda ne lui coûta rien, & se réduisit à des expédiens qui lui avoient déjà bien réussi, & dont le dommage fut pour le peuple, de même la promesse de la Cour n'eut aucune suite. Cet extraordinaire consistoit dans une taxe qui devoit être payée par ceux qui possédoient quelque fond Ecclesiastique, en vertu de l'alienation qui en avoit été faite autrefois, pendant les troubles qui suivirent la Reformation. Le Clergé n'y avoit consenti qu'à condition qu'il auroit à perpétuité le pouvoir de les racheter : pouvoir inutile, dont il n'a jamais usé, & dont il n'usera jamais : ceux qui jouissent d'un Benefice aujourd'hui étant trop sages, pour racheter à leurs dépens un bien qui les accommoderoit moins que leur argent, & qui ne serviroit qu'à enrichir leurs successeurs. Mais l'Assemblée se servit de ce prétexte, pour aider à la Cour à mettre de nouvelles charges sur le peuple. Il s'obligea donc une seconde fois de sursoir pour trente années la jouissance du droit de rachat, à condition que les detenteurs de ces biens rachetables payassent au Roi une certaine somme, qui fut évaluée à la huitième partie de la valeur du fond. Ainsi en suspendant l'effet d'une grace dont il n'avoit nulle envie de jouir, il donnoit le prétexte de lever des sommes immenses sur un peuple épuisé d'ailleurs ; & de qui ces taxes furent exigées avec des injustices, des chicanes, des duretez qui ne sont pas de mon sujet : mais dont peut-être jamais nulle Histoire ne parlera. Au reste si cet expédient ne donne pas une haute idée de la justice du Clergé, on ne peut nier au moins qu'il ne face honneur à sa prudence. Il a trouvé par là le moyen de s'assurer à l'avenir contre la crainte des alienations nouvelles. Quand il consentiroit que le Roi fit vendre quelque partie de ses biens immeubles, il est assez évident qu'il ne trouveroit plus d'acheteurs ; puis que malgré toutes les precautions qu'ils pourroient prendre pour leur sûreté, il ne faudroit qu'un traité entre le Roi & le Cler-

1675. Clergé , pour assujettir les detenteurs de ces biens à payer de semblables droits ; qui étant une fois imposez croissent tous les jours , & ne manquent jamais de se renouveler sous divers pre-
textes. On peut conter pour une chose certaine , que ce droit , déjà levé plus d'une fois , demeurera sur cette sorte de biens comme une charge perpetuelle : ce qui est capable de détourner de telles acquisitions tous ceux qui ont un peu de sens commun. Cependant cette promesse de permettre les Synodes Provinciaux flatta le Clergé si agreablement , qu'il en fit remercier le Roi par l'Evêque de Noyon , qui harangua ce Prince le quatorzième de
Harangue de l'Evêque de Noyon :
 Septembre. Il temoigna dans ce discours que par cette promesse le Clergé se voyoit *au dessus des reproches & de l'insulte de la nouvelle Heresie, qui faisoit par tout une ostentation injurieuse de la liberté* qu'elle avoit de tenir souvent des Assemblées de cette nature. Ce langage fait assez connoître que c'étoit une espece de triomphe pour le Clergé , que de voir ces Synodes odieux devenir le jouët de sa faveur & de ses caprices.

Et du Coadjuteur d'Arles.

Mais ces petites choses n'empêchoient pas qu'il n'eût en tête de plus grands desseins. Le Coadjuteur d'Arles qui avoit été auparavant Evêque d'Uzez , les avoit expliquez devant le Roi le dix-septième d'Août , par un discours , à son ordinaire , fort éloquent & fort emporté. Il avoit remercié premierement le Roi *de la demolition de tant de Temples que la violence , disoit il , avoit ériges à l'idole du mensonge : de la suppression de tant de Colleges , qu'il appelloit des seminaires de perdition : du retranchement des graces royales ; & des autres moyens mêlez de severité & de douceur , inventez , disoit-il , par la pieté de ce Prince pour ramener ces ames égarées dans la voye du salut : & même il avoit regardé ces heureux commencemens , comme des augures que le Roi donneroit le dernier coup à l'hydre monstrueuse de l'Heresie.* En suite il l'avoit exhorté à *la reformation de ces Edits & de ces Declarations , que la seule nécessité & le malheur des affaires avoient , disoit-il , arrachez de la main des Rois ses predecesseurs.* Mais il alloit plus loin ; & sous pretexte que les *Heretiques donnoient de fausses couleurs , & de pernicieuses interpretations aux Declarations nouvelles ,* il demandoit qu'elles fussent revoquées. Sur ce fondement il soutenoit que les Reformez avoient tort , de pretendre qu'on ne pouvoit pas induire les enfans avant qua-

torze ans à changer de Religion : & il declaroit assez ouvertement qu'encore que le Roi s'en fût expliqué de cette maniere dans la Declaration de 1668. le Clergé croyoit qu'il étoit de son devoir de ne lui pas obeïr. De même il se plaignoit de ce qu'on avoit ôté aux Ecclesiastiques la liberté de visiter les Reformez malades , *sans y être appelez* : & ce qu'il y avoit de plus admirable , il pretendoit que donner cette permission aux Prêtres , c'étoit proprement conserver la liberté de conscience aux Reformez , parce que c'étoit faire qu'ils fussent maîtres de leur choix jusques à la mort. Tant il est dangereux d'avoir de l'éloquence , quand on est capable d'en abuser ! Ce Prelat qui se jouoit de la sienne dans des choses de la derniere importance , croyoit qu'elle pourroit faire prendre pour une raisonnable pensée la plus grossiere de toutes les illusions. Après cela il demandoit sur le même ton qu'il fût defendu par une loi solennelle , & sous des peines très-rigoureuses aux Catholiques de changer de Religion. Enfin il exhortoit le Roi à *l'entiere extirpation de l'Herésie* , comme à la plus grande entreprise qu'il pouvoit faire pour sa gloire ; & à la derniere marque de reconnoissance qu'il pouvoit donner à Dieu , pour tous les avantages qu'il avoit reçus de lui.

Ces demandes du Clergé qui ne pouvoient être ignorées des Reformez , leur donnoient d'étranges alarmes. Leur Deputé General étoit alors en Angleterre , en qualité d'Envoyé extraordinaire ; & les Ministres d'Etat étoient inaccessibles pour tout autre que pour lui : ou s'ils faisoient à quelqu'un la grace de l'écouter , ils lui faisoient toujours des reponses desobligeantes. Ceux qui se méloient à Paris des affaires de Religion étoient des personnes domiciliées dans cette ville ; si connus des Ministres du Conseil que leur presence ne faisoit plus d'effet. On a des lettres de quelqu'un d'eux qui écrivoit à ceux de la Province dont il faisoit les affaires , qu'on étoit trop accoutumé à leurs visages , qu'on ne les prenoit plus que pour des Deputez du Consistoire de Charenton , qu'il falloit envoyer des personnes exprès , afin que leur vuë & leurs instances fissent de plus fortes impressions : & ces avis étoient accompagnez de quelques traits qui faisoient voir que ce Deputé jugeoit les affaires desesperées. Cependant ces Deputez faisoient de frequens voyages à la Cour , d'où ils ne rapportoient le plus souvent que des rebuts ou des menaces. L'ar-

*Alarmes
& vaines
solicita-
tions des
Reformez.*

1675. ticle le plus important de leurs sollicitations étoit l'arrêt par lequel les Ministres de fief étoient exclus des Synodes. Ils estimoient cette affaire d'une si grande consequence , qu'ils avoient résolu de ne perdre point courage , quelque traitement qu'on leur fit au Conseil , & de revenir à la charge autant de fois que l'occasion s'en pourroit trouver. Cependant ils avoient à contester sur cette matiere aussi bien avec les Reformez , qu'avec les amis du Clergé. Plusieurs Eglises des Provinces éloignées ne croyoient pas qu'on dût faire de cet arrêt une affaire capitale : & parce qu'elles avoient des raisons de demander des Synodes , elles étoient d'avis d'en tenir par tout où ils seroient nécessaires ; & d'en exclure les Ministres de fief par provision , en faisant des protestations de se pourvoir contre l'arrêt qui défendoit de les y admettre. Ces contestations obligerent Claude à écrire un memoire où il traitoit solidement cette question , & faisoit connoître que cette exclusion des Ministres de fief étoit une des plus dangereuses atteintes que le Clergé eût fait donner aux libertez des Eglises. Il rapportoit les raisons qui pouvoient faire regarder la chose comme legere , & les refutoit , après quoi il employoit celles qui demontroient le contraire. La premiere étoit prise de ce que le Clergé faisoit assez voir par ses diverses entreprises contre le droit des Gentilshommes , qu'il croyoit faire un grand mal aux Eglises en les privant de cette ressource ; qu'il avoit proposé dans cette vuë de reduire la permission portée par l'Edit aux seuls fiefs dont les Seigneurs Reformez étoient en possession dès le tems de l'Edit même ; & d'en priver ceux qui avoient été aquis depuis l'Edit , ou dont la Justice avoit été nouvellement érigée ; qu'il pretendoit encore que si les terres possédées par des Reformez au tems de l'Edit avoient passé entre les mains d'un Catholique , elles avoient perdu leur droit par cette interruption , quoi qu'elles revinssent au pouvoir d'un Reformé ; que de même il vouloit ôter ce droit aux terres qui avoient été de tout tems possédées par des Reformez , si elles n'étoient pas venues entre les mains des derniers possesseurs par voye d'heritage , & de succession directe ou collaterale , qu'il demandoit qu'il n'y eût que les fiefs relevant immédiatement du Roi qui jouissent du privilege de l'Edit , qu'il esperoit empêcher les Seigneurs de fief de faire l'exercice dans leurs maisons ,

avant

Diversité d'opinions sur l'exclusion des Ministres de fief.

Demonstration de l'importance de la chose.

avant que d'avoir produit leurs titres devant les Commissaires, 1679.
 ce qu'on avoit commencé à exiger d'eux en Poitou, & ce qui
 exposoit les Eglises de cette qualité aux mêmes inconveniens que
 celles de possession, sur lesquelles on n'avoit obtenu des Com-
 missaires que des partages, & on n'avoit vu sortir du Conseil
 que des condamnations, qu'il avoit dessein d'obliger les Sei-
 gneurs à payer eux seuls les Ministres de leurs maisons, sans
 recevoir les contributions des autres qui pourroient y assister,
 qu'enfin quoi que l'arrêt en question ne parlât point du Cler-
 gé, il étoit néanmoins certain qu'il avoit été rendu sur les me-
 moires de ses Agens. En suite de ces remarques on passoit
 à d'autres raisons, & on exposoit amplement que le but de cet
 arrêt étoit de ruiner la seule ressource des Eglises condamnées;
 de dissoudre ce qui restoit d'union entre les Reformez; de re-
 duire les Eglises de fief à l'indépendance; d'empêcher qu'on ne
 pût y reprimer les scandales; & que les Synodes mêmes ne
 pussent y rétablir des Pasteurs, quand il en mourroit quelqu'un
 de ceux qui étoient alors en service. Ces raisons & la reputation
 de celui qui les disoit, persuaderent que cette affaire devoit être
 considérée comme capitale. De sorte que les Officiers du Roi à
 qui on avoit accoutumé de s'adresser dans les Provinces, pour
 avoir la permission de tenir des Synodes, ne voulant point don-
 ner de commission sans y exprimer la clause de l'exclusion des
 Ministres de fief, on aima mieux se passer de ces Assemblées,
 que de s'affujettir à une loi dont la consequence étoit si perni-
 cieuse.

Cependant il paroissoit par divers effets que le Clergé n'avoit <sup>Enleve-
mens
d'enfans.</sup>
 pas dessein de se contenter de paroles, sur le sujet de la *conver-*
sion des enfans. La fille d'un Marchand de la Rochelle nommé
 Guillin, ayant été châtiée par sa mere, se jeta de depot dans le
 Couvent des Hospitalieres. Mais comme la colere des enfans est
 d'ordinaire aussi courte qu'impetueuse, cette fille s'ennuya bien-
 tôt dans cette Maison, & sa mere ayant obtenu permission de lui
 parler à la grille, elle parut toute disposée à se remettre entre ses
 mains. La Superieure qui étoit presente, & qui voyoit que cer-
 te jeune fille ne suivoit pas les leçons qu'elle lui avoit données,
 l'arracha de la grille avec violence, & ne voulut plus permettre
 à sa mere de la venir voir. Au contraire elle fit condamner cette

1675. femme affligée , par sentence du sixième de Juin , à payer pour la pension de sa fille cinquante livres par quartier d'avance , en attendant qu'elle eût fait sa declaration : & de peur qu'on ne reconnût qu'elle ne faisoit pas son abjuration de son bon gré , on la lui fit faire en cachette , sans y observer les formalitez qu'on n'avoit pas accoutumé de negliger en de pareilles rencontres. Le pretexte le plus specieux de cette rigueur étoit que la fille avoit atteint l'âge de treize ans , & que par conséquent on avoit pu la recevoir à faire choix de Religion. Le même traitement fut fait à Marie Forat , qui fut conduite au même Couvent environ dans le même tems ; & qu'on ne voulut jamais laisser voir à son pere ni à sa mere. On en fit autant à Nîmes à une fille du même âge , nommée Alix Caponi. Elle fut conduite dans la Maison des Urselines ; & on refusa constamment à son pere & à sa mere la permission de la voir & de lui parler. Mais le fils de Josué de Roques ayant été attiré de même dans quelque maison devote , fut retenu comme les autres , quoi qu'il n'eût pas encore treize ans ; & que son pere fit toutes les diligences possibles pour le ravoir. D'autre côté on empêchoit les Catholiques d'embrasser la Religion Reformée , quelque âge qu'ils eussent ; & quand on n'y pouvoit rien gagner par les persecutions , par les menaces , par les artifices , on y employoit la violence. On en donna un exemple remarquable à Mompellier. Marie de Beauxhortes y fit profession de la Religion Reformée au mois de Juin. Elle étoit âgée de plus de vingt-quatre ans ; & par conséquent elle pouvoit faire choix de Religion , selon les Declarations. *Conversion des Catholiques empêchée.* Néanmoins son pere & son frere firent tout ce que la fureur put leur inspirer pour lui ôter cette liberté. Ils l'enfermerent dans une chambre , où ils ne lui permettoient de voir personne ; ils la menacerent de la faire mourir de faim ; ils la battirent & l'outragerent en plusieurs sortes. Ces violences n'ébranlerent point le courage de cette fille. Elle trouva le moyen de presenter requête à la Chambre Mipartie , qui étoit alors à Castelnau-darri ; & elle obtint commission pour y faire assigner ses parties , & cependant defenses à son pere de la maltraiter. La signification de l'arrêt ralluma la fureur de ce barbare , qui se remit à battre sa fille malgré les defenses. Mais tous ces excès n'étant pas capables de la rappeler à la Religion Romaine ; & le pere craignant que la Cham-

Chambre ne rendit contre lui un arrêt severe, on prit un chemin 1672
plus court pour demeurer maître de l'affaire, & pour ôter à
cette fille la protection de la Justice. L'Intendant feignit d'avoir
reçu un ordre de la Cour, en vertu duquel il fit enlever cette
pauvre fille, avec une servante de la maison qui avoit imité sa
Maîtresse, & dans son changement de Religion, & dans sa per-
severance. Elles furent mises toutes deux dans un carosse à la
garde de quelques Archers, & conduites à Thoulouse dans un
Couvent, avec tant de secret qu'on ne put jamais decouvrir ce
qu'elles étoient devenues. Le Consistoire de Mompellier éton-
né de cette violence, deputa vers l'Intendant pour lui faire des
remonstrances, & le supplier au moins de communiquer les or-
dres qu'il disoit avoir reçus de la Cour. Mais il ne leur fit point
d'autre reponse que de leur dire qu'il savoit ses ordres, & qu'il
n'étoit pas obligé d'en rendre compte.

Cependant la Rochelle changea d'Intendant, & s'aperçut bien-
tôt qu'elle avoit bien perdu au change. Colbert du Terron s'en-
nuyant d'être attaché à cette Generalité, comme si sa fortune y
avoit été bornée, demanda son congé, & l'obtint; & De Muin
homme de fortune fut envoyé en sa place, par la faveur du Con-
trôleur General Colbert dont il étoit allié. Ces changemens ne
se font jamais qu'aux depens du peuple. Les nouveaux Inten-
dans toujours animez ou de l'ambition de plaire à la Cour, ou
du desir de s'enrichir dans leur departement, ne manquent pres-
que jamais de paroître durs, farouches, intraitables dans les pre-
mieres demarches de leur commission; & principalement à de-
truire les ouvrages de leur predecesseur, & à ruiner ses creatures.
Mais avec le tems ils s'humanisent, ils font des amis, & rabattant
de leurs manieres fieres & mortifiantes, ils prennent plaisir à ob-
liger, & ils rendent quelquefois service de bonne grace. Les Re-
formez étoient principalement l'objet de la fierté des nouveaux
venus, qui croyoient faire leur cour en les traitant avec hauteur,
& ne leur faisant même jamais justice entiere, quand ils en rece-
voient les ordres du Roi. Mais enfin quand par leur patience,
leur assiduité, leur modestie, ils avoient amolli ces ames dures,
ils trouvoient de l'accès auprès d'eux, & entroient assez souvent
dans leur confidence plus avant que les Catholiques. C'est pour-
quoi les vieux Intendans leur étoient d'ordinaire affectionnez,

1674. & les traitoient avec plus d'équité dans les dernières années de leur emploi, que dans les premières. Souvent même à la Cour ils leur rendoient de bons temoignages. Les Rochelois avoient fait l'expérience de cette vérité. Colbert du Terron leur avoit fait d'abord beaucoup de mal; mais enfin il s'étoit radouci, & dans plusieurs occasions il leur avoit fait paroître de l'estime, de la bonne volonté, de la confiance. De Muin qui lui succéda étoit d'un caractère malin, envieux, emporté, insultant; & il étoit tout cela dans un si haut degré, qu'il n'y avoit pas lieu d'espérer qu'il se corrigéât comme les autres; & en effet il porta la violence, l'injustice & la cruauté aussi loin qu'on peut se l'imaginer.

*Qualité
que les
Ministres
peuvent
prendre.*

Aussi-tôt qu'il fut établi dans l'Intendance par la retraite de Colbert, il se mit à la discretion des Jésuites & des autres Moines; il fit de Bomier son confident; il dépouilla les Reformez qui étoient dans les emplois, & entreprit de faire perir un honnête homme qui n'avoit jamais paru coupable qu'à lui, & qu'on a toujours cru qui n'avoit point d'autre crime que d'être Reformé, & de lui déplaire, parce qu'il tenoit la charge des corderies de Rochefort de la main de Colbert. Après cela il donna aux Reformez toutes les marques de haine dont il fut capable. Un des premiers essais qui en parurent fut le procès qu'on fit à l'Auteur, à l'Imprimeur & aux Approbateurs d'un livre qui fut mis au jour cette année. L'Auteur étoit Lortie, un des Ministres de la Rochelle, qui avoit de la reputation, & qui avoit eu quelque accès auprès du Comte de Gadagne, que le Roi avoit envoyé à la Rochelle pour y commander pendant la guerre. Ce livre étoit écrit contre le Jésuite Adam, l'homme du monde le plus emporté, le plus teméraire, le plus indigne de sa robe, si pour être Jésuite il étoit nécessaire d'être sage. Lortie remarquoit assez au long les emportemens de ce malhonnête homme, & rapportoit sur ce sujet un extrait d'un écrit de ce Jésuite, où il parloit de certains Evêques avec la dernière insolence, parce que dans leurs mandemens ou ailleurs ils ne se disoient pas *Evêques par la grace du St. Siege Apostolique*. L'Evêque de la Rochelle étant de ce nombre se plaignit si haut de cet outrage, qu'il fallut que le Jésuite supprimât cette partie de son livre, & y substituât d'autres paroles, qu'on voyoit bien qui n'y avoient été mises que par force. On crut que l'Evêque n'avoit pas trouvé bon que
cette

cette querelle eût été rendue publique, par le reproche que Lortie en faisoit au Jesuite: de sorte qu'il suscita cette affaire aux Ministres pour s'en vanger. On prit pour pretexte que les Approbateurs qui étoient deux Ministres de la Rochelle, avoient pris simplement la qualité de *Ministres*, sans y rien ajoûter. On leur fit une affaire capitale pour avoir omis ces trois mots, *de la Religion prétendue Reformée*. Bomier parla contre eux avec sa chaleur accoutumée, & conclut à l'interdiction & à d'autres grandes peines. Le Lieutenant Criminel devant qui on avoit porté cette affaire, condamna le livre à être supprimé, & le Libraire à l'amende: mais il porta la rigueur plus loin contre les Ministres. Il les assujettit à prendre à l'avenir dans tous les actes publics & particuliers, la qualité de *Ministres de la Religion prétendue Reformée*, à peine de quinze cens livres d'amende, & de *punition corporelle*. A parler équitablement le Clergé ne pou- *injustice évidente.* voit prétendre d'autre intérêt dans les qualitez des Ministres des Reformez, que celui d'empêcher qu'ils ne donnassent absolument & sans restriction le nom de *Reformée* à leur doctrine & à leur Religion, parce que cette Religion étant contraire à la dominante, elle ne pouvoit prendre pour elle un titre équivalent à celui de pure & de véritable, sans donner tacitement à l'autre celui de fausse & de corrompue. Mais quand les Ministres par complaisance, & de peur de choquer ce Corps ennemi, s'abstenoient de qualifier leur Religion, & se contentoient de se dire simplement *Ministres*, ou *Ministres d'un tel lieu*, sans exprimer le sentiment qu'ils avoient de la pureté ou de la corruption de la doctrine; il semble que l'Eglise Romaine étoit hors d'intérêt, & qu'elle devoit être contente que ses adversaires, par respect pour la Religion du Prince, renfermassent dans leur cœur l'opinion qu'ils avoient d'elle. Cependant pour donner plus d'éclat à son triomphe, on vouloit encore que les Ministres prissent eux-mêmes un titre insultant, & dont le sens équivoque couvroit de deshonneur leur Religion & leur ministère. On apella de cette sentence; mais comme elle étoit exécutoire nonobstant l'appel, il fallut que le Libraire payât l'amende. Au reste la suppression du livre decouvroit le mystère de cette poursuite. Puis que le prétendu crime consistoit seulement en ce que l'Auteur & les Approbateurs n'avoient pas pris une certaine qualité, ce défaut n'influoit pas sur

1675. sur tout le livre; & supposé que les Ministres fussent coupables, il suffisoit de les condamner à prendre la qualité requise, sans supprimer l'Ouvrage dont le debit étoit permis suivant les Edits. Mais à cause qu'il y avoit quelque relation de ce livre à la dispute de l'Evêque & du Jésuite Adam, il falloit que les Reformez à qui on faisoit porter la faute de tout, fussent les victimes de cette querelle.

*Charges
& Offi-
ces.*

Une des plus remarquables affaires de cette année, fut le changement qui arriva au Parlement de Grenoble à l'égard des Offices, où les Reformez avoient été reçus jusques là sans contradiction. Il se rencontroit qu'alors les trois premiers Greffiers de ce Parlement étoient Reformez; ce qui non seulement donnoit quelque lustre, mais aussi quelque autorité à leur Religion. D'Aligre alors Chancelier de France voulut signaler son zèle, en faisant ôter à ces Greffiers le droit d'exercer leurs Offices. Il en écrivit de lui-même & sans ordre du Roi au President de St. André le douzième de Decembre. Il paroissoit par toute la lettre que le seul motif qui le faisoit parler, étoit le desir de plaire au Clergé, qui lui avoit fait des plaintes de cet abus pretendu. Il disoit qu'il étoit *perilleux de mettre en dépôt entre les mains des Religioneux, ce qui est le plus précieux pour la fortune de l'Etat & des familles*: & sur ce principe appuyé du zèle que le Roi temoignoit pour le retablissement de la Religion Catholique dans ses Etats, & de l'éloignement de toutes Charges, soit dans les Compagnies supérieures, soit dans les subalternes, où il tenoit les Reformez, il concluait qu'il falloit *mettre au plutôt des Commis Catholiques en la place des Religioneux*. Il recommandoit cette action comme devant être *avantageuse à l'Eglise, & agreable au Roi*, à qui il promettoit de rendre compte de la bonne conduite du President. Aussi-tôt que St. André eut reçu la lettre il fit assembler les Chambres, & la leur communiqua; en consequence de quoi il y eut arrêt le vingtième du mois, portant que les Commis des Greffes civil & criminel, qui faisoient profession de la Religion *pretendue* Reformée, seroient destituez, & qu'il en seroit établi d'autres Catholiques en leur place; sans qu'à l'avenir aucun Reformé pût exercer de semblables commissions. Ainsi comme si les arrêts, les Declarations, les lettres de Cachet & les autres actes qui portoient le nom du Roi, n'eussent

sent pas été suffisans pour detruire les Reformez, chacun y vou- 167 f.
loit contribuer de sa part, & porter un coup à l'*Herese* mourante
pour l'achever.

Mais le vingt-septième du même mois le Clergé fit rendre au *Exerci-*
Conseil un arrêt d'une consequence bien plus fâcheuse. Il avoit *ces nou-*
pour but, comme je l'ai dit plus d'une fois, d'ôter aux Reformez *velle-*
la grande ressource de leurs Eglises interdites, savoir la liberté de *ment éta-*
se recueillir dans les maisons des Gentilshommes. Dans plusieurs *blis dans*
les fiefs.
Provinces où les arrêts du Conseil avoient ruiné les Eglises de *LXXV.*
possession, ces mêmes Eglises s'étoient relevées sous un autre
nom, & n'avoient que changé de droit : de sorte que le nom-
bre n'en étoit pas diminué autant que le Clergé l'avoit cru. Quoi
que le droit de fief fût chancelant & incertain, à cause des chan-
gemens de Seigneur qui pouvoient arriver en plusieurs manieres,
néanmoins le zèle Catholique ne s'accommodoit pas de ces lon-
gueurs, & il ne pouvoit souffrir qu'après vingt ans de chicanes,
il se trouvât encore à recommencer. Il prit donc occasion de ce
que dans le Synode d'Uzès on avoit employé quatre Eglises de
fief, plus qu'il n'en avoit paru dans les precedens, & pretendait
qu'il s'en étoit formé quelques-unes illegitimement, parce qu'el-
les étoient nouvelles, il obtint un arrêt qui faisoit defenses à tous
les Synodes de Languedoc, de donner des Ministres aux Seigneurs
de fief, sous quelque pretexte que ce fût ; & aux propriétaires
des fiefs de faire faire l'exercice dans leurs châteaux, s'ils avoient
seulement commencé depuis deux ans, qu'ils n'eussent aupara-
vant justifié leurs droits devant les Commissaires executeurs de
l'Edit, & rapporté une Ordonnance qui leur en accordât la per-
mission. Je remarquerai en passant pour faire connoître de quel-
les illusions on couvroit ces injustices, que dans cet arrêt on po-
soit comme un fait certain, que *le nombre des exercices person-*
nels avoit fort augmenté dans tous les Colloques de cette Pro-
vince. Néanmoins il étoit posé dans le même arrêt que cette
grande augmentation n'alloit qu'au nombre de quatre : petit
nombre pour un Synode composé de trois grands Colloques,
dont le moindre étoit bien plus nombreux que les Synodes mê-
me de quelques Provinces. Mais cet arrêt particulier n'étoit que
le premier pas que le Clergé avoit voulu faire pour aller plus
loin. C'est pourquoi, selon sa coutume, après avoir fait cette

1676. chieane aux Gentilshommes de Langue-dor, il voulut l'étendre à tout le Royaume; & il obtint sur cela un arrêt du quinzième d'Avril de l'année suivante, où le Roi l'estimant *à propos pour le bien de son service*, rendit la loi générale. Mais il y ajoutoit une peine dont la menace étoit prise de quelques arrêts précédens, & qu'on étendit bien l'ain peu après. Elle portoit que ceux qui contreviendroient à ces défenses feroient *dehors des grâces & concessions qui leur sont accordées par les Edits*.

Exemptions des Ministres confirmées.

Au milieu de toutes ces injustices, les Ministres avoient joui avec assez de repos des exemptions qui leur avoient été accordées; & il y a de quoi s'étonner que le dessein de détruire la Religion étant formé depuis si long tems, on ne les avoit pas livrés à la discrétion des Collecteurs, ou des autres gens qui ont la direction des charges publiques. Au contraire quand ils étoient imposés par quelqu'un, on leur refusoit rarement au Conseil un arrêt de discharge. Ainsi Beaumont Ministre de Laon, que le Maire & les Echevins avoient voulu charger du logement des gens de guerre, obtint le sixième de Mai 1667. un arrêt qui défendoit de le contraindre à ce logement; & afin que la grâce fût plus générale, le Roi confirmoit aussi le 44. article des particuliers de l'Edit, & tous les arrêts rendus pour l'exemption des Ministres; & défendoit au Maire & aux Echevins d'y contrevenir, à peine d'en répondre en leur propre nom. De même Ramers, Ministre de Chabenet en Berry, fit rendre en sa faveur un pareil arrêt de discharge de la taille le vingt-cinquième de Février 1672. & plusieurs autres qui furent attaquez sur le même sujet, obtinrent les mêmes grâces. Mais depuis que presque toute l'Europe s'étant déclarée contre la France, obligea cette Couronne à lever de prodigieuses armées, pour avoir de quoi défendre sa frontière de tous les côtes, l'exemption du logement des gens de guerre fut presque inutile aux Ministres durant quelque tems. Tout le Royaume étoit inondé de garnisons; & la plupart des troupes venoient prendre leurs quartiers d'hiver dans les Provinces. La Cavalerie étoit logée à la campagne, & l'Infanterie dans les villes. Quoi qu'il y eût des Ordonnances qui défendoient fort severement aux soldats d'exiger rien de leurs hôtes, & même aux hôtes de leur rien donner, sinon un lit garni de linceuls, & une place au feu & à la chandelle, il falloit néanmoins que chacun nourrit

nouant ceux qui lui étoient envoyez, & les Intendans faisoient
 savoir indirectement que les Ordonnances n'étoient rendues que
 pour reprimer le soldat, & l'obliger à se contenter de peu; non
 pas pour exenter les hôtes de lui fournir les choses nécessaires sui-
 vant son pouvoir. Cette surcharge accabloit le peuple déjà épuisé
 par une infinité d'impôts; & le nombre de ceux qui pretendoient
 exemption étoit si grand, que le fardeau retombant sur peu de
 gens devenoit tout à fait insupportable. Cette misere publique
 donna lieu à diverses plaintes qui furent faites aux Intendans, par
 qui elles furent communiquées au Conseil; & cela fut l'occasion
 d'un reglement dressé le quatorzième de Janvier 1674. où le Roi
 déclaroit qui étoient ceux qui devoient être exemts du logement
 des gens de guerre. Les Ministres n'étoient point reservez par
 ce reglement, & la chose ne devoit pas sembler étrange, puis
 que plusieurs Officiers de qui les Charges avoient été créées avec
 cette exemption, étoient oubliez dans ce memoire aussi bien que
 les Ministres. Ce fut là le pretexte de loger des soldats chez
 ces derniers, & qui l'exemption étant une pure grace, il sembloit
 qu'on leur fit moins de tort en la violant, qu'à ceux qui en avoient
 cherement payé le privilege. Mais presque par tout où ils se
 plaignirent, les Intendans leur accorderent leur decharge. Quel-
 ques-uns à la verité furent obligez de l'attendre quelque tems, &
 ne l'obtinrent que pour l'avenir; de sorte qu'il fallut souffrir un
 logement. Du Vidal Ministre à Tours, homme de reputation
 & de merite, appuyé de l'alliance d'un des Secretaires d'Etat qui
 le reconnoissoit pour son parent, ne laissa pas d'être enveloppé
 dans la misere commune. Il en fit ses plaintes à Tabeuf Inten-
 dant de la Generalité; mais il ne fut dechargé que le vingt-hui-
 tième de Mars de cette année. Il est vrai qu'il ne fut pas obligé
 à loger deux Cavaliers qu'on lui avoit envoyez, parce qu'outre la
 profession de Ministre, il avoit encore par sa naissance la qualité
 requise pour cette sorte d'exemption. Mais la chose se passa au-
 trement à l'égard des Ministres d'Alençon. J'en rapporterai le fait
 ici, quoi qu'il appartienne à une autre année. Meliand homme
 qui amoit le bruit, qui avoit peu de jugement. & qui ne faisoit
 rien que par boutades, venoit de succeder à Colbert dans cette
 Intendance. Il voulut se signaler par des nouveautez, pour pa-
 roître plus habile que son predecesseur, qui avoit pensé ruiner la

Regle-
 ment sur
 le loge-
 ment des
 troupes.

1676. ville, par les avis qu'il avoit donnez qu'elle pouvoit commodément loger deux mille hommes: c'est pourquoi il fit executer le reglement dont j'ai parlé, & assujettit au logement des gens de guerre bien des Officiers qui en avoient acheté l'exemption. Il est vrai qu'il les exempta du logement actuel, mais il les mit sur le rôle de l'utensile, & regla leur contribution sur les gages qu'ils tiroient du Roi. Il voulut mettre les Ministres sur le même pied, & parce que leurs gages étoient égaux à ceux de certains Officiers, il les taxa sur le rôle à la même somme: mais il le fit avec une extraordinaire honnêteté, les ayant avertis de son dessein, leur ayant conseillé de faire agir leurs amis au Conseil pour obtenir leur decharge, & ayant envoyé lui-même dans son paquet les memoires qu'ils lui presenterent sur ce sujet. Cependant il leur accorda quelques semaines de surseance, quoi que le rôle fût exécutoire sans retardement, & nonobstant opposition. Les Ministres écrivirent au Conseil, & obtinrent un ordre qui fut envoyé à l'Intendant, avec autant de diligence que si les Secretaires d'Etat avoient été fort de leurs amis. Il ne se contenta pas après cela de les decharger, mais il le fit avec éclat. Il fit assembler chez lui les Echevins, & les principaux bourgeois tant de l'une que de l'autre Religion. Il y fit venir même quelques Ecclesiastiques, & la curiosité y amena bien des gens qui n'y étoient pas appelez. Quand il fut que l'assemblée étoit assez grosse, il se presenta sur une porte qui passoit de son bureau dans la sale où tout ce monde étoit rangé, & haussant la voix qu'il avoit naturellement assez forte, il declara aux Echevins que le Roi entendoit qu'ils laissassent jouir les Ministres de leurs exemptions, qu'il leur ordonnoit de rayer leur nom de dessus le rôle des personnes sujettes au logement des gens de guerre, ou à l'utensile, qu'il leur defendoit de les y employer à l'avenir, & qu'il vouloit qu'une veuve de Ministre qui demouroit dans la ville eût part à la même grace. Après cela il leur donna encore quelques autres ordres, & en suite les renvoya la plupart mal satisfaits, mais encore plus malcontens de la maniere que de la chose, parce que les Ministres de l'*Herésie* avoient sujet de triompher d'une victoire si publique, remportée sur le zèle des Catholiques. Après cela les Ministres demurerent encore quelques années en possession de cet avantage.

Cepen-

Cependant les Deputez des Provinces revinrent à Paris, & 1676. Du Bosc se joignit à eux au commencement de l'année. Jusques ^{Renon-} là toutes les sollicitations avoient été inutiles; & quoi que le De- ^{veller-} puté General, qui étoit encore en Angleterre, eût écrit souvent ^{ment de} au Roi & à ces Ministres, sur divers griefs dont on lui avoit en- ^{sollicita-} voyé des memoires, on n'avoit jamais pu obtenir ni revocation, ni surseance des arrêts qui faisoient le plus de peine. Il est remarquable que l'arrêt qui concernoit les Eglises de fief, étoit celui de tous qui faisoit le plus de bruit. Cependant le Marquis de Châteauneuf fut long-tems sans savoir qu'il eût été rendu; & ne sachant lui-même s'il l'avoit signé, il en fit faire d'inutiles perquisitions dans son Greffe. Le Jésuite Meynier qui étoit l'oracle du Conseil dans les affaires de Religion, n'en étoit pas mieux informé, & il soutint à un des Deputez qui le trouva dans le cabinet du Marquis de Châteauneuf, que cet arrêt n'étoit qu'une chimere, & qu'il n'avoit jamais été donné. Le Roi même n'a- ^{Arrêt} voit point de connoissance de cet arrêt; & quand on lui en fit les ^{inconnu} premieres plaintes, il en demanda des nouvelles au Marquis de ^{au Roi} Châteauneuf, comme d'une chose dont il n'avoit jamais entendu ^{même de} parler: de sorte que dans une affaire d'importance il y avoit un ^{qui il} arrêt qui portoit le nom du Roi, & dans lequel il étoit dit qu'il ^{porte la} avoit été rendu *le Roi étant en son Conseil*, dont néanmoins ni le Roi, ni le Secrétaire d'Etat qui avoit les affaires du Clergé dans son département, ni le Jésuite qui étoit le sollicitateur ordinaire de ces actes, ne savoient rien. Il paroît par là qu'on n'y regardoit pas de fort près quand il s'agissoit des Reformez; & qu'il pouvoit se passer bien des choses à leur prejudice, dont on ne disoit rien au Roi que quand il n'étoit pas possible de le lui cacher. En effet cet arrêt avoit été donné par le Tellier, qui avoit le Poitou dans son département; & qui ayant peut-être quelque faveur à esperer du Clergé, avoit voulu la meriter en donnant cet arrêt, sans en parler à personne. Ce secret fut cause qu'on tint divers Synodes depuis la date de l'arrêt, où néanmoins les Ministres de fief assisterent, parce que les Secrétares d'Etat à qui il étoit inconnu, ne l'envoyerent pas si-tôt dans les Provinces de leur dependance. Mais avant même que la chose fût expliquée au Marquis de Châteauneuf, & qu'on lui eût donné une copie de l'arrêt, il ne laissoit pas d'être inexorable sur ce

1676. sujet, & de répondre aux Deputez qu'on n'y apportoit point de changement, que l'arrêt étoit nécessaire, & qu'il faudroit le donner si on ne l'avoit pas encore fait.

*Non-
venant
griefs.*

Cependant ces difficultez ne les rebutterent point ; & en attendant une audience que le Marquis de Châteauneuf leur avoit promise, ils dressèrent un nouveau memoire de leurs principaux griefs, avec des requêtes & des preuves sur chaque article pour les présenter, s'ils en trouvoient l'occasion favorable. On avoit en si peu d'égard à leurs requêtes generales, que depuis qu'on les avoit reçus les sujets de plainte avoient augmenté tous les jours ; & qu'au lieu de huit griefs sur lesquels ils avoient déjà donné des memoires, ils eurent cette fois de la matiere pour douze. Le premier étoit l'enlèvement des enfans ; le second parloit de l'interdiction des exercices & de la demolition des Temples : le troisieme regardoit les exercices fondez sur le droit de Bailliage ; sur le sujet desquels il y avoit instance au Conseil, qu'on laissoit traîner avec affectation, afin que l' sentence y fût sursis par provision. Cet article étoit particulièrement dressé pour la Province de Bourgogne, où presque tous les lieux de Bailliage étoient privez d'exercice par des arrêts provisionnels. Le quatrième traitoit de l'arrêt surpris contre les Ministres de fief. Le cinquieme étoit pour les Metiers ; & contenoit des plaintes non seulement des difficultez qu'on faisoit de permettre aux Reformez de les exercer ; mais même de ce qu'on leur ôtoit la liberté de prendre des Apprentis. Dans le sixieme on se plaignoit de l'arrêt donné sur la residence des Ministres ; & dans le suivant de ceux qui exhaloient les Reformez des Consolats, & des Conseils de Police, dans tous les lieux même où jusques là ils avoient été repartis : sur quoi on produisoit l'exemple particulier du Consulat d'Uze, dont les Reformez avoient perdu leur part, par un arrêt du troisieme de Janvier qu'on avoit surpris au Conseil. Le huitieme regardoit les procès criminels qu'on faisoit en mille lieux aux Reformez, sous le pretexte de la subornation des Catholiques. Le neuvieme renouvelloit les plaintes tant de fois faites, du trouble que les Prêtres & les Moines causoient aux malades par leurs visites. Le dixieme faisoit des plaintes de la facilité que le Clergé trouvoit au Conseil & aux Parlemens à obtenir des arrêts sur requête contre les Reformez, sans les appeler, &

& sans les entendre. L'onzième parloit des rigueurs exercées 1676
contre ceux qu'on nommoit *Relaps* : & le dernier regardoit l'ar-
rêt qui défendoit aux Reformez de faire imprimer des livres, sans
la permission des Gens du Roi.

C'étoient là les articles capitaux des plaintes que les Reformez ^{*Effet de ces plaintes.*}
avoient à faire : ce qui n'empêchoit pas qu'ils n'en eussent d'au-
tres, sur lesquels ils étoient preparez si on avoit voulu les écou-
ter. Mais cela ne servit de rien : l'audience se passa en conte-
stations : & on fut reduit à presenter des placets particuliers sur
chaque article ; & enfin on en revint à la poursuite des requêtes
generales. Les lettres du Deputé General eurent un peu plus d'ef-
fet. Elles disposèrent Arnaud de Pompons Secrétaire d'Etat à
parler au Roi de ces affaires, & en consequence il y eut des Com-
missaires nommez pour les examiner ; mais à condition qu'ils n'y
toucheroient qu'après le retour du Roi, qui étoit prêt à partir
pour se rendre à son armée. Les Commissaires étoient le Mar- <sup>*Commis-
saires
nommez
inévitable-
ment.*</sup>
chal de Villeroi & le Tellier, déjà nommez deux fois inuti-
lement, à qui on joignit la Vrilliere & Châteauneuf. Les Deputez
redoublèrent leurs instances, pour obliger les Commissaires à tra-
vailler incessamment ; ou du moins à donner des arrêts de surséance,
qui empêchassent par provision l'exécution des autres. Ils en écri-
virent au Marquis de Ruigni ; & ils dressèrent un placet qui fut
mis entre les mains des Secrétares d'Etat. Ils exprimoient dans
ce placet cinq de leurs griefs, savoir la residence des Ministres,
l'exclusion des Ministres de fief du droit d'assister aux Synodes,
la contribution à la construction & à la réparation des Presbyte-
res, l'impression des livres ; & la privation du Consulat. Ils
protestoient que ce n'étoit point l'impatience qui leur faisoit faire
cette poursuite ; mais la crainte de mille inconveniens qui pou-
voient arriver de l'exécution des arrêts donnez sur ces sujets dis-
ferens, si on les laissoit dans toute leur force. Mais ce fut en
vain : ni les lettres du Deputé General, ni les placets, ni les sol-
licitations ne purent obtenir que la surséance de l'arrêt qui regar-
doit la residence des Ministres. Elle fut accordée par un arrêt du
quinzième d'Avril, qui permettoit aux Ministres de resider en
tel lieu qu'ils estimeroient le plus commode, jusqu'à ce qu'il en
eût été autrement ordonné. C'étoit un petit adoucissement de
l'arrêt du même jour touchant les Eglises de fief, dont j'ai par-
lé

1676. le ci-devant. Il y eut aussi une affaire particulière qui fut avantageusement vidée avant le départ du Roi. On avoit ôté à une veuve de qualité la Gardienoble de ses enfans; & sous ce prétexte on lui avoit ôté ses enfans même, quoi que son mari eût toujours vécu, & fût mort dans la profession de la Religion Reformée. On sollicita si heureusement pour elle que ses enfans lui furent rendus.

*Etrange
projet
contre les
Refor-
mez des
Vallées.*

Mais si ce petit succès pouvoit en quelque façon consoler les Deputez de leurs peines, ils furent d'un autre côté cruellement affligés, par la connoissance qu'on leur donna d'un horrible projet que le Conseil de la *Propagation de la Foi* établi à Grenoble avoit donné, pour détruire la Religion Reformée dans les Vallées de Pignerol & de Briançon. Il avoit été porté à Paris, & dressé par un Ecclesiastique du Dauphiné, qui se faisoit appeller *Abbé de Masi*, fils du premier Président de la Cour des Aides de Vienne; & il prenoit la qualité de Deputé de l'Archevêque de Turin, & de l'Evêque de Verceil auprès de l'Archevêque de Paris, pour la negociation de cette affaire. Ce persecuteur, au

*Caractère
de
l'Au-
teur.*

milieu de ses importantes occupations, ne perdoit pas le soin de se divertir; & ayant un jour invité chez lui quelques-uns de ses amis, il s'abandonna si entièrement à la débauche, qu'il s'endormit avant que la compagnie fût séparée. Les autres qui se trouvoient en meilleur état que lui, voulurent se servir de l'occasion pour decouvrir ses secrets; & principalement pour s'éclaircir des raisons de son séjour à Paris, & de son commerce avec l'Archevêque. La vie qu'il menoit ne leur faisoit pas soupçonner que la Religion fût son affaire: & ils s'attendoient sans doute à decouvrir quelque mystère de galanterie, où il rendoit service à ce Prelat, dont la conduite donnoit matière à mille satyres. Mais quand ils eurent ouvert un portefeuille plein de papiers qu'ils trouverent sur sa table, ils furent fort étonnés d'y voir un écrit de près de cent pages qui portoit ce titre, *Memoire concernant la réduction des Vallées de Pignerol & de Briançon à la Religion Catholique, par le Deputé des Prelats de Turin & de Verceil*. Il étoit tout écrit de la propre main de l'Abbé, d'une écriture assez mauvaise, d'une orthographe peu exacte, plein de ratures & de transpositions: de sorte qu'on ne pouvoit douter que ce ne fût ou l'original, ou le brouillon de la pièce,

ce , sur lequel on devoit avoir mis au net celui qui avoit été pré-
 senté à l'Archevêque. Ce titre excita autant la curiosité que l'é-
 tonnement de ces jeunes gens , qui emporterent l'écrit pour
 l'examiner. La lecture qu'ils en firent leur donna de l'horreur.
 pour l'épouvantable dessein qu'ils y virent proposé ; & au lieu de
 remettre cet écrit adroitement dans le lieu où ils l'avoient pris ,
 comme d'abord ils en avoient eu la pensée , ils trouverent plus
 à propos d'en avertir quelques Reformez de leur connoissance ,
 & de le mettre même entre leurs mains. Ceux qui l'eurent les
 premiers le communiquerent à Tessereau, Secretaire du Roi, fort
 connu par un gros volume de recherches curieuses qu'il avoit fai-
 tes sur la Chancellerie , & sur l'origine & les privileges du Colle-
 ge dont il étoit membre. C'étoit un homme plein de zèle pour
 la Religion , qui tenoit rang entre les Deputez des Provinces ,
 quoi qu'il demeurât ordinairement à Paris : & qui étant d'un na-
 turel soigneux & diligent, ramassoit avec exactitude tout ce qui
 pouvoit servir à éclaircir les affaires des Eglises. On est redeva-
 ble à son affection de plusieurs pieces qu'on auroit eu de la peine
 à rassembler , s'il ne les avoit conservées ; & on en auroit enco-
 re trouvé davantage, si les voyages, les affaires, & les diverses
 agitations de sa vie n'avoient dissipé la meilleure partie de ses
 recueils.

*Recueils
de Tessereau.*

Ce fut lui qui fit voir cet écrit aux Deputez , qui l'examine-
 rent la dernière fois qu'ils se trouverent ensemble avant le depart
 du Roi. Il étoit composé de trois parties. La première , à la-
 quelle l'Auteur avoit donné le titre de *preamble* , étoit la plus
 courte ; & ne servoit qu'à preparer l'Archevêque de Paris à ne
 se rebuter point de la lecture d'un si long ouvrage : & afin qu'il
 pût s'épargner la fatigue de cette ennuyeuse application , l'Ab-
 bé avoit mis à la fin du *preamble* le titre de toutes les matie-
 res dont il parloit dans la suite. Ainsi après la lecture de deux
 ou trois pages , le Prelat pouvoit faire le choix des matieres , &
 laissant à part celles qui lui paroïtroient moins agreables , s'arrê-
 ter seulement à celles dont le titre exciteroit sa curiosité. Il sou-
 haitoit néanmoins que tout l'écrit fût lu ; mais au lieu qu'il se
 contentoit que la première classe des articles dans lesquels il di-
 visoit son projet fût luë une seule fois , il demandoit que la se-
 conde fût luë plusieurs fois , & fort examinée. Cette première

*Division
de l'écrit.*

*Préam-
bule.*

1676. classe d'articles , qui étoit la seconde partie de l'écrit , contenoit quinze chefs , & se pouvoit appeller la partie curieuse de cet ouvrage : la seconde classe , ou la troisième partie , en contenoit onze , & se pouvoit appeller la partie importante : parce que c'étoit celle qui regardoit proprement le fond de la chose , & qu'elle devoit être exécutée *de point en point*.

Première
classe
d'articles.

Il commençoit la premiere classe de ses articles par l'importance de bannir l'herésie du Royaume , & sur tout du Dauphiné : ce qu'il expliquoit par le lieu commun de la gloire du Roi & de la France , du nom de Dauphin que cette Province donne au fils aîné des Rois , de l'onction celeste qu'ils reçoivent à leur Sacre , & d'autres considerations semblables. En suite il representoit l'état de l'Herésie dans cette Province, où elle possédoit réunis tous ses privileges , qui dans les autres Provinces étoient *separés & partagés* : & faisant le denombrement de ces avantages , il remarquoit que les Reformez avoient une fameuse Université à Die , une Chambre de l'Edit à Grenoble , des Temples dans les villes episcopales , où l'Herésie sembloit , disoit-il , *vouloir chanter du pair avec les Evêques & leurs Chapitres* : qu'ils étoient puissans sur la frontiere , où la Messe ne s'étoit point dite depuis cent quarante ans : qu'ils tenoient des Gouvernemens de villes , des charges uniques , & de Judicature , grand nombre de Seigneuries , des Offices de Notaires , de Sergens royaux , & autres qu'il appelloit des *charges nécessaires à les maintenir* : des Consuls , des charges de Conseillers politiques , des Greffes de Communauté & Châtellenies ; des Greffes civils & criminels ; des *Maitrises* d'Ecoles aux gages des Communautés : qu'ils retenoient la plupart des biens ecclesiastiques : qu'ils se maintenoient *delà les Monts* au prejudice de l'Edit de Nantes , dont l'article quatorzième bannissoit leurs exercices de ces lieux : qu'enfin ils y subsistoient par la crainte qu'on avoit à la Cour, que si on touchoit à leurs libertez on ne les portât à se revolter. Il traitoit cette crainte de frivole , & il remontroit que le Dauphiné étoit la Province la plus abattue de toutes ; la plus destituée de Chef & de places fortes , & la plus disposée à recevoir le joug avec soumission , comme elle en donnoit des temoignages tous les jours. Mais il conseilloit de commencer par les lieux d'où l'Edit de Nantes , disoit-il , excluait l'Herésie absolument : & il disoit que

que ces lieux étoient les Vallées Pigneroloises & Briançonnoises. 1676.
Il representoit en peu de mots l'état politique & ecclésiastique de ces lieux, dont il avoit dressé une carte curieuse, qu'il avoit mise entre les mains de l'Archevêque.

Après cela il faisoit l'histoire de l'introduction des Vaudois ^{Origine des Vaudois.} dans ces vallées, où il disoit que Pierre à Valdo porta sa doctrine vers l'année 1160. Il tiroit le nom de ce prétendu *Hérétique* du bourg de Vauld, nommé en Latin *Valdum*, situé à trois lieues de Lion, & qui étoit le lieu de sa naissance. En effet c'étoit l'usage de ce tems-là, que de donner aux personnes qui se distinguoient des autres par quelque mérite, & principalement par quelque érudition, le nom du lieu où ils étoient nez: ce qu'il est aisé de prouver par un grand nombre d'exemples. Il disoit que ce nouveau Docteur ayant été chassé de Lion, avoit porté sa doctrine dans les Vallées, où elle avoit été bien reçue; qu'il y avoit laissé deux de ses disciples, sous le nom de *Barbes*, qui en langue vulgaire y signifie *Pasteurs*; qu'il étoit passé en Languedoc, où changeant le nom de sa secte, il avoit donné le nom d'*Albigéois* à ses partisans, parce qu'il avoit pris Albi pour le lieu de sa résidence. Sur quoi je remarquerai en passant, que l'Abbé donnoit en partie une autre origine au nom de *Vaudois* ^{Etymologie de leur nom.} qu'on ne le fait ordinairement; & qu'il ne le faisoit pas venir seulement du nom de leur Docteur, & du bourg de Vauld, mais de la situation de leur pays, enfermé entre les montagnes. La première étymologie est la plus commune, & la meilleure sans doute, si la pluralité des voix est décisive dans les questions de cette nature. Cependant je suis persuadé qu'elle est fautive; & que l'autre est sans comparaison plus certaine. Le nom & la doctrine des Vaudois étoient plus anciens que Pierre à Valdo. On peut consulter utilement sur ce sujet l'Histoire de Jean Leger, où cette vérité est amplement établie. L'Auteur de la belle & solide réponse au Traité des Variations de l'Evêque de Meaux est dans le même sentiment, & reconnoissant que les Vaudois étoient avant Valdo, il tire leur nom de la situation du pays qu'ils habitoient. Ces peuples avoient une succession de doctrine dont ils avoient des titres, qui remontoient jusques aux siècles du plus pur Christianisme. Ces disciples de Pierre à Valdo n'avoient pas été leurs premiers *Barbes*: & ce Docteur, s'il est vrai qu'il

1676. ait eu quelque commerce avec eux, y fut bien reçu plutôt parce qu'il enseignoit une doctrine approchante de la leur, que parce qu'il y porta une Religion nouvelle. Ils étoient donc nommez *Vaudois* du nom de leur pais ; comme on appelle vulgairement les habitans d'un lieu du nom du lieu même : les Bearnois, par exemple, les Poitevins, les Bourguignons, les Sevenols, les peuples qui demeurent dans ces Provinces. Une vallée en vieux François s'appelloit un *vau* : & de là vient qu'il y a tant de lieux en France dont les noms commencent par cette syllabe ; parce qu'étant situés dans des vallées, on a pris leur nom de leur situation : tels sont les lieux de Vaubonne, Vauvert, Vau du Loir, & plusieurs autres ; dont les noms Latins montrent que *vau* est pris pour une vallée. De ce mot de *vau* on forme assez naturellement celui de *Vaudois*. Quoique si le nom de *Valdensis* qu'on donne en Latin à ces peuples ne s'accorde pas avec cette origine, je repons que le mot Latin ayant été formé dans des siècles peu éclairés sur le mot François, qui selon l'orthographe du tems s'écrivoit *Vauldois*, il a été fort aisé de s'y tromper : d'autant plus que ceux qui les nommoient ainsi, affectoient de les nommer d'une manière qui dérogeât à l'opinion que ces peuples avoient de l'ancienneté de leur doctrine. C'est une des maximes de Politique dont la Religion Romaine se sert pour se maintenir, que de donner un air de nouveauté à tout ce qui s'élève contre elle ; & de garder pour elle tout ce qui a le caractère d'antiquité. C'est pourquoi les Docteurs de cette Eglise se font une grande affaire de trouver les commencemens des oppositions qu'on a faites à ses erreurs ; & de marquer le nom des premiers qui les ont formées : comme si une erreur avoit changé de nature, & aquis les droits de la vérité, quand il ne paroît pas qu'avant un certain tems on se soit soulevé contre elle. Dans ce préjugé donc, les Auteurs qui ont les premiers donné un nom Latin aux *Vaudois*, n'ont pas manqué de le former d'une manière qui avoit du rapport à celui de Pierre à Valdo, de qui la doctrine faisoit du bruit depuis peu, afin d'ôter à celle de ces peuples le droit de se dire ancienne ; & de la rendre en même tems odieuse comme nouvelle. Au reste il faut remarquer que l'orthographe du tems conservoit toujours autant qu'il étoit possible, dans les noms empruntez du Latin, les lettres même qui ne se prononçoient plus en

D'où
vient le
mot Val-
densis.

Ancienne
orthogra-
phe.

en François : afin que ces lettres fussent comme un monument de l'origine des mots où elles étoient retenues. Il n'y a pas même encore un fort grand nombre d'années, que l'écriture François étoit chargée de beaucoup de lettres inutiles, parce que cet usage subsistoit encore, de laisser paroître dans les mots pris d'une autre langue des marques de leur origine. Ainsi lors qu'on appelloit en François une vallée un *vau*, la brieveté du mot ne permettant pas de retenir au singulier les lettres du mot *vallis* qui y étoient inutiles, on les faisoit paroître au pluriel ; & on écrivoit des *vaulx*, pour dire des vallées. De sorte que la même lettre paroïssoit aussi dans l'ancienne orthographe du mot *Vauldois* qui en étoit dérivé. Mais la digression est assez longue : il faut revenir à l'Histoire.

L'Abbé rapportoit en peu de mots les guerres qu'on avoit faites à ces pauvres gens pour les exterminer : & il remarquoit sans façon que les Papes, les Rois de France, les Princes Dauphins, les Ducs de Savoye n'y avoient épargné ni les Missions, ni les armes : & qu'ils les avoient souvent chassés, brûlés, taillés en pièces, sans pouvoir néanmoins en dépeupler les Vallées. De sorte qu'ils y avoient, disoit-il, maintenu leur *Heresie*, jusques à la venue des Calvinistes, à qui, ajoutoit-il, *par accommodement elle ceda le pais*. En 1629. le Roi revenant d'Italie envoÿa l'Archevêque de Bourdeaux, & Verthamon Maître des Requêtes, dans les Vallées dependantes de Briançon, pour y rétablir la Religion Romaine ; & Verthamon y fit quelques procédures sans opposition ; le voisinage du Roi & d'une armée victorieuse, dans un tems où les affaires des Reformez de France étoient dans un pitoyable état, ayant ôté à ces peuples le courage de résister. Mais aussi-tôt que le Roi eut repassé les Monts, le dessein échoua ; les Missionnaires furent obligez de desferter ; & quand on y voulut établir cinq ans après une Mission de Capucins, ces bons devots *pretexterent la rudesse du pais*, & n'y voulurent pas aller. En 1642. le Cardinal de Richelieu y renvoya des Missionnaires & des troupes : mais sa mort contraignit les uns & les autres de s'en revenir sans rien faire. Quinze ans après le Prince de Conti porta la chose plus loin ; & ayant acheté la moitié de la charge de Châtelain de Pragelas, il en fit présent à la Compagnie de la propagation de la Foi établie à Grenoble. Cette

*Violences
exercées
contre les
Vandois.*

*Vallées
Brian-
çonnoises.*

1676. Compagnie donna ce bel emploi à un nouveau *Converti*, qui l'exerça en son nom, & y fit venir des Jésuites; y établit des Cures; y fit abattre quelques Temples; y introduisit les Catholiques dans quelques Consulats.

Vallées
Pigneroloises.

Les Vallées Pigneroloises avoient été tourmentées de leur côté en 1632. par d'Étampes, Intendant de l'armée d'Italie, qui publia une Ordonnance le trentième de Mai, par laquelle il défendoit aux *Religionnaires* d'acheter aucunes terres ni héritages des Catholiques dans tout le finage de Pignerol; à peine de la perte de la terre pour l'acquéreur, de l'argent pour le vendeur, & de l'Office pour le Notaire qui auroit passé le contrat. Cette Ordonnance la plus violente, la plus *torfennaire* dont il ait peut-être jamais été parlé, plaisoit néanmoins beaucoup à l'Abbé qui en étoit faisi: & il la trouvoit *très-juste & très-politique*. Elle n'eut d'effet que jusqu'à la revocation de l'Intendant. Après lui Maleiffi, Gouverneur de Pignerol, rétablit la Messe dans la paroisse de Villars, où il y avoit cent vingt-six ans qu'elle n'avoit été dite: mais le Marquis de Piennes lui ayant succédé, son Ordonnance n'eut point de suites; & même elle fut supprimée, de peur qu'elle ne portât ces peuples à quelque soulèvement. L'Abbé disoit qu'on lui avoit offert la Cure de cette paroisse, aux mêmes conditions qui étoient portées par l'Ordonnance; que les habitans qu'il représentoit *du plus doux naturel* du monde vouloient bien avoir un Curé; & que François Bayle Provençal leur Ministre, *homme très-doux & très-honnête*, y avoit donné les mains avec bien de la joye. C'étoit mal reconnoître leur honnêteté, que de chercher à les détruire par les moyens que nous verrons tout à l'heure. Le Conseil souverain de Pignerol n'avoit pas mieux réussi que ces autres persécuteurs: mais celui de la *Propagation de la Foi* espéroit un meilleur succès de ses soins; & c'étoit sous ses auspices que l'Abbé avoit été député au Roi.

Moyens
de réussir.

Voye de
droit.

Après ces curiositez il venoit à proposer les moyens de ne manquer pas un si beau coup; & il les réduisoit à deux, dont il nommoit l'un *la voye de droit*, & l'autre *la voye de fait*. Ce qu'il apelloit *droit* étoit fondé sur sept ou huit chicanes, dont plusieurs étoient tirées de ce qui s'étoit fait en France dans les affaires de Religion, sous le prétexte des Edits, & pour donner plus d'apparence à ce prétendu droit, il avoit le front de dire *que les*

les Ministres même, & les Huguenots les moins raisonnables de ce 1676.
païs-là en demouroient d'accord. Ces chicanes étoient que par
 le quatorzième article de l'Edit de Nantes l'exercice étoit defen-
 du *delà les Monts*; que la même chose étoit portée par un Con-
 cordat de Henri IV. avec le Pape, qu'il y en avoit un pareil des
 Ducs de Savoye & des Princes Dauphins; que les Ducs Amedée & Emmanuel avoient fait les mêmes defenses, que tous les
 Temples de ces Vallées avoient été bâtis depuis l'Edit, qu'ils
 étoient tous fondez sur les ruines des Eglises Catholiques, dont
 les Ministres tiroient les revenus, qu'ils étoient bâtis en partie
 dans les Seigneuries ecclesiastiques, que les Ministres étoient la
 plupart étrangers; prêchoient en plusieurs lieux; étoient la plu-
 part chargez de crimes par de bonnes informations, & ne croyoient
 pas eux-mêmes pouvoir subsister, si on vouloit les rechercher.
 Sur quoi je dirai en passant que ces crimes n'étoient pas de ceux
 qui deshonoreroient ceux qui les commettent; mais de cet ordre de
 crimes qui consistoient à n'avoir pas parlé du Pape, du Clergé,
 des mystères Catholiques avec assez de respect, ou d'avoir dit
 de la bienheureuse Vierge, ou des Saints quelque chose qui
 passoit pour blasphème selon la jurisprudence moderne. *La voye* ^{*voye de*}
de fait étoit proposée en suite, & l'Abbé la representoit fort aisée, ^{*fait.*}
 le Roi n'ayant rien à craindre, disoit-il, *des Protestans étran-*
gers qui étoient ses allies, & avec qui on pouvoit prendre des
 mesures pour leur persuader que cette entreprise n'étoit point
 contraire aux Edits: *des Ministres & des principaux Heretiques,*
 parce, disoit-il, qu'ils craignoient la Justice, & qu'ils voyoient
 bien qu'ils ne pourroient résister à une Compagnie de Chevaux
 legers; *des Juges & des Gouverneurs des Citadelles,* qui n'atten-
 doient que les ordres du Roi pour les executer; *du voisinage d'a-*
alentour, dont la moitié qui étoit François étoit Catholique, &
 l'autre appartenoit au Duc de Savoye, qui étoit tout disposé à
 favoriser ce dessein; *des peuples du païs,* quoi qu'il y eût onze
 mille habitans Reformez dans la seule Vallée de Pragelas; parce
 qu'ils étoient commandez par de fortes Citadelles, & enfermez
 de hautes montagnes; que ces peuples n'étoient pas d'un naturel
 porté à la revolte; qu'ils avoient toujours obéi quand on leur
 avoit fait la guerre; que la ville de Luzerne avoit été enfin *con-*
vertie par les soins du Duc de Savoye; qu'ils n'avoient point de
 Chefs;

1676. Chefs; qu'ils étoient fort defunis, & pleins d'envie & de haine les uns contre les autres; que les principaux d'entre eux ne demandoient qu'une occasion de se reduire à la Religion Romaine; que les meilleurs memoires du Deputé venoient d'eux; que c'étoit sur leurs avis que le Duc de Lefdiguieres y avoit entrepris de remplir de Catholiques les premiers Consûlats, & les Confeils politiques des Communautés de Pragelas; que les Ministres mêmes connoissant l'inconstance de leurs peuples, seroient les premiers à se reduire; & qu'enfin il ne faudroit qu'un Edit pour causer dans ce pais-là une *conversion* generale.

*La voye
de dou-
ceur est
prefera-
ble.*

Mais quelque facilité que l'Abbé trouvât dans la *voye de fait*, il étoit d'avis néanmoins qu'on préférât la *voye de douceur*: de quoi il alleguoit non pas des raisons de charité, de justice, d'humanité, mais de Politique; de peur que ces rigueurs ne fissent juger aux habitans des Vallées Piémontoises, que ces *conversions* seroient plutôt causées par la terreur de la Justice, que par les *mouvements interieurs du St. Esprit*. C'est pourquoi il vouloit qu'on évitât même les formalitez de la Justice, & que n'ôtant rien d'abord avec éclat à ces peuples, on les reduisît seulement à jouir de leurs exercices aux mêmes conditions que le reste du Royaume; & que sans se servir des Intendans ni des Parlemens, on employât seulement des ordres secrets par des lettres de Cachet, pour leur retrancher peu à peu quelques privileges: c'est-à-dire que l'Abbé comprenoit bien que ces peuples ayant aquis par plus de quatre cens ans de possession, comme il le confessoit lui-même, un droit d'exercer publiquement & sans obstacle une Religion differente de la Catholique, il falloit avant toutes choses donner atteinte à cette longue possession, & par conséquent la reduire aux termes de l'Edit, qui étoit une loi nouvelle, dont on avoit trouvé le secret d'éluder les plus claires concessions.

*Raisons
qui em-
pêchoient
les con-
versions.*

Comme il vouloit que le pretexte des ordres qui seroient donnez contre ces Vallées, fût pris des plaintes que les particuliers auroient à faire les uns contre les autres, il les propoisoit sous le nom des raisons qui empêchoient la *conversion* actuelle des familles qui y étoient disposées; & il disoit que ces familles manquoient des secours spirituels & temporels, qu'ils n'avoient point de Curez; qu'il y avoit des *Annexes* de Temples dans tous les Hameaux, où les Anciens faisoient des Assemblées & des prieres,

&c

& veilloient de fort près sur la conduite des familles, qu'il y avoit cinquante-quatre ans que les Prelats n'avoient fait la visite de ces Vallées; que les Gouverneurs des Citadelles n'y residioient pas, & les laissoient mal pourvues d'hommes & de munitions; que toutes les Charges, même celles qui avoient été declarées Catholiques par les Edits, étoient exercées par des *Herétiques*; que les mêmes tenoient toutes les Ecoles; que le Châtelain n'ayant pas l'autorité d'arrêter aucun acte par son opposition, étoit un zero quoi que Catholique; que de deux Secretaires generaux Catholiques l'un s'entendoit avec les *Huguenots*, & l'autre étoit un yvrogne qui ne residoit point, & qui d'ailleurs faisoit tout pour de l'argent; que les Notaires, Sergens, Medecins, Apoticaire, Chirurgiens, Fourniers, Meuniers, Boulangers, Bouchers, Cabaretiers étoient *Herétiques*; que les familles bien disposées étoient chargées de dettes; que les *convertis* étoient obligez d'abandonner le pais, parce qu'ils n'y trouvoient point de protection; que des Catholiques étoient privez des aumônes, des commissions du sel, de la Douane, du Contrôle des exploirs, du droit de donner leur voix dans les Assemblées; qu'ils étoient interrompus dans leur Service; qu'il y avoit des Temples tout joignant les Eglises Catholiques; qu'il y en avoit sous un même toit; que les mysteres Catholiques étoient tournez en raillerie par les Ministres; que les Communautéz, quoi que censées Catholiques selon les Edits, n'observoient point les loix Catholiques pour la tenture des maisons aux jours des processions, pour l'abstinence des viandes, pour le son des cloches; qu'il n'y avoit point de croix plantées ni dans les places publiques, ni dans les chemins, ni dans les limites des Communautéz; qu'au lieu de payer les reparations des Eglises, & les gages des Curez & des Maîtres d'Ecoles Catholiques, elles payoient les gages des Ministres & de leurs Maîtres d'Ecoles *Herétiques*, & les reparations de leurs Temples; qu'elles assistoient les pauvres Consistoires étrangers, & contribuoient à la subsistance de l'Université de Die; qu'elles faisoient passer ces levées de deniers pour dettes de Communauté; qu'elles les portoient en cette qualité devant les Elus; qu'elles y assujettissoient les Catholiques.

Ces plaintes étoient raportées par l'Abbé avec un double artifice, pour leur donner plus de poids: l'un étoit qu'il les proposoit *Liberté des habitants des Vallées.*

1676. soit comme des griefs des habitans même du païs: l'autre qu'il les produisoit comme autant d'empêchemens à la *conversion* de ceux qui étoient Catholiques dans le cœur. Il ajoûtoit que la cause de ces desordres étoit la liberté de ces peuples, qui étoient en possession de créer eux-mêmes leurs Juges & Officiers municipaux; de s'assembler sans qu'aucun Juge royal en prit connoissance; d'imposer sur eux-mêmes les deniers qu'ils vouloient, sans en prendre permission, & d'être eux-mêmes les gardiens de leurs Archives. Ils avoient aquis ces privileges avec plusieurs autres du Dauphin Humbert, par une transaction du vingt-neuvième de Mai 1343. pour la somme de quatre mille Ducats qu'ils devoient payer annuellement, & dont le Roi jouit encore à present. Mais le respect d'un acte si authentique n'arrêtoit pas l'Abbé, qui étoit d'avis de casser tous ces privileges; & la raison qu'il en alleguoit étoit que le Roi avoit déjà derogé à cette transaction en plusieurs articles, puis qu'il avoit assujetti ces peuples à la taille; aux subsides, aux Gabelles, aux Douanes, aux corvées, au logement des gens de guerre, dont ce contract les exemptoit; & parce que ces peuples avoient souffert paisiblement cette oppression, il concluait que de leur part ils avoient aussi derogé à leur titre, & qu'on pouvoit bien le violer dans ce qui restoit encore d'entier: de sorte que, selon lui, c'étoit une bonne raison de manquer de foi en tout, que ce qu'on en avoit déjà manqué en partie.

*Plaintes
de l'Evêque
de Vercell.*

Le dernier article de cette partie du projet contenoit les plaintes de l'Evêque de Vercell, Abbé de Pignerol. Le Deputé en faisoit beaucoup de bruit. Néanmoins tout se reduisoit à ceci, que dans une paroisse de la vallée de Perouse il y avoit un Curé & un Ministre qui n'étoient pas agreables à ce Prelat. Le Curé de qui on disoit tout le mal possible, s'étoit retabli dans sa Cure, & s'y maintenoit malgré l'Evêque qui l'en avoit depossédé. Le Ministre, nommé Pierre le Gros, étoit, disoit-on, étranger, *Relaps*, banni; & de plus il prêchoit en deux lieux. Ce bannissement avoit été ordonné par le Duc de Savoye, dans le tems que faisant la guerre à ses propres sujets pour la Religion, il bannissoit tous ceux qu'il croyoit capables de donner du courage aux autres. Le Gros avoit été pris avec un autre Ministre. On leur fit leur procès à tous deux comme aux chefs de ceux que le Conseil du Duc apelloit rebelles; & en effet ils avoient rendu beaucoup

coup de services à leurs Eglises pendant les commencemens de 1676. ces troubles. Ils furent tous deux condamnez à la mort; & en même tems on leur promit la vie, s'ils vouloient quitter leur Religion. Ils eurent la foiblesse de se laisser gagner, & pour fruit de leur complaisance ils eurent la vie & la liberté. A peine furent-ils hors de prison, qu'ils reparerent leur faute par une repentance publique, & qu'ils furent retablis dans le ministere. Ils sortirent des Etats du Duc, & Le Gros se retira dans les Vallées Françoises, où ayant repris sa premiere vigueur, il se fit regarder par les Propagateurs de la Religion Romaine comme un homme qu'il falloit perdre, si on vouloit réussir à l'oppression des Vaudois. Le compagnon de sa foiblesse alla demeurer en Suisse, où il donna de grands temoignages de repentance. Le Gros donc étant fort odieux au Clergé, l'Evêque de Verceil s'offroit à être témoin de la chute de ce Ministre, & du parjure qu'il avoit commis en retournant à l'*Herésie*; & ces crimes paroissoient suffisans à l'Abbé pour donner le droit de le chasser: mais il l'estimoit encore plus aisé par la voye de fait, parce qu'il étoit fort haï, disoit-il, des Medecins & Apoticaire, à cause qu'il se mêloit de leur metier, & qu'il l'exerçoit avec reputation; des Ministres, à cause qu'il les meprisoit; & des Reformez, parce qu'il faisoit sur eux de grandes exactions.

Dans la seconde classe des articles l'Abbé commençoit par la proposition de relever deux Citadelles, qui avoient été abattues dans ces Vallées: mais pour quelques considerations il vouloit qu'on remit cette affaire à trois ans de là. En attendant il souhaitoit qu'on ordonnât au Gouverneur de Château-Dauphin, d'aller résider dans sa Citadelle; & qu'étant le gouvernement de Quairas à un vieillard qui l'avoit comme abandonné, on le conférât à un Gentilhomme du Briançonois nommé Chaillot de Bouqueron, de qui il disoit mille biens, & qu'il representoit comme fort autorisé dans le païs; sur tout à cause de son frere qui étoit Bailli de Briançon. Cependant on demandoit au Roi une pension de douze ou quinze cens livres sur quelque Benefice, pour dedommager le vieux Gouverneur. De même il vouloit que le Secretariat general de Pragelas fût donné à un nommé Jourdan, grand Controversiste & grand chicaneur, redouté dans le païs jusques là, que pour l'obliger à se retirer on lui avoit

*Seconde
classe
d'articles.*

*A qui il
falloit
donner
les gouverne-
mens des
Citadelles.*

*Et le Sec-
retariat
general.*

1676. offert dix mille écus, & un emploi considérable ailleurs. Ce Jourdan avoit la recommandation des Jésuites, qui se promettoient tout de son zèle. Il étoit nouveau *converti*: & sa mere l'avoit desherité. L'Abbé vouloit que cette exheredation fût cassée; qu'il fût pourvu de la charge de Secretaire par des lettres dont il donnoit le modele; & qu'on choisit la maison qui avoit appartenu à son pere à Fenestrelles; pour en faire une Maison de ville. Il n'oubloit pas de donner avis qu'on inserât dans les lettres des clauses d'autorité absoluë. Au reste cette charge ne produisant que cent francs de revenu, il donnoit des moyens pour encourager & dedommager ce nouveau Secretaire.

Exclusion des
Reformez de
sous Offi-
ces.

Après ces deux articles, le Deputé demandoit deux arrêts, pour exclure les Reformez des Offices de Secretaires particuliers; de Notaires & de Sergens Royaux. Ses raisons étoient que les Notaires ne vouloient pas recevoir les declarations de ceux qui avoient dessein de se faire Catholiques, qu'ils refusoient les copies des Testamens où il y avoit quelque don fait à l'Eglise; qu'ils empêchoient les *conversions* à la mort; qu'ils donnoient avis du fort & du foible des Maisons, sur quoi les Ministres & les Consistoires prenoient leurs mesures. Sur tout il parloit de ces Notaires & des Sergens comme étant toujours prêts à persecuter les nouveaux *convertis*, par la suppression des originaux de leurs titres, ou des exploits faits en leur faveur, ou par mille faussetez & mille fraudes. Il avoit un moyen pour les supprimer qu'il appelloit *très-prudent, très-doux*, sans éclat, & auquel ces Officiers seroient tenus d'obeir pour leur propre avantage. Il n'approuvoit pas qu'on les attaquât sous le nom de *Huguenots*; ni qu'on donnât un arrêt pareil à celui du vingt-quatrième de Mars 1661. qui defendoit de recevoir les Reformez dans les Offices, jusqu'à ce qu'il y eût des Catholiques en nombre égal: ni qu'on leur signifiat les arrêts qui privoient de leurs Offices ceux qui n'avoient point dans leurs provisions la clause de la *Religion Catholique*. Ce moyen qui lui avoit été revelé par divers Chefs de famille Reformez, à ce qu'il disoit, étoit d'avoir des Catholiques tout prêts à succeder à ceux qui seroient depossédez; de donner un arrêt d'interdiction de tous ces Officiers, pour avoir exercé ces Offices sans provision du Roi, & de les condamner aux amendes portées par les Ordonnances: d'envoyer cet arrêt aux

Arrêt
secret à
ce dessein.

Gou-

Gouverneurs, qui sous pretexte de compassion exhorteroient ces 1676
malheureux à se defaire de leurs Offices avant la publication de
l'arrêt, pour éviter le payement de l'amende; & leur feroient même
quelque offre de remboursement.

Cet arrêt devoit être tenu secret, & selon l'intention de l'Abbé, toute sa vertu consistoit à ne le publier pas: mais il en de- *Arrêt à
publier
pour le
soulage-
ment des
Catholi-
ques.*
mandoit un autre general pour tout le Dauphiné, qui pour
n'effaroucher point les Reformez, ne parleroit point d'eux, & se-
roit donné seulement sous le titre de *soulagemens* pour les Curez,
les Catholiques & les nouveaux *convertis*. Cet arrêt, dont le De-
puté donnoit le modele, devoit être rendu comme à la requête de
ceux qu'il devoit soulager: & ces soulagemens consistoient à mettre
les Curez en la garde du Roi, des Ministres & des principaux Re-
formez; & à soumettre les Vallées à tout ce qui avoit été déjà or-
donné pour tout le Royaume en faveur de la Religion Romaine:
comme de recevoir les Curez pour premiers opinans dans routes les
Assemblées de Communauté, d'exemter les Catholiques de con-
tribuer aux frais des Consistoires; de les admettre dans toutes les
Assemblées en nombre égal à celui des Reformez; de mettre les
convertis sous la protection du Roi, des Ministres, & des au-
tres plus considerables membres des Eglises; de les mettre à cou-
vert de l'exheredation, & de dresser à ce dessein un état des
biens dont la succession les regarderoit, avec defenses aux posses-
seurs d'en rien alienier; de leur adjuger des pensions proportion-
nées aux biens de leurs peres & meres; de les décharger des det-
tes contractées par la Communauté, pour les affaires des Con-
sistoires; de renvoyer leurs causes aux Parlemens, à l'exclusion des
Chambres de l'Edit; de leur accorder trois ans pour payer leurs
dettes personnelles, aux mêmes conditions qui étoient portées
dans les arrêts déjà donnez pour le Bailliage de Gex, & pour la
Province de Languedoc. Cet arrêt devoit être enregistré, publié,
affiché par tout, afin d'inviter plus de personnes à jouir de ces
avantages, & de cacher cependant sous le nom du Dauphiné en-
tier, le dessein particulier qui regardoit les Vallées.

L'Abbé ajoutoit à ces douceurs qu'il falloit entretenir trois *Autres
moyens.*
ans durant les Curez, sans qu'il en coûtât rien aux peuples: &
il temoignoit qu'il avoit déjà quêté à Paris de quoi meubler une
paroisse; & qu'il avoit reçu même vingt Louis d'or de la main

1676. du Roi. Il étoit d'avis que les Curez n'allassent point refuter les Ministres dans leurs Temples, de peur d'irriter les esprits par ces controverses ; qu'ils eussent pour eux d'extrêmes civilitez ; qu'ils refutassent seulement leur doctrine dans les Eglises en termes modestes ; qu'ils prêchassent beaucoup de moralitez ; qu'ils eussent de grands soins des nouveaux *convertis*, & qu'ils se servissent d'eux adroitement pour en gagner d'autres : qu'on appellât par les promesses de plusieurs privileges les familles anciennes Catholiques, ou nouvelles *converties* qui avoient abandonné les Vallées : qu'on exemptât du Marc d'or les Catholiques qui se présenteroient pour remplir les Offices de Notaire, & autres sujets à ce droit. Il proposoit aussi deux moyens pour attirer les Reformez à la *conversion*, comme à un asile où ils seroient à l'abri des poursuites de la Justice. L'un étoit de rechercher dans les Greffes les crimes dont les particuliers auroient été accusez ; & de faire executer dans les Vallées les arrêts qui ordonnoient aux Consistoires du bas Languedoc de représenter l'état des impositions qu'ils avoient faites depuis dix ans. L'autre étoit de les abandonner au zèle du Vicebailli de Briançon, qui avoit assez de credit sur eux pour leur faire faire tout ce qu'il voudroit, aussitôt qu'il seroit assuré que le Roi le trouveroit bon. Afin de faire goûter cet expedient, il representoit calomnieusement ces peuples comme noircis des crimes les plus horribles : meurtres, empoisonnemens, sortileges & autres de même nature. Cependant leurs voisins & leurs Ministres leur rendoient de bien meilleurs temoignages : & c'étoit une verité attestée, qu'on y voyoit fort peu d'exemples des pechez mêmes qui ne sont que trop communs dans le reste du monde. L'ambition y étoit inconnue. La pauvreté les rendoit laborieux. L'adultere & la fornication n'y passaient pas pour galanterie : & comme ces peuples avoient peu de politesse, ils n'avoient point aussi les vices qui l'accompagnent presque toujours. Ils avoient plus de penchant aux vices qui naissent d'un naturel farouche, & qui aime l'indépendance.

Mœurs
des habi-
tans.

Avanta-
ges que
les Refor-
mez de-
viennent
trouver
dans ces
nouveaux
seiz.

Tout cela étoit suivi d'une *recapitulation* des choses qu'il vouloit qu'on regardât comme des graces fort particulieres, qui seroient faites aux Reformez au milieu même de ces vexations : savoir de leur laisser des lieux d'exercice où ils n'en avoient point de droit ; de laisser aux particuliers la possession de leurs biens, sans

sans les rechercher pour leurs concussions passées ; de laisser aux Ministres la liberté de se retirer , & d'emmener leurs femmes , & même leurs enfans , avec promesses de leur donner de quoi vivre sans travailler ; de rembourser les Officiers des Charges qu'on pouvoit leur faire perdre avec amende. *Tout cela* , disoit-il , *apaisera* , ou pour mieux dire , ajoutoit-il avec raison , *assommara les principales têtes* : pendant que le zèle des Curez , le pouvoir des Gouverneurs , les intrigues de Jourdan , & les oppositions qu'il feroit à tout ce qui pourroit être utile aux Reformez , contribueroient à la conquête du reste. Ces faveurs que l'Abbé faisoit aux Reformez ressembloient fort au fond à celles que les voleurs de grand chemin font à un passant , à qui par grace ils laissent la vie , en le mettant en chemise.

Enfin le Deputé donnoit le modele de deux lettres de cachet , dont l'une seroit secrette , & serviroit d'instruction aux Gouverneurs , & au Secretaire general des Vallées Pigneroloises , de la maniere dont ils devoient executer tout ce qui avoit été proposé jusques ici. Le principal article regardoit les Ministres ; & les Agens devoient menager avec affection & prudence leur *conversion* & leur retraite ; à la reserve de Gros , Ministre de Diblon , à qui il falloit ordonner de sortir du Royaume dans vingt-quatre heures ; & à cause qu'il servoit une Annexe dans les Etats de Savoye , nommée *l'Invers de Pinache* , il falloit obtenir de la Duchesse de Savoye des defenses d'y habiter ; parce qu'il avoit été banni en consequence des guerres passées. Ce Ministre étoit Pierre Gros , de qui j'ai déjà parlé , & de qui l'auteur de l'Histoire des Vaudois , mise au jour en 1669. fait un portrait bien different de celui qui s'en trouve dans le projet de l'Abbé. Cependant il permettoit au Gouverneur de traiter Gros plus favorablement , comme de lui-même , & de lui faire valoir ses bons offices , pour le disposer plus facilement à se retirer dans quelque lieu fort éloigné des Vallées : mais le Gouverneur étoit averti de mettre dans la place de cet homme redoutable , *quelque doux & honnête Ministre propre à être gagné dans son tems*.

L'autre devoit être communiquée aux Ministres ; & contenir des ordres du Roi au Gouverneur de Pignerol , de renouveler les defenses faites par d'Estampes aux Reformez d'acheter les biens des Catholiques ; & de dresser un état circonstancié des biens

*Lettre de
Caches
secrete.*

*Lettre
publique.*

ven-

1575. vendus depuis cette Ordonnance, pour l'envoyer au Chancelier. De plus elle devoit porter des defenses aux Reformez de faire Colloque avec les Luzernois ou autres étrangers, quelque voisins qu'ils fussent; d'entretenir correspondance avec les autres Provinces, sous quelque pretexte que ce fût, de tenir Colloques, ni Synodes, ni Assemblées generales ou particulieres, sans permission expresse, & en presence d'un Commissaire du Roi; d'y traiter d'autres affaires que de celles de la Discipline. D'ailleurs ces ordres devoient fixer la residence des Ministres; les lier à leur paroisse en sorte qu'ils n'en pussent sortir que par la permission du Gouverneur; leur ôter tout commerce avec les étrangers; & même avec les Ministres leurs voisins; leur defendre d'aller prêcher dans les Etats du Duc de Savoye. Ils devoient porter encore la demolition de quelques Temples condamnés par le Conseil de Pignerol; & de tous ceux qui étoient bâtis dans des lieux où le Ministre ne residoit pas; ordonner que les prieres ne se feroient que par la bouche du Ministre; régler d'heure des exercices; & empêcher que les cloches des Temples ne servissent à d'autre usage qu'à l'indiquer. Et parce que les Communautéz étoient censées Catholiques, il falloit selon ces ordres planter des croix dans toutes les places publiques, dans tous les grands chemins, dans les limites des paroisses, des Communautéz & de l'Etat; & pour empêcher qu'on ne les abâtît, elles devoient être mises sous la protection du Roi, des Ministres & des principaux Reformez. Par la même raison les Consuls, ou au moins le premier, les Secretaires & Greffiers, les Maîtres d'Ecole devoient être Catholiques. Les Conseils de ville, la garde des registres, les dettes & impositions devoient se régler suivant le même principe; & les levées nécessaires aux Reformez devoient être deliberées à part, en maison particulière, en presence d'un Juge; couchées sur un autre livre que celles de la Communauté; recueillies par un autre Collecteur, aux conditions prescrites par divers arrêts. Les places des Temples, des Cimetieres, des maisons dependantes des Consistoires devoient être remises à la taille, suivant la même maxime, quoi qu'elles en eussent été affranchies par des deliberations de Communauté. Sur le même fondement il posoit encore que si les Reformez vouloient avoir des Ecoles, elles devoient être payées

payées à leurs frais , & ils n'y pouvoient enseigner qu'à lire , à écrire & l'Arithmétique.

Cette lettre donnoit un admirable moyen d'obliger les Reformez même & leurs Ministres à être les executeurs de tous les reglemens donnez à leur prejudice , sans que les Catholiques eussent la peine d'y veiller. C'étoit de dresser un sommaire de ces reglemens , que le Gouverneur des lieux mettroit entre les mains de chaque Ministre & de deux ou trois principaux Reformez de chaque lieu , les rendant responsables de toutes les contraventions , par qui que ce fût qu'elles fussent faites. Et de peur que les Juges ne manquassent de bonnes leçons sur cette matiere , on devoit leur faire acheter le recueil de Bernard , & les Decisions Catholiques de Filleau.

Il y avoit un article exprès pour le ^{Retablissement} ~~retablissement~~ de la Messe à St. Pierre de Villars , dans la Vallée de Perouse , où il y avoit cent vingt-six ans qu'elle n'avoit été dite. On n'y oubloit rien pour y mettre le Curé à son aise & en sûreté , & on proposoit de decharger les habitans pour le passé du paiement des Dîmes , dont ils n'avoient rien payé depuis l'Ordonnance de Malesy , à condition qu'ils rebâtiroient l'Eglise volontairement & à leurs depens. A l'égard de Diblon & de Pinache , il étoit proposé de nouveau d'en chasser le Ministre & le Curé ; & de faire de ces deux lieux deux paroisses. Il devoit y avoir encore deux lettres adressées au Gouverneur de Dauphiné pareilles aux deux autres ; & où les mêmes choses étoient repetées , avec quelques additions & quelques éclaircissemens ; comme d'envoyer une Mission de Capucins François dans un lieu où il y en avoit déjà une de Piemontois , peu capables de *convertir* les habitans : d'établir six nouveaux Curez , dans les lieux nommez Les Traverses , Les Soucheres , Balbotet , Fenestrelles , Le Villaret & le Bois des Hayes ; d'éloigner des Eglises les Temples qui en étoient trop voisins ; & d'envoyer des Officiers des Citadelles & des Officiers de Justice des lieux du ressort , pour se trouver en cérémonie à la premiere Messe qui se diroit dans ces nouvelles paroisses ; de ne faire assister à ce qu'il auroit à dire aux Ministres & aux Reformez que le seul Vicebailli de Briançon. De plus ^{Ministres} ~~Ministres~~ il y avoit un article qui parloit de quelques Ministres condamnés ^{accusés} ~~condamnés~~ au Parlement de Grenoble , pour de pretendus blasphêmes ; mais ^{de blasphêmes.} ~~blasphêmes~~.

1676. qui avoient obtenu au Conseil des defenſes d'exécuter ces arrêts. L'Abbé vouloit que le Roi renvoyât leurs affaires au Parlement : mais par cet eſprit de douceur qui regnoit dans ſon projet , il ajoûtoit qu'il falloit donner pouvoir au Gouverneur de moderer les peines portées par ces arrêts. Cette moderation conſiſtoit à tirer par écrit des Miniſtres un deſaveu volontaire de leurs prétendus blaſphêmes, & une offrande de deux cierges peſant chacun douze livres, à l'honneur de la Sainte Vierge. A cette condition l'amende pouvoit être reduite de cinq cens livres à quatre cens quarante , dont on feroit un fond pour l'entretien d'une lampe ardente, devant le Sacrement de la paroiffe où le prétendu crime avoit été commis : & le banniſſement pouvoit être converti en retraite volontaire, dans un lieu éloigné pour le moins de trente lieux du lieu de leur reſidence. Deux autres eſtimez un peu moins coupables, devoient être auſſi traitez avec une douceur proportionnée. De forte que cette fauſſe charité conſiſtoit à les exempter d'un arrêt qui étant donné par des Juges notoirement paſſionnez, ne pouvoit noter d'infamie les prétendus criminels, pourveu que par de lâches prevarications contre leur honneur, leur Religion & leur conſcience, ils vouluſſent ſ'impoſer les mêmes peines, & ſe couvrir eux-mêmes de honte. A leur refus néanmoins l'Abbé vouloit qu'on exécutât contre eux les condamnations à toute rigueur. Mais tout cela ne le contentoit pas encore ; & il propoſoit que la lettre fût de creance , & qu'elle ordonnât au Gouverneur d'ajoûter foi à tout ce que le Deputé lui diroit de la part du Roi , & d'informer la Cour de ſes diligences tous les ordinaires.

*Lettre au
Vicebail-
li de
Brian-
çon.*

Il y avoit à la fin de tout cela un modele de lettre de Cachet pour le Vicebailli de Briançon, qui devoit la tenir ſecrete , & ſ'en ſervir comme de la regle de ſa conduite. Elle lui preſcrivoit tout ce qu'il avoit à faire ſur chaque article : & particulierement elle lui ordonnoit, auſſi-tôt qu'il en auroit reçu l'ordre du Gouverneur , de commander à tous les Miniſtres des Vallées Briançonnoïſes de ſe rendre à Grenoble ; & de promettre ſûreté même aux coupables, leur donnant parole qu'on ne leur feroit point de mal, & qu'on ne propoſeroit que des reglemens amiables. Il devoit donner le même ordre à quelques-uns des principaux, outre les Miniſtres : & quand ils auroient appris les intentions du Roi par

par la bouche du Gouverneur, il ne lui restoit plus qu'à disposer 1676.
chacun en particulier à l'obéissance, & qu'à exécuter tout ce qui
regardoit son ressort.

Il y avoit quelques pieces outre cela dans le portefueille de ^{Pieces} l'Abbé; des extraits d'arrêts & d'Ordonnances d'où il avoit tiré ^{jointes au} son projet; des avis en fucille volante sur divers articles; & sur ^{projet.} tout un sommaire imprimé de l'état de la Religion dans la Vallée de Pragelas. On y parloit fort avantageusement des Jésuites qui étoient allez en Mission dans ces deserts; de Jourdan, & du Capitaine Guyot, qui étoient les premices de leurs conquêtes; & du fruit qu'ils pouvoient faire, pourveu qu'ils fussent appuyez. Il y avoit cette remarque importante sur l'état politique de cette Vallée, qu'il n'y avoit ni Noblesse, ni Seigneurie soit civile, soit ecclésiastique; & que les habitans ne reconnoissoient au dessus d'eux que le Roi. Cela, disoit-on, les rendoit fiers & insolens: mais pour les peindre encore de couleurs plus noires, on les representoit encore une fois comme sujets aux crimes les plus horribles, aux meurtres, aux empoisonnemens & aux sortilèges. Cela s'accordoit mal avec ce qu'on disoit d'ailleurs, que ces peuples craignoient extrêmement la Justice. On ne se porte pas si familièrement au crime, quand on craint le peine: & les esprits timides sont rarement scelerats.

Ce projet étoit venu aussi à la connoissance des habitans des ^{Sollicita-} Vallées, qui avoient envoyé à Paris des Deputez pour se defen- ^{riens pour} dre. Ils trouverent que l'affaire étoit déjà bien avancée, que ^{parer le} l'Abbé avoit déjà été écouté; que le Roi lui avoit donné des ^{comp.} Commissaires, & qu'il y avoit apparence qu'on lui accorderoit ce qu'il demandoit. Les Commissaires étoient le Marechal de Villeroi & l'Archevêque de Paris, à qui l'Abbé avoit déjà donné des copies de son projet & de ses memoires. La chose parut si importante aux Deputez des Provinces, qu'ils chargerent aussitôt Du Bosc & un autre de leur compagnie d'accompagner à St. Germain les Envoyez des Vallées, & de le joindre à leurs plaintes. Ils ne purent voir le Marechal de Villeroi, qui étoit accablé d'affaires à cause du prochain depart du Roi: mais ils virent le Tellier qui avoit les Vallées dans son département, & qui les paya de belles paroles. Cependant cela n'empêcha pas qu'on ne donnât un arrêt le dixhuitième de Juin, qui fut confirmé par un au-

1676. tre le vingt-neuvième de Janvier de l'année suivante; & qui, selon les memoires de l'Abbé., mettoit en la sauvegarde des Ministres & des autres habitans Reformez du Bailliage de Briançon, tous ceux de leur Religion qui se feroient Catholiques. Après cela on disputa encore long tems pour savoir si par les pais *delà les Monts*, il falloit entendre ces Vallées. On voulut les y comprendre, afin de persuader que l'exercice n'y étoit pas permis par les Edits: mais les habitans soutenoient que cette façon de parler ne s'entendoit que des lieux au delà des montagnes, non de ceux qui étoient enclavez dans les montagnes, & qui d'un côté tenoient à la France. Ils avoient pour eux toutes les preuves de droit, & l'attestation des Geographes: mais le zèle Catholique étoit contre eux; & il n'y a point de raison contre ses maximes. Le Jesuite Meynier, dans un *Traité de l'exécution de l'Edit de Nantes dans le Dauphiné*, avoit examiné cette matiere avec sa chicané & sa mauvaise foi ordinaires: & je ne sai pourquoi l'Abbé, qui faisoit tant d'estime des recueils de Bernard & de Filleau, ne disoit pas même un mot du Jesuite, qui avoit le premier remué cette question.

*Affaires
dans les
interval-
les des
Synodes.*

Pendant l'absence du Roi on ne laissa pas de donner quelques arrêts au Conseil, dont l'un entre autres daté du Camp de Sebour le quatrième de Mai, étoit rendu sur ce qui avoit été ordonné par quelques Ministres du Vivarais, contre Poudrel de Corbieres, Ministre de Bais, qui avoit mérité la deposition par sa mauvaise conduite. Le Synode de Vivarais avoit député Janvier, Ministre du Chelar, Thomas, Ministre de Valon, & Chion, Ancien de l'Eglise de Soyon, pour prendre connoissance de cette affaire. Ils se rendirent à Bais au mois de Janvier; & le vingt-cinquième du mois ils ôterent à ce scandaleux les fonctions du ministère: & afin que l'Eglise ne demeurât pas destituée d'exercices, ils ordonnerent que les Ministres du Colloque, & même ceux des Colloques voisins y viendroient prêcher tour à tour, quand ils en seroient requis par le Consistoire. Corbieres porta ses plaintes au Conseil contre cette procedure: & fit un double crime de cette ordonnance à ceux qui l'avoient interdit: l'un qu'ils avoient fait une Assemblée contre les Edits, sans qu'il y eût un Commissaire present de la part du Roi; l'autre qu'ils avoient envoyé des Ministres prêcher en d'autres lieux que celui de

de leur residence. Le Roi pour punir ces contraventions, *dont 1676.*
les consequences pouvoient être dangereuses, interdisoit les Mi-
 nistres & les Anciens qui avoient rendu ce jugement, & les
 condamnoit chacun à dix livres d'amende, aussi bien que sept
 autres Ministres du voisinage, qui étoient venus prêcher à
 Bais. Cependant l'interdiction de Corbieres n'étoit point le-
 vée; & le Roi permettoit aux Consistoires de Bais, du Che-
 lar & de Valon de s'adresser à l'Intendant, pour obtenir la li-
 berté de faire prêcher des Ministres voisins en attendant le Sy-
 node. Mais cela n'empêcha pas que Corbieres ne voulût re-
 prendre ses fonctions. Dans cet arrêt le Roi qui avoit defen-
 du par un autre de donner le nom de *Sentences* aux resultats des
 Synodes, donnoit lui-même le nom d'*Ordonnance* au jugement
 de ces Ministres.

Mais après le retour du Roi il fut rendu en peu de jours deux *Divers*
 terribles arrêts contre les Reformez de Sedan. Les Ministres *regle-*
 étoient accusez par le premier, daté du vingt & unième d'Août, de *mens*
 se faire appeller *Ministres de la Parole de Dieu*, ou *Verbi Dei* *pour Se-*
dan.
LXXVII.
Ministri: & dans les actes publics de leurs Colleges, *très-vigi-*
lans Pasteurs, ou *Pastores vigilantissimi*: de porter la robe hors
 du Temple; de batiser des enfans dont les peres étoient morts
 Catholiques; de faire prêcher les Proposans dans le Temple;
 de donner quelquefois leur chaire aux Ministres de dehors. En
 general les Reformez étoient accusez d'étaler la viande publique-
 ment les jours d'abstinence; d'avoir une cloche sur leur Temple,
 quoi qu'il-y eût garnison dans le Château; d'avoir plusieurs fois
 suborné les Catholiques par des moyens indirects & punissables. *St. Mau-*
 St. Maurice en particulier, Ministre & Professeur en Theologie, *rice exilé.*
 homme ferme & plein de cœur, à qui l'étude n'avoit point amo-
 li le courage, & qui ne rendoit pas autant de respects à l'Arche-
 vêque de Rheims que cet homme enflé de sa qualité, & du cre-
 dit de son pere & de son frere s'étoit persuadé qu'il lui en de-
 voit, étoit accusé d'avoir seduit Marie Gratio, fille âgée de quin-
 ze ans, & de l'avoir fait mener secrettement à Francheval pour
 l'instruire. Sur tous ces articles le Roi faisoit des defenses de
 continuër, & ordonnoit d'ôter la cloche du Temple, & de la por-
 ter où il seroit marqué par le Comte de la Bourlie. Il renouvel-
 loit les defenses d'induire les Catholiques à changer de Religion,

1676. en quelque maniere que ce fût; & de les marier que six mois après qu'ils auroient fait profession publique de la Religion Reformée. St. Maurice étoit interdit, & avoit ordre de se rendre à Soissons, & d'y demeurer jusqu'à ce que le Roi en eût autrement disposé. Il n'en revint qu'après avoir employé ses amis, & avoir apaisé la colere de l'Archevêque. Cet arrêt devoit être publié & affiché.

*Induction
des en-
fans au-
torisée.
LXXVIII.*

Le vingt-huitième du même mois il en fut rendu un autre, sur un sujet important. Il y avoit à Sedan une de ces Maisons qu'on avoit établies en divers lieux, sous le titre de *la propagation de la Foi*, pour y recevoir les enfans qui étoient attirés à la Religion Catholique. Les Directeurs de cette Maison où il n'y avoit que des filles, ne s'arrêtoient pas à l'âge, & recevoient toutes celles à qui ils pouvoient inspirer quelque chose de la doctrine Romaine. Les Reformez se plainquirent de cette contravention aux Edits, & sur tout de ce qu'on refusoit aux peres & aux meres la liberté de voir leurs enfans, pour apprendre de leur bouche les veritables motifs de leur retraite, & principalement si elle avoit été libre, & purement volontaire. Ils pretendoient que ce refus étoit contraire à l'équité & à la nature, dont tous les droits autorisent les peres & meres de s'informer de ce que deviennent leurs enfans. Dans cet arrêt la conduite des Directeurs de la Maison étoit approuvée; l'Archevêque de Rheims étoit loué de son exactitude à observer les Edits; & le desir des peres d'apprendre les intentions de leurs enfans par leur propre bouche étoit appelé une *precaution affectée*, pour tâcher de les ébranler par des larmes, *peut-être même*, disoit-on, *par leurs reproches & par leurs menaces*. Sur ce fondement le Roi presupposant que ces enfans avoient de la repugnance à voir leurs peres & leurs meres, defendoit de les y *forcer* avant leur abjuration, & pour ôter tout soupçon d'enlèvement & d'induction, il ordonnoit que la Supérieure, aussi-tôt qu'elle auroit reçu quelque fille, en avertiroit le Lieutenant General, ou quelque autre Juge, qui accompagné du Procureur du Roi, iroit recevoir la declaration de son âge & de ses motifs, pour en donner communication aux interessez. C'étoit là précisément tout ce qui pouvoit augmenter les soupçons d'induction; qu'on ne vouloit laisser parler ces enfans qu'à des Juges suspects, pendant qu'il étoit encore tems de se dedire; & qu'on ne

ne leur permettoit de voir leurs parens , que quand il n'y avoit 1676.
plus de retour.

On crut vers la fin de l'année que le Conseil alloit reprendre les affaires de Religion , & cette pensée rappella à Paris les De-putés qui étoient retournés chez eux. On ne fit rien néanmoins, soit qu'on mit en considération la maladie du Député General, qui n'étoit pas alors en état de travailler : soit que les affaires de la paix & de la guerre donnassent trop d'occupation au Conseil, pour lui laisser le tems de penser à d'autres choses. Il y eut seulement deux arrêts rendus le deuxième de Decembre, dont l'un condamnoit l'exercice de Parai le Monial, & l'autre celui de Vaujaucour. C'étoient deux des lieux de Bailliage de Bourgogne, qu'avant le départ du Roi on avoit promis de juger.

Mais l'une des affaires qui firent le plus de bruit cette année fut celle de La Conseillere, l'un des Ministres d'Alençon. Un Capucin nommé Hierothée, prêchant le Carême dans cette ville, s'avisâ d'aller écouter les Ministres, à dessein de les refuser, selon la coutume des gens de sa sorte. Le premier & le second Sermon qu'il entendit n'eurent point de suite. Le premier fut de pure Morale, & le second d'une Controverse fort modeste & fort prudente. Le troisième fut prononcé par la Conseillere, sur ces paroles du 2. Chap. de la 1. Epître de St. Pierre v. 17. *Craignez Dieu, honorez le Roi.* Le Capucin n'y trouva rien à redire, que ce qu'il lui sembloit que ce Ministre avoit avancé que les Catholiques adoroient le Pape, & qu'il avoit dit qu'un Concile de Latran l'avoit ordonné. D'abord le Capucin se contenta de refuter cette proposition, & de produire dans ses Sermons une lettre que La Conseillere avoit écrite au Lieutenant General, pour lui rendre compte de ce qu'il avoit prêché. Il se défendoit d'avoir dit que le Concile avoit decreté l'adoration du Pape; mais il se servoit de plusieurs extraits des discours de ceux qui avoient prêché pendant ce Concile, & du langage ordinaire des Catholiques, pour faire voir qu'il avoit eu raison de se servir du mot d'*adoration*, en exprimant le degré d'honneur qu'ils rendent à leur souverain Pontife. En effet ce terme est si familier dans leur bouche & dans leurs écrits, quand ils parlent de cette matiere, qu'il falloit un front de Moine pour oser appeler cette remarque du Ministre une calomnie. Peut-être aussi que le Capucin

1676. pucin en seroit demeuré là , parce qu'il affectoit de paroître de bonne foi, & d'avoir de l'estime pour les Reformez, de qui même il recherchoit la conversation, si on n'avoit pas travaillé à se delivrer de ses importunes visites, dont on prevoyoit que les suites seroient fâcheuses. Mais le Consistoire qui voyoit ce Moine venir tous les Dimanches au Temple, suivi de tout ce qu'il y avoit à Alençon de vagabonds & de faineans, écrivit en Cour, pour obtenir des ordres qui arrêtaient le cours de ces dangereuses demarches. Ces ordres furent envoyez à Colbert, alors Intendant de cette Generalité, hommé né pour mal faire à tout le monde, & qui avoit pour cela beaucoup de dons & de genie; mais qui en toute autre chose tenoit plus de la bête brute que de l'animal raisonnable. Il tint ces ordres secrets, & ne les montra qu'au Moine, que cette correction qu'il n'avoit pas attendue porta au plus haut degré de la fureur. Il voulut s'en venger, & ne sachant à qui s'en prendre il choisit La Conseillere pour sa victime. Il renouvella son accusation touchant l'adoration du Pape, & contre sa propre conscience il y ajouta un nouveau crime, savoir qu'il avoit parlé contre les Puissances. Le pretexte étoit qu'en comparant ces deux preceptes de *craindre Dieu, & honorer le Roi*, il avoit dit que quand les Rois commandoient quelque chose contre le service de Dieu, il falloit se souvenir de la maxime des Apôtres, *il vaut mieux obeir à Dieu qu'aux hommes*. Hierothée en sortant du Temple avoit reconnu devant plusieurs Gentilshommes Reformez que ces paroles étoient innocentes, que néanmoins un autre que lui auroit pu y donner un mauvais sens, à cause de la delicatessé de la matiere; mais que pour lui s'il avoit à prêcher sur le même texte, il diroit la même chose. Il ne laissa pas après cela de vouloir les faire passer pour seditieuses; & quand cette inégalité lui fut reprochée, il repondit sans s'étonner qu'il ne desavouoit point ce qu'il avoit dit; mais qu'il avoit voulu montrer à La Conseillere, qu'il étoit encore trop jeune pour se jouer à un homme comme lui. De sorte que l'orgueil d'un Capucin, de qui la conduite ne devoit selon sa regle respirer que mortification & humilité, l'emporta sur le devoir de la conscience. L'Intendant envoya au Conseil ces plaintes du Capucin, & reçut en consequence un ordre d'informer, ce qu'il fit avec le plus de secret & de mauvaise foi qu'il lui fut possible. Il

Orgueil
& impu-
dence de
son accu-
sateur.

ne

ne reçut la deposition que de quelques temoins choisis ; & ayant 1676.
 envoyé ces informations au Conseil, il y fut rendu arrêt le dix-
 septième de Juillet, qui ordonnoit à La Conseillere de retracter
 en presence du Capucin, de l'Intendant, de ses Collegues, de
 tout le Consistoire, & d'une vingtaine des principaux Chefs de
 famille, ce qu'on l'accusoit d'avoir dit *temerairement* touchant le
 Roi & le Pape : après quoi il étoit interdit pour six mois, & en-
 voyé à Nantes passer ce tems-là. On fut averti un peu trop tard
 que cet arrêt se preparoit, & on n'eut pas le tems de le prevenir,
 mais on crut qu'il ne seroit pas impossible de le faire revoquer.

Les Deputez des Provinces qui étoient à Paris se chargerent de
 cette affaire ; & même le Deputé General promit d'en parler au
 Roi, & de lui temoigner que les Ministres se laisseroient plutôt
 mettre en pieces, que d'obeir à des arrêts de cette nature. De

sorte que de ce côté-là tous les avis alloient à n'executer point
 cette condamnation flétrissante, & à souffrir la prison plutôt que
 de se soumettre ; parce qu'on esperoit qu'un arrêt rendu sans for-
 malité ; sans ouïr l'accusé ; sans recoller ni confronter les temoins,
 seroit aisément sursis ou cassé. On disoit même que La Vrilliere
 l'avoit trouvé injuste, & qu'il avoit écrit au Marquis de Château-
 neuf son fils qu'il étoit necessaire de revoir l'affaire du Ministre,
 & de rendre un arrêt moins rigoureux. Mais ailleurs on ne re-
 garda pas la chose du même côté. On fit peur à La Conseillere
 & à sa famille des suites d'une desobeissance ; & les avis furent si
 partagez sur l'exécution ou l'inexécution de l'arrêt, qu'il n'y eut
 pas moyen de les reduire à l'uniformité. Les uns quelque peu
 chancelans dans leur avis, ne disoient qu'à demi qu'il falloit deso-
 beir ; parce qu'ils craignoient qu'on ne les accusât de vouloir fai-
 re les zêlez aux depens d'autrui ; les autres disoient nettement
 que c'étoit un mauvais pas, dont il se falloit tirer au plutôt par
 l'obeissance : fort peu furent positivement d'avis de n'obeir pas.

La Conseillere embarrassé de cette diversité, pressé par les con-
 seils domestiques d'une belle-mere & d'une femme, étourdi des
 avis de plusieurs des membres de l'Eglise où il étoit extraordinairement
 aimé, & qui croyoient tout perdu s'il n'obeissoit ; & sur
 tout incommodé de deux Gardes qu'on avoit mis en garnison chez
 lui, pour vivre à discretion ; & qui en peu de jours lui depense-
 rent trois ou quatre cens francs, prit le party d'executer l'arrêt.

1676. La chose se fit chez l'Intendant, qui donna tout l'éclat qu'il put à ce triomphe du Moine; & qui exigea la signature de tous les assistans, quoi que l'arrêt ne l'ordonnât point. La Conseillère fit ses protestations; mais on ne voulut ni les écrire, ni les écouter. Après cela il fut envoyé à Nantes, où il fit imprimer son Sermon avec une préface qui contenoit ses justifications, & qui mettoit en beau jour l'injustice qu'on lui avoit faite.

Exemptions des non-
veaux
conver-
tis.

On n'oublioit pas au milieu de ces affaires de chercher des expédiens pour inviter les Reformez, par quelque aparence d'utilité, à changer de Religion; & dans cette pensée on accorda par un arrêt du neuvième d'Octobre, aux nouveaux *convertis* du Languedoc l'exemption d'être nommez Sequestres, Tuteurs, Curateurs ou Commissaires. Cette grace devoit durer trois ans, à commencer du jour qu'ils auroient fait profession de la Religion Romaine: & le Roi vouloit que ceux qui avoient été nommez avant l'arrêt, depuis leur *conversion*, jouissent de ce privilege, & fussent dechargez de la nomination.

Enlevemens
d'enfans.

Cependant plusieurs des Deputez étant demeurez à Paris, ils s'assemblerent assez souvent, & ne manquoient jamais de matieres nouvelles dans leurs conferences. Ils parloient souvent aux Secretaires d'Etat, & leur presentoient presque tous les jours de nouvelles plaintes. Ils recevoient de tous côtez des avis de ce qui se passoit, & des memoires de toutes les injustices qu'on faisoit dans toutes les Jurisdicitions. On leur envoyoit principalement de frequens memoires touchant l'enlevement des enfans, que les Juges autorisoient sans consideration ni de l'âge, ni des autres circonstances. On avoit érigé à Londun une de ces Maisons qu'on apelloit *de la Propagation de la Foi*, & on lui donnoit le nom singulier de *Maison des filles du Seminaire de l'union Chrétienne*. Tout étoit permis au zèle des devotes qui avoient le gouvernement de cette Maison. Elles alloient sans façon prendre les enfans dans la maison de leurs peres; & quand elles s'en étoient emparées, on ne les pouvoit plus tirer de leurs mains. L'avarice étoit l'aiguillon de cette fausse pieté. Ces filles profitoient du travail de leurs *converties*, quand elles favoient faire quelque ouvrage; & d'ailleurs elles se faisoient adjuger de bonnes pensions pour leur entretien. Quand quelque jeune fille étoit en reputation de travailler bien, cela valoit de titre à ces devo-

Zèle in-
teressé
des devo-
tes de
Londun.

tes pour prétendre qu'elle se vouloit faire Catholique. Elles en 1676
avertissoient le Juge, & cela suffisoit. Les procès verbaux étoient
toujours dictés par le zèle de Religion; ces filles demandoient
toujours de leur bon gré d'être instruites à la Religion Catholique;
après cela elles étoient perduës pour père & mère, à qui on ne
permettoit plus de leur parler, ni de les voir. On fit ce traite-
ment dans toutes les circonstances à la fille de Louis Thibaud au
commencement de l'année. Les Ursulines d'Angers en ufoient
de même. Une fille de Pierre Chesneau, une de Jaques Poif-
son, une autre de Daniel Georges, deux d'un nommé Pasque-
neau furent menées dans ce Couvent. Les peres ou plus proches
perens firent assez de diligences pour les ravoir; mais tantôt le
Juge refusoit d'en prendre connoissance, & les renvoyoit verba-
lement aux Commissaires: tantôt il recevoit l'attestation des Re-
ligieuses, qui deposoient que ces filles étoient venues de leur bon
gré; & content de ce temoignage il laissoit la chose là: tantôt il
condamnoit les peres à payer pension à leurs filles: tantôt il or-
donnoit de communiquer la requête au Procureur du Roi, de
qui après cela on ne pouvoit tirer de conclusions. Ainsi le tems
se passoit, les filles arrivoient à l'âge requis, & on avoit le loisir
de les gagner. Une fille de sept ans fut enlevée à Tours à sa me-
re, veuve d'un nommé Berchereau. Elle en fit ses plaintes, &
decouvrit celle qui avoit fait le coup; mais celle-ci craignant les
suites de ce rapt, eut recours aux devotes de Paris, & obtint un
arrêt du Parlement qui defendoit au Juge de Tours de la pour-
suivre. La mere n'ayant pas de quoi acheter un autre arrêt à Pa-
ris, abandonna l'affaire, & n'a jamais pu savoir depuis ce que
sa fille étoit devenue. Claude du Soul demeurant dans le res-
sort de Chinon à la campagne, avoit une femme qui s'étoit con-
vertie depuis peu. Il craignoit qu'Anne du Soul sa fille ne reçût
les impressions que sa mere lui voudroit donner; & pour l'éviter
il la mit en pension à Loudun chez un Reformé. La mere la re-
clama; & quoi que suivant les Declarations les peres dussent
être les maîtres de la Religion de leurs enfans au dessous d'un
certain âge, le Lieutenant Criminel la remit entre les mains de
la mere, avec defences au père d'empêcher qu'elle ne fût instrui-
te dans la Religion qu'elle voudroit suivre. Cette fille étoit au
dessous de neuf ans.

1676. Mais dans les Vallées même on commençoit à executer les instructions du Deputé des Prélats de Turin & de Vercell. Trois hommes traînerent par force une fille nommée Madeleine Blanc, âgée de dix-sept ans, dans la maison du Curé de St. Veran dans la Vallée de Quérás; & comme elle voulut crier à la violence, ils la baillonnèrent avec un mouchoir. Cette entreprise ayant fait du bruit, le Procureur du Roi au Bailliage de Briançon se porta partie contre le pere de cette fille, & lui fit son procès, & à vingt-sept autres habitans du même yillage. Il mit la fille même prisonniere, aussi bien que tous ces accusez; mais ne trouvant pas de pretexte de rendre l'affaire assez criminelle, parce que ces pauvres gens n'avoient rien fait que se plaindre au Curé, de la violence faite à leur parente, il s'avisa d'une ruse infernale pour la rendre plus odieuse. Il fit en sorte que cette fille trouva la prison ouverte, se doutant bien que comme elle ne reconnoitroit pas l'importance de sa retraite, elle se serviroit de l'occasion, & se rendroit chez son pere. En effet elle y alla innocemment, & le Juge commis pour cette affaire en étant averti, dressa des procès verbaux de l'enlèvement de cette fille; & de l'ouverture violente de la prison, se fit accompagner de plusieurs soldats, sous pretexte de donner main forte à la Justice, entra dans les maisons des principaux, comme s'il eût eu avis que cette fille s'y étoit retirée, en mit quelques-uns prisonniers comme complices de son évafion, la reprit enfin elle-même; & la fit conduire à Briançon dans un Couvent de Religieuses, où jamais on ne put obtenir la liberté de la voir. Les autres furent traînez en prison nus en chemise; tourmentez par mille chicanes; épuisez par des condamnations de depens & d'amende; & à peine laissez en repos quand on les eut ruinez par ces injustices.

*Recher-
ches ge-
nerales
contre
les Refor-
mes.*

Environ la fin de l'année, on vit paroître un memoire qui fut envoyé presque à tous les Curez, & à tous les Juges du Royaume. Il contenoit sur trente-quatre chefs, cent six questions auxquelles il exhortoit de repondre par des instructions; & il donnoit le modele des avis qu'il falloit envoyer sur toutes ces propositions. L'Auteur protestoit dans le titre que son dessein n'étoit que d'empêcher, disoit-il, *que Messieurs de la Religion P. R. ne fussent criminels de leze-Majesté divine & humaine, en contrevenant à la volonté de Dieu, & à la Loi de leur Souverain.* Dans ces

picules

pieuses intentions il donnoit avis de s'informer des Eglises ou Chapelles que les Reformez pouvoient encore tenir : de toutes les circonstances de la situation de leurs *Temples ou Prêches*, du son de leurs cloches, de la forme de leurs exercices : du nom des *Ministres*, de leur naissance, de leurs études, des qualitez qu'ils prenoient ; des exemptions dont ils jouissoient ; de leurs biens, de leurs Sermons ; des lieux de leurs exercices : des *Synodes & Assemblées* ; des *Colleges* ; des *petites Ecoles* ; des *fondations* ; des *Cimetieres* ; du lieu, de l'heure, de la forme des enterremens, & du nombre des assistans ; du *chant des Pseaumes* ; des *mariages* ; des *enfants* ; & sur cet article il posoit que *celui qui se fait Catholique ne peut être desherité : mais que le pere ou la mere Catholique peuvent desheriter leur enfant qui se fait de la Religion P. R.* Il parloit en suite des *livres & de leurs titres*, de leurs Approbateurs, de leur distribution ; de leurs Imprimeurs : de l'observation des *Fêtes* : de l'exposition de la *viande* : de la liberté donnée ou refusée aux Curez de visiter les Reformez *malades* : des *Chirurgiens & Apotiquaires Reformez* : des *Seigneurs hauts Justiciers* ; & de tout ce qui pouvoit regarder l'exercice de leurs maisons, où, entre autres choses, il ne vouloit pas que le Prêche se fit plus d'une fois le jour : des *Officiers de Justice*, dans quelque Jurisdiction que ce fût : des *Magistrats & Officiers de police*, jusques aux *maîtres de Poste* : des *Gardes des marchands & Maîtres jurez des Metiers* ; des *Artisans* ; des *Imprimeurs* : des *Etats & des assiettes des Dioceses*, pour savoir si quelque Reformé y avoit été député : des *Seigneurs Patrons & de la collation des Benefices* : de l'assistance des Reformez aux *comptes d'Eglise* : des *dîmes & reparations* : des *aumônes* : des *dettes de Communautés* : des *Relaps* : des *Academies* pour apprendre à monter à cheval, ou même à *tirer des armes* : des *soldats* reçus aux places d'Oblat : de la diligence des Reformez à porter les extraits de leurs registres de Batêmes, de mariages & de sepultures aux Greffes des *Presidiaux ou Seneschauffées*. Toutes les questions proposées sur chacun de ces articles étoient extraites de quelque arrêt, ou jugement rendu sur cette matière : & le but général étoit de faire des procès sur les moindres choses qu'on pourroit appeller *contraventions*. C'est pourquoi l'Auteur avertissoit qu'encore qu'entre ces articles il y en eût qui paroissent de petite conséquence,

1676. il ne falloit pas pour cela negliger d'y faire reponse. En effet il étoit si malaisé, dans cette foule d'arrêts & d'Edits qui avoient été publiez depuis vingt ans, de ne violer pas, mêmes sans y penser, quelqu'une de ces defenses, que ces recherches devoient faire peur aux plus innocens, & les pouvoient enveloper dans de ruineuses poursuites.

1677. Mais les Deputez qui s'étoient retirez dans leurs Provinces, ayant été rappelés à Paris par la multitude des affaires, la Cour, avertie qu'on faisoit de nouvelles deputations voulut l'empêcher, & le Tellier écrivit de la part du Roi au Deputé General, qu'à present qu'il étoit de retour, il falloit que toutes les plaintes des Reformez fussent présentées par lui seul. Le Deputé General para le coup; & obtint permission de laisser venir les mêmes personnes qui avoient été à la suite de la Cour depuis trois ou quatre années. De sorte qu'en les attendant, ceux qui étoient à Paris dressèrent un troisiéme état de griefs, dont les articles étoient au nombre de trente-quatre, sans compter dix ou douze articles de plaintes qui ne parloient que de la Province d'Aunis. Néanmoins ce travail ne servit de rien, parce que le Roi partit de bonne heure pour son armée, & que dans les embarras des preparatifs qu'on faisoit pour la Campagne prochaine, on n'avoit pas le tems de penser aux Reformez. Mais dans les Provinces, où on n'étoit pas occupé des affaires de l'Etat, on avoit le loisir de leur faire mille injustices; & les Parlemens n'y épargnoient rien.

Inutiles diligences des Deputez des Provinces.
Celui de Bearn violoit ouvertement l'Edit de 1668. & l'arrêt de 1670. dans tous leurs articles; même dans ceux qui avoient été confirmés en particulier par des arrêts nouveaux; & les Deputez de cette Province étoient chargés de plus de cinquante articles de plaintes. De sorte qu'ils faisoient encore des tentatives au Conseil, pour obtenir au moins la grace de recuser sans expression de cause quelques-uns des Juges de ce Parlement, qui leur paroissent les plus emportés; mais leurs sollicitations furent inutiles. Le Parlement de Provence retenoit toutes les causes des Reformez, sous pretexte que la connoissance du crime d'impieté étoit renvoyée aux Parlemens par les nouveaux Edits: & sur ce fondement il faisoit à tous ceux qui vouloient se pourvoir au Parlement de Grenoble, des vexations inouïes. Le Conseil même favorisoit ces entreprises, & quand quelque Reformé, attaqué

qué par le Procureur General , se rendoit prisonnier à Grenoble, on lui refusoit des lettres de reglement de Juges, parce qu'il ne s'étoit pas remis dans les prisons du Parlement de Provence. On exposa dans un placet qui fut présenté au Roi , sept ou huit affaires suscitées à des particuliers , à qui on avoit refusé leur renvoi ; & dans le crime prétendu de qui on avoit fait glisser les mots de *blasphème* & *d'impiété* , pour avoit une raison d'en retenir la connoissance. Mais cela n'eut pas plus d'effet que le reste. 1677.

D'un autre côté on n'oublioit pas le projet de l'Abbé de Mufi, à qui après l'arrêt qui mettoit les nouveaux *convertis* des Val-lées en la garde des Ministres , on en accorda un autre qui leur donnoit trois ans de tems pour payer leurs dettes. Un autre arrêt du vingt-septième de Septembre , vidant un partage de la Chambre de Castelnau-darri , sur le sujet de l'observation des fêtes , condamna un particulier à douze livres d'amende ; & autorisa par ce moyen les recherches qu'on faisoit contre les Reformez ; qu'on alloit épier jusques dans le secret de leurs maisons. De Muin tourmentoit les Reformez de Saintonge , d'Aunix & des Isles par mille mechancetez. Le Parlement de Rouën n'étoit pas plus équitable que les autres ; & dans tout son ressort , on assujettissoit les Reformez à rendre au Sacrement le même honneur que les Catholiques. On vouloit même qu'ils se missent à genoux , au seul son de la clochette , quand ils se rencontroient dans des lieux où le Sacrement ne passoit point , & ne pouvoit être vu ; comme aux audiences , & dans les lieux où on expédioit les affaires. Le Bailli de Rouën avoit condamné une femme le neuvième de Mars de l'année precedente à vingt livres d'aumônes , parce qu'ayant été arrêtée par violence , lors qu'elle se retiroit , elle avoit refusé de se prosterner à genoux : & le vingt-quatrième de Fevrier le Juge de Caudebec avoit condamné par corps Jeanne Gilles à vingt livres d'amende , pour n'avoir pas voulu se mettre à genoux dans le Prétoire où elle attendoit l'expédition d'une cause ; quoi que le Sacrement passât dans une rue éloignée , & hors de sa vue. Les arrêts & Declarations ne contraignoient les femmes à rien , & toute la rigueur regardoit les hommes , qui selon les principes Catholiques ne pouvoient paroître la tête couverte , dans des occasions où les Catholiques paroif-

*Respect
du au Sa-
crament.*

1677. paroissoient à genoux & tête nue, sans commettre une espee d'irreverence. D'ailleurs il n'étoit parlé dans les Ordonnances que de la rencontre du Sacrement dans les ruës, non des occasions où on ne pouvoit avoir connoissance de son passage que par le son d'une cloche. De sorte que ces condamnations excedoient de beaucoup les termes des Edits. Mais le Parlement de Rouën faisoit pis que tous les Juges subalternes. Jean Fourgon, habitant de Rouën, ayant rencontré le Sacrement sans pouvoir se retirer, ôta son chapeau, pour éviter l'insulte du peuple qui crioit sur lui. Le Prêtre n'étant pas content de cette marque de respect, le prit lui-même au collet, & le traîna à l'audience. Le Parlement approuva l'action du Prêtre, condamna Fourgon à vingt livres d'amende, aux depens du Prêtre, & au coût de l'arrêt; & lui défendit de recidiver à peine de punition corporelle. Il ordonnoit d'ailleurs à tous les Reformez de se mettre à genoux en de pareilles rencontres: & l'arrêt fut publié & affiché avec beaucoup de ceremonie. Mais tout cela n'étoit qu'un jeu en comparaison des entreprises du Curé du Belat, paroisse à trois lieues de la Ferté sous Jouarre. Il montoit à cheval pour se divertir, & prenant en croupe un valet, il portoit le Sacrement avec lui la tête couverte: mais quand il rencontroit quelqu'un, il lui monroit cet objet d'adoration, & lui commandoit de se mettre à genoux. A son refus il le mettoit en Justice, & le faisoit condamner à quelque amende, qu'il appliquoit à sa propre utilité. On dit même qu'ayant le Sacrement à la main, il alloit sans nécessité heurter à la porte des maisons où les Reformez habitoient; & qu'aussi-tôt que quelqu'un paroissoit à la porte ou à la fenêtre, il leur commandoit de se prosterner, & à leur refus il les faisoit mettre à l'amende.

Insolentes entreprises d'un Curé.

Redoublement de sollicitations.

Il fallut néanmoins attendre le retour du Roi, pour demander justice sur toutes ces plaintes: mais aussi-tôt qu'il fut possible les Deputez se rassemblèrent; & Du Bosc revint à Paris pour renouveler leurs sollicitations accoutumées. Deux choses paroissoient alors les plus importantes & les plus pressées: l'exclusion des Ministres de fief des Synodes; & l'arrêt du Parlement de Rouën contre Jean Fourgon. Quoi que cette affaire fût particuliere à la Normandie, on la regardoit comme generale, à cause de l'exemple que les autres Parlemens en pouvoient prendre,

dre, & qu'il s'agissoit d'un article important d'une Declaration solennelle, qui étoit violé ouvertement. On avoit donné quelque parole avant le depart du Roi de pourvoir à ces deux affaires: mais on n'en fit rien, & seulement le Roi ordonna sur la dernière que les motifs de l'arrêt lui seroient envoyez par le Procureur General: mais on trouva cette fois la conjoncture plus favorable. La Cour vouloit la paix: & il n'étoit pas inutile pour cela de faire paroître quelque rayon d'équité dans les affaires de Religion, afin que les Agens de France pussent le faire valoir à l'avantage de leur maître chez les Protestans étrangers. On accorda donc le vingt-troisième de Juillet un arrêt de surseance de celui qui avoit été donné contre les Ministres de fief. Les Deputés des Academies demeurèrent exclus des Synodes: mais il fut permis d'y recevoir les Ministres de fief, comme on avoit accoutumé, jusqu'à ce qu'il en eût été autrement ordonné. Cela remit les Provinces en état de tenir leurs Synodes à l'ordinaire. Pour l'arrêt du Parlement de Rouën, on ne put le faire passer: mais par un arrêt du Conseil du sixième d'Août il fut confirmé à l'égard de la condamnation contre Fourgon, & au surplus, sans y avoir égard, le Roi ordonnoit que l'article de la Declaration de 1669. fût executé selon sa forme & teneur, à peine de punition contre les contrevenans.

*Surseance
de l'ex-
clusion
des Mi-
nistres
de fief.
LXXXI.*

*Rencom-
re du
Sacro-
ment.
LXXX.*

Pendant que cet esprit animoit encore le Conseil, trois Orfèvres de Dieppe en profiterent. Ils avoient été reçus dans les formes accoutumées: mais un Catholique du même Metier appella de leur reception à la Cour des Monnoyes, qui avoit donné six ou sept ans auparavant un arrêt, par lequel il étoit defendu de recevoir des Maîtres Reformez en plus grand nombre que les Catholiques. Ce Catholique y fut reçu appellant, & obtint commission pour y faire assigner les parties. Ceux-ci se pourvurent au Conseil, & y firent rendre un arrêt le vingt-troisième de Juillet, qui les dechargeoit des assignations qui leur avoient été données, leur permettoit de tenir boutique ouverte, & defendoit à toutes personnes de leur donner empêchement, à peine de quinze cens livres d'amende, & de tous depens, dommages & intérêts.

*Arts &
Metiers.
LXXXI.*

Cependant de Muin troubloit tout dans le ressort de son Intendance, & il ne tint pas à lui qu'il n'achevât de desoler l'Eglise.

*Inutile
tentative
contre les
se*

1677. *Reformez de la Rochelle.* se de la Rochelle. Il se voulut prevaloir de l'Ordonnance qui avoit fait tant de mal quinze ou seize ans auparavant : & il écrivit au Conseil que le nombre des Reformez augmentoit dans cette ville par les nouveaux habitans, qui n'en étant pas originaires, n'avoient pas droit de s'y établir. Il demanda des ordres pour en informer ; & les premiers qu'on lui envoya ne lui ayant pas semblé assez simples, il en reçut de plus précis d'atz du troisième de Fevrier de cette année. Les Reformez avertis de ce dessein, tâcherent de parer le coup par des remonstrances, & des requêtes qu'ils présenterent au Conseil : mais cela n'auroit servi de rien, sans la protection que leur donna le Marechal de Navailles, qui avoit été leur Gouverneur, & qui commandoit alors l'armée de Catalogne. Ils lui donnerent avis de ce qui se passoit ; & il eut la generosité d'écrire en leur faveur. Il rejeta ce projet sur l'esprit ardent de Bomier, qui, s'il en étoit cru, requeroit la Rochelle bien tôt en desert ; & il temoigna que les Reformez lui avoient toujours paru utiles pour le service du Roi, & prompts à exécuter ses ordres. Cette lettre fit tant d'effet, que de Muin reçut des ordres nouveaux qui lui défendoient de juger ; & qui lui enjoignoient seulement d'envoyer au Roi un procès verbal du droit prétendu par ceux qui étoient déjà assignez, sans en faire assigner d'autres. C'étoit là le tour que le Conseil donnoit depuis quelques années aux affaires qu'il vouloit assoupir, & sur lesquelles il ne jugeoit pas à propos de faire de décision favorable. Quand ces ordres arriverent, il y avoit déjà trois cens quatre vingt familles assignées ; & entre les autres celles qui avoient été rétablies par les Ordonnances des Commissaires. Le procès verbal fut dressé, & envoyé à la Cour, où l'affaire n'eut point de suite.

Artifices & chicanes de l'Intendant de Muin.

Durant le cours de cette chicane, de Muin se fit envoyer une Commission pour les affaires de l'Edic, & il la reçut datée du dix-septième de Mars, avec une lettre de Cachet pour un Adjoint, dont le nom étoit en blanc. Il ne voulut point continuer la Commission au Marquis de Loire, qui joignoit à beaucoup de zèle & de moderation une grande connoissance des affaires de cette nature. Mais il mit en sa place un Gentilhomme plein d'honneur & de vertu, qui avoit porté les armes toute sa vie, & qui ne s'étant jamais mêlé d'affaires, paroissloit fort propre à être

être surpris par les artifices de la chicane. Ce Gentilhomme, nommé le Vasseur Fargot, connoissant son foible, fit ce qu'il put pour se défendre d'accepter la Commission, mais enfin il la reçut par le Conseil même des Ministres de la Rochelle. Aussitôt qu'il l'eut acceptée, de Muin lui rendit un piège où il se laissa tomber innocemment. Il lui persuada qu'il falloit rendre une Ordonnance qui serviroit à faire que les Ministres fussent exactement payez de leurs gages: & qui porteroit que des sommes de deniers que les Reformez avoient faculté de lever sur eux, conformément à l'Edit de Nantes & à la Declaration de 1669. il en seroit fait des impositions par les Anciens des Consistoires des lieux sur les particuliers de la même Religion, que les rôles en seroient arrêtez en présence du Magistrat, & autorisez par l'Intendant: en conséquence de quoi ils seroient exécutoires contre tous ceux qui seroient compris dans le rôle. Cette Ordonnance maligne au dernier point, qui tendoit à ôter aux Reformez tous les moyens de pourvoir à la subsistance de leurs Eglises, qu'autant qu'il plairoit à ce cruel Intendant de les autoriser, & qui dérogeoit à l'usage de la plupart des Eglises, qui levoient dans cette Province les gages de leurs Ministres par forme d'imposition, dont ils faisoient arrêter les rôles par la Chambre Mi-partie de Guyonne, fut signée des deux Commissaires. De Muin la fit enregistrer: & de peur que ce ne fût pas assez pour en tirer les avantages qu'il pretendoit, il la fit confirmer par un arrêt du Conseil du vingt-troisième de Juillet. L'exposé de l'arrêt étoit bien plus malin que celui de l'Ordonnance. Il portoit que depuis plus de vingt ans il s'étoit glissé *un abus intolérable*, par lequel dans la plupart des Consistoires du ressort de cette Intendance, on levoit des deniers sous le prétexte des gages des Ministres, sans assistance d'un Juge royal, & qu'on mettoit ces rôles à exécution, sans être signez d'autres que des Anciens. Aussitôt il fit assigner les Eglises pour la représentation de leurs rôles: & il reçut les Deputez que quelques-unes lui envoyèrent plutôt en homme hors de sens, qu'en Ministre d'un grand Roi. Tous les discours ne furent que des moqueries, des menaces, des emportemens, dont jamais les soumissions & les respects de ces pauvres gens ne purent arrêter le cours. Du Fargot voyant l'effet de la surprise qu'on lui avoit faite, en parut outré de dou-

1677. leur; éclatta; fit ses plaintes à l'Evêque, à l'Intendant, au Conseil même, voulut remettre sa Commission: & il fallut que ceux même à qui, sans y penser, il avoit fait ces affaires, le consolassent lui-même & lui fissent reprendre courage. Cet accident le rendit plus réservé, & comme il avoit reconnu la mauvaise foi de l'Intendant, il se défia toujours de lui; & ne se gouverna plus que par le Conseil des personnes qui avoient de l'intelligence dans les affaires.

*Liberté
de con-
science
& su-
borna-
tions.*

LXXXII.

Cependant le même jour vingt-troisième de Juillet de Muin fit encore donner un autre arrêt sur un exposé tout plein de faussetez, & d'expressions envenimées. Il disoit qu'encore qu'il n'y eût ni Declaration, ni Edit qui permît aux Catholiques de se *pervertir*, néanmoins le Roi étoit informé que dans tout le ressort de cette Intendance les plus puissans subornoient les Catholiques sous prétexte de mariage, ou par des menaces, ou par des calomnies contre la Religion Romaine. Il s'en prenoit aux Ministres, qu'il accusoit de *malice*, & de mettre *tout en œuvre* pour ces prétendues subornations. C'est pourquoi il faisoit desenfes de se servir de ces moyens à peine de mille livres d'amende. L'adresse de cet arrêt étoit faite à l'Intendant; à qui on donnoit par là belle occasion de faire des affaires à tout le monde. Ainsi dans un même jour un même Conseil faisoit aux mêmes gens de legeres graces, & d'extrêmes injustices: & de peur qu'on ne crût qu'il avoit changé de maximes & d'esprit, il ne faisoit que des faveurs imparfaites, pendant qu'il autorisoit des rigueurs ourrées. Il se contentoit de donner des *surseances* de quelques vexations aux Reformez, & en même tems il donnoit de nouveaux pretextes aux violences & aux chicanes des Intendants. De Muin voulut obliger par une Ordonnance du premier de Septembre les Ministres à lire cet arrêt à la fin de leurs Sermons.

*Exemptions
& qualitez
des Mi-
nistres.*

LXXXIII.

Néanmoins tout cela n'avoit pas encore épuisé son zèle. Il trouva une nouvelle occasion de l'exercer, dans un procès qu'on avoit fait aux Ministres de Marennes & de Soubize, nommez Crespin & De Geac. Celui-ci avoit eu besoin de quelques extraits de Synodes, pour se défendre d'être imposé à la taille, & son collègue les avoit signez. Dans ces actes les Reformez étoient appellez *Fideles*, & on donnoit aux Ministres le nom de *Pasteurs*. La cause étant portée devant les Commissaires, il y eut partage
sur

sur le droit de prendre ces qualitez : mais principalement sur l'exemption des Ministres. De Muin fut d'avis que de Geac 1676. pouvoit être imposé pour ses immeubles & heritages, qu'il tenoit à titre de succession ou d'aquêt ; & le partage ayant été porté au Conseil, y fût vuïdé à l'ordinaire par un arrêt de l'onzième de Septembre ; c'est-à-dire que l'avis de l'Intendant fut confirmé dans toutes les parties. Il fut défendu aux Ministres de se nommer autrement que *Ministres de la Religion prétendue Reformée* ; & de donner à ceux de leur Religion la qualité de *fideles* : & de Geac fut condamné à payer la taille pour ses immeubles. De Muin ayant reçu cet arrêt le fit afficher avec son Ordonnance ; où bien que l'arrêt ne parlât que du seul de Geac, il commandoit à tous les Assesseurs & Collecteurs des tailles de comprendre à l'avenir tous les Ministres dans les rôles, en considération de leurs fonds & heritages. Comme on y voulut comprendre La Forêt Ministre de Mauzé, De Muin apprit qu'il étoit Gentilhomme, & par conséquent exempt de cette vexation. Cela lui fit prendre un admirable expedient, savoir de mettre à la taille les Eglises même : & en effet il en taxa plusieurs d'Office : & par caprice il en exempta quelques-unes. Mais avant que ce rare expedient pût être executé, le Roi y pourvut par un arrêt du troisième de Decembre, qui sur la requête des Ministres, à laquelle il avoit *aucunement égard*, donnoit *surseance* de celui du mois de Septembre, en ce qui regardoit leur imposition à la taille, & vouloit que jusqu'à ce qu'il en eût ordonné autrement, on en usât comme auparavant.

LXXXIV.

Je ne dois pas taire une autre faveur que le Roi fit encore aux Reformez de Bretagne, à son retour de l'armée. L'Evêque de Rennes, qui étoit mort depuis peu, avoit publié quelques années auparavant une Ordonnance, qui défendoit aux Catholiques de son Diocèse de l'un & de l'autre sexe, de se louer aux Reformez, & de demeurer chez eux en qualité de serviteurs ou de servantes : & pendant la vacance du siège, les Grands Vicaires l'avoient fait lire dans quelques paroisses. Le Roi leur écrivit une lettre de Cachet, par laquelle il leur ordonnoit de révoquer cette Ordonnance, comme contraire à ses intentions, & préjudiciable au bien public : & d'en faire publier la revocation dans toutes les paroisses du Diocèse, afin que personne n'en prétendit cause d'ignorance.

*Defenses
aux Ca-
tholiques
de servir
les Refor-
mez.*

1677. J'ai beaucoup parlé ci-devant des projets de réunion ; & j'ai
Réunion
des Reli-
gions. rapporté comment, dans plusieurs Provinces, on avoit éludé les
 entreprises des Accommodeurs. Cependant les difficultez n'avoient
 pas fait perdre courage à tous ceux qui s'étoient entêtés de cette
 chimere. Dize, qui avoit été Ministre à Grenoble, & qui
 étoit actuellement Professeur en Theologie à Die, fit un écrit sur
 ce sujet, & s'imagina qu'il avoit trouvé le moyen d'une parfaite
 reconciliation. Son projet néanmoins n'eut pas le bonheur de
 plaire au Synode de la Province, qui lui defendit de le publier,
 ou de le communiquer. Mais Dize préoccupé par les cagecoleries
 du President de la Berchere, qui lui faisoit espérer de son tra-
 vail de grandes recompenses & de grands effets, n'en voulut pas
 croire le Synode. Il fit un voyage à Paris, chargé des recom-
 mandations du President pour les principaux du Conseil. Les
 Ministres du lieu ayant été avertis de son dessein, tâcherent
 d'avoir communication de son écrit, afin de le détourner de le
 faire paroître. Ils n'y gagnerent rien : Dize sans le leur avoit
 voulu montrer, le fit voir à l'Evêque de Condom. Cette pi-
 ce ne pouvoit plaire aux Catholiques, parce que l'Auteur leur
 faisoit trop relâcher, & que sous d'autres expressions il faisoit
 passer la plupart des articles de la doctrine Reformée : de sorte
 qu'il s'en revint sans approbation & sans recompense, ayant
 scandalisé ses freres, sans avoir gagné la bienveillance de leurs
 ennemis. On pensa même lui faire des affaires criminelles, pour
 le payer de ses bonnes intentions : mais le President son protec-
 teur l'en mit à couvert. Pour le Synode, il n'osa l'entreprendre
 sur cette conduite, dans un tems où on craignoit que la Cour
 ne le trouvât mauvais. Sans le déposer donc, on fit un traité
 avec lui, par lequel on lui laissoit les gages de Professeur, mais
 par forme de decharge on lui en ôtoit les fonctions. Il mou-
 rut quelque tems après, & repara la faute qu'il avoit faite dans
 cette occasion, par une declaration de ses sentimens qu'on trou-
 va fort édifiante.

Conver-
sions in-
teressées. Mais si on rejetta les ouvertures de Dize pour la réunion, le
 zèle des *Convertisseurs* en imagina de bien plus rares & plus effi-
 caces. L'Evêque de Grenoble, qui a été fait Cardinal par le
 Pape Innocent XI. quoi qu'il n'eût ni la nomination du Roi, ni
 la recommandation des Jésuites, & qui est aujourd'hui connu
 sous

sous le nom du Cardinal le Camus, semble avoir été l'inventeur de ces nouveaux expédiens. Au moins il est certain qu'il fut un des premiers qui les fit valoir dans son Diocèse, & dans la Vallée de Pragelas. On s'avisa donc de mettre les conversions à prix, & d'inviter le menu peuple par l'esperance de quelques profits à se réunir à l'Eglise Catholique. Ces profits étoient si peu considérables, qu'à peine peut-on s'imaginer qu'il y eût au monde des âmes assez basses pour être sensibles à ces honteuses amorces. On donnoit à ceux qu'on vouloit ramener dans la Communion Romaine, deux, trois, quatre ou cinq pistoles, selon la qualité des personnes, ou le nombre de ceux dont la famille qu'on vouloit gagner étoit composée. On alloit quelquefois, mais rarement, jusques à cent francs, & pour se porter à cet excès de libéralité, il falloit que le coup valût la dépense. De sorte qu'avec une somme d'environ six mille livres, on se vantoit d'avoir une liste bien certifiée d'environ huit cens convertis. On faisoit extrêmement valoir au Roi ces glorieuses conquêtes; & on obtint de lui qu'il dédit à cet usage les revenus des Abbayes de St. Germain des Prez & de Cluni, & le tiers des oeconomats, c'est-à-dire du revenu des Benefices qui tomboient en Regale, & dont le Roi jouissoit pendant la vacance. Tout cela ensemble faisoit une fort petite somme, si on la compare au grand-dessein qu'on avoit de surprendre le menu peuple par cette ombre de beneficence. C'est pourquoi il falloit y garder un menage difficile à croire: & à dire le vrai je ne sai ce que la posterité trouvera ici de plus étonnant, ou qu'on ait employé des moyens de cette nature dans des affaires de Religion; ou qu'on y ait observé une si absurde oeconomie; ou qu'on ait eu tant de peine à faire un fond considérable pour un dessein qu'on estimoit si saint & si important. Il semble que ce devoit être: la proprement l'affaire du Clergé; & qu'il auroit bien pu consacrer à cet ouvrage une assez grosse partie de ses immenses revenus, pour ne s'exposer pas au reproche de ce sordide menage. Mais voilà où revient le zèle de ce Corps avare & ambitieux. Pour détruire une Religion qui donnoit de la jalousie à la sienne, il étoit toujours prêt à donner des avis, à exercer les plus criantes injustices, à autoriser les plus malignes chicanes, à se noier des plus honteuses perfidies: mais l'importance de ce projet

1677.

Sordide
menage.

ne

1677. ne le pouvoit porter à ouvrir sa bourse ; & il auroit plutôt abandonné le *saint* ouvrage des *conversions*, que d'en faire lui-même les frais. D'un autre côté, puis qu'on rejettoit cette depense sur l'Epargne du Roi, il semble qu'on devoit y conserver la bienveillance de sa grandeur ; & lui faire faire des liberalitez dignes de lui. On épuisoit le peuple par les prodigieux impôts qu'on levoit sur lui sous le pretexte de la guerre : cependant de tant de millions on ne pouvoit épargner de quoi acheter des gens, de qui la Religion tenoit à trois ou quatre pistoles ; & il falloit pour cela chercher de nouveaux fonds casuels, embrouillez & insuffisans pour cette entreprise.

Dont Pelisson est le dispensateur.
LXXXV.

Le projet de cette nouvelle methode semble n'avoir été formé qu'en 1676. parce qu'on vouloit que les certificats des *conversions* pour lesquelles on demanderoit recompense, fussent preuve qu'elles n'avoient pas precedé cette année. Pelisson qui avoit long tems fait consister sa gloire à passer pour bel Esprit, qui depuis la mort de Morus avoit embrassé la Religion Romaine, & qui de celebre *Converti* étoit devenu enfin celebre *Convertisseur*, étoit le *Banquier* sur qui les lettres de change, d'où les depens de ces *conversions* seroient payez, devoient être tirées : & c'étoit lui qui dressoit les memoires selon lesquels les *Convertisseurs* subalternes devoient se conduire. On decouvrit ce honteux negoce par une lettre du douzième de Juin 1677. qu'il écrivoit à l'Evêque de Grenoble ; avec une copie d'un memoire qu'il avoit dressé pour les Evêques de Languedoc. Il y reveloit tout le mystere de ce trafic ; & il avertissoit les Prelats qui entroient *charitablement dans ces sortes de soins*, qu'ils ne pouvoient *mieux faire leur cour au Roi*, devant les yeux de qui *ces listes de Convertis* devoient repasser, qu'en observant les regles de ce memoire : c'est à dire en faisant beaucoup de *conversions* pour peu d'argent. Au reste il ne se chargeoit que des *conversions* à faire, & declaroit qu'il s'étoit engagé, comme *par contract*, de ne parler point au Roi de celles qui étoient déjà faites. De sorte que pour avoir part à ces liberalitez, il falloit bien se garder de se faire Catholique avec une espece de bienveillance, sans marchander, & comme par un mouvement de conscience. Il étoit necessaire de faire son marché, & de prendre ses sûretes : autrement on ne tiroit rien, si on n'étoit appuyé de quelque recommandation
puis-

puissante, - Cette maxime a été constamment suivie à la Cour: 1677.
 & plusieurs Officiers, à qui on avoit souvent dit que leur Religion seule les empêchoit d'être avancez, ayant voulu lever cet obstacle par leur *conversion*, apprirent à leurs dépens qu'ils s'étoient *convertis* un peu trop cavalierement. Quelqu'un d'eux entre autres s'étant vanté de son changement au Marquis de Louvois, comme d'une chose qui devoit le faire avancer, ce Ministre, qui sembloit fait exprès pour mortifier les gens qui avoient affaire à lui, le felicita d'abord sur son heureuse réinon; mais au lieu de lui promettre sa faveur & sa protection, il lui declara sechement que les bienfaits du Roi n'étoient pas pour les *Convertis*, mais pour les gens à *convertir*. Au reste Pelisson a continué jusques à la fin ce ridicule negoce: & tout ce que le tems apporta de changement à sa methode, fut que pour donner plus de vertu à ces petites gratifications, on y ajouta la crainte des Archers & des Dragons, dont on menaçoit les opiniâtres.

FIN DU QUINZIÈME LIVRE.

HISTOIRE

DE

L'EDIT DE NANTES.

TROISIEME PARTIE.

LIVRE SEIZIEME.

SOMMAIRE DU XVI. LIVRE.

I Ntrigues de la Cour de France pour la paix. Qu'elle conclut enfin avec les Provinces Unies. Changement de Deputé General. Serment de fidelité exigé d'un Ministre. Liberté d'habitation des Ministres. Rigueurs exercées contre les Relaps. Visite des malades. Histoire des enfans de Pierre Roger. Transaction qui depouille la mere du droit d'éducation. Arrêt de restitution. Gardes des metiers. Dettes & affaires des Convertis. Domestiques Catholiques. Commission pour le renouvellement des Edits. Chicanes du Clergé de Foix. Desolation de l'Eglise de St. Hippolyte. Histoire de l'auteur de sa ruine. Noire mechanceté. Procès intenté aux particuliers. L'affaire change de face. Arrêt precipité. Bancs du Temple de la Rochelle réduits à l'uniformité. Armes du Roi laissées sur une des portes : puis ôtées. Gages des Ministres. Paix de Nimegue. Conjuratien des Jesuites d'Angleterre. La Messe dite à Geneve. Reprise du jugement des partages. Eglises interdites. Suite de jugemens semblables. Declaration contre les Relaps. Autre qui ordonne la signification des abjurations. Commissaires Catholiques introduits dans les Synodes. Cessation de l'exercice pendant les visites Episcopales. Suppression des Chambres Miparties. Temoignage rendu aux Reformez sans y penser. Renvoi des matieres édificales. Juges des Seigneurs Hauts Justiciers. Arrêts notables du Parlement de Paris. Plaidoyer de l'Avocat General. Offices de Procureurs à Montpellier. Avis de l'Intendant de Languedoc sur ce sujet. Provisions cassées nonobstant la clause de la Religion qui y étoit exprimée.

primée. Ecoles. Serment exigé des Ministres. Résolution de ceux de la Rochelle. Exercice à droit de fief. Importantes questions de Droit décidées. Procès fait à Elie Merlat. Réponse au livre du Renversement de la Morale. Apologie de la Morale des Reformez. Défenses & condamnation de Merlat. Arrêt sur l'appel : son execution. Affaires suscitées à d'autres Ministres. Procès criminel intenté à Lortie. Nouvelles accusations contre le même. Histoire de la constance d'une femme de qualité. Sentiment commun sur la retraite volontaire des Ministres attaqués. Effet de la constance de quelques-uns. Jugement des partages. Eglise de Caen conservée. Etat de l'Angleterre. Artifices de la France. Ecrit du Chancelier Wheler touchant le traitement fait aux Reformez. Déclaration qui exclut les Reformées des fonctions de sages femmes. Oppositions à cette Déclaration : de la part même des Catholiques. Requête présentée au Roi. Raison de l'éluder. Réponse insultante d'un homme sans nom. Sermon fait à Charenton. Nouveau Missionnaire qui tourmente les Ministres. Son caractère. Il attaque Claude & Du Bosc. Liberté de Conscience ôtée aux Catholiques. Considérations sur cette Déclaration. Les Reformez sont exclus de toutes les fermes royales. Moyens pour les priver des emplois de Finances. Assemblée du Clergé. Harangue de ses Deputés au Roi. Comparaison des injustices faites en France aux Reformez, avec le supplice des Jésuites d'Angleterre. Défenses de traiter avec les Reformez pour le recouvrement des tailles. Délai aux Convertis de payer leurs dettes. Impositions & levées de deniers. Défenses de contracter mariage entre personnes de diverse Religion. Commandement aux Juges de visiter les Reformez malades. Reformez exclus des moindres Offices. Eglises interdites. Carentan lieu de Bailliage est condamné. Suite du jugement des partages. Eglises de Poitou. Effets des Déclarations précédentes. Insigne perfidie. Défenses d'empêcher les ondoyemens. Visite des malades. Manière dont les Juges faisoient ces visites. Hardiesse des Prêtres. Exemple remarquable. Exemples funestes de la même chose. Nouvelles Déclarations sur ce sujet. Blasphèmes prétendus. Compétence des Prevôts. Apprentifs. Offices de Notaires, Procureurs & Sergens. Offices d'autre nature.

1678.

*Intrigues
de la
Cour de
France
pour la
paix.*

¶ Ependant rien n'arrêtoit les progrès de la France du côté de l'Allemagne & des Pais-Bas. Il sembloit que les'étrangers eussent perdu l'art de se défendre ; & que la victoire & la prospérité eussent fait une alliance éternelle avec les François. Mais au milieu des succès qui élevoient la gloire du Roi au plus haut degré , il y avoit des raisons secrètes qui faisoient desirer la paix : & pour y parvenir le vainqueur faisoit plus d'avances que les vaincus. Le Royaume n'en pouvoit plus. Le Roi d'Angleterre , quoi que Mediateur , commençoit à prendre ombrage des conquêtes de son voisin : & le Parlement encore plus jaloux des avantages de la France, étoit absolument porté à rompre avec cette puissante Couronne. Le Prince d'Orange avoit beaucoup de credit dans ce Parlement ; & le Roi même avoit pour lui une si haute estime, une si tendre amitié , une si grande confiance , qu'il ne prêtoit plus l'oreille qu'à ses conseils. Il lui donna en mariage la fille aînée du Duc d'Yorck , quoi que ce Duc ne fût pas content de cette alliance. Il entra même dans une ligue avec les Provinces Unies ; & leur donna des Troupes : & il auroit été vigoureusement secondé de son Parlement , qui souhaitoit ardemment que la France fût abaissée , si ce changement des affaires n'eût plutôt porté les Alliez à faire la paix , qu'à continuer la guerre. Ce nouvel embarras obligea la France à retirer de Sicile les Troupes qu'elle y avoit , & Messine qui s'étoit soumise au Roi avec beaucoup de solennité , fut abandonnée à la vengeance de son premier maître , sans qu'on prit même de mesures pour prévenir la rigueur des châtimens dont elle étoit menacée. Ces petites disgraces faisoient craindre quelque fatale révolution , & obligeoient le Conseil à mettre tout en usage , pour terminer une guerre dont les bons succès même étoient ruineux. Le dessein étoit néanmoins de faire la paix avec hauteur , & d'en donner les loix en maître. Le meilleur moyen d'y réussir étoit de diviser les Alliez , & de rompre leur redoutable union par quelque coup de Politique , qui les obligéât à recevoir la paix aux conditions qui leur étoient proposées. Mais de tous les Alliez , il n'y en avoit point qu'il fût plus utile de gagner que les Provinces Unies , soit parce qu'étoient elles qui fournissoient de l'argent à tous les autres , soit parce

parce qu'en les mettant hors d'intérêt, la France se déchargeoit 1678
aussi de l'Angleterre, qui n'entrant dans la Ligue qu'en faveur
du Prince d'Orange, ne traverseroit plus la paix, aussi-tôt que ce
Prince n'auroit plus de part à la guerre. C'est pourquoi tous les
efforts de la Cour se tournèrent à détacher les Provinces Unies
de l'intérêt general; & pour les y reduire on fit jouer deux for-
tes machines. L'une fut de pousser les conquêtes du côté qui
pouvoit leur donner le plus de jalousie: l'autre fut de leur offrir
la paix aux conditions les plus honorables qu'ils pussent esperer;
dans la conjoncture des affaires. On réussit des deux côtez. La
prise de Gand, d'Ypres & du Fort de Leuven fit craindre à
ces Provinces, encore étourdies de l'orage qui les avoit presque ac-
cablées, que les François ne s'établissent dans leur voisinage: & les
offres de restituer les places qui leur faisoient le plus d'ombrage;
de convenir d'une barriere qui les delivreroit de la crainte d'une
subite irruption, & de leur accorder un Traité de commerce fort
avantageux les determinerent à la paix, qu'on négocioit depuis
long tems à Nimegue.

Elles la conclurent donc enfin vers la fin de l'Eté, & le Traité
en fut publié à Paris le premier d'Octobre, au grand regret des
Alliez, qui eurent beaucoup de peine à se contenter des condi-
tions que la France leur imposoit. Mais pendant que la Cour
étoit occupée de ces grandes negociations, les affaires de Reli-
gion demouroient toujours en surseance. Le zèle du Clergé étoit
contraint de s'accommoder aux necessitez de l'Etat, & de don-
ner un peu de relâche aux Eglises dont la ruine étoit jurée.

Dans cette conjoncture d'affaires, le Deputé General se demit
de son emploi, & il obtint du Roi que son fils aîné fût mis en
sa place. C'étoit un jeune Seigneur de qui les belles qualitez
étoient connues de tout le monde. Il étoit bien fait de sa per-
sonne, d'un esprit doux, sage, éclairé, brave sans temerité; pru-
dent sans bassesse, agreable au Roi; aimé de toute la Cour; bien
venu auprès de Ministres: & qui avoit si bien prevenu tous les
Courtisans en sa faveur, que son merite ne lui faisoit ni enne-
mis ni envieux. Sa jeunesse étonna d'abord les Eglises, qui
croyoient que dans la confusion de leurs affaires, il leur falloit
un Deputé qui eût plus de force & d'experience. Mais le pere
promit non seulement d'assister son fils de ses conseils, & de

*Qu'elle
conclut
enfin
avec les
Provin-
ces Unies.*

*Change-
ment de
Deputé
General.*

1678. prendre part à toutes les affaires qu'on lui mettroit entre les mains, mais de continuer même ses fonctions, lors que cela seroit nécessaire pour le service des Eglises: & en effet il avoit eu le soin d'en obtenir la permission du Roi. Cependant aussi-tôt qu'on eut éprouvé la capacité du fils, on reconnut qu'on n'avoit rien perdu à ce changement. On trouva en lui un homme toujours accessible; toujours prêt à marcher; plein d'expediens & d'ouvertures; faisant de son emploi le plus grand de ses plaisirs, & dans une Cour où mille agreables amusemens pouvoient amollir un jeune homme, ne donnant aux divertissemens des gens de son âge que les heures qui lui restoient après avoir fait les affaires. Ceux même qui n'avoient pas fait une entière justice au pere, & à qui sa prudence avoit paru trop timide & trop circonspecte, ne trouvoient rien dans le fils dont ils eussent raison de se plaindre; & sa diligence à obliger tous ceux qui lui parloient, prevenoit toujours la crainte qu'on pouvoit avoir qu'il ne laissât trop long tems trainer les affaires. Il ne remettoit presque jamais au lendemain. C'est dans l'exercice de cette charge, durant le tems le plus rude & le plus fâcheux, qu'il affermit son esprit dans les qualitez nécessaires à un grand homme; & qu'il acquit un merite qui lui donne aujourd'hui une grande part à la confiance, & à l'amitié d'un des plus grands Rois qui aient jamais porté couronne. Cette nomination fut notifiée aux Eglises par de simples lettres du pere & du fils, & par une lettre de Cachet adressée au Consistoire de Charenton: & elle avoit plutôt l'air d'un ordre que d'une grace. Mais les grands maux qu'on souffroit dans les choses essentielles, ne permettoient pas de regarder comme un grief ce défaut de formalité.

Serment de fidélité exigé d'un Ministre.
LXXXVI. Cependant quelques esprits plus échauffez que les autres faisoient tous les jours quelques affaires particulieres dans les Provinces; tantôt aux Ministres, tantôt à quelqu'un qu'on accusoit de quelque contravention. Ainsi l'Eglise de St. Lo ayant appelé à son service Fleuri, jeune Ministre qui avoit déjà beaucoup de reputation, & qui l'a toujours depuis bien soutenue, les Juges du lieu, à la requête du Procureur du Roi, voulurent l'obliger à prêter le serment de fidélité, avant que d'entrer dans les fonctions du ministere. Fleuri s'en defendit; & se pourvut devant les

les Commissaires, qui étoient alors Meliand Intendant de la Generalité de Caen, & de Bussi Cornet Gentilhomme Reformé, 1678. Il y eut partage entre eux sur ce sujet; & il fallut venir au Conseil pour le faire juger. On y obtint un arrêt le septième de Janvier qui ne regloit la chose que par provision: & le Roi vouloit seulement que ses Officiers en usassent à St. Lo, jusqu'à ce qu'il en eût autrement ordonné, comme on avoit fait auparavant. L'usage de ce serment s'étoit introduit dans quelques Eglises, & particulièrement à Loudun. Je ne sai ni quand cette coutume y prit naissance, ni comment cet exemple ne fut pas tiré à conséquence par tout le Royaume.

Le vingt-deuxième du même mois on donna un ordre pour faire sortir d'Aymet un Ministre nommé Du Pont, qui depuis que l'exercice y avoit été interdit, n'avoit pas laissé d'y faire sa résidence. Il n'y avoit pas de justice à lui ôter cette liberté, puis que suivant les Edits il pouvoit demeurer à son choix dans tous les lieux qui lui seroient les plus commodes. C'est pourquoi on l'accusa de faire à Aymet les exercices accoutumez, malgré les défenses. Comme de semblables accusations passoient toujours pour prouvées, quand même elles n'avoient pas une ombre de probabilité, le Roi, sans ordonner qu'on en informât, condamnoit le Ministre, & lui prescrivait le lieu de la Sauvetat pour y demeurer à l'avenir. Mais afin que cet ordre parût encore plus légitime, on y alleguoit les arrêts par lesquels il avoit été défendu aux Ministres de résider & prêcher ailleurs que dans les lieux où l'exercice étoit permis, & où ils étoient envoyez par les Synodes. Sur quoi on doit remarquer premièrement que ces arrêts parloient des Ministres qui servoient actuellement, & qui avoient des Eglises subsistantes: au lieu qu'il s'agissoit ici d'un Ministre qui ne choisissoit le séjour d'Aymet que pour sa commodité, & qui ne pretendoit y rendre que des services particuliers aux habitans Reformez, par des visites charitables. D'ailleurs il faut observer qu'il n'y avoit gueres plus d'un an que le Roi avoit sursis l'exécution de ces arrêts; & que la surseance n'étant pas levée, l'ordre ne pouvoit être légitimement fondé sur des actes de cette nature. Mais on trouva si utile pour les desseins du Clergé d'éloigner des Eglises interdites les Ministres qui les avoient servies, que peu d'années après on convertit cet ordre particulier

en

1678. en loi générale, & on leur défendit de résider dans aucun lieu où l'exercice auroit été défendu.

*Rigours
exercées
contre les
Relaps.*
LXXXVIII. Les Déclarations données contre ceux qu'on nommoit Relaps étoient exécutées à la rigueur par les Parlemens : & celui de Paris même confirma le huitième de Février la sentence rendue au Châtelet contre Marie de la Fond, prévenue de ce prétendu crime. Elle étoit condamnée au bannissement perpétuel ; à la confiscation de ses biens & à cent livres d'amende. On doit trouver moins étrange après cela que le Parlement de Bourdeaux observât les mêmes Déclarations avec la même sévérité, puis que c'étoit sa coutume que de traiter les Reformez sans miséricorde. Trois femmes de la ville d'Aymet avoient été accusées du même crime devant le Juge des lieux, qui leur avoit fait leur procès, & les avoit fait mettre prisonnières. Elles firent ce qu'elles purent pour tirer leur affaire d'entre ses mains, & pour la porter devant les Juges de Bergerac : mais cela fut inutile ; & le Juge qui étoit maître de leurs personnes, éluda toutes leurs diligences. Elles furent condamnées aux peines de l'Ordonnance ; & ce fut encore en vain qu'elles en appelèrent à la Chambre Mi-partie. Le Parlement retint la cause : le Due de Foix, qui étoit Seigneur d'Aymet, se rendit partie pour son Procureur d'office : & enfin ces femmes furent condamnées au bannissement perpétuel, à la perte de leurs biens, & à cinquante livres d'amende chacune. On leur donnoit six mois pour exécuter l'arrêt, parce qu'on esperoit pendant ce tems-là les ramener encore une fois à la profession de la Religion Romaine. Au reste il est remarquable que toutes ces femmes avoient leurs maris vivans, qui les reclamaient ; & qui ayant présenté requête à cette fin, furent mis hors de Cour & de procès.

*Visite des
malades.*
LXXXIX. On faisoit d'importunes visites aux malades en plusieurs lieux ; aussi-tôt qu'un Curé, ou qu'un Procureur du Roi se mettoit en tête qu'ils avoient de la disposition à se faire Catholiques : mais ce qui se passa là dessus à Rouën au commencement de Février, est tout à fait digne de remarque. Un particulier étant logé chez un Catholique y tomba fort malade. Son hôte s'avisa d'aller chercher le Curé de la paroisse, qui vint aussi-tôt pour le visiter, sans être ni autorisé, ni accompagné de quelque Juge. Il n'eut pas même l'honnêteté de faire la chose sans éclat, & ayant fait du bruit

bruit de la conquête qu'il ne s'attendoit pas de manquer, il fut suivi de beaucoup de populace. La malade étonné de cette visite, refusa de parler au Curé, & defavoüa son hôte qui se vantoit d'avoir été chercher ce Prêtre par son ordre. Le peuple prit ce refus pour un affront fait au Curé; & ne parloit pas moins que de rompre les portes, & de faire entrer le Curé par force. Mais Paviot, Conseiller au Parlement, arrêta cette violence avant qu'elle eût éclaté; fit retirer le peuple; & ayant reçu en particulier la declaration du malade, en l'absence de sa femme & de ses parens, renvoya le Curé, & fit monter un Ministre. Peu après Collier Conseiller au Bailliage, reçut du malade la même declaration qu'il avoit faite à Paviot: de sorte que rien ne pouvoit être mieux certifié que l'intention du malade, si solennellement déclarée à deux Juges, qui même avoient mené des Sergens avec eux pour dresser les actes, & les procès verbaux nécessaires. Cependant le Curé ne voulant pas en avoir le dementi fit présenter requête au Parlement, ou énonçant faussement que le malade l'avoit demandé, il se plaignoit que le Ministre & l'Apotiquaire lui avoient refusé la porte. Il y eut arrêt sur ce sujet le huitième de Fevrier, qui ordonnoit que les Sergens qui avoient connoissance du fait rendroient leur procès verbal; commettoit Brestel Conseiller Chanoine, & Doyen du Chapitre, & un autre Conseiller nommé de Palme pour informer, faisoit defenses aux Reformez de refuser l'entrée de leurs maisons aux Curez ou aux Prêtres, quand ils se presenteroient pour visiter les malades, & de s'assembler ou attrouper en de semblables occasions, à peine de punition corporelle, & enjoignoit à tous Huissiers ou Sergens de mettre les contrevenans en prison. L'arrêt fut lu, publié, affiché, imprimé, débité avec une incroyable diligence, avant qu'il y eût la moindre information dressée: de sorte que le procès étoit jugé par avance, pendant que le fait dont il s'agissoit étoit encore douteux. Peu après les Sergens rendirent leur procès verbal avec beaucoup de sincérité; & par conséquent fort contraire à l'énoncé de la requête: mais le Parlement ne voulut pas se dedire d'un arrêt qui avoit fait tant de bruit. Les Reformez donc furent obligez de chercher du secours ailleurs, & s'adresserent au Roi, pour faire casser un arrêt qui les exposoit à mille insultes. Mais tout ce qu'ils purent obtenir fut une surseance, & un ordre au Procureur General

1678. neral d'envoyer les motifs de cet arrêt terrible. Encore fallut-il plus de quatre mois de sollicitations pour obtenir ce léger avantage ; & l'arrêt de surseance ne fut rendu que le vingtième de Juin.

*Histoire
des en-
fans de
Pierre
Roger.
XC.*

Mais le même jour il en fut rendu un autre au même Conseil dans une affaire fort importante , & qui fait voir que le changement de Religion passoit à la Cour pour une nouvelle planche après le naufrage ; & qu'il avoit la vertu de couvrir des crimes que la repentance même n'efface pas devant le Tribunal de la Justice civile. Pierre Roger, fils d'un autre Pierre considerable Marchand de Rouën, avoit épousé Anne des Essars, qui violant la foi conjugale , souffroit presque publiquement la frequentation criminelle d'un autre homme. Le mari s'étant aperçu de cette conduite dereglee voulut en empêcher les suites ; & n'oublia rien pour rompre ce commerce scandaleux. Mais enfin voyant que malgré ses soins sa femme continuoit dans sa mauvaise vie , que la chose se rendoit publique , qu'il devenoit l'objet de la raillerie ; & même étant bien informé qu'elle & son adultere avoient conspiré contre lui , & le menaçoient de le tuer , il mit sa femme en Justice , & il établit ses plaintes par des preuves si solides , qu'il étoit impossible que cette malheureuse & celui qui l'avoit debauchée évitassent une condamnation flétrissante. Les parens de cette femme qui étoient puissans & en grand nombre, ne purent trouver néanmoins d'autre moyen de parer le coup , que de rechercher le mari d'accommodement ; & de son côté il y prêta volontiers l'oreille , parce qu'il avoit six enfans, entre lesquels il y avoit quelques filles, sur qui l'infamie dont leur mere seroit notée pouvoit rejallir. Mais il voulut en s'accommodant conserver tous ses avantages , & faire paroître que sa femme étoit suffisamment convaincue des accusations qu'il avoit portées contre elle. Il fut donc passé sur ce sujet une transaction le vingt-quatrième de Mai 1672. par laquelle cette femme , pour les raisons qui y étoient employées , & dont les expressions generales enveloppoient un peu la nature de ces crimes , étoit separée de lui tant à l'égard de l'habitation que des biens , en sorte qu'il ne devoit pas rester plus de liaison entre eux , que si jamais ils ne s'étoient ni vus ni connus. Elle renonçoit de plus à sa dot & à son douaire , se reduisant pour toutes choses à une pen-

*Transac-
tion qui
depouille
la mere
du droit
d'éduca-
tion.*

pension annuelle de trois cens livres sa vie durant. Enfin elle 1678
 abandonnoit à son mari l'éducation de ses enfans , & renonçoit
 au pouvoir qu'elle avoit sur eux. Cette transaction fut omolo-
 guée au Bailliage de Rouën ; & bien executée pendant la vie du
 mari , parce qu'il s'étoit réservé le droit de reprendre les pour-
 suites criminelles , si on cherchoit à y donner quelque atteinte.
 Mais Anne des Effarts ayant voulu couvrir ses debauches prece-
 dentes par un changement de Religion ; & depuis cela Pierre
 Roger son mari étant venu à mourir , elle pretendit se relever de
 la transaction qu'elle avoit passée , & prit à cet effet des lettres
 de rescision. Elle fut deboutée de leur enterinement au Baillia-
 ge : mais au Parlement où elle appella , elle obtint la jouissan-
 ce de sa dot entiere , & la transaction fut confirmée dans tout le
 reste. Cependant elle fit de grandes plaintes durant les procé-
 dures de ce qu'elle n'avoit pas la liberté de voir ses enfans , &
 elle obtint une sentence sur ce sujet le vingt-sixième de Fevrier
 1677. qui lui permettoit de les envoyer querir deux fois la semai-
 ne chez Pierre Roger leur grand-pere , s'il n'aimoit mieux les
 mener lui-même chez elle , pour les voir deux heures par jour ,
 après quoi elle seroit tenuë de les renvoyer chez lui. Ce vieil-
 lard fort âgé , & qui avoit perdu la vuë , avoit envoyé un de
 ces enfans en Angleterre depuis la mort de leur pere , chez un
 Marchand qui avoit épousé une de leurs cousines germaines , &
 chez qui le pere même encore vivant avoit déjà placé son aîné.
 Les autres étoient à Paris chez Jean Roger frere de leur pere.
 De sorte que ne pouvant obeir à cette sentence , qui d'ailleurs
 étoit manifestement injuste , le grand-pere se pourvut devant les
 Commissaires executeurs de l'Edit , devant qui Anne des Effarts
 ne fit pas difficulté de repondre. Mais elle ne laissa pas de de-
 mander au Parlement l'exécution de la sentence du Bailli , & de se
 plaindre qu'on avoit envoyé deux de ses enfans hors du Royau-
 me , & les autres à Paris , pour lui ôter la commodité & la con-
 solation de les voir. Le Guerchois , Avocat General , ne man-
 qua pas de l'appuyer ; & sur ses conclusions il fut rendu arrêt
 le huitième de Mars de cette année , qui condamnoit par corps le
 grand-pere , & ceux qui étoient saisis des enfans d'Anne des Ef-
 farts , à représenter dans trois mois ceux qui étoient en Angleter-
 re , & les autres dans un mois devant les Conseillers que la Cour

Arrêt
 de ressi-
 tion.

1678. y commettrait. Cette rigoureuse condamnation obligea le grand-pere à se pourvoir au Conseil, où il fit rendre un arrêt qui le dechargeoit, aussi bien que ceux qui étoient saisis de ces enfans, de la condamnation portée par l'arrêt du Parlement de Rouën : mais pour favoriser la mere à cause de sa *conversion*, par laquelle toutes ses fautes étoient couvertes, le Roi lui permettoit de voir ses enfans avec toute liberté, quand elle se trouveroit dans les lieux où ils seroient. Cela ne contenta pas cette femme, qui ne se donna point de repos qu'elle n'eût obtenu qu'on lui remit ses enfans entre les mains.

*Gardes
des Me-
tiers.*

A Caen & ailleurs on chicanoit les Reformez sur les Metiers, & particulièrement sur le droit d'être élus Gardes : & les Juges ne manquoient jamais de casser ces élections, & d'ordonner que les Gardes seroient toujours Catholiques. Cette raison avoit fait casser l'élection de Michel Lilaye, Maître Drappier à Caen, & quand il se pourvut devant les Commissaires contre la sentence du Juge, il n'y obtint qu'un partage, qui ne fut pas poursuivi.

*Dettes
& affai-
res des
Conver-
tis.*

D'un autre côté Matthieu de Monter, homme chargé de dettes, habitant de la ville d'Aymet, s'étant fait Catholique, obtint une évocation generale de tous ses procès tant civils que criminels, pour trois ans à la Chambre de Grenoble ; & des defenses à ses creanciers de le poursuivre pendant ce tems-là, pour le payement du principal de ses dettes. Cet arrêt fut rendu le douzième de Septembre. Mais le quatorzième de Novembre il en fut

*Domesti-
ques Ca-
tholi-
ques.*

rendu un autre, qui regardoit proprement les personnes de qualité de la Province de Normandie, & qui les accusant de travailler, malgré les defenses, à faire que leurs valets & servantes Catholiques embrassassent la Religion Reformée, renouvelloit les defenses déjà faites sur ce sujet, & ordonnoit d'y obeir à peine de cinq cens livres d'amende solidairement, qui ne pourroit être estimée comminatoire.

*Commis-
sions pour
l'exécution
des
Edits.*

Au reste comme j'ai parlé de quelques affaires qui furent portées devant les Commissaires pendant cette année, je dois remarquer ici que par tout où le changement des Intendans avoit donné lieu de renouveler les Commissions, on avoit extraordinairement resserré le pouvoir du Reformé : & que non seulement l'instruction étoit laissée absolument au Catholique, mais la Commission même n'étoit à proprement parler adressée qu'à lui : & le

le Reformé n'étoit qu'un simple Ajoint qui devoit attendre les 1678. ordres du Catholique, pour se rendre chez lui, & donner son jugement avec lui sur les affaires qu'il lui proposeroit. De sorte que le Commissaire Reformé n'étoit plus qu'un zero, & que le Catholique ne faisoit plus que ce qu'il vouloit; ayant le pouvoir absolu de rejeter ou de recevoir les requêtes qui lui seroient présentées. J'ai vu des Intendants qui abusant de ce pouvoir, ne vouloient connoître que des affaires qui regardoient le droit d'exercice; & renvoyoient toutes les autres au Juge ordinaire, de quelque nature qu'elles fussent.

Mais on s'avisa dans le pais de Foix d'une chicane qui pensa ^{Chicanes du Clergé de Foix.} reduire à la mendicité les Reformez de ce quartier-là. On avoit produit devant les Commissaires, entre les autres pieces dont on se servoit pour prouver le droit d'exercice, plusieurs registres de Consistoires. Les Syndics du Clergé les ayant entre les mains, les examinerent avec toute la malignité possible, & tâcherent de tirer de la nature des affaires qu'on y avoit écrites, & des termes employez dans les deliberations, quelque pretexte de ruiner tout ce qu'il y avoit encore d'Eglises. Ils n'y trouverent rien qui pût légitimement leur en donner l'occasion; mais ils s'aviserent de faire une affaire aux Ministres, & à tous ceux qui avoient été membres des Consistoires, sur ce que dans ces actes les Ministres étoient appelez *Pasteurs*: les Assemblées des Reformez unis dans les mêmes exercices de devotion, étoient appellées *Eglises*: la Religion étoit appellée *Reformée*, sans que le mot de *pretendue* y fût ajouté, & que peut-être en quelques occasions la doctrine de l'Eglise Romaine y étoit traitée d'*erreur*, ou de quelque autre nom conforme aux sentimens que les Reformez en ont. Les livres & les actes où ces expressions se trouvoient, étoient particuliers & secrets; & les Reformez avoient du moins autant de liberté de s'y servir de ces termes, en parlant d'eux-mêmes & de leur Religion, que dans leurs Predications & leurs Liturgies. Vouloir que dans des écrits de cette nature ils se servissent de mots qui pussent plaire aux Catholiques, c'étoit la même chose que de les condamner à ne s'exprimer jamais sur le sujet de leur Religion, selon leurs veritables pensées; puis que dans le secret même on pretendoit donner des loix à leur langage, & les assujettir à des expressions odieuses. Il n'y avoit point de reglement

1678. qui leur imposât cette dure nécessité ; & les arrêts qui les obligeoient à de certaines façons de parler , ne regardoient que les actes publics faits pour être vus à la Cour , ou produits en Justice. Mais ces considérations n'empêcherent ni les Syndics de porter plainte à Foucaud Intendant de la haute Guyenne, de ce qu'on n'avoit pas employé ces façons de parler dans les registres des Consistoires , ni Foucaud de recevoir leur requête, & de rendre une Ordonnance en consequence au mois de Juillet. Elle condamnoit chaque Ministre, & chaque personne qui avoit été Ancien ou Diacre dans les Eglises dont on avoit les registres, à dix livres d'amende, payable autant de fois que le nom d'*Eglise*, ou de *Pasteur de l'Eglise*, ou de *Religion Reformée* se trouveroit dans les actes, sans que le mot de *pretendue* y eût été ajouté. La somme des amendes montoit, selon le calcul qu'il étoit aisé d'en faire, à treize ou quatorze mille livres.

Desolation de l'Eglise de St. Hippolyte.

Histoire de l'auteur de sa ruine.

Cela est peu de chose néanmoins en comparaison de ce qui arriva le huitième de Mai à St. Hippolyte, ville considérable des Cévennes. Il y avoit alors un Missionnaire nommé Ste. Marie, qui faisoit la fonction de Vicaire. C'étoit un parfait scelerat, qui sous le masque d'un faux zèle vivoit d'une manière si dereglée, que l'Evêque de Nîmes convaincu de sa mauvaise vie, fut obligé de lui ôter l'administration de cette Cure, peu après qu'il eut ruiné l'Eglise du lieu par une noire mechanceté. L'histoire de son hypocrisie est si bien certifiée qu'elle merite d'être rapportée, pour faire connoître en passant le caractère commun des plus ardens persecuteurs. Ce mal-honnête homme après avoir desolé l'Eglise de St. Hippolyte, devint amoureux de la femme d'un Reformé, & fut assez fou pour s'imaginer qu'elle repondroit favorablement à sa passion. Il prit son tems que le mari étoit absent, & il écrivit un billet à cette femme où il lui declaroit ses intentions, en des termes fort naïfs & sans envelope. Cette femme retint le billet sans faire reponse, mais non pas sans temoigner qu'elle se plaindroit à son mari de cette insolence. Le Vicaire embarrassé de ce qu'un billet écrit de sa main sur un sujet de cette nature, demeueroit entre les mains d'une femme qui n'entendoit pas raillerie sur la matiere, fit encore une nouvelle folie plus grande que la premiere, & lui écrivit un second billet qu'il signa, pour la prier de lui renvoyer le premier. La femme les garda

garda tous deux, & les ayant donnez à son mari, cet homme ^{1678.} irrité en fit du bruit, & les remit à l'Evêque en lui demandant justice. Il n'y eut pas moyen de menager le Missionnaire dans une affaire de tant d'éclat, où on produisoit contre lui ses billers & sa signature. Il fut chassé honteusement de St. Hyppolite, & les Reformez eurent la petite satisfaction, de voir noté d'infamie celui qui les avoit privez de toute consolation. Voici donc comme il se prit à ruiner cette pauvre Eglise. Il affecta de porter le Sacrement à un malade à quatre heures après midi, qui étoit précisément le tems que les Reformez revenoient du Temple, & passant devant la porte de ce lieu, il trouva que le peuple en sortoit en foule. Chacun surpris de cette rencontre se sauva comme il put; mais le lieu étant étroit & incommode, il y en eut plusieurs qui furent contraints de demeurer sur le passage de ce Prêtre; & presque tous se mirent en état de respect en ôtant leur chapeau. Le Missionnaire qui n'avoit pas entrepris cette action pour ne rien faire de pis, voyant un Païsan du village de Valeaugues qui ne tenoit pas à son gré son chapeau assez bas, sortit de dessous le dais, & le Ciboire à la main se jeta sur ce malheureux, & lui donna deux soufflets. Cette violence n'ayant point causé de sédition, le Prêtre acheva son chemin; & à son retour encore plein de fureur, il menaça tout ce qu'il rencontra de Reformez de les faire punir, quoi qu'ils lui quitassent le chemin d'aussi loin qu'ils pouvoient l'apercevoir. Les Reformez en firent leurs plaintes au Marquis de Montanegues, Lieutenant de Roi dans la Province; à l'Intendant D'Aguesseau; au Cardinal de Bonzi; aux Evêques de Mompellier & de Nîmes. Mais le Vicaire ayant eu l'impudence de se plaindre aussi, sa plainte fut reçue: on fit un procès criminel à plusieurs Reformez qu'il accusa d'irréverence; il fut ouï comme témoin dans une affaire où il étoit le seul coupable; & faute d'autres témoins il produisit un Bâteleur & sa troupe, composée de sa femme & de ses enfans, gens notoirement indignes de foi, & de qui la seule profession est une cause de recusation pertinente. Quelques autres que ce Prêtre avoit à sa devotion furent encore ouïs pour la forme. L'Intendant fut commis par un arrêt du Conseil du quatrième de Juillet, pour juger cette affaire en dernier ressort avec le Présidial de Nîmes; & on s'attendoit bien que les accusez auroient à souffrir quelque

*Noire
mechan-
ceté.*

*Procès
intenté
aux par-
ticuliers.*

1678. quelque fâcheuse condamnation : mais le procès ayant traîné plus de dix-huit mois, on fut étonné de voir que tout d'un coup la chose changea de face; qu'on abandonna les poursuites faites contre les particuliers, & qu'on fit de cette affaire celle de l'Eglise. D'Aguesseau pour peine des irreverences commises, injures proferées, & autres excès imputez aux Reformez, condamna le Temple à être demoli. Cette irreguliere condamnation procedoit de ce qu'on avoit pris au Conseil les dernieres mesures pour la ruine des Eglises; & qu'on s'étoit déterminé à fixer pour peine ordinaire, de toutes les contraventions où on accuseroit les Reformez d'être tombez, l'interdiction des Ministres, & la demolition des Temples. On verra le progrès de ce dessein dans la suite: mais pour raporter tout d'un coup ici ce qui regarde St. Hyppolite, je dirai que D'Aguesseau ayant rendu son jugement le troisiéme de Fevrier 1681. les Reformez se pourvurent au Conseil, & sur leur Placet l'affaire y fut retenue, & rapportée devant le Roi le vingt-quatrième du même mois. On ne pouvoit pas faire plus de diligence. En trois semaines de tems le procès fut porté à Paris de cent lieues loin; les informations vues au Conseil; les Reformez entendus; leurs defences examinées; ou du moins on presupposa que tout cela s'étoit fait, quoi que pour abreger l'affaire on n'y eût pas seulement pensé. Le jugement de l'Intendant fut confirmé dans toute son étendue, & les Reformez furent condamnez à demolir leur Temple eux-mêmes, s'ils ne vouloient le voir demolir à leur depens à la diligence du Syndic du Clergé. Le fol du Temple devoit demeurer en place publique, & il étoit permis au même Syndic d'y planter une croix. Ceux qui rendirent cet arrêt demeuroident d'accord qu'il avoit été rendu avec un peu de precipitation, & que la chose meritoit d'être examinée avec plus de maturité. Mais le malheur voulut que le Conseil où elle fut rapportée, fut le premier Conseil où le Dauphin eût assisté. On ne voulut pas que la Religion Catholique perdît la premiere affaire sur laquelle il auroit dit son avis; & on trouva digne de la pieté Romaine, que ce Prince fût initié aux affaires d'Etat par une injustice. Les Reformez accablés de ce coup terrible, firent ce qu'ils purent pour s'en relever; mais ils ne gagnerent rien; & dans peu de tems le zèle des bigots eut encore des suites plus tristes & plus cruelles.

*Arrêt
precipité.
XCI.*

Il ne tint pas à De Muin & à Bomier que la Rochelle ne res-
 sentit de pareils effets de leur mauvaise humeur ; mais comme ils
 ne pouvoient alors faire pis, ils se réduisirent malgré eux à chi-
 caner les Reformez de cette ville sur les ornemens de leur Tem-
 ple, & sur les deniers qu'ils payoient pour l'entretien de leurs
 Ministres. Ils se servirent à ce dessein d'un arrêt rendu en 1672.
 qui ordonnoit d'ôter des Temples toute marque de distinction,
 & ils le firent confirmer par un autre du vingt-deuxième de Jan-
 vier, sur le pretexte duquel De Muin publia une Ordonnance,
 en execution de laquelle il rendit égaux tous les bancs du Tem-
 ple, en fit ôter les dossiers, fit aplanir le parquet qui étoit un
 peu plus relevé que le reste, & rompre sa clôture. Il vouloit aussi
 faire ôter les Armes du Roi qui étoient gravées sur une pierre,
 qui seroit de fronton au dessus de la principale porte : mais les
 Reformez qui obeirent à tout le reste sans résistance, & qui mê-
 me payerent les frais de cette execution, ne purent se soumettre
 à cette rigueur, & ils furent assez heureux pour obtenir un ordre
 du Roi de ne toucher point à ses Armes : de sorte qu'elles de-
 meurèrent encore en leur place quelques années. Mais enfin De
 Muin surprit un ordre contraire, & il fallut les ôter ; ce que les
 Reformez firent sans les rompre, en levant toute entière la pier-
 re où elles étoient gravées, & en mettant en son lieu une autre
 pierre toute unie. Ce même arrêt donna occasion à De Muin
 d'exercer sa malignité contre les autres Eglises de son departe-
 ment ; & comme le Roi n'avoit parlé dans l'arrêt que des places
 destinées aux Officiers de Justice, Echevins, Consuls & autres
 Corps & Communautés de quelque qualité qu'ils fussent, l'In-
 tendant ajouta dans l'Ordonnance les places destinées aux Gen-
 tilshommes, à qui dans plusieurs Eglises on affectoit un banc
 distingué des autres. Il porta même la rigueur si loin, que le
 Consistoire de Mauxé ayant fait signifier au Procureur du Roi
 un acte d'obeissance, où il s'excusoit de n'avoir pas touché au
 banc des Seigneurs du lieu, qui avoit été autorisé par un arrêt
 du Parlement de Paris du quatorzième d'Août 1656. il rendit
 une nouvelle Ordonnance, par laquelle il commettoit le Prevôt
 de la Marine pour aller rompre ce banc ; & le Commissaire l'ex-
 cuta l'onzième d'Avril, se faisant si bien payer de ses peines, qu'il
 en coûta plus de cent francs à l'Eglise. On dit que Marillac qui

4679. n'avoit pas encore renoncé à l'honnêteté, en usa dans le Poitou d'une maniere bien plus civile. A Charenton & ailleurs quand on s'avisa d'y faire executer le même arrêt, ceux qui en eurent la commission s'en acquiterent aussi d'une maniere qui ne fit ni éclat ni depense. Pour les impositions les Reformez de la Rochelle n'en faisoient point; mais ils payoient leurs Ministres des contributions volontaires, à quoi les particuliers se taxoient eux-mêmes. Cependant De Muin voulut en vertu de l'arrêt qu'il avoit fait rendre sur ce sujet, les obliger à lui représenter leurs rôles, & à faire à l'avenir leurs impositions devant un Juge royal. Ils y furent condamnez par le Juge ordinaire; mais parce qu'il leur étoit aisé de montrer qu'ils n'avoient jamais eu recours à cette forme de taxes, on fit rendre un arrêt au Conseil, qui ordonnoit qu'encore qu'ils n'eussent jamais fait par le passé d'impositions ni de rôles, ils en feroient à l'avenir, & y seroient contraints à peine de trois mille livres d'amende. Il sembloit que dans un tems si fâcheux il étoit impossible de parer ce coup; & en effet le terme qui leur avoit été marqué pour obeir à l'arrêt, en le leur signifiant, étant expiré sans qu'ils y eussent satisfait, les Juges declarerent l'amende encourue. Mais avant qu'on pût executer cette sentence, il vint un ordre du Roi qui leur fit donner patience. Ils l'avoient obtenu par l'offre qu'ils avoient faite d'envoyer tous les six mois au Conseil un état fidele de ce que chaque Ancien recevroit de son quartier, & de le faire signer par chaque Ancien, qui en attesteroit la verité par serment. La justice de la Cour eut moins de part à cette grace que l'interêt du commerce, que Colbert favorisoit toujours de tout son pouvoir: & ce fut par cette raison que la Rochelle, où le negoce fleurissoit, trouva le moyen de parer tant de dangereuses atteintes que de Muin & Bomier tâchoient de lui porter tous les jours.

*Paix de
Nime-
gue.*

Pendant qu'on exerçoit la patience des Reformez par ces petites chicanes, deux choses preparent la Cour à leur porter des coups plus funestes. L'une étoit la paix qui fut enfin conclue à Nimegue: & que l'Electeur de Brandebourg, qui avoit remporté de grands avantages sur la Suede, fut enfin obligé de signer comme les autres, après avoir long tems refusé de restituer les places qu'il avoit conquises. La France étant libre de ce côté-là, s'appliqua toute entiere à la ruine des Eglises, & leur fit payer
avec

avec usure la surseance qui leur avoit donné quelque repos, pendant deux ou trois années. L'autre étoit la conjuration qui fut découverte en Angleterre, & qui coûta la vie à quelques Jésuites, & à quelques-uns de leurs confidens, convaincus d'avoir attenté à la personne du Roi Charles, & d'avoir mis les affaires dans un état où ce Royaume étoit menacé d'une prochaine révolution. Les Jésuites de France, & particulièrement la Chaise, Confesseur du Roi, se trouverent mêlez si avant dans cet horrible complot, & furent si sensibles à la punition qui fut faite de leurs émissaires, qu'ils résolurent de s'en vanger : & que ne le pouvant faire sur les Reformez d'Angleterre, où leurs mesures étoient rompues, ils en firent porter la peine à ceux de France, qui ne pouvoient se défendre de leur fureur. Ils n'oublierent pas en cette rencontre les maximes de sang qui leur sont si cheres, & il ne tint pas à eux que les peuples, déjà fort animez contre les pretendus *Heretiques*, ne se portassent contre eux aux dernieres violences. Ils firent vendre en plusieurs lieux des Tailles douces où le supplice de leurs Confreres étoit représenté, avec les circonstances les plus propres à aigrir la populace ignorante, & à faire prendre pour un martyr la juste peine de ces scelerats, qui vouloient ajoûter à l'embrasement de Londres, à l'assassinat du Chevalier Godfrey, & à plusieurs autres crimes semblables, la mort du Roi, la guerre civile, & le renversement des loix politiques & ecclesiastiques dans les trois Royaumes. D'ailleurs ils preparerent une relation de cette affaire, fabriquée exprès pour persuader que c'étoit à cause de la Religion que ces criminels avoient été poursuivis; afin que les Catholiques faisant comparaison des affaires d'Angleterre avec celles de France, crussent que les Reformez François à qui on faisoit tant d'injustices, mais de qui au moins on épargnoit le sang, étoient traitez avec bien plus de moderation que les Catholiques Anglois, qu'on faisoit mourir sans misericorde. Les Reformez qui virent quelques-unes de ces estampes, & qui furent avertis de la relation qu'on preparoit, s'en plainquirent au Conseil; & remonterent que si on laissoit debiter de tels écrits & de tels tableaux, on exposoit à un massacre inevitable deux millions de François, qui n'étoient pas responsables de ce qui se passoit dans un Etat étranger. On eut quelque égard à ces plaintes; & les Jésuites même n'osèrent suivre leur

Conjuration des Jésuites d'Angleterre.

1679. premier dessein; parce que pour faire mieux goûter au Roi, qui en effet temoignoit une aversion naturelle pour les exécutions sanglantes, le projet d'exterminer les Reformez, ils avoient toujours fait paroître de l'horreur pour les supplices & pour les massacres. Ils n'avoient parlé que de doux moyens, que d'excitations charitables; que d'expediens empruntez de la justice & de l'équité. Mais la principale raison qui leur fit prendre patience, fut qu'on leur promit de pousser le grand dessein si vite & si loind, qu'ils auroient tout sujet d'être contens.

*La Messe
dite à
Geneve.*

En effet aussi-tôt que le Conseil fut debarrassé des affaires de la guerre, & qu'on eut apporté à la Cour le Traité de paix, on revint aux affaires de Religion; & on y fit de grands progrès. Mais avant que de parler de ce qui se passa dans le Royaume, je remarquerai que le Roi porta ses soins jusques à Geneve: & qu'il donna ordre à Chauvigni son Resident de faire dire la Messe chez lui. Jusques là on ne l'avoit pas encore fait, où on l'avoit fait si secrètement que les Genevois ne s'en étoient point apperçus: mais Chauvigni le fit faire avec un éclat qui scandalisa le peuple, & qui émut une espece de sedition. Il y eut quelques Catholiques maltraitez, qui n'étant pas de la maison du Resident, avoient voulu se trouver à la ceremonie: & la chose auroit été plus avant, si le Magistrat n'avoit arrêté le desordre; & mis en prison quelqu'un des mutins. Le Roi de France content de cette reparation, fit temoigner au Magistrat qu'il n'en desiroit pas de plus grande: & son Resident fit soigneusement observer au Magistrat, en lui notifiant les intentions de son maître, que dans l'ordre qu'il avoit reçu, tous les termes faisoient connoître que le Roi ne pretendoit rien à la Souveraineté de la ville; & qu'il lui laissoit son entière liberté. La relation de cette affaire fut imprimée & publiée: & les Jesuites eurent le plaisir de voir la Messe retablie dans un lieu où il y avoit près de cent cinquante ans qu'on ne l'avoit dite: & où la Religion Reformée étoit si parfaitement dominante, qu'on n'y remarquoit l'exercice de nulle autre: même dans les maisons privilégiées des Residents des Puissances étrangères.

*Reprise
du juge-
ment des
partages.*

Après la paix donc on reprit le jugement des partages; & depuis cela jusqu'à la fin de l'année, il ne se tint presque point de Conseil où il n'y eût quelque Eglise interdite. On avoit con-

dam-

damné d'abord celles dont on avoit trouvé les titres defectueux, 1679.
 selon les maximes de la nouvelle jurisprudence. Les autres avoient
 été surfisés, parce que leurs titres étant pour la plupart au dessus
 des chicanes ordinaires, on vouloit avoir le tems d'inventer de
 nouveaux artifices pour les détruire. On commença donc le vingt-
 septième de Fevrier par l'Eglise de Landreville, où l'exercice fut
 condamné. Huit jours après on traita de même celle de St. Nau-
 sars, dans le Diocèse de Montauban; celle de St. Voi & de Cham-
 bon dans le Diocèse du Pui, & celle de Cap-de-Joux dans le Dio-
 cèse de Lavour. On ne trouva de raison de condamner celle-ci,
 que ce que la ville avoit été prise par force en 1625. de sorte
 qu'on ne contoit pour rien les Edits de paix, qui avoient ordon-
 né le retablisement des Eglises & de leurs Temples, dans l'état
 où elles étoient avant la prise des armes. Le treizième du mois
 de Mars on condamna encore les Eglises de Lieurat & de Cla-
 rens, de Saint Antoine, du Breuil, & de St. Aulaye dans le Dio-
 cèse de Perigueux: & on convertit en Hôpital qui fut mis sous
 la direction du Curé, & des Officiers de la Justice, la maison qui
 avoit servi de Temple à cette derniere. Les revenus qui avoient
 servi à l'entretien du Ministre, furent ajugez aux pauvres; & on
 donna par ce moyen l'ouverture à la loi generale, qui applica
 peu d'années après aux Hôpitaux les biens de toutes les Eglises
 interdites. De plus le cimotiere que les Reformez avoient dans
 le même lieu étant trop près de l'Eglise des Catholiques, il
 fut ordonné qu'on l'éloigneroit de cinquante toises. Le vingti-
 ème du même mois l'Eglise de la Roche Beaucour & celle de Sa-
 les furent encore condamnées; & les revenus appliquez à l'Hô-
 pital de la ville d'Angoulême. Le vingt-septième on ordonna la
 demolition des Temples de Baye en Guyenne, & de celui de
 Pineard, & l'exercice y fut interdit à l'avenir.

Après quelques mois de surseance de ces jugemens, on les re-
 prit le dix-neuvième de Juin; & l'Eglise de Ponchat fut condam-
 née. Le vingt-quatrième de Juillor l'exercice public fut défendu
 à la Force: & le même jour on rendit le même jugement con-
 tre le lieu d'Eyraud, ordonnant que la place du Temple serviroit
 à l'avenir de Halle publique, sous pretexte que les Reformez
 l'avoient usurpée pour faire leurs exercices. Le septième d'Août
 l'Eglise de la Lande, pour la ville de Perigord, eut le même sort

*Eglises
interdi-
tes.*

*Suite de
jugemens
sembla-
bles.*

1679. que les autres; & celle de la Magdelaine fut aussi condamnée le dixhuitième de Septembre, sous pretexte que c'étoit un des faux-bourgs de Bergerac, où il y avoit une autre Eglise, que le Conseil conserva par un arrêt de l'onzième de Septembre. Les Commissaires avoient été tous deux d'avis de la maintenir, mais le Syndic du Clergé avoit appelé de leur Ordonnance; s'imaginant que les chicanes du Jesuite Meynier auroient la force de persuader au Conseil, qu'une des plus anciennes Eglises du Royaume, dans une ville où au tems de Henri IV. il n'y avoit peut-être pas dix habitans Catholiques, avoit usurpé l'exercice au prejudice de l'Edit. On attaqua en suite les Eglises de Normandie, qui jusqu'à present avoient été épargnées: & le treizième de Novembre on ordonna la demolition des Temples de Chefrène & de Grouci dans le Diocèse de Coutances. Quinze jours après on condamna les Eglises de Ste. Honorine d'Athis, de La Scelle, & de Colombieres dans le Diocèse de Bayeux. L'onzième de Decembre celle de Basli, & le dixhuit celle des Essars, dans le même Diocèse, eurent la même destinée. Gavré fut conservé comme lieu de Bailliage; & l'Eglise de St. Lo fut maintenüe, après une longue dispute, dans le droit de possession.

*Declara-
tion con-
tre les
Relaps.
XCII.*

Mais au lieu que l'affaire des partages avoit passé jusques ici, dans l'esprit des Reformez, pour la plus importante, le Clergé les prit par d'autres côtez, qui leur firent presque regarder la demolition de tant de Temples comme un de leurs moindres griefs. Les Declarations données contre ceux qu'on nommoit *Relaps*, n'assûroient pas assez les conquêtes du Clergé, & il se plaignoit que la peine du bannissement étoit trop legere, parce que le voisinage de Geneve & d'Orange donnoit de grandes commoditez aux Reformez de Dauphiné, de Languedoc & de Provence, pour subir la peine, sans s'éloigner beaucoup de leurs affaires. Je ne sai pourquoi entre les lieux dont il disoit que le voisinage étoit avantageux à ces *Relaps*, il joignoit Avignon aux villes de Geneve & d'Orange, si ce n'étoit quelque malice de Jesuite, qui vouloit indirectement reprocher au Pape que ceux qui profanoient les mysteres de sa Religion, par leur retour à l'*Herésie* qu'ils avoient quittée, ou par la violation de leurs vœux, trouvoient plus de tolerance & de support dans les terres de son obeïssance, que dans les pais sujets au Roi. Quoi qu'il en soit,

ces considérations furent le pretexte d'une Declaration nouvelle, 1679.
 donnée le treizième de Mars, par laquelle le Roi ajoûtoit la peine d'amende honorable & de confiscation du biens à celle du bannissement. Il y avoit bien des gens qui n'entendoient pas le fin de cette nouvelle rigueur, & qui se persuadoient que ceux qui aimoient mieux subir le bannissement & la confiscation de leurs biens, que de demeurer dans l'état douloureux où les reduisoient les remords de leur conscience, ne regarderoient pas l'amende honorable comme une raison de ne se mettre pas l'esprit en repos. Au contraire il sembloit que ceux qui avoient un véritable repentir de leur faute, prendroient l'amende honorable pour un glorieux moyen de reparer publiquement le scandale qu'ils avoient donné à leurs freres. Joint que cette peine ne touchoit que ceux sur qui on pourroit mettre le main ; & n'interessoit point ceux qui subiroient un bannissement volontaire. Enfin il sembloit que la crainte de cette espece d'infamie ne pouvoit servir qu'à tenir avertis ceux qui vouloient revenir à leur premiere Religion, de mettre ordre secrettement à leurs affaires, & de se retirer en lieu de sûreté, avant que de donner des marques publiques de repentance.

Mais le Clergé avoit des desseins cachez, dont il preparoit l'ef-
 fet peu à peu ; & dont il commença à donner des lumieres un peu
 sensibles, par une autre Declaration sur le même sujet, qu'il ob-
 tint le dixième d'Octobre. On y faisoit dire au Roi, après avoir
 rapporté la substance de ce qui avoit déjà été ordonné touchant
 les *Relaps* & les *Apostats*, qu'on lui avoit donné avis que ceux
 qui commettoient ce *crime* le faisoient si secrettement, qu'on ne
 pouvoit executer contre eux les Declarations qu'il avoit données.
 C'est pourquoi il ordonnoit qu'à l'avenir les actes des abjurations
 fussent mis en bonne forme, par les ordres des Archevêques & Evê-
 ques, entre les mains du Procureur du Roi au Siege royal, dans le
 ressort duquel seroit situé l'Archevêché ou l'Evêché où elles auroient
 été faites; que le Procureur du Roi en donnât une decharge par écrit
 aux Officiers de ces Diocèses, & que ces actes fussent signifiez
 à sa diligence aux Ministres & aux Consistoires des lieux, où ceux
 qui auroient abjuré la Religion *pretendue* Reformée faisoient leur
 residence, & l'exercice de leur Religion. Mais il suivoit une
 clause qui étoit le but de toute cette mystérieuse formalité. Elle
 con-

*Autre
 qui or-
 donne la
 significa-
 tion des
 abjura-
 tions.*
 XCIII.

1679. contenoit des defenſes aux Miniſtres & aux Conſiſtoires, de recevoir à leurs exercices ceux de qui l'abjuration leur auroit été ſignifiée, à peine de deſobeiſſance, de ſuppreſſion des Conſiſtoires & interdiction des Miniſtres. En effet le but de cette Declaration étoit de tendre un piège aux Miniſtres & aux Conſiſtoires, pour les faire tomber ſans y penſer dans la contravention, & prendre occaſion de là de ruiner les Eglifeſ, pour punition du crime imaginaire de leurs conducteurs. On aggrava la peine peu après, parce qu'on voulut ſ'affûrer plus poſitivement du ſuccès de cette nouvelle politique; & bien que la Declaration fût fort expreſſe, en ce qu'elle ne parloit que des abjurations qui ſe feroient à l'avenir, & qu'elle ordonnât bien formellement la ſignification des actes qui les pouvoient certifier; néanmoins on ne laiſſa pas de l'exécuter contre les Eglifeſ où on avoit reçu de ces pretendus Relaps pluſieurs années avant la Déclaration, & de qui jamais l'abjuration n'avoit été ſignifiée.

Commif-
ſaires
Catholi-
ques in-
troduits
dans les
Synodes.
XCIV.

Mais le même jour il fut donné une autre Declaration qui devoit porter encore, ce ſemble, un plus grand coup que les précédentes: parce que ces deux dernières obligeoient à prendre toutes les Eglifeſ en détail, & l'une après l'autre, pour les détruire; au lieu que celle-ci les attaquoit toutes enſemble, & leur ôtoit tout ce qui leur reſtoit de moyens de ſe maintenir par l'ordre, la corréſpondance, & l'exercice de la Diſcipline. Le Roi y rapportoit d'abord la permiſſion accordée aux Reformez de tenir des Aſſemblées Eccleſiaſtiques; & la reſtriction que Louis XIII. avoit miſe à cette liberté, par l'introduction des Commiſſaires dans les Colloques & dans les Synodes. Il ajoûtoit qu'il avoit lui-même obſervé cet ordre juſques à préſent: mais on lui faiſoit dire en ſuite que quelques-uns des Commiſſaires avoient *dans quelques rencontres eu la foibleſſe, par condeſcendance pour ceux de leur Religion, d'omettre d'employer dans les procès verbaux qu'ils avoient envoyez au Conſeil tout ce qui s'étoit paſſé dans leſd. Synodes.* De ſorte que par cette conſideration les Commiſſaires étoient indirectement traitez de prevaricateurs, & les Synodes même étoient obliquement taxez de traiter d'affaires contraires au bien de l'Etat, & aux volontez du Roi. Sur ces importans ſoupçons, ce Prince renouvelloit les defenſes de tenir des Synodes ſans ſa permiſſion, & ſans l'aſſiſtance d'un Commiſſaire; renouvellement peu

peu nécessaire, puis qu'il n'y avoit point d'exemple de contravention aux anciennes defenses qui en avoient été faites : mais le mal étoit que le Roi se reservoit de nommer ce Commissaire soit Catholique, soit de la Religion *pretendue* Reformée, comme il le jugeroit à propos. Il reduisoit les affaires dont il seroit permis de traiter dans ces Assemblées *purement* à celles de la Discipline : ce qui tendoit évidemment à priver les Ministres assemblez de la liberté de conferer des moyens utiles à la conservation de leur Religion. Il defendoit de recevoir dans les Synodes aucun Ministre des lieux où l'exercice auroit été interdit, & où les Temples auroient été demolis par quelque arrêt du Conseil d'Etat. Il ordonnoit que les Commissaires fussent reçus dans les Synodes *sans difficulté*, comme si les Reformez avoient été en état de former la moindre opposition aux volontez d'un Prince, à qui on avoit persuadé que la veritable grandeur consiste à punir sans misericorde la plus legere marque de resistance aux ordres qui venoient de lui : & que sous ce pretexte, on avoit rendu inaccessible aux plaintes & aux remontrances. La peine des contraventions n'étoit pas seulement la nullité des actes & des deliberations : mais *d'être dechus des graces & concessions* accordées par les Edits. 1679.

Par un arrêt du trente & unième de Juillet, on avoit donné une nouvelle atteinte à la liberté de l'exercice public. Il n'avoit pas été possible d'en prendre le pretexte dans quelque ancienne constitution, parce que c'étoit un cas tout nouveau, ou du moins sur lequel il n'y avoit point encore de loi generale. Cet arrêt donc defendoit à tous les Ministres du Royaume de faire le Prêche dans les lieux où l'exercice étoit permis ; & à toutes personnes de la Religion de s'assembler dans leurs Temples ni ailleurs, *les* jours que les Archevêques ou Evêques feroient leurs visites *en personne*, à peine de desobeissance, & d'être traittez comme perturbateurs du repos public. Il y avoit quatre-vingts ans qu'on prêchoit ces jours-là comme les autres, sans qu'il en fût arrivé de mal, & il y avoit bien peu d'apparence que dans un tems où les Reformez n'attendoient plus, pour ainsi dire, que le dernier coup, ils eussent voulu donner à leurs ennemis, par quelque injure faite aux Prelats, le pretexte de le frapper. Cependant on avoit extorqué du Roi ces defenses par de froides rai-
Cessation de l'exercice pendant les visites Episcopales. XCV.

1679. sous qu'on lui avoit suggerées. On lui faisoit dire, que les Ministres affectoient d'*ordinaire* de faire leurs Prêches pendant le tems de ces visites, & que cela étoit arrivé depuis peu en Languedoc. C'étoit là une pure calomnie. Les Reformez avoient leurs jours d'exercice reglez & invariables, principalement dans le Languedoc, & dans les Provinces collaterales, où on ne distinguoit point les jours de fête d'avec les autres à l'égard de l'exercice, comme on le faisoit ailleurs. S'il étoit arrivé que le Prêche eût été fait dans quelque lieu où l'Evêque faisoit la visite, c'étoit une rencontre sans affectation, où les Reformez n'avoient pensé qu'à suivre leur ordre, & à s'assembler aux jours accoutumez. Aussi pour appuyer cette mauvaise raison, il y en avoit une autre prise du *respect* qui étoit dû à la Religion Catholique. Cet arrêt étoit d'une très-grande consequence, parce qu'il reduisoit la Religion Reformée à une espece de servitude, & qu'il autorisoit le langage des Prelats, qui dans leurs harangues l'avoient tant de fois traitée de *servante*, d'*Agar* & de tant d'autres noms odieux. Mais il faut dire la verité, cet arrêt ne fit pas tout le mal qu'on en pouvoit craindre. Les Evêques aimoient mieux l'air de la Cour, que celui de leurs Dioceses. Ils trouvoient plus de charmes dans la magnificence de Versailles, & dans les plaisirs de ses superbes appartemens, que dans la visite de leurs Troupeaux : & se reposant volontiers de leurs soins épiscopaux sur leurs grands Vicaires, ils n'importunoient pas souvent les Reformez par des visites faites *en personne*.

Suppression des
Chambres
Miparties.
XCVI.

Cet arrêt donc avoit plus d'apparence que d'effet ; & les Reformez qui avoient quelquefois blâmé les Evêques de Cour, comme des gens qui aimoient le rang & le revenu que leur donnoient ces Prelatures, plus que JESUS-CHRIST & son Eglise, dont ils auroient dû se faire honneur d'être fidelles Ministres, ne furent pas fâchez de voir maintenant qu'il y en avoit un bon nombre de ce caractère, qui aimoient à se delasser des fatigues de leurs charges dans les delices, ou dans les intrigues de Paris ou de la Cour. Mais il n'en fut pas de même de la Declaration du même mois, qui portoit la suppression des Chambres Miparties, sous pretexte de les incorporer dans les Parlemens. Ainsi comme après plus de trente ans de patience, le Clergé avoit enfin obtenu qu'on donnât des Commissaires Catholiques aux Synodes, de même

même après vingt ans de sollicitations ; il vint enfin à bout de 1679.
 des Chambres importunes, qui étoient le seul rempart sous lequel les Reformez pouvoient se mettre à couvert de la violence des Parlemens. Il y avoit dix ans que le Roi avoit dit de sa propre bouche, lors que Du Bosc le harangua sur le sujet des Chambres de l'Edit de Paris & de Rouen, qu'il savoit bien que les Chambres Miparties étoient nécessaires aux Reformez ; & que c'étoit pour cela qu'il n'écoutoit pas le Clergé, qui lui en demandoit la suppression. Les choses n'étoient pas changées depuis ce tems-là ; ou bien s'il étoit arrivé quelque changement, comme il rendoit la condition des Reformez mille fois plus malheureuse, il leur rendoit aussi la protection des Chambres mille fois plus nécessaire qu'auparavant. Néanmoins le Clergé l'emporta sur toutes les raisons de la bonne foi & de l'équité. La Declaration rapportoit d'abord l'établissement des trois Chambres Miparties dans le ressort des Parlemens de Thoulouse, de Bourdeaux & de Grenoble : & le Roi presupposoit que les causes de cet établissement avoient cessé. On lui faisoit dire que les ^{Temoi-} animositez étoient éteintes : & la raison qui en étoit alleguée portoit ^{gnage} qu'il y avoit *cinquante années qu'il n'étoit point survenu de nouveau* ^{rendu} *trouble cause par ladite Religion.* Ces termes étoient choisis ^{aux Re-} *ex-* ^{formez} *près pour faire croire que les troubles excitez par les fraudes des* ^{sans y} *Catholiques, & par la violence de l'esprit persecuteur dont le Clergé fait gloire d'être animé, étoient un effet naturel de la Religion Reformée, qu'on avoit toujours voulu faire passer pour une cabale inquiète & factieuse. Néanmoins ceux qui avoient dressé les motifs de cette Declaration, n'avoient osé dementir un fait notoire, ni accuser les Reformez d'avoir donné lieu au moindre trouble de l'Etat depuis l'Edit de Nîmes. C'étoit donc en les accablant d'un coup ruineux, leur rendre néanmoins un témoignage authentique d'une obéissance de cinquante années. C'étoit avouer par conséquent qu'il ne vivoit peut-être plus personne de ceux qui avoient eu part aux troubles passés, & qu'ainsi, même en supposant que les armes qu'ils avoient prises pour se défendre avoient été fort criminelles, il n'y avoit pas lieu d'en faire porter la peine à leur innocente posterité. Tout cela n'empêchoit pas que le Roi n'ordonnât la suppression des Chambres, dont les Officiers demeuroient à l'avenir réunis & in-*

1679. corporez avec ceux des Parlemens, où leur Chambre avoit été établie. Leurs prerogatives & prééminences étoient réglées fort au long ; & le President, & les Conseillers étoient distribuez dans les Chambres du Parlement, où ils demeuroient attachez, sans pouvoir esperer de monter à la Grand' Chambre. Le President même étoit fixé à la Chambre de la Tournelle, & quoi que tous les droits de President à Mortier lui fussent attribuez, il ne lui étoit pas permis de presider au prejudice des Presidents Catholiques, moins anciens que lui. Toutes les suites de cette suppression étoient fort amplement réglées : & comme il avoit trois Chambres à supprimer, la Declaration qui fut envoyée à chacun des Parlemens où elles étoient établies, parloit précisément de la Chambre de son ressort : mais il n'y avoit de différent que le nom ; & on y trouvoit au reste les mêmes motifs, & les mêmes clauses.

*Renvoi
des ma-
tieres
édic-
ta-
les.*

Comme ces Chambres avoient été long-tems en possession de juger des matieres de l'Edit, il étoit nécessaire, après leur suppression, de commettre d'autres Juges pour en connoître. A la verité leur Jurisdiction avoit été reduite dans d'étroites bornes par l'établissement des Commissaires ; & par l'attribution faite aux Parlemens de plusieurs affaires qui regardoient purement l'Edit ; comme les crimes de *leze-Majesté Divine*, de *Relaps* & autres semblables. De sorte que ce qui étoit demeuré aux Chambres, étoit sans contredit ce qu'il y avoit de moins important. Mais cela pouvant donner le sujet d'un reglement fâcheux contre les Reformez, le Clergé ne le voulut pas negliger. Il obtint donc le quinziesme de Novembre une Declaration qui renvoyoit aux Grands Chambres des Parlemens de Guyenne, de Languedoc & de Dauphiné toutes les affaires de cette nature. De sorte que les Officiers Reformez étant exclus de ces Chambres, où au contraire il y avoit plusieurs Conseillers Clercs, & où souvent les Evêques assistoient comme Conseillers honoraires, cette Declaration donnoit aux Reformez leurs propres ennemis & leurs parties declarées pour Juges, dans les affaires de Religion, où il leur étoit plus nécessaire d'avoir des Juges équitables & non suspects.

*Juges
des Sei-
gneurs*

Le sixième de Novembre il fut rendu au Conseil un arrêt qui faisoit defenses aux Seigneurs Hauts Justiciers, soit Catholiques, soit

Toit Reformez, d'établir dans leurs terres d'autres Officiers que des 1679.
 Catholiques, à peine de quatre mille livres d'amende. Le Par-^{Hauts}
 lement de Thoulouse avoit ordonné la même chose dès l'année ^{Justi-}
 1665. & le Parlement de Bourdeaux l'avoit imité deux ans après. ^{ciers.} ^{XCVII.}
 Mais les particuliers qu'on avoit voulu depousseder en vertu de ces
 arrêts, s'étoient maintenus par des arrêts de defenses qui avoient
 été rendus au Conseil : de sorte que le Parlement de Thoulou-
 se ne pouvant se resoudre à perdre les fruits de son zèle, donna
 encore cette année un nouvel arrêt le vingt-huitième de Fevrier,
 par lequel il condamnoit les Seigneurs qui auroient établi des
 Reformez pour Juges de leurs terres, à nommer dans trois mois
 d'autres Juges Catholiques, à peine de trois mille livres, & de
 privation de leurs Justices. On crut que le Conseil ne se demen-
 tiroit pas en cette rencontre, & qu'il auroit égard aux divers ar-
 rêts qu'il avoit rendus sur ce sujet. C'est pourquoi le Deputé
 General se chargea volontiers de la requête, & la presenta en
 son nom. Il y fut trompé comme les autres, & les arrêts des
 Parlemens de Thoulouse & de Guyenne furent confirmez dans
 tout ce qu'ils contenoient. Le Parlement de Paris même suivit ^{Arrêts}
 l'exemple des autres, & dès l'onzième de Janvier de l'année sui- ^{notables}
 vante, il donna un arrêt qui defendoit aux Seigneurs Hauts Ju- ^{du Par-}
 sticiers, de quelque Religion qu'ils fussent, d'établir des Juges ^{lement de}
 Reformez dans leurs terres. A la verité il n'ordonnoit pas la ^{Paris.}
 destitution de ceux qui étoient déjà reçus ; mais c'étoit là le but
 des defenses, comme il paroissoit par les motifs du Procureur
 General, à la requête de qui l'arrêt avoit été rendu. Il s'étoit
 plaint de l'inobservation des fêtes ; de l'étalage des viandes in-
 terdites pendant les tems d'abstinence ; & de l'ouverture des ca-
 barets, durant le service divin : & il avoit rendu les Juges Re-
 formez responsables de ces fautes. Ce n'étoit pas y remedier,
 que d'ordonner qu'à l'avenir on ne recevroit plus de Juges de cet-
 te Religion : puis que les Juges reçus étoient accusez de ce de-
 sordre ; & qu'en les laissant en charge, ils demeuroient en état
 de le continuër encore. Mais leur destitution pour une cause si
 legere, sans information, sans defenses precedentes, auroit eu
 un air d'injustice que ce Parlement ne vouloit pas donner à ses
 arrêts : & il aimoit mieux la sous-entendre que de l'exprimer. Il
 ne fut pas néanmoins long tems sans lever la difficulté : & dès le

1679. vingt-troisième d'Août De Laz Procureur Fiscal de la Châtellenie de Concreffaut, qui étoit apellant d'une sentence de destitution que le Bailli des lieux avoit rendue contre lui, fut condamné à se defaire de sa Charge, & il fut ordonné à tous les Seigneurs qui avoient établi des Officiers Reformez dans leurs terres, d'en mettre dans un mois de Catholiques en leur place. L'Avocat General Talon de qui le plaidoyer fut inséré dans l'arrêt, avança formellement qu'encore que l'Edit de Nantes n'eût point exclu les Reformez des Charges de judicature, néanmoins la clause de *Religion Catholique* qu'on mettoit dans les provisions, les en rendoit en quelque maniere incapables. Il chargea les Officiers de Justice Reformez d'approuver *en secret les actions d'impie-té & de libertinage*, & soutint que l'arrêt du mois de Janvier seroit inutile, si on ne l'entendoit que de l'avenir. Il exhorta même le Parlement à seconder *les pieux desirs & l'application infatigable* du Roi, à réunir tous ses sujets dans une même creance, & il traita de *douces voyes* celles qu'on mettoit en usage depuis long tems. Ainsi l'esprit de servitude & de flatterie gâta les plus grands hommes; & il n'y a point de droiture d'ame à l'épreuve de l'ambition, quand pour plaire aux Souverains il faut approuver tout ce qu'ils veulent, & admirer tout ce qu'ils font.

Plaidoyer
de l'Avocat
General.

Offices
de Pro-
cureurs
à Mompellier.

Cette resolution de priver les Reformez de toute sorte d'Offices, avoit été prise dès le commencement de l'année; & le Clergé du bas Languedoc pressoit instamment le Conseil de se declarer sur cette matiere. Cela paroît par une contestation qui s'étoit formée entre les Procureurs Catholiques & Protestans de la Seneschauflée de Mompellier: les Catholiques pretendant que les autres devoient être obligez à se defaire de leurs Charges. L'affaire ayant été portée au Conseil, fut renvoyée par un arrêt du septième de Mars à D'Aguesseau Intendant de la Province, afin qu'il l'examinât, & qu'en suite il en donnât son avis au Roi. Il y avoit six Procureurs Reformez dans cette Jurisdiction. L'un d'eux craignant la perte de son Office, changea de Religion peu après l'arrêt de renvoi. Des cinq autres il y en avoit deux qui avoient été maintenus dans leur Office par un arrêt solennel du dernier Octobre 1665. & les trois restans avoient obtenu des lettres de provision, avec la clause de la *Religion pretendue Reformée*. D'Aguesseau dans le septième article de son avis daté du cinquième de

Avis de
l'Inten-
dant de
Languedoc.

de Mal, jugeoit qu'il y avoit lieu de maintenir dans son Office 1679.
celui qui avoit changé de Religion; & il en rendoit une raison ^{doc sur}
qui developoit tout le mystere des rigueurs que le Conseil exer- ^{ce sujet.}
çoit contre les Reformez. Par sa *conversion* il avoit, disoit-il, ^{xcviii.}
satisfait à l'esprit du Conseil, & à la vue principale de ses ar-
rêts, qui a été de porter les particuliers à faire abjuration de la
Religion Reformée. Pour les cinq autres il confessoit que si on
ne consideroit que la justice en cette occasion; sans aucune vue de
la Religion, il y avoit bien aussi de les maintenir, à cause de la
solidité de leurs titres: mais que si on ne regardoit que le bien de
la Religion, il seroit nécessaire de les supprimer tous; parce que
si on en conservoit quelques-uns, ils recueilliroyent les pratiques
de ceux qui auroient été supprimez, ce qui seroit un moyen as-
sûré de les enrichir. L'Intendant n'osoit mettre absolument en
opposition la Religion & la Justice: c'est pourquoi il disoit inge-
nuement que le zèle de la Religion ne doit pas aller jusqu'à l'in-
justice; mais il ajoutoit un avis qui n'étoit pas moins injuste que
la suppression même. Il proposoit qu'il fût fait un nouvel état de
reduction des Procureurs en la Seneschauflée de Montpellier, &
il en donnoit le pretexte tiré de ce que sur un avis de l'Intendant
de Bezons son predecesseur, qui conseilloit de retablir quatre
Procureurs dans cette Jurisdiction, il y en avoit été reçu six,
dont quatre étoient Reformez & deux Catholiques. Il esperoit
que la crainte de n'être point reservez, obligeroit infailliblement
quelques-uns de ces Procureurs à se convertir. Cet avis peut fai-
re connoître la maniere dont la France étoit gouvernée; l'auto-
rité des Intendans, dont les avis formoient presque toujours les
ordres qui émanoyent du Conseil, & les maximes qu'on obser-
voit comme les plus utiles pour catholiciser les Heretiques.

Selon cet esprit du Conseil Daniel & Pierre Fizes furent con- ^{Provi-}
damnez par deux arrêts, à se defaire de leurs Charges. Daniel ^{sions cas-}
Fizes étoit Receveur & Payeur des gages des Officiers de la ^{ses non-}
Chambre des Comptes de Montpellier, & il en avoit les provi- ^{obstant}
sions en date du quatorzième de Juin 1648. & parce que les trou- ^{la clause}
bles l'avoient empêché de se faire recevoir, il avoit pris des let- ^{de la Re-}
tres de surannation en date du quinziesme de Septembre 1653. ^{ligion}
Dans les unes & dans les autres la clause de la Religion ^{qui y}
pretendue Reformée étoit employée, & il avoit été reçu dans les for- ^{étoit ex-}
mes ^{primée.}

1679. mes environ deux ans après. Il avoit encore un autre Office de Receveur General du Taillon, dont les provisions lui avoient été expédiées le trentième de Juillet 1657. Il ne fut reçu que six ans après, sur des lettres de surannation du vingt-deuxième de Juillet 1663. & l'acte de sa reception étoit passé le treizième de Decembre de la même année. La clause de la Religion étoit exprimée dans ces lettres comme dans les autres. Pierre Fizes étoit Receveur & Payeur ancien, alternatif & triennal des Colleges & Universitez de Languedoc. Il en avoit des provisions du Roi du quatrième de Mai 1655. avec la même clause; & il avoit été reçu en consequence quatre ans après par acte du premier d'Octobre. Mais sans avoir égard à toutes ces formalitez, le Roi par un arrêt du vingt & un de Mars de cette année, cassa les arrêts d'enregistrement de leurs lettres à la Chambre des Comptes: & par un autre du premier de Juillet, rendu sur la requête que ces deux Officiers lui avoient présentée contre le precedent, il leur ordonnoit de se defaire incessamment de leurs Offices en faveur des Catholiques; accordant seulement trois mois à Daniel Fizes, pour disposer de sa Charge de Receveur du Taillon.

Ecoles.

Dans le Gouvernement de Brouage les Reformez étoient encore en possession de plusieurs Ecoles dans chaque lieu d'exercice; & les Intendants ne leur avoient pas fait d'affaires sur ce sujet jusques à present. Mais De Muin ne put les laisser jouir de cet avantage; & ayant fait porter devant lui des plaintes de cette contravention, il ordonna l'exécution des arrêts qui reduisoient chaque lieu d'exercice à une seule Ecole, & un seul Regent. Fargot son Ajoint ne fut pas de son avis, & maintint les Eglises dans les libertez de l'Edit. L'Intendant irrité de cette opposition qu'il n'attendoit pas, menaça ce Gentilhomme de ne l'appeller plus au jugement de cette sorte d'affaires; & en effet sans attendre que ce partage eût été vuide, il fit interdire les Maîtres d'Ecoles, & n'en laissa qu'un dans la plupart des lieux où il y en avoit eu plusieurs. Il n'osa rien dire néanmoins aux Reformez de la Rochelle, qui durant quelques années se maintinrent encore dans la possession de plus d'une Ecole: mais il fit une autre affaire dans le même Gouvernement qui eut des suites plus fâcheuses. Il inspira au Lieutenant General de Saintes

tes de faire assigner tous les Ministres de ce ressort, pour prêter 1679.
 devant lui le serment de fidélité au Roi, se prevalant de l'arrêt ^{Sermons}
 du Conseil Privé que Cacherat avoit fait rendre en 1635. Ils se ^{exigé}
 pourvurent devant les Commissaires contre cette vexation : mais ^{des Mi-}
 De Muin ne voulut jamais en communiquer avec Fargot, qui ne ^{nistres.}
 put apporter de remede à cette nouveauté, parce qu'on ne defe-
 roit point à ses Ordonnances. Les Ministres conseillez par le
 Consistoire de Saintes, alors fort étourdi de la prison d'Elie Mer-
 lat, Ministre d'une grande reputation & d'un grand merite, per-
 dirent courage, & n'osèrent prêcher avant que de savoir de quel-
 le maniere le Conseil prendroit cette affaire. Ils y deputerent
 Crespin l'un des Ministres de Marennes, & l'un de ceux de la
 Province qui avoient le plus d'experience & de lumiere. Mais
 il n'y put rien obtenir ; & depuis le huitième de Janvier 1678.
 que le Conseil avoit dechargé un Ministre de St. Lo de la neces-
 sité de ce serment, les choses y étoient bien changées. Crespin
 & les autres Ministres furent renvoyez au Juge, contre l'Ordon-
 nance duquel ils s'étoient pourvus. Cette rigueur causa tant de de-
 plaisir à Crespin, qu'il en mourut à Chatelleraud en revenant de
 ce voyage inutile. Cependant les Ministres prêterent le serment
 l'un après l'autre. Deux des plus jeunes commencerent, & entre
 ceux-là un nommé Papin, fils & petit-fils de Ministres, qui chan-
 gea de Religion au tems de la revocation de l'Edit. Ce qu'il y a de
 remarquable est que le Juge se fit liberalement payer de ses pei-
 nes, & qu'outre les frais du voyage, il coûta soixante & dix li-
 vres à chacun de ces empressez, pour lever l'acte du serment
 qu'ils avoient prêté. L'année suivante le huitième de Juin, les
 Ministres de la Rochelle furent attaquez du même côté, mais ils ^{Resolu-}
 se defendirent mieux. Ils apellerent verbalement de l'Ordon- ^{tion de}
 nance du Juge : ils continuerent de prêcher malgré les defenses, ^{ceux de}
 & se pourvurent au Parlement de Paris. Ils y furent reçus apel- ^{la Ro-}
 lants, & obtinrent des defenses d'exécuter la sentence du Lieu- ^{chelle.}
 tenant General. Cet arrêt fut rendu le dix-huitième du mê-
 me mois, delivré aussi-tôt, envoyé en diligence, & signifié le
 vingt-cinquième : de sorte que cette attaque ne fit que la peur,
 & que par un bonheur peu convenable au tems, on vit commen-
 cer & finir avantageusement en dix-sept jours une affaire éga-
 lement importante & delicate.

1679.
*Exercice
à droit
de fief.*

Comme j'ai parlé de la prison de Merlat, il est nécessaire que j'en rende compte. Mais avant cela je dirai qu'au milieu de mille atteintes qu'on portoit aux Reformez de tous les côtez, le Seigneur de Cerisy en basse Normandie obtint un arrêt favorable, qui le maintenoit dans la faculté de faire faire l'exercice dans sa maison, conformément au septième article de l'Edit de Nantes. Ce droit lui avoit été contesté par le Syndic du Clergé du Diocèse de Coutances, devant l'Intendant Chamillard & le Marquis de Courtomer, Commissaires dans la Generalité de Caen dès l'an 1668. Il y avoit eu partage entre eux. L'Intendant avoit été d'avis que le Seigneur de Cerisy fût réduit au droit exprimé par l'article huitième de l'Edit, & de plus qu'il fût interdit de faire faire aucun exercice dans sa maison de Cerisy, parce qu'encore que ce fût un demi fief de Haubert, il ne relevoit pas du Roi. Le Marquis de Courtomer au contraire avoit maintenu ce Seigneur dans toute l'étendue du droit, fondé sur le septième article de l'Edit de Nantes. Le Conseil le jugea conformément à l'avis du Commissaire Reformé, soit qu'il voulût compenser par cet acte de justice le mal qu'il avoit fait par tant d'autres arrêts, & tant de Declarations, soit que le Duc de Montausier eût employé son credit en faveur de ce Gentilhomme qu'il avoit en grande consideration. Cet arrêt néanmoins étoit d'importance, parce qu'il decidoit un point de droit, & qu'il déclaroit qu'il n'étoit pas de l'essence du fief de Haubert, qu'il relevât immédiatement du Roi; qu'il n'étoit pas nécessaire de relever du Roi, pour avoir un fief capable du droit fondé sur le septième article de l'Edit, & que comme cela n'étoit pas requis dans les fiefs de Haubert, on pouvoit aussi soutenir avec raison qu'il n'étoit pas nécessaire dans les hautes Justices. Tous ceux qui s'étoient mêlez de détruire l'Edit, avoient formé de grandes contestations sur toutes ces choses. Au reste le Seigneur de Cerisy, du nom de Richer, avoit son propre frere pour Ministre dans sa maison. Il s'étoit consacré au ministere avec un zèle sans ambition, & il avoit reçu de Dieu le don d'une modestie, d'une douceur, d'une docilité, qui avec beaucoup d'autres bonnes qualitez, l'ont toujours fait & le font encore considerer de tous ceux qui le connoissent, comme un veritable Ministre de l'Evangile. On conserva encore au Seigneur de Glatigni le droit de son fief, quoi qu'il

*Importantes
questions
de Droit
decidées.*

qu'il eût été acquis depuis l'Edit; & on rejettoit encore par là 1679.
une des chicanes des nouveaux Interpretes de l'Edit, qui preten-
doient qu'il ne donnoit le droit de faire prêcher chez eux, qu'à
ceux qui possédoient du tems même de l'Edit des fiefs de la qua-
lité requise.

Pour revenir donc à l'histoire d'Elie Merlat, il fut arrêté à *Procès*
Saintes au mois de Juillet, & son procès lui fut fait avec autant *fait à*
de diligence, que s'il avoit été question des crimes les plus noirs, *Elie*
& les plus pernicieux à la société humaine. Les Juges y travail- *Merlat.*
lerent fêtes & Dimanches; & dans l'espace de huit jours lui fi-
rent subir cinq fois l'interrogatoire. On le tourna de tous les
côtés par où on peut prendre un Ministre, & on lui fit des af-
faires de toutes les paroles, & de toutes les actions qui lui avoient
pu échapper en cette qualité. On lui imputa de n'avoir point no-
mifié la mission aux Magistrats, après la reception au ministère;
d'avoir prêché hors de son Eglise; d'avoir blâmé les Ministres
qui ayant été mis en prison pour quelques pretendues contra-
ventions aux Edits, s'en étoient rachetez pour de l'argent; de
s'être servi des termes odieux d'*oppression* & de *persecution*; d'a-
voir censuré un Ministre de la Province, pour avoir donné par
écrit à l'Evêque de Saintes, une retractation de quelques propo-
sitions qu'on l'accusoit d'avoir avancées; d'avoir prêché que les
Rois devoient savoir que leurs sujets n'étoient pas *des bêtes*,
mais des hommes raisonnables; d'avoir écrit qu'on peut quelque-
fois prendre legitimement les armes contre son Souverain; d'a-
voir justifié les guerres civiles entreprises par les Princes du nom
de Bourbon; d'avoir accusé quelques Rois de violer leurs paro-
les & leurs traitez; d'avoir écrit que l'Eglise Romaine étoit tom-
bée en apostasie, d'où on inferoit qu'il devoit donc croire que
le Roi étoit un *Apostat*; d'avoir nommé la Religion Romaine
autrement que Catholique; de lui avoir contesté ce titre; d'a-
voir taxé les abstinences ordonnées par l'Eglise Romaine; d'avoir
prêché que les jours de jûne les Catholiques mangeoient des co-
quillages pour s'exciter à lubricité; & d'avoir dit sur l'usage de
cette nourriture, fort communs dans ce quartier de Saintonge
qu'on nomme des Isles, des choses fort indecentes & fort in-
dignes de la Chaire.

Ce Ministre avoit écrit un livre qui avoit paru en 1676. sous

1679. le titre de *reponse generale au livre de Mr. Arnaud, intitulé le ren-
 versement de la Morale de Jesus Christ*, par la doctrine des Cal-
 vinistes touchant la justification. Cet Ouvrage ou fait, ou adop-
 té par le celebre Arnaud, selon la methode de son party, qui
 composoit un livre de tout ce que chacun des membres de la
 cabale y pouvoit conferer du sien, & le mettoit en suite au jour
 sous le nom qui lui paroissoit le plus propre à lui donner cours
 dans le monde, étoit un tissu de noires impostures, & de mali-
 gnes fraudes, parées de tout ce qu'une fausse érudition, & une
 éloquence mal appliquée avoient pu leur communiquer d'orne-
 mens; & le but de ce travail étoit de persuader, selon la vieille
 & impudente chicane des Missionnaires, que la doctrine des Re-
 formez touchant la justification, la perseverance des vrais fideles,
 & la certitude du salut les dispensoit de faire de bonnes œuvres,
 & leur repondoit de la vie éternelle, quelques crimes qu'ils pus-
 sent commettre. Pendant que Merlat preparoit sa *reponse gene-
 rale*, Bruguier Ministre de Nîmes en mit une au jour, assez for-
 te, mais extremement abrégée; & qui servoit à faire voir qu'il
 ne falloit pas un gros livre pour detruire l'ouvrage des Jansenis-
 tes, qui ne contenoit que des illusions, des calomnies, & des
 paroles inutiles. Ce petit Traité fut publié en 1673. Mais d'un
 autre côté Jurieu travailloit à refuter le même livre; & son Ou-
 vrage, qui passa justement & par son merite pour un des plus
 beaux qui eussent vu le jour depuis long tems, fut publié deux
 ans après celui de Bruguier, & environ un an avant celui de Mer-
 lat, sous le titre d'*Apologie de la Morale des Reformez &c.* Cela
 n'empêcha pas que Merlat ne mit le sien en lumiere, quand il
 eut trouvé un Imprimeur qui ne craignoit point de s'en charger.
 L'édition de ce livre fut le plus grand de tous ses crimes; & y
 joignant quelques façons de parler tirées, disoit-on; de ses Ser-
 mons, on en prit occasion de l'accuser d'avoir excédé les termes
 des Edits; d'avoir avancé des propositions qui tendoient à éta-
 blir une troisième Religion; d'avoir traité l'Eglise Romaine d'He-
 retique; d'avoir employé, & soutenu comme des expressions con-
 formes à la doctrine des Reformez les termes d'*Idole*, de *Dieu
 de pain*, de *Cyclope*, en parlant des mysteres de la Religion Ca-
 tholique; d'avoir écrit que les Reformateurs avoient aboli la *Ty-
 rannie*, & on vouloit l'obliger à expliquer de quelle *Tyrannie* il
 avoit

*Apologie
 de la Mo-
 rale des
 Reformez.*

avoit voulu parler. On voulut faire passer pour un attentat à l'autorité du Roi & de sa Cour, ce qu'il avoit parlé d'une Cour où residoit *le centre de l'unité Catholique*, dont personne n'ignoroit *les factions & les desseins*. On lui imputa d'avoir voulu autoriser la polygamie; d'avoir calomnié l'Eglise Romaine; d'avoir fait imprimer son livre sans permission des Officiers du Roi; d'avoir écrit que la nécessité du salut des ames autorise toute sorte de personnes de prêcher la verité; d'avoir chargé l'Eglise Romaine du reproche de reduire à plusieurs égards le Christianisme au Judaïsme; d'avancer même dans son livre des propositions contraires à sa propre Religion. 1679.

Merlat se defendit contre ces accusations par des reponses generales, des protestations, des appellations, des prises à partie; & voyant que plusieurs de ces imputations étoient fausses; quelques-unes mêlées de vrai & de faux, mais au moins toutes cap-^{Defensts & con-} tieuses, il évita tant qu'il put d'entrer dans des explications par-^{damna-} ticulieres. Mais cela n'empêcha pas que le dix-neuvième d'Août il ne fût condamné d'une maniere terrible. Il étoit déclaré *duë-* ^{tion de} *ment atteint & convaincu d'avoir contrevenu aux Edits & De-* ^{Merlat.} *clarations du Roi, & arrêts de son Conseil; & d'avoir temerairement & seditieusement prêché; & composé un livre sans permis-* *sion du Roi ou du Magistrat, rempli de diverses propositions heretiques, impies, seditieuses, pernicieuses, outrageuses à l'Eglise Catholique, tendant à rendre abominables ceux qui la professent, de dangereuse consequence pour l'Etat, & propre à établir de nouvelles heresies non tolérées dans le Royaume.* Pour reparation de tant de crimes, il étoit condamné à les confesser en plein jugement; à retracter les propositions qui lui seroient luës, & qui avoient été censurées par un acte du cinquième du mois. Son livre devoit être laceré & brûlé par le Bourreau: & en cas qu'il refusât la reparation qui lui étoit prescrite, il étoit condamné à être conduit au lieu de cette execution, pour la voir faire en sa presence. De plus il étoit interdit à perpetuité, condamné à trois mille livres d'amende, dont le tiers étoit appliqué au Roi; le tiers aux Couvens des Recollets de Saintes & de Pons, & le tiers aux reparations & ornemens des Eglises paroissiales de la ville; & enfin aux depens des procedures. Les Approbateurs, & l'Imprimeur du livre étoient mis en ajournement personnel; & il étoit enjoint

1679. à tous ceux qui en avoient des exemplaires de les apporter dans un mois au Greffe pour les supprimer, à peine de mille livres & autres de droit. Ce jugement n'avoit pas été unanime. Il y avoit eu quelques Juges qui n'avoient pu se résoudre à flétrir un honnête homme, qui avoit beaucoup de mérite, pour de si frivoles raisons. De sorte que pour ne participer point à un jugement qui ne leur paroissoit pas soutenable, ils avoient fait employer qu'il avoit été ainsi jugé *à la pluralité des avis*.

1680.

*Arrêt
sur l'appel.*

Merlat appella de cette sentence; avec peu d'esperance de la faire moderer, parce qu'il falloit porter cette affaire au Parlement de Bourdeaux, où on étoit assuré de ne trouver point de Juges équitables. En effet après que le procès eut trainé encore plus de dix mois, & que Merlat eut été traduit dans les prisons de ce Parlement, il y eut arrêt le cinquième de Juillet, qui mettant l'appel & la sentence au neant, condamnoit Merlat à être conduit *les fers aux pieds*, par deux Huissiers, dans l'audience, pour déclarer *à genoux* que *temerairement, inconsidérément, & malicieusement* il avoit composé le livre de la réponse générale, & prêché en des termes contraires aux Edits, qu'il en étoit *bien marri*, & qu'il en demandoit *pardon* à Dieu, au Roi & à la Justice. Il étoit ajouté qu'un imprimé qu'il avoit produit au procès, contenant des éclaircissements sur la censure de son livre, & tous les autres exemplaires qui s'en trouveroient, seroient biffiez & lacerez. D'ailleurs Merlat étoit banni du Royaume à perpétuité, condamné à mille livres d'amende envers le Roi, & six cens livres d'aumônes, dont la moitié devoit être employée en *œuvres pies* à l'ordre de l'Evêque de Saintes, & l'autre à Bourdeaux en ce que le Parlement ordonneroit. A l'égard du livre, il étoit condamné à être brûlé devant l'Eglise de la place de St. Pierre. La représentation des exemplaires & leur suppression étoit ordonnée à ceux qui en seroient laisis, à peine de cinq cens livres encouruë aussi-tôt que le terme d'un mois seroit expiré. Le debit en étoit défendu à peine de la vie; & les Substituts du Procureur General étoient chargez d'en faire la recherche chez les Libraires dans tout le ressort du Parlement. Prioleau Ministre de Pons, qui avoit approuvé le livre, & René Pean, Libraire de Saumur qui l'avoit imprimé, furent ajournés personnellement; Merlat condamné aux depens faits & à faire; l'arrêt avec le procès verbal de

Son exécution.

de l'exécution envoyé à Saintes, pour être publié, affiché, re- 1680.
gistré là & ailleurs où il seroit nécessaire. Quatre jours après on
conduisit Merlat à l'audience, où après une courte & respectueu-
se preface, dans laquelle il protesta qu'il n'avoit jamais eu dessein
de scandaliser personne; & que sa conscience n'étoit point con-
vaincue qu'il eût rien fait par malice; & qu'il feroit la lecture de
la déclaration qu'on lui avoit donnée par écrit, seulement par
obéissance: après cette preface, dis-je, il lut cette déclara-
tion, couchée dans les termes qui étoient portez par l'ar-
rêt.

Cette affaire qui avoit été suscitée à un Ministre celebre, & *Affaires*
considéré dans sa Province, fit beaucoup de peur aux autres, qui *suscitées à*
jugerent bien qu'il n'y avoit personne à couvert de ces vexations, *d'autres*
& à qui on ne pût imputer des crimes de même nature. En ef- *Minis-*
fet la chose, pour ainsi dire, devint à la mode, & on fit divers *tres.*
procès aussi mal fondés à plusieurs Ministres. C'étoit la conso-
lation qu'on donnoit aux Jésuites, comme la plus digne d'eux,
que de couvrir de honte par des condamnations flétrissantes,
des Ministres qui n'avoient fait que prêcher leur doctrine, & jouir
des concessions de l'Edit de Nantes: & ils trouvoient dans cette
injuste oppression de plusieurs innocens, la réparation de l'ou-
trage fait en Angleterre à leur Société, par le juste supplice de
leurs Confreres. Outre Prioleau, Ministre de Pons, qui avoit
évité quelque chose de fâcheux, en s'accommodant avec l'Evê-
que du Diocèse, De Muin attaqua encore les Ministres de la Ro-
chelle; & de peur de manquer son coup, il les prit de divers
côtés. Il les accusa de *subornation*, sous prétexte que l'enfant
d'un nouveau *converti* avoit été envoyé dans leurs Ecoles. Il
les condamna à mille livres d'amende; & fit mettre en prison un
des Ministres, & un des Anciens. On obtint leur élargissement
au Conseil le quinzième de Juin, & la main-levée des meubles
qu'on avoit exécutez; mais ils furent obligez de consigner l'amende;
& le Marquis de Châteauneuf n'ayant jamais voulu rappor-
ter l'affaire au Roi, il se passa deux ans entiers sans qu'on leur
fit de poursuites. Au bout de ce tems-là, l'Intendant ordonna
que l'amende fût déposée entre ses mains; moyennant quoi le
Receveur des Consignations en demeureroit valablement dechargé.
Les Reformez se trouvoient alors par tout dans un état si
de-

1680. deplorable, que ceux de la Rochelle ne conterent presque pour rien la perte de mille livres. Cependant l'Intendant leur avoit fait sentir encore d'autres effets de sa mauvaise volonté. Lortie étoit un de leurs Ministres, qui s'étoit distingué par divers Ouvrages ; & principalement par un petit Traité de l'Eucharistie, dans lequel il avoit expliqué d'une maniere solide & agreable quelques difficultez qui sembloient encore embarrasser cette matiere, après la dispute que Claude avoit si glorieusement soutenüe contre tout le savoir, tout l'artifice, toute l'éloquence de plusieurs Docteurs Catholiques. Comme on en vouloit aux gens de ce caractere, De Muin lui suscita un procès criminel ; & fit deposer contre lui devant le Lieutenant Criminel par quatre temoins apostez, qu'un Dimanche du mois de Septembre, étant entrez dans le Temple, ils avoient entendu prêcher un Ministre qu'on leur avoit nommé Lortie, & qui avoit prononcé ces propres paroles ; *on nous tyrannise, on nous persecute, comme les Juifs tyrannisoient & persecutoient les Apôtres.* Deux choses faisoient voir clairement la fausseté de l'accusation. L'une étoit le choix même des paroles qu'on imputoit au Ministre. Il y avoit plus de quarante ans qu'on leur avoit interdit le mot de *persecution* ; & celui de *tyrannie* est de lui-même si odieux, qu'il n'y avoit pas même de sûreté pour les Catholiques à le prononcer, d'une maniere qui semblât avoir la moindre relation au Gouvernement. On peut juger par là si un Ministre qui n'avoit pas perdu le sens ; qui même avoit l'esprit un peu timide, comme il parut par la suite du procès, avoit été capable de prêcher publiquement que le traitement fait aux Reformez étoit une *tyrannie*, & une *persecution*. L'autre chose étoit la qualité des temoins. Ils étoient tous Compagnons Cordonniers ; gens qui n'ont ni feu, ni lieu ; qui courent de ville en ville, & ne s'arrêtent à travailler que pour amasser de lieu en lieu ce qui leur est necessaire pour voir le país. C'est pourquoi après leur recolement, ils disparurent, & on auroit été peut-être bien en peine de les retrouver, s'il avoit fallu les confronter à l'accusé. Je ne dis rien de la capacité d'un Cordonnier, quand il s'agit de remarquer ce que prononce un Orateur qui parle en public ; ni de la conformité suspecte qui paroissoit entre les diverses depositions de ces quatre miserables. Elle étoit si exacte & si scrupuleuse, qu'on ne pou-
voit

voit douter qu'elle n'eût été concertée. Cependant après l'éva-
 sion des temoins, on decreta prise de corps contre Lortie. Il
 étoit alors fort malade; & cela fut causé qu'on obtint facilement
 que l'exécution du decret fût différée jusqu'à sa guérison. Le
 Consistoire étoit d'avis qu'il se rendit prisonnier volontairement;
 & lui-même y consentoit. Mais la protection du Marechal de
 Navailles sur laquelle il avoit conté, venant à lui manquer, &
 l'exemple de ce qui étoit arrivé à Merlat lui étant remis devant
 les yeux par ses amis particuliers, il changea de sentiment, & se
 rendit à Paris, dans l'esperance de trouver plus de justice au Par-
 lement. Il y perdit néanmoins six mois de tems & de sollicita-
 tions; & comme il étoit prêt à en revenir, il apprit qu'on avoit
 encore donné à Fontenai un nouveau decret contre lui, sous pre-
 texte qu'il avoit procuré des lettres de recommandation à un jeu-
 ne homme, parent de la Dame Du Chail, femme qui merite que
 la posterité sache son histoire. Elle étoit née Catholique, & s'ap-
 pelloit Marie Cardin, bien-faite, riche, heritiere, & recherchée
 de toute la Noblesse du voisinage. Du Chail Gentilhomme Re-
 formé fut preferé à plusieurs autres, parce qu'il leur étoit égal
 d'ailleurs, & que de plus pour l'épouser il changea de Reli-
 gion. Mais ce changement n'alla pas jusques à son cœur. Il y
 garda une forte persuasion de la verité qu'il avoit abandonnée,
 & une resolution determinée de reconnoître sa faute avec éclat.
 Il ne cacha point ses sentimens à sa femme, à qui même il don-
 na la connoissance de la doctrine des Reformez, & lui inspira un
 ardent desir d'en faire profession. Ils eurent plusieurs enfans, à
 qui ils donnerent les mêmes instructions: mais parce qu'il y avoit
 déjà de rigoureuses declarations contre les Relaps, ce Gentilhom-
 me quoi qu'il fût attaqué de diverses maladies, remettoit de jour
 en jour l'éclat de sa repentance, qu'il vouloit rendre publique.
 Enfin en 1673. il tomba malade; & il fit sa declaration le qua-
 trième de Juin à un Ministre de Fontenai, & au President du mê-
 me lieu. Ce Ministre étoit Pain, homme particulierement esti-
 mé dans sa Province, sur tout à cause d'un zèle solide sans osten-
 tation, & d'une pieté sincere & modeste. Il fut depuis encore
 plus celebre par ses épreuves & par sa constance. Il visita deux
 fois ce malade; & cette demarche lui coûta quatre mois de pri-
 son, après quoi il demeura encore long tems à Poitiers, où on

*Nouvel-
 les accu-
 sations
 contre le
 même.*

*Histoire
 de la
 constance
 d'une
 femme de
 qualité.*

1682

lui donna pour prison la maison de Goussier son beaufrere, l'un des Ministres de l'Eglise de cette ville, homme de reputation, de savoir & de merite. Cependant Du Chail resista courageusement à toute sorte de tentations, & soutint sans être ébranlé une grande persécution de la part du Lieutenant Criminel, & de plusieurs Moines qui le tourmentaient jusqu'à son dernier soupir. La mort ne le delivra pas de leurs mains. On traîna son corps au Palais, pour lui faire son procès : & peu s'en fallut qu'il ne demeurât sans sépulture. Il avoit déclaré ses volontez par testament passé devant deux Notaires Catholiques ; & chargé l'exécuteur testamentaire qu'il avoit nommé de le faire enterrer dans le Cimetiere des Reformez. Le Juge vouloit néanmoins faire exercer sur ce corps la rigueur des Canons, & ce ne fut qu'après opposition, prise à partie, & toutes les procédures que les loix permettent pour se garantir de l'oppression, qu'il le rendit à sa belle-mere, à condition qu'il ne fût enterré ni dans le Cimetiere des Catholiques, ni dans celui des Reformez. On le mit donc en terre dans un lieu écarté, où on ne put même le faire porter qu'avec peine, & avec peril de sedition. Pendant le cours de la maladie de ce Gentilhomme sa femme l'assista courageusement, malgré les obstacles que ces gens & une garnison d'Archers, & sur tout sa propre mere Catholique emportée, y voulurent mettre. Elle demeura tutrice de ses enfans, à condition de les élever dans la Religion Romaine ; & on lui fit de severes descentes de l'abandonner. Elle n'obeit ni à l'un ni à l'autre : un Ministre la reçut à une abjuration secrète, & elle alloit de tems en tems communier à la Rochelle. Cela ne put être caché ; & fut cause qu'on lui ôta ses enfans, dont les Jesuites s'emparerent : & sur tout de l'aîné, qui avoit fait profession de la Religion Reformée, aussitôt qu'il eut atteint l'âge necessaire. Elle ne put les retirer de ces dangereuses mains, qu'à condition de leur donner un Precepteur Catholique, qui fut choisi par les Jesuites mêmes : mais malgré les soins de ce surveillant, elle ne cessa point de leur donner de belles leçons sur la Religion. Cette constance lui attira de longues persécutions, dont elle ne vit l'adoucissement que la premiere année de l'Intendance de Marillac, qui ayant encore alors de l'honneur à menager, lui fit donner quelque patience. Mais environ ce tems-là sa mere vint à mourir, & la desherita, en cas qu'elle

qu'elle se fit de la Religion Reformée. Cela étoit formellement 1680, contraire aux Edits ; néanmoins on l'exécuta ; & sur le refus qu'elle fit de promettre qu'elle demeurerait Catholique , on établit un Commissaire à la regie de ces biens, au profit de celui des enfans qui feroit profession de la doctrine Romaine. On dit que ce bien valoit plus de soixante mille livres. Elle fut condamnée à représenter ses enfans dans trois jours ; & à les mettre en pension chez des Catholiques. A son refus elle fut mise en prison, traité par un valet qui revela le lieu où elles'étoit réfugiée, après avoir mis ses enfans en sûreté. On ne put jamais l'obliger par les caqueoleries ni par la terreur, à déclarer où étoient ses enfans. On saisit tous ses biens & tous ses effets : & l'indigence où on la réduisit ne lui fit point perdre courage. On eut avis qu'on la devoit traduire à Paris, & qu'on menaçoit de l'appliquer à la question ; & pour lui épargner ce tourment, on trouva le moyen de la tirer de prison. Elle se servit de sa liberté pour passer en Angleterre avec cinq de ses enfans ; l'aîné étant demeuré en France, pour recueillir quelque chose du debris de sa Maison. Ce fut en 1681. qu'elle se sauva, & qu'elle mit fin par sa retraite à une persécution de plusieurs années. L'affaire qui m'a donné lieu de raconter cette histoire, arriva quelque tems avant la prison de cette Dame : il est tems maintenant d'y revenir. Ce jeune homme donc à qui Lortie avoit donné des lettres, avoit été aposté par de zèlez Catholiques, pour faire tomber cette Dame dans quelque piège. C'est pourquoi il feignit de vouloir passer en Hollande, & il tira d'elle & de plusieurs autres des lettres de faveur, qui s'adressoient aux personnes de leur connoissance. Aussi-tôt qu'il en fut saisi, il les remit à ceux qui l'avoient gagné : & chargea par sa confession, devant le Juge de Fontenai, tous ceux qui avoient eu quelque communication avec lui. Ce fut là l'occasion du nouveau decret dont Lortie fut averti ; & en même tems on lui rapporta que l'Evêque de la Rochelle avoit dit publiquement à un homme qui venoit d'être reçu Prevôt de la Marchandise d'Amix, qu'il vouloit lui faire commencer ses fonctions par la prise d'un Ministre. Ces paroles ne pouvant être appliquées à nul autre mieux qu'à Lortie, firent croire à lui & à ses amis qu'il n'y avoit plus de sûreté pour lui à la Rochelle ; & que comme le moindre mal qui lui pût ar-

1680. river de tous ces procès criminels , feroit qu'il fût condamné à quitter la ville , il valoit autant qu'il se retirât volontairement , que de se voir contraint de le faire , après avoir effuyé les longueurs de la chicane , & les fâcheries d'une ennuyeuse prifon. Il fuivit cet avis , & passa en Angleterre avant qu'on fût à la Rochelle qu'il en avoit pris la resolution.

*Sensiment
commun
sur la re-
traite
volontai-
re des
Ministres
atta-
quez.*

Je prendrai de là occasion de remarquer que cette retraite des Ministres qui quittoient la partie , n'étoit pas generalement approuvée. Ceux qui passioient pour les plus sages estimoient que c'étoit-là ce que le Clergé demandoit ; que se voulant defaire des Ministres , il verroit avec plaisir que pour les chasser il ne falloit que leur faire peur ; que cela l'autoriferoit de les entreprendre tous les uns après les autres ; que l'exemple étant une fois donné , chacun voudroit se tirer de peine par la même voye que les autres auroient prise ; que cette maxime étant une fois reçue , la fuite des Ministres deviendroit generale ; étant certain que le Clergé trouveroit tous les jours assez de pretextes pour leur faire des procès criminels , où il leur feroit craindre que leur vie ne fût en danger ; que ces conseils timides pris par les Conducteurs decourageroient les Troupeaux , qui avoient besoin d'exemples de constance dans les épreuves ; qu'à la verité il étoit fâcheux que d'honnêtes gens fussent exposez à la fureur de ces ames basses , qui employoient la fraude , l'imposture , l'injustice ouverte pour les faire perir : mais qu'on devoit croire qu'à la fin les Parlemens auroient honte de servir d'instrumens à l'aveugle passion de quelques scelerats , qui se couvroient du zèle de Religion ; que le Clergé même rougiroit de se charger de tant de mechancetez ; & que comme il y avoit dans ce Corps des personnes de naissance , qui avoient de l'honneur , & qui n'étoient pas bigots , ils auroient horreur de perdre des innocens , distinguez par l'érudition & par l'éloquence , quand on ne s'en pourroit defaire que par de fausses accusations ; qu'enfin on étoit arrivé au tems où il falloit mepriser la honte & souffrir la croix , pour la verité qu'on voyoit si dangereusement attaquée. Ces maximes severes ne plaisoient pas à ceux qui se voyoient choisis les premiers , pour faire l'essai de leur importance : de sorte que plusieurs prirent le parti de se tirer d'affaires ou par la retraite , ou par d'autres moyens que l'occasion leur presentoit. Il faut

nean-

neanmoins avouer que pendant qu'on vit les Ministres étonnez 1680.
chercher à se mettre à couvert , aussi-tôt que l'orage les mena-
çoit personnellement , on les entreprit de toutes parts ; & on leur
fit des affaires dont il sembloit qu'ils ne pouvoient sortir que pour
le gibet ou la rouë. Les plus timides furent les premiers atta-
quez , quoi qu'on eût souvent plus de peine à trouver des pre-
textes de les poursuivre , à cause que la crainte les rendoit cir-
conspects , & leur faisoit ménager leurs actions & leurs paroles.
Au contraire ceux qui étoient estimez fermes & courageux de-
meuroient en repos , quoi que leur propre fermeté pût donner
plus d'occasion de leur tendre des pieges mortels. En un mot ^{effet de}
quand il se trouva des Ministres qui subirent constamment les ^{la con-}
bannissemens , les amendes honorables , les autres peines à quoi ^{stance de}
on les condamnoit , leurs ennemis se relâcherent ; & sentirent ^{quelques}
quelque remords de leur faire tant d'injustices. Les Parlemens ^{ans.}
commencerent : & firent connoître les premiers qu'ils avoient de
la peine à faire souffrir ces condamnations à des gens de merite,
pour des accusations où les temoins étoient manifestement plus cou-
pables que les accusez. Le Conseil même fut contraint de mo-
derer ses rigueurs , & le Clergé fut moins emporté dans ses pour-
suites. On le verra dans la suite de l'Histoire : & j'ajouterai seu-
sement ici que cinq ou six exemples de constance que des Mini-
stres donnerent , furent peut-être le moyen dont Dieu se servit
pour inspirer au Conseil le dessein de laisser sortir tous les autres
du Royaume , quand l'Edit fut révoqué.

Cette année on jugea quelques partages ; mais on n'alla pas bien ^{Juge-}
loin , à cause que la Cour eut d'autres affaires : & que d'ailleurs ^{ment des}
le mariage du Dauphin , & les rejouissances qui le suivirent , occu- ^{partages.}
perent une partie de l'année. Les Eglises de Vire, de Ste. Mere
Eglise, & de Frénes furent interdites par arrêt du dernier de Mai :
& celle de Condé sur Noireau fut condamnée de même le seizième
de Decembre. Mais celle de Caen qui étoit une des plus con-
siderables de Normandie , & même de tout le Royaume , soit à
cause de la qualité de ses membres , entre lesquels il y avoit beau-
coup de Noblesse distinguée , plusieurs bons Marchands , & d'au-
tres personnes considerables de toutes les professions , soit à cause
du merite de ses Pasteurs , soit enfin à cause de la grandeur & de
la forme de son Temple : cette Eglise , dis-je , demeura , pour

1680. ainsi dire, sur le bureau presque toute l'année. On amusoit *Eglise de Caen conservée.* Du Bosc par les promesses de rapporter cette affaire au premier Conseil; & on la fit traîner ainsi jusqu'à l'année suivante, qu'elle fut enfin jugée avantageusement; & l'Eglise conservée par un arrêt du 10. de Février. Elle avoit été attaquée de toutes les forces du Clergé; & prise de tous les cotés où un droit d'exercice pouvoit recevoir quelque atteinte. Les Moines même avoient prétendu qu'ils étoient Seigneurs du fond où le Temple étoit bâti. Mais toutes les difficultés furent surmontées; toutes les chicanes furent détruites; & le droit fut établi par de si bonnes piéces, & de si solides raisons, que le Conseil fut obligé de le maintenir. Il est vrai que ce bon droit reçut, comme on le prétend, un peu de secours des remontrances du Roi d'Angleterre, ou de ceux qui gouvernoient sous son nom. Les Anglois étoient également offensés & des grandes conquêtes qu'on avoit laissé faire au Roi de France, & de la manière dont il traitoit les Reformez dans ses Etats. Ce double chagrin les rendoit moins traitables pour leur Prince propre, & pour ceux qu'ils croyoient les maîtres de sa conduite & de ses Conseils: & depuis cinq ou six ans, il y avoit eu si peu de concorde entre le Roi & son Parlement, qu'il n'y avoit peut-être que le souvenir & l'horreur de l'indigne mort du Roi Charles premier, qui empêchoit le renouvellement des guerres civiles. Mais sur tout les affaires de la succession étoient un ample sujet de disputes. Le Roi n'avoit point d'enfans legitimes; & le Duc d'Yorck son frere, & son presomptif heritier, étoit généralement regardé comme un homme qui ne tendoit qu'à renverser la Religion & l'Etat. On n'ignoroit pas quelles liaisons il avoit avec la France: & on savoit bien que l'Ambassadeur de cette Couronne étoit le premier mobile de toutes les résolutions de ce Prince. A la vérité la France faisoit jouer deux machines, pour cacher ses intentions. L'une étoit qu'elle extenuoit le traitement fait aux Reformez, en disant qu'on ne les chagrinoit que sur des choses peu essentielles, qu'on leur gardoit au fond le principal de l'Edit; qu'on ne leur ôtoit que les lieux d'exercice ou usurpez, ou inutiles; qu'on leur conservoit les plus commodés & les bien fondez; qu'on ne faisoit des affaires qu'aux particuliers qui en donnoient le sujet par leur conduite; & que dans des crimes d'Etat on ne leur faisoit souffrir que de

Etat de l'Angleterre.

Artifices de la France.

de faire legers peines. Mais cela ne faisoit pas une grande im-
pression : & pour ne rien dire maintenant des instructions que
ceux qui estoient de France pouvoient donner sur ce sujet , je
remarquerais que les Anglois même s'informoient exactement de
tout ce qui arrivoit , & qu'ils en tiroient de bons memoires de
tous les costez. Dès l'année 1675. le Chevalier Wheeler, hom-
me d'esprit & de cœur, avoit présenté au Parlement un écrit où il
avoit recueilli divers exemples des injustices qu'on faisoit aux Re-
formez ; & pour les tirer de memoires moins suspects , il avoit
fait lui même presque le tour du Royaume , afin d'y ramasser les
faits les plus certains & les plus incontestables. Il en avoit donné
un exemplaire à chacun des Membres de ce Senat ; & ils'en étoit
repandu plusieurs milliers dans le Royaume. Le même esprit ani-
moit plusieurs Anglois, qui croyant que les choses étoient degui-
sées par le discours de l'Ambassadeur , tâchoient de les apprendre
par des memoires plus fideles, & moins suspects. La part qu'on ne
doutoit point que la France n'eût à la dernière conjuration , ache-
voit de persuader qu'elle tendoit tout de bon à détruire la Reli-
gion Protestante , & qu'elle commençoit chez elle , pour avoir
après cela plus de facilité à la ruiner chez les étrangers. La secon-
de machine du Conseil de France , étoit que pour donner aux An-
glois quelque prétexte de dissiper leurs soupçons , elle feignit de
s'ennuyer de leur alliance , & de vouloir s'appliquer à cultiver cel-
le des Provinces Unies. A la verité on parloit si haut à la Cour
de ce changement de Politique , que cela seul pouvoit faire dou-
ter qu'on en eût effectivement la pensée. On ne se vante pas si
ouvertement des desseins qu'on a véritablement , & ceux dont on
fait parade sont presque toujours des voiles, dont on couvre ceux
où on ne veut pas que les étrangers penetrent. En effet tout le soin
que la France prenoit de ménager les Provinces Unies consistoit à
y nourrir la division , & à faire au Prince d'Orange mille indigni-
tez , plus capables de deshonorer leurs auteurs , que le Heroe
contre qui elles étoient inventées. Cependant les liaisons avec
l'Angleterre étoient plus étroites que jamais , quoi qu'on en fit
plus de mystère pour tromper le monde. On crut donc que cette
situation d'affaires avoit beaucoup servi à sauver l'Eglise de Caen,
aussi bien que celles de la même Province qui avoient été conser-
vées l'année précédente. Ces lieux étoient voisins des Etats An-
glois ;

*Écrit du
Chevalier
Wheeler
l'un des
chevaliers
protestans
qui furent
aux thé-
mistes.*

1680. glois ; la nouvelle de ce qui s'y passoit pouvoit être portée des uns aux autres en vingt-quatre heures, & ce qui se faisoit dans le Cotentin & dans le Bessin, sur le bord de la mer, sous les yeux, pour ainsi dire, des habitans de Gerzé, pouvoit persuader qu'on faisoit la même justice aux Reformez par tout le Royaume.

*Declara-
tion qui
exclut
les Refor-
mées des
fonctions
de Sages
femmes.
XCIX.*

Mais ces petits coups de Politique n'empêchoient pas qu'on n'en frappât de plus grands, pour faire tomber le reste des Eglises : & les Reformez comptèrent entre ces coups mortels la Declaration qui fut donnée le vingtième de Fevrier sur le sujet des accouchemens. Elle defendoit à toutes personnes de quelque sexe qu'elles fussent, si elles faisoient profession de la Religion Reformée, de se mêler d'accoucher les femmes à peine de trois mille livres d'amende : & le Roi dérogeoit en ce seul point à l'article trentième de la Declaration de 1669. Pour persuader aux simples que cela n'étoit pas de grande importance, on ajoutoit ici que le même article étoit confirmé à l'égard des autres Arts & Metiers. Les motifs de ce reglement étoient pris de ce que les Reformez ne croyant pas le Batême absolument nécessaire, & les Sages femmes de leur Religion n'ayant pas le pouvoir d'ondoyer, il arrivoit souvent que des enfans mouroient sans Batême, à cause de l'absence des Ministres & de l'éloignement des Temples : & que sur tout ceux de cette Religion qui étoient appelez aux accouchemens des femmes Catholiques, ne les avertissoient pas de l'état où elles étoient, quand ils les croyoient en danger de leur vie. On faisoit dire au Roi sur ce sujet que les Reformez *n'ont pas de croyance aux Sacrements* : ce qui peut faire connoître avec quels deguisemens on representoit à ce Prince la doctrine de leurs Eglises. En dressant ces motifs, il étoit venu dans l'esprit de ceux qui y travailloient une nouvelle raison de se plaindre des Reformez, qui exerçoient ce métier : savoir qu'ils cachoient la naissance des batards, & les empêchoient d'être élevez dans la Religion Catholique, bien que leurs peres & meres en fissent profession.

*Opposi-
tions à
cette De-
clara-
tion :*

Les Reformez s'opposèrent par tous les moyens respectueux & legitimes dont ils se purent aviser à l'execution de cette Declaration, & ils en exposèrent les consequences par divers memoires, où ils disoient même formellement qu'ils souffriroient plutôt la mort, que de permettre que leurs enfans fussent on-
doyez,

doyez. En effet l'*ondoyement* passant dans l'esprit des Catholiques pour un véritable Batême, il y avoit sujet de craindre qu'après qu'un enfant l'auroit reçu, on ne défendit aux Ministres de le batiser, ou on ne leur fit un crime de l'avoir fait. Cette crainte étoit fondée sur la coutume du Clergé, qui donnoit toujours de fort grandes extensions à toutes les Declarations qu'il obtenoit; & qui avoit le credit de faire autoriser ses interpretations & ses conséquences par de nouveaux reglemens, quand les Reformez ne vouloient pas s'y soumettre. On la pouvoit même appuyer sur l'experience. Il y avoit plus de vingt ans qu'on avoit fait des affaires à quelques Ministres sous ce pretexte. Le Sauvage l'un des Ministres de Blois, fort considéré par son merite & par sa capacité, avoit été obligé de subir l'interrogatoire sur une accusation de cette nature. La chose fut traitée fort civilement, & n'eut point de suite: mais si on avoit osé en former l'accusation, dans un tems où il n'y avoit point de loi qui en donnât le pretexte, on pouvoit craindre avec raison que désormais ce ne fût là une plausible occasion de tourmenter les Ministres, puis qu'il y avoit une Declaration qui en donnoit l'ouverture. De plus on remontroit dans ces memoires que les Reformez detestoient l'usage reçu entre les Catholiques, qui selon leur sentiment touchant l'absoluë necessité du Batême, lors qu'ils jugeoient dans des accouchemens difficiles, que pour sauver la mere il falloit que l'enfant perît, ou que pour sauver l'enfant il falloit faire perir la mere, tuoient pieusement la mere, pour conserver à l'enfant quelques minutes de vie, afin de le pouvoir *ondoyer* ou batiser.

Mais les Catholiques même murmuroient contre cette Declaration. Les femmes se préoccupent aisément dans ces occasions importantes, pour ou contre les personnes qui les assistent; & on fait bien que leur salut depend souvent de la confiance qu'elles ont à celles qui se trouvent auprès d'elles dans le besoin. Il y avoit plusieurs Catholiques dans les Provinces, & principalement dans les meridionales, qui s'étoient préoccupées en faveur des femmes de la Religion, & qui les croyoient plus sages, plus fideles, plus experimentées que les autres. Il s'établissoit même depuis peu un usage d'appeller les hommes à ces fonctions; & principalement les femmes de qualité croyoient être mieux ser-

1680. vies, quand elles employoient quelque Chirurgien un peu exercé à l'Anatomie. Elles estimoient que les hommes, outre qu'ils avoient des moyens de s'instruire que les femmes pouvoient rarement trouver, étoient encore plus hardis, s'étonnoient moins des accidens du mal, ou des cris & des foiblesses de la malade, & faisoient quelquefois d'heureuses tentatives, que les femmes n'osoient hasarder. Or je ne sai comment il arrivoit que de dix hommes qui se méloient de ce métier, il y en avoit six de Reformez qui avoient de la reputation, & qui étoient apellez aux accouchemens de toutes les personnes distinguées. Il y avoit beaucoup de femmes qui se trouvoient prêtes à accoucher, dans le tems que cette Declaration parut, & qui se sentirent fort alarmées de ce qu'elles seroient obligées à se mettre à l'avenir entre
Ses effets. les mains de personnes inconnues. En effet dans la suite l'exécution de ce reglement eut de fort tristes effets. On ne sauroit dire combien il mourut de femmes, entre les mains des Catholiques qu'elles apellerent; plutôt par la terreur que leur inspiroit la presence de ces personnes étrangères, que par le défaut de leur capacité. Les Sages-femmes & les Chirurgiens de la Religion refuserent de servir les Catholiques qui les apellerent, quoi qu'on leur offrit de grandes recompenses, & de pleines indemnitez: & au lieu que dans les autres occasions on croyoit qu'il ne falloit point executer les loix dont on esperoit la revocation, il fut jugé qu'en cette rencontre il falloit faire le contraire; que les murmures des interessez disposeroient le Conseil à entendre raison; que les inconveniens seroient ouvrir les yeux; & qu'on auroit plus de facilité à faire après cela revoke une Declaration si fâcheuse. Mais on se trompa dans cette esperance. Le Clergé fut plus fort que tout ce qu'on put faire ou dire: sa charité ne crut pas devoir compter la crainte de donner la mort à quelques personnes considerables, entre les raisons d'épargner les *Heretiques* dont il avoit juré la ruine. Tout ce que les sollicitations produisirent, fut que la Declaration fut près de six semaines sans être verifiée; & que pour appaiser les personnes de consideration, qui murmuroient du peril où la Declaration exposoit leurs femmes, on leur dit qu'il leur seroit permis d'appeler auprès d'elles qui bon leur sembleroit. On voulut même payer de cette civilité Du Bosc, qui avoit une personne qui le touchoit
de

de fort près, en état d'éprouver le danger qu'il y auroit à se mettre entre les mains d'une personne inconnue. Au reste il y avoit déjà long-tems que les femmes Reformées avoient eu de la peine à être reçues à Paris, au metier de Sages-femmes jurées. Il y avoit plus de quarante ans que celles qui se métoient des accouchemens, n'étoient plus apellées aux visites, aux conférences, aux autres fonctions du metier; qu'elles ne l'exerçoient ordinairement qu'en cachette; & qu'elles couroient quelque peril, s'il arrivoit que des femmes mourussent entre leurs mains.

Ce fut peu de tems après que cette Declaration eut été publiée, qu'on dressa une requête nouvelle pour la presenter au Roi. Les autres requêtes présentées depuis neuf ou dix ans étoient oubliées; & les Edits donnez depuis ce tems-là, ne permettoient pas de regarder comme importantes les plaintes dont alors on faisoit une grande affaire. On remontreroit donc dans celle-ci tout ce qui étoit arrivé de fâcheux depuis dix ans; la suppression des Chambres Miparties, l'exclusion des Reformez de toutes les Charges, des Consuls, des Charges Municipales, des Metiers, l'interdiction de trois cens lieux d'exercice, dont quelques-uns même étoient nommez dans l'Edit; la passion des Commissaires Catholiques, toujours prêts à recevoir des plaintes contre les Reformez, & n'écoulant jamais celles que les Reformez pouvoient faire; l'aneantissement de la liberté de conscience par les Declarations données contre les *Relaps*, & par les affaires criminelles suscitées aux Reformez, quand on les soupçonnoit de favoriser le changement des Catholiques; l'enlèvement des enfans; la reduction des Ecoles à une seule, & à un seul Maître, dans les lieux même où il y avoit deux ou trois mille enfans; l'introduction d'un Commissaire Catholique dans les Synodes, pour des raisons qui bleffoient l'honneur & la fidelité des Reformez; la cessation de l'exercice pendant la visite des Evêques, les procès faits aux Ministres sur des expressions mal interpretées qu'on tiroit de leurs Sermons; l'attentat des Juges subalternes, qui avoient la hardiesse d'interdire les Ministres d'une Province entiere, comme depuis peu on l'avoit vu en Saintonge; & enfin la Declaration nouvelle sur le sujet des Sages-femmes. Le commencement & la fin de la requête contenoient les moyens accoutumés; l'autorité de l'Edit; la fidelité des Reformez attestée

*Requête
présentée
au Roi.*

1680. par le Roi même; leur consternation dans le misérable état où ils se trouvoient réduits; la nécessité où on les mettoit de chercher hors du Royaume leur repos & leur liberté; & choses semblables.

*Raison
de l'é-
luder.*

Cette requête ayant été présentée, il arriva je ne sai comment que quelque tems après elle fut imprimée, & débitée publiquement. Les Deputez des Provinces soutenoient que cette impression avoit été faite sans leur participation; & que c'étoit une fraude de quelque ennemi, qui pour les rendre suspects avoit affecté de la publier en leur nom. En effet on la cria dans les rues de Paris, ce qu'on n'auroit jamais osé faire sans permission; & il y a bien de l'apparence que si les Reformez l'avoient demandée, ils ne l'auroient pas obtenue. Cela prouvoit assez clairement que cette publication avoit été procurée par quelque mal-intentionné. Il avoit voulu par là donner lieu de croire que les Reformez repandoient leurs plaintes par tout, pour échauffer les esprits; & principalement pour faire impression dans le Conseil des étrangers. Dans l'état des affaires il sembloit qu'on eût eu dessein de la mettre au jour, pour donner avis aux Anglois de ce qui se passoit en France touchant la Religion, & de ne se laisser pas surprendre aux assurances qu'on leur donnoit verbalement de l'observation des Edits. Elle paroissoit imprimée en premier lieu à St. Omer, d'où le commerce étoit grand en Angleterre; comme si on s'étoit proposé d'y envoyer un nombre considerable d'exemplaires, & de le faire avec commodité d'un lieu voisin, où il y avoit une correspondance réglée. A la vérité les Reformez avoient peu d'habitudes à St. Omer; & il auroit été plus aisé de faire passer de là en Angleterre quelque plan de conjuration dressé par les Jesuites, que des écrits faits en faveur des Reformez. Mais quoi qu'il en soit, la publication de cette piece passa pour un bon pretexte de n'y avoir point d'égard: & le Marquis de Châteauneuf repondit aux Deputez qui le sollicitoient de la rapporter devant le Roi, que puis qu'elle étoit publique, ce Prince n'en vouloit plus entendre parler. Cela n'empêcha pas quelque mal-honnête homme de repondre à cette requête par un écrit insultant, où il vouloit persuader que les Reformez avoient grand tort de se plaindre. Il comparoit l'état où on les reduisoit en France, au supplice de cinq ou six scelerats que la Justice avoit fait

*Reponse
insultan-
te d'un
homme
sans nom*

fait mourir en Angleterre; & parce que les Reformez n'étoient pas condamnés au gibet ou à la rouë, il ne les estimoit pas fort misérables. Il parloit de l'état des Catholiques en Hollande & à Geneve, ou en homme qui ne connoissoit pas le païs, ou en Missionnaire qui avoit perdu toute pudeur; & parce qu'on laissoit encore en France aux Reformez quelques lieux d'exercices, & qu'on ne les reduisoit pas à s'assembler, comme autrefois, la nuit, dans des bois ou des cavernes, il ne comptoit pour rien toutes les injustices qu'on leur avoit faites depuis vingt ans. Il faisoit passer tous ceux à qui la crainte de l'avenir faisoit quitter le Royaume, pour des Banqueroutiers, des *Relaps* & des *Apostats*; & renouvelloit le lieu commun tant de fois épuisé par les Missionnaires, des guerres arrivées sous le regne de Louis XIII. & même des troubles qui avoient précédé l'Edit. Il se moquoit de la plainte qu'on y faisoit de la demolition des Temples, & des partages affectez par les Commissaires Catholiques. Il traitoit de la même maniere tous les autres articles; & pour montrer que l'introduction des Commissaires Catholiques dans les Synodes n'avoit rien d'injuste ni de nouveau, il apelloit à son secours les Edits de Charles IX. & de Henri III. & disoit impudemment que l'Edit de Nantes avoit laissé les choses dans le même état où ces premiers Edits les avoient mises. Il reprochoit aux Reformez le procès fait à Merlat, & à quelque autre Ministre, comme s'il eût été impossible qu'on les eût condamnés injustement; & il n'oublioit pas même qu'à Charenton l'année précédente, on avoit trouvé mauvais qu'un Ministre de reputation & de merite, eût parlé d'une maniere qui pouvoit faire appliquer son discours aux affaires du tems. Mais l'Auteur du libelle rap-
Sermon
fait à
Charenton.
portoit ce fait en des termes qui pouvoient faire juger, & que le Ministre avoit fait une grande faute, & que le Consistoire en avoit fait une justice exemplaire. Cependant la faute du Ministre consistoit seulement en ce qu'ayant cité les paroles que Charles IX. avoit dites au Prince de Condé après la St. Barthelemi, pour le forcer rentrer dans la Communion Catholique; ayant, dis-je, cité ces paroles, *mort, Messe, ou Bastille*, il avoit exhorté ceux à qui on proposeroit le même party, de choisir la mort. Le Deputé General qui étoit présent, avertit le Consistoire que ces paroles mal prises, & mal proposées pouvoient faire quelque af-
faire;

1680. faire, & qu'il seroit bien aise, si on en parloit à la Cour; d'y pouvoir donner assurance que le Consistoire les avoit désapprouvées. Sur cela on résolut de ne donner plus la Chaire à ce Ministre; & c'est à quoi se termina toute la justice qu'on fit de lui. Cela fut bien pris à la Cour, où quelque auditeur Catholique n'avoit pas manqué de rapporter les paroles de ce Ministre; mais il y eut bien des lieux dans le Royaume, où on trouva la complaisance du Consistoire de mauvais exemple. Tout le reste de l'écrit étoit de même caractère; & sur tout si le sujet l'avoit permis, il y auroit eu de quoi se divertir, à lire le passage où il vouloit justifier la Declaration donnée sur le sujet des Sages-femmes. Il y entreprenoit de prouver par la Confession de Foi des Reformez, qu'ils approuvoient les ondoyemens des Sages-femmes Catholiques, parce que les termes de cette Confession portent que l'efficace du Batême *ne dépend point de celui qui l'administre*; comme si ces termes avoient dû s'entendre de la vocation de celui qui batise, & avoient presupposé qu'il n'importe de quelle main ce Sacrement soit reçu. Il ajoûtoit que les premiers Ministres n'ayant point eu de mission legitime, selon lui, il falloit que les Reformez trouvassent bon le Batême administré par le premier venu, ou qu'ils demeurassent d'accord qu'il n'y avoit personne entre eux, qui fût assuré d'avoir reçu ce Sacrement d'une main qui eût le pouvoir de le conférer.

*Nouveau
Mission-
naire qui
tourmen-
te les Mi-
nistres.*

Ces petites chicanes de Missionnaire, cent fois rebattuës, cent fois refutées, n'étoient sans doute pas bien placées dans un écrit, où il s'agissoit de prouver, qu'en violant l'Edit de Nantes dans ses plus essentielles concessions, on ne donnoit pas aux Reformez le moindre sujet de se plaindre. C'étoit une vision assez singuliere, dont plusieurs Catholiques même de bon sens s'étoient entêtés je ne sai comment, que l'intelligence des controverses étoit utile à l'intelligence de l'Edit, & que les difficultés de celui-ci devoient toujours être décidées par l'avantage que la doctrine Catholique, au jugement de ses Docteurs, avoit sur la Reformée. Au reste cet écrit ne parut que quelques mois après la Declaration du vingtième de Ferrier: mais quoi que l'Auteur n'eût pas déclaré son nom, le caractère de son esprit assez semblable à celui d'un nouveau Missionnaire, qui s'avisait environ ce tems-ci de persecuter les honnêtes gens, me déterminé à en dire quelque chose.

chose. Ce nouveau fleau des Reformez nommé Cotherel, avoit 1680.
 été Ministre. Il étoit fils d'un Procureur de la ville d'Agen, af- ^{SON CA-}
 fez honnête homme : mais il n'en tenoit point du tout ; & je ne ^{RACTERE.}
 fai comment le Synode de sa Province avoit pu se résoudre à
 l'honorer du ministère. Il n'y avoit point de ville où il n'eût fait
 durant ses études quelque extravagance d'éclat. Dans le lieu de
 sa naissance, à Montauban, à Puylaurens, à Thoulouse, à Cas-
 tres il s'étoit fait connoître par cent folies. Il avoit changé de
 Religion même avant que d'avoir été reçu Ministre : mais son pe-
 re l'avoit ramené ; & comme il en coûtoit toujours à ce pauvre
 homme pour le tirer des embarras où il se jettoit, ce malheu-
 reux étoit sage autant que duroit le souvenir de la dépense qu'il
 avoit faite. Jamais homme n'a été plus fanfaron, plus étourdi,
 plus volage, plus debauché, plus incapable de se taire, plus har-
 di menteur. Il étoit le jouët de tous ceux de sa connoissance,
 parce qu'il avoit quelque chose de bouffon, & qu'il y avoit quel-
 quefois un peu d'esprit dans ses saillies. Mais son inconstance
 perpétuelle, son impudence, ses menqueries lassoient bien-tôt tout
 le monde, & le faisoient fuir comme un importun. Cet hom-
 me s'étant ennuyé du ministère, qu'il exerçoit d'une manière peu
 édifiante, se revolta encore une fois, & vint à Paris, à dessein
 d'obtenir du Clergé quelque Benefice ; & pour se rendre plus re-
 commandable, & se conserver une pension dont il se rendoit in-
 digne par le dérèglement de sa vie, il s'avisa d'aller harceler tous
 les Ministres qui avoient de la reputation, & de leur offrir chez
 eux une dispute réglée sur les matieres de Controverse. Les au-
 tres disputeurs n'osoient plus se jouer aux Ministres, & depuis
 fort long tems les laissoient en patience. Ils bernoient leur gloi-
 re à la conquête d'un valet ou d'un Artisan, & ne faisoient plus
 de défis aux Ministres, que dans les Synodes ou les Consistoires,
 où ils étoient fort assurés qu'on ne les écouterait pas. Celui-ci
 voulut être le persecuteur des Ministres, & alla defier principa-
 lement ceux qui avoient la plus belle reputation. Claude & Du ^{Il atta-}
 Bosc qui étoient alors ceux qui avoient l'estime & l'approbation ^{que}
 generale, furent attaquez comme les autres par cet extravagant. ^{Claude}
 Claude se défia de lui par un refus absolu de se commettre avec ^{& Du}
 lui. Du Bosc qui ne le connoissoit pas, & qui étant souvent vi- ^{Bosc.}
 sité par des Ecclesiastiques, qui vouloient voir de près cet hom-
 me

1680. me de l'éloquence & des belles qualitez de qui toute la Cour étoit charmée, ne pouvoit refuser la porte aux personnes de ce caractère, fut surpris par cet indigne ennemi qui lui rendit une visite. Il traînoit avec lui par tout un certain Gentilhomme de son païs nomme St. Ferriol, qui étoit du nombre de ceux qui cherchoient à vendre leur *conversion*, & qui pour faire les gens de bien, faisoient semblant de vouloir des conférences pour s'instruire, & se déterminer avec connoissance. Il lui servit de pre-texte pour defier Claude par un écrit public, & pour attaquer Du Bosc dans une conversation particuliere. A peine fut-il entré chez lui, qu'il l'entreprit sur la Religion: mais Du Bosc qui s'aperçut bien-tôt du dessein de ce visionnaire, ne lui ayant pas répondu comme il s'y attendoit, il fut après diverses insolences obligé de se retirer. Ce fut assez pour lui donner sujet de crier victoire, & de publier des écrits pleins d'impostures, d'outrages, d'ignorances, où il se vantoit d'avoir fait peur à Claude, & d'avoir fermé la bouche à Du Bosc. Il ne trouva de creance que chez les crieurs de gazettes, & d'autres gens de pareille étoffe; mais ceux qui avoient quelque connoissance de ces deux Ministres, jugerent bien que leur defaite ne pouvoit pas être l'ouvrage de Cotherel, homme dont le savoir ne s'étendoit pas jusqu'à pouvoir expliquer à livre ouvert un Auteur Latin.

Liberté
de con-
science
due aux
Catholi-
ques.
C.

Ces petites affaires arriverent pendant cette année; mais on ne s'arrêtoit presque plus à se plaindre de ces bagatelles, parce qu'il se passoit des choses bien plus importantes, & plus dignes d'attention. Le Roi donna au mois de Juillet une Declaration, qui achevoit de ruiner la liberté de conscience, & qui defendoit aux Catholiques de quelque âge & de quelque sexe qu'ils fussent, de faire profession de la Religion Reformée, à peine d'amende honorable, de bannissement perpetuel, & de confiscation de leurs biens. Mais parce qu'on craignoit que ceux qui auroient dessein de changer de Religion, ne l'exécutassent secrettement, on y ajoûta des defences aux Ministres de les recevoir à faire profession de leur Religion, & aux Consistoires aussi bien qu'aux Ministres, de souffrir ces Profelytes dans leurs Assemblées, sous la cruelle peine de privation du ministère, pour le Ministre qui auroit contrevenu, & de l'interdiction de l'exercice, dans le lieu où la contravention auroit été commise. Il y avoit long-tems que le Clergé sollici-
toit

toit cette Declaration, qu'un reste d'averfion pour tout ce qui 1680.
 sent un peu l'Inquisition avoit empêché de passer; les honnêtes
 gens Catholiques étant persuadez, qu'on ôtoit à la pieté tout ce
 qu'elle a de saint & de religieux, quand on la rendoit involon-
 taire, & qu'on la commandoit sous d'affreuses peines. Mais le
 long refus dont on avoit affligé le Clergé, fut recompensé par
 ce qu'on lui accorda enfin de plus que ce qu'il avoit demandé
 d'abord. Il ne s'étoit proposé au commencement de ses poursui-
 tes, que d'empêcher les Catholiques de changer de Religion;
 & il obtint enfin non seulement qu'il ne leur fût plus permis d'en
 changer, mais que des Eglises entieres même fussent respon-
 sables de ce changement. On remarquoit dans cette Declaration *Confid-*
 trois choses extrêmement surprenantes. La premiere qu'on fai- *ration*
 soit dire au Roi, que les Catholiques avoient toujours eu de l'a- *sur cette*
 version pour la Religion des Reformez, & même pour ceux qui *Declara-*
 la professoient; & que cette *averfion* avoit été beaucoup augmen- *sion.*
tée par la publication des Edits. On trouvoit ce langage bien
 nouveau, & bien different de celui que les Rois avoient tenu
 jusques là dans leurs Edits & Declarations, où ils avoient accou-
 tumé de parler de ces loix sacrées, comme d'un moyen qui avoit
 éteint les haines & les animositez qui étoient causées par la diffé-
 rence des Religions, & comme du plus solide fondement de la
 paix & de la concorde entre leurs sujets. La seconde qu'on eût
 mis dans cette Declaration une confirmation expresse de l'Edit
 de Nantes par ces paroles, *confirmant entant que besoin est ou*
feroit l'Edit de Nantes, & autres Declarations & arrêts donnez
en consequence. On trouvoit qu'il y avoit une insultante illusion
 dans ces termes; & que ces deux articles dont l'un confirmoit les
 Edits, & dont l'autre ôtoit le privilege de ces Edits à la plus
 grande partie du Royaume, ressembloient à un commandement
 par lequel il seroit porté qu'on laisseroit subsister un édifice en
 son entier, pour la commodité des propriétaires, mais que nean-
 moins on en saperoit les fondemens. La troisième qu'on eût ex-
 primé la defense de permettre aux Catholiques de se trouver
 aux exercices des Reformez en des termes si équivoques, qu'on
 ne pouvoit juger si elle s'étendoit à tous les Catholiques en ge-
 neral, ou si elle parloit seulement de ceux qui auroient fait pro-
 fession de la Religion Reformée. Il parut peu de tems après

1680. que l'équivoque avoit été affectée, afin de mettre les Consistoires dans la nécessité ou de se faire tort eux-mêmes, en prenant les défenses dans le sens le plus étendu, de peur de hasarder le droit de leurs Eglises; ou de donner un prétexte de les accuser de contravention, s'ils prenoient ces défenses dans un sens moins vague, & borné aux seuls Profélytes qui auroient quitté la Religion Romaine. En effet en plusieurs lieux du Royaume, & principalement du bas Languedoc, mais sur tout à Uze, on fit des affaires aux Ministres, pour cette seule raison qu'ils avoient souffert que des Catholiques assistassent à leurs Sermons. Cette équivoque eut de grandes suites dont je parlerai ailleurs: je dirai seulement que ces expressions ambiguës parurent d'une si grande utilité pour déconcerter les Reformez, & pour les reduire à ne pouvoir ni obeïr, ni desobeïr sans s'attirer des affaires, qu'on n'oublia pas d'en faire souvent glisser quelques-unes du même caractère dans les Déclarations, & dans les arrêts qu'on publia les années suivantes. Comme on fait qui sont les gens qui se sont déclarés publiquement les protecteurs des équivoques, on n'avoit pas de peine à juger qui étoient proprement les auteurs de cette Déclaration: & les Reformez n'étoient pas les seuls qui avoient de l'indignation & de la douleur, de voir les Déclarations qui portoient le nom d'un grand Roi écrites d'un stile de Jésuite.

*Les Reformez
sont exclus de
toutes les fermes
royales.*

CI.

L'onzième jour du même mois il fut dressé un reglement de treize articles au Conseil des Finances, pour être observé par tous les Adjudicataires des fermes du Roi quelles qu'elles fussent. Le premier de ces articles portoit ces mots: *Sa Majesté veut que les seuls Catholiques, Apostoliques & Romains soient admis dans ses fermes, soit comme Adjudicataires, soit comme participes & interessez.* Le dixième défendoit aussi d'admettre les Reformez dans les sous-fermes; & de leur donner l'emploi de Directeurs, Contrôleurs, Commis, Capitaines, Brigadiers, Archers, Gardes, & autres qui peuvent servir à la direction & à l'économie des Finances. Colbert qui avoit trouvé beaucoup de Reformez interessez dans les Finances, quand il avoit été fait Contrôleur General, s'étoit servi d'eux depuis cela, & s'en étoit bien trouvé. Les plus riches Traitans, les Commis les plus intelligens, les Partisans qui avoient le plus de credit, étoient de cette Religion: & ces emplois faisoient subsister avec lustre, & avançaient un

un grand nombre de familles, qui ne pouvant rien faire ailleurs, 1680. se jettoient dans les Commissions, pour y faire quelque fortune. Cela étoit causé que Colbert les protegeoit, parce qu'il les regardoit comme des gens assurés, qui lui tiendroient toujours leurs bourses ouvertes, quand il auroit affaire d'argent, de peur que s'ils y manquoient, il ne s'en trouvât d'autres qui prissent leur place. On dit même que pour refuter le Clergé, qui vouloit faire passer pour indigne d'un Roi très-Chrétien que des *Heretiques* se mêlassent de ses Finances, il avoit remontré à ce Prince que l'exemple du Pape même levoit cette difficulté, que tout Chef qu'il est de la Religion Catholique, il permettoit aux Juifs d'entrer dans ses fermes, & qu'on y pouvoit par conséquent recevoir les Reformez en France sans blesser la Religion. Mais la jalousie de Cour se joignit ici au zèle du Clergé. Le Tellier & le Marquis de Louvois son fils ne voyoient manquer qu'une chose à leur fortune. Le pere étoit Chancelier, le fils étoit Favori, & avoit la principale direction des affaires. Il n'y avoit que les Finances dont ils n'avoient pas la disposition, & dont ils tâchoient d'ôter la direction à Colbert, par tous les artifices que l'envie soutenue d'un haut credit est capable d'inspirer. Aussi-tôt qu'il lui arrivoit de dire ou que tels impôts seroient trop souffrir le peuple, ou que l'état du Royaume ne pouvoit permettre qu'on mit les fermes sur un plus haut pied, ou quelque chose de semblable, ces redoutables concurrens avoient des gens en main dont ils repondoient au Roi, & qui offroient de faire monter les fermes plus haut, & de lever les droits du Roi d'une maniere qui grossiroit ses revenus, & qui soulageroit ses peuples. De sorte que Colbert n'avoit point d'autre Politique pour se maintenir contre ces rudes atteintes, que de faire aller les impôts au plus haut degré où on les pouvoit porter; & d'avoir toujours des gens affidés, qui prissent les adjudications à un prix plus haut que nul autre, de peur de les voir passer entre les mains de gens qui ne seroient pas de sa dependance. Mais ses envieux s'étant joints au Clergé, pour demander que les Reformez fussent exclus des Finances, il ne put tenir bon contre cette violente attaque. Aussi-tôt qu'il pensa dire que cette nouveauté apporteroit du desordre dans les affaires, on offrit au Roi des gens, à la caution du Clergé, & des autres de la même cabale, qui non seu-

*Moyens
pour les
priver
des em-
plois de
Finances.*

1680. lement redresseroient le desordre ; mais qui amélioreroient les revenus royaux, & les mettroient sur un meilleur pied. Colbert ceda, & signa le reglement : mais il ne laissa pas encore de tirer des services secrets des Reformez, qui avoient de l'argent & des amis ; & qui savoient trouver des ressources inconnues aux nouveaux Traitans. Cependant cette rigueur fit beaucoup de misérables. Un grand nombre de Commis se virent réduits à l'aumône, & quelques-uns ne pouvant résister à cette grande tentation, se rangerent à la Religion Catholique. Plusieurs autres eurent plus de courage, & demeurèrent dans la Religion Reformée. Quelques-uns des principaux Partisans Reformez firent de considérables libéralitez à ceux qui les avoient servis. La Salle Monginot, qui avoit fait une fortune assez belle, & assez subite par les Finances, paya des pensions durant quelque tems à ceux qu'il jugea qui en avoient besoin, & leur donna par ce moyen le loisir de chercher d'autres établissemens.

*Assemblée du Clergé.
CII.*

Cependant le Clergé assemblé à Paris, non content de ces avantages, travailloit à en obtenir de plus grands : & les Reformez apprirent qu'il avoit dressé un cahier d'articles très-fâcheux, sur lesquels il demandoit de nouveaux arrêts & de nouvelles Déclarations, pour achever de dissiper les Eglises. Un de ces articles requeroit que l'exemption des Ministres fût révoquée ; & que le Roi ordonnât de les imposer à la taille : un autre, qu'on ôrât les Temples des villes Episcopales : un autre, qu'on demolît ceux qui étoient dans les Seigneuries Ecclesiastiques : un autre, qu'on ne permit point aux Seigneurs de faire faire l'exercice dans les fiefs acquis depuis l'Edit. Ces articles ne passerent pas si-tôt ; mais il fut donné en attendant plusieurs autres Edits d'une conséquence bien plus fâcheuse. Lors qu'on eut avis de ce cahier le Deputé General étoit malade ; & on ne vouloit plus écouter les Deputés des Provinces, aussi-tôt qu'ils vouloient parler des affaires generales. On ne put rien faire de plus que d'obliger Ruvigni à écrire au Chancelier, pour le prier d'empêcher que le Roi n'eût égard aux demandes du Clergé. Il écrivit comme on le souhaitoit ; & sa lettre étoit assez forte pour faire connoître qu'il appuyoit les intérêts de sa Religion, avec autant d'affection qu'on en devoit esperer de lui. Il temoignoit qu'il avoit cru que le Clergé seroit content de ce qui s'étoit passé jusques là contre les

les Reformez; qu'il apprenoit néanmoins qu'on avoit arrêté dans la dernière Assemblée un cahier dont plusieurs articles étoient directement *contraires à la foi des Edits, à la charité Chrétienne, & au repos public*; qu'il supplioit le Chancelier de faire en sorte que le Roi ne prononçât rien, avant que d'avoir entendu les Deputez qui étoient à la suite du Conseil; que ces matieres lui paroissent si importantes, qu'il eseroit que le Roi leur feroit la justice de les écouter; qu'il en conjuroit le Chancelier *au nom d'un grand peuple*, qui ne demandoit plus rien que la vie, la liberté de prier Dieu, & le service de son maître, que ces demandes étoient très-innocentes; que s'agissant de son tout, il devoit être plus ménagé; qu'au moins il ne faudroit pas le jeter dans le dernier desespoir; ce qui arriveroit sans doute si le Roi l'abandonnoit à la rigueur & à la violence de ses ennemis, qu'il appelloit impiroyables; & qu'il comparoit au sepulchre, qui reçoit incessamment, & qui ne dit jamais c'est assez: qu'il eseroit beaucoup de l'équité & de la clemence du Roi; mais que s'il étoit trompé dans ses esperances, il en auroit beaucoup de douleur, parce qu'il voyoit que le service de ce Prince en recevrait beaucoup de prejudice, & que les Reformez croiroient avoir perdu la protection royale. Dans le reste de la lettre il n'y avoit que des civilitez respectueuses pour le Chancelier.

Cependant le Clergé continuoit ses poursuites; & à la separation de son Assemblée, il fit encore haranguer le Roi par le Coadjuteur d'Arles, de qui la dangereuse éloquence deployoit depuis plus de quinze ans toutes ses forces contre les Eglises Reformées. Il parla au Roi le dixième de Juillet; & ne prit plus le ton de plaintes sur lequel les Deputez du Clergé s'étoient tenus si long tems. Tout son discours fut de remerciemens & de louanges. Il se flatta du *bonheur de voir l'Herésie mourir aux pieds du Roi*; il osa avancer qu'on pouvoit dire que les nouveaux Edits avoient été dictés par l'Esprit de Dieu; & entre ces Edits il mettoit au premier rang ceux qui excluent les Heretiques des emplois. Il y ajoutoit celui qui ôtoit la liberté de conscience aux Catholiques; celui qui par la suppression des Chambres de l'Edit, avoit détruit les Tribunaux où l'Herésie étoit la dispensatrice de la justice. Il appelloit ces moyens de ramener les Heretiques au sein de l'Eglise, des *moyens doux & innocens*, dignes de la bonté & de la

1680. sagesse du Roi, conformes *aux intentions du Divin Pasteur*. Il en faisoit comparaison avec le supplice de ces scelerats qu'on avoit fait mourir en Angleterre; & comme s'il y avoit eu quelque ressemblance entre la conduite des Reformez, dont la patience passoit en proverbe chez les Catholiques, & les crimes de ces traîtres qu'on avoit punis à Londres, pour avoir conspiré contre la personne de leur Prince legitime, & contre le repos de leur commune patrie, il disoit que le Roi faisoit *bien voir la difference qu'il y a entre la raison & la passion; entre la douceur de la verité & la violence du mensonge; entre le zèle de la Maison de Dieu & la fureur de Babylone*. Ainsi, selon ce Prelat, faire mourir en Angleterre huit ou dix scelerats, qui ne prétendoient pas moins que de noyer ce Royaume dans le sang de ses peuples, & de le desoler par le fer & par le feu, c'étoit *passion, violence de mensonge, fureur de Babylone*, parce que ces projets criminels étoient formez pour le bien de la Religion Catholique: mais ôter à plus d'un million d'ames qui vivoient en paix, qui étoient fideles au Roi, utiles à l'Etat, éloigner des conspirations & des cabales, purs de tous les crimes detestables dont on avoit convaincu depuis peu des milliers de Catholiques, comme empoisonnemens, impietez, sortileges, horribles excès d'impureté, & autres semblables: leur ôter, dis-je, les libertez les plus naturelles, les plus inviolables, les mieux fondées & par le droit de la nature, & par les loix de l'Etat, c'étoit *raison, douceur de verité, zèle de la Maison de Dieu*. Après quelques remarques faites sur la continuation des appels comme d'abus, & sur la necessité des Synodes Diocesains, il pressoit extremement le Roi d'achever de retablir la Religion Romaine dans sa splendeur; il lui proposoit comme la seule chose que Dieu demandoit de lui, qu'il soumit tous ses sujets à l'Eglise Romaine, comme Dieu avoit, disoit-il, *soumis presque le monde entier à son Empire*. Dans ce discours il avoit mêlé quelques reflexions sur les revolutions d'Angleterre; & avancé que si on y avoit vu avec horreur des peuples *renverser des trônes*, c'étoit *parce qu'ils avoient auparavant renversé les autels*. Il avoit quelque raison en cela, puis que ces autels renversez avoient été le pretexte que la Cour de Rome avoit pris, pour exciter dans ce Royaume par ses intrigues, les troubles qui avoient enfin réussi à ce renversement de trônes. Mais il n'y avoit

avoit personne entre les auditeurs de ce Prelat, ou qui fût, 1680.
ou qui osât dire combien de fois la Politique de Rome, &
les fureurs du Clergé avoient bouleversé les États, fait perir
des Rois & des Empereurs, & fait couler des fleuves de sang
par les Croisades & par les massacres.

Le dix-septième d'Août, comme si le reglement du mois de
Juin n'avoit pas été suffisant, pour priver les Reformez de tous les
moyens de se mêler des Finances, on fit rendre encore au Con-
seil un arrêt, par lequel il étoit defendu aux Receveurs Generaux
dans chaque Generalité, de traiter du recouvrement des tailles des
Elections avec aucun Reformé : & à tous Receveurs Generaux
ou particuliers, & leurs Commis, d'employer ni Commis ni
Huissiers de la même Religion, à peine de cinq ans de suspen-
sion de leurs Offices pour les titulaires, & de deux mille livres
d'amende contre les Commis.

Le dix-huitième de Novembre il fut donné encore un arrêt, qui
rendoit generale pour tous les nouveaux *convertis* de quelque
Province qu'ils fussent, la grace accordée à ceux de Languedoc
& de Guyenne, de ne pouvoir être contraints de trois ans à
payer leurs dettes. Pour avoir un pretexte d'obtenir de tels ar-
rêts, on entretenoit le Roi du grand nombre de *conversions* qui
se faisoient tous les jours : & on les faisoit monter à plusieurs
milliers. L'Archevêque de Paris haranguant le Roi au nom du
Clergé, à l'ouverture de son Assemblée, se vanta contre verité
de vingt-cinq mille *conversions* arrivées depuis un an ; dont il au-
roit eu bien de la peine à prouver la vingt-cinquième partie. Ce
même Prelat, aussi cruel pour les *Heretiques*, qu'on l'accusoit
d'être complaisant pour les Dames, haranguant la Dauphine,
loua ouvertement Guillaume de Baviere son Ayeul, d'avoir éteint
dans des ruisseaux de sang les flâmes de l'*Herésie* d'Allemagne ;
à cause des cruantez qu'il y avoit commises contre les Protestans
de Boheme, & de quelques autres Etats. C'étoit par ces ten-
dresses que ces devots successeurs des Apôtres faisoient éclatter
leur charité.

Le même jour, par un autre arrêt, le Roi renouvela celui qui
avoit ordonné dix ans auparavant, que les Reformez rapporte-
roient devant les Commissaires les états de recette & de depense,
des sommes qu'ils avoient levées sur eux pendant les quatre der-
nieres

*Defenses
de traiter
avec les
Reformez pour
le recouvrement
des tailles.*

CIII.

*Delai
aux con-
vertis de
payer
leurs
dettes.*

CIV.

*Imposi-
tions &
levées de
deniers.*

CV.

1680. nieres années. Cet arrêt n'avoit pu être exécuté : c'est pourquoi le Clergé se fit une grande affaire d'en obtenir un nouveau , & il obtint qu'au lieu des quatre ans dont il étoit parlé dans le précédent , celui-ci portoit que les états des levées de deniers faites depuis l'année 1670. seroient representez aux Commissaires. On tâchoit, comme je l'ai dit ailleurs , de persuader au Roi que sous le pretexte des impositions permises , les Reformez en faisoient d'illegitimes , qui montoient à de grosses sommes , & qui étoient employées à gagner quelque personne du Conseil ; à entretenir des intelligences étrangères ; à faire les frais des deputations en Cour ; & à plusieurs autres usages contraires aux intentions du Roi. Mais on cachoit d'autres vûes sous ces impressions ridicules qu'on donnoit , & on cherchoit occasion de reduire les Consistoires à manquer de fond pour l'entretien de leurs Ministres. Cet arrêt fut publié , affiché , signifié presque par tout ; mais il ne fit pas l'effet que le Clergé s'étoit proposé ; parce que plusieurs Eglises n'ayant jamais fait de levées selon les formes portées par l'article trente-troisième des particuliers , elles pretendirent que cet arrêt ne les regardoit pas plus que le precedent , parce qu'il n'y étoit parlé que des impositions faites en conséquence de cet article. Cela reduisit le Clergé à d'autres chicanes , qui furent bien-tôt trouvées.

*Defenses
de con-
traire
mariage
entre per-
sonnes de
diverse
Religion.
CVI.*

Environ le même tems on se proposoit au Conseil , de defendre aux Catholiques de contracter mariage avec les Reformez. On s'avisa sur ce sujet d'une formalité qui n'avoit jamais été gardée ; & qu'il auroit été néanmoins bien plus juste d'observer , dans des matieres plus importantes. Le Chancelier envoya ordre à Du Bosc , qui attendoit encore alors le jugement de son Eglise , de se rendre chez lui , afin qu'il l'en pût entretenir. Il le fit assoir & couvrir , & lui demanda comment les Consistoires en usoient , quand il étoit question de ces mariages mêlez. Du Bosc ayant repondu que les Ministres n'approuvoient ni ne benissoient de tels mariages , le Chancelier repliqua que les Evêques les condamnoient aussi ; & conclut que le Roi pouvoit donc les interdire sans faire prejudice aux Reformez ; & que son intention étoit de declarer ces mariages nuls quant à l'effet civil ; les enfans qui en sortiroient incapables de succeder , & dechus de tous droits civils. En effet il y eut une Declaration donnée peu après

après presque dans ces termes : mais les motifs en étoient pris 1680.
 de ce que ces mariages étoient condamnez par les Canons comme un scandale public ; & qu'ils exposoient les Catholiques à une tentation continuelle de se pervertir , & par conséquent aux peines de l'Edit qui leur défendoit de quitter leur Religion. Le nom odieux d'*Hérétiques* étoit donné aux Reformez assez clairement par le Roi même dans cette Déclaration. L'entretien que Du Bosc eut avec le Chancelier fut assez long, & assez libre : & Du Bosc ayant pris cette occasion de lui parler des Edits qui paroissent tous les jours contre les Reformez , & de ceux que le Clergé sollicitoit encore , il obligea le Chancelier à demeurer d'accord de ce qu'il lui disoit presque sur tous les articles. Mais sur tout le Chancelier lui repeta plusieurs fois qu'on ne devoit point s'épouvanter ; qu'on n'avoit nul dessein de faire du mal aux Reformez ; que l'intention du Roi étoit de les protéger ; qu'il ne vouloit point qu'on les maltraitât : à l'occasion de quoi il condamna ouvertement l'animosité du Parlement de Rouën , qui n'ayant pas plus de devotion que les autres ; se piquoit néanmoins d'être le plus severe dans les affaires de Religion. Mais tout cela n'étoient que des paroles , qui furent démenties par mille effets contraires.

Il doit paroître fort surprenant qu'on fût sur le point de donner une autre Déclaration , sur une matiere beaucoup plus importante & plus delicate que celle-là , & que néanmoins le Chancelier n'en dît pas un mot à Du Bosc. Elle parut le dix-neuvième du même mois, & je croy le même jour que l'autre , & portoit non une simple permission , comme auparavant , mais un ordre exprès aux Baillifs, Senechaux , & tous autres Juges chefs de Justices soit royales , soit seigneuriales , quand ils seroient avertis qu'un Reformé demeurant dans l'étendue de leur ressort seroit malade , ou en danger de mourir , de se transporter vers lui assistez du Procureur du Roi , ou du Fiscal , ou de deux temoins , pour recevoir sa declaration , & savoir de lui s'il vouloit mourir dans sa Religion : & en cas que le malade voulût se faire instruire dans la Religion Catholique , le Juge étoit obligé de faire venir sans délai les Ecclesiastiques qu'il auroit demandez , sans s'arrêter aux empêchemens des parens. Le pretexte de cette Déclaration étoit tout à fait étrange. On presupposoit

Com-
mande-
ment
aux Ju-
ges de vi-
siter les
Refor-
mez ma-
lades.
CVII.

1680. que les Reformez avoient abusé de ce qui étoit porté en leur faveur sur ce sujet par la Declaration de 1669. & avoient recommencé les pretendues violences qu'on les accusoit de commettre, pour empêcher la *conversion* de ceux qui vouloient, avant leur mort, se ranger à la Religion Catholique. Il ne faut qu'un peu de bon sens pour juger que les Reformez, à qui on faisoit impunément des crimes de leurs moindres actions, n'étoient pas en état de faire des violences de cette nature; & que si cela leur étoit arrivé, on n'auroit pas manqué de les accabler d'amendes & de depens. Cette Declaration causa tant de desordres, tant de seditions, tant d'insolentes entreprises des Moines, & de ces autres faux zèles qui ne gagnoient leur vie qu'à tourmenter les Reformez, que les Jugés même en plusieurs lieux avoient honte d'être les instrumens de ces injustices, & cherchoient tant qu'ils pouvoient à se decharger de ces corvées. Cependant le Clergé ne trouvant pas la vexation assez grande, trouva le moyen peu après de la rendre plus odieuse.

Reformez exclus des moindres Offices.
CVIII.

Le Parlement de Paris non content des deux arrêts qu'il avoit déjà donnez contre les Reformez, pour les exclure de tous les Offices de judicature, en donna un troisième le second jour de Decembre, qui fut aussi le jour de l'enregistrement des deux dernieres Declarations. Le pretexte fut que les arrêts precedens laissoient quelque difficulté à l'égard des Greffiers, Notaires, Procureurs & Sergens des Justices seigneuriales: & comme si la subsistance de la Religion avoit dependu de ces vils emplois, le Parlement trouva digne de sa gravité d'ordonner, sur la requête du Procureur General, que ses arrêts seroient executez même à l'égard des Reformez qui exerceroient ces menus Offices.

Eglises interdites.

1681.

Mais l'année suivante fut bien plus cruelle que toutes celles dont nous avons parlé jusques ici: & on-la peut compter pour une des plus fâcheuses que les Reformez ayent passées depuis l'Edit de Nantes. Je ne parlerai plus du jugement des partages qu'en passant, parce qu'il arrivoit tous les jours bien des choses qui ne permettoient de regarder les pertes qu'on y faisoit que comme des bagatelles. J'ai vu vingt-deux arrêts d'interdiction rendus dans le cours de cette année, sans parler de celui qui ruinoit l'Eglise de St. Hippolite, que j'ai rapporté ailleurs. Il y en avoit dix contre les Eglises de Normandie. Le premier rendu le vingtième

me de Janvier defendoit l'exercice à Jefoffé, Criquieville, Beaumont, Barbeffin & les Vez dans le Diocèse de Bayeux. Un autre, le vingt-feptième du même mois, condamnoit l'exercice de Vaucelles dans le même Diocèse. Carentan étoit un lieu de Bailliage, où les Reformez avoient un Temple dans le fauxbourg. Comme il y avoit des lieux d'exercice plus commodes dans le voisinage, ce droit avoit été un peu negligé, & peu à peu l'Eglise de Carentan s'étoit dissipée. C'étoit néanmoins un des plus beaux & des plus solides établissemens de la Province : & il y avoit une singularité qui obligeoit à conserver ce droit avec une affection extraordinaire. Les Catholiques du lieu & des environs étoient paisibles & moderez; les Juges étoient fans passion; & ils avertissoient même quelquefois les Reformez qu'ils avoient tort de laisser perir un droit si confiderable. Cela fut cause que dès le tems qu'on eut nommé des Commissaires pour l'examen des droits d'exercice, le Synode de la Province s'appliqua de tout son pouvoir à relever cette Eglise; & que presque toutes les fois qu'il s'assembloit, il nommoit des Commissaires pour y créer un Consistoire, & des Ministres pour y prêcher, & pour y donner la Communion tour à tour. Ces ordres, par quelque malentendu des Eglises voisines, qui avoient profité des debris de celle de Carentan, étoient mal executez; de sorte que ce droit important paroïssoit presque abandonné. Le Syndic du Clergé de Coutances, d'où Carentan depend, n'ignoroit pas ce desordre; c'est pourquoi les titres de l'établissement étant hors d'atteinte, il attaqua cette Eglise par l'interruption de ses exercices, & soutint que le droit étoit perimé par le non-usage. Cette question donna lieu à un arrêt du deuxième d'Octobre 1679. qui ordonnoit aux Reformez du Bailliage de Cotentin de rapporter devant les Commissaires, dans deux mois pour tout délai, *des pieces & titres en forme probante & authentique*, de l'exercice public de leur Religion fait à Carentan depuis les douze dernieres années. Cet arrêt fut executé; & les Reformez ayant produit ce qu'ils purent, pour montrer qu'ils n'avoient jamais abandonné ce droit, il y eut partage à l'ordinaire entre l'Intendant Meliand, & Bussi Cornet Commissaire Reformé. Ce fut sur ce partage qu'il intervint cette année arrêt definitif le vingt-quatrième de Février, par lequel il étoit ordonné que l'exercice public y demeureroit interdit;

Carentan lieu de Bailliage est condamné.

1681. dit; & il étoit permis aux Reformez de disposer, comme à leur plaisir, à un autre usage de la maison où l'Eglise s'étoit assemblée autrefois. Cette peremption de droit par le non-usage n'étoit qu'une chicane, fondée sur ce qu'il avoit plu au Conseil de regarder les droits d'exercices comme des servitudes du fond, qui étoit réputé Catholique, & portant cette contrainte avec repugnance. De sorte qu'on prétendoit que comme il ne faut que quelques années de non-usage pour abolir les servitudes, il ne falloit aussi qu'une interruption d'exercices pour en faire perdre le droit. Il falloit fiction sur fiction pour établir cette maxime: feindre un fond de terre capable de Religion: feindre une repugnance de ce fond pour les exercices d'une Religion contraire à la sienne: feindre des incommoditez, des contraintes, des dommages causez par les exercices des Reformez à la terre même où ils étoient celebrez: cependant on fondeoit une maxime de Droit sur ces belles prosopopées: & c'étoit de ces principes qu'on se servoit pour donner aux Temples des Reformez, & au privilege d'y faire leurs devotions le nom odieux de servitudes.

*Suite du
jugement
des par-
sages.*

Les sept autres lieux d'exercice qui furent defendus en Normandie étoient du Diocèse de Rouën. Maupertus & Ougerville furent condamnez le dixième de Mars; sans autre raison que ce que leur nom ne paroïssoit point dans les anciens titres; mais seulement celui de Fécamp, où jamais il n'y avoit eu ni Temple, ni exercice. Le nom de Fécamp avoit été donné à ces deux Eglises, parce qu'elles étoient servies par un même Ministre, qui demouroit à Fécamp. Ainsi ce canton demeura sans exercice; parce que le nom des lieux où il avoit toujours été fait sans discontinuation ne se trouvoit point dans les preuves; & que jamais on ne l'avoit prétendu faire dans le lieu dont le nom paroïssoit toujours. Le dix-septième du même mois on condamna par deux autres arrêts les Eglises de Boscroger & de Quilleboeuf, ou Hericarville. Le dix-neuvième de Mai on fit le même traitement à celui de Lunerai: & le dernier de Juin on donna deux autres arrêts contre les Temples de Beuvillier & de Honnefleury. Je trouve aussi que l'Eglise de Linetot, où il y avoit pour le moins trois mille Communians, fut interdite cette année: mais je n'en ai point vu l'arrêt. Celle de Soubize fut jugée de même le premier de Septembre; mais les Catholiques desirant de s'ac-

com-

commoder du Temple, ne presserent pas l'article de demolition, qui étoit toujours employé dans de semblables arrêts : de sorte que le douzième de Janvier de l'année suivante, ils obtinrent un autre arrêt qui leur permettoit de le convertir en Eglise. Fontenai l'abbatu fut condamné le quinzième du même mois de Septembre : & le même jour l'exercice fut interdit à Montlieu. Ces trois Eglises étoient dans le Diocèse de Saintes : cependant on leur joignit par un arrêt du même jour celle de St. Pons en Royans, dans la Province de Dauphiné. On revint au Diocèse de Saintes le vingt-deuxième du même mois ; & on y condamna par deux arrêts Montagne & St. Severin. Deux autres arrêts du premier de Decembre condamnerent encore dans le même Diocèse Gemosac, & St. Germain de Severe. On y ajouta le même jour la condamnation de l'Eglise de Nogentel, dans le Diocèse de Soissons ; mais le quinzième du même mois on revint à Saintes, & on condamna les exercices de St. Fort & de Conac. Le vingt-neuvième l'Eglise de Bourg-Charente fut interdite : & le même jour on condamna le Temple de Clavan en Dauphiné, dans le Diocèse de Grenoble, à être demoli.

Ces exercices furent condamnez au Conseil ; mais cela n'empêcha pas les Intendans, & les autres personnes d'autorité d'en interdire d'autres, & de les faire cesser sous divers pretextes. Mais comme on tourmentoit extraordinairement les Eglises du Poitou, le Conseil ne les oublia pas. Il y fut donné un arrêt le septième d'Avril, qui sous le pretexte qu'on n'avoit pas executé ceux qui avoient été rendus quinze ou seize ans auparavant, ordonnoit à tous les Gentilshommes Reformez de la Province qui pretendoient avoir droit de faire prêcher dans leurs maisons, de produire leurs titres devant les Commissaires ; & en attendant le jugement leur defendoit d'y faire prêcher. Il ordonnoit encore aux Eglises interloquées de faire leurs nouvelles productions dans deux mois, à faute de quoi elles seroient jugées dans l'état où l'instance se trouveroit. Enfin il ordonnoit la demolition de tous les Temples déjà interdits ; & commettoit l'Intendant pour liquider les frais faits ou à faire par le Syndic du Clergé, pour les faire abattre si les Reformez ne l'avoient pas fait, ou ne le faisoient pas eux-mêmes. On verra dans peu à quoi tendoit ce renouvellement des arrêts déjà rendus sur ce sujet.

*Eglises
de Poi-
rou.*

1681. Cependant les Déclarations données pendant le cours de l'année précédente, faisoient de fort mauvais effets dans les Provinces. Les femmes qui s'étoient mêlées d'accoucher les autres s'abstenoient fort scrupuleusement de se mêler de leur métier ; & quoi que le Chancelier eût déclaré de bouche à plusieurs personnes, que le Roi n'entendoit pas ôter aux Reformées la liberté d'assister celles de leur Religion, mais seulement de se trouver aux accouchemens des Catholiques, de peur qu'il ne leur arrivât de laisser mourir des enfans sans être ondoyez, on n'osoit se fier à des paroles d'un particulier, contre les termes exprés d'une Déclaration solennelle. Il arriva néanmoins à quelques-unes de se laisser toucher à la pitié, quand elles voyoient des personnes de leur sexe même Catholiques dangereusement malades : mais les suites de leur compassion firent connoître à la plupart, qu'avec des gens qui avoient renoncé à la justice & à l'humanité, il étoit fort dangereux d'être pitoyable. La veuve d'un nommé Bounin, femme fort habile & fort heureuse dans cette profession, l'apprit à ses dépens. Un nommé Claveau avoit une femme en peine d'enfant. Il y appella cette veuve, qui refusa plusieurs fois de desobeir à la Déclaration : de sorte que cet homme fut contraint de se servir d'autres personnes, entre les mains de qui ou par leur ignorance, ou par la crainte que sa femme conçut de se voir abandonnée à des femmes peu entendues, cette malheureuse pensa mourir. Le mari la voyant reduite dans un état d'où il y avoit apparence qu'elle ne pourroit revenir, redoubla ses instances auprès de la veuve Bounin ; & lui fit tant de pitié, qu'enfin elle se laissa persuader d'aller servir cette femme. Elle la trouva dans une extremité digne de compassion ; presque agonisante : cependant elle fut si heureuse qu'elle la delivra. Le mari, pour reconnaissance de ce service, la denonça lui-même au Juge des lieux ; prenant pour pretexte de cette honteuse trahison, que pour la recompenser de ses peines il vouloit l'obliger à se faire Catholique ; & que c'étoit dommage qu'une si habile femme demeurât *Huguenote*. Le Juge informa contre elle, decreta ; la mit prisonniere ; n'eut égard ni à l'appel de ces jugemens, ni aux oppositions formées à leur execution : & enfin cette pauvre femme ayant été neuf ou dix mois prisonniere, & ruinée par la longueur des procédures & des chicanes, fut encore condamnée à Saintes à

soixan-

*Effets
des Dé-
clara-
tions pré-
cédentes.*

*Insigne
persécuté.*

soixante-livres d'amende. Les Eglises de Marennes & de St. Just, 1681. édifées de la constance de cette femme, payerent l'amende pour elle.

Le Parlement de Rouën abusant de la même Declaration, ordonna le vingt-deuxième d'Avril aux Sages-femmes d'ondoyer ^{Defenses d'empêcher les ondoyemens.} les enfans des Reformez, quand elles soupçonneroient qu'ils seroient en danger de mort : & defendit à toutes sortes de personnes de leur donner empêchement. Cet arrêt fut imprimé, publié & affiché, afin que tout le monde en eût connoissance. Le pretexte étoit que ces ondoyemens étoient empêchez par les parens des enfans, & par les *Ministres même* : ce qui étoit arrivé, disoit-on, en deux occasions différentes ; dans les paroisses de St. Eloi, & de St. Martin du bout du pont. Cet arrêt portoit le caractère d'une malignité outrée. L'Eglise Romaine approuvoit le Batême des Reformez : de sorte que quand il y avoit moyen de l'administrer conformément à leur Discipline, c'est-à-dire quand il y avoit un Ministre présent pour le conférer, empêcher l'ondoyement des Sages-femmes ne devoit pas passer pour un crime, puis que la nécessité de ce Batême irregulier étoit ôtée par la présence d'un Ministre, à qui on pouvoit permettre, ou ordonner de batiser les enfans qui paroissoient en danger de mort. Cependant le Parlement faisoit un crime aux *Ministres même*, de ne laisser pas faire ces femmes. C'étoit vouloir que les Reformez souffrissent cette sorte de Batême, non pas pour quelque raison qui le rendit apparemment nécessaire, mais seulement parce qu'ils ne le pouvoient permettre, sans blesser leur conscience.

Mais la Declaration donnée sur la visite des malades avoit des suites encore plus fâcheuses. Le zèle des *Convertisseurs* alloit si vite, qu'il n'avoit pas attendu cette excitation pour éclater. A Paris même, où la Police est si bien réglée, le moindre Prêtre qui étoit averti qu'un Reformé étoit malade, avoit la hardiesse de l'aller voir, & de le tourmenter par des disputes de Controverse : & souvent il mettoit violemment tous les Reformez hors de la chambre, pour y demeurer le maître. Fort peu de tems avant la Declaration, la femme d'un Tailleur qui demouroit au fauxbourg St. Germain, dans la rue des Marais, étant tombée malade, deux Prêtres s'emparerent de la maison, suivis de quantité de peuple qui occupoit tous les passages. Claude qui demouroit dans le voisinage s'y rendit, pour empêcher ces malhon-
nêtes

1681.

nêtes gens de continuer leurs violences auprès de cette femme ; qui leur avoit déclaré d'une maniere assez ferme , la resolution où elle étoit de mourir dans sa Religion. L'un de ces Prêtres lui *commanda* de se retirer ; & étant appuyé de la populace, il contraignit en effet le Ministre à sortir de la chambre. On eut recours au Commissaire du quartier, qui ayant par quatre fois demandé à la malade si elle vouloit se faire Catholique , si elle vouloit être assistée d'un Prêtre, si elle demandoit un Ministre, & reçu sur chaque article une reponse distincte par oui & par non, fit sortir les Ecclesiastiques , & laissa Claude maître de la place. Demie heure après cette pauvre femme étant morte , il voulut se retirer ; mais le peuple furieux de ce que les Prêtres avoient perdu leurs pas, & qui pendant que le Ministre avoit fait la priere, avoit fait des cris insolens , & des menaces de mettre tout en pieces, parut si irrité, qu'on ne lui permit pas de s'exposer à ses violences. On renvoya chez le Commissaire, qui vint degager le Ministre , & qui le conduisit chez lui , au travers des huées de cette canaille, qu'il n'eut jamais le credit de dissiper.

*Maniere
dont les
Juges
faisoient
ces visi-
tes.*

Il arrivoit souvent les mêmes accidens ailleurs : mais depuis la Declaration, il n'y eut rien de plus ordinaire que ces violences. Les Juges faisoient le mal eux-mêmes ; & au lieu de se contenter de faire aux malades des questions nettes & courtes , ils leur en faisoient d'embarrassantes, de captieuses, d'équivoques pour les surprendre ; & laissant pour ainsi dire le caractère de Juges à la porte , ils prenoient dans la chambre celui de Missionnaires. En quelques lieux ils ordonnerent sous de grosses peines aux Reformez, quand ils auroient des malades chez eux, de venir le déclarer, afin qu'ils pussent être visitez. Ils ne laissoient le plus souvent ni les maris auprès de leurs femmes, ni les femmes auprès de leurs maris : ni les enfans auprès de leurs peres & de leurs meres, ni les peres ou les meres auprès de leurs enfans : & quand les malades étoient ou en lethargie, ou en rêverie, quand même ils avoient perdu la parole, ils dressoient des procès verbaux à leur fantaisie, & faisoient dire au malade ce qu'il leur plaisoit. Après cela ils faisoient garder la chambre par des Catholiques ; & l'accès en étoit defendu à toute sorte de Reformez. Mais les Prêtres se donnoient aussi la liberté d'en faire autant. Ils entroient hardiment dans les maisons, & y faisoient les fonctions de Juges : & parce qu'ordinairement on

*Hardiesse
des Prê-
tres.*

n'avoit

n'avoit pas pour eux le même respect que pour des Officiers de Justice, ils faisoient des procès criminels à tous ceux qui s'étoient opposez à leurs entreprises. On en vit à Caen le vingt-sixième de Janvier un exemple remarquable. La femme d'un Marchand nommé des Gossils Brisset étant malade d'une lethargie, le Curé de sa paroisse accompagné de son Vicaire alla pour la voir; & malgré les civiles oppositions du mari, s'approcha de son lit, & lui proposa de penser à l'éternité. Quelque effort qu'il fit il n'en put tirer de reponse: & fut contraint de sortir; mais le soir il revint avec le Lieutenant Particulier, qui s'imaginant qu'on lui refuseroit l'entrée de la maison, ordonna qu'on abattit la porte de la boutique. Le mari étant allé au devant de lui avec honnêteté, prévint cette violence, & fit entrer ce Juge par une autre porte. Mais ce Juge ayant commandé à Brisset & à ses filles de sortir, & ce pauvre homme ne lui ayant résisté qu'en lui demandant pourquoi il lui faisoit ce commandement, il dressa un procès verbal de rebellion, & s'en alla sans voir la malade. Le lendemain le même Juge revint avec un Greffier, des Sergens, & plusieurs autres Catholiques; mit Brisset & ses filles dehors; demeura dans la chambre assisté de ceux qui l'avoient suivi; & demie heure après déclara que la malade étoit Catholique; & mit quelques bigottes auprès d'elle pour la garder. Un Medecin Catholique eut la complaisance d'attester, que pendant ce tems-là elle avoit eu un peu de liberté d'esprit: cependant il promettoit au mari une attestation contraire. Mais depuis cela quelques remedes lui ayant en effet apporté un peu de soulagement, elle dit diverses choses en repondant aux propositions qu'on lui faisoit d'invoquer la Ste. Vierge, ou Ste. Anne dont elle portoit le nom, de dire Jesus Maria, de prier son Ange Gardien, & autres semblables, qui temoignoient assez qu'elle ne savoit rien de ce qui s'étoit passé auprès d'elle. C'est pourquoi le Vicaire ne parla point de la faire communier, selon l'usage de son Eglise. Mais pour éloigner de leur mere les filles de la maison, qui étoient toujours aux écoutes, il se mit à crier qu'il étoit avec une bande de Huguenots qui lui faisoient insulte. Cette imposture excita un tumulte sedicieux qui dura jusqu'après minuit, & qui ne cessa que quand un Garde du Gouverneur, accompagné de plusieurs Prêtres, eut reconnu qu'il n'y avoit de Reformez étrangers

Exemple
remar-
quable.

1681. gers dans la maison, qu'un Avocat nommé Morin, parent de Brisset, qui avoit soupé avec lui. Cela n'empêcha pas qu'on ne fit informer; qu'on ne decretât; qu'on ne fit mille menaces. Les Reformez de leur part envoyèrent leurs plaintes à Paris, mais la malade étant morte pendant qu'on attendoit la réponse, & les Catholiques étant demeurez maîtres de son corps, peu à peu l'affaire s'assoupit; & les Reformez oublierent le déplaisir que cet accident leur avoit causé, par la consolante nouvelle qu'ils reçurent dix ou douze jours après cette mort, de la conservation de leur Eglise, qui fut jugée le dixième du mois de Fevrier, comme je l'ai dit ailleurs.

*Exem-
ples fu-
nestes de
la même
chose.*

Mais en d'autres lieux cette Declaration eut des suites très-funestes. Une femme étant malade au fauxbourg St. Marceau proche de Paris, fut visitée par le Commissaire & par quelques Prêtres. L'ardeur de la fièvre lui avoit troublé le cerveau, de sorte qu'ils lui firent dire ce qu'ils voulurent. Ils sortirent après avoir attaché une croix au pied de son lit, & comme c'étoit une pauvre femme, ils n'ordonnerent à personne de la garder. Peu après le bon sens étant revenu à cette femme, & la vuë de cette croix lui ayant fait comprendre qu'on avoit abusé de son triste état, pour pretexter un changement de Religion, elle voulut se sauver, & ayant trouvé la porte fermée, elle entreprit de descendre par la fenêtre: mais les forces lui manquant, elle tomba d'un troisième étage, & mourut de la pesanteur de cette chute. On dit qu'en Poitou un Curé & un Marguillier étant entrez chez un vieillard malade, chasserent ses enfans d'auprès de lui, avec menaces de les faire pendre, s'ils revenoient à la maison. Cependant après avoir long-tems tourmenté ce malheureux, ils l'abandonnerent sans rapeller ses enfans, ni aucun autre auprès de lui. Ce pauvre homme n'étant secouru de personne, mourut de misere; & on dit que quand on se ravisa d'aller voir ce qu'il étoit devenu, on lui trouva les bras mangez, soit qu'il l'eût fait lui-même pressé de la faim, ou que quelques bêtes l'eussent dévoré. De deux sœurs dont l'une étoit malade à Mompellier, l'une ayant échangé volontairement de Religion, s'en repentit aussi-tôt, & protesta qu'on l'avoit surprise. Sur cette declaration elle fut mise dans un Couvent, ou peu après elle se jotta dans un puits. L'autre ayant pris dans un intervalle de sa maladie, que pen-

dant une révérence on lui avoit fait abjurer la Religion, fut faisie 1681.
d'une si vive douleur, qu'elle tomba en phrenesie, & se precipita par une fenestre.

Je n'aurois jamais fait si je voulois conter tous les exemples de semblables vexations, dont la Declaration fut la cause. On en fit des plaintes au Roi; on lui presenta des Placets & des memoires; mais au lieu d'obtenir quelque satisfaction ou quelque remede, on fut étonné qu'il parut le septième d'Avril une Declaration nouvelle sur le même sujet. Elle ordonnoit au premier ou plus ancien Consul des lieux où il n'y auroit point de Juges residens, d'aller avec deux temoins recevoir la declaration des malades, comme les Juges l'auroient pu faire. Cette Declaration fut envoyée, je ne sai pourquoy, au Parlement de Rouën. La Normandie n'est pas un pais de Consuls; & ce reglement n'étoit bon que pour les Provinces meridionales. Cependant le Parlement l'enregistra; & encherissant sur le zèle du Conseil, il ordonna par l'arrêt de verification le septième de Mai aux Medecins, Chirurgiens & Aponiquaires qui assistoient les Reformez malades, d'avertir les Juges, Substituts, Procureurs Fiscaux, Consuls, Echevins des lieux, du peril où les malades se trouvoient, à peine de cinq cens livres d'amende, & autres plus grandes. Mais cela ne donnoit pas encore contentement aux devots. Il y avoit des lieux où il ne se trouvoit ni Juges, ni Consuls, ni Echevins; & la coutume des Officiers de Justice n'étant pas de marcher pour rien, il étoit impossible de les mener dans ces lieux-là, où il n'y avoit rien à gagner. Il fallut donc encore une Declaration nouvelle pour y pourvoir. C'est pourquoy le même jour septième d'Avril, il en fut donné une qui accordoit dans chaque paroisse aux Syndics ou Marguilliers, le pouvoir d'aller accompagner de deux temoins, faire declarer aux malades de quelle Religion ils vouloient mourir. Ces Syndics ou Marguilliers étant des gens sans autorité, n'avoient nul titre pour prevenir ou arreter les desordres qui pouvoient naître de ces importunes visites, & le plus souvent n'étoient pas assez habiles pour dresser un procès verbal: de sorte que c'étoit livrer les Reformez de la campagne à l'insolence des Païsans, que de les assujettir aux visites de ces gens qui n'étoient pas capables de la reprimer. Il semble que ce fut la raison pourquoy le Parlement de Paris,

*Nouvel-
les De-
clara-
tions sur
ce sujet.
CX.*

CXI.

CXII.

1681. qui prevoit les inconveniens qui pouvoient arriver de l'exécution de cette loi nouvelle, fut près de six semaines sans la vérifier; long delai dans un tems où l'autorité suprême avoit de la peine à souffrir vingt-quatre heures de retardement, quand il s'agissoit de ses ordres.

Blasphèmes prétendus. Le même Parlement confirma l'onzième de Mars la sentence du Juge d'Authon, qui condamnoit Antoine Vanier à faire amende honorable; à cinq ans de bannissement de la Baronnie; & à deux cens livres d'amende, pour avoir mal parlé du Sacrement; c'est-à-dire pour en avoir dit ses sentimens selon la doctrine des Reformez, avec une liberté qui n'étoit plus de saison.

Compétence des Prevôts. CXLIII. Le dixième d'Avril il parut encore une Declaration, touchant les Juges qui pourroient connoître de la compétence des Prevôts. Selon l'Edit, quand les Reformez étoient prevenus de cas prevôtaux, la compétence devoit être jugée aux Chambres de l'Edit; mais depuis la suppression de ces Chambres toute leur juridiction étant devolue aux Parlemens, le Clergé s'avisâ de craindre que les Reformez ne prétendissent, que le jugement de la compétence apartenoit aux Cours souveraines. Cela importoit fort peu au Clergé; & les Parlemens étoient aussi redoutables aux Reformez que les Prevôts mêmes. Cependant il vouloit leur ôter l'avantage du petit delai qu'ils pouvoient trouver, à demander les Parlemens pour leurs Juges, & la consolation d'y trouver encore un ou deux Conseillers de leur Religion: & il fit ordonner que désormais la compétence seroit jugée par les Presidiaux, ou autres Juges, à qui par les Ordonnances il apartenoit d'en connoître. Le Roi dérogeoit expressément sur ce sujet à l'Edit de Nantes, & à sa propre Declaration de 1669. quoi qu'il y fût dit en mots formels qu'elle serviroit de loi à l'avenir: mais au reste le Roi confirmoit l'usage des Ajoins Reformez, que le Prevôt étoit obligé de prendre à l'instruction.

Apprentifs. Je ne dirai qu'un mot en passant d'une sentence de Police du treizième de Mai, qui destituoit quelques Maîtres Bonnetiers de la Maîtrise qu'ils avoient obtenue, parce qu'ils n'avoient pas *les qualitez requises* par les Statuts; c'est-à-dire parce qu'ils n'étoient pas Catholiques. Elle en maintenoit un seulement; mais elle défendoit à tous les Reformez de ce metier de prendre des Apprentifs: de sorte qu'il n'y avoit que les Reformez fils de
Maitres,

Maitres, qui étant exemts d'apprentissage, pouvoient être admis dans cette Communauté; soit parce que les Maitres Catholiques n'auroient pas voulu prendre des Apprentifs Reformez; soit parce que les Reformez n'auroient pas voulu exposer la Religion de leurs enfans chez des Maitres Catholiques.

Je dois compter aussi pour peu de chose l'arrêt du Conseil du vingt-huitième de Juin, qui revoquoit ceux par lesquels il avoit été permis aux Notaires, Procureurs, Huissiers & Sergens Reformez, d'exercer leurs Offices leur vie durant, sans être obligés de prendre de lettres de provision. Le pretexte de la revocation étoit que ces delais avoient été accordez aux Reformez, pour leur donner le tems de traiter de leurs Offices avec des Catholiques. Cependant le Roi joignoit à ceux qui étoient en ce cas, ceux qui avoient obtenu des lettres de provision depuis une Declaration de 1672. qui retablissoit un certain nombre de ces Charges supprimées: ce qui fait voir que le pretexte étoit mal imaginé; puis qu'en donnant de telles lettres aux Reformez, on ne pouvoit presumer que cette grace leur eût été faite, pour leur donner le tems de se defaire de ces Offices. Comme ils ne les avoient plus, il ne falloit que leur refuser de nouvelles provisions. Mais cela n'empêcha pas qu'il ne leur fût ordonné de se defaire dans six mois de leurs Charges en faveur de Catholiques; à faire de quoi elles seroient remplies par d'autres qui auroient été supprimés, ou par des personnes capables qui en payeroient la finance aux parties casuelles.

On ne gardoit ces mesures qu'avec ceux qui possédoient des Offices de cette nature, parce que comme il se trouvoit des Reformez qui en étoient pourvus presque dans toutes les Jurisdictions du Royaume, il auroit fallu trop de pretextes pour les obliger chacun à part à s'en defaire. Le plus court étoit de les en priver tous par une raison générale, bien ou mal imaginée. Mais à l'égard de ceux qui avoient des Charges d'une autre espece, & dont le nombre est moins grand que de celles de Notaires & de Procureurs, on s'y prenoit d'une autre maniere; & on faisoit à chacun des Reformez qui les exerçoient des affaires particulieres, pour les reduire à les quitter, ou à changer de Religion. La plus ordinaire methode étoit néanmoins de leur faire dire par les Intendans, que le Roi ne vouloit pas souffrir d'Officiers de la

1681. Religion Reformée; que pour éviter la perte de leurs Officiers, ils feroient bien de les resigner volontairement, & d'en traiter avec un Catholique; qu'autrement on les y contraindrait par quelque ordre desagréable: mais que s'ils vouloient eux-mêmes se ranger à l'Eglise Romaine, on leur feroit de considerables avantages, & qu'ils n'avoient qu'à proposer ce qu'ils souhaitoient. Lors que les Officiers n'étoient pas sensibles à ces attaques, on les prenoit diversément. On suscitoit à l'un quelque partie qui l'accusât de concussion; à l'autre on imputoit debauches, incapacité, vieillesse, & tout ce qu'on s'avisoit. Il y avoit à Alençon deux Officiers au dessus de tout reproche, à l'égard de l'exercice de leurs Charges. Jean du Val étoit Conseiller au Grenier à sel; & Moïse Cardet des Marettes étoit Elu. Tous deux étoient fort intelligens dans leur profession; & sans eux les affaires de l'une & de l'autre Jurisdiction auroient été souvent en desordre. C'est pourquoi les Intendans les avoient toujours maintenus, & les avoient reçus chez eux avec de grandes honnêtetez. Mais enfin on s'avisa de leur faire le même compliment qu'aux autres, Morangis qui étoit alors Intendant, leur proposa de choisir ou la resignation volontaire, ou un ordre qui les obligeroit à se defaire de leurs emplois. Ils prirent le dernier party, & temoignerent qu'ils obeiroyent à un commandement; mais qu'autrement ils avoient dessein de garder leurs Charges jusqu'à la mort. Quelques semaines après on leur envoya deux lettres de Cachet, qui ne differoient l'une de l'autre que par le nom de ceux à qui elles étoient adressées. Elles leur ordonnoient de resigner leurs Charges; & le Roi n'en rendoit point d'autre raison, si ce n'est qu'il n'étoit pas content de leur conduite. C'étoit à dire en un mot qu'à cause de leur Religion, ils ne pouvoient plus être agréables au Roi. Cet ordre les fit ployer, & ils se defirent de leurs Charges en faveur de Catholiques, qui deux ou trois ans après les penserent perdre par une ruse du Conseil, où pour tirer de l'argent des Officiers de ces deux Jurdictions, on s'avisa de les confondre en une, & de supprimer dans chacune un certain nombre d'Officiers. Ainsi l'injustice qu'on avoit faite aux Reformez, les exempta d'une taxe dont la Cour paya le zèle des Catholiques qui leur avoient succédé.

FIN DU SEIZIEME LIVRE.

HIS-

HISTOIRE

DE

L'EDIT DE NANTES,

TROISIEME PARTIE.

LIVRE DIX-SEPTIEME.

SOMMAIRE DU XVII. LIVRE.

Premiere Sentence des Juges de Charenton. Seconde Sentence. Troisième Sentence. Effet de cette dernière Sentence. Suppression de l'Academie de Sedan. Effet de l'arrêt. Remontrances inutiles. Interdiction du College de Chatillon. Défenses d'empêcher les conversions. Visite d'un malade réputée criminelle. Effet & moderation de cet arrêt. Decharge des nouveaux convertis. Conférences à Toulon. Enfans de sept ans declarez capables de choisir en matiere de Religion. Alteration causée par cette Ordonnance. Terribles suites de son execution. Violences commises à cette occasion. Enlevement de quatre enfans d'Auguste Duval : & de ceux de Toucherent. Origine d'une sedition. Insolence du peuple. Perseverance des enfans. Requêtes sur ce sujet. Surseance tacite. Sentence du Juge de Clermont : dont l'Intendant empêche l'effet. Requête au Roi sur le sujet des enfans. Comparaison de la Declaration de 1669. avec la nouvelle. Témoignages & exemples. Objections prevenues. Inconveniens de la Declaration. Effet de la requête. Proverbe fondé sur la patience des Reformez. Seditions mal reprimées. Arrêt qui defend les violences. Arrêt artificieux pour éluder le precedent. Renouvellement des seditions : & tumulte à Blais. Procès particulier en conséquence. Grande sedition à Alençon. Son occasion. Violence de ce tumulte : & ses effets. Fuite éperdue des Catholiques. Fin de la sedition. Retraite paisible des Reformez. Equité de l'Intendant : & du Gouverneur de la Province. Succès de l'af-

l'affaire. Responses du Marquis de Chateauneuf aux Deputez. Raison incroyable de ce bon succès. Hardiesse d'un Bourgeois impunie. Violences commises par Marillac. Surcharge odieuse des tailles. Logemens des gens de guerre. Violences, pillages, & voleries. Excès commis contre les personnes. Fraudes insignes pour faire des conversions. Progrès des violences. Extrêmes cruautéz. Exemples particuliers de grandes inhumanitéz. Plaintes inutiles. Le Duc de la Vieville favorise l'oppression. Deputation faite au Roi. Cruelle reponse faite aux Deputez. Artifices pour cacher au Roi ce qui se passoit. On grossit avec affectation le nombre des conversions. Grand nombre de gens abandonnent tout. Extrêmes miseres de plusieurs qu'on arrête à la Rochelle & ailleurs. Affaires suscitées aux particuliers : & sur tout aux Ministres : à qui la desertion des peuples est imputée : & dont plusieurs sont exiléz ou mis en prison. Effet de ces violences dans les païs étrangers : en Angleterre : en Dannemark : en Hollande. Retraite de grand nombre de Reformez hors du Royaume. Persecution excitée par Carnavalet : & par de Main Intendant. Sedition contre un Gentilhomme Deputé à la Cour. Suite de violences. Fraudes seditieuses : & impunies. Duretez extrêmes de l'Intendant.

1681.

*Premiere
Sentence
des Ju-
ges de
Charenton.*

Ais il faut omettre beaucoup de choses particulieres, qui dans un autre tems auroient paru importantes ; & venir au recit de cinq ou six attaques, en comparaison desquelles on peut dire que les autres n'étoient rien. Je rapporterai pour la premiere trois sentences des Juges de Charenton, qui s'aviserent de se mêler des affaires de Religion, & de fraper des coups que le Parlement ni le Conseil même n'avoient encore osé hasarder. Charenton est un bourg qui appartient à trois Seigneurs ; & qui depend de diverses Jurisdicitions. Le Roi en est Seigneur en partie ; Malon, Maître des Requêtes, est Seigneur de la partie de ce lieu qu'on appelle le Pont de Charenton ; & la partie qu'on nomme Charenton St. Maurice, tirant vers l'Abbaye de St. Maur, appartient à Bossu d'Emery, l'un des Maîtres d'Hôtel du Roi. C'est dans le fief de ce dernier que le Temple des Reformez étoit
bâti.

bâti. Le Juge du Pont de Charenton, de qui la juridiction s'étendoit aussi sur Conflans, Berci, les Carrières, & autres villages sur le chemin de Charenton à Paris, commença par des défenses de chanter des Pseaumes en allant & venant, soit par terre, soit par eau. Il appelloit, en homme de bonne foi, ces Pseaumes *composés & traduits par Marot & Bèze* : comme s'ils avoient perdu par la paraphrase que ces deux hommes en avoient faite, la qualité d'ouvrages de David, & d'autres Prophetes inspirez de Dieu. Il est à remarquer sur ces défenses, que lors que les Reformez alloient & venoient à Charenton par eau, ils commençoient ordinairement à chanter, quand ils avoient passé les maisons bâties sur le bord de l'eau, qui étoient des dépendances de Paris, & qu'ils continuoient dans la partie de la riviere qui coule devant ces villages ; parce que d'un côté il n'y a point de maisons qui ne soient fort éloignées ; & que de l'autre il y a de grandes Isles, qui empêchoient que le chant ne fût entendu par les habitans de ces lieux, quand même ils y prétendent l'oreille à dessein. D'ailleurs ceux qui alloient à pied par terre, & qui passoient dans ces villages ne s'avisent pas de chanter ; & si quelques uns de ceux qui alloient en carrosse en prenoient la liberté, ils le faisoient à voix si basse, que le Cocher même ne l'entendoit pas. De sorte que ces défenses n'étoient dictées que par un esprit de malignité qui cherchoit querelle. Ce fut le vingt-neuvième de Mai qu'elles furent publiées.

Le troisième du mois suivant le Bailli de Charenton St. Maurice en fit autant : & prit pour pretexte que le jour de la Pentecôte, qui s'étoit rencontré le vingt-cinquième de Mai, plusieurs personnes étoient allées se promener sur le bord de la riviere, qui couloit à douze ou quinze pas de l'enclos du Temple ; & invitées par la beauté du tems & du lieu, s'étoient mises à y chanter quelques Pseaumes. Il arrivoit souvent qu'aux jours solennels un grand nombre de Reformez alloient coucher à Charenton, les uns à l'hôtellerie, les autres dans des chambres qu'ils tenoient à louage ; que comme dans ces occasions on faisoit des Catechismes généraux le Samedi, on celebrait la Cène le jour de la Fête qui le suivoit, & on prêchoit encore le lendemain, ceux qui vouloient participer à tous ces exercices, n'en parloient que le Lundi ou le Mardi ; & que quand les soirées étoient belles, ils alloient se

Seconde
Sentence

1681. promener dans ce lieu , que le cours de l'eau , la diversité des Isles , la verdure des prairies , & les troupeaux qu'on y nourrissoit rendoient assez agreable. Ce lieu n'avoit de voisin que le Temple , & un moulin , dont on s'éloignoit assez pour n'en être pas entendu , quand on vouloit chanter quelque Pseaume. De sorte que ce chant ne pouvoit offenser que ceux qui venoient malicieusement observer ce que les Reformez faisoient dans leurs promenades. Ces defences furent publiées devant la principale entrée de l'enclos ; affichées aux quatre portes du même lieu , & dans toutes les places accoutumées ; signifiées au Concierge ; & sur tout lues & publiées au prône de la Messe paroissiale. Cette dernière formalité étoit affectée , à dessein d'aigrir le peuple , naturellement porté à la sedition ; & toujours prêt à se jeter sur les *Huguenots* , quelques profits qu'il y eût pour lui à recueillir de ce qu'ils venoient faire leurs exercices dans Charenton ; où il se faisoit à fort haut prix un prodigieux debit de toute sorte de denrées.

Troisième
me Sen-
tence.

Mais on n'auroit peut-être pas fait de grandes reflexions sur ces deux sentences , qui ne faisoient que renouveler de vieilles defences , sans une troisième , qui fit juger que cette nouvelle hardiesse étoit inspirée d'ailleurs à ces Juges de village. Cette sentence fut rendue le deuxième d'Octobre , à la requête du Procureur Fiscal , de qui elle rapportoit au long les motifs & les conclusions. Il citoit d'abord tous les Edits , & tous les arrêts par lesquels il étoit ordonné aux Reformez de parler de la Religion Catholique avec respect , & de traiter avec reverence ses ceremonies ; & en suite il se plaignoit que cela ne les empêchoit pas de se servir en plusieurs occasions de *termes injurieux & blasphematoires* , contre les mysteres les plus saints de la doctrine Romaine. Il ajoûtoit faussement que dans leurs Prêches & dans leurs écrits ils appelloient les Catholiques *idolâtres* , & le Pape *Antechrist* : termes qu'il y avoit long-tems que les Ministres n'osoient ni écrire ni prononcer. Aussi ne disoit-il cela qu'en passant : mais tout d'un coup il attaquoit la Confession de Foi , les prieres , la Discipline , qu'il disoit ridiculement que les Edits leur defendoient de vendre publiquement. Il citoit les Ouvrages de Calvin , Lambert Daneau , Melancton , & Streckelius , ou Strigelius , qui avoient accoutumé de donner le nom d'*Antechrist* au Pape. Il alleguoit l'article dressé au Synode National de Gap , &

& la protestation faite au Synode de la Rochelle, que c'étoit là constamment la doctrine des Eglises. Il le confirmoit par les termes de la priere qu'on lisoit à l'issuë de l'action, dont lui-même faisoit l'application au Pape : & il ajoutoit les expressions du vingt-quatrième & du vingt-huitième articles de la Confession de Foi, où il est parlé du Purgatoire & d'autres mysteres de la Religion Romaine avec peu de menagement. Il disoit que cela étoit contraire aux Edits : & même à la Discipline des Reformez, qui defend les paroles injurieuses contre les Catholiques, & même contre les Prêtres & les Moines : pretendant mal à propos que c'étoit la même chose que les defenses d'injurier les personnes, & celles de parler de leur doctrine dans des termes qui en exprimoient naïvement le caractère. Il joignoit à tout cela de ridicules considerations, sur ce que ces *contraventions* se passaient à Charenton ; & sur les privileges de la Jurisdiction des lieux, qui jouissoit des droits de Pairie, comme l'Abbaye de St. Denis, dont elle étoit un demembrement, & qui ne reconnoissoit point d'autre Juge superieur que le Parlement : & de tout cela il concluait à faire defenses aux Reformez à peine de cinq cens livres d'amende, & de punition corporelle, de se servir de termes *injurieus* & *scandaleux* contre la Religion Catholique, contre ses mysteres, contre le Pape & autres personnes élevées aux dignitez ecclesiastiques ; d'appeler les Catholiques d'un autre nom que celui de Catholiques ; de se servir à l'avenir de ces mots de la priere faite à la fin du Prêche, *nous te recommandons tous nos pauvres freres qui sont dispersez sous la tyrannie de l'Antechrist*. Il requeroit aussi que les termes qu'il avoit énoncés fussent ôtez des articles 24. & 28. de la Confession de Foi, que tous les livres où ils étoient fussent supprimez ; & defenses faites aux Libraires de les debiter, à peine de confiscation & de cent livres d'amende. Le Bailli lui adjugeoit toutes ces conclusions ; & ordonnoit d'ôter tous les termes cotéz par le Procureur Fiscal, & tous ceux d'*idolâtres*, *idolatrie* & *superstition* énoncés dans la Confession de Foi, prieres & Discipline des Reformez. Il y ajoutoit des defenses de dire quand ils parloient du Sacrement que les Catholiques adorent, que c'étoit *le Dieu de la Messe*. Il condamnoit les Ministres & les Anciens à mettre leurs livres dans quinze jours, à compter du jour de la signification, au Greffe de la Jurisdiction, pour

1681. en voir effacer les mots condamnez, de quoi on leur delivreroit acte, qui seroit lu par trois Dimanches consecutifs par le Ministre, au commencement du Prêche, dont ils rapporteroient certificat au bas de l'acte huit jours après la troisième publication. La sentence devoit être publiée & affichée aux portes du Temple, & aux autres lieux accoutumez, signifiée aux Ministres & Anciens, & aux Libraires, & executée nonobstant oppositions ou appellations quelconques, parce qu'il s'agissoit d'un fait de Police.

*Effet de
cette der-
niere sen-
tence.*

Jamais arrêt du Conseil n'avoit causé plus d'étonnement aux Reformez, que cette sentence d'un Juge de campagne, parce qu'on crut certainement que pour faire un coup si hardi, il falloit qu'il se sentit poussé & appuyé d'ailleurs. On craignit que ce ne fût une tentative que le Conseil faisoit, pour voir comment ces defenses seroient reçues, & que si on temoignoit à Charenton quelque crainte, ou quelque foiblesse, on ne vît bien-tôt les mêmes defenses faites par tout le Royaume. On resolut donc de n'obeir pas, quoi qu'il en pût arriver, & cependant de faire des plaintes au Roi de cette entreprise seditieuse. La réponse du Conseil acheva de persuader que le Juge n'avoit rien fait sans ordre. On dit à ceux qui portoient les plaintes qu'ils avoient la voye d'appel, & que le Parlement leur feroit justice. C'étoit là justement mettre la question en procès ordinaire : & il fallut s'y resoudre, pour arrêter au moins quelques semaines la violence du Bailli. On s'y pourvut, on obtint commission pour faire assigner le Procureur Fiscal, & cependant defenses au Bailli de passer outre. Mais la pensée qu'on avoit que ce Juge étoit appuyé, passa du soupçon à l'entiere certitude, quand un des Ministres d'Etat demanda à quelque Deputé, qui lui parloit d'autres choses, pourquoi le Consistoire de Charenton n'avoit pas poursuivi son appel, & ajouta qu'il y devoit prendre garde, & qu'on ne repondoit de rien, s'il le laissoit perimer. Néanmoins on temoigna si nettement & si courageusement, qu'on se laisseroit plutôt mettre en pieces, que d'obeir à de pareils ordres, & que de changer une syllabe à des prieres & à une Confession de Foi plus anciennes que l'Edit, & dont toutes les expressions avoient été connues à Henri IV. qui l'avoit donné, que la Cour aimoit mieux assoupir la chose, & avertir plutôt avec civilité, qu'avec autorité, le Juge de Charenton de ne presser pas l'execution de la sen-

tence. L'Archevêque de Paris à qui Conflans appartient, & 1681. qui avoit formé ce petit orage, fut obligé de prendre patience; & de chercher d'autres moyens d'exercer son zèle. Une seconde attaque, dont l'effet fut plus certain, fut la suppression de l'Academie de Sedan. J'ai rapporté ailleurs avec combien de solennité le Roi avoit confirmé l'établissement, & les privileges de ce College. Mais les Jesuites qui vouloient s'en emparer, & l'Archevêque de Rheims qui croyoit quelquefois être bigot, trouvoient le moyen de passer par dessus cette petite formalité. On persuada au Roi qu'il n'avoit permis aux Reformez d'avoir un College, que pour l'instruction des enfans des habitans de ces Principautez; & pour dresser les Ministres qui feroient les exercices de la Religion Reformée dans l'étendue de ce petit pays: que néanmoins ce College avoit servi pour y enseigner les Reformez, à qui l'arrêt donnoit le nom de *Religionnaires*, des autres Provinces du Royaume; & que même on en avoit tiré des Ministres, qui s'étoient établis en Champagne & ailleurs; que c'étoit là un abus des concessions du Roi, qui meritoit punition. Il falloit bien que les Jesuites manquassent de pretextes, puis qu'ils étoient reduits à se servir de celui-là; qui pouvoit être détruit par la simple lecture des lettres de fondation, & de l'Edit de confirmation, où il n'y avoit pas le moindre terme qui pût passer pour le pretexte de cette limitation nouvelle: & il n'y a personne qui ne sache que c'est un privilege de toutes les Universitez & Academies, que de servir à l'instruction de tous ceux qui veulent y venir; & de pouvoir, pour ainsi dire, fournir de leurs Eleves à tous les pays du monde, où les sciences qu'on y enseigne sont permises & autorisées. On ajoûtoit un autre pretexte aussi vain que le premier; savoir que le nombre des Reformez étoit fort diminué à Sedan, & dans le reste du pays. Sur ces raisons néanmoins le Roi supprimeoit pour toujours le College de Sedan; défendoit à tous Reformez d'y tenir Ecoles publiques; permettoit aux Jesuites, établis à Sedan par Lettres patentes du mois d'Octobre 1663. de s'accommoder des bâtimens de ce College; dont il fixoit le prix à vingt mille livres, suivant l'évaluation faite dès le tems de l'établissement des Jesuites: à condition que s'ils n'en vouloient pas payer cette somme, les Reformez pourroient disposer de ces bâtimens comme ils trouveroient à propos.

1681.
Effet de
l'arrêt.

Cet arrêt rendu le neuvième de Juillet, sans appeller les parties, sans connoissance de cause, sur le seul motif de complaire à l'insatiable avidité des Jésuites, fut signifié aux Ministres & Professeurs de Sedan dès le quatorzième du mois. St. Maurice, l'un des Professeurs, & Alexandre Avocat au Presidial, volerent à la Cour pour se jeter aux pieds du Roi, & lui demander la revocation de cet arrêt, qui faisoit tant de tort à sa justice. Ils lui présenterent requête, dont Colbert de Croissi fit le rapport l'onzième d'Août : mais le Roi voulut que son arrêt fût exécuté. C'étoit pour de semblables occasions que les Jésuites lui avoient inspiré dès sa jeunesse, comme une des principales maximes du gouvernement, que quand un Prince à une fois parlé, il ne doit jamais se dedire : parce que quelques remontrances que ses sujets puissent lui faire, on doit presupposer qu'il les avoit prévues avant que de donner ses ordres. Les Jansenistes avoient refusé autrefois cette fausse pretention, par des écrits fort solides & fort éloquens : & les Jésuites trouvoient bien le moyen d'obliger le Roi à se departir de cette fermeté, quand un peu de variation dans ses volontez leur étoit avantageuse. Et en effet toutes les maximes de la Politique arbitraire, quoi qu'elles se couvrent du pre-texte de la grandeur des Rois, n'ont au fond pour but veritable, que de servir aux interêts de ceux qui gouvernent leurs affaires ou leurs consciences. C'est pourquoi les protecteurs de cette funeste Politique prêchent également ces deux principes contradictoires : que les Princes doivent fermer l'oreille aux remontrances, de peur d'accoutumer les peuples à rendre moins de respect aux ordres souverains, s'ils les tenoient pour revocables : & qu'ils sont au dessus des loix ; afin qu'ils puissent les interpreter, les resser-rer, les abolir comme il leur plaît. L'un sert à conserver ce qu'on a obtenu aux depens d'autrui, par l'ordre des Rois ; à qui on fait alors un devoir de ne se dedire jamais. L'autre sert à priver des malheureux de la protection des loix, dont on fait le jouet de l'autorité souveraine, quand on regarde ces malheureux comme des concurrens, de la ruine desquels on veut profiter. L'arrêt donc n'ayant pu être moderé, les Deputez se reduisirent à presenter un memoire de remontrances comprises en quatre articles. Le premier faisoit voir que les Reformez ayant payé dix mille livres aux Jésuites par ordre du Roi, pour les indemniser de la

Remon-
trances
inutiles.

moi-

moitié du College; & fait encore depuis cela pour deux ou trois mille livres d'améliorations & de reparations nécessaires, dont on avoit des preuves bien certifiées, les condamner à délaisser tous ces bâtimens pour vingt mille livres, c'étoit leur faire perdre près de la moitié du juste prix. Le second demandoit un ou deux Regens Reformez, pour l'instruction de la jeunesse de ce pais, puis que c'étoit à ce seul usage que le College auroit dû servir, selon les termes de l'arrêt. Le troisième demandoit un lieu pour tenir à l'avenir le Consistoire, qui s'étoit assemblé jusques là dans le College, par la permission du Roi. Le dernier enfin demandoit pour un ou deux vieux Regens, la continuation des exemptions dont ils avoient joui en cette qualité. Ces demandes étoient fort justes, & ne faisoient tort à personne: mais ce n'étoit pas assez pour les Reformez, que d'avoir raison dans leurs prétensions; on avoit perdu l'habitude de leur faire justice.

Quelques semaines auparavant on avoit donné un autre arrêt au Conseil, qui supprimoit le College que les Reformez avoient à Châtillon sur Loir, & qui avoit été fondé par les Seigneurs de cette ville, plusieurs années avant l'Edit. Le Marechal de Châtillon en fit un don à l'Eglise Reformée du lieu, après que son fils eut embrassé la Religion Catholique; craignant que ce changement ne fût un pretexte de faire adjuger ce College aux Catholiques après sa mort, comme appartenant à un Seigneur Catholique, heritier de ceux qui l'avoient fait bâtir à leurs depens. Depuis cette donation les Reformez en jouirent paisiblement jusqu'en 1666. que Bernard s'avisa d'insérer dans son Commentaire sur l'Edit, quelques reflexions contre le droit de ce College: mais cela ne fit point de mal sur l'heure; & il se passa encore plusieurs années avant qu'on fit les moindres poursuites. Seulement quelque tems avant que De Menars, Intendant de la Generalité d'Orleans, fût appelé à l'Intendance de Paris, le Procureur du Roi de sa commission lui presenta requête sur ce sujet, & pretendit que ce College étoit une pure usurpation. L'Intendant sans avoir ouï les Reformez, dressa un procès verbal de l'état de la chose, & l'envoya au Conseil. On laissa passer un tems considerable sans rien ordonner, mais enfin le fixième de Mai on rendit un arrêt qui supprimoit ce College, & en donnoit les bâtimens à un nouvel Ordre de Religieuses, qui par un zèle extraor-

*Interdic-
tion du
College
de Châ-
tillon.*

1681. traordinaire pour ce que les Catholiques appellent par excellence le *St. Sacrement*, ont pris le nom de *Filles de l'adoration du St. Sacrement*. Cette nouvelle devotion consiste à rendre de continuel hommages au Sacrement, & à faire veiller toutes les nuits quelques Religieuses devant l'Autel où on le reserve, afin d'expi-er par des austeritez, des penitences, des adorations qui ne finissent point, les blasphèmes & les outrages des *Héretiques*. Cet arrêt rendu sans formalité, sans procédures, sans instruction, sans ouïr les interressez, affligea cruellement les Reformez, qui se voyoient arracher & un droit qui leur apartenoit par une possession d'environ cent ans, & des biens qui leur apartenoient par un bon titre, & par une jouissance de plus de trente ans. Cette évidence de Droit avoit été causée qu'on avoit trouvé plus à propos de leur ôter ce College, sans les entendre, que d'entrer dans la discussion d'un procès où on auroit à détruire des titres clairs & solides, que l'Eglise du lieu n'auroit pas manqué de produire. On ne crut pas plus juste de leur ôter leur bien sans les entendre, qu'après les avoir ouïs; mais on le jugea plus aisé, parce qu'on s'épargnoit au moins la honte de prononcer après avoir vu & examiné des actes authentiques. Cependant on n'osa presque se plaindre de cette injustice, qui fut suivie de si près de la suppression du College de Sedan, qu'on craignit que si on faisoit de fortes poursuites pour celui de Châtillon, le Conseil pour ne perdre pas ses peines, ne le restituât aux dépens de l'Academie de Saumur, qu'il y avoit long-tems que le Clergé tâchoit de détruire. Cette Academie étoit fort chere aux Reformez, qui la preferoient au College de Châtillon, parce que ce College outre qu'il n'avoit point d'Ecole de Theologie, étoit fort dechu de sa premiere reputation; au lieu que l'Academie de Saumur étoit encore florissante. On écrivit néanmoins de fort belles remontrances, où l'affaire étoit mise dans un beau jour: mais le malheur de Sedan fit perdre courage; & ces commencemens n'eurent point de suite.

*Defenses
d'empê-
cher les
conver-
sions.*

Une troisième atteinte fut portée aux Reformez par un arrêt du dix-neuvième d'Avril, qui faisoit defenses aux Ministres, Anciens & autres Reformez, d'user de *menaces, intimidations, artifices ou voyes de fait*, pour empêcher la *conversion* des autres; & en particulier aux Ministres & Anciens *d'entrer ni de jour ni de nuit*

nuit dans les maisons, que pour visiter les malades, & y faire 1681.
 d'autres fonctions de leur ministère, à peine de punition corpo-
 relle. Cet arrêt tendoit à se defaire de tous les Ministres du ^{CXVI.}
 Royaume en six semaines de tems, puis qu'il n'y en avoit pas un
 à qui on n'eût pu faire une affaire en vertu de ces defenſes; &
 que pour quelque raison qu'il fût entré dans les maisons des Re-
 formez, il auroit été aisé de l'accuſer d'y avoir fait autre chose
 que la priere auprès d'un malade. Les temoins ne manquoient
 jamais au Clergé dans ces occasions; & les faits justificatifs n'é-
 tant jamais reçus à la decharge du prevenu, il y auroit toujours
 eu de quoi prononcer une condamnation accablante. On avoit
 des exemples de cette injuste ſeverité. Campredon. Ministre du ^{visite}
 Pont de Larn dans le haut Languedoc, ayant fait une priere ^{d'un ma-}
 pour l'enfant mourant du nommé Limouſi, habitant d'Aumon- ^{lade ro-}
 tel, fut mis en ajournement personnel par un arrêt du Parle- ^{putée cri-}
 ment de Thoulouſe; & le Commiſſaire qui fut député pour in- ^{minelle.}
 former contre lui fut ſi bien groſſir l'affaire, que l'ajournement
 fut converti en priſe de corps. On chargea le Miniſtre d'avoir
 fait une aſſemblée dans la maiſon de Limouſi, & d'y avoir prê-
 ché. Il y eut des temoins qui le depoſèrent, & qui eurent l'im-
 pudence de dire qu'il s'étoit trouvé juſqu'à vingt-cinq perſonnes
 à ce Sermon. Le Miniſtre ſe rendit volontairement priſonnier,
 & ferma la bouche aux temoins qui lui furent confrontez. Il de-
 montra qu'il n'y avoit pas même dans ce village autant d'habi-
 tans Reformez, qu'on diſoit qu'il s'en étoit trouvé dans la mai-
 ſon de Limouſi; & qu'il n'avoit aſſiſté à ſa priere que trois ou
 quatre parens ou domeſtiques. Mais cela n'empêcha pas qu'après
 une priſon de près de trois mois, il ne fût encore condamné le
 vingt-troisième de Septembre à cent livres d'amende, & aux de-
 pens, avec defenſes de prêcher ailleurs que dans le lieu de ſa re-
 ſidence; & de conſoler les malades autrement qu'à voix baſ-
 ſe, & ſans aſſemblée. L'arrêt du Conſeil autorifoit de ſembla-
 bles recherches. D'ailleurs il tendoit à priver les Miniſtres de
 toutes les douceurs de la ſociété humaine, & les reduiſoit à n'a-
 voir de commerce avec les gens de leur Religion, que dans le
 tems & le lieu de leurs Aſſemblées. Enfin on leur ôtoit la liber-
 té de ſ'aquiter du plus preſſant de leurs dévoirs, qui conſiſtoit
 à confirmer les Reformez de leur troupeau dans la doctrine de

1681. leur Religion, & à les munir de bonnes instructions contre les illusions des *Convertisseurs*. De quelque maniere qu'ils s'y fussent pris, ils auroient toujours contrevenu à l'arrêt. Si pour reveiller les consciences ils avoient parlé à quelqu'un des jugemens de Dieu, ou cité quelques-uns de ces passages de l'Ecriture, qui sont si forts sur le sujet de la fidelité qu'on doit aux veritez salutaires, ces discours auroient passé pour des *menaces* & des *intimidations*. S'ils avoient consolé par les esperances de la faveur de Dieu, & des recompenses éternelles, ceux qui étoient tentez de changer de Religion par le pillage de leurs biens, ou par la crainte de perdre leurs commissions & leurs Charges, on auroit appelé cette maniere d'agir des *artifices*. D'un autre côté on voyoit dans cet arrêt un trait de malignité, qui avoit pour vuë principale de rendre les Ministres responsables de tout ce qui arriveroit de contraire aux intentions du Roi, & de les faire passer pour les chefs d'une cabale, qui s'entretenoit dans le Royaume par leurs intrigues, sous le pretexte de la Religion: & en effet il fut donné des arrêts dans un autre tems, où cette ridicule accusation étoit nettement portée.

Effet &
moderation
de
ces arrêts.
CXVII.

La consideration de toutes ces choses obligea les Reformez à se pourvoir, & à faire des remontrances sur les inconveniens de cet arrêt. On les écouta, & on les paya de belles paroles. On leur dit qu'ils n'avoient pas compris l'intention du Roi; qu'on ne vouloit pas les empêcher de faire leurs fonctions ordinaires, & qu'ils pouvoient les continuer comme ils avoient fait avant les defenses. On leur accorda même un arrêt nouveau le sixième de Juin où la chose étoit ainsi expliquée. Mais les defenses d'empêcher les *conversions* par menaces, intimidations, artifices ou voyes de fait étoient en même tems confirmées & renouvelées: de sorte que les Ministres demeuroient exposez comme auparavant, à toutes les chicanes qu'on leur pouvoit faire sous ce pretexte. On s'imagineroit peut-être que cette precaution étoit inutile, & qu'il ne se faisoit pas assez de *conversions*, pour meriter qu'on prit de telles mesures pour les favoriser: mais il faut savoir que le Clergé travailloit actuellement depuis quelque tems à les procurer; que sans tirer rien de sa bourse il donnoit de l'argent à ceux qui vouloient embrasser sa Religion; que les regles d'economie prescrites par Pellisson étoient fort bien observées; que le nom du Roi

Roi & le ministre des Intendans étoient employez à cet indigne 1681.
 commerce, & que grossissant au Roi le nombre & l'importance
 de ces conquêtes, on lui faisoit passer pour une affaire digne de
 ses soins, d'attirer à l'Eglise Romaine par ces liberalitez, tous
 ceux de qui la piété n'étoit pas à l'épreuve de trois ou quatre
 écus. Mais parce qu'on ne pouvoit pas toujours deguïser, ni
 rendre de bonnes raisons de ce qu'après les nombreuses *conver-*
sions dont on se vançoit, il n'y avoit pas à Charenton plus de
 places vuides qu'à l'ordinaire, & on ne laissoit pas de voir ce
 qu'il restoit encore d'Eglises aussi fortes, qu'elles avoient accoutu-
 mé d'être par le nombre des communians, il fallut trouver un
 moyen de lever la difficulté, & de montrer d'où venoit qu'il y
 avoit encore tant de Reformez à gagner. On s'en prit donc aux
 Ministres, qu'on accusa d'empêcher les *conversions*; & les repre-
 sentant comme des gens pleins de pouvoir & de credit, on leur
 imputa de s'opposer aux progrès de la Religion Romaine par des
 voyes de fait, & par des menaces. A la verité il y avoit quelque
 chose qui auroit fait rire, si la matiere l'avoit permis, en ce qu'on
 parloit des Ministres, qui trembloient de peur à la vuë d'un Ser-
 gent de village; & qui avoient mille peines à marcher sans être
 surpris, au milieu des pieges qu'on leur tendoit tous les jours;
 qu'on en parloit, dis-je, comme de gens capables de faire peur
 aux autres, & d'empêcher par leurs menaces ceux qui avoient le
 coeur assez bas pour vendre leur Religion, de profiter des libera-
 litez du Roi. Mais tout est bon au Clergé; & comme quand il
 s'agit du succès de ses desseins, il n'a point de remords d'être in-
 juste; de même quand il en peut tirer avantage, il n'a point de
 honte d'être ridicule.

C'étoit dans la même vuë de favoriser les *conversions*; & de *Dechar-*
 persuader que les Reformez opiniâtres y mettoient de grands ob-*se des*
 stacles, par leurs artifices & par leur credit, qu'on avoit fait *non-*
 rendre l'onzième d'Avril une Ordonnance, par laquelle le Roi *venux*
 déchargeoit pour deux ans ceux qui s'étoient *convertis* depuis le *conver-*
 commencement de l'année, ou qui se *convertiroient* à l'avenir, *tis.*
 non seulement du logement des gens de guerre, mais de toutes
 les *impositions & aides qui se pourroient faire* par la permission
 du Roi, à l'occasion du logement des troupes; & le Roi déro-
 geoit en leur faveur aux Ordonnances contraires. Nous verrons

1681. bien-tôt à quel dessein il étoit parlé de ceux qui se *convertiroient* à l'avenir. Le Clergé avoit trouvé des moyens dignes de son zèle, & plus efficaces que ses largesses, pour obliger tous les timides & les profanes à se faire Catholiques, & il en fit un cruel essai dans plus d'une Province pendant cette année.

*Confer-
rences à
Toulon.*

Je ne dois pas oublier qu'encore que le principal soin du Clergé fût de gagner le menu peuple, soit à cause qu'il est plus aisé de l'ébranler par les promesses ou par les menaces, soit parce qu'il y avoit plus d'apparence de faire de nombreuses conquêtes dans la multitude, il ne laissoit pas de penser aux personnes d'un plus haut rang. Ce fut la raison pourquoi il fit envoyer de Paris à Toulon, vers la fin de l'année précédente, un Missionnaire Docteur de Sorbonne, nommé Pilon, pour *convertir* par des conférences les Officiers de la Marine, qui faisoient profession de la Religion Reformée. Ce Docteur ne doutoit pas que possédant toutes les subtilitez de l'Ecole, il ne fût capable de fermer la bouche à des gens de mer, qui devoient avoir plus étudié la navigation que la Theologie. Cependant il eut de la peine dès l'abord à leur faire prendre la resolution de le venir écouter. Il fallut trois ordres exprés pour les y contraindre, mais enfin l'air menaçant du troisiéme les flechir. Ils obeïrent; ils assistèrent aux conférences du Missionnaire, qui les tenoit trois fois la semaine, & qui les faisoit durer trois heures entieres. Ce Docteur étoit parfait Missionnaire. Il savoit par cœur certains lieux communs de controverse. Il étoit aigre, hardi, incapable de se taire, & croyant avoir vaincu, pourveu qu'il eût empêché son adversaire de parler. Au lieu de *convertir* ces Officiers, il les rebuta par ses manieres, & reçut d'eux assez souvent de fâcheuses mortifications. Entre les autres celle-ci fut assez humiliante. Il cita un passage du Nouveau Testament à un Capitaine de vaisseau, avec qui il disputoit en présence de l'Intendant. Ce Capitaine soutint que le passage étoit mal cité, & après quelques contestations la chose en vint à une gageure de dix Louis. La somme fut mise de part & d'autre en mains tierces, & le Docteur étant allé chercher le livre dans son cabinet, perdit la gageure. Son argent lui fut rendu par une honnêteté demi forcée du Capitaine, qui reconnut aux discours de l'Intendant qu'il le desobligerait s'il en usoit autrement. Après que ces conférences eurent duré quelque tems, le

le Docteur se retira fort mal satisfait de son voyage, & sans avoir 1681. fait de conquêtes : mais peu après les Officiers ou furent remerciez, ou furent obligez de complaire aux volontez de leur maître.

La quatrième attaque fut portée par la Declaration du dix-septième de Juin, qui regloit à quel âge il devoit être permis aux enfans des Reformez d'embrasser la Religion Catholique. Le Clergé les trouvoit déjà trop raisonnables & trop instruits à douze & à quatorze ans ; & souvent il éprouvoit qu'à cet âge ils étoient à couvert de ses surprises. Il y avoit long-tems qu'il en murmuroit, comme on a pu le remarquer dans les livres précédens : mais comme les affaires avoient changé, il obtint enfin cette année ce qu'il n'avoit pu obtenir plutôt par quinze ans de sollicitations. Il y avoit à la tête de cette Declaration une préface étonnante. Le Roi se disoit convié par *les grands succès des expédiens qu'il avoit employez pour convertir les sujets Reformez, & qu'il apelloit excitations spirituelles & moyens raisonnables, à seconder les mouvemens que Dieu donnoit à plusieurs d'entre eux de reconnoître leurs erreurs ; & comme si ces mouvemens eussent été ceux des enfans, il ajoûtoit que depuis l'âge de sept ans ils sont capables de raison & de choix, dans une matière aussi importante que celle de leur salut.* A cause de quoi il avoit résolu de déroger à la Declaration de 1669. qui ôtoit aux enfans le pouvoir de faire ce choix avant l'âge de douze ou de quatorze ans. Il ajoûtoit, encore que l'Edit de Nantes, & les autres donnez en conséquence, ne contiennent aucune disposition pareille ; comme si l'Edit qui accordoit aux peres mourans la liberté de nommer des Educateurs à leurs enfans, ne leur avoit donné cette liberté qu'à l'égard des enfans au dessous de sept ans ; c'est-à-dire encore incapables de ce qu'on appelle éducation. Sur ces fondemens néanmoins le Roi ordonnoit trois choses :
 1. Que les enfans des Reformez fussent reçus à l'âge de sept ans à faire abjuration de la Religion de leurs peres, sans qu'on y pût mettre empêchement. 2. Que conformément à la Declaration du quatorzième d'Octobre, ils eussent après leur conversion le choix de retourner dans la maison de leurs peres & meres, pour y être nourris & entretenus ; ou de se retirer ailleurs, & de leur demander une pension proportionnée à leurs biens. 3. Que les

Enfans de sept ans devenus capables de choisir en matière de Religion.
 CXLX.

1681. peres & meres qui avoient envoyé leurs enfans dans des païs étrangers, les fissent revenir sans delai, à peine contre ceux qui auroient du bien en fond d'être privez de tout leur revenu pour la premiere année, & de la moitié pour chacune des suivantes, & contre ceux qui n'auroient point de bien en fond, d'amende arbitrée à proportion de leurs biens: & qui auroit lieu jusqu'à ce qu'ils eussent fait revenir leurs enfans. Le pretexte de cet article étoit que les enfans pouvoient prendre chez les Etrangers des maximes contraires à l'Etat, & à la fidelité qu'ils devoient au Roi par leur naissance: à cause de quoi il étoit defendu aux peres d'envoyer à l'avenir leurs enfans hors du Royaume, avant qu'ils eussent atteint l'âge de seize ans, sous les mêmes peines qui étoient déjà exprimées.

Alteration causée par cette Ordonnance.

Je manque d'expressions pour decrire l'alteration que cette terrible Declaration causa dans tous les esprits. Tous les peres, qui avoient un peu de pieté, & toutes les meres, encore plus tendres & plus sensibles, se sentirent frappez au cœur, & ne s'attendant qu'à voir tous les jours leurs enfans arrachez d'entre leurs bras, sous le pretexte qu'ils auroient temoigné quelque desir de se faire Catholiques, ils se crurent condamnez à ne mettre des enfans au monde que pour être la proie des Propagateurs de la Religion Romaine. Ces enfans que la nature oblige de regarder comme les fruits les plus doux de l'union conjugale, & dont l'éducation fait le plaisir le plus legitime, & le soin le plus agreable de ceux à qui ils appartiennent, devinrent l'occasion d'une perpetuelle terreur. Tout faisoit ombrage aux Reformez qui avoient famille. Les visites de leurs amis Catholiques leur étoient suspectes. Les caresses, les petits presens dont on amuse l'enfance, les louanges qu'on donne aux aimables traits d'esprit & de gentillesse, qui se remarquent quelquefois dans cet âge tendre, & qui donnoient autrefois tant de plaisir aux peres & aux meres, étoient regardées comme des pieges tendus à leur innocence. Chacun vivoit dans une cruelle defiance de ses propres domestiques, qu'on estimoit des instrumens propres à executer les projets du zèle des *Convertisseurs*; & qui par malice, ou par ignorance, par une dévotion mal entendue, ou par quelque despit conçu mal à propos contre leurs maîtres, étoient capables de donner aux directeurs de ces affaires mille specieux pretextes de

s'em-

s'emparer des enfans. A la vérité la Déclaration n'autorisoit ^{1681.} ni d'induire les enfans , ni de rechercher leur intention & leur desir ; & il sembloit qu'elle permettoit seulement de les écouter , & de les recevoir quand ils donneroient d'eux mêmes quelques marques de leur penchant pour la Religion Catholique. Mais on n'ignoroit pas que le zèle des *Convertisseurs* excusoit tous leurs attentats ; & que la maxime de la Cour étoit de presumer toujours le bon droit , la bonne foi , la vérité du côté de la Religion dominante ; & l'injustice , la fraude , l'imposture du côté de la Religion persécutée. Les plus grossiers comprenoient bien que tous les enfans étant aîsez à éblouir par l'éclat ; les ornemens des Eglises Catholiques , la lumière des cierges , les riches habits dont on paroît les images , étoient des moyens de les surprendre ; & qu'il suffisoit qu'ils eussent temoigné de l'ardeur à s'approcher de ces objets magnifiques , ou de la repugnance à s'éloigner de ces spectacles , pour donner sujet de dire que ces mouvemens étoient surnaturels ; que c'étoient les semences d'une piété Catholique qui seroit étouffée par l'éducation , si on ne les mettoit en de bonnes mains ; que c'étoient les inspirations d'une grace victorieuse , qui les rappelloit à l'Eglise Romaine leur véritable mere , en faveur de qui on devoit les arracher du sein de leurs meres séduites , de peur qu'ils ne demeurassent infectés des erreurs de leur famille.

En effet on vit arriver tout cela ; & pis encore que tout cela. ^{Terribles} Toutes les familles où il y avoit des enfans se virent attaquées , ^{suivies de} ou menacées de l'être. On recevoit en Justice les avis & les dénonciations de tout le monde. Un voisin , une servante , une nourrice ; & qui pis est un envieux , un ennemi , un débiteur trop pressé de payer ses dettes , venoit dire ou qu'un enfant savoit faire le signe de la Croix , ou qu'il avoit baîsé une image de la Vierge , ou qu'en passant devant une Eglise , où l'autel étoit éclairé de plusieurs étages de cierges , il avoit pleuré de ce qu'on ne lui permettoit pas d'y entrer , ou qu'en voyant passer le Sacrement ou la Croix , il avoit dit que c'étoit *le bon Dieu* , & cent autres semblables badineries : & tout cela étoit pris sérieusement par les Juges. Sans information , sans examen , on s'emparoit des enfans ; on les donnoit à garder à des Catholiques , qui par la promesse d'une image enluminée , ou d'une poupée habillée à la

1681. la mode ; & par le present de quelques fruits & de quelques confitures, leur faisoient dire l'*Ave Maria* ; ou seulement *la Messe est belle* ; & cela passoit pour une declaration suffisante de l'inclination de ces ames simples & sans lumieres à la Religion Romaine. On en dressoit des procès verbaux, où on faisoit parler ces enfans comme des personnes de vingt-cinq ans ; & on n'oublioit pas d'y inferer le choix qu'ils faisoient ou d'être mis dans quelque pension Catholique, pour être instruits, ou d'être renvoyez chez leurs peres, parens ou tuteurs, pour y être entretenus comme à l'ordinaire, & laissez dans la liberté d'exercer la Religion qu'ils avoient nouvellement embrassée. Il est vrai qu'on ne prenoit ordinairement ce dernier party, que quand les peres n'avoient pas assez de bien pour payer à leurs enfans une pension où il y eût quelque chose à gagner : mais quand ils étoient riches, on mettoit leurs enfans dans quelque Couvent, dans quelque College, ou chez quelque devote, dont le profit excitoit le zèle à se charger de leur nourriture.

*Violences
commises
à cette
occasion.*

Il y eut peu de lieux où ces procedures ne causassent de grands desordres. Le Lecteur en jugera par ce qui se passa dans la seule ville d'Alençon, où il y avoit huit ou neuf cens Reformez, qui étoient des meilleures familles & des plus accommodées. La Duchesse de Guise, derniere fille du feu Duc d'Orleans, Princesse d'une grande bonté, & naturellement portée à ne faire de mal à personne, étoit Dame d'Alençon, en vertu d'un contract passé avec le Roi, qui lui delaissoit ce Domaine en propriété, pour la part qu'elle pouvoit pretendre aux successions de son pere & de sa mere. Cette Princesse s'étoit jettée dans la devotion ; & comme elle se rapportoit du gouvernement de sa Maison & de ses biens à un Intendant qui se servoit souvent de son nom, pour faire de grandes injustices, elle avoit aussi une complaisance fort generale pour le Directeur de sa conscience dans les affaires de Religion. De sorte qu'on obtint d'elle aisément qu'elle laissât couvrir de son nom les entreprises qu'on avoit dessein de faire, sous le pretexte de cette Declaration. Aussi-tôt on s'empara des enfans de quelques-uns des meilleurs bourgeois, sur la denonciation de quelques fripons, qui allerent declarer qu'il y avoit deux ou trois ans que ces enfans avoient laissé entrevoir, par quelques signes de la nature de ceux que j'ai rapportez, qu'ils avoient

avoient de l'inclination à se faire Catholiques. La fille de la Morte Bonvoût fut la premiere dont on se saisit. Elle tint ferme durant quelques jours qu'elle demeura chez une tierce personne, après quoi elle fut rendue à son pere par le Lieutenant General, qui pour l'obliger à la lui remettre entre les mains, lui avoit promis sur son honneur de la lui restituer, après qu'elle auroit fait sa declaration dans les formes. Les devots firent ce qu'ils purent pour persuader à ce Juge qu'il n'étoit point obligé à tenir parole : mais ils n'y réussirent pas, & il se fit un point d'honneur de l'exécuter ponctuellement. Il fut même assez heureux pour en donner une raison qui ferma la bouche aux plus échauffez : savoir que s'il manquoit à sa parole, cela obligerait les autres Reformez sur les enfans de qui on avoit déjà des vues, à les cacher si bien qu'on ne les pourroit trouver ; au lieu que si on remarquoit en lui de la bonne foi dans l'occasion présente, cet exemple disposeroit les Reformez à prendre en lui plus de confiance, & à lui mettre sans scrupule leurs enfans entre les mains.

Cette fille donc fut renduë, & quelque autre encore qui se trouva dans le même cas. Mais il n'en fut pas de même des enfans d'Auguste Du Val, homme de merite, qui après plus de trente ans de services étoit venu se marier, & mourir dans sa patrie. Il étoit d'une famille considerable & nombreuse, qui depuis plus de cent ans avoit toujours fourni au Roi de braves gens, qui avoient été ou Officiers de sa Maison, ou Capitaines dans ses Troupes ; de sorte qu'on avoit vu tout à la fois oncles, freres, neveux, cousins germains portant même nom, commandant des Compagnies de Cavalerie, de Dragons & d'Infanterie. Après sa retraite il épousa une Demoiselle un peu trop jeune pour lui, de sorte qu'il n'eut pas sujet d'être content de sa conduite ; & que quand il fut mort ses beauxfreres ne laisserent à sa veuve ni la tutelle, ni l'éducation de ses enfans. Anne Du Val sœur du defunt, fille d'une solide vertu, & d'un courage à toute épreuve, se chargea des deux aînez ; & les freres de la veuve en prirent deux autres. Cette malheureuse femme fut encore d'une conduite plus dereglée pendant son veuvage qu'auparavant : & craignant que ses parens ne la fissent enfermer, elle eut son recours au changement de Religion, qui la mit à

*Enlevé
ment de
quatre
enfans
d'Augu-
ste Du
Val.*

1681. couvert de leurs poursuites. On fit croire à la Duchesse de Guise que les parens empêchoient les enfans d'imiter leur mere ; & ce fut assez pour donner un pretexte de s'en emparer. Les parens se laisserent pousser à bout par les condamnations , par les menaces , par les amendes , par les executions , avant que de les représenter ; mais enfin il fallut obeir à une force majeure : & quoi que les deux plus âgez eussent persisté près de trois mois dans la declaration de vouloir être rendus à leur tante , & nourris dans la Religion , il ne fut pas possible de leur faire faire justice. Tout ce qu'on obtint de cette Princesse , fut qu'elle ne les rendit pas à leur mere , également indigne & incapable de les avoir sous sa conduite.

*Et de
ceux de
Touche-
reul.*

Mais il arriva une autre affaire sur un sujet pareil , dont les commencemens furent fort violens , quoi que la fin en fût plus heureuse. Touchereul fils aîné d'un riche Marchand de vin , mais homme d'une humeur particuliere , & qui en partie par avarice , en partie par le chagrin que lui causoit la gravelle dont il étoit fort travaillé , vivoit dans la plus obscure retraite qu'on se puisse imaginer , & passoit ses jours dans une maison aussi sombre que son esprit , où à peine il entroit assez de lumiere , pour distinguer le jour de la nuit : cet homme ayant trouvé une femme à peu près aussi solitaire que lui , étoit néanmoins zélé pour sa Religion , bien instruit pour un homme de sa sorte , & soigneux d'inspirer à ses enfans la connoissance & l'amour de la verité. Mais comme il n'y avoit dans ses manieres ni civilité ni politesse , il les élevoit d'ailleurs assez grossierement : de sorte que dans un âge assez avancé , ils avoient encore les foiblesses de la premiere enfance. Il avoit une fille âgée d'environ dix-huit ans , & un garçon de treize ou quatorze qui étoient encore sujets aux mêmes châtimens qu'on fait souffrir aux enfans au dessous de dix. Un jour d'assez bon matin , une gueuse qui s'ennuyoit d'avoir été long tems à la porte de ce bourgeois , sans obtenir par ses importunités l'aumône qu'elle demandoit , entendit crier ces jeunes gens , & crut distinguer la voix du pere & de la mere qui les menaçoient. Aussi-tôt elle oubliâ ses besoins & ses gemissemens , & se mit à crier que ces malheureux vouloient étrangler leurs enfans , parce qu'ils se vouloient faire Catholiques. La maison de ces pauvres gens étoit située entre celle du Procureur du Roi , & celle des Jésuites , assez près de

*Origine
d'une se-
dition.*

de l'une & de l'autre. Le reste du quartier étoit habité par des gens de peu, à l'exception de trois ou quatre familles. Tout le menu peuple courut aux cris de la gueuse, & en moins de rien toute la ville fut émue, & tous les faineans ou les bigots s'assemblerent dans ce voisinage. Il s'y trouva des domestiques de la Duchesse de Guise, portant ses couleurs, & qui parurent des plus échauffez pendant la sedition, se couvrant des ordres qu'ils avoient reçus, disoient-ils, de prêter main forte à la Justice. Les Juges se rendirent sur le lieu, animés par le Procureur du Roi, homme de peu de genie, avare, ignorant, malin; & qui n'avoit pour tout mérite qu'une aveugle haine pour les *Huguenots*. Le bruit fit craindre à Touchereul d'ouvrir sa porte; mais quand la Justice parla, il fallut obeir au nom du Roi. Les Juges se saisirent des enfans, & voulurent les emmener. Les cris de ces jeunes gens ne leur firent point de pitié. La douleur du pere & de la mere ne fut pas capable de les amollir. L'état où la fille se trouvoit, sortant du lit, les jambes nuës, les cheveux épars, la gorge à peine couverte de sa chemise, & le reste du corps caché d'une simple juppe, ne put les flechir, quoi que cette pauvre fille, plus morte que vive, les priât de lui donner le tems de se mettre dans un état de bienséance. On les traîna malgré toutes considerations jusques à l'autre bout de la ville, où étoit le Palais: & la canaille les y suivit. Le pere & la mere coururent après, avec des marques d'affliction capables de toucher les plus barbares. Mais au lieu d'en avoir pitié, l'un leur jettoit des seaux d'eau sur le corps; l'autre les couvroit de bouë; l'autre leur jettoit des pierres, dont plusieurs les atteignirent. On crioit sur eux tuë, tuë: on menaçoit de pendre & de massacrer: oh disoit qu'il ne falloit pas faire à deux fois de tous les *damnez d'Here-siques*. Au milieu de ces acclamations les Juges arriverent au Palais, où ils se mirent à verbaliser. La declaration des enfans fut hardie & courageuse: mais on ne les en voulut pas croire; & on voulut informer. Dans tout ce peuple mutiné on ne trouva pas une seule personne qui pût dire de quoi il s'agissoit; ni conter une chose qui pût servir à fonder la denonciation de la guerre. Il se trouva que tout le bruit avoit été causé par la crainte des châtimens dont les enfans avoient été menacez. Le pere & la mere se voyant autorisez par ce défaut de preuves, insisterent

Insolences du peuple.

1681. rent à ravoir leurs enfans; & parlerent si haut, que les Juges, au lieu de leur faire justice, les envoyèrent en prison, où ils demeurèrent une partie de la journée. Cependant le jour s'étant passé à verbaliser, sans qu'on eût pu faire changer de langage à ces enfans, & les Juges étant prêts à les renvoyer, & fort confus de cette ridicule équipée, la Duchesse de Guise les tira de peine, & fit mener ces enfans dans son Palais. Durant trois ou quatre jours qu'ils y demeurèrent, ils ne cessèrent presque ni jour ni nuit de crier. Ils ne vouloient ni manger ni boire, de peur qu'on ne leur donnât quelque chose qui leur troublât la raison. Leur pere & leur mere venoient dès quatre heures du matin roder autour de la maison; & entendant la voix de leurs enfans crioient de leur côté en personnes desesperées, & les appelloient par leur nom. Les enfans entendant cette voix connue, redoubloient leurs cris & leurs larmes, & il se formoit du concert de ces tristes hurlemens quelque chose de si pitoyable, que les domestiques même de la Duchesse & les voisins murmuroient, de ce qu'on retenoit contre leur gré des enfans si affectionnez à la Religion de leur pere. Cependant on fit changer de lieu aux enfans; on menaça le pere & la mere; on les chassa; la Duchesse leur parla, & leur fit craindre ses ressentimens. Mais tout cela ne servant de rien; & ces affligez revenant à un côté quand on les avoit maltraitez à l'autre, il fallut enfin rendre ces enfans; & on leur donna la liberté le même jour qu'un de leurs oncles étoit parti, pour aller demander justice au Roi de ces cruelles violences. La Duchesse avoit eu le tems de faire venir du Conseil des avis de ce qu'elle devoit faire: & on l'avoit avertie que le Roi n'approuveroit pas des moyens si extraordinaires.

*Requêtes
sur ce
sujet.*

A l'égard des autres enfans, chacun de ceux à qui ils appartenoient presenta sa requête particuliere à l'Intendant, & le Conseil en presenta une generale. L'Intendant étoit Barrillon de Morangis, homme d'esprit doux, qui ne se divertissoit qu'avec les Reformez, qui ne leur faisoit du mal qu'à regret, & qui n'aimoit pas à en faire, quoi que d'ailleurs il eût de l'ambition, & qu'il ne songeât qu'à faire fortune. Il fit remarquer aux zèles que ces entreprises causoient de grandes émotions; & qu'assûrément le Roi ne prendroit pas de plaisir à recevoir de telles nouvelles de toutes parts. En effet il arrivoit à Paris de tous côtes des me-

mémoires de semblables violences; & comme on craignoit que dans une affaire si sensible au cœur, il ne se trouvât quelque ^{1681:} *Surseance tacite* pe-
 re qui fit un coup de desespoir, dont l'exemple serviroit de signal aux autres, on trouva bon de surseoir pour quelque tems tacitement l'exécution de cette Declaration, & de laisser un peu revenir les esprits de la terreur qu'elle leur avoit donnée. A Paris même il y eut de considerables Marchands & de bons bourgeois, qui craignant les suites de ces entreprises se mirent à rassembler leurs effets, & à regler leurs affaires, comme s'ils avoient été prêts à tout quitter. Quelques-uns firent aussi-tôt partir leurs enfans pour les pais étrangers, sans s'arrêter aux peines de la Declaration. Le Lieutenant Civil les ayant fait venir chez lui, leur demanda la raison de leur conduite; leur remit devant les yeux, sans menaces, les peines qu'ils encouroient, & les exhorta à ne quitter point le Royaume, & à faire revenir leurs enfans. Leur reponse ayant été ferme & genereuse, ce Magistrat fut obligé de leur donner des assurances positives qu'on ne leur feroit point de mal, & que la Declaration n'iroit pas si loin qu'on se l'étoit imaginé: que le Roi n'entendoit point qu'elle servît de pretexte aux inductions & aux violences; & que tout le dessein de ce reglement étoit de favoriser la *conversion* des enfans, quand on les y verroit portez d'eux-mêmes par des marques évidentes.

D'autre côté chacun pouffoit l'affaire dans les Provinces selon la mesure de son zèle, ou de sa capacité. Les Juges reconnoissant que c'étoit faire sa cour, que de trouver des expediens & des ^{*Sentence du Juge de Clermont.*} ouvertures pour detruire la Religion Reformée, encherissoient par tout sur les reglemens, & prenoient des tours pour les faire exécuter plus dangereux encore, & plus importans que les reglemens même. Le Lieutenant General de Clermont en Beauvoisis ayant reçu la Declaration pour la faire enregistrer, en ordonna premierement l'enregistrement & la lecture à l'heure même: après quoi, sur la requisition du Procureur du Roi, il ordonna qu'elle fût lue le Dimanche suivant *en l'exercice de ceux de la Religion P. R. par le Greffier ordinaire du Domaine, & affichée à la porte dudit Temple*, afin que ceux de la Religion n'en prétendissent cause d'ignorance: & que *pour connoître de la diligence qu'ils auroient faite à y satisfaire*, en rappelant les enfans qu'ils

1681. auroient envoyez hors du Royaume, les Anciens de ladite Religion seroient tenus de mettre audit Greffe, dans le mois du jour de la publication du present, un état de toutes les familles faisant profession de ladite Religion qui demeuroient dans l'étendue de ce Bailliage, ou faisoient les exercices dans le Temple de ladite ville, ou contribuoient à la subsistance du Ministre de Clermont, à peine de cent livres d'amende, & d'y être contraints par toutes voyes dues & raisonnables; nonobstant oppositions ou appellations quelconques. Il s'avisa d'ajouter encore à cette Ordonnance, que les Anciens lui remettroient dans le même delai un état au vrai des deniers qu'ils avoient levés pendant les années dernières, ou reçus de ceux de ladite Religion pour contribution volontaire ou autrement, & de la dépense qu'ils en auroient faite. Cette Ordonnance fut rendue le dix-septième de Juillet, & exécutée le Dimanche suivant à l'égard de la lecture de la Declaration.

Dont
l'Inten-
dans em-
pêche
l'effet.

Il y avoit bien des nouveautez dans cette sentence, & entre autres celle de faire lire la Declaration par un Greffier dans le Temple même un jour d'exercices, celle de vouloir tirer un état des familles, celle de contraindre à représenter les états des contributions volontaires. C'est pourquoi les Reformez eurent recours à Machault, alors Intendant de cette Generalité, & lui firent des plaintes de ces attentats. Ils eurent le bonheur d'être écoutés: & Machault ayant eu le tems de prendre sur ce sujet les ordres du Conseil, il écrivit une lettre un peu morrifiante au Lieutenant General, où il lui ordonnoit de demeurer *précisément* dans les bornes de la susdite Declaration du Roi, & de la faire executer sans obliger de rapporter l'état des familles, ni le compte de la susdite levée & dépense. La lettre étoit datée du treizième du mois d'Août. Cette espece de censure refroidit le zèle bouillant de ce Juge, & le rendit plus sage en d'autres occasions. A la Cour même on étoit étourdi des avis qui venoient de tous les côtez du Royaume. On ne s'étoit pas attendu à tant de succès: & le Clergé même étonné de la prospérité de ses desseins, fut obligé d'en arrêter le progrès, pour empêcher que le Royaume ne fût réduit en solitude, par la retraite des Reformez qui sembloient tous disposés à deserter. Il y avoit des Provinces d'où les familles se sauvoient à centaines, à cause des violences dont je parlerai bien-tôt: & on pouvoit craindre avec raison

raison que dans toutes les autres l'amour des peres & des mere 1681.
pour leurs enfans n'inspirât le même dessein, & ne depeuplât le
Royaume, par la desertion de deux millions de personnes. Dans
cette situation des esprits, les Reformez eurent leur recours ac-
coutumé à la clemence du Roi, & lui presenterent requête, es-
perant que le poids de leurs raisons, & l'interêt de l'Etat leur fe-
roit obtenir quelque favorable reponse.

Cette requête qui peut passer pour une des plus belles pieces ^{Requête}
du tems, dressée par le celebre Claude, remontoit au Roi com- ^{au Roi}
bien sa Declaration étoit contraire aux Edits; & outre la confide- ^{sur le}
ration generale des droits naturels & civils, conservez aux Re- ^{sujet des}
formez par l'Edit de Nantes, elle appuyoit sur l'article dix-hui- ^{enfans.}
tième, qui contenoit formellement des defenses de tirer les en-
fans des mains des peres contre leur gré, pour les faire batiser
ou *confirmer*; & comme la Confirmation ne se donne dans l'E-
glise Romaine qu'après sept ans, elle concluoit de là que suivant
l'Edit, les enfans demeuroient encore après cet âge sous le pou-
voir de leurs peres: & qu'il étoit encore moins permis de leur
faire faire une abjuration formelle de la Religion de leurs peres,
que de les confirmer. Elle citoit le trente-huitième article des
particuliers, touchant le droit de donner des *Educateurs* aux en-
fans, qui demeuroient en bas âge au tems de la mort de leurs
peres. Elle pressoit la force du mot, & faisoit voir que c'est à
peine à sept ans que l'*éducation* commence; que le pouvoir des
Educateurs s'étend à tout le tems qu'elle dure; que ce droit éta-
blit celui des peres sur les enfans comme d'autant plus inviola-
ble, qu'il ne finit point avec leur vie, & qu'il s'étend même après
leur mort. Elle y ajoûtoit que ce droit même étoit confirmé par
les anciens Edits, & que dès l'année 1571. Charles IX. avoit
ordonné que les Reformez ne fussent point empêchez en l'édu-
cation de leurs enfans, selon leur *Religion & conscience*; & que
même après la mort des peres, les enfans fussent entretenus dans
la même Religion jusqu'à quatorze ans. Elle citoit en suite au
Roi ses propres arrêts, & les Declarations observées depuis long-
tems, & confirmées par un arrêt du mois d'Août 1676. que l'Ar-
chevêque de Rheims avoit fait rendre.

Après ces premieres considerations on comparoit la Declara-
tion de 1669. à celle-ci, & on remarquoit que la premiere lais-
soit

1681. soit à la nature ses privilèges ; à la conscience ses mouvemens ;
 aux Loix civiles & canoniques leurs principes ; aux Parlemens
 leurs regles constantes & ordinaires ; aux nations étrangères un
 exemple digne de leur imitation : & on n'oublioit pas même qu'elle
 faisoit honneur à la Religion Romaine, qui paroissoit par là gar-
 der des mesures d'équité conformes à la droite raison, & à la
 pratique de l'ancienne Eglise. Qu'au contraire celle-ci faisoit ge-
 mir la nature, de voir ôter les enfans du sein de ceux à qui elle les
 a donnez, & qui sont plus à eux à sept ans qu'avant cet âge, à
 cause de l'éducation dont ils commencent à être capables ; qu'el-
 le troubloit la conscience des peres, qui regardant cette éduca-
 tion comme un des plus indispensables devoirs dont la conscien-
 ce peut être obligée de rendre compte à Dieu, s'estimoient respon-
 sables devant Dieu de tout ce qui arrive à leurs enfans ; pendant
 que la nature les a mis comme en dépôt entre leurs mains ; que
 selon le Droit Civil & Canonique les enfans ne pouvant avant l'â-
 ge de puberté ni tester, ni porter temoignage en Justice, ni fai-
 re des vœux, ni passer aucun acte de propre volonté, il étoit
 encore moins legitime de leur permettre un choix de Religion,
 qui est l'acte le plus important de la vie ; que les Parlemens qui
 n'avoient jamais soumis personne aux peines capitales avant l'â-
 ge de puberte, ce qui est un usage de tous les peuples & de tous
 les siècles, seroient obligez d'abandonner ces principes communs
 de la raison & de l'équité, parce que dès enfans qui pouvoient
 changer de Religion à sept ans, pouvoient par conséquent tom-
 ber aussi dans le crime de Relaps, & être condamnez aux peines
 portées par les Ordonnances ; que cette Declaration donneroit
 aux étrangers & aux infideles, l'exemple d'enlever les enfans à
 ceux qui ne seroient pas de leur Religion ; que l'Eglise Romaine
 même attireroit sur elle le reproche de s'éloigner entièrement de
 la pratique de l'Eglise Chrétienne, qui n'avoit jamais ôté les en-
 fans impuberes à ceux qui vivoient avec elle dans une même so-
 ciété civile, quoi qu'elle les regardât comme infideles.

Temoi-
 gnages
 & exem-
 ples.

En suite de ces remarques on citoit Thomas d'Aquin, qui de-
 cide ouvertement qu'on ne doit point batiser les enfans des Juifs
 contre le gré de leurs peres, parce que l'Eglise ne l'a jamais ap-
 prouvé, & que la justice naturelle y resiste. On raportoit les
 oppositions du quatriéme Concile de Toléde à Sisebut Roi d'Es-
 pagne,

pagne, quand il avoit voulu entreprendre quelque chose de semblable; & le jugement d'Olorius Evêque & Historien celebre, sur l'action d'Emmanuel Roi de Portugal, qui avoit voulu ôter aux Juifs leurs enfans au dessous de quatorze ans. Cette action, disoit-il, quoi qu'elle procedât d'une bonne intention, & qu'elle tendit à une bonne fin, n'étoit fondée ni en loi, ni en Religion, parce que Dieu demande des hommes un sacrifice volontaire, & qu'il ne veut pas qu'on force les consciences. Aussi cette entreprîse eut-elle un effet terrible. *Plusieurs de ces peres malheureux*, pour arracher leurs enfans à cette violence, les jetterent dans des puits, & s'y precipiterent après eux.

On remarquoit en consequence, parce que la Declaration ne permettoit pas de prendre les enfans par force, qu'il ne falloit pas regarder la violence comme faite aux enfans, mais comme faite aux peres, à qui on ravissoit le droit de la puissance paternelle; ce qui étoit confirmé par un temoignage exprés du même Thomas d'Aquin qu'on avoit déjà cité: & on demontroit qu'on faisoit même prejudice à cette legitime autorité, en ôtant les enfans de sept ans à leurs peres, qu'en les leur ôtant dès le berceau; parce que l'usage de ce droit s'étendant plus loin que cet âge, il étoit également violé, en quelque tems qu'on fit cette injustice aux peres avant la puberté de leurs enfans. On repondoit trois choses à la maxime de l'Eglise Romaine, qui estime les enfans de sept ans capables de peché mortel; qu'à parler generalement ce principe est fort incertain; qu'il ne seroit pas raisonnable de juger les Reformez par une doctrine qu'ils n'approuvent pas; qu'enfin la consequence étoit nulle de l'un à l'autre; & que quand il seroit constant que les enfans auroient à cet âge les premieres idées du bien & du mal qu'il peut y avoir dans les actions de la vie, il ne s'ensuivroit pas qu'ils fussent capables du discernement des Religions, & d'un choix *qui est le plus grand effort de l'esprit de l'homme*, quand il cherche uniquement son salut.

Cela étoit suivi par un detail abrégé des inconveniens qui naissent de l'exécution d'une loi si dure, comme le desespoir des peres & des meres; la discorde inévitable entre eux & leurs enfans; le desordre qui arriveroit dans leur éducation, en la faisant passer entre des mains étrangères; le libertinage des enfans,

1681. qui ayant toujours un pretexte pour se soustraire à leurs peres, ne craindroient plus leur correction ; l'exaction injuste des pensions immodérées ; la fuite forcée de plusieurs familles ; la crainte où on mettoit les Reformez de se trouver en état d'avoir des enfans ; l'alienation des esprits ; & mille autres suites fâcheuses. Enfin après des termes fort soumis & fort respectueux, & une protestation d'aimer mieux souffrir *toute sorte de maux, & la mort même, que de se voir séparé de ses enfans dans un âge si tendre, & privé de la consolation de les élever dans sa Religion, selon les obligations de la conscience* ; on concluoit à la revocation de cette Declaration nouvelle, & à la confirmation de celle de 1669.

Deputa-
tion inu-
tile.

Le Consistoire de Charenton & les Deputez qui étoient à Paris nommerent quelques personnes, & entre les autres le celebre Claude, pour porter cette requête dont je viens de donner l'extrait : mais après qu'ils furent partis pour executer leur commission, sur le chemin même de Versailles, on leur fit savoir qu'on ne recevroit pas la requête de leur main, & qu'il falloit qu'ils la fissent presenter par le Deputé General. On avoit peur que la vive voix n'appuyât trop fortement les raisons de la requête ; & on ne voulut pas entendre celui qui devoit porter la parole, parce qu'une trop belle reputation marchoit devant lui, & qu'on avoit peur qu'il ne fit honte à ceux qui l'écouteroyent de ne faire pas justice. Elle fut donc présentée par Ruvigni qui avoit été Deputé General, & qui en faisoit encore les fonctions avec le Marquis son fils, dans les occasions importantes. Il eut audience ; il dit tout ce qu'il voulut ; mais il n'obtint rien. Le Roi parut ferme dans le dessein de catholiser tout son Royaume, & de faire tout ce qui pourroit y contribuer. Ce fut dans cette occasion que ce Prince dit qu'il voudroit avoir donné un bras, pour rapeller tous ses sujets à l'Eglise Romaine : paroles que le Clergé fit bien valoir dans la *Lettre Pastorale*, qu'il fit signifier aux Consistoires l'année suivante. Peu de tems auparavant dans une affaire où on remontrait au Roi, qu'une Declaration qu'il avoit donnée détruisoit quelque article de l'Edit de Nantes, il repondit pour toute raison qu'il étoit au dessus de l'Edit. Ces expressions faisoient voir assez clairement, qu'il n'y avoit plus de protection à esperer de lui. Cependant les Reformez demeu-

rent

Effet de
la requê-
te.

rent persuader qu'il n'en viendrait point avec eux aux extremitez : & qu'il y auroit quelque favorable moment où ils tireroient de lui quelque moderation de ces rigueurs. De sorte qu'ils s'opiniâtrèrent à la patience ; & qu'ils la portèrent assez loin pour servir de matiere à un proverbe nouveau , qui courroit en plusieurs Provinces ; où quand on vouloit parler d'une patience outrée , on l'appelloit *patience de Huguenot*. *Proverbe fondé sur la patience des Reformez.*

Une cinquième attaque portée aux Reformez , fut un arrêt le plus extraordinaire qu'on se puisse imaginer ; & par lequel on faisoit un crime aux Ministres de prêcher à leurs peuples , que le Roi n'approuvoit point les violences qu'on exerçoit contre eux de tous les côtez. La populace Catholique ne voyant presque passer pas un jour sans qu'il y eût quelque Edit , ou quelque arrêt nouveau contre les Reformez , ne manqua pas de prendre exemple à la conduite de la Cour , & de se porter contre eux en plusieurs lieux à de grands effets de fureur. A Grenoble vers la fin de Fevrier , ou dans les premiers jours de Mars , elle rompit les portes du Temple , déchira les livres , brûla la Bible , & commit plusieurs semblables excès. Le trentième de Mars , dans la ville d'Aouste , les habitans soutenus par quelques Cavaliers de la Compagnie du Capitaine Longpré , qui étoit en garnison dans le voisinage , allerent la nuit au Temple ; forcerent les portes , enleverent les bancs , les tapis qui couvroient la Chaire , la Bible , les Regîtres , tout ce qu'ils trouverent ; & jetterent tout cela dans la riviere. Ils firent les mêmes violences au Cimetiere , dont ils briserent les portes & les murailles. Le même jour dans une autre extremité du Royaume , à Houdan , petite ville à quatre heures de Versailles , on mit le feu au Temple ; & les Reformez du lieu ayant voulu courir au secours , trouverent des gens qui s'opposèrent à leur dessein , & qui repandoient malicieusement l'eau qu'on portoit , pour arrêter la violence de l'embrasement. De sorte que la moitié du comble fut consumée ; & que les bancs , la Chaire & la Bible par où le feu avoit commencé , furent entierement mis en cendres , avant qu'on pût y apporter du remede. Environ le même tems on commit les mêmes excès à Saintes. On alla au Temple en plein jour , & on brisa les portes , les fenêtres , les bancs & les tuiles. Le dixième d'Avril on fit la même chose à la Ferté Vidame : & il sembloit qu'on

Seditions mal reprimées.

1681. qu'on verroit bien-tôt les mêmes mouvemens par tout le Royaume, parce que le peuple Catholique en menaçoit hautement. Le Deputé General, accablé des memoires qu'on lui envoyoit de tous les côtez sur ce sujet, en fit la matiere d'un placet general qu'il presenta au Roi, au commencement du mois de Mai. Il y rapportoit ce que je viens de remarquer, & il y disoit aussi quelque chose du traitement qu'on faisoit aux Reformez de Poitou, dont je parlerai bien-tôt plus au long. Il y ajoûtoit des plaintes d'une sedition excitée à Vendôme contre le Ministre nommé Quartier, qui alloit voir un malade, & où ce pauvre homme, grave, moderé, paisible, avoit néanmoins couru risque de la vie. Enfin il y joignoit un article touchant les procedures des Juges d'Uzès, qui avoient decreté contre des Ministres, sans autre pre-texte que ce qu'une servante Catholique, qui n'avoit fait nul acte de profession de la Religion Reformée, étoit allée par curiosité, ou peut-être par malice écouter leurs Prêches.

*Arrêt
qui de-
fend les
violences.*

CXXI.

Le Roi rendit un arrêt sur cette requête le dix-neuvième de Mai, par lequel il ordonnoit qu'il fût informé des faits qui y étoient rapportez; & que le procès fût fait aux coupables par les Juges des lieux, sauf l'appel aux Parlemens: cependant il faisoit defenses de mesfaire ni mettre aux Reformez, sur les peines portées par les Edits; & il enjoignoit à tous ses Officiers d'y tenir la main. Il y eut même quelque chose de plus que des defenses; & parce qu'on avoit remarqué que les gens de guerre avoient trempé dans ces seditions, on trouva bon de les mortifier, de peur qu'ils ne se portassent à de plus grandes licences. On retint sur leur paye de quoi fournir aux frais des reparations necessaires, dans quelques lieux où ils avoient fait du ravage. Cette punition fut efficace; & les soldats ne firent plus de mal, que dans les lieux où on les autorisoit ouvertement de le commettre. Le Clergé vit donner cet arrêt avec un chagrin extrême, parce qu'il craignoit que ces defenses n'arrestassent le cours des conquêtes que l'Intendant Marillac faisoit pour lui en Poitou par la violence. Mais il n'y avoit pas eu moyen de l'empêcher, parce que de lui même, sans contredit, le Roi ne vouloit point de violences; & qu'on ne l'avoit engagé à détruire les Reformez que par des assurances positives, qu'il en viendrait à bout par des voyes douces & équitables. Mais n'ayant pu empêcher que l'arrêt ne fût

été donné, le Clergé s'avisâ d'un singulier artifice pour l'élu- 1681.
der. Il accusa les Ministres d'avoir abusé de cet arrêt; & de s'en
être servis pour persuader à leurs peuples, que le Roi n'approu-
voit pas les moyens dont on se servoit pour convertir les Refor-
mez. En effet les excès par lesquels on les forçoit en Poitou &
ailleurs à se faire Catholiques, étoient pour le moins aussi odieux
& aussi cruels que le brûlement des Temples, & la demolition
de leurs murailles. De sorte que les Ministres avoient pu dire,
suivant les termes de l'arrêt, & dans la pensée que les paroles
d'un Roi sont sinceres & veritables, que le Roi condamnoit ces
moyens extraordinaires de forcer les consciences. Il falloit avoir
les yeux & le genie du Clergé, pour voir ou pour soupçonner
du crime dans ces predications: & je ne sai si la Posterité pourra
comprendre qu'on ait trouvé un mauvais côté à la conduite des
Ministres, lors qu'ils avançoient des choses qui tendoient à
nourrir dans le cœur des Reformez l'amour de leur Souverain,
& à leur persuader qu'il y avoit un asile pour leur innocence
dans sa protection & dans sa justice. Mais il n'y a rien d'impos-
sible à la charité Catholique. Elle change la nature même des
choses. Elle fait du carnage & des massacres un pieux sacrifice,
quand l'intérêt de la Religion Romaine les autorise: & d'un au-
tre côté elle fait un crime de leze-Majesté des plus purs devoirs
que des sujets puissent rendre à leur Prince, quand il est utile de
les noircir pour favoriser le progrès de ses entreprises.

Le Clergé donc obtint par cet artifice un arrêt le quatrième de *Arrêt*
Juillet, où deguisant ce que les Ministres avoient prêché, on les *artif-*
accusoit d'avoir dit que le Roi *desavouoit les exhortations* *ciens*
qu'il avoit été faites de sa part au peuple d'embrasser la Religion Ca- *pour élar-*
tholique. C'étoit de ce nom d'exhortations qu'on couvroit les *der la*
friponneries & les cruautés, dont je dois parler bien-tôt, & *proce-*
qui desoloient de grandes Provinces. Sous le titre specieux d'ex- *dent.*
hortations on entendoit des inhumanitez sans exemple: & on
traitoit d'insolence de très-dangereuse consequence, & d'abus de
la bonté du Roi, que les Ministres eussent osé dire que ce Prin-
ce les avoit desavouées. Il étoit donc ordonné que les Inter-
dans, & les Commissaires departis dans les Generalitez infor-
massent contre les Ministres, & autres de la Religion, qui, di-
soit-on, par un esprit de sedition, avoient donné à l'arrêt du

1681. dix-neuvième de Mai un sens si contraire aux intentions du Roi. Les informations devoient être envoyées au Conseil ; & le Roi se reservoit d'ordonner contre les coupables ce qu'il jugeroit à propos. Cela devoit apprendre aux Ministres des lieux où on exerçoit les dernières violences à ne dire mot ; & à n'oser même consoler leurs auditeurs par l'assurance que le Roi leur feroit justice.

*Renou-
velle-
ment des
seditions:
& tu-
multe à
Blois.*

Le Clergé obtint par cet arrêt tout ce qu'il vouloit. Les Ministres eurent la bouche fermée. Les violences ne cessèrent point. Les seditions se renouvelèrent. A Blois on fit ce qu'on avoit fait ailleurs ; le vingt-septième de Juillet on rompit les portes du Temple ; on cassa les ardoises de la couverture ; on commit plusieurs insolences. Tout cela se passa pendant que l'Eglise étoit assemblée. L'exercice fut interrompu par ce tumulte ; & ceux qui se trouverent dans le Temple furent en danger de perdre la vie, par la fureur de plus de trois cens mutins, qui s'étoient attroupez pour leur faire insulte. La diligence du Magistrat fut grande, en cette rencontre. Il eut beaucoup de peine à écarter les seditionneux. Il fit garder le Temple le reste du jour, toute la nuit & quelques jours suivans. L'Intendant d'Orléans donna les ordres, nécessaires, pour arrêter le cours de cette entreprise ; & peu à peu les esprits se refroidirent.

*Procès
particulier en
conseil.*

Mais comme l'usage vouloit qu'en pareille occasion il y eut toujours quelque Reformé innocent, qui expiât le crime des Catholiques, Louis Hauteroche Cardeur de profession paya pour eux. On lui suscita un procès sous prétexte qu'il avoit prononcé quelques paroles, qui pouvoient signifier qu'il étoit résolu à se défendre, si on l'attaquoit, & qu'il exhortoit les autres à en faire autant. Mais ce fait étant mal prouvé, on y ajouta une accusation de blasphème contre le Sacrement : ce qui fut encore si mal prouvé, que le Procureur du Roi conclut seulement contre lui à une admonition, & à dix livres d'amende. Le Juge alla bien plus loin : il condamna Hauteroche à l'amende honorable, & à être mis deux heures au carcan, pendant un jour de marché, avec un écriteau contenant ces mots, *impie & sacrilege*. Mais sur l'appel de l'accusé, le Parlement de Paris réduisit la peine à peu de chose.

*Grande
sedition à
Alençon.*

La chose alla bien plus loin à Alençon. La Declaration donnée sur le sujet des enfans ayant jetté tous les Reformez du Royaume

me dans une mortelle consternation, il n'y eut point de Province où on ne se portât comme de concert à des humiliations extraordinaires. On celebra des jûnes; on redoubla les prières & les autres exercices; & au lieu que dans les autres occasions on s'étoit contenté de dévotions bornées, à un jour prescrit à toutes les Eglises d'une Province, pour la celebration d'un jûne, on y ajouta des observations peu communes. On y prépara les Eglises de plus loin; on exhorta au jûne plusieurs Dimanches avant le jour qu'on avoit choisi pour le célébrer; & chaque Consistoire prit sur ce sujet des mesures particulières, selon le zèle de ses membres; & les commoditez du Troupeau. On avoit pris en Normandie le Dimanche dixième d'Août pour le jûne provincial; quoi qu'on n'eût pas accoutumé de choisir un Dimanche pour de semblables solennitez. On avoit bien prévu que ce choix pouvoit avoir des inconveniens, parce que le peuple n'ayant rien à faire ce jour-là, seroit en état de venir troubler les Reformez dans leurs exercices. Mais on en trouvoit de plus grands à choisir un autre jour; parce qu'il n'y avoit point dans cette saison de fête commode; où on pût mettre le jûne, la fête de la Vierge & la St. Barthelemi étant des jours suspects, parce que l'un animoit extraordinairement le zèle de la populace; & que l'autre faisoit souvenir d'un tems dont elle se porteroit aisément à renouveler les fureurs. D'ailleurs on n'avoit pu prendre plutôt des mesures pour avertir les Eglises; & on ne vouloit pas demeurer plus long-tems sans avoir recours à ces actes extraordinaires de dévotion. Les autres jours ne permettoient qu'à une partie des membres d'une Eglise d'assister aux exercices de dévotion, à cause des occupations de la campagne. Enfin les Reformez ne demeurant ordinairement assemblez que la moitié du jour, lors qu'ils faisoient leurs exercices quelque autre jour que le Dimanche, on craignoit que ce jûne qui devoit les tenir au Temple jusqu'au soir, ne fût trop remarqué par les Catholiques; & qu'on ne leur fit un crime de cette solennité, comme on l'avoit fait d'autres fois.

Ce jour donc étant arrêté, le Consistoire d'Alençon le notifia au peuple trois Dimanches avant la celebration, comme cela se fit aussi en d'autres Eglises: & en même tems les Ministres avertirent le peuple de jûner en particulier; & d'employer les jours

1681. jours d'Assemblée qui devoient se passer en attendant le dixième d'Août, à des préparations convenables à la repentance. Ils l'exhorterent même à jûner les jours des exercices ordinaires, & à demeurer dans le Temple, pour y commencer par ces actes de piété les humiliations auxquelles il devoit se disposer. Le peuple obéit, & embrassa ces dévotions avec un zèle incroyable : de sorte que presque personne pendant trois Dimanches ne retourna chez lui, qu'à la fin des exercices de la journée. Le grand commerce des Catholiques avec les Reformez fit que ces dévotions peu communes furent bien-tôt apperçues ; & que le choix du 10. d'Août qu'on avoit fait pour le jûne public ne put demeurer caché : de sorte que divers Catholiques se préparèrent à venir entendre les Ministres, à dessein de trouver quelque chose à reprendre dans leurs Sermons. La Rue, Jésuite celebre, qui passoit pour un des plus éloquens Predicateurs de sa robe, après Bourdaloue qui avoit travaillé pour le Dauphin, & qui est aujourd'hui Precepteur du Duc de Bourgogne, étoit alors à Alençon. Il avoit eu quelques démêlez avec Benoît, l'un des Ministres du lieu, fort bien venu chez l'Intendant ; mais ces démêlez n'avoient pas mis l'aigreur entre eux ; au moins elle ne paroïssoit pas de la part du Jésuite, quoi que par le jugement même de l'Intendant, le Ministre eût eu l'avantage dans ces disputes. La Rue donc fut un de ceux qui formerent ce dessein ; non pas peut-être pour perdre le Ministre, mais pour l'avoir à sa discretion, & le mettre en état ou de le craindre, ou de lui avoir de l'obligation. Il crut que les Ministres observeroient dans leurs Sermons l'ordre de leur reception ; & que par conséquent Benoît qui étoit le second garderoit son rang, & feroit la seconde Action. C'est pourquoi il se rendit au Temple à la fin du premier Sermon, accompagné du Président au siege Presidial, & suivi de beaucoup de monde. La providence néanmoins voulut que Benoît & la Conseillere changerent de place ; que celui-ci fit la seconde Action, & que l'autre prit la dernière ; sans autre vue que de ne prêcher pas toujours dans le même rang : comme cela leur étoit arrivé tous les jours de jûne. Ce qui ayant été dit au Jésuite, il se retira, disant tout haut en présence d'un assez grand peuple, qu'il reviendrait à la troisième predication. Il ne revint pas néanmoins : mais ses paroles ne tombèrent pas inutilement.

On les repandit si loin, & avec tant de diligence, qu'à l'heure marquée il se trouva aux environs du Temple sept à huit cens personnes, de tout sexe & de tout âge, ou de la ville, ou des paroisses voisines, qui vouloient être spectateurs de ce qui arriveroit au Jesuite. Quelqu'un avoit persuadé à cette populace, qu'après le dernier Prêche le Jesuite devoit monter en Chaire, pour refuter le Ministre; & qu'après cela on feroit murer les portes du Temple, par l'autorité de la Duchesse de Guise à qui la Justice prêteroit son nom. Cela se disoit tout haut à la porte de l'enclos; & cette nouvelle arrêtoit tous les passans, qui vouloient être temoins de ce grand événement. Ainsi la troupe grossissoit continuellement; & on voyoit croître à proportion les cris, les huées, les insolences. Il n'y avoit ni homme ni femme dans ce grand nombre de gens, qui n'eût de quoi faire du mal s'il lui en prenoit envie. Les uns avoient de gros bâtons, assez forts pour assommer un homme d'un seul coup. Les autres s'étoient chargez de grosses pierres, dont on leur trouva leurs poches pleines. Chacun avoit pris ce que le hafard ou le dessein lui avoit présenté de plus convenable, pour faire quelque desordre.

Pendant la premiere & la seconde action il étoit demeuré dans le Temple plusieurs Officiers de Justice, & plusieurs Ecclesiastiques: mais la plupart n'ayant pas assez de patience, pour demeurer encore trois heures dans un lieu où ils avoient tenu bon depuis huit heures du matin, se retirerent avant le dernier Sermon: & ceux qui demeurèrent n'étoient ni les plus sages, ni les plus autorisez. Cependant on obtint d'eux, après beaucoup de remontrances & de prieres, que pour faire cesser le tumulte qui étoit fort grand, ils fissent sortir de l'enclos ceux qui étoient déjà entrez; qu'ils fissent fermer les portes; & qu'ils defendissent à ce peuple de s'arrêter dans les environs. Tout leur crédit n'en put faire sortir qu'une partie, & ceux qui demeurèrent commirent mille insolences pendant que le Ministre prêchoit. Les uns contrefaisoient le Predicateur; les autres chantoient de toute leur force; d'autres portez sur les épaules de leurs compagnons montoient sur les fenêtres, où ils troubloient toute l'assemblée par leurs grimaces, leurs postures, leurs paroles insolentes. Mais les Juges qui étoient demeurez jusques à la fin de l'action, n'ayant

*Violences
de ce
tumulte:
ces effets.*

1681. jamais voulu s'arrêter ni dans le Temple, ni dans l'enclos, pour assurer la retraite de l'Assemblée, qui alloit bien-tôt se séparer, & s'étant contentez de commander à ces séditieux de se retirer, le mal s'accrut tout d'un coup, aussi-tôt qu'ils eurent le dos tourné. Ceux qui étoient dans l'enclos s'emparèrent des portes, & ouvrirent à ceux de dehors. Les plus échauffez sautèrent les murailles; & tous ensemble se jetterent dans le Temple, précisément dans le tems que l'Assemblée à genoux achevoit les dévotions de la journée par la prière. Quelqu'un ayant voulu ôter le chapeau d'un de ces malhonnêtes gens, qui refusoit de se decouvrir, fut pris à la gorge par ce coquin; & aussi-tôt chacun se jettant sur son voisin, on commença dans le Temple même à s'entrebattre. Il y avoit tout au plus dans l'Assemblée une centaine d'hommes qui avoient à la main chacun une canne, qu'ils avoient plutôt prise pour leur servir de contenance, que pour se défendre d'une insulte. Cependant quand ils se leverent tous au bruit, la canne haute, la peur saisit les Catholiques qui se mirent à fuir, comme s'ils avoient eu sur les bras un grand nombre d'ennemis. Cela ne leur fut pas aisé, parce que leurs propres gens accourant au bruit leur fermerent le passage, & tinrent long tems les portes bouchées. Mais en même tems on se mit à jeter des pierres & des bâtons par les fenêtres; & quelque caillou étant tombé sur ceux qui n'avoient point quitté leurs places, & les ayant blessés à sang, tout ce monde, & principalement les femmes, crurent qu'on les alloit massacrer sans miséricorde. L'une se jettoit au cou de son mari ou de son frere, pour empêcher qu'il n'allât s'exposer à la fureur de la multitude: l'autre se cachoit sous les bancs, pour éviter les coups de pierres: l'autre se jettoit à genoux & joignoit les mains, comme pour attendre dans une posture de devotion le coup d'une mort prochaine: l'autre couroit au secours de sa fille ou de sa voisine évanouie: la plupart fuyoient d'un bout du Temple à l'autre, s'imaginant que le lieu où ils n'étoient pas étoit le plus loin du danger: tous ensemble faisoient un bruit qui avoit quelque chose d'affreux, par les cris, par le fracas, par tous les effets que produisent l'affliction & la frayeur. L'effet de ces alarmes fut si violent, que plusieurs hommes & femmes en tomberent malades; & que quelques-uns en moururent: entre autres un homme qui avoit déjà de l'âge, qui

reçut quelques coups de ces seditieux, & fut foulé aux pieds par 1681. ceux qui sortoient du Temple: & une fille de merite d'une des meilleures familles de la ville.

Heureusement le calme suivit de près cette tempête; parce que les Catholiques qui sortoient du Temple, se sentant pressés par quelques hommes qui les chargeoient de coups de canne, communiquèrent la peur qu'ils avoient peinte sur le visage à ceux qui venoient les secourir: de sorte qu'en un moment les portes furent debouchées, & toute cette multitude prit la fuite dans un grand desordre. Il y en eut qui firent près de deux lieues sans s'arrêter, croyant avoir toujours les Huguenots sur les talons: & qui allerent publier dans leurs paroisses que les Huguenots massacroient tous les Catholiques. Ceux de la ville porterent l'alarme dans tous les quartiers; & les plus effrayez allerent implorer la protection de la Duchesse de Guise, comme s'ils eussent eu à craindre le massacre ou le pillage. Il ne sortit sur cette canaille que trente ou quarante hommes: & quoi qu'il y eût dans le Temple une cinquantaine de personnes de qualité, ou qui portoient les armes, il n'y eut pas seulement une épée tirée. Cependant la Duchesse de Guise prit la chose extrêmement haut; promit sa protection aux Catholiques; menaça les Reformez de les pousser à bout, & ne voulut ni voir ni écouter des Gentilshommes que le Consistoire pria d'aller lui demander justice, & la supplier qu'elle n'autorisât point de son nom les violences dont on avoit sujet de se plaindre.

Mais d'autre côté le Consistoire obligea deux Gentilshommes d'aller trouver Morangis Barrillon, qui comme je l'ai dit, étoit alors Intendant; & de le prier de venir jusqu'au Temple, tant pour prendre connoissance du desordre sur le lieu même, que pour faire retirer la populace, qui se rassembloit sur le chemin & dans le fauxbourg, & pour assurer la retraite des Reformez, qui après douze heures de devotion, suivies d'un si grand tumulte, avoient besoin de quelque repos. L'Intendant après avoir fait de vains efforts pour appaiser la Duchesse de Guise, ne laissa pas de venir: & pendant qu'on l'attendoit, on rassembla le monde dans le Temple, on le rassura le mieux qu'on put, & on acheva les devotions interrompues. L'Intendant étant arrivé vit le desbris; on lui presenta un homme blessé à la tête, on lui fit le por-

1681. trait de ce qui s'étoit passé; on lui mit entre les mains deux Catholiques qu'on avoit arrêtez, & qui s'étoient armez de gros bâtons & de grosses pierres; on lui montra ces instrumens de leur violence; & la peur qu'ils eurent de se voir prisonniers d'un Intendant les ayant extremement mortifiez, ils confessèrent, en demandant pardon, qui c'étoient là leurs bâtons & leurs pierres, & protestèrent seulement qu'ils ne s'en étoient chargez que par precaution, sans dessein d'offenser personne. L'Intendant se remit dans son carosse à la tête des Reformez, & ayant ordonné à ses gens de se tenir sur les côtez du chemin, pour prendre garde à tout, il fit retirer la populace avec tant d'autorité, que chacun se rendit paisiblement dans sa maison. Il y eut néanmoins encore le soir quelques personnes outragées d'injures & de coups, par des gens qu'elles ne purent reconnoître. Les deux Catholiques arrêtez ayant été mis en prison par l'Intendant, la Duchesse de Guise ne le put souffrir, & voulut les avoir chez elle; regardant comme un affront fait à sa personne, qu'on eût osé emprisonner des Catholiques, pour une insulte faite aux *Huguenots*. Un ou deux jours après, les choses ayant changé de face, elle voulut les renvoyer en prison; mais l'Intendant s'y opposa pour lui faire plaisir, & temoigna que cela choqueroit la bienséance, qu'elle renvoyât en prison comme coupables, des gens à qui elle avoit trouvé bon que sa maison servît d'asile comme à des innocens.

*Equité
de l'In-
tendant.*

Il est certain que la sagesse & la moderation de l'Intendant sauverent & les Reformez & le Temple. Bien different de Marillac, & de son imitateur De Muin, qui ravageoient tout dans le Poitou & dans la Saintonge, il reconnut, & il prononça sans hesiter que les Catholiques avoient tort, & qu'il étoit évident que c'étoient eux qui étoient venus chercher les Reformez, dont le Temple éloigné des Eglises, des maisons & des grands chemins, étoit un lieu où les Catholiques n'avoient rien à faire. Néanmoins les deux parties lui ayant présenté requête le lendemain, il leur accorda permission d'informer respectivement. Les Reformez firent ouïr près de quarante temoins, tous personnes de consideration, qui firent un recit de la sédition si uniforme, & si bien circonscié, que les Juges avouèrent qu'il n'avoit jamais passé rien de si beau par leurs mains. Les Catholiques, conseillez par
les

les Jésuites & par les plus habiles Avocats, ne purent rien faire 1681.
qui vaille. Les Monitoires n'y servirent de rien; & leurs témoins
déposèrent des choses si basses & si badines, que les plus sages
en rougissoient. On en peut juger par la deposition de Lanchal
Thresorier de France, qui temoigna qu'un certain Curé lui avoit
dit qu'il avoit appris de quelque autre, qu'il avoit vu un jour La
Conseillere, qui pressé de quelque nécessité, avoit fait de l'eau
proche d'une Croix qui étoit peinte sur la muraille d'une Eglise.
L'Intendant se prevalant de l'inegalité des deux informations, &
de l'aveu de tous les Juges, qui confessoient que tout alloit à la
charge des Catholiques, apaisa la Duchesse de Guise: & cepen-
dant écrivit à la Cour un abrégé de ce qui étoit arrivé; mais en
des termes fort moderez & fort équitables.

Matignon Gouverneur de la basse Normandie, qui avoit une *Et du*
maison de plaisance à un lieu d'Alençon, y arriva heureusement *Gouver-*
dans le moment que la sedition commença; de sorte qu'il en fut *neur de*
informé avant qu'elle fût finie. Ce Seigneur heritier de l'équité *la Pro-*
du Marechal de ce nom, fit justice aux Reformez comme l'In- *vince.*
tendant; & il écrivit à la Cour sur cette affaire presque dans les
mêmes termes: de sorte que deux témoins d'un si grand poids
preparerent le Conseil à écouter favorablement des Deputez que
le Consistoire y envoya. Mais il fallut donner une victime au
ressentiment de la Duchesse de Guise, qui ne pouvoit goûter que
tout le tort demeurât aux Catholiques. Tous les tours de la chi-
cane y furent employez, & le malheur tomba en partie sur un
pauvre homme, qui étoit venu aux devotions d'Alençon d'un
bourg éloigné d'environ trois lieux. On lui fit son procès, pour
avoir donné un coup de baguette à un enfant de quatorze ou
quinze ans qui lui disoit des injures. Il fut decreté, mis pri-
sonnier, condamné à l'amende, aux interêts & aux depens, &
tout cela coûta près de deux cens livres. Mais on fit tomber le
gros de l'orage sur La Conseillere, qu'on accusa d'avoir exhorté
les auditeurs à sortir du Royaume; d'avoir parlé du trône du
Roi comme d'un lieu d'où il ne parloit que des malheurs pour
les Reformez, d'avoir fait des applications touchantes, mais
odieuses, du massacre des innocens commis par les ordres d'He-
rode le Grand, à la Declaration donnée sur le sujet des enfans.
Il s'en defendit fort bien dans la suite du procès, qui fut pour- *Succès de*
sui- *l'affaire*

1681. suivi avec douceur, mais qui se termina néanmoins au gré de la Duchesse de Guise, par des defenses qui lui furent faites d'exercer le ministère dans les Provinces de Normandie & du Maine. L'affaire au fond fut assoupie, & le Roi ordonna par un même arrêt que les informations lui fussent envoyées, & que le procès fût fait à La Conseillère.

La premiere affaire qu'on lui avoit sollicitée fut le pretexte de la seconde. On le crut plus aisé à opprimer, parce qu'on le regardoit comme déjà noté par la premiere atteinte qu'on lui avoit portée. Le Marquis de Châteauneuf ne répondit autre chose aux Deputez qui allerent solliciter pour lui au Conseil, & qui lui furent presentez par le Deputé General, que des mots pris des presomptions dont on se sert en Justice, pour rendre odieux les accusez, qu'on pretend avoir été déjà surpris dans des fautes de même nature: *c'est sa coutume*. Tant il est vrai que l'honneur & la vie d'un Ministre dependoient de la hardiesse d'un accusateur. Quelque fausse que fût la premiere accusation, elle formoit un préjugé pour une seconde, encore qu'elle ne fût pas mieux fondée.

On estimoit le Ministre convaincu d'un crime nouveau, par cette seule raison qu'un Moine sans pudeur & sans équité, l'avoit déjà une autre fois opprimé par la calomnie. Au reste le Marquis de Châteauneuf pour temoigner plus de bienveillance aux Deputez, les avertit qu'on prendroit toujours en mauvaise part à la Cour, les allusions que les Ministres feroient dans leurs Sermons aux Declarations, & aux arrêts qui se publioient sur les affaires de Religion, & qu'on ne leur pardonneroit pas les termes de *tems fâcheux*, de *seaux* & de *jugemens de Dieu*, d'*afflictions* attirées par les pechez & autres semblables. Sur quoi celui qui portoit la parole ayant répondu, que c'étoit là ôter aux Ministres toute la matiere de leurs exhortations, qu'il ne leur étoit plus possible de prêcher sans se faire des affaires, si d'un côté ils étoient accusez de parler irreveremment des mysteres de la Religion Romaine, quand ils prêchoient la Controverse; & que de l'autre quand ils se reduisoient à censurer les vices, & à prêcher la Morale, on leur faisoit un crime des expressions d'où ils avoient accoutumé de tirer les plus forts motifs de leurs remontrances, que rien n'étoit plus capable de toucher les cœurs, que les menaces de la colere de Dieu, & la crainte de ses jugemens: le Marquis lui répondit comme

Repon
se du Mar-
quis de
Châ-
teauneuf
aux De-
putez.

comme s'il avoit réduit toute la Religion à ce seul devoir, que les Ministres pouvoient prêcher contre la médifance. 1681.

Il est remarquable que cette affaire arriva, pendant qu'on exerceoit mille violences contre les Reformez dans les Provinces de Poitou, de Saintonge & d'Aunis; & que parce qu'on avoit mal reçu à la Cour les plaintes que les Deputez de ces quartiers-là y avoient portées sur ce sujet, il ne sembloit pas que l'Eglise d'Alençon dût s'attendre à autre chose qu'à de fâcheuses extremitez, après ce qui s'y étoit passé. Il étoit constant qu'encore que les Catholiques qui avoient excité la sedition eussent été dix contre un, néanmoins ils avoient été les plus mal traitez; & quoi qu'il fût incroyable que quarante ou cinquante hommes en eussent chassé à coups de canne plus de quatre cens, armez de bâtons & de pierres, c'étoit une verité certaine qu'ils les avoient dissipés avec aussi peu de peine, que s'ils avoient eu seulement des dizeaux à effaroucher. D'où on concluoit que puis qu'on ne vouloit pas reprimer les violences commises par les Catholiques dans trois Provinces, quelques preuves qu'il y eût de la modestie & de la patience des Reformez, il y avoit peu d'apparence qu'on pardonnât à ceux d'Alençon le malheur d'avoir été plus forts que les Catholiques. Cependant les gens du Conseil ne furent pas de cet avis; & quelques-uns de ceux qui savoient quelles en étoient les maximes, consolèrent les Deputez d'Alençon, en leur disant ouvertement que s'ils avoient été assez fous pour se laisser battre, on auroit pu pour les recompenser de leur modestie, les priver encore de leur exercice; mais qu'ils devoient s'assurer qu'on les ménageroit, parce qu'ils avoient eu le courage de se défendre. Sur quoi je ne dois pas oublier qu'un bourgeois d'Alençon se vanta en pleine rue, en presence de plusieurs Catholiques, qu'il connoissoit quarante chefs de famille dont il étoit l'un, qui étoient résolus de mettre le feu à leurs maisons, si on s'avisoit de leur envoyer des garnisons, ou de leur faire violence. Il ne lui arriva rien de cette menace, & on n'en dressa pas même d'information, quoi que le Procureur du Roi en eût été averti. On pourroit tirer de là cette consequence, que quand on est opprimé par une force majeure, ce n'est pas toujours le plus heureux moyen de s'en garantir que la patience. En Politique souvent on méprise les gens humbles & modestes, dont l'obeïssance est prise

1681. prise pour foiblesse ou pour lâcheté; mais on craint & on épargne les gens de courage.

*Violences
commises
par Ma-
rillac.*

Mais il faut venir enfin aux affaires de Poitou, qui sont les plus remarquables événemens de cette année. Marillac Intendant de cette Province ayant dessein de faire sa cour, s'appliqua de toute sa force aux *conversions*; & ayant reçu quelque argent pour y travailler, il commença d'abord par les gratifications à séduire ceux qui avoient besoin de toutes choses. Il est vrai que comme les liberalitez n'étoient pas grandes, les conquêtes étoient peu considérables. Deux ou trois écus n'étoient pas un profit qui pût tenter bien des gens; & l'Intendant ne voulant pas, ou n'ayant pas de quoi faire de plus beaux presens, il vit bien-tôt le cours des *conversions* arrêté. Le hasard ou la malice lui fit trouver un secret, pour y travailler avec plus de succès. Il y avoit à lever sur les paroisses de vieux arrerages de tailles, & il travailloit au recouvrement. Les Archers ou les Sergens qui avoient charge d'aller de lieu en lieu faire des executions, furent avertis d'exhorter les Reformez à se faire Catholiques, & de leur déclarer qu'il y avoit ordre de rejeter sur eux seuls les deniers restans à payer, & de loger chez eux seuls les troupes qu'on devoit envoyer dans les paroisses pour hâter le paiement. La menace fut suivie de son effet peu après, & les violences commencerent presque avec l'année. Elles furent permises à toute sorte de gens. Les Moines, les Curez, les Sergens, les Juges, les premiers qui avoient assez de zèle ou d'impudence pour s'en mêler, pouvoient impunément attaquer un Reformé. La fraude, la force, la fausseté passioient pour legitimes, pourveu qu'une *conversion* en fût le pretexte. Le premier exemple que j'en trouve est que le dix-neuvième de Janvier les Carmes enleverent à Chisé une fille prête à se marier, quoi qu'elle n'eût donné aucune marque de penchant pour la Religion Catholique. Ils la tinrent long-tems enfermée, & lui firent toute sorte de mauvais traitement; après quoi cette malheureuse ayant succombé, ils voulurent contraindre à l'épouser le jeune homme à qui elle avoit été promise. Ce garçon craignant la Declaration qui defendoit de semblables mariages, ou se desiant de l'integrité d'une fille qui avoit demeuré plusieurs jours à la discretion de ces Moines, dont le nom même a quelque chose de proverbial entre les debauchez, se sauva
par

par la fuite, & les Carmes ne le pouvant saisir, firent un procès criminel à son pere, & obtinrent contre lui un decret de prise de corps. Peu après la mere de cette fille fut mise en prison sans cause apparente; & quoi qu'on se lui dit point de quel crime on l'accusoit, on la menaça si affirmativement de la faire pendre, qu'elle changea de Religion, comme n'ayant point d'autre moyen de sauver sa vie. 1681.

L'Intendant, pour faire connoître que les menaces des Archers n'avoient pas été sans fondement, ordonna qu'on marquât les Reformez raillables sur la marge des rôles des Tailles, & qu'on les chargeât à la decharge des Catholiques, tant par les taxes que par le logement de gens de guerre. Les memoires portent que l'Ordonnance étoit du quinzième de Mars, & qu'elle fut publiée. A Aunai il fit faire des rôles à trois colonnes, dont la premiere contenoit le nom des anciens Catholiques, la seconde celui des nouveaux convertis, & la troisieme celui des Reformez qui avoient le courage de perseverer: & sur ces rôles il dechargea les vieux Catholiques d'une partie de ce qu'ils devoient porter; les nouveaux de tout; & il fit payer aux Reformez la decharge des uns & des autres. A Saint Maixant les rôles ayant été arrêtés par les Collecteurs, on les refit d'office, pour charger les Reformez qu'on y voyoit tolerablement traitez: & les Collecteurs ayant voulu lever la taille suivant le premier rôle, on les mit en prison comme des rebelles. C'est peut-être la premiere occasion où il soit arrivé à des gens de ce caractère d'être trop humains & trop équitables. A Châtelleraud, pour avoir occasion de faire piller les Reformez, Marillac fit payer d'avance le troisieme quartier de la Taille, qui n'étoit pas encore échu, & menaça les Reformez de leur faire porter toute la Taille de l'année prochaine, & tous les passages des gens de guerre. En même tems il destitua deux Procureurs, deux Greffiers, deux Notaires, deux Sergens, qui s'étoient maintenus dans leurs Offices malgré leur Religion, par leur probité reconnue. Il fit encore pis à la Rochechouard, où il fit executer les Reformez pour trois quartiers de Tailles tout à la fois; après les avoir fait assembler pour leur dire que l'intention du Roi étoit qu'ils changeassent de Religion: qu'à leur refus on les traiteroit cruellement, par les taxes de la Taille & par le logement des gens de guerre: & que si

1681. cela ne les faisoit pas obeir, on *tourneroit la medaille* : ce qui fut pris pour une menace des dernieres extremités.

Logemens des gens de guerre.

Mais la source des plus cruelles persecutions fut le logement des gens de guerre. On affecta de les faire entrer dans les lieux où ils devoient séjourner, le mousqueton haut, ou l'épée nuë, pour donner plus de terreur : de les loger seulement chez les Reformez, & de les mettre plusieurs ensemble chez un même, afin qu'ils y fissent plus de desordre. On les logeoit quatre à quatre, cinq à cinq même chez les pauvres, & chez les veuves, qui jamais jusques là n'avoient été exposées à l'insolence du soldat. Une recrue qui passoit à Aunai ayant été logée indifferemment par le Procureur du Roi, le Subdelegué de l'Intendant nommé Vaillant, Juge de Chisé, changea les billets, & la logea toute entiere chez les Reformez : allant de maison en maison chez les Catholiques accompagné de deux Carmes, pour en deloger les soldats, & leur enseigner leurs nouveaux hôtes. Les Officiers même des troupes menoient leurs soldats chez les Reformez, sans billets, leur enjoignoient d'y demeurer, & de se faire traiter à discretion. Les Curez faisoient aussi eux-mêmes les logemens, & celui de Mougou logea neuf Cavaliers en un même jour chez un Maître d'Ecole, par quatre billets differens. En quelques lieux les soldats eux-mêmes se mêloient de les contrefaire : & quelques-uns des plus zélés Catholiques en faisoient autant. A Ciryrai celui qui faisoit les billets de logement, nommé Daniau, y employa toujours la qualité de *Huguenot*, de peur que les soldats ne s'y meprissent : & de quatre logemens qu'il fit, il ne donna pas seulement un soldat aux Catholiques. Mais le vingt & unième de Mars il fit un billet digne de remarque. Il contenoit ces propres mots, *Rivaud Cailletrie Avocat seducteur logera la recrue de quatorze hommes, y compris le Lieutenant & Sergent. Aides, Vaugelade Avocat Huguenot, les Anciens & le Consistoire.* C'est peut-être le seul exemple où on ait vu quelqu'un sujet aux charges publiques en sa qualité d'Ancien, & le Consistoire obligé à contribuer au logement des soldats. L'Intendant avoit un Hoqueton à sa suite nommé Huchard, digne serviteur de son maître, qui alloit de maison en maison exhorter les Cavaliers à se faire bien nourrir ; & à se faire donner deux, trois, quatre Louis d'or pour le dessert. Les Curez dans les paroisses de qui

les troupes passoient , pour aller loger en quelque lieu , les encourageoient à faire tout le mal possible ; & leur crioient *courage , Messieurs , c'est l'intention du Roi que ces chiens de Huguenots soient pillés & saccagés.* Les Juges mêmes , les Senechaux , l'Intendant les excitoient à se faire bien traiter ; *mais ce qu'on appelle bien traiter :* & sur tout l'Intendant avertissoit les Officiers de donner de la canne aux *soldats qui ne feroient pas bien leur devoir* , & de lui dresser des memoires de leurs noms.

On peut juger que des gens portez à la licence par leur inclination profitoient de ces encouragemens ; & en effet on feroit un juste volume de toutes les mechancetez qu'ils commirent en consequence. Ils ne trouvoient rien de bon de tout ce qu'on leur donnoit : & quand le país ne pouvoit leur fournir rien de meilleur , ils faisoient un dégât incroyable de tout ce qu'on leur fournissoit. Ils jettoient par les fenêtres ou ce qui leur restoit , ou ce qu'ils ne trouvoient pas à leur goût. A Éxoudun quelques-uns firent boire à leurs chevaux le vin de leurs hôtes ; leur en laverent les jambes , & repandirent le reste. En plusieurs lieux se trouvant mal logez chez ceux qui étoient nommez dans leurs billets , ils alloient de leur autorité privée loger & vivre aux depens de ces malheureux , dans les meilleures hôtelleries ; après quoi ils donnoient leurs billets aux hôtes en payement. Pour obliger à faire plus de dépense , l'Intendant étant à Lusignan taxa la bouteille de vin à quarante sous , quoi que le prix ordinaire ne fût pas au dessus de trois. De sorte qu'un homme qui avoit neuf ou dix Cavaliers à contenter , n'en étoit pas quitte pour cinquante ou soixante francs à chaque repas , quand il étoit obligé de prendre du vin au cabaret , pour leur en donner autant qu'ils en vouloient boire ou repandre. Par tout ils exigeoient de l'argent de ceux qui les logeoient , & faisoient mille desordres pour les forcer à leur donner ce qu'ils demandoient. Ils jettoient sur le pavé , ils brisoient , ils pilloient , ils brûloient les meubles. Des particuliers même qui n'étoient ni soldats , ni Officiers de Justice faisissoient les meubles des Reformez , ou sans pretexte ; ou sous pretexte qu'il falloit les conserver pour le payement de la taille ; mais après les avoir vendus , ils se gardoient bien de mettre l'argent entre les mains des Collecteurs. De sorte que ces pauvres gens étoient exposez à trois sortes de pillage : des Collecteurs qui les faisoient

Violences, pillages, & voleries,

1681. executer pour des taxes excessives : des gens de guerre qui mettoient tout en pieces ou en cendres pour se faire donner de l'argent : des particuliers qui les voloient impunément , pour s'enrichir de leurs dommages. Il est remarquable même que le vol des grands chemins , crime réservé au Prevôt , & puni ordinairement de la rouë , fut autorisé par le zèle des *conversions*. Deux Cavaliers de la garnison de Civrai allerent piller la maison de Boisfragon , qui étoit hors du ressort : & pour autoriser leur violence , ils se donnerent le nom de *Missionnaires bottez* , envoyez par l'Intendant pour la *conversion des Heretiques*. Trois autres en firent autant chez un nommé le Noyer , habitant d'un village dependant d'une autre Jurisdiction : & un nommé le Meunier fut traité de même dans un autre lieu. Le Hoqueton Huchard accompagnoit par tout ces voleurs , & prenoit part au butin. D'autres batirent , depouillerent , volerent sur le grand chemin quelques Marchands venus d'ailleurs à Civrai pour les affaires de leur negoce. Mais comme ce qui arrivoit dans les lieux que l'Intendant avoit exposez les premiers aux pillage , servoit aux autres d'un avis suffisant de pourvoir à leur sûreté , ce persecuteur trouva le moyen de leur ôter cet avantage ; & le vingt-deuxième de Mai il publia une Ordonnance , par laquelle abusant de certains reglemens faits autrefois pour la commodité des troupes , qui après de grandes fatigues avoient besoin d'être rafraichies , il defendoit de degarnir les maisons , & de transporter ou vendre les meubles , à peine de trois cens livres d'amende , & de tous les frais des soldats. C'étoit là un infaillible moyen d'encourager le soldat au pillage , que de l'autoriser d'un côté par des ordres positifs , & que de faire de l'autre un crime aux Reformez de cacher quelque chose à sa violence.

*Excès
commis
contre les
person-
nes.*

Mais tout cela auroit été peu de chose , si on n'avoit pas porté l'inhumanité plus loin. On n'épargnoit pas plus les personnes que les biens ; ni les femmes plus que les hommes ; ni les enfans plus que les personnes faites. Les soldats , les Sergens , les particuliers , les Juges n'étoient pas plus moderez les uns que les autres. On traînoit tous les jours des gens en prison sans pretexte ni formalité , & pendant qu'on les tenoit on les effrayoit par mille menaces ; on les fatiguoit par mille tourmens , pour les obliger à se faire Catholiques. Il y en eut plusieurs qui souffrirent

friront toutes les incommoditez imaginables , & qui seroient 1681.
morts de faim dans les prisons , s'il n'y avoit eu des personnes
charitables qui leur fournissent du pain. Les Geoliers aussi inhu-
mans que les autres, ne leur donnoient rien pour leur nourritu-
re ; & les Juges refusoient de leur ordonner ce que le Roi paye
ordinairement pour les pauvres prisonniers. Un habitant du vil-
lage de Boissragon redemandant à un Sergent des pieces qu'il lui
avoit mises entre les mains, pour faire quelque execution, fut traî-
né en prison par ce coquin , & y demeura plus d'un mois , sans
qu'on pût dire pourquoi on le retenoit. Huchard alloit la nuit
dans les maisons, pour voir ce qui s'y passoit ; & s'il y trouvoit
quelques personnes ensemble, il les traînoit en prison avec vio-
lence ; après avoir fait chez eux tous les desordres possibles , les
accusant de faire des assemblées illicites. Quelquefois après les
avoir tenus en prison sans leur rien dire , on les mettoit dehors,
sous pretexte qu'ils avoient promis de changer : & on prouvoit
qu'ils avoient fait cette promesse , parce qu'on leur avoit fait
prendre de l'argent par quelque artifice , soit en le leur presen-
tant sous apparence de charité , soit en le mettant dans leur po-
che par quelque surprise. On fit cette supercherie à la femme
de Louis Robreau, habitant de Ste. Christine. Ces fraudes étoient
autorisées, pour favoriser les conversions : & on n'en croyoit pas
les accusez , quand ils se plaignoient de ces impostures. Ainsi à
Vouillé André Bellot traîné dans la maison du Curé , par Mar-
sault President de l'Election de Niort , par un Huissier , & un
Sergent, fut obligé de se mettre à genoux, & de poser la main
sur un livre que le Curé disoit être l'Evangile : après quoi, sans
qu'on eût tiré de lui ni declaration , ni promesse , on lui dit qu'il
étoit Catholique. Il eut beau protester contre cette friponne-
rie ; & en porter ses plaintes à l'Intendant ; il lui fut dit pour
toute reponse , que les autres étoient plus croyables que lui. Cet
exemple fut suivi en beaucoup de lieux, & sur tout par De Muin
dans le pais d'Aunx. Avoir mis de gré ou de force la main sur
un livre , qui étoit présenté par un Missionnaire, ou par un Cu-
ré , passoit dans l'esprit de ces persécuteurs pour une abjuration
suffisante.

*Fraudes
insignes
pour fai-
re des
conver-
sions.*

Mais ceux à qui on faisoit ces fourberies ou ces violences n'é-
toient pas les plus malheureux. Il y en avoit d'autres qu'on trai-

*Progrès
des vio-
lences.*

1681. toit d'une manière bien plus barbare. Les coups de pieds & de poings; les coups de bâton & de plat d'épée n'étoient épargnez à personne. Marie Guillon demeurant à Niort, reçut de Guillaudeau vers la fin de Juin, sur la tête, un coup de poing qui l'étendit par terre sans mouvement & sans connoissance. Allouneau fit le même traitement à Catherine Barri à coups de pieds & de bâton. Ifuchard se signaloit par de semblables exploits; & entre les personnes qu'il maltraita, Jeanne Audebrun l'ayant plus irrité que les autres par sa résistance, il lui enfonça dans la bouche le bâton dont il l'avoit battu. Le Procureur du Roi de Niort menant deux hommes en prison, souffrit qu'en sa présence les Sergens leur donnassent des coups de bâton: & après les avoir tenus un mois entier dans les prisons, & leur avoir fait leur procès, sans écrire ce qu'ils disoient à leur decharge, & sans écouter les temoins, il les élargit, avec defenses de se plaindre, à peine d'être mis une seconde fois en prison. Tant il étoit lui-même convaincu de l'injustice de ses violences! Il fermoit la bouche à ces pauvres gens par la terreur, parce que s'ils avoient fait plainte de ces excès, il n'auroit pas eu l'audace de les excuser. Le même faisoit aussi quelquefois ce qu'il laissoit faire aux autres; & convertissoit les Reformez à coups de canne. Il battoit cruellement Pouvreau, & le blessa douloureusement d'un coup de pied dans l'os de la jambe; après quoi il le fit encore traîner en prison. Il n'y eut point de lieu où ces violences fussent plus communes qu'à Niort, parce que tout le monde s'en mêloit; les Elus, le Prevôt, les Archers, les Sergens, les habitans Catholiques, entre lesquels il y en avoit peu d'assez moderez, pour ne faire de mal à personne. Les Curez y signaloient leur zèle comme les autres; & ceux de Niort & de St. Gelais ayant trouvé dans un chemin le Ministre Bauffatran, grand obstacle des conversions, le maltraiterent indignement. On faisoit néanmoins s'il se peut encore pis à Exoudun, à Mougou, à St. Gelais, à Cherveux, à Lusignan, à St. Maxire. L'orage qui se promenoit de lieu en lieu grossissoit par le progrès de son cours; & ayant commencé par des menaces, & des injustices extraordinaires, il en vint enfin à des cruautés inouïes.

Entri-
mes con-
versons.

Les gens de guerre faisoient, pour forcer les gens à se rendre Catholiques, tout ce qu'ils ont accoutumé de faire en pais ennemi, pour

pour contraindre leurs hôtes à leur donner de l'argent ; ou à leur révéler les lieux où ils cachotent ce qu'ils avoient de plus précieux. Les Cavaliers attachoient des Croix à la bouche de leurs mousquetons , pour les faire baisser par force ; & quand on leur résistoit , ils poussaient ces Croix contre le visage , ou dans l'estomac de ces misérables. Ils n'épargnoient non plus les enfans que les personnes avancées ; & sans compassion de leur âge , ils les chargeoient de coups de bâton , ou de plat d'épée , ou de la crosse de leurs mousquetons : ce qu'ils faisoient avec tant de violence , que quelques-uns en demeurèrent estropiés , comme entre autres à Ste. Christine , l'enfant de Susanne Thomas. Un Lieutenant de Cavalerie batit si outrageusement à Exoudun , d'une pelle de fer prise au coin du feu , la fille de Pierre Marfaut , qu'il lui couvrit la tête & les bras de larges contusions ; & que la fièvre la prit , & la contraignit à garder le lit plusieurs jours. Exercer la patience de leurs hôtes par toute sorte de tortures , c'étoit le jeu ordinaire de ces bourreaux : & quand ils se faisoient de ces tourmens , on couroit après ; & on les assommoit de coups si on pouvoit les atteindre. Ces scelerats affectoient de faire des cruautés aux femmes. Ils les battoient à coups de fouet. Ils leur donnoient des coups de canne sur le visage , pour les défigurer. Ils les traînoient par les cheveux , dans la boue & sur les pierres. La femme de Pierre Bonnifet , ayant sur les bras son enfant qu'elle nourrissoit , n'évita pas ce traitement ; elle fut battue , prise à la gorge , jetée par terre , traînée avec son enfant , dont les cris n'amollissoient point ces barbares. Tout le mal qu'elle avoit commis , consistoit en ce qu'elle avoit dit avec un peu de résolution à trois Prêtres , qui la sollicitoient de changer , qu'elle n'iroit jamais à la Messe. Le Hoqueton Huichard & Negrier Huissier traînèrent de même une femme grosse , sans se mettre en peine des accidens qui pouvoient suivre cette violence. Gelonniere Elu de Poitiers ayant fait traîner par force chez lui le nommé Colineau , fit traîner sa fille de même , parce qu'elle ne vouloit pas le suivre ; & joignant l'insolence à la cruauté , après lui avoir mis le visage en sang , & arraché ses jupes , la fit traîner en chemise. A Civrai , pendant le séjour d'une seconde garnison qui y fut envoyée , plusieurs Cavaliers étant logez dans une maison où il y avoit une jeune femme ,

âgée

1681. âgée de vingt-deux ou vingt-trois ans , se mirent à lui faire & à lui dire mille insolences. Le mari ayant voulu les empêcher de continuer , ils le lièrent aux pieds de son lit ; & recommencèrent en sa présence de sales discours. La jeune femme fit des cris qui obligèrent sa mère de venir à son secours : mais à peine fut elle arrivée que ces scelerats se jetterent sur elle ; & à force de coups la firent tomber à terre sans connoissance & sans mouvement. Elle fut si longtems à revenir qu'ils crurent l'avoir tuée , & que la peur d'être punis leur fit prendre la fuite avec précipitation : ce qui tira toute cette famille de peine. Les Cavaliers osoient traîner même de pauvres gens , jusques aux pieds de l'Intendant qui ne faisoit qu'en rire. On en traînoit plusieurs de même à la Messe par les cheveux , ou la corde au cou ; & quand on les avoit menez dans l'Eglise , on faisoit passer cela pour abjuration. Quelquefois les soldats trouvant des laboureurs dans les chemins , ou à la suite de leurs charuës , les arrachotent de là pour les mener aux Eglises Catholiques ; & les piquoient comme des bœufs de leurs propres aiguillons , pour les faire marcher ; & quand cela ne leur réussissoit pas , ils leur faisoient passer leurs chevaux sur le ventre.

*Exem-
ples par-
ticuliers
de gran-
des inhu-
manitez.*

Pierre Bonneau demeurant au lieu de Baigneau , ayant logé un Capitaine incorporé , un Trompette , leurs valets & trois chevaux , & ayant payé tous les jours dix livres dix sols , outre les frais de la nourriture , vit arriver chez lui vingt-trois Cavaliers , trois jours après que les premiers en furent sortis. Ces nouveaux venus allumerent en plein jour vingt chandelles , lièrent des œufs dans une serviette autour d'une broche ; allumerent un fort grand feu , & contraignirent ce malheureux à rôtir ces œufs durant plusieurs heures. Il ne put se racheter de ce tourment , d'autant plus insupportable que cela se passoit pendant les chaleurs du mois de Juillet , qu'en mettant au pillage ses papiers & son argent , que ces voleurs emporterent. Mais le vingt-sixième du même mois il en revint douze autres , qui lui mirent la corde au cou ; le traînèrent par les cheveux vers un grand feu , qu'ils avoient allumé exprès ; & le tinrent dans ce tourment depuis six heures du soir jusqu'à pareille heure du lendemain au matin. Au village de Bourbon dans la paroisse de St. Savan , un nommé Jean Barré ayant vu vendre ses bœufs , & tout l'équipage de son la-
beur ,

beur , se vit encore appuyer la pointe du sabre sur l'estomac , & 1681.
 après de grandes menaces , en reçut un coup sur le visage. Mais
 Jean Autaneau habitant du même lieu , n'en fut pas quitte à si bon
 marché. Après qu'on eut pillé tout ce qu'il avoit , on lui mit la
 corde au cou ; on le traîna hors de sa maison ; puis se ravissant on
 l'y ramena , on lui lia les mains derrière le dos ; on en fit autant
 à sa fille ; on les attacha dans cet état aux quenouilles de leurs lits ,
 & on leur fit mille menaces de les tuer. A St. Thibaud quelques
 Cavaliers pendirent leur hôte à une poutre ; & ce malheureux se
 sentant déchirer par les cordes , promit de changer de Religion ,
 pourveu qu'on le relâchât. Aussi-tôt qu'il fut détaché il s'en de-
 dit ; & ces bourreaux le rependirent ; & le laissèrent là sans secours
 jusqu'au lendemain , qu'on l'en retira presque mort. Un nommé
 Odée de Melle fut jeté par ses Cavaliers sur un feu de deux fa-
 gots qu'ils avoient allumé. Comme il se releva promptement , les
 mêmes Cavaliers le saisirent ; & de peur qu'il ne leur échappât , le
 traînèrent en prison , d'où il trouva le moyen de se sauver dans
 les bois. Un autre habitant d'un village proche de Melle fut tenu
 si long tems & si près d'un fort grand feu , qu'il prit à ses sabots ;
 & la crainte d'être brûlé à petit feu lui ayant fait promettre d'al-
 ler à la Messe , il fut relâché : mais comme il s'en dedit aussi-tôt ,
 on le remit au même état , pour le forcer à tenir parole. Ce
 cruel jeu recommença plusieurs fois , parce qu'aussi-tôt qu'il étoit
 libre , il revoquoit ce que la crainte & la douleur lui avoient fait
 dire : mais enfin on renouvela ce supplice tant de fois , qu'on
 vint à bout de sa patience. Dans le village de la Litierie , paroisse
 de St. Sauvan , des Cavaliers n'ayant pu obliger la fille d'un
 nommé de la Gau à changer de Religion , quoi qu'ils lui eussent
 mis plusieurs fois l'épée sur la gorge , ils mirent le feu à deux
 piles de fagots , & la voulurent jeter dessus. De la Gau son
 pere , & un de ses fils étant accourus aux cris que faisoit cette
 pauvre fille , ces soldats les prirent tous trois & les jetterent dans
 ce feu , d'où ils sortirent comme ils purent , leurs habits brûlés ,
 & eux mêmes endommagés en plusieurs parties de leur corps.
 Les nommez Ypeau fermiers d'un Gentilhomme nommé la Bes-
 siere ne furent pas mieux traités ; mais on ajouta un nouveau
 tourment à tous les autres , parce qu'on voyoit que les premiers
 n'ébranloient pas leur constance. On s'avisa de les empêcher de

1681. dormir ; & les Officiers des soldats qu'on avoit logez chez eux , en firent venir d'ailleurs un assez grand nombre , pour se relever les uns les autres. Cette nouvelle espece de cruauté obligea deux des enfans de se sauver où ils purent : mais leur pere étant demeuré à la discretion des Cavaliers , fut mis en prison , & traité avec d'extrêmes rigueurs , pour l'obliger à les retrouver.

*Plaintes
inutiles.*

Je ne fais ici qu'un abrégé fort succinct de toutes les cruautés qui furent commises dans cette Province, depuis le commencement de l'année jusqu'à la fin du mois de Septembre. Ce seroit une chose infinie que d'en faire le detail sans rien oublier. Cependant on dressa par tout des memoires de ce qui s'y passoit, & parce qu'on ne put trouver ni Sergent ni Juge qui voulût dresser des procès verbaux des plaintes qu'on avoit à faire , on y suppléa le mieux qu'on le put. Chaque particulier donna des recits de ce qui lui étoit arrivé. En plusieurs lieux on passa des actes de plaintes devant des Notaires, & le Consistoire les dressa dans ceux où il ne se trouva point de ministre de Justice qui voulût y intervenir. On assambla les billets qu'on avoit trouvé le moyen de retenir, malgré la diligence du Commissaire, & les violences des soldats, qui n'avoient rien oublié pour les retirer. On presenta des requêtes au Duc de la Vieville, Gouverneur de la Province, & à l'Intendant. On recueillit les Ordonnances de l'un & de l'autre, qui faisoient foi de l'injustice des logemens, & d'autres vexations. On fit tout ce qu'on put faire pour avoir de bonnes preuves des faits qu'on articuloit, & qui étoient si odieux & en si grand nombre, qu'on ne pouvoit pas s'imaginer que ceux qui avoient l'autorité royale en main voulussent les autoriser. Cependant cela ne servit de rien. L'Intendant ne fit pas semblant de savoir qu'on se plaignoit, & souvent même il refusa de voir ceux qui avoient des plaintes à faire. On s'adressa au Gouverneur qui arriva de Paris vers le commencement du mois d'Août. Il paya d'abord de bonnes paroles, & temoigna qu'ayant eu l'honneur d'entretenir le Roi des affaires de Poitou, avant que de partir de Paris, il avoit appris de ce Prince qu'il souhaitoit la *conversion* de ses sujets, mais qu'il vouloit qu'on la procurât sans contrainte ni violence. Neanmoins peu de jours après en repondant au Cahier de plaintes qui lui avoit été présenté, il declara que les taxes excessives de la taille, & les logemens des gens

*Le Duc
de la Vie-
ville fa-
vorise
l'oppres-
sion.*

gens de guerre ne devoient pas passer pour des violences: & pour 1681.
 faire voir que c'étoit là véritablement sa pensée, il envoya lui-même le douzième d'Août ses Gardes à Foussai, qui furent logez six à six, dix à dix chez les Reformez, & qui par les mêmes moyens que les soldats mettoient en usage, forcerent en cinq jours environ trois cens personnes à changer de Religion. Sur la plainte qu'on lui fit des violences de ses propres Gardes, il répondit à ceux qui lui demandoient ce qu'il apelloit donc *violence*, que ce nom convenoit aux actions des soldats, *quand ils brûloient les pieds de leurs hôtes*. Sur une autre plainte qu'on lui fit de ce qu'on avoit reçu la declaration d'un enfant de huit ans, qui ayant été pris par des filles du voisinage, dans la boutique de son pere qui étoit Serrurier, avoit promis pour quatre deniers de se faire Catholique; il répondit que cet enfant étoit fort joli; qu'il avoit déclaré ses intentions en sa présence fort librement; qu'il avoit rendu raison de son choix, & temoigné qu'il vouloit aller à la Messe, parce que ce qu'il y avoit à l'Eglise étoit bien plus beau que ce qu'il y avoit au Prêche. En conséquence de cela il avoit fait mettre en prison la mere de cet enfant, parce qu'elle avoit refusé de le donner pour le mener à la Messe. On peut reconnoître par là quel secours on pouvoit espérer de ce Seigneur.

Mais il y avoit aussi peu de justice à attendre de la Cour. On *Deputa-*
 y deputa au mois de Juillet le Marquis de Venours, & un autre *sion faite*
 Gentilhomme de consideration nommé Lestortieres. Ils virent *au Roi.*
 le Marquis de Louvois peu après leur arrivée; & d'abord ce Ministre les reçut en plaisantant, comme si leurs plaintes n'avoient pas même été vraisemblables. Mais la fermeté de ces deux Gentilhommes, qui offroient leur tête pour caution de la justice & de la verité de ce qu'ils avoient charge de dire, l'ayant obligé à parler plus serieusement, il leur donna enfin une assez paisible audience. Ils lui temoignerent qu'ils ne pouvoient accepter pour Juges ni le Gouverneur, ni l'Intendant, qui étoient les auteurs du mal, ni en croire le Commissaire, qui étoit un concussionnaire. Mais pour temoigner combien ils étoient persuadez de la justice de leur cause, ils demanderent pour Juges l'Evêque de Poitiers & le Comte de Parabere Lieutenant de Roi. Ils lui alleguerent pour preuve des excès commis contre les Reformez,

1681. un exemple fort singulier. Le nommé Rimbau de la paroisse de Vanzai, fermier de la Dame de la Baronniere, ayant été outrageusement battu, & tout dechiqueté de coups d'épée, fut traîné violemment à l'Eglise; & comme il tenoit bon contre tous les tourmens qu'on lui faisoit, on fut contraint de le relâcher: mais en même tems on mit après lui les chiens du village, qui étant continuellement animez par le geste & par la voix de ces bourreaux, l'atteignirent, le jetterent par terre, le couvrirent de coups de dens, lui déchirerent le ventre, & le laisserent dans un état dont il mourut peu après. Ils attendoient des preuves certifiées de ce fait, parce que la chose étoit arrivée depuis leur depart: mais ils avoient un grand nombre de certificats, de procès verbaux, de protestations, de requêtes generales & particulieres qui faisoient foi de tout le reste. Le Marquis de Louvois touché de ces plaintes, ou faisant semblant de l'être, promit d'en parler au Roi. Mais peu de jours après les Deputez étant retournés à Fontainebleau pour avoir reponse, ils en reçurent une terrible: *Messieurs*, leur dit-il, *j'ai rougi de honte d'avoir rapporté votre requête au Roi, parce que Sa Majesté m'a dit qu'elle étoit bien informée qu'elle est pleine de faits supposés.* Le reste de l'audience fut aussi peu favorable que le commencement; & les Deputez sortirent pleins de confusion & de douleur. Mais comme si on ne les avoit pas estimé assez mortifiés par ce traitement, le Roi leur fit porter de sa part dès le lendemain, par le Deputé General, un ordre exprés de se retirer. Le Marquis de Venours ayant remontré qu'il avoit des affaires particulieres à Paris, obtint la permission d'y demeurer, mais à condition de n'aller à la Cour d'un mois.

*Cruelle
reponse
faite aux
Deputez.*

*Artifices
pour ca-
cher au
Roi ce
qui se
passoit.*

Il y avoit beaucoup d'apparence que le Marquis de Louvois étoit du nombre de ceux qui deguisoient au Roi ce qui se passoit en Poitou. C'étoit lui qui donnoit les ordres, & il est incroyable qu'on eût osé disposer du logement des troupes contre les Ordonnances, sans sa participation; parce qu'étant le plus superbe & le plus violent de tous ceux qui avoient part à l'autorité; il n'auroit jamais souffert qu'on eût rien fait sans son aveu, dans les choses qui étoient doublement de sa competence; soit parce que le Poitou étoit dans son département; soit parce qu'il n'appartenoit qu'à lui de connoître des affaires de la guerre, & par

par conséquent des garnisons, des passages, des logemens & de toute la conduite des soldats. C'étoit lui encore qui recevoit les lettres du Gouverneur & de l'Intendant; & de la maniere dont la Cour étoit composée, il n'y avoit que lui qui eût pu informer le Roi de ce qui se passoit dans cette Province; de sorte que si ce Prince croyoit qu'on n'y faisoit point de violences, il falloit que ce fût le Marquis de Louvois qui le lui eût persuadé; ou qu'au moins il n'eût pas voulu le desabuser. Il y avoit néanmoins à la Cour beaucoup de temoins de la verité: des Gentilshommes, des Officiers de la Maison du Roi même & de ses troupes, des Ecclesiastiques qui avoient en Poitou des terres ou des Benefices, qui sentoient retomber sur eux le mal qu'on faisoit aux Reformez. Mais le Roi étant inaccessible par le soin que ceux qui étoient à la tête des affaires prenoient, pour empêcher qu'on ne lui parlât des affaires sur lesquelles ils n'auroient pas eu le tems de le prevenir, & par la confiance generale qu'il avoit en eux, dont on lui avoit fait une maxime capitale du gouvernement, il n'y avoit personne qui pût ou qui osât lui parler. C'est une chose que je n'aurois pu croire sur la foi d'autrui, que des gens de toute qualité, interessez dans les desordres d'une Province, étant à la Cour & voyant le Roi tous les jours, parlassent hautement des violences qu'on y commettoit, en fissent le sujet de leurs conversations chez leurs amis, à table, dans les Cours du Louvre, dans les galeries, dans l'antichambre du Roi, dans les promenades; qu'ils en parlassent même avec une espece d'emportement, & que cependant il n'arrivât rien de leurs murmures & de leurs plaintes aux oreilles de ce Prince. Mais j'en ai été le temoin durant plus de trois semaines de séjour à Fontainebleau. Il est vrai qu'enfin les choses changerent; mais il fallut bien du tems avant qu'on eût la liberté de parler sans deguïsement. Cependant pour prevenir le Roi sur ce sujet, on faisoit beaucoup valoir qu'il n'y avoit que quatre Compagnies de Chevaux legers dans la Province, qui ne faisoient gueres plus de cent ou six vingts Chevaux; qu'il n'étoit pas croyable que si peu de gens fussent capables de desoler une Province fort peuplée, où les Reformez étoient encore en fort grand nombre; que si les logemens & le bruit des soldats causoient des *conversions*, c'étoit une terreur panique, dont les païsans étoient fort susceptibles, qui

1681. les faisoit courir à ce remede, pour jouir des exemptions promises à ceux qui se feroient Catholiques. On se servoit avec ostentation du prodigieux nombre de *conversions* qui se faisoient tous les jours, & dont on montrait au Roi fort soigneusement les memoires, grossis avec une affectation évidente. Tous les jours de Gazette on y voyoit des articles sur ce sujet, qui parloient de six, sept, huit cens *convertis*, dans des lieux où notoirement il n'y avoit pas deux cens habitans, dont les trois quarts pour le moins étoient anciens Catholiques. Mais cela dispofoit le Roi par la gloire de ces nombreuses conquêtes, à passer par dessus quelque violence, qui ayant été faite à quelqu'un auroit fait peur à beaucoup d'autres. A la verité dans cette occasion, comme dans toutes les autres pareilles, la terreur se repandoit bien plus loin que la violence, & le mal arrivé à trois ou quatre faisoit perdre courage à quatre ou cinq cens. Mais cela n'empêchoit pas qu'il ne se fût commis un grand nombre de cruautés odieuses, & qu'il n'y eût des preuves de plus de trois cens cinquante faits assez bien certifiez, pour meriter au moins qu'on ordonnât d'en informer plus amplement. D'ailleurs pour faire perdre créance aux Reformez de Poitou, on s'étoit avisé d'une ruse digne de la politique des Jésuites. En même tems que le Poitou étoit ravagé par les troupes, on en avoit envoyé d'autres ailleurs, comme en Dauphiné & dans des Provinces voisines, où on les faisoit vivre dans une exacte discipline, afin que par la comparaison de la modestie des uns, & de la licence dont on accusoit les autres, on pût persuader au Roi que les mêmes ordres étant donnez par tout, les troupes y étoient tenues dans la même regle, & que les murmures venoient plutôt de l'inquietude & de l'impatience des Reformez, ou du chagrin des Ministres, qui voyoient depeupler leurs Eglises par tant de *conversions*, que de la violence des soldats.

*Traitemens fait
aux Seigneurs de
Venours.*

Après le mauvais succès de cette deputation, le Duc de la Vieville & Marillac se voyant pleinement autorisez, continuerent leurs vexations avec moins de retenue, & les mois d'Août & de Septembre furent pour les Reformez les plus fâcheux de l'année. Mais parce que les deputations se pouvoient renouveler, & forcer enfin le Roi & son Conseil à écouter les plaintes de tant de misérables, on voulut faire perdre le courage à ceux qui pou-
voient

voient être deputez. Dans cette vue Marillac rendit une Ordon- 1681.
 nance contre les Seigneurs de Venours, où les accusant d'empê-
 cher les *conversions*, & d'obliger par leurs *menées & suggestions*
 les habitans de la paroisse de Rouillé, où ils avoient une belle
 maison, à desforter, ou à transporter leurs meubles ailleurs, il
 declaroit qu'il rendroit compte au Roi de leur conduire; & ce-
 pendant il leur ordonnoit de se retirer dans quelque autre de
 leurs maisons, pourveu qu'elle fût à deux lieues de cette paroisse;
 afin que Pelerin Subdelegué de l'Intendant pût faire le loge-
 ment sans difficulté. Cette Ordonnance datée du neuvième de
 Septembre, fut signifiée le même jour au vieux Marquis de Ve-
 nous, qui fit écrire sa réponse au pied de l'exploit, où il nioit
 formellement les faits dont on l'accusoit. Cependant il obéit
 avec le plus jeune de ses fils, l'aîné étant encore à Paris, & il
 laissa seulement sa fille dans la maison, croyant qu'on auroit du
 respect pour une personne de son sexe & de sa qualité. Mais dès
 le lendemain Pelerin vint faire mille desordres dans la menage-
 rie de Venours; & les soldats qu'il y logea volèrent, battirent,
 blessèrent tous ceux qui étoient au service de ces Gentilshom-
 mes. Cela continua durant plusieurs jours; & ce Pelerin reve-
 noit de tems en tems redoubler le mal, & donner des ordres de
 faire pis. On n'épargnoit pas les vieillards même de quatre-
 vingts ans, & les valets malades qu'on trouvoit ensemez dans
 quelque chambre. Ce furieux porta l'insolence jusqu'à loger dans
 cette maison des Cavaliers qui avoient avec eux une femme de
 mauvaise vie: de sorte que par la rage de ce scelerat, une fille
 d'un mérite & d'une qualité distinguée, vit faite de sa maison
 un lieu de debauches, & reçut un affront que la pudeur n'auroit
 pas permis de faire à la fille d'un païsan. Mais cette Demoiselle
 qui n'osoit s'opposer aux outrages de ce mal-honnête homme,
 ayant fait venir un de ses cousins germains nommé La Ralliere,
 pour tâcher de le porter à plus de moderation, ce Gentilhomme
 eut à peine commencé à lui parler, que Pelerin le fit arrêter,
 & le fit traîner prisonnier à St. Maixen, sans lui donner même le
 tems de manger un morceau, qu'il lui demandoit fort honnête-
 ment. Il ne voulut pas souffrir qu'on l'accompagnât, & il fit de-
 fenses au Geollier de lui laisser voir personne, traitant de crime
 d'Etat la maniere civile dont ce Gentilhomme avoit voulu arrê-
 ter

1681. ter le cours de ses violences. L'Intendant fit ce qu'il put pour faire arrêter le maître même de la maison; mais il se tint sur ses gardes, & il évita diverses embûches.

Grand nombre de gens abandonnent tout.

Cependant la longue durée de ces violences ayant poussé à bout la patience du peuple, il y eut beaucoup de gens qui prirent la résolution de tout abandonner, & de sortir du Royaume. Chacun amassa ce qu'il put d'argent, & chercha les moyens de se retirer. Mais les persécuteurs avoient pensé à tout, & il y eut plus de quatre cens de ces fugitifs arrêtés en divers lieux, comme ils étoient prêts à sortir de la Province. On les renvoya dans leurs maisons; mais on n'oublia pas de les voler, & de les traiter d'ailleurs fort cruellement. Il y eut une centaine de ces pauvres gens qui gagnèrent la Rochelle, dans la pensée de se servir des premières occasions qui se présenteroient de passer la mer. Chacun se cacha comme il put chez les gens de sa connoissance, ou dans des maisons particulières: mais il étoit impossible que dans une ville de la grandeur de la Rochelle, tant d'étrangers ne fussent pas remarqués par les curieux. Aussi-tôt le zèle des oppresseurs s'enflamma, & on fit une violente perquisition de ces fugitifs, qui furent tous enfermés dans les prisons, ou dans une tour appelée *de la Lanterne*. La première chose qu'on fit fut de leur voler ce qu'ils avoient d'argent & de hardes; après quoi on leur fit mille cruautés. Bomier se signala par ses fureurs accoutumées. Il les fatigua par des disputes de controverse; par des questions captieuses; par des sollicitations à changer de Religion; par des menaces de les faire punir. Il les auroit laissé mourir de faim & de froid, sans avoir pitié d'eux, s'il ne s'étoit trouvé des gens charitables qui pourvurent à leurs nécessités. Mais ce persécuteur en ayant été averti, les priva de ce secours, & fit porter à l'Hôpital général ce qu'on leur envoyoit pour les soulager. Cependant il y avoit des femmes grosses entre ces prisonniers, qui étant arrivées à leur terme, ou surmontées par l'affliction & par le travail, accouchèrent sans assistance, sans feu, sans linges même pour recevoir leurs enfans. D'autres gens en plus grand nombre, qu'on trouva sur les chemins & sur la côte, faisoient encore plus de pitié. Plusieurs Catholiques qui eurent la curiosité de les aller voir, ne purent s'empêcher d'être touchés de ce spectacle, quand ils virent tant d'hommes, tant de fem-

Extrêmes misères de plusieurs qu'on arrête à la Rochelle & aux environs.

mes,

mes; tant d'enfans couchez sur des cailloux, le long de la falaise qui borde la côte, demi morts de faim & de froid, & supportant ces extremitez avec plus de constance, que ces curieux n'en souffroient la vuë. Il y en eut plusieurs à qui cette triste vuë arracha des larmes, & qui leur donnerent du pain assez libéralement. On dit même que Bomier tout endurci qu'il étoit à mal faire; se souvint malgré lui d'être homme, & ne put s'empêcher d'être attendri, en voyant le déplorable état de ces malheureux: de sorte que contre son naturel & sa coutume, il leur fit donner quelques assistances.

Mais cela n'obligea pas le Prévôt & les Archers qui les avoient arrêtés, à leur rendre ce qu'ils leur avoient volé. On ne sauroit presque comprendre comment ces misérables avoient pu ramasser l'argent qu'on trouva sur eux. Ils étoient incommodez de la pesanteur de ce qu'ils portoient; & pour se decharger d'une partie, plusieurs avant que d'être pris donnoient pour un Louis d'or quatorze livres d'autre monnoye. Cependant la pitié qu'ils firent n'empêcha pas qu'on ne se prevalût de leur retraite, pour susciter diverses affaires à ceux qui les avoient assistés, & principalement à ceux qui les avoient reçus dans leurs granges, ou en d'autres lieux couverts, pour les garantir des incommoditez de la saison qui étoit alors fort avancée. Un Seigneur de Dompierre, cadet de la Maison de Châtelailon, fut mis prisonnier sur ce sujet, & resserré si étroitement qu'on ne le laissoit voir à personne. Chalais qui avoit reçu à Portneuf, dont il étoit Seigneur, une partie de ces pauvres gens, fut arrêté comme lui, mais on permit à ses amis de le visiter, & sa prison ne fut pas longue. Mais on n'en tint pas quittes à si bon marché plusieurs Ministres, qui avoient donné des temoignages à la plupart de ces exilés volontaires. On leur trouva ces temoignages en les fouillant quand on les eut arrêtés; & aussi-tôt qu'on en fut saisi, on les porta au Lieutenant Criminel de la Rochelle, qui decreta prise de corps contre les Ministres & les Anciens dont il y trouva les noms. Quelques-uns suivant l'avis du Consistoire de la Rochelle vinrent se rendre prisonniers, & subirent l'interrogatoire. Il étoit impossible de leur faire leur proces sur les seuls termes de leurs temoignages. Ils étoient simples & sans art; & il n'y paroïssoit rien qui pût donner un pretexte de rendre les Consistoi-

*Affaires
res sus-
citées
aux par-
ticuliers;*

*Et sur
tout aux
Minis-
tres.*

1681. res complices de la *desertion* de ces fugitifs. Ils attestoient seulement la Religion & les mœurs de ces pauvres persecutez. Cependant cela ne passa pas au Conseil pour une petite affaire, principalement entre les promoteurs de la persecution. La retraite de tant de gens étoit une preuve solennelle des violences qu'on avoit fait passer à la Cour pour des impostures, & non seulement elle devoit ce honteux mystere aux yeux de toute la France, mais elle en portoit un temoignage éclatant chez tous les Protestans de l'Europe, à qui la Cour de France tâchoit de persuader, qu'elle ne procuroit les *conversions* que par des voyes de douceur & de charité. D'ailleurs elle demontroit au Roi la fausseté des esperances qu'on lui avoit données, que les Reformez ne se refoudroient jamais à quitter leur patrie, que tout au plus il ne sortiroit que des misérables qui n'avoient ni feu ni lieu, en qui le Royaume ne perdrait rien; à qui les étrangers ne feroient pas un bon accueil; qui ne trouvant pas plus de moyen de subsister ailleurs que chez eux, seroient contraints de revenir, & de se soumettre à la volonté de leur Souverain. On voyoit arriver tout le contraire; & non seulement dans le Poitou, mais dans la Saintonge & dans l'Aunis, comme je le rapporterai tout à l'heure, tous les Reformez étoient prêts à deserter. Il fallut donc faire entendre au Roi que ce dessein leur étoit inspiré par les Ministres, qu'on tâchoit de rendre responsables de toutes les difficultez qui se trouvoient à ruiner les Eglises. On obtint par là que Baussatran Ministre de Niort, l'un de ceux qui s'étoient rendus volontairement prisonniers, fût exilé par une lettre de Cachet à Vezelai en Bourgogne; & que le Roi donnât ordre d'en arrêter plusieurs autres, entre lesquels étoient de l'Isle Chauffepied, Melin & Pomiers. On arrêta Du Soul & Pain, qui après avoir été gardez quelque tems à Fontenai, furent traduits à Angoulême; & on porta si loin le desir de perdre les Ministres, qu'on en donna imprudemment la qualité à des gens qui ne l'avoient jamais eue. Mais au Conseil on n'y regardoit pas de si près. Les beuvées des Intendans y prevaloient contre tout ce qu'on pouvoit dire, & on envoyoit des ordres inconsiderément pour arrêter comme des Ministres, des gens qui ne l'avoient jamais été. Ainsi De Vienne & Girardeau simples Anciens de l'Eglise de Fontenai, furent mis prisonniers sous ce nom de

*Et dont
plusieurs
sont exilés,
ou
mis en
prison.*

*A qui la
desertion
des peuples
est
imputée.*

de Ministres , & donnez pour compagnons à leurs Pasteurs. Il arriva néanmoins tous les jours tant de choses extraordinaires , qu'on ne put s'empêcher d'ouvrir les yeux , & de reconnoître que les persécutions faisoient tort à la gloire du Roi , & desoloient le Royaume. De sorte qu'il vint enfin un ordre de la Cour d'élargir les prisonniers , & de renvoyer dans leurs maisons les fugitifs , qui avoient souffert près d'un an de prison. Le Prevôt à la tête de ses Archers les conduisit sur la frontière de Poitou , & leur fit commandement de se rendre dans leurs maisons : ce qu'ils furent obligez de faire nus, deponillez de tout ce qu'ils avoient emporté , réduits à l'indigence, & n'ayant plus rien de reste que la vie.

Malgré toutes ces traverses il ne laissa pas de partir un fort grand nombre de familles , qui outre le temoignage qu'elles portoient de la violente oppression qu'on faisoit souffrir aux Reformez en France , attestoient que la plupart étoient résolus de chercher du repos ailleurs : & n'étoient retenus que par la crainte de n'être pas bien reçus chez les étrangers. Cela donna lieu à plusieurs Etats Protestans de faire des avances à ceux qui voudroient aller s'y établir ; & de les y convier par des promesses fort avantageuses. Le Roi d'Angleterre commença. La Declaration qui regardoit les enfans fut cause qu'un grand nombre de ceux qui vouloient mettre les leurs en sûreté les envoyèrent dans ce Royaume ; & le Roi les prit sous sa protection d'une maniere si ouverte , qu'il en fut remercié publiquement par la bouche de Lombard , Ministre de reputation , qui par un discours tout plein d'allusions aux histoires de l'Ecriture Sainte & aux affaires presentes , lui fit entendre également & la justice du secours qu'il accordoit à ces ames innocentes , & la reconnoissance que les Reformez auroient en tout tems de cette faveur. Cette harangue fit beaucoup de bruit , & les copies en furent en peu de tems repandues par toute la France. Dès le vingt-huitième de Juiller, suivant le vieux stile , il y eut une Ordonnance publiée à Londres , qui declaroit que ce Prince accorderoit à ceux qui viendroient se refugier dans ses Etats , des lettres de *Denisation* sans frais ; avec tous les privileges pour l'exercice de leur commerce ; ou de leurs metiers qui ne seroient point contraires aux loix du Royaume ; qu'il travailleroit à les faire naturaliser par un acte du

Effets de ces violences dans les pais étrangers.

En Angleterre.

1681. premier Parlement qui seroit assemblé ; qu'il les exempteroit de payer d'autres droits que ses sujets naturels ; qu'ils envoyeroient leurs enfans aux Ecoles & Colleges avec les mêmes libertez que les Anglois même. Il ordonnoit à tous ses Officiers civils & militaires de les bien recevoir par tout où ils aborderoient ; de leur donner gratuitement des passeports , & les secours necessaires pour les conduire où ils auroient dessein de se rendre : aux Commissaires de la Thresorerie & des Douannes de les laisser passer librement avec leurs meubles , leurs marchandises , les instrumens de leur commerce ou de leurs metiers , sans rien exiger d'eux : & à tous ses sujets d'assembler ce que les personnes charitables voudroient donner d'aumônes , pour assister ceux qui seroient en necessité. Enfin il commettoit l'Archevêque de Cantorberi , & l'Evêque de Londres , ou l'un deux , pour recevoir toutes leurs requêtes & lui en faire le rapport. Le Roi de Dannemarck , environ le même tems , promit par des Lettres patentes que s'il venoit cent ou cent cinquante familles , ou plus de Reformez François , en quelque lieu de ses Etats autre que ceux où l'exercice des Religions differentes de la Lutherienne étoit déjà permis , il les prendroit en sa protection ; leur donneroient des places où ils pourroient bâtir des Temples , avec assurance qu'ils ne seroient jamais troublez en ce qui regarderoit leur Religion ; leur accorderoit des immunités & des privileges , & dès à present exemptoit les Artisans de payer les droits d'entrée pour leurs meubles , instrumens & materiaux servant à leur metier : & dechargeoit leurs maisons & leurs boutiques pour huit ans de toutes tailles , impôts & autres contributions ; avec permission de se retirer quand ils voudroient , sans payer le sixième ni le dixième denier selon la coutume. Les mêmes lettres ordonnoient aux Ministres de ce Prince qui se trouvoient dans les Cours étrangères , d'en donner les avis & les assurances à tous ceux à qui il seroit necessaire. Le vingt-quatrième de Septembre le Magistrat de la puissante ville d'Amsterdam passa une resolution d'accorder à tous ceux qui viendroient s'y refugier l'accise franche , le droit de Bourgeoisie , & de Maîtrise ; de bâtir mille maisons où on pourroit les loger à peu de frais ; savoir les simples Ouvriers pour quarante livres par an ; de leur donner de l'argent d'avance pour acheter des metiers & des meubles ; de prendre leurs manufactu-

res

*En Dan-
marck.*

*En Hol-
lande.*

res aussi-tôt qu'elles seroient fabriquées ; & de leur fournir tous les moyens de subsister. Huit jours après on fut cette résolution en France. 1681.

Beaucoup de familles donc , encouragées par ces promesses favorables , partirent de France ; les unes par une route, les autres par l'autre. Il s'en sauva un grand nombre par Bourdeaux , ou Rondelet Ministre celebre , soupçonné de favoriser ces desertions , fut decreté sous un autre pretexte , pour l'empêcher de continuer, soit en le tenant prisonnier , soit en lui ôtant la liberté de paroître. On prit pour couverture de ce decret qu'il avoit parlé dans un Sermon de la Vierge & des Saints avec peu de reverence. Mais ce qui determina le plus de familles à se retirer , fut que l'exemple des violences de Marillac excita le zèle de ses pareils , & fit naître la persecution dans la basse Saintonge & dans le pais d'Aunis , où elle fut portée encore plus loin qu'elle n'avoit été en Poitou. Carnavalet , Gouverneur de Brouage , de qui l'autorité s'étendoit dans une partie de la Saintonge , imita Marillac en toutes choses : mais il y ajouta quelque chose de singulier. Il écrivoit des billets de sa main à ceux qu'il vouloit convertir , qui leur étoient portez par quelque Archer ou quelque soldat de la garnison , ou par quelqu'un de ses domestiques. Ils ne contenoient qu'un ordre d'aller parler à lui sans delai ; & quand ceux qui les avoient reçus étoient venus à Brouage , il leur declaroit d'abord que l'intention du Roi étoit qu'ils se fissent Catholiques : après quoi sur leur refus il les faisoit maltraiter , & mettre en prison. Mais l'Intendant de Muin surpassa les autres dans les cruautés qu'il commit. Il perfectionna ce que Marillac avoit commencé ; & fit voir que dans la persecution , comme dans les autres exercices de la vie , ce n'est pas toujours l'inventeur qui va le plus loin.

Comme il n'avoit pas de soldats à sa devotion , il se servoit des Archers de la Marechaussée & de la Marine , & les envoyoit par grosses troupes dans les maisons de ceux qui refusoient d'aller à la Messe. Il commença par Surgeres , lieu éloigné de quatre lieues de Rochefort où il faisoit sa residence ordinaire ; & après avoir assemblé les Reformez du lieu , pour les exhorter à changer de Religion , il se mit à persecuter ceux qu'il appelloit opiniâtres. Je ne repeterai point les violences pareilles à celles dont j'ai fait

1681. le detail dans les affaires de Poitou : je dirai seulement qu'il n'y eut rien d'oublié de ce qu'on avoit déjà fait dans cette Province ; mais qu'il y eut bien des choses qu'on ajoûta par dessus. On perça, par exemple, à coups de pistolets des piecés d'eau de vie qui furent trouvées chez quelques Marchands, de qui tout le bien consistoit dans ce negoce ; & on brisa leurs chaudières, parce qu'on ne trouvoit point à les vendre. Quoi que les maîtres des maisons donnassent volontairement les clefs de leurs chambres, de leurs coffres & de leurs armoires au Prevôt qui les demandoit, il ne laissoit pas de faire rompre tous les lieux fermez dont il avoit les clefs à la main. A Mauzé quatre Curez allerent dans toutes les maisons des Reformez ayant à la main une lettre de l'Intendant, pour leur demander s'ils vouloient de leur bon gré abjurer leur Religion ; & ils commencerent par la maison de la Forêt Ministre, homme de merite & de qualité, parent de la Duchesse de Cell. L'Intendant peu de jours après lui voulut persuader de ne prêcher point, pendant qu'il demeureroit à Mauzé ; ce que la Forêt ayant refusé de faire, il le mit en adjournement personnel ; & lui defendit d'exercer son ministere, avant qu'il se fût purgé de ce qu'on lui imputoit. Le Prevôt voulut après cela empêcher le peuple de s'assembler, à cause de l'interdiction du Ministre : & il prit en suite, après avoir manqué ce coup, un autre pretexte de tourmenter les malheureuses familles de cette Eglise. Ce fut de visiter les maisons ; pour voir si elles n'étoient point demeublées contre l'Ordonnance. Il n'épargna pas même la maison du propre frere de la Duchesse de Cell, quoi que la France gardât alors beaucoup de mesures avec la maison de Brunswijck. Les gens qu'il logea chez les Reformez y commirent mille insolences ; & y blessèrent une femme grosse, qui se fiant sur l'état où elle étoit, leur resistoit plus hardiment que les autres.

*Sedition
contre un
Gentil-
homme
Deputé
à la
Cour.*

Le Consistoire ayant Deputé en Cour St. Victor, Gentilhomme de ce quartier-là, il fut attaqué à Niort par une troupe de canailles qui le battirent, & le blessèrent, & tirerent un coup de pistolet sur lui. Un Marchand qui l'accompagnoit fut traité à peu près de même. Ils furent suivis par ces coquins jusques chez le Maire, à qui ils allerent tous deux se plaindre de ces outrages : mais quoi qu'en presence & à la porte de ce Juge ce peu-

peuple criât seditieusement que c'étoient des *Huguenots* qu'il fal- 1681.
loit pendre , ce Gentilhomme n'en put tirer aucune justice.
Ainsi son voyage fut rompu : & peut-être qu'il eût été inutile ,
à cause du prompt changement de toute l'Eglise de Mauzé. La
peur des mauvais traitemens y fit plus d'effet que les Archers ne
firent de mal ; & un petit nombre de personnes ayant été mal
menez , tous les autres changerent de Religion , pour éviter les
violences : de sorte que de cinq ou six cens personnes à peine il
y en eut une vingtaine , qui eussent assez de zèle pour tenir bon.
Un Charpentier du bourg d'Hiers nommé Blanchet ; ayant te-
moigné un peu de constance , on lui mit par force dans la bou-
che de gros cailloux , dont on lui aiguîsa les dens. A Surgeres
on mit des fers rouges sous le jarret de quelques personnes qui
résisterent.

A Marennes , à Soubise & dans l'Isle de Ré on faisoit les mê- *Suite de*
mes choses. Le Curé de Soubise nommé Goribon écrivit une *violences*
lettre à un de ses amis Marchand de Cognac , appelé des Tou-
ches , où se trouvoient ces mots surprenans : *Je vous avouerai*
que je fais une continuelle guerre aux Huguenots , qui n'osent di-
re le moindre petit mot. On les prend par le bec comme des be-
cafes : & dès la moindre parole , nous les faisons voiturer à Ro-
chefort dans les prisons. Les Reformez de l'Isle de Ré exposèrent *Fraudes*
dans une requête à l'Intendant qu'un nommé Rabillé , Enseigne *seditien-*
d'une Compagnie de Milices , avoit envoyé un Sergent de sa *ses.*
Compagnie de porte en porte chez les Catholiques , pour leur dire
que les *Huguenots* les devoient massacrer ; & les avertir de charger
leurs armes de double charge , & de n'ouvrir la porte de leurs mai-
sons qu'à la voix d'un Catholique. Un nommé Thoiri alla seditieu-
sement épier les Reformez du village d'Ars pendant la nuit , pour
exciter quelque émeute , s'il en eût trouvé l'occasion ; & le dou-
zième d'Octobre , jour de Cene , la predication de l'après midi
étant déjà commencée , un soldat cherchant à causer quelque
tumulte , entra dans le Temple & entonna un *Magnificat*. Dans
un tems fâcheux tout fait peur : on crut que les troupes alloient
faire un massacre. Les femmes prirent l'épouvante , remplirent
tout de confusion par leurs cris , & eurent beaucoup de peine à
se rassurer. Plusieurs d'elles qui étoient grosses s'évanouirent ,
& furent long tems à revenir. On arrêta le soldat , & on le mena
au

1681. au Colonel des Milices pour le faire châtier : mais au lieu d'en faire justice , il fit informer contre ceux qui l'avoient arrêté. Ces *& impu-* violences avec plusieurs autres obligèrent à présenter une requê-
nies. re à l'Intendant , qui renvoya l'affaire au Senechal , à l'égard de ceux qui étoient simples habitans , & au Colonel à l'égard de ceux qui servoient dans les Milices. Il eut la hardiesse de proposer de donner de l'argent au soldat pour l'appaiser , comme si on avoit eu grand tort de se plaindre de son insolence : mais il ne dit rien de Rabillé ni de Thoiri , dont les entreprises étoient seditieuses. Comme les Officiers de Justice ne vouloient point recevoir les plaintes & les depositions de ceux qui avoient connoissance de ces injustices , quatorze personnes donnerent des attestations signées d'eux , où ils protestoient que n'ayant trouvé personne qui voulût passer l'acte de leur temoignage , ils étoient prêts à le rendre sous leur serment par tout où ils seroient appelez.

Duretez Mais tout cela ne faisoit point de honte à l'Intendant , qui
extrêmes n'écoutoit rien de ce qu'on pouvoit lui dire , & qui renvoyoit
de l'In- encore avec menaces ceux qui venoient lui faire des plaintes. Les
tendant. Gentilshommes n'étoient pas écoulez plus civilement que les autres. Quelques-uns étant allez se plaindre des excès commis dans leurs terres & contre leurs vassaux , ou leurs Fermiers & leurs domestiques , furent injuriez & dementis par le Prevôt , en presence de l'Intendant qui ne leur en fit aucune justice : au contraire il leur dit fierement qu'ils devoient se mêler de leurs affaires , & leur défendit de rapporter les plaintes des autres. Il fit publier en plusieurs lieux un ban qui ordonnoit aux Reformez d'aller à jour prefix aux Sermons des Missionnaires , à peine de dix livres d'amende : & il fit afficher une Ordonnance portant son nom , & datée du huitième d'Octobre , qui promettoit exemption des tailles & des vingt-quatre sous pour feu pendant deux années , à ceux qui se feroient Catholiques dans un mois ; & au contraire il y menaçoit *ceux qui s'opiniâtreroient* , disoit-il , *à demeurer dans ladite Religion* , de les cottiser au double de leur taille. Le Deputé des Reformez de l'Isle d'Oleron remit l'original de cette

CXXIII. Ordonnance entre les mains du Deputé General , afin qu'on ne pût douter de la verité du fait. Mais ce que l'Intendant fit de plus remarquable , fut de faire donner par tous ceux à qui on avoit

avoit fait quelque violence pour les forcer à changer , des atte- 1 68 L
stations signées d'eux qu'on les avoit bien traitez ; & qu'ils
avoient fait ce changement sans contrainte. De même en plu-
sieurs lieux il pratiqua ce qu'il avoit fait à Mauzé , où il avoit
interdit le Ministre ; & il prit comme un bon expedient de *con-*
vertir les Eglises tout entieres , celui de les priver par avance de
la consolation de leurs exercices. Quatre ans après on fit valoir
ce moyen par tout le Royaume ; comme le plus general & le
plus certain pour faire perdre courage à tout le monde.

FIN DU DIX-SEPTIEME LIVRE.

HISTOIRE

DE

L'EDIT DE NANTES.

TROISIEME PARTIE.

LIVRE DIX-HUITIEME.

SOMMAIRE DU XVIII. LIVRE.

Incroyable nombre de conversions forcées. Fraudes pour le grossir. Desertion de plusieurs Matelots. Disgrace de Marillac. Etat des nouveaux convertis. Repentance de la plupart. Mépris que les honnêtes gens de la Cour avoient pour Marillac. Les Jésuites le relevent. Ministres persécutez : même dans les Provinces tranquilles. Arrêt touchant le nombre des Ministres dans chaque Eglise. Injustices du Parlement de Toulouse. Violences impunies du Curé de Ste. Afrique. Execution des Arrêts de ce Parlement. Fraudes & chicanes incroyables. Histoires notables de deux enfans : à Castel Jaloux : à Montpellier. Synodes où assiste un Commissaire Catholique : à Ste. Foi. Ministres censurez par complaisance pour le Commissaire. Autre Synode à Thouars. Autre à Sorges. Ministres qui lisent les motifs de leur conversion en plein Synode. Autres Ministres suspects. Jugement des partages. Eglise de Fontainebleau. Maxime du Prince de Condé pour convertir plus aisément les Reformez. Histoire du Marquis de Verac. Réduction des exercices qui se pouvoient faire dans sa maison. Réduction du droit d'exercice à la Force. Traitement semblable fait à d'autres Seigneurs. Interdiction de l'exercice des lieux de St. Amans, & de la Bastide St. Amans. Demolition du Temple de Bergerac. Impositions du Clergé : pour obtenir une évocation injuste. Foibles raisons contre l'Eglise. Condamnation du Temple de Montpellier. Faux actes fabriqués. Arrêt par défaut : exécuté par les ordres de la Cour.

Rai-

Raisons de favoriser cette injustice. Suite du procès. Vérification des signatures. Condamnation d'Isabeau Paulet. Artifice qui met sa patience à bout. Comparaison de la prison perpétuelle au bannissement. Isabeau Paulet succombe & se dédit. Protestation qu'elle avoit dressée avant que de se rendre prisonnière. Traitement fait aux Ministres de Mompellier. Requête contre la Déclaration de 1680. rejetée. Déclaration sur le sujet des bâtards. Puissance des peres & meres sur les enfans sortis de conjonction illegitime. Ministres & Proposans privés de la liberté de demeurer dans les lieux où l'exercice avoit été interdit. Institution du service ordinaire des Eglises par les Proposans. Assemblées interdites, s'il n'y a un Ministre présent. Artifice pour reduire les Assemblées des Reformez à un petit nombre. Reformez chassez de Dijon. Pretexte frivole mais dangereux. Défenses de sortir du Royaume. On commence par les gens de mer & de Metier. Deguisement des veritables motifs. Défenses aux Reformez de vendre leurs biens. Déclaration qui les interprete. Procureurs au Parlement de Paris. Déclaration sur le sujet des Officiers. Arrêt nouveau sur le même sujet. Interpretation illusoire de l'Edit. Effets de la repentance des convertis de Poitou. Arrêt contre une femme de St. Maixans. Arrêt qui assujettit aux peines ceux qui n'ont ni écrit ni signé leurs abjurations. Ordonnance de signifier une liste des nouveaux convertis. Temples fermés en Poitou. Avertissement intitulé Pastoral. Double artifice de l'Assemblée du Clergé. Motifs de réunion. Remarques sur la langue Latine dont le Clergé s'étoit servi. Lettre circulaire aux Evêques. Qualitez des Prelats qui avoient signé l'Avertissement. Methodes du Clergé. 1. Du Cardinal de Richelieu. 2. Saplisme commun. 3. De Bellarmin, du Perron & autres. 4. De François Veron. 5. Du Jesuite Maimbourg. 6. Du même. 7. Du Cardinal de Richelieu. 8. Du Jesuite Maimbourg. 9. De tous les Controversistes. 10. De l'Evêque de Meaux. 11. Du commun des Missionnaires. 12. De même. 13. 14. Application des disputes contre les Donatistes aux Reformez. 15. Des Missionnaires. 16. Touchant les variations.

1681.

*Incroya-
ble nom-
bre de
conver-
sions for-
cées.*

l'effet de ces violences alla sans doute bien loin : & il y eut un nombre incroyable de gens qui cédèrent à la terreur. Mais pour faire goûter plus agréablement au Roi le plaisir de ces *conversions*, on lui grossit encore de plusieurs milliers le nombre de

avoit ramenez à la Communion Romaine. De for-

*Grandes
pour le
grossir.*

te que tout compté on fit monter à plus de trente sept mille hommes ou femmes la multitude des nouveaux Catholiques. On envia le rôle imprimé, qui fut signifié même en divers lieux aux Consistoires, & quelquefois seulement à ceux des Eglises qu'on estimoit capitales, avec charge de le notifier aux autres. On reconnut par la lecture de ce rôle, que pour grossir le nombre on y avoit nommé plusieurs personnes deux fois : on y avoit employé tous ceux qui sans autre temoignage de leur volonté, avoient été forcez à mettre la main sur le livre qu'on leur presentoit ; ou traînez par les cheveux jusques dans l'Eglise : on y avoit même nommé des gens qui n'avoient pas vu les soldats, & qui certainement n'avoient jamais fait pas un de ces actes extraordinaires, qu'on faisoit passer pour une preuve d'abjuration. Et ce qu'il y a de plus surprenant, on y trouva le nom de plusieurs personnes même qui avoient toujours été Catholiques. Les graces qu'on accordoit aux *convertis*, & deux ou trois écus qu'on donnoit de récompense aux païsans, portèrent d'anciens Catholiques à tromper les *Convertisseurs*, & à se dire Reformez pour avoir part à ces petits benefices. Ils alloient faire leur declaration dans des lieux où ils n'étoient pas connus ; & le zèle des nouveaux Apôtres ne leur permettant pas d'examiner les choses de près, leur applanissoit les difficultez qu'il y avoit à bien deguïser l'imposture. Avec tout cela le nombre de ceux qui avoient effectivement succombé à la violence & à la terreur, ne laissoit pas d'être fort grand ; & quoi que les memoires varient un peu sur ce sujet, on peut tenir pour certain qu'il montoit pour le moins à trente-trois ou trente-quatre mille personnes.

*Deser-
tion de
plusieurs
maitres.*

Les desertions aussi monterent bien haut ; & j'ai vu des memoires qui faisoient aller à plus de trois mille le nombre des familles qui sortirent du Royaume. Cette perte fut sensible à la Cour, où on ne vouloit rien moins que depeupler les Provinces : & sur tout la retraite d'un grand nombre de matelots que De Muin

mit

mit au desespoir par ses violences, y fit un fort grand éclat. Pres- 1681.
que tous ceux qui deserterent dans le ressort de son Intendance
étoient de cette profession: & les habitans de cette côte passioient
pour les meilleurs hommes de mer qu'il y eût dans le Royaume.
Cela fut cause que ceux qui avoient entre les mains les affaires
de la Marine, furent fort mecontents de la conduite de cet Inten-
dant, & que s'il n'avoit pas eu la protection de Colbert & de
Seignelai, dont il étoit allié, on l'auroit sans doute mal recom-
pense de ses picufes brutalitez. Cependant comme on craignoit
que tous les Reformez, à qui il étoit fort odieux, n'abandon-
nassent le pais à cause de lui, on fit courir le bruit, pour les ar-
rêter, qu'il étoit revoqué: & à Fontainebleau même durant quel-
ques jours cela fut débité comme une nouvelle certaine. On
voulut peut-être y amuser par là les Deputez de la Province, à la
tête desquels étoit Chatelaillon, Gentilhomme qualifié: afin que
cela étant mandé par eux aux Consistoires du pais arrêtât le cours
des desertions, par l'esperance qu'on seroit bien-tôt delivré de ce
furieux persecuteur. Il en fut néanmoins alors quitte à meilleur
marché. On lui donna des ordres de reparer par la douceur le
mal qu'il avoit fait par la violence: & avant que de partir de là,
je vis des lettres du pais qui temoignoient qu'il s'étoit jetté dans
l'extremité opposée, qu'il étoit aussi importun aux gens de mer
par ses caresses, qu'il l'avoit été par ses cruautéz; & qu'il descen-
doit pour eux à des bassesses extraordinaires.

Marillac ne fut pas si heureux que lui. Ses manieres barbares *Disgrace*
& superbes lui attirerent la haine des Catholiques de la Province, *de Ma-*
aussi bien que celle des Reformez. Il étoit accusé des deux cô- *illac.*
tez. On lui reprochoit qu'il avoit converti à son profit la meil-
leure partie de l'argent du Roi; qu'il avoit pris une part honteu-
se au pillage des soldats, qu'il s'étoit enrichi des ruines de la Pro-
vince. On ne trouvoit plus de Fermiers, ni d'ouvriers à journée.
Il s'en étoit sauvé un grand nombre; & de ceux qui étoient de-
meurez par force, les uns n'avoient plus rien, & les autres,
ayant perdu le courage ne vouloient plus se mêler de rien. Il y *Etat des*
eut plusieurs de ces malheureux qui étant tourmentez de leurs *non-*
remords, & de la crainte des punitions divines, après avoir tou- *venux*
ché de l'argent, tomberent dans le desespoir, se noyerent, se *conver-*
precipiterent. D'autres saisis de douleur prirent le lit, & mou- *ts.*

1681. rurent avec des marques d'une repentance amère. Il y en eut un grand nombre à qui la violence des tourmens, le bruit, les veilles, la frayeur, les horreurs d'une conscience alarmée troublèrent l'esprit. Ceux qui ne furent pas réduits à ces tristes extrémités ne faisoient pas moins de pitié. On en voyoit qui se jettant par terre dans les chemins crioient miséricorde, se battoient la poitrine, s'arrachoient les cheveux, fondoient en larmes. Quand deux personnes de ces misérables *convertis* se rencontroient; quand l'un voyoit l'autre aux pieds d'une image, où dans un autre acte de devotion Catholique, les cris redoublaient, la douleur éclatloit par de nouveaux temoignages. Le Laboureur abandonné à ses réflexions au milieu de son travail, se sentoît plus pressé de ses remords; & quittant sa charrue au milieu de son champ, se jettoit à genoux, se prosternoit le visage en terre, demandoit pardon, prenoit tout à témoin qu'il n'avoit obeï qu'à la violence. On ne peut s'imaginer rien de plus touchant que les reproches des femmes à leurs maris, & des maris à leurs femmes. L'un accusoit l'autre de sa foiblesse, & le rendoit reponsable de son malheur. La vuë des enfans étoit un supplice continuel pour les peres & pour les meres, qui se reprochoient la perte de ces ames innocentes, & qui se faisoient eux-mêmes mille tourmens du compte que Dieu leur en feroit rendre un jour. De sorte qu'aussi-tôt que par les ordres de la Cour ces malheureux eurent un peu de relâche, il n'y en eut presque point qui ne retournassent aux Sermons de leurs Ministres, & qui ne fissent des protestations contre la violence qu'on leur avoit faite. On vit alors que les conquêtes de la force-majeure sont ordinairement mal assurées, & que dans un tems de repos le cœur dedit aisément la bouche, de ce qu'elle a dit pendant la terreur. On ne conserve ce qu'on a gagné par la violence qu'autant qu'elle dure, ou qu'elle paroît prête à recommencer: mais les volontés se relevent des engagements où la contrainte les a jettées, & reprennent les droits de leur liberté, aussi-tôt que la raison de craindre est passée. A la vérité le Clergé prit des mesures & des precautions, pour empêcher que les nouveaux Catholiques ne fussent reçus à la profession de leur premiere Religion; & il fit bien valoir sur ce sujet les Déclarations données contre les *Relaps*: mais il ne put garantir Marillac d'une honte-
se

*Repentance de la plé-
pays:*

se revocation. Il revint à la Cour chargé de l'exécution de la 1681.
 Province qu'il avoit ravagée, mais se consolant, disoit-on, de
 l'infamie, par les richesses qu'il y avoit amassées. Il demeura ^{Mepris}
 quelque tems sans emploi, exposé au mepris & aux railleries des ^{que les}
 Courtisans, & sujet à entendre quand il passoit pour aller au ^{honnêtes}
 Conseil, des traits piquans que tout le monde jettoit sur lui. ^{gens de}
 Les Jesuites l'avoient comparé aux Apôtres, à cause du grand ^{la Cour}
 nombre des *conversions* qu'il procuroit: mais à la Cour cet Aposto- ^{avoient}
 lat ne lui faisoit point d'honneur, & en lui donnant les noms ^{pour Ma-}
 de *Convertisseur* ou d'*Apôtre*, on y joignoit des titres capables ^{millac.}
 de faire honte aux plus impudens. Quelques Intendans qui le
 virent à la Cour peu de tems après sa revocation, m'ont avoué
 franchement qu'ils ne comprenoyent pas comment il avoit le front
 d'y paroître, & comment il pouvoit supporter la figure qu'il y
 faisoit. Tous ceux qui se piquoyent d'honneur fuyoient sa ren-
 contre. On ne voyoit lui parler que ceux qui avoient quelque
 affaire entre ses mains. Les autres ne faisoient pas semblant de
 le voir quand il passoit auprès d'eux. Il marchoit la tête baissée,
 son chapeau abattu sur les yeux, regardant comme à la derobée
 si quelqu'un jettoit les yeux de son côté, & ne saluant personne
 qui ne l'eût prevenu, de peur de faire civilité à quelqu'un qui
 ne la lui auroit pas rendue. C'est la description que plusieurs per-
 sonnes distinguées m'ont faite de lui plus d'une fois. Il est vrai ^{Les Je-}
 que peu à peu la memoire de sa conduite s'effaça, que les Jesui- ^{suites le}
 tes & le Clergé le maintinrent, & qu'il fut renvoyé environ trois ^{relevens.}
 ans après sa revocation dans l'Intendance de Rouën. Mais cet-
 te nouvelle commission devoit lui faire encore plus de honte que
 la revocation de la première, parce que comme elle ne lui fut
 donnée, que quand on eut pris la resolution de traiter tous les Re-
 formez du Royaume de même qu'il avoit traité ceux du Poitou,
 on peut dire qu'on ne le jugea digne de servir à cette expedition,
 que comme un homme d'une cruauté déjà éprouvée; & qu'on
 ne se souvint de lui que quand on eut besoin d'un Bourreau.

Cependant il y avoit un grand nombre de Ministres ou exi- ^{Ministres}
 lez, ou interdits, ou prisonniers, ou chargez d'affaires sur des ^{persecu-}
 pretextes fort legers. Delaisement l'un des Ministres de la Ro- ^{tez.}
 chelle, fort distingué par son mérite, & à cause de cela fort ex-
 posé à la malignité des persecuteurs, fut long-tems en peine, ac-
 cusé

1681. cusé d'avoir appliqué à dessein aux affaires du tems présent, l'histoire d'Herode rapportée au Chap. 12. du livre des Actes des Apôtres. Il avoit menagé si prudemment ses expressions, qu'on ne put lui en faire un crime; & que toute la chicane tomba sur le choix du texte. Mais il lui fut aisé de montrer qu'il prêchoit regulierement sur ce livre depuis plusieurs années, & que par consequent il n'y avoit eu rien d'affecté dans le texte dont on lui faisoit une affaire. Il fallut néanmoins que sur un decret de prise de corps, il se rendit volontairement prisonnier; qu'il subit l'interrogatoire pour être élargi à caution; qu'il apellât au Parlement de Paris, où à la verité la procedure fut cassée; mais l'instance demeura liée devant le Juge Criminel de la Rochelle, à qui Delaisement fut renvoyé; n'ayant rien gagné au fond, que d'être mis en état d'ajournement personnel, sauf à decreter prise de corps, s'il survenoit de plus grandes charges. Il est vrai que ce Juge lui permit de reprendre les fonctions de son ministère, qui avoient été interrompuës depuis le commencement du procès: & depuis cela je ne voy point qu'il y ait eu d'autres poursuites. Brevet Ministre de Dompierre fut interdit & condamné à cent livres d'amende, & à cent cinquante livres d'aumônes, pour avoir fait la priere à un malade qui avoit promis, à ce que disoit le Curé, de se faire Catholique. Desaguliers Ministre d'Aitré, accusé d'avoir exhorté à la perseverance quelques personnes de son Eglise, fut decreté; & s'étant de lui-même rendu prisonnier, il ne fut élargi qu'à la charge de n'exercer plus son ministère dans le Royaume. Majou Ministre de Ciré, accusé du même crime, fut condamné à la même peine; & de plus à cinq ans de bannissement, & à cent livres d'amende. Loquet Ministre de Marennes, homme de qui la reputation étoit belle & bien fondée, ayant été trouver Carnavalet à Brouage sur un billet fort honnête, & qui entre gens de bonne foi pouvoit passer pour un saufconduit, fut arrêté sans information ni decret; trainé aux prisons de la Rochelle; garroté comme un scelerat; tenu dans une étroite garde; & après y avoir été quelque tems, il fut reconduit à Brouage, où il eut la ville pour prison, jusqu'à l'élargissement de tous les autres Ministres. Son crime étoit le même que celui des autres. Il étoit aimé de son Eglise, & il l'exhortoit à perseverer.

Dans

Dans les Provinces même où ce prétexte manquoit, parce que la persécution n'y étoit pas encore si violemment allumée, on ne laissoit pas de tourmenter les Ministres pour la moindre bagatelle. Durand & Du Mas furent interdits à perpétuité par un arrêt du Conseil du vingt-quatrième de Juillet, parce que l'un avoit prêché à Manoublet, & l'autre à Tournas, sans y avoir été envoyé par le Synode. Cependant il y avoit une Ordonnance des Commissaires de Languedoc, qui permettoit aux Eglises de se faire assister par les Ministres du voisinage, en cas de maladie, d'absence, ou d'autre légitime empêchement de leurs Ministres ordinaires: & ces deux Ministres interdits étoient au cas de l'Ordonnance. Mais on fit un long & fâcheux procès à Durand, l'un des Ministres de Tours, parent du Marquis de Châteauneuf, sous le prétexte d'une prétendue induction d'une servante à changer de Religion. Elle se nommoit Marie Miraut, & avoit servi des personnes Reformées. Elle bâtit un Roman de sa conversion où il y avoit si peu de bon sens, qu'on ne peut s'imaginer comment les Juges la trouverent digne d'être écoutée. Le Lieutenant General l'ayant fait mettre en prison sur ses propres confessions, & l'interrogeant sur le fait, elle avoua d'elle-même qu'elle avoit conté cette fable à dix témoins qui l'avoient déposé: mais qu'elle avoit supposé le tout, & sur ce qu'on lui demanda qui l'avoit portée à le dire, elle répéta jusqu'à cinq fois qu'elle croyoit qu'elle étoit alors possédée du Demon. Après une déclaration si précise, on ne laissa pas de faire une information nouvelle, & le Directeur de la Maison de la Propagation de la Foi l'ayant un peu raffermie, elle soutint ce qu'elle avoit dit, mais avec tant de variations & de faussetez évidentes, que des Juges un peu équitables auroient eu honte de la laisser impunie. Elle faisoit dire au Ministre que la Religion Catholique étoit bonne, & la Reformée aussi. Elle avoit vu, disoit-elle, dans le Temple un tableau de Calvin, ou de quelque autre Saint. Elle avoit lu dans l'Institution de Calvin les noms d'*Israël* & de Calvin joints ensemble. Elle disoit qu'on lui avoit fait faire la Cène un Jeudi, en lui donnant au bout d'une fourchette du pain trempé dans du vin: & en un mot tout ce qu'elle debitoit n'étoient que de pures extravagances. On mit néanmoins le Ministre & quelques autres en ajournement personnel, en conséquence

1681. quence de ces belles accusations : & comme après les avoir ouïs, on ne laissoit pas de continuer les procédures, on les contraignit d'en appeller au Parlement. Le Procureur General, plus sage que son Substitut à Tours, ayant vu le procès, le laissa là sans le poursuivre.

*Arrêt
touchant
le nom-
bre des
Minis-
tres dans
chaque
Eglise.
CXXIV.*

On en usoit de même en tant de lieux, que je ne pourrois finir, si je voulois rapporter tous les exemples de ces injustes procès. Mais je ne puis oublier l'arrêt qui fut rendu sur le nombre des Ministres, par lesquels une Eglise pourroit désormais se faire servir. Sur le seul avis donné au Roi que les Eglises qui n'étoient pas interdites devenant plus nombreuses, par la suppression des autres, prenoient plus de Ministres qu'elles n'en avoient eu d'ordinaire, ce qu'on disoit sujet à des inconveniens qu'on n'exprimoit point, ce Prince defendoit aux Synodes de donner à l'avenir aux lieux où l'exercice étoit permis, plus de Ministres qu'il n'y en avoit au tems du Synode precedent. Cet arrêt fut rendu le vingt-quatrième de Novembre. Il semble qu'on avoit eu en vue d'achever par là de ruiner l'Eglise de St. Hyppolite, dont les debris se recueilloient dans les Eglises de Cros & de Savert, à cause de quoi le Synode avoit mis dans chacune un second Ministre. Cela fit rendre un arrêt particulier qui fut ou le modele, ou l'extrait du general, & qui defendoit à ces deux nouveaux appelez de faire les fonctions de leur ministere dans ces deux Eglises. Mais outre cela il y avoit un dessein manifeste de reduire les Ministres à l'impossible : & quoi que la chose parût incommode dès à present, ce fut bien pis quand on eut reduit à trois ou quatre toutes les Eglises des plus grandes Provinces. On chargeoit un seul Ministre du soin de six, huit, dix mille personnes, dont il lui étoit impossible naturellement de visiter & d'assister les familles, dispersées dans dix ou douze, & quelquefois trente lieues de pais autour de sa residence. Mais c'étoit là ce qu'on cherchoit. On vouloit reduire les Ministres à tout quitter, par le desespoir de s'aquitter de leurs emplois : & le Chancelier l'avoit dit assez formellement. A Vezins un des Deputez des Provinces meridionales, un jour qu'il lui parloit de l'impossibilité de trouver de certaines preuves du droit d'exercice que le Clergé demandoit, si vous êtes reduits à l'impossible, lui repondit-il, tant pis pour vous : nous en profiterons. En effet on fit des choses

ses que la posterité ne pourra croire, pour ôter aux Reformez 1681. tout moyen de jouir de ce qu'il leur restoit de libertez : jusques là que comme on leur defendit de prendre plus de Ministres qu'à l'ordinaire, dans les lieux où il se rendoit plusieurs milliers de personnes, on leur defendit aussi d'agrandir leurs Temples ; & même d'y bâtir au dedans des accommodemens & des galleries. De sorte que trois ou quatre mille hommes venant prier Dieu dans des lieux où le Temple n'en pouvoit contenir que trois ou quatre cens, tout le reste demouroit dehors exposé à toutes les injures de la saison.

Au milieu de ces affaires, le Parlement de Toulouse exerçoit *Injusti-* de son côté sa passion accoutumée. Le quatrième de Septembre *ces du* il ordonna que tous les enfans batards ou exposez, de quelque *Parla-* sexe & de quelque qualité qu'ils fussent, seroient élevez dans *ment de* l'Eglise Catholique, à peine de quatre mille livres d'amende *Toulou-* contre ceux qui le voudroient empêcher. L'onzième de Decembre *se.* il condamna les Reformez de Carmaing, petite ville à quatre lieues de Toulouse, à delaisser à la Garrigue qui avoit le quart de la Seigneurie directe de ce lieu ; le Cimetiere qu'ils possedoient de tems immemorial. Il prit pour raison de cette injustice qu'ils n'avoient pas indemnisé le Seigneur : pretexte faux & ridicule, parce qu'ils avoient en effet payé l'indemnité il y avoit long tems ; & parce que quand cela n'auroit pas été fait, il ne falloit que les y condamner conformément aux Ordonnances ; & tout au plus y ajouter quelques interêts, pour le dommage pretendu par le Seigneur. Mais Carmaing étant le lieu le plus proche de Toulouse où l'exercice de la Religion Reformée fût permis, suivant l'Edit, le Parlement qui ne pouvoit faire pis, ni toucher à l'exercice, sur le droit duquel il y avoit instance pendante au Conseil, voulut ôter aux Reformez la commodité de leurs sepultures. Le lendemain il en donna un autre contre le Consistoire de la ville de Mompellier, qui lui ôtoit tous les biens immeubles, rentes & pensions données ou leguées, par quelque forme d'acte que ce fût, aux pauvres de la Religion Reformée, ou aux Anciens pour les distribuer aux pauvres, soit qu'ils fussent encore possédez par le Consistoire, soit qu'ils eussent été alienez depuis le mois de Juin 1662. Il ordonnoit que les possesseurs en fissent le delaissement au profit de l'Hôpital, entre les mains des Intendans, Di-

1681. recteurs & Syndics de cette Maison. Le prétexte étoit seulement que les Consistoires appliquoient ces biens à d'autres usages. Le vingt-neuvième du même mois il fut rendu encore un autre arrêt qui défendoit de célébrer les exercices de la Religion Reformée, dans les Temples qui ne seroient pas éloignés de cent pas des Eglises paroissiales. Le vingt-sixième d'Août il ordonna l'exécution d'un arrêt des Grands Jours tenus à Clermont, qui condamnoit les Reformez de Ste. Afrique à payer dix mille livres, pour des demolitions prétendues faites pendant les troubles. Leur Avocat étant tombé malade, lors que la cause étoit prête à être plaidée, ils ne purent jamais obtenir huit jours de délai, à compter du jour que la maladie leur avoit été dénoncée, pour avoir le loisir d'en instruire un autre. En conséquence de cet arrêt, Cabrol Curé de cette ville qui le fit mettre à exécution avec des violences extrêmes, fit enlever la cloche du Temple; saisir les meubles; enfoncer les portes; abattre les murailles de plusieurs maisons; maltraiter même diverses personnes: sans que les requêtes, les sommations, les protestations réitérées des Reformez pussent tirer des Juges le moindre secours contre ces outrages. Le même Parlement donna un autre arrêt qui défendoit de recevoir, ou de souffrir dans les Temples les enfans des nouveaux Catholiques au dessous de douze & de quatorze ans. Par un arrêt de reglement, il défendoit aux Gentilshommes Reformez de faire faire l'exercice dans leurs maisons, à moins qu'ils ne les possédassent par succession depuis l'Edit de Nantes: & ayant condamné un Gentilhomme nommé de Calmete à produire ses titres, pour justifier sa possession, il avoit en attendant interdit l'exercice de son fief: quoi que le Conseil eût donné des arrêts tout contraires sur la même question, que j'ai rapportez ailleurs. Enfin il avoit ordonné aux Juges de son ressort d'informer contre les Ministres & Anciens de prétendus monopoles, faits pour obliger par serment ou autrement les Reformez de leurs Eglises à persévérer dans leur Religion; & à résister aux sollicitations des Convertisseurs.

Exécution des arrêts de ce Parlement.

La maniere d'exécuter ces arrêts étoit encore plus fâcheuse que la chose même. Quoi que l'arrêt donné sur le sujet des batards ne dît rien qui ôtât la liberté de les souffrir dans les Temples, néanmoins dans l'acte de signification, la défense de les y recevoir

voir y fut employée. Mais ce qui est bien plus étrange, on étendit cet arrêt jusqu'à des personnes âgées de soixante & de quatre-vingts ans, qui dès leur naissance avoient vécu dans la Religion Reformée. Aussi-tôt que l'arrêt donné contre le Consistoire de Mompellier eut été signifié, on accusa les Anciens de refaire leurs comptes, afin de détourner les biens dont ils étoient obligés de compter: & sur une simple requête qui l'énonçoit, l'Intendant ordonna que tous les papiers seroient saisis, & fit mettre en prison un des Secretaires du Consistoire. Pour éviter les suites de ces vexations, le Consistoire fit signifier à ses parties qu'il ne pretendoit pas se servir à son avantage des comptes qu'on lui demandoit: prevoyant bien qu'on cherchoit une occasion de l'embarrasser par quelque inscription de faux. L'effet de l'arrêt touchant la distance où les Temples devoient être des Eglises Catholiques, fut tout à fait fâcheux. On prétendit en conséquence en faire abbatre plus de cent: & les Reformez ayant soutenu que cette affaire étoit de la compétence des Commissaires, non de celle du Parlement, & s'étant pourvus au Conseil, leur poursuite fut éludée par mille chicanes: & enfin on y rendit un arrêt le vingt & un de Fevrier 1682. par lequel, sans parler de leurs oppositions, du conflit de Jurisdiction, des recusations proposées contre le Parlement, ni de toutes les autres procédures dont les actes avoient été produits, l'exécution de l'arrêt du Parlement fut renvoyée aux Lieutenans des Sieges royaux où les Temples seroient situez. Il leur étoit ordonné d'en dresser procès verbal, & d'y employer trois choses: la distance du Temple & de l'Eglise paroissiale; le lieu où on pourroit bâtir un Temple nouveau, si l'ancien ne se trouvoit pas dans la distance requise; & le remède qu'il faudroit donner aux Reformez pour la construction de ce nouvel édifice. Les procès verbaux devoient être rapportez au Parlement, à la discretion duquel toute l'affaire étoit laissée; & le tout se devoit faire à la diligence du Procureur General. Il étoit encore porté par l'arrêt que le mesurage de cette distance devoit être fait en presence du Curé, & des Ministres & Anciens; mais le Procureur General fut celui qui y travailla le moins. Les Evêques, les Syndics du Clergé, les moindres Prêtres firent les fonctions de ses Substituts; & pratiquerent tout ce que la chicane autorisée peut inspirer de plus frauduleux & de plus

1681. plus injuste, pour faire trouver les Temples dans une proximité qui les assujettit à la demolition. Quand l'obliquité des chemins ou des ruës faisoit trouver plus de cent pas de l'Eglise au Temple, on faisoit le mesurage en l'air par dessus les maisons, avec une corde, dont on attachoit le bout à la partie de l'Eglise qu'on en pouvoit juger la plus proche, quoi qu'il y eût encore loin de ce lieu à la place de l'Eglise où se faisoit le Service: & quand on y trouvoit la distance necessaire, on rappelloit de vieux titres par lesquels il paroissoit que l'Eglise avoit été autrefois dans un lieu moins éloigné: & quoi qu'il n'y eût plus ni Eglise, ni trace d'Eglise dans cette ancienne place, on ne laissoit pas d'ordonner la demolition du Temple. Après cela on alloit marquer la place d'un nouveau Temple dans le lieu le plus incommode, & le plus éloigné qu'on se pouvoit imaginer; à l'extremité de la Jurisdiction; à une ou deux lieues de la ville ou du bourg; dans des precipices, dans des fondrières, dans des deserts. On bornoit la grandeur du Temple, dont l'aire étoit quelquefois si serrée qu'elle n'auroit pu contenir le quart du Troupeau. En vain on se servit de tous les moyens legitimes pour arrêter le cours de ces injustices, oppositions; remontrances; appellations, tout fut inutile: & au Conseil même, où la maxime regnante étoit que tout ce qui incommodoit les Reformez étoit juste, toutes les procédures des Catholiques étoient confirmées. Par ce moyen les Temples de Puilaurens, Burniquel, Realville, Vic-Fezenfac, Eauſe, Mancier & plusieurs autres furent condamnés: & les Reformez ne purent obtenir d'autre grace que la permission de bâtir de nouveaux Temples, tels que le Commissaire les avoit marquez. L'exécution des autres arrêts étoit poursuivie avec la même violence: & peu après l'exemple de ce Parlement fut suivi par celui de Dauphiné.

*Histoires
notables
de deux
enfans*

*à Castel-
jaloux.*

Cependant le Parlement de Bourdeaux persecutoit les Reformez de son ressort avec une pareille chaleur; & les causes les plus justes y étoient toujours jugées à leur desavantage. L'exemple que je vais rapporter merite l'attention du lecteur; & fait connoître quels desordres causa dans le Royaume la Declaration donnée sur le sujet des enfans. Louis de Coursan bourgeois de Castel-jaloux avoit cinq enfans, entre lesquels il y avoit deux garçons, dont l'aîné n'avoit pas treize ans. Le plus jeune

plus jeune étant sorti volontairement de la maison de son pere, 1681. on lui fit faire abjuration de la Religion Reformée : & les Capucins ayant denoncé que l'autre vouloit aussi embrasser la Religion Catholique, le Juge ordonna qu'il seroit mis en main tierce, pour être en état de declarer sa volonté plus librement. Le pere appella de cette sentence au Parlement ; & presenta son fils, qui n'avoit rien de plus éloigné de la pensée que ce changement. Mais le Parlement confirma la sentence, & mit cet enfant chez un Gentilhomme Catholique nommé Labrande. Aussi-tôt qu'il y fut, on employa tout ce que le faux zèle peut conseiller de ruses & de mechancetez pour l'ébranler : & les promesses, les flatte-ries, les moyens accoutumez ne faisant pas assez d'impression sur lui, on y ajouta les frayeurs & les menaces. On lui fit croire qu'un laquais de la maison avoit un justaucorps doublé de la peau du Diable ; & qu'il ne pourroit éviter d'être dévoré, s'il ne se faisoit Catholique, pour se servir du signe de la Croix & de l'eau benite. Les bruits nocturnes, & les visions appuyoient les discours qu'on lui tenoit pour l'épouvanter ; & ces objets terribles s'évanouissoient au moindre acte d'une devotion Catholique. On y ajouta les menaces de faire pendre son pere, & de le faire pendre lui-même ; s'il ne se rangeoit à la Communion Romaine. Le pere ne manqua ni de courage, ni de preuves : mais on lui refusa au Parlement la permission de faire informer de ces violences. Il fut obligé d'avoir recours à la justice du Roi, à qui il presenta une requête, où il exposoit une partie de ces faits avec plusieurs autres circonstances de son affaire : mais il n'y gagna rien. Sa requête eut le destin de toutes les autres, & pendant la longueur des poursuites on mit à bout la constance de son enfant.

Cette histoire me fait penser à celle d'un autre enfant, fils à Mompellier. de Saillens Tondeur de draps, habitant de Mompellier. Le pere avoit changé de Religion, pour jouir de l'exemption de payer ses dettes : mais comme il n'avoit pas la doctrine Catholique bien avant dans le cœur, il ne se mit pas fort en peine de faire aller ses enfans à la Messe. Deux Gentilshommes peu accommodés, & cherchant à se signaler par des marques d'un zèle dont tout le monde se piquoit, étoient membres du Conseil de la Propagation de la Foi ; & s'étoient érigés en Conver-
tisseurs.

1681. *tisseurs*. Ils s'appelloient Maurillan. L'un d'eux étant entré chez Saillens, pour *convertir* ses enfans, un garçon âgé d'onze ans entendit qu'on parloit de l'envoyer à la Messe, prit la fuite, & sortit de la maison & de la ville. Maurillan contraignit le pere de courir après; & eut la patience d'attendre le retour de l'un & de l'autre. Alors il mit en usage les promesses & les menaces pour ébranler cet enfant; & comme ses paroles n'y faisoient rien, il tira de sa poche un papier, qu'il disoit être un *arrêt* qui le condamnoit à être pendu, s'il refusoit d'aller à la Messe: & pour donner plus d'aparence à ce qu'il avançoit, il se mit à lire dans ce papier, comme s'il y avoit eu effectivement une *condamnation* de mort. La peur saisit cet enfant, qui ne voulant ni aller à la Messe, ni mourir d'une mort honteuse, se précipita par la fenêtre du second étage de la maison, au grand étonnement de son pere, & de son malhonnête homme de *Convertisseur*. On regarda comme un miracle qu'il ne se fit point de mal par cette chute. Dans les chaleurs de l'Été, à Montpellier & ailleurs, pour empêcher le soleil de donner à plomb dans les rues, on tend de certaines toiles sous lesquelles le peuple passe avec liberté. Dieu permit qu'il y eût une de ces toiles tendue au dessous de la fenêtre d'où cet enfant se jetta; & qu'ainsi sa chute ne fit que l'étourdir pour quelques momens.

*Synodes
ou assiste
un Com-
missaire
Catholi-
que.*

Une partie de ces affaires s'étendit assez avant dans l'année 1682. Mais avant que de passer aux événemens qui lui furent propres, j'ai encore à parler de ce qui arriva dans quelques Synodes, que la nécessité des affaires obligea de tenir cette année. On avoit été deux ans sans les assembler, de peur de se voir obligé à y souffrir un Commissaire Catholique: mais quand on reconnut qu'on ne revoquoit plus rien au Conseil de ce qui avoit une fois été accordé au Clergé, on crut qu'il valoit encore mieux tenir des Synodes, à quelque prix que ce fût, que de négliger ces Assemblées, qui étoient la seule ressource, & la seule consolation des Eglises affligées. Il y eut beaucoup de lieux où on ne s'en trouva pas mal; parce que le Commissaire Catholique laissa librement proposer & traiter les affaires de Discipline. On en donna deux par tout, l'un Catholique, l'autre Reformé. Celui-ci n'avoit ni le secret, ni l'autorité; & si l'autre avoit eu dessein de faire du mal, il n'auroit pas été capable de l'empêcher.

Mais

Mais d'abord on ne voulut pas donner au Catholique des ordres fâcheux ; & on choisit des personnes assez traitables. Néanmoins leurs instructions étoient dressées presque mot à mot sur les mémoires dont j'ai parlé ailleurs ; & on les avoit chargés expressément de rompre toute correspondance entre les Provinces ; de ne souffrir point qu'on traitât d'affaires, quelles qu'elles fussent, par Commissaires ; de ne permettre point que les Ministres des lieux interdits se trouvassent dans l'Assemblée ; d'obliger les Ministres à donner à leur Religion la qualité de *pretendue Reformée* ; de leur défendre de se servir du mot d'*Eglise* sans y ajouter cette queue ; d'empêcher que la profession des Ministres ne fût nommée *saint ministère* ; d'observer les expressions des Predicateurs ; & de faire ponctuellement exécuter les Déclarations & les arrêts.

Il y eut des lieux néanmoins où cette nouveauté eut des suites fort désagréables. Le Synode de basse Guyenne ayant été assemblé à Ste. Foi , vers le declin de l'année, le Commissaire Catholique voulut d'abord en exclure les Ministres des Eglises de fief, en vertu de l'arrêt du Conseil de l'année 1674. mais quand on lui fit voir l'arrêt de surseance de 1677. il se rendit, & se contenta de charger son procès verbal de la contestation. Mais il ne fut pas si modéré sur le Sermon de la Fite, qui fit l'ouverture de l'Assemblée, à cause que le Moderateur, à qui cette fonction appartenait, se trouva indisposé. Ce Ministre prit son texte aux versets 16. & 17. du 6. chap. du 2. livre des Rois ; où il est cité comment le Prophete Elisée consola son serviteur, épouvanté du grand nombre de Syriens dont il voyoit la ville de Dathan assiégée ; & comment il obtint de Dieu par ses prières, que cet homme pût voir la force des armées spirituelles qui gardoient son maître. Le sujet portant de lui même à consoler l'Eglise affligée, & à lui donner des assurances de la protection divine contre ses ennemis, la Fite le fit, mais avec des allusions si claires à l'état présent des Reformez, & des expressions si nettes & si formelles, que le Commissaire Catholique s'en offensa, & en fit des plaintes. Le Synode épouvanté les reçut, fit le procès à la Fite ; le censura grièvement ; & le suspendit du ministère jusqu'au Synode suivant. Cela n'empêcha pas que Pichot, Ministre de Bergerac plein de zèle pour sa Religion, ne fit un

A Ste.
Foi.

Ministres
censurez
par complaisance
pour le
Commis-
saire.

1681. Sermon d'un semblable caractère, sur le 10. verset du 2. chapitre de l'Apocalypse, contenant ces mots, *Sois fidele. jusques à la mort ; & je te donnerai la couronne de vie.* La hardiesse de ses expressions lui attira, comme à la Fite ; une griève censure : mais comme le Synode étoit prêt à se séparer, on n'eut pas le tems de deliberer sur la peine qu'on lui devoit imposer, & on se contenta de nommer des Commissaires pour en juger. Cette complaisance du Synode contenta le Commissaire Catholique & la Cour : mais il y eut bien des Eglises qui en furent scandalisées, & qui jugerent de mauvais exemple qu'un Synode se fût rendu l'instrument de la passion du Clergé, dans le dessein qu'il avoit de fermer la bouche aux Ministres. On estimoit qu'il étoit plus convenable de protéger les Pasteurs qui exhortoient le peuple à perséverer, que de leur faire perdre le courage par des censures, que s'il y avoit du mal à craindre pour eux, il falloit le laisser faire par leurs ennemis ; que si on s'accoutumoit à censurer les Ministres pour leurs predications, quand les Catholiques trouveroient qu'ils auroient parlé trop fortement contre l'oppression des Eglises, on se verroit bientôt réduit à les censurer aussi pour avoir trop bien soutenu la verité de leur Religion, ou attaqué la doctrine de leurs adversaires. On s'étonnoit principalement que cette marque de foiblesse eût été donnée par une Province dont on avoit eu autrefois de la peine à reprimer le zèle, qui se portoit ordinairement aux avis les plus fermes & les plus vigoureux : & on regardoit ce premier pas comme un presage qu'on y manqueroit de resolution, quand il seroit plus nécessaire d'en faire paroître.

*Autre
Synode à
Thouars.*

Pendant que je suis sur la matiere des Synodes, je parlerai de celui de Poitou qui fut assemblé à Thouars au mois d'Avril 1682. La revocation de Marillac, à qui on avoit substitué Lamoignon Basville, homme qu'on estimoit sage & modéré, persuada qu'on pourroit obtenir quelque faveur de ce nouvel Intendant, qui avoit une si belle occasion d'établir sa reputation aux depens de son predecesseur. C'est pourquoi le Synode ayant deliberé sur le sujet des impositions de la taille, où les Reformez étoient chargez au triple & au quadruple de l'ordinaire, & des nouveaux convertis qu'on traitoit de *Relaps*, quand ils vouloient revenir aux Assemblées des Reformez, quoi qu'il y eût des preuves certai-
nes

mes qu'ils avoient été contraints par d'extrêmes violences, ou par 1681. de justes terreurs à embrasser la Religion Romaine: le Synode, dis-je, ayant deliberé sur ces matieres, prit la resolution de deputer à l'Intendant, pour lui en porter des plaintes; & ordonna que toutes les Eglises fournissent des memoires pour les appuyer. Momberard, Commissaire Catholique, fit une remarque sur cette deliberation dans son procès verbal : & sur cela on la traitta au Conseil de contravention aux Edits, qui defendoient aux Synodes de traiter d'autres affaires que de celles de la Discipline. C'est pourquoi il y fut rendu un arrêt le vingtième de Mai, qui cassoit la deliberation, defendoit d'en prendre à l'avenir de pareilles, & enjoignoit à l'Intendant de le faire signifier à tous les Consistoires de la Province. On ne pouvoit pas faire savoir aux Reformez plus ouvertement qu'il n'y avoit plus de justice pour eux, qu'en leur defendant de deliberer des injustices dont ils avoient sujet de se plaindre.

Comme j'aurai peu de chose à l'avenir à dire sur les Synodes, *Autre à
Sorges.* j'anticiperai encore sur les evenemens des années suivantes; & je ferai ici le recit de ce qui arriva au Synode d'Anjou tenu au mois de Mai 1683. à Sorges, proche d'Angers, où il assista un Commissaire Catholique, à qui pour la forme on avoit donné un Ajoint Reformé. Il y avoit dans la Province d'Anjou deux Ministres de peu de merite, qui avoient l'esprit infecté de la doctrine des Arminiens, des Pelagiens, & même des Sociniens. L'un nommé Gillis, Ministre à Baugé, étoit voluptueux, paresseux, & craignant la pauvreté comme le plus grand de tous les malheurs. Il faisoit si peu de mystere de ses sentimens, qu'il fut sur le point de signer un acte de la declaration qu'il en avoit faite, dressé par un des Anciens de ce Consistoire: mais il eut peur que cet acte communiqué aux Catholiques ne lui fit perdre la pension que le Clergé donnoit aux gens de sa sorte; & cette crainte le retint. L'autre nommé Courdil étoit Ministre à Pinperdu, reconnu pour un frippon, debauché, sans honneur & sans modestie. Ces deux hommes promirent de se faire Catholiques; l'un pour avoir la commission de Receveur du sel à Baugé, qui lui étoit offerte par un de ses parens, intéressé dans les Gabelles: l'autre pour vivre avec moins de contrainte; & pour avoir une pension de quatre cens livres. Quand ils furent que

1681. le Synode étoit prochain , ils déclarerent à leurs Eglises qu'ils ne pouvoient plus leur prêcher la doctrine qu'ils avoient prêchée jusques là , parce qu'ils avoient d'autres sentimens. Les Consistoires de ces Eglises chargerent de cette Declaration les memoires de leurs Deputez , pour en rendre compte à l'Assemblée. Mais le lendemain de son ouverture , ces deux hommes demanderent d'être ouïs dans le Synode , & D'Autichamp Lieutenant de Roi, Commissaire Catholique , préparé à cela par ses instructions , appuya leur demande si fortement , qu'on vit bien qu'il ne falloit pas le refuser. Après donc qu'on eut protesté qu'on ne les écoutoit que par complaisance pour le Commissaire , on leur permit d'entrer. Ils parurent interdits , & ayant chacun un écrit à la main , ils demanderent permission de les lire. Ces écrits contenoient les motifs de leur *conversion* à la Religion Romaine. Celui de Gillis ne parloit que de l'insuffisance de l'Ecriture sans la Tradition , & il traittoit cette divine Parole d'une maniere fort injurieuse. Celui de Courdil attaquoit proprement les Reformateurs & la Reformation , dont il parloit d'une maniere outrageuse & méprisante ; & il posoit pour maxime que quand même il y auroit eu dans l'Eglise Romaine autant d'erreurs & d'idolatries que les Reformez le lui reprochent , il n'étoit pas néanmoins permis de s'en separer. Après quoi ils déclarerent qu'ils embrassoient la Religion Catholique , & se retirerent si hors d'eux-mêmes , qu'ils demanderent qu'on priât Dieu pour eux : à quoi Courdil ajouta qu'il exhortoit la Compagnie à en faire autant que lui. Ceux qui avoient conduit ce mystere avoient esperé qu'on leur repondroit quelque chose ; qu'ils repliqueroient , qu'on engageroit par là une conference ; que d'autres dont les sentimens n'étoient pas plus purs que ceux de ces nouveaux Catholiques se declareroient , & que cela pourroit avoir des suites. En effet du Tens Ministre d'Angers , qui étoit déjà suspect dans la doctrine , qui avoit un grand commerce avec l'Evêque , & qui est enfin mort en Angleterre , en faisant une declaration ouverte de Socinianisme , du Tens , dis-je , étoit dans l'Assemblée ; & Lombard son collegue étoit alors sujet au même soupçon ; mais il s'en est purgé depuis , & il a fait une fin plus édifiante. Ils avoient donné tous deux avant le Synode des écrits signez , par lesquels ils protestoient de la pureté de leur doctrine , & cela fut causé que le Synode ne leur fit point

*Ministres
qui lisent
les motifs
de leur
conversion en
plein Synode.*

*Autres
Ministres
suspectés.*

point d'affaires. Mais le Commissaire Catholique, instruit par 1681.
 Gillis & Courdil, qui avoient peur-~~être~~ fait espérer qu'ils se fe-
 roient Catholiques comme eux, voyant qu'ils ne disoient rien
 qui y rendit, les nomma comme suspects de Socinianisme, & les
 poussa long tems & fortement sur ce sujet. Ils s'en defendirent
 si bien, qu'on ne put leur rien faire que des exhortations gra-
 ves & charitables, qu'ils reçurent avec une parfaite modestie.
 Mais comme la declaration de Gillis & de Courdil ne fut suivie
 de personne, la ruse n'eut point d'effet; le Synode ne leur re-
 pondit rien; & le Modérateur leur dit seulement qu'on prioit
 Dieu qu'il leur touchât le cœur. Le lendemain on dressa un acte
 de protestation de se tenir sincerement à la doctrine de la Con-
 fession de Foi, des Liturgies, du Catechisme, de la Discipline
 & des Synodes Nationaux, & de n'enseigner rien ni en public
 ni en particulier qui n'y fût conforme. On y comprit un acte
 passé en 1677. au Synode de Saumur touchant la Grace imme-
 diate, contre les nouveautez qui ont été connues depuis sous le
 nom de *Pajonisme*; & on ordonna que la même protestation fût
 faite & signée dans tous les Consistoires de la Province. D'Au-
 tichamp fit plusieurs difficultez sur cet acte, mais on passa outre,
 sans y avoir égard: & il fut réduit à dire qu'il en chargerait son
 procès verbal. La nécessité d'écouter deux deserteurs de leur
 ministère & de leur Religion; & les incidens formez sur un acte
 qui ne tendoit qu'à prevenir les nouveautez dangereuses, furent
 des effets de la présence d'un Commissaire Catholique. A cela
 près le Synode se passa fort doucement, & après avoir duré dix
 jours, se separa fort content de ce qui s'y étoit passé.

1682.

Cette année ne fut pas remarquable par autant de violences <sup>Juge-
ment des
partages.</sup>
 que la precedente: mais il y eut d'autres evenemens qui la signa-
 lerent. On continua le jugement des partages; & il a passé par
 mes mains cinquante trois arrêts qui condamnoient des Eglises
 qu'on n'avoit osé juger jusques là, parce qu'on avoit encore un
 reste de retenue, qui ne permettoit pas de condamner, sans quel-
 que pretexte, un droit d'exercice bien établi. Il en fut rendu
 quatre le cinquième de Janvier qui condamnoient dans le Dioce-
 se de Grenoble les Eglises de Ventoulon & Hieres, de Chazalet,
 de Terrassies, & de Montdelens: & les Reformez de ce dernier
 lieu étoient exclus en même tems du Consulat & du Conseil po-
 litique.

1682. litique. Le douzième de Janvier l'exercice fut interdit à St. Jean d'Angeli, ville qui avoit été autrefois une des plus considerables places de sûreté, sous pretexte que cette ville avoit été prise par force. On se pourvut contre une injustice si évidente: mais après un an de poursuites, l'arrêt fut confirmé le cinquième de Janvier 1683. par un autre que je rapporterai en son lieu. Le même pretexte fit interdire l'exercice à Realmont le trente & unième d'Août: & à Soyon le septième de Septembre. On n'avoit pas encore jugé que ce pretexte fût bon, lors que quelques années auparavant, en condamnant les Reformez de Realmont à délaisser leur ancien Temple aux Catholiques, qui en avoient fait une Eglise paroissiale, on leur permit de continuer leurs exercices ailleurs. Le même jour douzième de Janvier, on condamna encore St. Savinien dans le Diocèse de Saintes. Le dix-neuvième du même mois, on supprima l'exercice de Turenne, lieu dependant du Diocèse de Limoges: & le vingt-sixième suivant on en détruisit quatre autres dans celui de Saintes, s'avoir Brisambourg, Vaux, Blaffac & Mirambeau. Le seizième de Fevrier les exercices furent interdits en trois lieux du Diocèse de Montauban, Regniers, Verliac & Corbarieu. Arvert fut condamné le deuxième jour de Mars: Mornac le neuvième: Segonzac le seizième; & Chalais le vingt-troisième du même mois. Ces quatre lieux sont du Diocèse de Saintes. L'onzième de Mai on condamna Argentat dans le Diocèse de Tulle: & Betfisi dans celui de Soissons. Saucilles & Lusignan dans le Diocèse de Poitiers furent interdits par deux arrêts du huitième de Juin. Dans le même Diocèse Saujon fut interdit, & le Temple de Chifé condamné à être demoli, par un arrêt du quinzième du même mois: & Champagnemouton, dans le Diocèse de Saintes, fut supprimé le même jour; mais le Temple ne fut pas demoli: le Roi permit de le convertir à quelque autre usage. Les Reformez avoient un Temple au village de Bois-le-Roi proche de Fontainebleau. Il n'y avoit presque personne la plupart de l'année; & le Ministre avoit résidé long tems à Paris, quoi qu'il y eût quatorze lieues de distance. Mais quand le Roi étoit à Fontainebleau, l'Eglise étoit fort grosse, à cause que tous les Reformez qui suivoient la Cour y alloient faire leurs exercices, & que le lieu n'étoit pas si éloigné, qu'ils ne pussent en un même jour s'acquitter des devoirs de la Religion

*Eglise de
Fontai-
nebleau.*

envers Dieu, & de ceux de la sujettion envers leur Prince. Les 1682.
 Catholiques avoient conçu depuis fort long tems une incroyable
 jalousie contre cet exercice : mais les égards qu'on avoit eus pour
 les personnes de qualité, & pour les gens d'affaires qui étoient
 obligez de suivre le Roi & le Conseil, avoient empêché qu'on
 n'écoutât sur ce sujet les murmures du Clergé. On n'aimoit pas
 alors qu'il y eût des gens sans exercice de Religion, & on croyoit
 que pour être bon sujet, il étoit nécessaire d'être bon Chrétien.
 C'est pourquoi la Cour demeurant quelquefois six semaines ou
 deux mois dans ce lieu, on ne vouloit pas que les Reformez qui
 la suivoient fussent si long tems sans exercices de piété. Mais la ^{Maxime}
 politique avoit changé, & le Clergé avoit reconnu que la ^{du Prin-}
 maxime du Prince de Condé, pere du dernier mort, étoit la meilleure, ^{ce de}
 savoir que pour *convertir les Huguenots*, le moyen le plus court ^{Condé,}
 étoit de leur ôter la commodité de prier Dieu, & de les priver ^{pour}
 du commerce de leurs Ministres. Il s'en étoit expliqué un jour ^{conver-}
 à la Duchesse de la Trimouille, après une dispute où cette He- ^{tir plus}
 roïne lui avoit fait connoître qu'elle entendoit parfaitement sa ^{aisément}
 Religion. Il l'accusa d'être opiniâtre, & lui conseilla, pour se ^{les Re-}
 defaire de ses entêtement, d'être seulement six mois sans aller ^{formez,}
 au Prêche, & sans parler à ses Ministres. Elle en faisoit l'histoi-
 re avec plaisir, & je l'ai entendue plus d'une fois de sa propre
 bouche. Cette maxime donc étoit maintenant bien établie : &
 par l'interdiction de tant d'Eglises, il y avoit plus de cent mille
 personnes dans le Royaume à qui on avoit ôté tous les moyens
 possibles d'assister aux exercices publics de leur Religion. C'est
 pourquoi on n'eut pas de peine à passer par dessus les égards ac-
 coutumez : & le Temple de Bois-le Roi fut condamné à être de-
 moli par arrêt du sixième de Juillet. Par trois autres arrêts le
 treizième du même mois, il fut défendu à Guischart de faire prê-
 cher dans sa maison de Peré : l'exercice fut interdit à Mochirs
 dans le Diocèse de Saintes : & à la Meslangere, terre appartenan-
 te à un Conseiller du Parlement de Rouën, sous prétexte qu'é-
 tant domicilié ailleurs à cause de sa Charge, il n'y faisoit pas sa
 principale demeure. C'est pourquoi il lui étoit défendu d'y fai-
 re prêcher, même en sa présence. Le vingtième l'exercice de
 Lorges fut supprimé, & le vingt-septième la démolition du Tem-
 ple de Civrai fut ordonnée. Le troisième du mois suivant Ville-
 fa-

1682. fagnan, Montguion & Montignac-Charante furent interdits. Le dixième le Temple de Châteaudun, que la faveur des Ducs de Longueville avoit toujours conservé, fut condamné à être démolí: & la même chose fut ordonnée le même jour pour le Temple de Carmaing, lieu nommé dans l'Edit même, comme le plus proche où il fut permis aux Reformez de faire leurs exercices dans les environs de Toulouse, comme je l'ai déjà remarqué. Le dix-septième l'exercice de St. Même fut condamné, & huit jours après celui de Lindois ou de la Sudrie. Le dernier du mois le Temple & l'exercice de Chateaugnaut, en Angoumois, furent traittez comme les autres. Le septième de Septembre, outre l'arrêt qui fut rendu contre les Reformez de Soyon, il y en eut encore deux contre ceux de St. Claude, & ceux de la Gautraye. Il ne fut point jugé de partages depuis ce jour-là jusqu'au vingt-sixième de Novembre, qu'il y eut quatre arrêts d'interdiction contre les Eglises de Montausier-Baigue, de Charmes, de Pierre Gourde, & de Fontaine sous Premont. Le septième de Decembre il fut rendu encore quatre arrêts semblables contre les Eglises de la Monzie, de Montbazillac, de Gardonne, & de Cours dans le Diocèse de Sarlat; & dans le même Diocèse on en condamna encore deux le quatorzième du même mois, savoir celles de Lanquais & de Badefou. J'ajouterai à ces arrêts celui qui fut rendu contre le droit du Marquis de Verac le troisième de Juin. Marillac avoit defendu à ce Seigneur de faire faire le Prêche ailleurs que dans une des salles de sa maison de Couhé, & plus d'une fois par jour. C'étoit une nouvelle chicane, imaginée pour ôter aux Reformez la commodité d'assister aux Prêches dans les fiefs où il ne pouvoit se trouver que trente personnes à la fois. Quand il s'y rangeoit un plus grand nombre de Reformez, on recommençoit le Prêche autant de fois qu'il étoit nécessaire, pour faire que chacun en eût sa part. On s'avisa donc de defendre aux Gentilshommes de faire prêcher plus d'une fois, afin qu'il y eût plus de gens privez de la consolation d'y assister. Le Marquis de Verac s'étoit signalé pendant les conversions de Marillac, & avoit extrêmement traversé les desseins de cet emporté: de sorte qu'il lui étoit odieux, & qu'il cherchoit à le mortifier. On dit qu'étant à Couhé, il assembla les habitans Reformez devant l'Eglise, & qu'étant monté sur quelque chose d'éle-

*Histoire
du Mar-
quis de
Verac.
CXXV.*

vé, il avoit dit à ce peuple que le Roi ne vouloit plus qu'une Religion dans son Royaume; qu'il les exhortoit à se faire Catholiques; & que le Marquis de Verac leur Seigneur, qui étoit là présent, leur en donnoit l'exemple, parce qu'il avoit promis de changer. Ce Marquis étonné de ce discours prit la place de l'Intendant, assûra le peuple qu'il se moquoit d'eux; que le Roi ne vouloit point leur ôter la liberté de conscience; que pour lui il n'avoit nul dessein de changer; qu'il n'avoit point promis de le faire; & qu'il les exhortoit à perséverer. Marillac pretendoit que c'étoit là un conte fait à plaisir; & quand il avoit quelque Poitevin en sa puissance, lors qu'il fut fait Intendant de la haute Normandie, il affectoit de le questionner sur quelques particularitez du recit qui en avoit été fait par l'Auteur des *derniers efforts de l'innocence affligée*: afin de s'inscrire en faux contre le fait, sous prétexte qu'il y avoit quelque inexactitude dans les circonstances. Mais son principal témoin étoit un mal-honnête homme, qui ayant cédé à la peur pendant le logement des troupes, étoit passé en Angleterre comme repentant: & qui en suite en étoit revenu volontairement pour se faire Catholique. Il témoignoit que Marillac n'avoit fait violence à personne; & disoit aussi pour lui plaire, que l'histoire de Couhé étoit controuvée: ce qu'il appuyoit de ce qu'on avoit débité que Marillac étoit monté sur les marches d'une Croix plantée dans la place; au lieu qu'il n'y avoit jamais eu là de Croix. J'ai eu néanmoins la curiosité de m'en informer à des gens du voisinage & du lieu même, qui à quelques circonstances près, m'ont attesté que la chose au fond étoit véritable. C'étoit par ressentiment donc que Marillac avoit voulu mortifier ce Seigneur, & qu'il avoit publié l'Ordonnance que je viens de rapporter. Le Marquis de Verac n'y defera point, & pendant une année entiere il fit prêcher dans sa maison comme il avoit accoutumé. Mais Marillac n'ayant perdu son credit qu'auprès des honnêtes gens, ne laissoit pas depuis sa revocation d'être fort considéré du Clergé & du Conseil de Conscience. Il fit donc rendre par leur moyen le troisieme de Juin un arrêt qui non seulement confirmoit son Ordonnance, mais qui même y ajoutoit un fâcheux article. Il y étoit défendu au Marquis de Verac de faire prêcher dans son château, ailleurs que dans une des salles de ses appartemens; de le faire plus d'u-

Reduction des exercices qui se pouvoient faire dans sa maison.

1682. ne fois le jour, & d'y recevoir d'autres gens que ceux de sa famille, & les habitans de sa Justice. Au reste ce Marquis se laissa de bienfaire, & quand la persecution se renouvela en Poitou, l'offre d'une Lieutenance de Roi dans la Province le degouta de sa Religion, & le rendit de zèle Reformé Catholique persecuteur.

Reduction du droit d'exercice à la Force.

Il n'y avoit rien au fond de plus injuste que l'Ordonnance ni que l'arrêt, parce qu'on n'y avoit point d'égard à la qualité de la Justice; qu'on y confondoit les droits que l'Edit avoit fort clairement distinguez, & qu'on y resserroit par des restrictions inouïes un privilege qu'il avoit accordé dans une pleine étendue. Mais cela se faisoit exprès pour ruiner ces droits de haute Justice, qui étoient la ressource des Eglises condamnées. C'est pourquoi on donna un semblable arrêt contre le droit que le Duc de la Force avoit de faire prêcher dans sa maison. Il y avoit trois ans qu'on avoit fait perdre à cette Eglise le droit de possession: mais elle s'étoit soutenue par le droit du fief, qui étoit sans contredit d'une qualité à recueillir tous ceux qui se presenteroient pour y faire leurs exercices. Il s'y trouvoit deux ou trois mille Reformez, qui s'assembloient dans la cour même du château, autour de laquelle il y a des arcades sous lesquelles on mettoit la chaire, & des bancs pour le Consistoire, & pour quelques personnes considerables. Il y avoit deux Ministres, dont l'un étoit aux gages du Duc, & l'autre étoit entretenu des contributions de l'Eglise. De sorte qu'on y avoit conservé un exercice qui faisoit de l'éclat, & qui causoit beaucoup de chagrin aux Ecclesiastiques. C'est pourquoi ils travaillerent à detruire ce bel établissement; & ils y réussirent par un arrêt du trentième de Novembre, qui reduisoit le Duc de la Force au même pied que le Marquis de Verac. La peine des contrevenans étoit de desobeissance pour le Seigneur, & d'interdiction pour le Ministre. Ces deux arrêts furent la loi qu'on observa depuis à l'égard de tous les droits de même nature, jusqu'à ce qu'on en eût fait une loi generale. Ainsi on reduisit aux mêmes termes le Seigneur de St. Jean de Vedas en Languedoc, où après la ruine de l'Eglise de Mompellier, les debris se rassembloient pour faire leurs devotions. L'arrêt fut rendu le quatorzième de Juin 1683. & le dixième de Juillet suivant on en rendit un pareil contre le Seigneur de

Traitement semblable fait à d'autres Seigneurs.

de Pignan dans le même voisinage. Le vingt-sixième du même 1682. mois il en fut donné un semblable contre Coulomb, Seigneur de St. Naufari, Diocèse de Montauban : & le dernier de Janvier 1684. on jugea la même chose contre Guillemain, & la Dame de Dompierre : & enfin le dixième de Juillet contre le Marquis de Theobon : ce que je rapporte ici tout d'une suite, pour être dispensé d'interrompre par le recit de ces faits particuliers l'histoire des autres années.

Mais quoi que ce grand nombre d'Eglises interdites dans le cours d'une seule année merite considération, ce n'est rien néanmoins en comparaison de trois arrêts donnez contre trois Eglises particulieres. Je commencerai par celui du treizième de Juillet, qui défendoit l'exercice dans les lieux de St. Amans & de la Bastide St. Amans, dependans du Diocèse de Lavaur. Un habitant de la Bastide St. Amans ayant changé de Religion, tâcha d'y engager sa fille ; & pour l'y porter la promit en mariage à un Catholique. Mais cette fille fut enlevée une nuit avec tant de secret, qu'on ne put avoir connoissance ni des ravisseurs, ni du lieu où elle avoit été conduite. Ce secret est une forte présomption que la fille consentoit à l'enlèvement. Une personne à qui on fait violence ne peut être enlevée de la maison de son pere, sans que ses cris & sa résistance donnent lieu de remarquer le nombre des ravisseurs, leur mine, la route qu'ils prennent ; & en effet c'étoit une fuite volontaire de cette fille, qui ayant eu quelque commerce de debauché, dont elle étoit prête de mettre les fruits au jour, feignit cet enlèvement, pour avoir le tems de se delivrer, & le moyen de cacher sa honte. Comme donc c'étoit un jeu concerté pour mettre à couvert l'honneur de cette friponne, le pere ne dit rien de cette prétendue violence, & il n'en auroit point été informé, sans le Curé de la Bastide St. Amans qui en prit le soin. Il porta sa plainte au Juge de Castres ; & sans se mettre en peine de ce qu'il disoit que les ravisseurs n'étoient pas connus, il ne laissa pas d'avancer avec une impudence incroyable, que cet enlèvement avoit été fait par quelques particuliers de la Religion prétendue Réformée, employez par ceux du Consistoire dudit lieu. Pour rendre la chose vraisemblable, il assûroit que cette fille avoit eu dessein de se convertir, & qu'elle avoit été plusieurs fois à l'Eglise pour entendre le Service divin.

1682. *divin.* Ce Juge ne conduisant pas l'affaire au gré du Curé ; elle fut portée au Conseil ; où par un arrêt rendu sans ouïr les parties, sans qu'il parût même qu'il y eût eu de requête présentée ; sur un simple énoncé que le Roi avoit été informé de l'affaire ; il étoit ordonné que les informations fussent portées au Greffe du Parlement de Toulouse, pour faire & parfaire le procès aux coupables : & cependant l'exercice étoit interdit dans les lieux de St. Amans, & de la Bastide St. Amans, jusqu'à ce qu'il en fût autrement disposé : à cause de quoi le Roi vouloit que les portes fussent incessamment murées. Ainsi parce qu'une fille avoit été, disoit-on, enlevée dans le lieu où l'une de ces Eglises étoit située, on avoit fait de ce crime une raison de les interdire toutes deux. On auroit pu avec la même justice en condamner d'autres, s'il avoit été commis aux environs quelque assassinat, ou quelque vol de grands chemins. Il est remarquable que St. Amans & la Bastide St. Amans étant deux lieux differens, separés par une riviere, appartenans à deux Seigneurs, n'ayant rien de commun que le voisinage, quand il y auroit eu de la justice à rendre le Consistoire de la Bastide St. Amans responsable de l'enlèvement prétendu de cette debauchée, il n'y avoit nulle apparence de raison à comprendre l'Eglise de St. Amans dans le même crime, & dans la même condamnation. Il n'y a point de loi qui autorise de faire porter la peine d'une mauvaise action à ceux qui n'y ont point d'autre part, que d'être voisins de ceux qu'on accuse de l'avoir faite.

Demolition du Temple de Bergerac.

Le Temple de Bergerac, l'un des plus anciens du Royaume, si on a égard au droit, & qui étoit si bien fondé, qu'on n'auroit pu l'ébranler par les chicanes ordinaires, fut néanmoins condamné à être démolé par un arrêt du Parlement de Thoulouse du mois de Septembre. Bergerac est dans le ressort du Parlement de Bourdeaux : mais quoi que ce Parlement se fût toujours piqué d'une sévérité extraordinaire dans les affaires de Religion, le Clergé crut qu'il y restoit encore plus d'honneur & d'équité que dans celui de Thoulouse. En effet quand l'affaire fut en état de juger, les Commissaires devant qui les temoins avoient été ouïs & recollez, ayant rapporté verbalement de certaines choses qui n'avoient pas été écrites, mais qu'ils ne voulurent pas tenir cachées, comme entre autres la confession d'un des temoins, qui re-

reconnut que le Curé lui avoit promis cent écus, pour l'obliger à 1682
deposer : le Rapporteur crut que le Bureau ne lui étoit pas fa-
vorable ; & comme il étoit à la devotion du Clergé, il feignit
d'être malade, pour interrompre son rapport, & pour faire ren-
voyer l'affaire à un autre jour. Ce delai donna le tems au Cler- ^{Impostu-}
gé d'obtenir au Conseil un arrêt d'évocation : mais comme il en ^{res du}
falloit avoir un pretexte specieux, il inventa tout ce que la plus ^{Clergé.}
lâche imposture est capable d'inspirer pour opprimer l'innocence.
Il avançoit donc mechamment & contre toute verité, que les ha-
bitans Reformez de Bergerac menaçoient de piller & de demolir
les maisons que les Conseillers du Parlement de Guyenne, qui au-
roient été d'avis d'abattre leur Temple, avoient dans leur ville ou aux
environs, d'empêcher que les Hollandois n'enlevassent leurs vins,
d'user même de violence contre la personne de ces Officiers ; &
de maltraiter les habitans Catholiques leurs concitoyens. Il ajouta
que les Conseillers Reformez, incorporez dans ce Parlement,
alloient de porte en porte solliciter pour la conservation de ce Tem-
ple. Cet exposé qui avoit aussi peu de vraisemblance que de ve-
rité, fit rendre un arrêt le quatrième d'Avril, par lequel le Roi
commettoit de Rys Intendant de Bourdeaux pour en informer,
& cependant ordonnoit qu'il fût sursis au jugement du procès.
Les informations furent seches & steriles ; & tout ce qu'on put
obtenir de la complaisance de l'Intendant, fut qu'il ramassât des
preuves telles quelles, que *quelqu'un des Conseillers de la Religion*
pretendue Reformée avoit sollicité ses confreres d'être favorables
au jugement du procès : & que les particuliers avoient menacé de
s'en vanger sur les Catholiques, de ne les assister point, & de ne les
faire point travailler. C'étoit là un fondement fort leger d'une évo- ^{Pour ob-}
cation, qui selon le Code nouveau ne devoit être accordée que pour ^{tenir une}
des causes graves & pertinentes : & au fond l'évocation ne reme- ^{évocation}
dioit point à ces pretendues menaces, qui pouvoient avoir le même ^{injuste.}
effet contre les Artisans & les pauvres Catholiques, soit que le
procès fût jugé au Parlement de Guyenne, soit qu'il fût renvoyé
à celui de Languedoc. Mais comme il falloit des Juges qui
n'eussent pas assez de pudeur pour rougir de faire une injustice
manifeste, on accorda l'évocation, & l'affaire fut renvoyée au
Parlement de Thoulouse par arrêt du vingt-deuxième de Juin.
Il ne fut signifié à Vernajou Ministre de Bergerac que le vingt-

1682. septième de Juillet ; & cependant en six semaines de tous l'affaire fut expédiée. Au fond jamais procès n'avoit été entrepris sur des raisons si legeres. On accusoit l'un des Ministres de Bergerac d'avoir benit le mariage d'un nommé Lagouste, qu'on disoit Catholique, avec une femme Reformée : mais ce mariage avoit été célébré avant l'enregistrement de la Declaration publiée sur ces mariages mêlez : & d'ailleurs ce Lagouste âgé d'environ trente ans avoit été à la verité batisé à l'Eglise Romaine en 1650. mais il avoit été élevé par sa mere dans la Religion Reformée, & il en avoit toujours fait profession dès son enfance. On l'accusoit encore d'avoir batisé un enfant dont le pere étoit Catholique : mais le pere l'ayant présenté lui même, le Ministre étoit à cet égard évidemment dans une bonne foi qui le mettoit à couvert de tout reproche : & d'ailleurs ce Batême ayant été célébré avant la Declaration qui defendoit aux Ministres de recevoir les Catholiques à la profession de la Religion Reformée, il étoit manifeste que comme alors un Ministre auroit pu impunément recevoir le pere même à faire abjuration de la Religion Romaine, il avoit pu à plus forte raison donner le Batême à l'enfant d'un Catholique qui lui étoit présenté par son propre pere. On l'accusoit encore d'avoir souffert dans le Temple un nommé Lenthac, après qu'il eut abjuré la Religion Reformée : mais ce Lenthac avoit pu se glisser entre sept ou huit mille personnes qui composoient l'Assemblée, sans qu'on pût dire qu'il y eût de la connivence de la part du Ministre, & d'ailleurs la Declaration ne defendoit pas de souffrir qu'ils vinssent par curiosité écouter un Prêche, mais de leur permettre de faire encore une fois profession de la Religion qu'ils avoient quittée. Enfin on pretendoit qu'un nommé Cosme avoit été reçu à faire abjuration de la Religion Catholique, depuis la Declaration de 1680. Mais il n'y en avoit point d'autres preuves que le procès verbal du Bailli, qui attestoit que ce Cosme agonisant avoit confessé le fait. Or il étoit certain que ce malheureux n'eut point l'usage de sa raison pendant toute son agonie : & que Chamillat Assesseur du Senechal, plus scrupuleux que le Bailli, le voyant dans cet état, avoit refusé de recevoir sa confession. C'est pourquoi on y ajoutoit le temoignage de quelques Catholiques, qui deposoit qu'ils avoient oui dire la même chose à Cosme pendant sa santé : mais ils varioient
entre

*Foibles
raisons
contre
l'Eglise.*

entre eux sur toutes les circonstances, & principalement sur celles du lieu & du tems de cette abjuration : quelques-uns disant qu'elle avoit été faite non à Bergerac, mais à Mucidan, sept ans avant sa mort, c'est-à-dire long tems avant la Declaration qui ôtoit la liberté de conscience aux Catholiques. Cependant on condamna sur ces raisons l'Eglise à perdre son Temple & son droit. Ce fut l'injustice perpetuelle de ces jugemens, que dans des affaires où le fait étant supposé criminel, & les preuves bien claires & bien solides, il n'y avoit que les Ministres seuls, ou tout au plus que les Consistoires qui fussent coupables, on en faisoit porter néanmoins la peine à tout le Troupeau. Une partie des debris de cette Eglise se recueilloit à la Force, une autre se rendoit à la Monzie, un autre ailleurs, selon la commodité des particuliers. Ce fut la raison pourquoi ces Eglises, dont le droit étoit hors d'atteinte, furent traitées de la maniere que je l'ai rapporté. On vouloit qu'un grand peuple demeurât sans exercice de Religion, afin que le cœur ne se pouvant passer d'en avoir quelqu'une, il fût comme forcé d'embrasser la Religion Romaine, par l'impossibilité d'en exercer une meilleure;

Les Eglises de Nîmes & d'Uzès furent attaquées sous les mêmes prétextes. On disoit qu'à Nîmes une servante Catholique, native de Beaucaire, avoit fait la Cene, qu'elle avoit reçue de la main de Peyrol, un des Ministres; & qu'à Uzès des femmes Catholiques avoient assisté quelquefois aux predications des Reformez. Mais ces affaires ne firent que naître cette année; & on n'osa pas les pousser, de peur que le peuple ne fût pas aussi docile que celui de Bergerac. Il n'en fut pas de même de Montpellier. On ne craignit point d'y pousser à bout les Reformez, accoutumés depuis long tems à porter le joug, & gourmandez par une bonne citadelle. Je ferai en abrégé le recit des moyens dont on se servit, pour y ruiner l'Eglise. Un Ministre nommé Paulet, qui l'avoit servie quelques années, & qu'on accusa de quelques irrégularitez dans sa conduite, changea de Religion pour se tirer d'affaires; & pour avoir une pension, & il acheta une charge de Conseiller au Presidial de cette ville. Sa femme & une de ses filles, nommée Isabeau, ne voulurent jamais l'imiter. Cette fille, âgée de dix ou onze ans, fut enlevée par le Prevôt, & conduite dans un Couvent que la Marquise de Portès avoit fondé

Condam-
nation du
Temple
de Mon-
pellier.

1682. fondé dans le chateau de Teirargues, qui lui appartenoit. On l'y retint depuis le vingtième d'Avril 1674. jusqu'à pareil jour de l'année suivante, sans pouvoir la faire changer de Religion; & alors on la renvoya chez ses parens. Cinq ans après, quoi qu'elle eût toujours persisté dans les mêmes sentimens, le dixième de Janvier elle fut enfermée encore une fois; & mise à Mompellier dans le Couvent des filles qu'on appelle de St. Charles. Elle n'y demeura qu'un mois, après quoi elle fut remise en liberté; & continua de faire profession de la Religion Reformée. Ce fut de son nom qu'on se servit pour détruire l'Eglise de Mompellier. On supposa qu'ayant changé autrefois de Religion, elle étoit *Relaps*, & que par conséquent elle n'avoit pas dû être soufferte dans le Temple. On ne pouvoit pas prouver ce prétendu changement par des preuves véritables; mais le zèle du Clergé y suppléa: on en fabriqua de fausses. Charles Marfan, parfait scelerat, qui avoit été Moine Recollet; qui en 1643. las du froc avoit embrassé la Religion Reformée, & s'étoit marié; qui en 1663. las du mariage étoit retourné à la Religion Romaine, à condition d'avoir dispensé de ses vœux, & de demeurer dans l'Ordre de Prêtrise, fut fait Directeur & Confesseur des Religieuses de Teirargues; & il y étoit dans le tems qu'Isabeau Paulet y avoit été enfermée. Il contrefit ou fit contrefaire deux actes relatifs, dont l'un daté du deuxième de Janvier 1675. étoit fait en forme de procès verbal, signé par un Juge du Pont St. Esprit, qui témoignoit que cette fille avoit fait declaration de vouloir embrasser la Religion Catholique: l'autre daté du dixième de Mars suivant, étoit une abjuration en forme. On prétendoit que cette abjuration avoit été signifiée au Ministre du Bordieu, homme de grand mérite, celebre dans sa Province, estimé dans tout le Royaume. Mais soit que l'acte de signification fût aussi faux que les deux autres, soit qu'en effet il n'y en eût ni de faux ni de véritable, cette fille avoit reçu la Cène de la main d'un autre Ministre. Ces actes ayant été portez directement à Thoulouse, le Parlement commença par un decret de prise de corps contre le Ministre & contre la fille. Environ ce tems-là, les Etats de la Province étant assemblez à Mompellier, les Prelats qui étoient assurés de leur coup, en parloient comme d'un mal qui ne se pouvoit éviter; & menaçoient les Reformez, qu'ils honoroient du
nom

Faux
actes fa-
briqués.

nom de *rebelles*, que le Roi enverroit dix mille hommes pour les mettre à la raison. Les affaires suscitées en même tems aux trois plus puissantes Eglises de la Province, sous des pretextes à peu près semblables, & ces menaces du Clergé alarmerent extraordinairement les Reformez; & firent prendre à ceux de Montpellier la résolution de refuser le Parlement de Toulouse. Ils en dressèrent un acte fort bien digéré, où après avoir supplié respectueusement ce Senat de ne prendre point connoissance des affaires de leurs Temples, ils protestoient de nullité des arrêts qui seroient surpris contre eux. Cet acte ayant été mis dès le Dimanche quinziesme de Novembre entre les mains d'un Huissier, ^{Arrêt par défaut.} pour le signifier au Procureur General, cet Huissier attendit par collusion à six heures du soir du lendemain à faire son exploit: de sorte que dès le matin du même jour, il fut rendu un arrêt par défaut qui ordonnoit la demolition du Temple dans quinze jours, & cependant interdisoit l'exercice. Il fut signifié; & malgré la protestation du Consistoire le Temple fut fermé. Cependant on presenta au Duc de Noailles, Lieutenant de Roi, une fort belle requête, où on exposoit en termes qui ne sortoient point du respect les maux que les Reformez souffroient tous les jours, par le nombre infini de Declarations & d'arrêts que le Clergé avoit surpris à leur prejudice; la justice de l'Edit de Nantes & sa perpetuité; leur fidelité au service du Roi; l'innocence de leur Religion; & leur resolution d'y perseverer jusques à la mort: après quoi on demandoit le retablissement des droits dont ils avoient été depouillez, & une équitable observation de l'Edit de Nantes. En même tems les habitans deuterent à la Cour Plauchut, homme de consideration à Montpellier, pour presenter au Roi une requête fort soumise & fort touchante: mais au lieu de l'écouter, on le fit mettre en prison. Pour empêcher l'effet de l'arrêt de défaut, Nabeau Paulet alla au même tems se rendre volontairement prisonniere, & envoya les certificats de son écrou au Consistoire. Il sembloit après cela que le moins qu'on pouvoit pretendre étoit une surseance à l'exécution de cet arrêt de défaut, jusqu'à ce que la cause eût été contradictoirement instruite & jugée. Mais le Duc de Noailles, en vertu de quelques ordres qu'il disoit avoir reçus de la Cour, ^{Exécusé par les ordres de la Cour.} sans attendre même la fin du delai donné par l'arrêt, fit mettre sous les armes quelques

1682. ques troupes qui passaient par Montpellier, & fit abattre le Temple.

*Raisons
de favo-
rifer cette
injustice.*

Tout ce qui se fit dans cette rencontre fut si irregulier, si injuste, si precipité, qu'il seroit impossible de deviner comment un Conseil plein de personnes éclairées avoit pu souffrir qu'on exerçât de semblables injustices sous le nom du Roi, si on ne faisoit reflexion qu'il avoit tiré du Clergé cette année une marque de complaisance qui demandoit une reconnoissance extraordinaire. On avoit fait assembler un petit nombre de Prelats qui s'étoient trouvez à Paris, où l'amour des delices & de la vanité les arrêtoit bien plutôt que le zèle de la Religion: & le Roi les avoit obligez à lui ceder de certains droits touchant la Regale, & à decider quatre propositions touchant l'autorité du Pape & l'indépendance des Rois, d'une maniere qui devoit extremement offenser la Cour de Rome. L'Assemblée étoit irreguliere, & ses decisions bien hardies. Les Prelats y avoient formellement abjuré la doctrine de leurs predecesseurs, appuyée si hautement aux derniers Etats de Paris par le Cardinal du Perron en 1615. & ils avoient même parlé contre leur conscience, puis qu'ils n'ont point eu honte de s'en dedire depuis peu, en faveur d'Innocent XII. Comme ils se portoit donc, en faveur des droits du Roi, à une prevarication inexcusable, il étoit necessaire que par forme de compensation, le Conseil abusant du nom du Roi fit en leur faveur quelque injustice éclatante. L'Eglise de Montpellier fut une des victimes sacrifiées à la complaisance de ces indignes Prelats; & comme il seroit bien malaisé de trouver l'exemple d'une lâcheté plus honteuse, que celle de cette Assemblée d'Evêques & d'Abbez Courtisans, on ne voulut pas aussi qu'il manquât rien à l'injuste recompense qu'on leur en donna. De sorte qu'entre les gens à qui le Roi donnoit la direction de ses affaires d'un côté, & ces lâches Prelats de l'autre, il se fit un commerce d'iniquité, où les uns trahirent leur Religion; & les autres, opprimerent l'innocence à decouvert, & violerent sans pudeur la loi des Edits, & la justice naturelle.

*Suite du
procès.*

Afin donc qu'on ne pût dire qu'on n'avoit fait l'injustice qu'à demi, on continua le procès après la demolition du Temple: comme si après le supplice de quelque malheureux condamné à perdre la vie, il étoit tems de faire de nouvelles procedures, pour

pour faire voir que sa condamnation étoit légitime. Le prétexte 1682.
fut qu'il falloit faire le procès à la Demoiselle prisonnière, afin
de voir si elle étoit au cas des Déclarations. On y procéda com-
me dans l'affaire du Temple, sans garder ni droit, ni formali-
té; mais ce qu'il y eut de remarquable, & qui auroit dû decon-
certier des Juges à qui il seroit resté quelque sentiment d'honneur,
fut que cette fille soutint avec une incroyable fermeté que jamais
elle n'avoit signé les actes qui étoient produits par ses parties, &
s'inscrivit en faux contre ces deux pieces. On voulut parer le
coup, qui étoit terrassant; mais malgré tout ce que la cléricane
put inspirer, il fallut recevoir l'acte qui fut signifié au Procureur
General; & procéder à la vérification. La fille vouloit prouver
que dans le tems dont ces actes portoient la date elle ne sa-
voit même pas écrire; & qu'elle n'avoit appris que depuis qu'elle
étoit sortie du Couvent de Teirargues. Mais on n'avoit pas
assez d'équité pour la recevoir à la preuve d'un fait si décisif: &
on refusa celle de tous les autres moyens de faux qu'elle pouvoit
alléguer. Au contraire on permit à ses parties de prouver la vé-
rité de leurs actes par témoins; & on leur fit l'honneur de rece-
voir même leur témoignage dans leur propre cause. Les autres
témoins étoient ou des Religieuses de Teirargues, ou des do-
mestiques & des Fermiers de la Marquise de Portes, qui étoit
la partie secrète dans ce procès: & entre autres deux scelerats,
tous deux decretez pour leurs crimes, & l'un condamné aux ga-
leres par défaut. Comme on les obligeoit à déposer un fait dont
ils ne savoient rien, on ne voulut pas leur faire commettre cette
fausseté gratuitement; & on leur accorda pour récompense l'im-
punité de leurs crimes précédens. Mais il y avoit tant de con-
tradictions dans leurs témoignages, tant d'absurditez, tant de
preuves de fausseté, outre les reproches de Droit qui étoient al-
leguez contre eux, qu'il fallut y joindre une espece de vérifica-
tion d'écritures. Selon l'ordre il falloit appeller des Maîtres Ju-
rez, dont il y a un grand nombre dans une ville comme Thou-
louse; mais comme ces Jurez se piquent ordinairement d'hon-
neur, & ne veulent pas commettre une fausseté en jugeant des
actes qu'ils examinent, on fit faire cette vérification par deux
Procureurs, qui avoient ou assez fait, ou assez défendu de fauf-
setez eux mêmes, pour ne se faire pas un scrupule d'en commet-

*Verifica-
tion des
signatu-
res.*

1682. tre une nouvelle en faveur de leur Religion. Cependant ils n'osèrent déclarer que les signatures fussent semblables à celles d'Isabeau Paulet, dont on leur produisoit un grand nombre d'une vérité reconnue, & dont elle avoit fait plusieurs en présence même de l'Evêque de Mompellier. Ils se contenterent de dire qu'il y avoit cinq lettres dans les unes qui ressembloient à celles des autres : & parce qu'il s'ensuivoit de là que la même ressemblance manquoit encore au plus grand nombre, ils ajoutèrent qu'en signant les actes en question il falloit qu'elle eût déguisé son écriture. •

*Condamnation
d'Isabeau
Paulet.*

Sur ces dépositions & ces procès verbaux, le Parlement déclara cette jeune fille atteinte & convaincue du crime de *Relaps* : la condamna aux peines portées par les Déclarations ; & confirma l'interdiction de l'Eglise de Mompellier. Sur quoi je ne dois pas oublier qu'il étoit prouvé démonstrativement, qu'elle n'avoit pas encore douze ans accomplis dans le tems où on disoit qu'elle avoit signé ces deux actes. De sorte que quand même il auroit été vrai que les signatures auroient été faites de sa main, elles ne devoient point tirer à conséquence, parce que selon les termes exprés de l'article 39. de la Déclaration de 1669. qui subsistoit encore alors, il n'étoit pas permis de faire faire un choix de Religion avant cet âge. L'abjuration donc étoit nulle ; & par conséquent n'avoit dû empêcher ni cette fille de revenir à la Religion Reformée, ni l'Eglise de Mompellier de la recevoir. D'ailleurs quand ces inégalitez auroient dû assujettir cette fille aux peines des Déclarations, elles ne pouvoient légitimement être alleguées contre l'Eglise qui l'avoit reçue, parce que tout cela s'étoit passé long tems avant la Déclaration qui défendoit de recevoir les Catholiques ou les *Relaps* dans les Temples, à peine d'interdiction du droit d'exercice. Mais on n'eut égard à rien de cela : cependant comme cette Demoiselle portoit la constance à un degré qui faisoit peur à ses Juges, résolue à subir l'amende honorable, le bannissement, & toutes les suites de ces rigueurs, on craignit que si elle étoit une fois hors du pouvoir du Parlement, elle ne fit une histoire de son procès qui couvrir ses persecuteurs de honte. On s'avisa d'une ruse qui mit sa patience à bout. On obtint du Roi un ordre qui convertissoit sa peine en une prison perpétuelle. Jamais on n'avoit entendu parler que les Rois aggravaient

*Artifice
qui met
sa patience
à bout.*

vassent la peine des condamnés. Le caractère de la grandeur royale est de conserver, de soulager, de faire grace. Quand un Prince agit librement, jamais la bienséance de son rang ne lui permet de faire souffrir personne. Quand il s'agit même de la punition des criminels, ce n'est pas lui qui l'ordonne : mais seulement il laisse faire les loix ; ou quand il touche aux jugemens de ceux qui en sont les exécuteurs, ce n'est que pour les modérer. Changer une peine affreuse en un supplice plus doux ; convertir la peine de mort en bannissement ; substituer les amendes modiques à la confiscation des biens ; & faire d'autres changemens semblables, c'est une clemence digne d'un Roi, qui répond bien à son nom, & qui fait honneur à sa puissance. Mais que dans une occasion où la loy est observée, où on a suivi la rigueur de ses dispositions, un Roi encherisse sur la peine, & en ordonne une plus severe, c'est ce qui n'est pas convenable aux personnes de ce haut rang ; & ce qu'on ne leur a jamais laissé faire, quand on a eu soin de leur gloire. Cependant ici sans nécessité le Roi aggravoit la peine de cette prétendue criminelle, sous prétexte de l'adoucir. La prison perpétuelle est sans comparaison plus dure & plus fâcheuse, que l'amende honorable & le bannissement. Elle n'en ôte point l'infamie, puis qu'étant ordonnée par forme de grâce, elle suppose que la personne condamnée en avoit justement mérité la honte ; & d'ailleurs elle ôte au coupable sa liberté, seul bien que la première condamnation lui laissoit encore. C'est pourquoi les ennemis du Surintendant Fouquet firent convertir en prison perpétuelle le bannissement à quoi ses Juges l'avoient condamné, comme trouvant leur passion plus satisfaite par cette longue peine, qui en lui ôtant la liberté, lui ôtoit aussi l'espérance ou de rétablir un jour sa fortune, ou d'en faire une nouvelle, que par ce jugement qui lui laissoit l'une & l'autre. Il n'y a rien qui ressemble mieux à la mort qu'une perpétuelle clôture. Une prison d'où on ne peut sortir ne diffère presque pas d'un tombeau : & si on examine la chose équitablement, une captivité qui ne finit point seroit plus proprement nommée une mort civile que le bannissement. Cette fille donc perdit courage, quand elle fut la cruelle grâce qu'on lui vouloit faire ; & les poursuites d'un jeune Catholique bien fait, à qui on avoit permis de la visiter dans la prison, pour la gagner par des promesses de mariage,

*Compara-
raison de
la prison
perpe-
tuelle au
bannisse-
ment.*

1682. commencerent à lui plaire. Elle les regarda comme un moyen de rompre ses chaînes.

*Isabeau
Paulet
succombe
& se de-
dit.*

Aussi-tôt qu'elle parut ébranlée, on mit en usage les caresses, les offres, les flateries; on lui fit espérer une somme d'argent comptant; une bonne pension, un mariage avantageux, & on la fit résoudre à se délivrer par ce moyen de la frayeur d'une perpétuelle prison. Aussi-tôt qu'elle eut pris ce honteux party, on l'obligea de présenter au Roi un placet où elle demandoit grace du crime de *Relaps*; & le Roi lui en accorda des lettres. On lui dicta la matière de ce placet, où on lui faisoit confesser tout ce qu'elle avoit nié fort constamment durant le cours du procès. Avant que de se rendre prisonnière, elle avoit écrit un ample recit de ce qui lui étoit arrivé depuis qu'elle avoit été mise dans le Couvent de Teirargues. Toutes les circonstances de sa vie étoient rapportées dans cette narration avec une extrême netteté, & comme rien ne se dementoit dans toute la piece, elle portoit des caractères naturels de sa vérité. D'ailleurs elle avoit fait cet écrit dans le tems qu'elle étoit libre; qu'on ne pouvoit presumer qu'elle y eût été induite par quelque contrainte; qu'elle se proposoit d'aller se rendre prisonnière: de sorte qu'il falloit regarder cet écrit comme une protestation contre tout ce que la violence ou la surprise pouvoit lui faire faire, dans le tems qu'elle ne seroit plus maîtresse d'elle-même. Cependant le placet qu'elle dressa pendant qu'elle étoit encore prisonnière, & qui portoit toutes les marques d'un acte forcé, passa pour une preuve authentique de la vérité des accusations qu'on avoit faites contre elle; & le premier écrit passa pour une production de sa complaisance pour les Ministres. On faisoit valoir pour maxime dans cette sorte d'affaires, que les choses les mieux prouvées qui favorisoient la Religion Reformée étoient des faussetez; & que les impostures les plus grossieres qui servoient au progrès de la Religion Romaine, devenoient par cet usage des veritez évidentes. Après cela donc la condamnation de l'Eglise de Mompel-lier fut regardée comme legitime; & il lui fut impossible de s'en

*Traite-
ment fait
aux Mi-
nistres de
Mompel-
lier.*

relever. Au contraire comme si la desolation de tant de milliers de familles qui demeuroient sans Temple, sans exercices, sans assemblées, n'avoit pas été assez funeste, on ordonna aux Ministres de sortir de la ville. On leur fit signifier sur ce sujet deux arrêts,

arrêts, l'un du Conseil, & l'autre du Parlement de Thoulouse, 1682, comme si pour les faire obeir on avoit été obligé d'armer contre eux la main du Roi, & celle de la Justice. On les avoit envoyez prisonniers dans la citadelle, aussi-tôt après que l'arrêt de défaut leur avoit été signifié, & on ne les élargit après dix-huit jours de detention, que pour les envoyer dans une espeece d'exil, qui leur ôtoit tout commerce avec leur Troupeau.

Ces exemples font connoître que la Declaration de 1680. avoit été publiée exprès pour donner lieu à de semblables injustices, & que ce n'étoit pas par hasard & sans y penser qu'on y avoit inséré des façons de parler captieuses & équivoques. Le Conseil ^{*Requête contre la Declaration de 1680. rejetée*} vouloit bien qu'on en abusât. C'est pourquoi le Deputé General ayant présenté une requête vers le commencement de Fevrier, où on remontoit les inconveniens de ces expressions ambiguës, & on demandoit la revocation, ou du moins une interpretation de cette loi, qui ne fût plus sujette aux mêmes difficultez, le Conseil n'y eut point d'égard; & le rapport en ayant été fait le vingt-troisième de Mars, le Roi declara qu'il n'y vouloit rien changer. Comme ce refus avertissoit tous les Catholiques de profiter de l'équivoque, ils n'y manquerent pas. Ils s'en prevalurent pour detruire l'Eglise de Milhau, qui fut attaquée le troisième de Septembre. On se servit de trois pretextes pour la ruiner: qu'on avoit reçu un batard dans le Temple, quoi qu'il eût été baptisé dans l'Eglise Romaine, aussi bien qu'une sœur aînée, qui avoit été soufferte dans le Temple comme lui: qu'on y avoit reçu deux filles d'un Gentilhomme Verrier, qui étoit Catholique; & enfin qu'on avoit chanté des Pseaumes dans un batteau en allant au Prêche. Ce batard & sa sœur avoient été élevez dans la Religion Reformée dès leur tendre enfance, & il y avoit trente cinq ou quarante ans pour le moins qu'ils n'avoient fait aucun acte de la Religion Catholique: de sorte qu'ils étoient absolument hors du cas de toutes les Declarations. Ces deux filles âgées de vingt-trois ou vingt-quatre ans, avoient été nourries par leur mere dans la Religion Reformée, dont elle faisoit profession; & il y avoit treize ou quatorze ans pour le moins qu'elles y perseveroient. Le chant des Pseaumes n'emportoit pas la peine d'interdiction, suivant les arrêts: mais le tout ensemble fut trouvé suffisant pour detruire cette Eglise; dont Pierre Testas son

1682. son Ministre, homme d'une grande sagesse, d'une piété sincère, & d'une fort bonne vie fut obligé en même tems de se retirer.

*Declara-
tion sur
le sujet
des ba-
tards.
CXXVI.*

Comme je viens de parler des batards, je rendrai compte du fondement que cette injustice avoit eu. Le Parlement de Toulouse avoit donné sur ce sujet un arrêt que j'ai rapporté: mais comme il ne pouvoit avoir de vertu que dans son ressort, le Conseil y pourvut par une Declaration generale, donnée le trente & unième de Janvier. Elle portoit que tous les enfans batards de la Religion Reformée, de quelque sexe, de quelque âge, & de quelque qualité qu'ils fussent, seroient instruits & élevez à la Religion Catholique, avec defenses aux Ministres, aux Anciens & à tous autres d'y apporter empêchement, à peine de quatre mille livres d'amende, & d'autre arbitraire. Le principal motif de ce reglement étoit qu'il n'y avoit personne que le Roi, qui pût exercer sur ces enfans une puissance legitime. Cette maxime est très-fausse; puis que le vice de leur naissance ne pouvoit empêcher qu'ils ne fussent sujets à la puissance de ceux qui les avoient engendrez; que s'ils étoient avouez par leurs peres, ils demeuroient par là sujets à la puissance paternelle; que si le pere étoit douteux ou inconnu, ils étoient par le Droit naturel soumis à leur mere, qui ordinairement ne pouvoit être inconnue; que par les loix civiles même & par la pratique universelle, les peres connus étoient condamnez à la nourriture & à l'entretien de ces enfans; & qu'au defaut des peres les meres en demeuroient naturellement chargées. La chose n'étoit pas égale entre les enfans batards & exposez, & ceux qui étoient simplement batards. Les premiers étant abandonnez de tout le monde, même de pere & de mere, leur Religion sembloit aussi douteuse que leur naissance; & on pouvoit pretendre avec un peu de couleur que le Roi étant, comme pere commun, chargé de leur nourriture, avoit droit de les élever dans la Religion dominante. Mais les autres étant au moins avouez par l'une des parties, il est évident qu'ils demeuroient sous sa puissance, & par conséquent ils devoient suivre sa Religion. La clause de cette Declaration qui regardoit l'âge des batards, étoit encore plus odieuse que cette maxime. Le Roi vouloit qu'on les élevât à la Religion Romaine de quelque âge qu'ils fussent: ce qui sembloit condamner à chan-

changer de sentimens, ceux qui avoient toute leur vie fait profes- 1682.
sion de la Religion Reformée. A la verité le bon sens ne per-
mettoit pas d'étendre à des gens qui avoient passé l'âge qui con-
vient à l'éducation, & même celui de la majorité, une loi qui
parloit d'*instruire* & d'*élever*; mais on savoit par mille tristes
expériences, que le Clergé affectoit les termes équivoques pour
en profiter; & que comme il regardoit des Declarations & des
arrêts plutôt comme des pièges, que comme des loix, il se
servoit exprès de ces expressions douteuses, pour surprendre les
Reformez plus facilement. En effet en plusieurs lieux on atta-
qua les Eglises comme ayant reçu dans les Temples des gens
âgés de soixante, & même de soixante & quinze ans, qui
avoient été depuis leur naissance toujours attachez à la Religion
Reformée. La seule qualité de *batards* suffisoit pour faire con-
damner l'exercice; parce que la Declaration, sans faire distin-
ction de l'âge, vouloit qu'ils fussent Catholiques. La clause d'*au-
tre* peine *arbitraire* étoit encore terrible: & dans un tems où
l'interdiction d'une Eglise dependoit de la moindre bagatelle, on
voyoit bien que ces termes generaux livroient les Reformez sans
reserve à la discretion de leurs ennemis. Aussi cette Declara-
tion eut-elle bien de la peine à passer; & malgré la servitude des
Parlemens, qui n'osoient plus ordonner de remontrances quand
on leur envoyoit des Edits à enregitrer, celui de Paris fût deux
mois & demi avant que d'en faire l'enregistrement, qui ne fut
fait enfin que le treizième d'Avril.

Le Clergé avoit bien compris que ses avantages seroient im-
parfaits, si après avoir interdit l'exercice dans quelque lieu, on
laissoit au Troupeau desolé la conversation des Ministres, qui
par leurs visites & leurs exhortations, pouvoient entretenir dans
les cœurs le zèle de la Religion, & l'amour de la verité. C'est
pourquoi il fit rendre un arrêt le treizième de Juillet qui faisoit
defenses aux Ministres & Proposans de demeurer, ou de venir
deformais s'habituer dans les lieux où l'exercice auroit été inter-
dit, à peine de desobeissance, de trois mille livres d'amende,
d'interdiction perpetuelle de leurs fonctions dans le Royaume,
& d'être procedé contre eux extraordinairement. Le pretexte
étoit que les Ministres qui avoient servi ces Eglises interdites con-
tinuoient d'y faire leur residence; & que même les Consistoires

Ministres
& Pro-
posans
privez de
la liberté
de de-
meurer
dans les
lieux où
l'exercice
avoit été
interdit.
CXXVII.

1682. y en envoyoit secrettement, pour y faire des Assemblées clandestines, & pour empêcher les conversions. On les accusoit aussi de faire des impositions secrètes sur les particuliers, pour tirer d'eux des moyens de subsister. Quoi qu'il ne fût point parlé des Proposans dans les motifs de l'arrêt, ils étoient compris néanmoins dans les défenses. La raison de cela est que depuis quelques années, on avoit pris la résolution d'envoyer des Proposans dans les Eglises destituées de Ministres, afin que dans l'intervalle des Synodes les Troupeaux ne demeuraissent pas privez des predications ordinaires. On examinoit ces Proposans dans les Consistoires des Eglises où il y avoit plusieurs Ministres; afin qu'on ne fût pas obligé d'appeler des Ministres voisins: & quand on étoit satisfait de leurs réponses, on les autorisoit de prêcher dans les lieux où ils seroient appelez; mais on ne leur donnoit ni l'imposition des mains, ni le pouvoir d'administrer les Sacremens. Cette institution ne fut pas infructueuse, & fut cause que les Catholiques perdirent un des principaux fruits qu'ils avoient espéré de la nomination d'un Commissaire de leur Religion, pour assister aux Colloques & aux Synodes. Ils s'étoient proposez de chicaner sur la vocation de tous les Ministres, afin de laisser long tems les Eglises dans la destitution: mais comme les Proposans suppleoient au défaut des Ministres, ces chicanes devinrent entièrement inutiles. Au reste ces défenses violoient ouvertement une des plus claires concessions de l'Edit, qui accordoit sans réserve à tous les Reformez la liberté d'habiter par tout le Royaume.

Assemblée interdites s'il n'y a un Ministre présent.

CXXVIII.

Mais il restoit encore aux Eglises une ressource contre les chicanes du Clergé. Lors que leurs Ministres étoient ou decretez, ou prisonniers, ou interdits, ou exilez, ou empêchez de faire leurs fonctions par quelque autre raison, les Eglises dont le droit n'avoit pas encore reçu d'atteinte s'assembloient au lieu ordinaire, & quelqu'un faisant la lecture de quelques chapitres du Vieux ou du Nouveau Testament, & les prières accoutumées, avec le chant des Pseaumes, il se trouvoit que tous les exercices y étoient remplis, excepté la predication, malgré l'absence du Ministre. Cela faisoit perdre au Clergé l'effet des procès personnels qu'il suscitoit aux Pasteurs, puis qu'il n'empêchoit pas les Eglises de s'assembler. Il y voulut pourvoir; & il obtint une Declaration le trentième d'Août, par laquelle il étoit défendu aux Reformez de

de s'assembler sous pretexte de prieres publiques, lectures, & autres actes d'exercice de leur Religion; même dans les lieux où l'exercice étoit permis, sinon dans les Temples, & en presence du Ministre qui leur auroit été donné par le Synode, ou choisi dans un Colloque tenu exprès par la permission du Roi. La peine des contrevenans étoit de desobeissance, de trois mille livres d'amende, de punition corporelle : & sur tout de l'interdiction de l'exercice dans le lieu où ces Assemblées auroient été faites. On ne donnoit plus de Declaration ni d'arrêt où cette clause ne fût employée, afin d'avoir plus de pretextes de ruiner les Eglises. On alloit chercher les motifs de cette Declaration dans des arrêts rendus en 1637. & 1638. & pour colorer l'injustice manifeste qu'il y avoit à priver tant de familles chrétiennes de la liberté de s'assembler pour prier Dieu, même dans les lieux où cela leur étoit permis par les Edits, on citoit la permission accordée par l'article seizième de la Declaration de 1669. de tenir des Colloques dans l'intervalle des Synodes, afin que les Reformez ne fussent pas long tems sans exercice. Quoi que dans les motifs de la Declaration il fût presuppôté que ces Assemblées faites en l'absence des Ministres ne se tenoient que dans les Temples, néanmoins dans le dispositif on renouvelloit les defenses de les faire ailleurs, comme si on avoit voulu insinuer qu'il s'en tenoit dans d'autres lieux. Mais c'étoit un artifice pour faire un crime aux Reformez, de ce que dans les lieux où le Temple ne pouvoit contenir le peuple des Eglises interdites dans le voisinage, une partie demouroit aux portes, ou dans les places d'où on pouvoit entendre la voix du Predicateur, & se joindre aux autres pour le chant des Pseaumes. Il y eut souvent des informations contre ces Assemblées; & souvent les zélés ministres de la passion du Clergé voulurent contraindre les derniers venus, qui ne pouvoient trouver place dans le Temple, à s'en retourner, sans participer aux devotions de leurs freres. Au reste il est important de remarquer, que dans cette Declaration les Assemblées faites en l'absence du Ministre étoient interdites, parce qu'elles avoient été trouvées tumultueuses : de sorte qu'on faisoit l'honneur aux Ministres de les regarder ici comme autorisant ces Assemblées, & empêchant le tumulte par leur presence : mais on s'en dedisoit en d'autres actes, & on imputoit tous les obstacles

Artifice pour rendre les Assemblées des Reformez à un petit nombre.

1682. qui retardoient les *conversions* à leur esprit d'intrigues & de cabales. Ces contradictions & ces inconstances dans les Declarations font assez connoître ou que ceux qui les dressaient n'étoient pas d'habiles gens, ou qu'ils ne se faisoient pas une grande affaire de charger le nom de leur Souverain du reproche de ces variations.

Reformez
chassez
de Dijon.
CXIX.

Les defenses faites aux Ministres & aux Proposans de demeurer dans les lieux où l'exercice avoit été interdit, faisoient une large breche à une des plus importantes concessions de l'Edit. Mais l'atteinte qui fut donnée à la même concession, par un arrêt du vingt-neuvième de Juin, est encore bien plus considerable. Il y avoit quelques familles Reformées à Dijon, & malgré les rigueurs de ce Parlement elles s'étoient maintenues depuis l'Edit. Il y en avoit eu à la verité un plus grand nombre ; entre lesquelles il s'en trouvoit quelques-unes distinguées par leur noblesse, par leur literature, par leurs richesses. Les *conversions* ou le changement de domicile en avoient diminué le nombre ; & les Catholiques voulurent se defaire du reste. Ils exposèrent au Roi qu'il n'y en avoit plus que six ou sept familles ; & parce qu'ils ne savoient de quelle raison se servir pour les faire chasser, ils les accusèrent de faire chez eux des Assemblées secretes, pour y exercer leur Religion. Quand la chose auroit été veritable, on n'auroit pu dire au moins qu'elle eût été ni criminelle, ni dangereuse. Puis que ces exercices étoient secrets, les zèlez Catholiques n'en pouvoient prendre de scandale : & puis qu'il ne s'y trouvoit que six ou sept familles, il ne s'y pouvoit rien traiter qui mit l'État en danger. Mais la cause de la Religion donnoit du poids aux plus frivoles pretextes. C'est pourquoi le Roi ordonnoit que dans six mois, à compter du jour de la signification de l'arrêt, les Reformez se retirassent de Dijon avec leurs familles, allassent demeurer ailleurs ; & il faisoit defenses à toutes autres personnes de la même Religion de venir désormais s'y habiter, sous quelque pretexte que ce fût. Ce qu'il y avoit de plus fâcheux dans cet arrêt, étoit qu'on y prenoit pour fondement de cette injustice la capitulation de la ville de Dijon, quand elle fut reduite à l'obeissance de Henri IV. en 1595. dans le premier article de laquelle il étoit porté qu'il ne seroit fait d'exercice de nulle autre Religion que la Catholique, ni dans la ville ni dans les fauxbourgs : d'où on inferoit que les Reformez n'avoient

Pretexte
frivole,
mais
dange-
reux.

pas le droit de s'y établir ; comme si l'Edit n'avoit pas clairement distingué le droit de l'habitation & celui de l'exercice , limitant celui-ci à de certains lieux , & donnant à l'autre une étendue sans restriction : ce qui peut paroître par l'Edit même à tous ceux qui savent lire. Cependant on donnoit occasion par cet arrêt à toutes les villes dont les capitulations étoient pareilles , de prétendre que les Reformez en devoient être chassés comme de Dijon : ce qui les auroit bannis de Poitiers , de Rouen , de Meaux , de Paris même & de plusieurs autres villes considérables. Il y eut en effet d'autres villes qui abusèrent de ce prétexte ; comme on le verra au livre suivant.

Mais pendant qu'on chassoit les Reformez de leurs anciennes demeures , on travailloit d'un autre côté à leur ôter la liberté de sortir du Royaume : de sorte qu'en même tems qu'on les obligeoit à errer de Province en Province, pour chercher un lieu où ils pussent demeurer avec sûreté , on leur faisoit du Royaume une prison d'où il leur étoit défendu d'échapper sous de graves peines : invention nouvelle d'un faux zèle de Religion , qui étouffoit par force dans le cœur des Reformez l'amour que la nature inspire aux hommes pour leur patrie ; & qui convertissoit pour eux le plaisir naturel de respirer l'air du pais natal en une espece de joug servile , & de contrainte insupportable. Comme donc on remarqua aisément que la Religion gaignoit moins aux conversions forcées , que l'Etat ne perdoit à la desertion de ceux qui se retiroient chez les étrangers , pour éviter les violences , on crut pouvoir apporter quelque remède à ce dernier mal , sans cesser de contraindre les consciences : & on voulut ôter aux Reformez la liberté de se sauver chez les voisins , en même tems qu'on les persécutoit chez eux à outrance. Les gens de mer , dont la France n'a pas plus qu'il ne lui en faut , & qui pour la plupart étoient Reformez en de certaines Provinces , & les gens de metier , qui n'ayant le plus souvent nul autre bien que leur industrie , peuvent aisément changer de lieu , avoient été les premiers qui s'étoient résolus à tout quitter : & c'étoit la desertion de ces deux sortes de gens qui portoit le plus de dommage à la France : parce qu'elle manquoit de bons Matelots pour ses armées navales , & que ses Manufactures étoient abandonnées. On commença donc par eux : & on donna une Declaration le dix-

*Defenses
de sortir du
Royaume.
CXXX.*

1682. huitième de Mai ; qui leur défendoit de fortir du Royaume avec leurs familles, pour aller s'établir chez les étrangers, à peine des galeres perpetuelles contre les chefs de ces familles, & d'amende arbitraire, qui ne pourroit être moindre de trois mille livres, contre ceux qui seroient convaincus d'avoir contribué à leur sortie par persuasion, ou autrement. En cas de recidive, on y ajoutoit les menaces de punition corporelle. Quoi qu'il ne fût parlé dans cette partie de la Declaration que des gens de mer & de metier, la preface néanmoins étoit generale. D'abord le Roi exaggeroit le succès de son zèle & de ses soins, qui produisoient tous les jours un nombre infini de conversions. Ensuite il remarquoit qu'il y en avoit d'opiniâtres, qui non seulement refusoient de se convertir, mais qui empêchoient la conversion des autres, en leur communiquant leur malignité contagieuse, & leur inspirant même par un esprit de cabale de se retirer du Royaume. L'argent qu'on distribuoit à ceux qui en vouloient prendre ; les menaces qu'on faisoit à ceux qui n'étoient pas sensibles à ces petites amorces ; les violences du soldat ; & les autres moyens dont on se servoit pour faire des Proselytes, étoient enveloppez ici d'expressions generales, qui auroient pu persuader aux simples qu'on ne convertissoit personne que par des secours charitables, & par des predications où les veritez étoient annoncées avec une grande moderation : & on concluoit de là que les resolutions que tant de gens prenoient de fortir de leur patrie étoient contraires à leur salut, à leurs propres interêts, & à la fidelité qu'ils devoient au Roi. Ainsi on deguisoit à ce Prince, & on tâchoit de cacher à toute l'Europe le veritable motif de retenir les sujets du Roi chez eux par la crainte des galeres : & on donnoit une ample matiere de raisonner aux speculatifs, qui trouvoient fort extraordinaire qu'on fût réduit à forcer les gens, par la crainte des plus affreuses peines, à demeurer dans leur patrie ; dans un des plus beaux pais du monde ; dans la France, en un mot, où les étrangers étoient venus autrefois d'eux mêmes chercher des établissemens, & où il auroit été bien plus digne d'un grand Roi d'arrêter les habitans naturels, & d'inviter ceux de dehors par des libertez, des faveurs & des privileges. On concluoit de là qu'il falloit que depuis un siecle ou environ les choses y fussent bien changées.

On com-
mence
par les
gens de
mer &
de mé-
tier.

De guise-
mens des
verita-
bles mo-
tifs.

Mais

Mais il sortoit du Royaume des gens d'autre qualité que ceux dont je viens de parler : & on se plaignoit de divers côtez que les Reformez ne faisoient plus d'aquêts, abandonnoient le commerce, retiroient leurs effets, vendoient leurs biens : ce qui étoit une bonne raison de croire qu'ils vouloient aussi se retirer. Il falloit appliquer à ce nouveau mal un nouveau remede. On tâcha de le faire par une Declaration du quatorzième de Juillet, qui imputant ces résolutions à *l'emportement d'un faux zèle*, renouvelloit les défenses générales de sortir du Royaume sans permission, déjà faites au mois d'Août 1669. & de plus annulloit tous les contrats de vente, & autres dispositions que les Reformez pourroient faire de leurs immeubles un an avant leur sortie du Royaume; & en cas de retraite des vendeurs assujettissoit les biens vendus à confiscation. C'étoit là un moyen bien sûr pour empêcher les Reformez de vendre. Il étoit évident qu'à ce prix ils ne trouveroient point d'acheteurs. Mais comme ceux qui suggeroient ces Declarations au Roi n'étoient ni assez honnêtes gens, ni assez habiles pour penser aux inconveniens, avant que de hasarder le nom & la gloire de leur Souverain, par des actes peu dignes de lui, à peine cette Declaration eut-elle été enregistrée, que tous les esprits se souleverent contre les conséquences de cette fâcheuse loi. Tous les gens d'affaires jugerent qu'elle rompoit le commerce de la vie civile : que de la manière que les intérêts des Catholiques étoient mêlez avec ceux des Reformez, par l'union où ils avoient vécu cent ans durant, elle étoit aussi pernicieuse pour les uns que pour les autres; qu'elle arrêtoit le cours des traittez, des partages, des mariages, des actes de Justice. que les debiteurs pouvoient passer avec leurs creanciers. De sorte qu'après qu'on eut reconnu la vorité de ces inconveniens, qui n'avoient pas été prévus, il fallut tâcher d'y apporter du remede. Mais le Clergé ne pouvant consentir à perdre une démarche qu'il avoit faite avantageusement pour ses desseins, ne souffrit pas que le remede allât aussi loin que le mal. Il fut seulement publié une nouvelle Declaration du septième de Septembre, qui portoit que le Roi, par la precedente, n'avoit pas entendu empêcher les donations qui pourroient être faites par les peres & meres, ayeuls ou ayeules à leurs enfans par contrat de mariage, pourveu que le mariage fût executé avant leur sortie du Royaume;

*Defenses
aux Re-
formez,
de ven-
dre leurs
biens.
CXXXI.*

*Declara-
tion qui
les inter-
prete.
CXXXII.*

1682. me ; qu'il n'avoit pas aussi dessein d'empêcher les poursuites des creanciers legitimes, pour se faire payer par decret forcé & de bonne foi , pourveu que les dettes fussent plus anciennes que la date de la Declaration presente.

Proch-
rants au
Parle-
ment de
Paris.
CXXXIII.

Il s'étoit encore maintenu un petit nombre de Reformez dans la possession de leurs Offices : mais enfin il fallut qu'ils s'en defissent comme les autres. Dans le Parlement de Paris il y avoit encore sept Procureurs titulaires , & un matriculaire. Il leur fut enjoint , & à ceux qui exerceroient les mêmes Offices dans la Cour des Aides , & dans les autres Jurisdiccions de l'enclos du Palais , de s'en defaire dans six mois en faveur de personnes Catholiques ; à faute de quoi le Roi les declaroit vacans & imptreables. L'arrêt étoit du dix-huitième d'Avril , & devoit être signifié à la diligence du Syndic des Procureurs. Mais cet arrêt n'étant pas assez general , & le Clergé ayant decouvert que les Reformez trouvoient des Catholiques assez équitables , pour passer avec eux quelque traité de confidence , il en avoit fait donner plusieurs qui defendoient ces intelligences. Entre autres il y en avoit un du dix-huitième de Janvier , qui regardoit particulièrement les Officiers des Hautes Justices dans le ressort du Parlement de Guyenne : & deux plus generaux du vingt & un de Fevrier & du dix-huit de Mars. Neanmoins cela ne le contentoit pas , parce que l'effet des arrêts ne s'étendoit pas assez loin ; & qu'il falloit trop de façons pour les faire signifier en detail à tous les interessez. Pour avoir donc une loi publique qui le dispensât de ces soins , il obtint une Declaration qui alloit au devant de tous les moyens d'éluder ces reglemens. Elle étoit du quinzième de Juin ; & le Roi y exposoit nettement que son intention touchant les Reformez , avoit été de les exclure entierement de faire aucune fonction de judicature. C'est pourquoi il regardoit

Declara-
tion sur le
sujet des
Offices.
CXXXIV.

comme une contravention à ses volonte, que les Catholiques substituez aux Reformez dans les charges de Justice les appellassent au jugement des procès , même comme *Opinans & Assesseurs* : parce que cela les rendoit *maîtres des affaires ainsi qu'auparavant*. Il renouvelloit donc tous les reglemens déjà donnez , touchant les Juges des Justices seigneuriales , defendoit d'y établir d'autres Officiers que des Catholiques ; & s'il n'y étoit satisfait par les Seigneurs , ordonnoit aux Lieutenans Generaux des Pre-

sidiaux

Presidiaux & Baillages d'y pourvoir d'office, à la requisition des Procureurs du Roi des lieux. Il defendoit à toute sorte d'Officiers d'appeller aucuns Reformez, Graduez ou autres, au jugement des procès, en qualité d'Opinans & Assesseurs, à peine d'interdiction, de nullité des jugemens, de quatre mille livres d'amende, depens, dommages & intérêts, & de desobeissance. Il defendoit conformément aux arrêts precedens à tous Reformez d'exercer les Offices de Notaires, Procureurs postulans, Huissiers & Sergens : & aux Catholiques qui auroient aquis ces Charges d'eux, de leur prêter leur nom directement ni indirectement, d'habiter avec leurs resignans, & de souffrir dans leurs Etudes leurs enfans ou parens pour travailler avec eux, à peine de perdre leurs Offices. Enfin il declaroit vacantes & impetrables, par les Catholiques qui en payeroient la finance, les Charges dont les Reformez titulaires ne se seroient pas defaits dans les delais portez par les arrêts precedens.

Il sembleroit après cela peut-être à quelqu'un que le zèle du Clergé ne pouvoit plus inventer rien de nouveau sur cette matiere : cependant il fit rendre encore un arrêt le vingt-neuvième de Septembre, qui ordonnoit à tous les Reformez qui seroient pourvus de Charges de Prevôts, Lieutenans, Exemts & Archers des Marechaussées, Vicesenechaux, Vicebaillis, Lieutenans Criminels de robe courte, & autres de même nature : ou qui auroient des Offices de Receveurs de consignations & de Commissaires aux saisies réelles, de s'en defaire dans trois mois après la publication de l'arrêt, en faveur de personnes Catholiques seulement, à peine de perdre leurs Offices. Il n'étoit point rendu d'autre raison de cette rigueur, que ce que le Roi n'avoit jamais eu intention que ces Offices fussent exercez par d'autres que des Catholiques. Ainsi les Reformez qui avoient été declarez par un article de l'Edit si exprés, si long tems contesté, & enfin executé durant quatre-vingts ans, capables de toute sorte d'emplois, ne purent se maintenir dans les plus vils & les moins utiles : & le Roi qui avoit tant de fois déclaré par des actes confirmatifs de l'Edit de Nantes, qu'il avoit intention de l'observer, & qu'il vouloit maintenir les Reformez dans la jouissance des grâces qui leur étoient accordées par cette loi solennelle, faisoit néanmoins savoir à toute l'Europe par des Declarations & des arrêts, où les

*Arrêt sur
le même
sujet.
CXXXV.*

1682. Jésuites lui faisoient tenir un langage plus digne d'eux que de lui, qu'il n'avoit jamais eu cette pensée, quoi qu'il eût protesté le contraire tant de fois. On ne fondeoit au reste cette exclusion que sur un seul pretexte, injuste en lui même, & de mauvaise foi, savoir que l'Edit declaroit à la vérité que les Reformez étoient capables de toute sorte de Charges, mais qu'il ne portoit pas qu'il falloit leur en donner. C'étoit de cela que le Conseil payoit ceux qui alloient y faire des plaintes de leur destitution; & pour leur persuader qu'on disoit vrai, on leur faisoit valoir que les Conseillers des Parlemens étoient maintenus dans leurs Charges, sans avoir égard à leur Religion, parce que l'Edit le portoit formellement: mais que l'Edit n'imposant point de nécessité à l'égard des autres, le Roi qui ne vouloit accorder précisément aux Reformez que ce qui leur étoit dû, n'avoit pas intension de les admettre aux Charges, pendant qu'il y auroit des Catholiques capables de les remplir. C'étoit une grande illusion, que cette promesse de faire justice à la rigueur, comme on en pouvoit juger par tant de Declarations & de procédures injustes & violentes, qui anéantissoient les plus claires concessions de l'Edit, & n'en laissoient plus subsister que l'ombre & le nom. Mais dans ce qui regardoit même l'article des Charges, on se moquoit ouvertement du monde, puis qu'on reduisoit tout le privilege des Reformez à une *capacité* stérile, qui n'avoit jamais d'effet; qui non seulement ne leur faisoit pas obtenir les Offices qu'ils n'avoient pas, mais qui même ne les pouvoit maintenir dans ceux qu'ils avoient possédez de pere en fils, ou exercez plusieurs années. Au fond il est remarquable que cet article de l'Edit étoit si solide & si ferme, qu'il fallut donner arrêts sur arrêts, & Declarations sur Declarations pour l'ébranler; & entrer dans un detail d'injustices que sans doute la Posterité ne jugera pas glorieux à leurs auteurs.

Effets de la repentance des convertis de Poitou.

Cependant les conquêtes que l'Eglise Romaine avoit faites en Poitou, par les services de Marillac, étoient fort mal assurées: & aussi-tôt qu'il eut été révoqué, la crainte de ses violences ayant cessé, presque tous les nouveaux *convertis* voulurent retourner au Prêche. On esperoit plus de moderation de son successeur; qui à la vérité fit moins de cruauté, mais ne fut pas plus équitable, & tint la main avec une incroyable dureté à l'exécution de tous les ordres qui lui furent envoyez contre les Eglises.

ses de cette Province. Dès le commencement de l'année le Juge 1682.
de St. Maixant fit le procès à Jeanne Fournier, qui avoit repris
la profession de la Religion Réformée; & la condamna le vingt-
huitième de Janvier à l'amende honorable, au bannissement & à
la confiscation de ses biens. Elle en appella au Parlement de Pa-
ris, & elle fut conduite dans les prisons de la conciergerie. C'é-
toit une affaire qui ne demandoit que cinq ou six semaines de
tems. Le fait étoit évident, & confessé par l'accusée. Elle ne
se défendoit que par le Droit qui annule toutes les obligations
forcées. Cependant le procès traîna plus de quatre mois; soit
qu'on voulût éprouver encore une fois la constance de cette fem-
me; soit que le Parlement, comme il lui arrivoit souvent, eût
de la peine à servir d'instrument à la passion du Clergé, & à fai-
re des injustices par complaisance: mais enfin, comme le Pro-
cureur General apportoit souvent de Versailles la substance des *Arrêt*
arrêts que le Parlement devoit rendre, il en fut donné un le troi- *contre*
sième de Juin, qui confirmoit la sentence du Juge de St. Maixant, *une fem-*
& lui renvoyoit la prisonnière pour l'exécution de l'arrêt. *me de St.*
C'é- *Maixant.*
toit une affaire d'exemple: & Jeanne Fournier n'étant que la
femme d'un faiseur de sarges, pouvoit passer pour une de ces
personnes de peu de poids, qui payent souvent pour les autres,
selon les maximes du Droit, & sont, pour ainsi dire, le sujet
né des punitions exemplaires.

On ne crut pas néanmoins cet exemple suffisant pour arrêter le *Arrêt*
cours de la repentance des nouveaux *qui assu-*
aux Temples sans se faire prier, & qui embarrassoient bien plus *jetter*
les Consistoires par les marques éclatantes qu'ils vouloient don- *aux pei-*
ner de leur retour sincère à la Religion Réformée, qu'ils ne don- *nes ceux*
noient de peine pour les y ramener. C'est pourquoi, sur les avis *qui n'ont*
de l'Intendant, & pour n'avoir pas tous les jours à contester avec *ni écrit*
le Parlement sur la condamnation de ces malheureux, on don- *ni signé*
na un arrêt le huitième du même mois, sur une question assez par- *leurs*
ticulière. Il y avoit un grand nombre de ceux qui avoient suc- *abjura-*
combé aux violences de Marillac, qui n'avoient ni écrit ni signé *tions.*
aucun acte d'où on pût inférer qu'ils changeoient de Religion; *CXXXV.*
les uns parce qu'ils ne s'avoient pas, ou feignoient de ne s'avoit
pas écrire; les autres parce qu'on s'étoit contenté de leur faire
toucher le Breviaire du Curé, ou le Missel, ou quelque autre

1682. livre servant au culte de la Religion Romaine, les autres parce qu'on n'avoit exigé d'eux, pour les redire plus aisément, que d'assister à un Sermon, où le Missionnaire leur avoit donné l'absolution & la benediction; ou d'entrer dans l'Eglise pendant le service; ou de prendre de l'eau benite; ou de faire le signe de la croix, ou quelque autre action semblable. Il y en avoit même qui n'ayant jamais fait ni abjuration, ni acte qui passât pour équivalent, ne laissoient pas d'être repetez malgré eux nouveaux Catholiques, parce que le Curé, ou quelques temoins deposingent qu'ils en avoient fait quelque declaration verbale. Tous ceux-là prétendoient qu'on ne pouvoit leur imputer d'avoir changé de Religion, puis qu'on n'en pouvoit produire de preuves par écrit, comme elles étoient requises par les Declarations. Ils avoient raison sans doute, selon les termes exprés de la loi; mais à ce prix les nombreuses *conversions* dont on faisoit tant de triomphe étoient reduites à bien peu de chose. Pour prévenir donc ce dommage, le Clergé affectionné à la conservation de ses conquêtes, feignant que ces pretextes étoient inspirez aux nouveaux *convertis* par les *artifices des Ministres*, obtint un arrêt dont l'Intendant avoit donné le projet, & qui assujettissoit aux peines portées par les Declarations contre les *Relaps*, ceux même qui n'avoient ni écrit ni signé leur abjuration: & pour épargner au Parlement la peine d'en connoître, le Roi renvoyoit à l'Intendant la connoissance de ces affaires, pour en juger en dernier ressort avec le Presidial de Poitiers. De sorte que deux coquins qui auroient temoigné qu'ils avoient vu à la Messe le plus ferme Reformé de la Province, ou qu'ils lui avoient vu faire quelque acte de *conversion*, pouvoient le faire condamner comme *Relaps* à toutes les suites de ce crime imaginaire.

Ordonnance de
signifier
une liste
des con-
vertis
CXXXVII. Huit jours après la date de cet arrêt l'Intendant le fit publier, & en ordonna l'exécution, de sorte qu'il auroit été mal aisé de faire plus de diligence. Mais le dix-septième du même mois le Conseil donna encore un autre arrêt sur l'avis du même Intendant, qui ordonnoit qu'à sa diligence il seroit signifié à *chacun des Ministres & Consistoires des Temples* de la Province, non pas les abjurations conformément aux Edits, parce qu'on n'en avoit point, mais seulement *une liste des noms de ceux qui avoient accoutumé de frequenter lesdits Temples, lesquels s'étoient convertis*

vis à la Religion Catholique. Le Roi défendoit de recevoir dans 1682.
 les Temples aucun de ceux qui seroient nommez dans ces listes,
 & de souffrir qu'ils assistassent à aucun des exercices de la Reli-
 gion Reformée, à peine d'interdiction des Ministres, & de de-
 molition des Temples. La connoissance des contraventions étoit
 renvoyée à l'Intendant, pour en juger souverainement avec *sel*
des Presidiaux, ou Sieges royaux de son département qu'il lui
 plairoit. De sorte que toutes les Eglises de la Province étoient
 mises à la discrétion de cet homme mal intentionné, capable d'a-
 chever par la ruse ce que Marillac avoit conduit si avant par la
 violence.

Les Consistoires étourdis, pour ainsi dire, de ce coup de ton- *Temples*
 nerre, après qu'on leur eut signifié ces listes, ne sachant ni com- *fermez*
 ment on pourroit refuser à des peuples affligés, consterner, tra- *en Poi-*
 vaillez de mille remords, la liberté d'assister aux predications, *son.*
 où ils pouvoient trouver les consolations qui leur étoient neces-
 saires, ni comment quand on prendroit ce party, on pourroit
 empêcher qu'il n'entrât dans une Eglise quelqu'une de ces per-
 sonnes qui ne pourroit être connue; voyant d'un côté un danger
 extrême, & craignant de l'autre le reproche d'avoir fermé la por-
 te de la repentance à des pecheurs, à qui JESUS-CHRIST
 l'avoit ouverte par son Evangile, prirent un party moyen qui
 ne contenta pas tout le monde, & que quelques-uns jugerent la
 pire de toutes les extremitez où on pouvoit tomber en consé-
 quence de cet arrêt. Ils deputerent au Conseil pour obtenir
 quelque adoucissement à cette Ordonnance, ou quelque expli-
 cation des termes équivoques qu'on y avoit affectez à l'ordina-
 ire; mais en attendant l'effet de leurs sollicitations, ils fermerent
 leurs Temples, & interrompirent leurs exercices. Les Eglises
 de Niort & de St. Maixant qui étant d'elles-mêmes fort nom-
 breuses, étoient grossies considérablement par l'interdiction de
 plusieurs autres, demeurèrent ainsi quelque tems sans predica-
 tions & sans Assemblées. Leur deputation ne servit qu'à donner
 aux promoteurs de la persecution l'ouverture de rendre les de-
 fenses generales pour tout le Royaume, dans l'esperance que
 comme on l'avoit fait en Poitou, on prendroit par tout la reso-
 lution de fermer toutes les Eglises. Nous dirons ailleurs com-
 ment ils y réussirent.

1682. Mais la plus remarquable affaire de cette année, fut la lettre de l'Assemblée du Clergé aux Reformez, qui fut intitulée *Avertissement Pastoral*. Cette Assemblée irreguliere crut rectifier les manquemens de sa conduite, en faisant quelque chose d'éclat en faveur de la Religion Romaine; comme si pour appaiser le Pape, à qui elle faisoit de sensibles outrages, elle avoit jugé suffisant de temoigner un grand zèle pour la propagation de sa Foi. Mais on ne donne point à Rome dans ces illusions; & la conquête de tous les Reformez de France ne pouvoit y passer pour une legitime reparation des breches, que les décisions de ces Evêques de Cour faisoient à l'autorité pontificale. C'est pourquoi Innocent XI. qui étoit sans contredit un des plus grands hommes qui eussent occupé ce Siége depuis plusieurs siècles, ne se paya point de ces grimaces; & il soutint les intérêts de sa dignité avec une vigueur qui auroit bien fait de la peine à la France; s'il avoit vécu plus long tems. Cette Puissance que toute l'Europe redoutoit ne lui fit point de peur; & ni les menaces, ni les negociations ne le purent obliger à se relâcher de la moindre de ses pretensions. L'Assemblée au reste jouoit un jeu double, & comme elle savoit que ses décisions passoient à Rome pour heretiques, elle donnoit pour temoignage de sa droiture dans la foi Catholique, les soins qu'elle prenoit pour y rapeller les Reformez: mais comme elle savoit que l'autorité du Pape étoit un des articles qui pouvoient le plus aisément rebuter les Reformez, elle faisoit valoir de leur côté le soin qu'elle avoit eu de reduire à des bornes fort étroites ce pouvoir odieux, qui leur causoit tant de scandale. Elle dressa donc une lettre où elle donnoit à ses membres des qualitez dont les Reformez étoient bien éloignez de les croire revêtus; & où elle debutoit par des termes de tendresse, pour finir par de cruelles menaces. On y traitoit les Reformez de freres, & on leur parloit comme si leur separation d'avec l'Eglise Romaine n'avoit pu ôter aux Evêques Catholiques le droit de les y rapeller, comme leurs Pasteurs legitimes. On leur citoit ridiculement un passage de St. Augustin comme un *oracle de l'Ecriture*; & on leur demandoit aussi froidement, comme s'il n'y eût pas eu cent soixante ans qu'on disputoit sur cette matiere, pourquoi ils s'étoient separés de l'Eglise Romaine. On dissimuloit sagement les raisons de cette separation. rés

*Avertissement
intitulé
Pastoral.*
CXXXVIII.

*Double
artifice
de l'As-
semblée.*

rées de la doctrine, du culte, du gouvernement de cette Eglise, 1681. dont les Reformez avoient rendu compte par leurs Confessions de Foi, par leurs livres de Controverses, par mille protestations publiques contre les erreurs & la corruption dans la Foi que les peuples sujets au Pape avoient adoptées; & on feignoit qu'ils ne pouvoient en avoir d'autre prétexte que le *dereglement des mœurs*. On vouloit que ce fussent là *les seuls motifs* qui avoient obligé les Reformateurs à faire schisme; & comme on prétendoit que ce dereglement ne devoit être imputé qu'à ceux qui en étoient coupables, on concluoit de là qu'il avoit été injuste de se separer de l'Eglise entiere, qui n'en étoit pas moins sainte, pour avoir quelques membres vicieux.

Après cela on venoit aux motifs de la reconciliation, à la tête desquels on mettoit le zèle du Roi pour l'avantage du Christianisme; & on tâchoit de faire honte aux Reformez de ce qu'ils osoient résister aux desirs de sa piété. On y raportoit ce qu'il avoit dit plus d'une fois, qu'il auroit voulu donner de son sang, & perdre l'un de ses bras pour contribuer à cette réunion. ^{Motifs de réunion.} Le second motif étoit le caractère du Pape regnant, dont on faisoit ici l'éloge en des termes qui s'accordoient mal avec les atteintes qu'on avoit données à son autorité; & les devots du Siege de Rome auroient bien pu appliquer à cette conduite double & frauduleuse, ces paroles appliquées d'autres fois à de semblables occasions: *Ils lui disoient bien te soit Roi des Juifs, & ils lui donnoient des coups de leurs verges.* Cela étoit suivi de tendres conjurations de se laisser flechir par ces charitables recherches; de protestations qu'à leur refus les Evêques seroient dechargez du soin de leurs ames, & enfin de ces paroles menaçantes: *& parce que cette dernière erreur sera plus criminelle en vous que toutes les autres, vous devez vous attendre à des malheurs incomparablement plus épouvantables & plus funestes; que tous ceux que vous ont attirés jusques à présent votre revolte & votre schisme.*

Cette lettre datée du premier de Juillet fut premierement écrite en Latin, parce que les Catholiques appellent cette langue *la langue de l'Eglise*: mais elle fut traduite en François d'une manière assez libre, & où les paroles menaçantes paroissoient plus expresses, & moins équivoques que l'expression Latine. La version ^{Remarques sur la langue Latine dont le Clergé s'étoit servie} n'en servit.

1682. n'empêcha pas qu'on ne traitât cette affectation de ridicule, & même d'impie. On trouvoit ridicule qu'une Assemblée de Prelats écrivit en Latin à des artisans, à des laboureurs, à des femmes qui ne l'entendoient pas; & on trouvoit impie qu'elle jugeât indigne de l'Eglise de parler une autre langue que la Latine, dans un tems où tous les peuples & toutes les langues étoient appellées par l'Evangile à glorifier Dieu, & à confesser JESUS-CHRIST. Il étoit ridicule de parler de paix dans une langue barbare, comme si on avoit eu peur d'être entendu, ou d'être pris au mot; & on estimoit la chose d'autant plus absurde, qu'un des sujets de la separation dont on demandoit le pourquoi par cette lettre, étoit l'adoption que l'Eglise Romaine avoit faite du Latin; comme d'une langue privilégiée sous l'Evangile, qui néanmoins n'étoit plus la langue d'aucune nation vivante, que les seuls savans pouvoient entendre, & qui étoit inconnue au reste du monde. Il paroissoit impie qu'on voulût confondre toutes les langues en une, comme si on eût voulu abolir le plus éclatant monument de la vocation des Gentils à l'alliance de JESUS-CHRIST, en ôtant à tous les peuples la liberté d'invoquer Dieu, & d'entendre sa volonté dans leurs langues naturelles.

*Lettre
circu-
laire aux
Evêques.*

On écrivit le même jour une lettre circulaire à tous les Evêques, pour les avertir du dessein de l'Assemblée. On y tou-
choit en d'autres termes les mêmes choses qui étoient contenues dans l'*avertissement*; & on y employoit les mêmes motifs, avec cette différence que dans l'*avertissement* on avoit mis le Roi le premier, & le Pape le second; comme pour s'accommoder au goût & à l'usage des Reformez, qui gardoient toujours cet ordre quand ils parloient de l'un & de l'autre: mais dans la lettre le Pape étoit nommé le premier, & le Roi étoit mis au second rang. On tâchoit de justifier les démêlez de l'Assemblée avec le Pontife, pour ôter aux Reformez le pretexte de défendre leur separation, par l'exemple de ces disputes qui tendoient à une rupture; & enfin on avertissoit les Evêques de faire signifier cet *avertissement* à tous les Consistoires de chaque Diocèse; d'ordonner des jûnes, des prières & des aumônes; d'établir des catechismes, des predications, des exhortations; des conférences; & de faire en un mot tout ce qui pouvoit servir à *pacifier les troubles de Religion*. On entendoit bien ce que cela vouloit
dire

dire dans le stile du Clergé, & on craignoit que cette signification ne fût une espèce de déclaration de guerre, qui seroit suivie de cruelles hostilités. En effet dans cette lettre circulaire l'Assemblée disoit qu'elle s'étoit résolue à combattre l'herésie; mais qu'elle n'avoit voulu commencer la guerre qu'avec les armes de la charité; & qu'elle avoit eu en vue de ne représenter point à ses ennemis ce qui pourroit leur faire craindre la suite de ses desseins. D'où il étoit aisé de conclure, en y joignant des réflexions sur ce qui se passoit depuis tant d'années, qu'elle en avoit formé de fort dangereux.

Au pied de l'Avertissement on voyoit le nom de l'Archevêque de Paris, Président de l'Assemblée, & on remarquoit en passant que ce n'étoit pas sans raison, qu'un nombre de Prelats qui avoient à leur tête un homme de qui la vie n'étoit pas fort apostolique, avoient fait l'apologie du dereglement des mœurs, & entrepris de prouver qu'il ne donnoit pas une raison suffisante de se separer de l'Eglise. Après lui paroissoient encore sept Archevêques, qui étoient tous des plus attachez à la Cour, ou par leur propre fortune, ou par les intérêts de leurs familles. Les noms de Le Tellier, de La Fueilade, de Phelippeaux, de Colbert, de Bourlémont faisoient assez connoître quel esprit animoit ces Prelats de Cour. On en peut dire autant de vingt-six Evêques qui venoient en suite, & qui étoient si devoués au Roi, qu'on n'en auroit pu trouver d'autres plus soumis à ses volontés dans tout le Royaume. Il en faut néanmoins excepter l'Evêque de Tournai, qu'on savoit bien qui seroit d'un autre avis sur le sujet du Pape, que le reste de ses confreres; & qu'on avoit choisi exprès, pour avoir occasion de dire qu'on n'avoit pas affecté de ne mettre dans l'Assemblée que des gens suspects, & qu'on y avoit laissé à chacun la liberté de ses sentimens. Enfin on voyoit le nom de trente-cinq Ecclesiastiques du second ordre, qui étoient ou Abbez de Cour, ou pretendans aux grands Benefices, ou Deputez de quelques Chapitres à la devotion des Prelats.

On publia dans le même tems, & dans un même volume que l'Avertissement, un memoire contenant seize methodes pour la conversion des Reformez. Ces methodes étoient autant de chicanes basses & absurdes, que les Missionnaires avoient introduites, & qui avoient été relevées l'une après l'autre par quelque habile homme. La premiere étoit celle du Cardinal de Riche-

Qualité des Prelats qui avoient signé l'Avertissement.

Methodes du Clergé.

1682. lieu, qui prenant droit par l'acte du Synode National de 1631. touchant la communion avec les Luthériens, conduoit de là moyennant quelques sophismes, quelques deguisemens, & quelques illusions, que les disputes des Reformez avec les Catholiques ne devoient pas plus les empêcher de se réunir avec eux, que la controverse de la presence réelle ne les avoit empêchez de se reconcilier avec les disciples de Luther. On avoit éclairci cette matiere, & refusé cette chicane par tant d'écrits sans réplique, qu'il falloit être le Clergé de France, pour oser en renouveler la dispute. La seconde n'étoit qu'un sophisme fondé sur cette fausseté, que selon le decret de ce Synode il étoit *indifferent de croire ou de ne pas croire la presence réelle*: d'où on inferoit que les Catholiques enseignant qu'il est *nécessaire de la croire*, il étoit donc plus sûr de la croire que de la rejeter, selon ce principe de la lumiere naturelle, qu'il faut *toujours prendre le plus sûr*. On tâchoit à force de machines d'étendre cette regle à toutes les controverses: & on prenoit ainsi beaucoup de peine inutilement: puis qu'au fond les Reformez desavouoient le principe, & soutenoient de plus que quand il auroit été véritable, les conséquences ne laissoient pas d'être fausses. La troisième attribuée aux Cardinaux Bellarmin & Du Perron, à Gretsér & aux autres Controversistes, étoit d'éviter les argumens & les syllogismes, & de se tenir à l'Ecriture, & à la Tradition expliquée par les Pères des premiers siècles. Methode absurde & contraire au bon sens; puis que c'est renvoyer les gens à qui l'Ecriture & la Tradition seroient difficiles à entendre, à un moyen plus difficile que la chose même, & plus embarrassé d'épines & de longueurs: étant nécessaire de prendre bien plus de peine pour connoître la doctrine des premiers Chrétiens sur le moindre des articles de la Foi, que pour expliquer le passage le plus obscur de la Parole divine. D'ailleurs il y avoit une fraude manifeste dans cette methode: on vouloit faire passer artificieusement pour une regle de la Foi collaterale à l'Ecriture, la Tradition que les Reformez ne reverent qu'autant qu'elle peut être prouvée par l'Ecriture. La quatrième étoit celle de François Veron infidellement représentée. Ce chicaneur vouloit qu'on lui produisit sur chaque article un texte formel, en autant de mots; & quand on en produisoit de tels, il en demandoit un autre formel où il fût porté que le premier passage devoit être pris au sens où on l'avoit allegué. Il ne

vou-

1. Du
Cardinal
de Ri-
cheliou.

2. Sophis-
me com-
mun.

3. De
Bellar-
min, du
Perron
& au-
tres.

4. De
François
Veron.

vouloit jamais admettre de conséquences; & si les trouvoit toujours 1682.
forcées & illégitimes. Le Clergé admettoit les conséquences, mais
pour réserver quelque ouverture de chicane, il demandoit qu'elles
fussent *suffisantes* pour convaincre: c'est-à-dire, qu'elles eussent les
conditions qu'il préféreroit, & dont on ne tomberoit jamais d'accord.

La cinquième étoit la méthode pacifique du Jésuite Maim-^{5. Du}
bourg, fondée sur cette maxime, suivie même disoit-il, au Sy-^{Jésuite}
node de Dordrecht, que quand il y a une dispute entre des ^{Maim-}
Docteurs, c'est à l'Eglise dans le sein de laquelle cette dispute est ^{bourg.}
née de prononcer la décision, & que ceux qui ne la reçoivent
pas sont repetez Schismatiques & Hérétiques: d'où on concluoit
que la dispute née dans l'Eglise Occidentale au tems de la Refor-
mation ayant été jugée par l'Eglise même, les Reformez qui
s'en avoient pas reçu le jugement étoient dans le schisme & dans
l'Hérésie. Ce sophisme perd sa force quand on sait que les Re-
formez ne croyant pas l'Eglise même infallible, sont persuadés
par conséquent que les Conciles les plus généraux peuvent errer,
& qu'il y a des occasions où il est non seulement légitime, mais
nécessaire de rejeter leurs décisions. D'ailleurs ce Jésuite com-
paroit des choses trop différentes, pour tirer des conséquences
légitimes de l'une à l'autre. Les decrets du Concile de Trente,
& les causes de recufation proposées par les Protestans contre
cette Affsemblée, étoient bien d'une autre nature que les arrêtz du
Synode de Dordrecht, & les reproches des Remontrans: & il
s'en fait beaucoup ni que les motifs de séparation, ni que les
suites des décisions ne soient égales de part & d'autre. La sixième ^{6. De}
me étoit tirée d'un Ouvrage du même Auteur, intitulé *de la* ^{même.}
univ. Eglise: où il prétendoit montrer que la perpétuelle visibi-
lité étoit la marque certaine de l'Eglise Romaine. On renvoyoit
sur ce sujet à un Traité de l'Archevêque de Rouën dernier mort,
qu'il avoit intitulé *Apologie de l'Evangile*; & on recommandoit
les Proscriptions de Tertullien, & l'avertissement de Vincem de
Lerins. Sur quoi je remarquerai que ni la méthode de prescrip-
tion touchant la perpétuité de la foi, ni les *Préjuges légitimes*
que les Jansénistes avoient mis au jour ne tenoient point de rang
entre ces méthodes, où le Clergé en adoptoit qui valoient en-
core moins. Mais l'Archevêque de Paris ni les Jésuites ne vou-
loient rien emprunter des ennemis de la morale relâchée;

La septième méthode étoit un renouvellement de la dispute ^{7. Du}
^{Cardinal}

1682. touchant la vocation des Ministres, qu'on vouloit obliger à prouver leur mission. Le Cardinal de Richelieu étoit cité comme l'ayant suivie. La huitième étoit tirée du livre de Maimbourg intitulé *de la vraie Parole de Dieu* : & consistoit dans ce sophisme, que ne pouvant savoir que par le moyen de l'Eglise quels sont les livres divins ; on ne peut donc savoir aussi le vrai sens des passages qu'on en tire, que par la même Eglise qui les donne : ce qui est aussi faux que si on disoit, que ne pouvant savoir si un arrêt qu'on me signifie est un arrêt de Cour Souveraine, que par l'autorité du ministre légitime qui me le fait connoître, je ne puis aussi savoir le sens des articles de l'arrêt que par l'interprétation du même ministre. D'ailleurs les Reformez nient ce principe, qu'on ne fait que de certains livres. sont divins que par l'autorité de l'Eglise : & ils sont persuadés qu'il y a dans ces livres mêmes des marques de leur divine origine, qui sont convaincantes pour tous ceux que le St. Esprit illumine. La neuvième rouloit sur cette chicane, que l'Eglise où les Reformez étoient avant la séparation étant l'unique, il falloit donc qu'elle fût la vraie ; & qu'étant la vraie, il étoit illegitime de s'en séparer ; & impossible de la reformer ; puis qu'elle ne pouvoit tomber dans une erreur sujette à reformation. Ce qu'on peut refuter en niant cette prétendue infailibilité ; en faisant voir en quel sens & pour quoi la qualité de *vraie Eglise* convenoit à celle où étoient les vrais disciples de JESUS-CHRIST & de ses Apôtres avant la Reformation ; & en levant diverses équivoques du mot de *vrai*, qui font tout ce qu'il y a de specieux dans ce sophisme.

La dixième étoit la methode de l'Evêque de Meaux dans l'*exposition de la Foi Catholique*, qu'il avoit donnée au public étant encore Evêque de Condom : c'est-à-dire un deguisement frauduleux de la doctrine de l'Eglise Romaine. Il s'en fallut peu que cette methode, comme defaillée par plusieurs Docteurs Catholiques, n'eût le même destin que celle des Jansenistes. On disoit que pour la faire passer, il en avoit coûté plus d'une bassesse à son Auteur. L'onzième contenoit les argumens appelez *motifs de crédibilité* ; tirez des Prescriptions de Tertullien, & de quelques expressions de St. Augustin dans son *Traité contre l'Epître du fondement*. La douzième étoit un argument proposé en termes pompeux, en forme d'un double dilemme, dont tout l'appareil se réduisoit en un mot à dire que les Reformez ne pouvoient prou-

9. De
sous les
Contro-
versistes.

10. De
l'Evêque
de
Meaux.

11. Du
commun
des Mis-
sionnai-
res.

12. De
même.

prouver la perpétuité de leur Eglise : & cela retomboit dans les 1682.
autres méthodes, qui vouloient sur ce qu'avant la separation les
Reformez étoient dans le sein de l'Eglise Romaine, d'où il s'en-
suivoit ou qu'ils étoient corrompus comme elle, & par conséquent
une fausse Eglise, ou qu'elle étoit une vraie Eglise, & que par
conséquent ils avoient mal fait de s'en separer : chicane tant de
fois rebastue, que je ne-sai comment on osoit la renouveler. La^{13. 6.}
treizième consistoit à prouver qu'il n'y a jamais de bonne raison^{14. Ap- plication}
de faire schisme : maxime fort propre à maintenir l'empire de^{des dis- putes}
l'erreur & du vice, quand ils sont une fois dominans. On tâ-
choit de prouver que le schisme est plus intolérable que l'idola-^{contre les Do- natistes}
trie, & on citoit des passages de St. Augustin pour appuyer cet^{aux Re- formez.}
étrange paradoxe : tant il est vrai que les Peres qui s'écartent
quelquefois des lumières de la raison, peuvent aussi quelquefois
être mal informez de la vérité. La quatorzième, comme la pre-
cedente, appliquoit aux Reformez de certains préjugés tirez des
disputes de St. Augustin contre les Donatistes : à quoi on avoit
repondu mille fois, en faisant voir qu'il n'y avoit point de res-
semblance entre la cause des Reformez & celle des Donatistes.
La quinzième adoptoit une chicane des Missionnaires du plus bas^{15. Des}
ordre, qui abusant de quelques reglemens de Discipline, ou de^{Mission- naires}
quelques expressions mal entendues, & de quelques passages
tronquez des Docteurs Protestans, vouloient prouver par là que
les plus habiles Reformez donnoient gain de cause à la Religion
Catholique. La seizième enfin, dont l'Evêque de Meaux a fait^{16. Tou- chant les}
depuis un gros Traité, consistoit à ramasser les variations & les^{varia- tions.}
contradictions pretendues des Reformez dans leurs articles de
Foi, sur quoi on bâtissoit un sophisme qui a été plus d'une fois
solidement refuté. On y ajoûtoit par forme de corollaire, un
autre argument tiré de la conformité des sentimens de l'Eglise
Romaine avec l'Eglise Greque, & même avec les societez Nesto-
riennes & Eutychiennes : comme si une conformité d'erreurs entre
plusieurs Communions, étoit un legitime préjugé contre les veri-
tez opposées. Après tout cela on recommandoit les conferences
particulieres, les écrits solides, les Sermons & les Missions, &
sur tout l'esprit de charité, dont il y avoit si long tems que le
Clergé avoit perdu l'usage, qu'on peut juger aisément qu'il n'en
parloit ici que pour se moquer du monde.

FIN DU DIX-HUITIÈME LIVRE.

HISTOIRE

DE

L'EDIT DE NANTES.

TROISIEME PARTIE.

LIVRE DIX-NEUVIEME.

SOMMAIRE DU XIX. LIVRE.

L *Estres de cachet qui accompagnent les methodes. Clauses remarquables dans ces lettres. Artifice de ces clauses. Craintes des plus sages. Ecrits contre l'Avertissement & les methodes. Intention du Clergé pour la forme de la signification. Resolution du Consistoire de Charouan. Le Roi leve la difficulté. Forme de la signification. Honnêteté de l'Intendant. La chose se passe par tous à peu près de la même maniere. Singularité à la Rochelle : & à Sedan. Effets de cette ceremonie en quelques lieux. Diversitez sur cette matiere. De la necessité des conferences. Raisons de les accepter. Raisons de les fuir. Ecrits sur cette question : & suites de la contestation. Ecri d'un Missionnaire. Considerations sur le choix de Religion des enfans de sept ans. Cas de conscience proposez à la Sorbonne. Moyens de secourir les convertis. Impostures contre les Reformez : de Castres : de Quinim : & autres. Distribution de l'écrit sans effet. Chicane de Petisfeu. Charitez de quelques Reformées. Conservation de l'Eglise de Montignac. Surprenante inégalité du Conseil. Exercices interdits. Affaire singuliere. Interdiction sans d'autres pretextes ; à Chorveux : à St. Hilaire sur l'Autise : à St. Quinim. Ecrit secret du Chapitre. Procès faits à même fin à diverses Eglises de Languedoc. Procès fait à l'Eglise de Montauban. Insigne fraude des Jesuites. Autres chicanes contre le Consistoire. Assemblées pretendues illicites. Chant des Pseaumes. Qualité des temoins. Femmes debau-*

*débauchés. Blasphémiques. Sans le Droit incapables de re-
 mouer. Personnes stupides : ou qui s'accusent eux mêmes :
 & qui ont été appostés. Temoins payés pour déposer. Iniqui-
 té des Juges. Interdiction de l'Eglise de Montauban. Pa-
 tience du peuple. Interdiction de l'Eglise de Mucidan. Accu-
 sation frauduleuse. Désolation générale des Eglises de la bas-
 se Guyenne. Motifs pleins d'injustice. Conversion des Mahô-
 métans & des Idolâtres. Nouvelles peines contre ceux qui souf-
 fraient des Catholiques dans les Temples. Considérations sur
 l'Edit qui les ordonne. Effets : & diversité d'avis. Avis de
 fermer les Temples : Raisons au contraire. Cet avis est rejet-
 té. Avis de prêcher à l'ordinaire à portes ouvertes : qui est
 suivi par plusieurs grandes Eglises. Avis de prendre des pre-
 cautions. Mesures prises en plusieurs lieux. Nouvelle Decla-
 ration sur ce sujet. Inconvéniens de ce nouveau reglement.
 Nouveau ordres sur le même sujet. Execution de la Decla-
 ration : & ses effets. Occasions qu'elle donne d'interdire les
 Ministres. Procès sur les termes de la priere générale. Mi-
 nistre accusé de prêcher scandaleusement. Nature des preuves.
 Condamnation. Caractere de sa partie. Enfans des conver-
 tis. Reformez privez du droit d'habiter à Autan & ailleurs.
 Ministres & Proposans renvoyez habiter à fix lieux des exer-
 cices interdits. Contributions mutuelles interdites aux Eglises.
 Application des biens des pauvres aux Hôpitaux. Motifs de
 cette Declaration. Ecoles renvoyées au lieu même de l'exercice.
 Maîtres d'Ecole privez de la liberté de prendre des pension-
 naires. Reponse d'un Ministre à un Intendant. Charges &
 Offices. Garde des registres ôtée aux Eglises interdites. Me-
 tiers & professions. Procès fait à trois Ministres sur divers
 sujets. Malice du Curé de Trevieres. Mandement de l'Evê-
 que de Boulogne. Redoutable état de la France. Réunions :
 & réduction de Strasbourg. Prise de Luxembourg. Etat de
 l'Angleterre. Hautes entreprises de la France.*

1682.

Lettres
de cachet
qui ac-
compa-
gnent les
metho-
des.

L n'y avoir pas lieu de s'étonner que le Clergé ait adopté ces methodes basses & pueriles, qui ne servent toutes qu'à faire voir combien il évite soigneusement d'entrer en matiere; & avec quelles marques de la foiblesse de sa cause il craint la discussion. Il est évident que de ces seize ou dix-sept methodes il n'y en a pas une qui touche le fond des controverses: de sorte qu'après qu'elles auroient été toutes épuisées, la question au principal demeureroit encore en son entier, avec toute son importance & toutes ses difficultez. D'ailleurs elles ne sont en elles-mêmes qu'un recueil de chicanes renouvelées, de sophismes rebatus, de vieilles illusions, où il n'y a rien de nouveau que le tour ingenieux de l'expression, & le dangereux artifice d'une fausse délicatesse, qui est aujourd'hui l'idole du siecle, & des gens incapables d'atteindre la hauteur du grave & du serieux. Mais il ya déjà long tems que le Clergé ne se ménage plus de ce côté-là: & que tout lui paroît bon, pourveu qu'il lui soit utile. La bonne foi, la bienfiance, & la verité sont les choses dont il s'embarasse le moins. Mais on pouvoit s'étonner avec raison de ce que le Roi vouloit appuyer ces bagatelles de son autorité, & prêter son nom aux ruses du Clergé, pour lui donner plus de facilité à surprendre les simples par d'infames deguifemens. On joignit donc à la lettre circulaire de l'Assemblée, à son *Avertissement*, & à ses methodes deux lettres circulaires du Roi, l'une à tous les Archevêques & Evêques du Royaume; l'autre à tous les Intendants. Toutes deux étoient datées du dixième de Juillet: & contenoient des temoignages fort exprés de la passion du Roi, pour la réunion de tous ses sujets dans l'Eglise Romaine; & de l'approbation qu'il donnoit au projet de l'Assemblée, à l'exécution duquel il les exhortoit tous de contribuer de tout leur pouvoir. Mais ce qu'on ne peut croire quand on le lit; ce qu'on ne peut comprendre quand on y pense; ce qu'on ne persuadera peut-être, pas à la Posterité, quoi qu'on lui en conserve les preuves originales: est que dans ces deux lettres, écrites non seulement lors que l'Edit étoit déjà presque aneanti par un grand nombre de Declarations contraires; mais lors que la resolution de le revoquer étoit déjà prise; & pour appuyer un projet qui étoit comme le signal, & le premier pas de cette revocation; lors même que le succès

des

des violences faites en Poitou, avoit inspiré le dessein de les exercer par tout le Royaume, qu'alors, dis-je, le Roi recommandât d'observer l'Edit, comme une chose qui lui seroit fort agreable. 1682

Dans la lettre qui devoit être envoyée aux Evêques, on lisoit ces mots remarquables : *Vous recommandant sur toutes choses de ménager avec douceur les esprits de ceux de ladite Religion, & de ne vous servir que de la force des raisons, pour les ramener à la connoissance de la verité, SANS RIEN FAIRE CONTRE LES EDITS, & DECLARATIONS, EN VERTU DESQUELLES L'EXERCICE DE LEUR RELIGION EST TOLERE' DANS MON ROYAUME.* De même dans celle qui étoit adressée aux Intendans on lisoit ces mots en partie les mêmes, en partie équivalens : *Je vous recommande sur tout de ménager avec douceur les esprits de ceux de ladite Religion, & D'EMPECHER qu'il ne soit rien fait qui puisse donner atteinte à ce qui leur a été accordé par les Edits & Declarations données en leur faveur.* Le but de cet insigne déguisement étoit d'éblouir le monde, & de faire en sorte que les Reformez se crussent en sûreté contre les dernières violences, dans le tems même qu'on n'attendoit que l'occasion favorable de s'y porter. On vouloit arrêter ceux qui sembloient n'attendre que le signal pour sortir du Royaume; ou leur faire au moins perdre créance auprès des étrangers, à qui ils pouvoient faire des plaintes des injustices qu'on leur auroit faites; & dont le dementi leur seroit donné par des piéces si authentiques. Cela fit impression même en France sur beaucoup d'esprits, qui s'imaginèrent que le Clergé ou content de ses progrès, ou las d'injustices & de chicanes, vouloit faire cette démarche pour sa décharge; qu'après la signification de cet *Avertissement*, il demeureroit en repos; & qu'il laisseroit les Reformez dans la possession du peu qui leur restoit. En effet il avoit de quoi se contenter. Il n'y avoit plus rien en quoi les Reformez pussent donner de jalousie. Ils n'avoient plus ni charges, ni dignitez, ni esperances temporelles; & leurs exercices même étoient réduits à de si grandes incommoditez, qu'il étoit comme impossible qu'ils ne tombassent pas d'eux-mêmes avec le tems.

Mais il y avoit des gens qui ne se laissoient pas éblouir par ces fausses apparences : & qui ne doutoient pas que cette démarche

Clauses remarquables dans ces lettres.

Artifice de ces clauses.

Craintes des plus sages.

1682. du Clergé ne dût avoir de fâcheuses suites. La plupart n'en moins se trompoient dans leurs conjectures, parce que tout le mal qu'ils craignoient étoit qu'on ne fit revivre le projet du Cardinal de Richelieu, & qu'on ne forçât les Reformez à des conférences où ils auroient pour arbitres leurs propres parties, & pour Deputez des gens que la Cour auroit corrompus de loin, pour les obliger à signer quelque modele de réunion. En effet il sembloit que toutes les vuës du Clergé tendissent là; & bien des gens éclairés ont cru que ce fut seulement la conjoncture des affaires qui lui inspira d'autres pensées, comme je le remarquerai ailleurs. Cependant tout le Royaume attendoit avec une impatiente curiosité, ce que produiroit cette signification de la lettre du Clergé, & chacun dressoit des plans du succès qu'elle devoit avoir, selon les craintes ou les esperances que lui donnoit cette procedure inouïe. Les Reformez ne savoient comment s'y prendre. On ignoroit comment cet acte se devoit passer, & on avoit des soupçons que le Clergé n'eût des Créatures dans le Consistoire de quelque Eglise importante; qu'il ne commençât par là pour assurer le succès de ses desseins; qu'ayant obtenu par ce moyen ou d'être écouté en qualité de Corps composé de Pasteurs legitimes, ou d'entrer en conference sous des conditions avantageuses pour lui, ou de recevoir des promesses de réunion, moyennant quelque complaisance qu'il auroit de sa part sur des bagatelles, il ne s'en prevalût contre toutes les autres Eglises, & ne les fit contraindre par l'autorité du Roi, à suivre l'exemple de celle qui auroit fait ce faux pas. Il y avoit de grandes Eglises où la division regnoit entre les conducteurs, & celle de Paris même n'étoit pas exemte de ce desordre. Chacun regardoit son concurrent avec defiance, & vouloit le faire passer ou pour un homme qui trahissoit la cause commune, ou comme un homme qui la ruinoit par l'ambition, & le desir de dominer dans les affaires.

*Ecrits
contre
l'Aver-
tisse-
ment &
les me-
thodes.*

Au milieu de ces agitations on voulut prevenir les mauvais effets de la ruse du Clergé, en devoilant le mystere de son *Avertissement* & de ses methodes. Claude écrivit des *considerations* sur la lettre, où d'une maniere solide, nette, vigoureuse à son ordinaire il refutoit tout ce qu'elle contenoit de propre à faire illusion, & mettoit les fourberies du Clergé dans une si parfaite évi-

évidence, qu'il n'y avoit personne qui pût y être trompé s'il ne le vouloit bien, & cet écrit ne demandant qu'une heure de tems pour le lire d'un bout à l'autre, ne pouvoit rebuter personne par sa grosseur. D'autres firent des remarques sur les methodes; & entre autres Basnage jeune Ministre de Rouën très-estimé, y appliqua, pour ainsi dire, les premiers soins de son ministère, & refuta fort heureusement ces sophismes surannez. D'autres écrivirent des reponses qui n'ont été vuës que manuscrites, mais qui ne laisserent pas de servir beaucoup à l'édification de ceux qui les lurent. Le Docteur Burnet, aujourd'hui Evêque de Salisburi, & celebre alors principalement par la belle Histoire de la Reformation d'Angleterre, écrivit un Traité contre l'*Avertissement* & contre les methodes, qui fut aussi-tôt traduit en François, & qui fut fort bien reçu. Cependant le Clergé delivra les Reformez de la plus grande de leurs craintes, quand il choisit l'Eglise de Paris pour la premiere à qui son *Avertissement* seroit signifié. De Menars Intendant de cette Generalité, fit avertir qu'il vouloit parler à quelques-uns du Consistoire. On lui deputa Claude & Gilbert Ministres, & trois Anciens, qui se rendirent chez lui le seizième de Septembre. Il leur déclara que la signification se feroit le Dimanche suivant; qu'on pretendoit la faire dans le Temple en pleine Assemblée; que l'Official vouloit parler au peuple, & lui lire l'*Avertissement*. Ces Deputez remontrèrent que cette lecture faite dans l'Assemblée même, seroit sujette à de grands inconveniens, & qu'elle alloit au delà de ce qui étoit porté par les lettres du Roi, & par la lettre circulaire du Clergé même à tous les Evêques, où il n'étoit parlé d'en faire la signification qu'aux Consistoires. L'Intendant repliqua qu'il avoit ordre de faire la chose comme il l'avoit proposée; & en effet l'intention du Clergé avoit été telle; mais il l'avoit déguisée par le mot équivoque de *Consistoire*. Il avoit évité scrupuleusement de donner le nom d'*Eglises* aux Assemblées des Reformez; & parce qu'il falloit un mot pour les exprimer, il avoit pris celui de *Consistoires*, dont la signification avoit été fort differente jusques là. Les Commissaires Catholiques avoient introduit cet usage dans les Synodes, où n'ayant pas voulu consentir qu'on nommât *Eglises* les Assemblées dont les Deputez y comparoissent, à moins qu'on n'y ajoutât la qualité de *pretendue Reformée*, il fallut convenir avec

*Intention
du Cler-
gé pour
la forme
de la sig-
nifica-
tion.*

1682. eux d'un mot sur lequel ils n'eussent rien à dire. En divers lieux on se servit pour cela du mot de *Consistoire*, qui parut alors en ce sens pour la première fois. Comme les lettres de Cachez avoient été dressées par le Clergé même, il avoit prêté son langage au Roi, & fait glisser le mot de *Consistoire* dans ces lettres avec cette signification nouvelle. Ainsi sa fausse délicatesse donna la première ouverture à éluder ses mauvais desseins. Cela parut d'une grande conséquence aux Deputés, sur le rapport de qui on résolut de s'exposer à toute sorte d'extrémités, plutôt que de consentir à une signification dans cette forme. C'étoit reconnoître trop ouvertement l'Archevêque pour Pasteur, que de souffrir qu'un de ses Ministres parlât en son nom dans le Temple même, & peut-être dans la chaire, sous prétexte de se faire mieux entendre à cette nombreuse Assemblée. On ne pouvoit penser sans horreur qu'un Prêtre vint avec cérémonie faire une exhortation aux Reformés dans le lieu même de leurs exercices, & mettre un discours caprieux, plein d'impostures & de sophismes, injurieux à la Reformation, en la place de leurs Sermons & de leurs prières accoutumées.

Résolution du Consistoire de Charenton.

Le Roi leve la difficulté.

On ne savoit pas néanmoins encore bien ce qu'on feroit, quoi qu'on fût déterminé à ne souffrir point cette odieuse nouveauté: mais on crut qu'avant toutes choses on devoit avoir recours au Roi, & le supplier d'exemter les Reformés de cette contrainte. Le Marquis de Seignelai à qui le Deputé General en avoit parlé, lui rapporta la réponse du Roi qui fut favorable. On changea les ordres, & la signification ne fut faite qu'au Consistoire. Le premier projet avoit quelque chose qui tendoit si évidemment à sédition, que la Cour qui ne vouloit point de violence dont elle ne pût s'assurer d'être maîtresse, n'eut pas de peine à prendre d'autres mesures, quand on lui eut remontré les conséquences de cette entreprise. Il fut donc arrêté que la cérémonie se feroit de cette manière. L'Intendant se rendit au Consistoire le Dimanche vingtième du mois vers les onze heures du matin, accompagné de l'Official, de quelques Ecclesiastiques, de deux Officiers de l'Eglise, qu'on appelle dans la Communion Romaine *Notaires Apostoliques*, & précédé de deux Hoquetons. Il fut reçu par Allix l'un des Ministres, & trois Anciens, à la sortie de son carrosse, & conduit dans la chambre où le Consistoire l'attendoit.

rendoit. Il prit sa place dans un fauteuil au haut de la table, 1682.
 ayant à sa main gauche Claude qui présidoit, & Papillon Secrétaire de la Compagnie. L'Official s'assit dans un fauteuil à la droite de l'Intendant à quelque distance, & les autres Ecclesiastiques occuperent un banc à peu près sur la même ligne. Les Notaires Apostoliques prirent leur place derriere les autres, ayant à la main plusieurs exemplaires de l'*Avertissement*.

L'Intendant fit savoir en peu de paroles qu'il avoit ordre d'as- ^{Forme}
 sister à la signification de l'*Avertissement*, qui devoit être faite ^{de la signification.}
 au nom du Clergé; après quoi l'Official voulant parler, Claude le prévint, & ayant salué l'Intendant il lui adressa un discours fort court, mais si bien menagé, qu'il n'y avoit pas une expression qui ne fût utile; & qu'ayant commencé par des termes de soumission & de respect pour l'Intendant, & de civilité pour l'Official, il finissoit par une espece de protestation contre l'*Avertissement*, dont il ne parloit pas avec beaucoup d'estime, & par des assurances de respect pour le Roi, de fidélité à son service, & de confiance en sa bonté. Après cela l'Intendant fit couvrir les Ministres & tous les membres du Consistoire, & l'Official fit un discours assez civil, où il mêla l'éloge du Pape, du Roi, de l'Archevêque, ne faisant au reste que paraphraser l'*Avertissement*, & la lettre circulaire de l'Assemblée. Cè discours fut suivi de la lecture de l'*Avertissement*, durant laquelle le Prêche étant fini dans le Temple, on se mit à chanter un Pseaume selon la coutume. Le bruit du chant interrompit la lecture, & l'Official fit instance à l'Intendant pour le faire cesser; mais l'Intendant à qui on remontra que ce chant étoit une partie du service, & qu'il ne dureroit pas long tems, aima mieux qu'on remit le reste de la lecture après que le Pseaume seroit achevé. Alors donc après une courte conversation entre L'Intendant, Claude & l'Official, on reprit la lecture interrompue, à laquelle cet Ecclesiastique n'ajouta rien. Claude adressant alors encore la parole à l'Intendant, se contenta de lui dire qu'il voyoit jusqu'où alloit le respect & la soumission qu'on rendoit aux ordres du Roi, par le sacrifice qu'on lui faisoit de la douleur & de la mortification avec laquelle on avoit entendu cette lecture. Cela fait l'Official mit dans les mains de Claude l'exemplaire de l'*Avertissement* qu'il avoit lu, avec un acte de signification signé de

1682. l'Official & des Notaires Apostoliques. On distribua d'autres exemplaires à ceux qui étoient presens; & l'Intendant après quelques honnêtetez de part & d'autre, ayant remougné qu'il avoit la curiosité de voir le Temple, on l'y conduisit, & l'Official & le reste de sa compagnie l'y suivirent. Ils allerent jusques dans le parquet, d'où l'un des Notaires jetta quelques exemplaires qui lui restoient à ceux qui étoient aux environs, la plupart gardeurs de places, parce que presque tout le monde étoit sorti pour dîner. L'Intendant remonta en suite dans son carosse, & on se separa avec des civilitéz reciproques.

La chose se passe par tout à peu près de la même maniere.

Singulière à la Rochelle.

La conduite du Consistoire de Paris servit de modele presque à toutes les Eglises; & à quelques legeres circonstances près, la signification du même acte se fit par tout de la même maniere. Il est vrai qu'à la Rochelle l'Evêque voulut être present lui-même à cette ceremonie, se persuadant que sa presence donneroit plus de poids, & peut-être plus de succès à l'action. Mais cela ne changea rien au fond, & ce Prelat n'eut pas sujet de se tenir bien recompensé de sa peine. Il n'en remporta que quelques louanges de son merite personnel, & des complimens sur sa grande naissance; mais on ne fit rien qui donnât lieu de croire qu'on reconnût son autorité; on ne lui adressa point la parole, quoi qu'il eût pris le pas & la droite sur l'Intendant; & on ne le remercia point de la peine qu'il avoit prise. Il se trouva même un peu choqué, de ce qu'ayant traité l'Intendant de *Monseigneur*, on s'étoit contenté de le nommer *Monsieur l'Evêque*, quand on avoit parlé de lui. Mais on l'avoit fait exprès, & on avoit cru devoir marquer par cette difference, que dans toute cette action la soumission du Consistoire ne regardoit que le Roi, representé par l'Intendant, à qui on donnoit par cette raison un titre de preéminence; mais qu'on ne reconnoissoit point l'Evêque en qualité d'Evêque, à cause de quoi on ne vouloit pas lui donner un nom de superiorité. Ailleurs les Evêques ne voulurent pas s'abaisser à jouer cette comedie. Ce furent les Officiaux, les Syndics, les Curez ou quelques autres qui avoient bonne opinion de leur éloquence, qui furent pour l'ordinaire les acteurs de ce rôle. A Sedan le Recteur des Jesuites en prit la commission; & Gantois Ministre qui portoit la parole, ne lui fit pas l'honneur de lui dire même un mot de civilité. Lors que les Intendants

dans ne purent assister à cette cérémonie, ou qu'ils voulurent s'en décharger, ils y envoyèrent leurs Subdéléguez. En Bretagne la signification ne fut faite qu'aux deux Eglises de Bailliage, Rennes & Nantes; & l'Avocat General y tint la place d'Intendant, parce qu'il n'y en avoit point dans la Province. En quelques lieux où il n'y avoit point de chambre pour le Consistoire, on reçut la signification dans le Temple; après que les exercices furent finis; & la même chose se fit à Montauban par la ruse de l'Intendant, & par l'imprudence de quelques Anciens, qui ne crurent pas qu'il y eût de la fraude cachée, sous le desir qu'il temoignoit de faire cet acte dans le Temple même, après que l'Assemblée seroit retirée. Mais ils ne furent pas long-tems sans reconnoître qu'ils avoient fait une fâcheuse bevue, comme je le remarquerai ci-après.

La chose ne se passa pas néanmoins par tout si doucement, qu'il n'y eût des lieux où il arriva quelque desordre. A Bellême un Gentilhomme Ancien de l'Eglise du lieu, nommé de Taché, homme plein d'affection & de zèle pour sa Religion, écouta la lecture de l'*Avertissement* avec des marques de chagrin qui déplurent à Bouville Intendant de cette Generalité: de sorte qu'il chargea son procès verbal de cette remarque. Peu après de Taché fut exilé à Tours par une lettre de cachet, sans autre prétexte que de n'avoir pas eu pour cette lecture une attention assez respectueuse. De Launei Huë Grand Penitencier de Bayeux, homme malin, emporté, fourbe; qui ajoutoit à ces odieuses qualités, par forme de correctif, un zèle ardent pour la destruction des Reformez, à quelque prix que ce fût; & qui d'ailleurs se piquoit assez mal à propos de savoir & d'éloquence, voulut avoir l'honneur de la signification, & la fit faire en sa présence aux Consistoires de Caen, de St. Sylvin & de Bernieres. Il ne fut pas content du discours que Du Bosc fit à Caen. Il voulut le faire passer pour un discours plein de marques de mépris pour l'*Avertissement pastoral*, & où même il avoit manqué de respect pour l'autorité royale. Il tâcha de le prouver par un écrit plein de malignité; & à peu près de même nature que ceux par lesquels il avoit tâché de faire croire quelques années auparavant, que les Ministres assemblez en Synode à St. Lô avoient reconnu publiquement que l'Eglise Romaine étoit la véritable Eglise: que

1682. que Flottemanville Basnage lui avoit cédé de grands avantages dans une conference qu'ils avoient eue ensemble ; & qu'il avoit mal prouvé ses sentimens dans un Sermon sur le sujet de la presence réelle. Ces écrits avoient toutes les proprietes de ceux qui avoient accoutumé de partir de la plume des Missionnaires. La solidité, la doctrine, le bon sens y manquoient par tout ; mais rien n'y manquoit si absolument que la bonne foi. A la verité la reputation de Du Bosc étoit au dessus des attaques de ce foible adversaire : mais il est fâcheux pour un homme d'un merite distingué d'être exposé aux satyres du premier ennemi qui veut l'offenser, & de voir sa reputation impunément attaquée par des gens qui n'ont pour merite que l'impudence. L'Intendant qui avoit été fort équitable, pendant qu'il avoit été dans la Generalité d'Alençon, avoit changé de manieres par politique en passant à Caen ; & il appuyoit le Penitencier : mais par sa moderation & par son silence Du Bosc rompit leurs mesures ; & l'affaire n'eut point d'autre suite qu'un peu de bruit qui s'apaisa de lui-même.

*Diverses
sur
cette
matiere.*

Cependant comme il n'y avoit presque plus de correspondance entre les Eglises, il ne fut pas possible de garder une parfaite uniformité dans cette rencontre. On prit d'autres mesures dans les Provinces meridionales, que dans celles qui regardent le Septentrion. Il y fut disputé sur beaucoup de choses touchant la lettre du Clergé : on proposa de presenter au Roi une requête forte & raisonnée, pour se plaindre des entreprises du Clergé ; & même en quelque sorte pour se plaindre du Roi même, qui ne gardoit pas pour tous ses sujets une équité de Juge & de pere commun : on fut d'avis de semer par tout des écrits courts & serrez sur la conduite du Clergé : & sur tout de faire paroître en toutes choses de la résolution & du courage. En même tems on disputa sur la nécessité de tenir des conferences ; & les avis y furent fort partagez. Il y eut beaucoup de personnes qui se porteroient à les accepter, si elles étoient offertes, & qui en donnerent des raisons assez specieuses. Ils disoient qu'en les refusant on donneroit sujet de croire que les Eglises se desioient de la bonté de leur cause, de la capacité des Pasteurs, & du secours de Dieu : qu'on perdrait la plus belle occasion de faire triompher la Religion Reformée qui se fût jamais présentée ; qu'on scandaliserait

*De la
nécessité
des con-
ferences.*

*Raisons
de les ac-
cepter.*

seroit les étrangers : qu'on feroit perdre courage aux Troupeaux : 1682.
 qu'on donneroit un pretexte de changer à ceux qui en étoient
 sollicités : que ceux qui avoient déjà changé en tireroient avan-
 tage pour justifier leur lâcheté : que ceux qui n'avoient abandon-
 né leur Religion que par foiblesse , n'auroient pas après ce refus
 la resolution de se relever : qu'on imiteroit les Donatistes qui
 fuyoient les conférences , & à qui les Orthodoxes le reprochoient
 avec justice : qu'on enfleroit le cœur au Clergé , qui publieroit
 avec insulte qu'il avoit *desié les batailles rangées de l'Eternel* , &
 qu'elles n'avoient osé venir au combat : qu'on fortifieroit l'aver-
 sion des Catholiques , en fuyant l'occasion de faire paroître l'in-
 nocence de la doctrine Reformée : qu'on manqueroit un moyen
 assuré de nourrir les Catholiques éclairés dans le degout qu'ils
 avoient de leur propre Religion : qu'on n'auroit rien à répondre
 au reproche de cette fuite : qu'elle serviroit à persuader au Roi ,
 ce qu'on lui prêchoit il y avoit long tems , que les Reformez ne
 résistoient à ses volontés que par un esprit d'entêtement & de ca-
 bale : qu'on desobeiroit à St. Pierre qui veut que chacun soit prêt
 à *répondre de l'esperance qui est en lui* : qu'il falloit avoir confian-
 ce aux promesses que JESUS-CHRIST avoit faites , que le St. Es-
 prit enseigneroit aux fideles ce qu'ils auroient à dire , quand ils
 seroient appelez devant les Puissances , & qu'il leur inspireroit
 une sagesse à laquelle leurs ennemis n'auroient pas la force de ré-
 sister , sur quoi on citoit les passages du douzième chap. de l'E-
 vangile selon St. Luc. v. 11. & 12. & du vingt & unième chap. du
 même livre v. 15. qu'autrement on perceroit le cœur aux Minis-
 tres , qui si on les laissoit faire , étoient comme assurés du triom-
 phe : qu'on feroit le procès aux Reformez comme à des muets ;
 que le Clergé qui avoit eu dessein d'abord de les appeler de-
 vant lui par forme de *citations canoniques* , pour répondre des
 causes de leur separation , comme devant un Juge naturel & lé-
 gitime , & qui n'avoit manqué ce coup , que parce que le Roi
 n'avoit pas approuvé cet expedient , auroit un beau pretexte d'y
 revenir , & le feroit passer à cette fois sans difficulté , en remon-
 trant que les Reformez refusoient les autres moyens de paix plus
 moderez & plus charitables : qu'on verroit en conséquence de
 quelque Declaration les Reformez contraints d'aller aux Sermons
 & aux Catechismes des Missionnaires : qu'après tout , si le Cler-

1682. gé vouloit des conférences, on seroit forcé de les accepter, & qu'il étoit bien plus utile d'y entrer volontairement que par contrainte, parce qu'au moins on auroit le droit de disputer sur les loix & la forme des conférences, & d'en demander de tolerables conditions: qu'il ne suffisoit pas de se defendre par des écrits, de peur qu'on ne dit des Reformez, à peu près comme les envieux l'avoient dit des Epîtres de St. Paul, que leurs écrits étoient graves & forts, mais que leur présence étoit foible, & leur parole meprisable: que les écrits seroient lus de peu de personnes, au lieu que les conférences édifieroient tout le monde.

*Raisons
de les
suivre.*

Ces raisons étoient combattues par d'autres qui ne paroissent pas moins claires & moins solides. On disoit que les conférences étoient bonnes à proposer entre des partis dont les forces étoient égales, & lors que l'un n'étoit pas en état d'opprimer l'autre: que le Clergé ne les proposoit pas de bonne foi: qu'il falloit regarder les ouvertures qui venoient de sa part, comme des pieges tendus à la simplicité des Reformez: qu'on savoit que les plus fortes armes de cet ennemi sont la fraude & la perfidie: qu'on avoit appris par les projets de réunion dressés sous le nom du Cardinal de Richelieu, qu'on n'offroit des conférences que sur l'assurance d'y faire entrer des Ministres gagez, & qui avoient promis de trahir la cause commune: que ce seroit une temerité reprochable à jamais, que de hasarder les intérêts de la Religion & le repos de tant de fideles, sur la foi de quelques gens dont on ne connoissoit pas le cœur, & qui auroient été assez habiles pour déguiser leurs intentions par de fausses marques d'un grand zèle: que jamais le Clergé ne voudroit conférer avec égalité: qu'il ne cherchoit qu'à faire accepter le mot de *conférence*, pour soumettre les Reformez sous ce prétexte à ses instructions: qu'il n'entendrait jamais à conférer avec les Ministres comme de Docteurs à Docteurs; & qu'il voudrait que ses Deputez tinssent le rang de Pasteurs & de maitres, pendant que les Ministres proposeroient seulement des difficultez, & recevraient les reponses comme disciples: que dans l'intention du Clergé, accepter des conférences c'étoit reconnoître sa superiorité, démarche qu'il ne faisoit jamais faire, quand il iroit de mille vies: que si on prétendoit reculer, quand après le premier pas on auroit reconnu la fraude, la force majeure viendrait au secours de l'artifice, &

contraindroit d'aller plus avant : que dans l'Eglise Romaine, vou- 1682.
loir seulement par curiosité, ou par forme d'entretien prendre
connoissance de sa doctrine, c'étoit ce qu'on appelloit vouloir
se faire instruire; & ce qui depuis long tems imposoit la neces-
sité d'en faire profession : que c'étoit par cette supercherie qu'on
reduisoit tant de gens, qui n'avoient pas trouvé leur compte à l'in-
struction, à demeurer néanmoins malgré eux dans la Communion
Catholique : qu'on feroit passer les conférences pour un desir
d'instruction, & qu'après cela on ôteroit aux Reformez la liber-
té de se dedire : que quand cela n'arriveroit pas, il faudroit au
moins se soumettre à quelques Juges; que le Clergé en feroit
donner de Catholiques; ou que s'il consentoit qu'il y en eût
d'autres, il conserveroit au moins pour lui la pluralité des voix :
qu'en supposant même qu'il ne tendit aucun de ces pieges, &
qu'il voulût donner les mains à quelque conciliation de senti-
mens, on ne pouvoit prévoir quel accommodement il auroit des-
sein de faire : qu'on trouvoit des expediens dans les affaires d'in-
térêt : mais qu'il n'y en avoit point dans les disputes qui regar-
dent la Religion : que la vérité doit être conservée entière : qu'on
ne peut se relâcher sur rien qui la touche : qu'elle ne souffre point
de partage : qu'elle ne reçoit rien en compensation de ses droits :
qu'il seroit inutile de conférer, parce que les Prelats par intérêt
ne voudroient rien céder; & que les Reformez par conscience
ne devoient desister de rien de ce qui avoit servi de fondement
à leur separation : que quand même le Clergé temoigneroit de
l'inclination à reformer les abus, on ne pourroit jamais traiter
avec lui en sûreté : qu'il se dediroit, aussi-tôt après qu'il seroit
venu à bout de ses desseins, de tout ce qu'il auroit accordé :
qu'outre que sa politique est naturellement perfide, il dependoit
de la Cour de Rome, qui ne souffriroit jamais qu'on executât
ce qui auroit été promis à son prejudice : que les vûes du Cler-
gé, qui se trouvoit encore embarrassé des restes de l'Edit de Nan-
tes, alloient à conduire les Reformez dans un état où on le pût
revoquer de leur consentement, & par conséquent sans infamie,
après quoi on se moqueroit de leur simplicité : qu'encore qu'une
partie considerable des Eglises reclamât après coup contre la
mauvaise foi du Clergé, on ne les écouterait pas; comme après
avoir fait consentir frauduleusement les habitans de Montpellier

1682. à demander une Citadelle, on se moqua de ceux qui protestoient de n'avoir jamais consenti à cette demande, quoi qu'ils fussent la plus grande, la plus riche, la plus considerable partie des Bourgeois: qu'on avoit mille exemples dans tous les siècles de la mauvaise foi des conférences proposées par le plus fort. Sur quoi on alleguoit celle que les Ariens proposerent sous Huneric Roi des Vandales; que les Orthodoxes tâcherent en vain d'éluder; & qui fut l'occasion d'une cruelle persécution contre les Evêques qui voulurent faire leur devoir. On y joignoit celle de Fontainebleau, entre Du Plessis & Du Perron, où on fit succomber Du Plessis par un long tissu de basses & honteuses supercheries.

*Ecrits
sur cette
matiere;
& suites
de la con-
testation.*

On appuyoit ces considerations de plusieurs autres: & Gautier celebre Ministre de Mompellier, qui a fait connoître son zèle par beaucoup d'actions de courage, & sa capacité par plusieurs Ouvrages, & principalement par son *Histoire Apologetique des libertez des Eglises Reformées*, recueillit la meilleure partie des reflexions qui regardent cette matiere dans un écrit qu'il intitula *Dialogues de Photin & d'Irenée*. Deux ans après il parut un autre petit Traité sur le même sujet, sous le titre d'*Entretien sur les Conférences*, parce qu'on en remettoit encore une fois les propositions sur le bureau. Cependant ceux qui étoient d'avis d'accepter les conférences ne se rendoient point: mais à dire la verité tout ce qu'ils opposoient à ces considerations se reduisoit à de grandes esperances d'un bon succès: & leurs reponses avoient moins l'air de raisonnemens que de propheties. Ils proposoient des conditions à quoi il est certain que le Clergé n'auroit jamais voulu entendre; comme entre autres la promesse reciproque d'embrasser la verité, quand elle seroit démontrée: & il leur sembloit que les conditions étoient si équitables, que le Clergé ne pourroit les refuser sans se couvrir de confusion. Mais on presupposoit en tout cela que le Clergé auroit bien voulu traiter d'égal à égal; & que par un principe d'amour pour la verité, il renonceroit aux avantages de la force, qui étoit toute de son côté: illusion dont plusieurs personnes éclairées ne laissoient pas de se flatter. On proposa dans cette vue de dresser un formulaire des raisons que les Reformez avoient eues de se separer de l'Eglise Romaine; & d'en mettre une copie dans chaque Consistoire, pour la donner par forme de réponse à ceux qui viendroient signifier
l'Aver-

l'Avertissement Pastoral. D'autres étoient d'avis de produire seulement la Confession de Foi ; & de dire que les motifs de la séparation y étoient suffisamment expliqués. D'autres vouloient que tout fût remis à la prudence des Consistoires. Dans cette diversité d'avis, qui d'ordinaire embarrasse plus les affaires qu'elle n'en trouve le dénouement, chacun fit comme il l'entendit, & il fut impossible de s'en tenir à une résolution générale. Quelques Eglises donnerent les causes de leur séparation ; & cela se fit particulièrement à Montpellier, dont l'Eglise éprouva peu après que cette complaisance n'avoit pas amolli le cœur du Clergé. 1682.

La signification de cet *Avertissement* s'étendit encore assez avant dans l'année suivante : mais avant que je passe aux autres événements, je remarquerai qu'au milieu de ces grandes agitations où la conduite du Clergé avoit mis tout le Royaume, son Assemblée fut attaquée par les écrits d'un Missionnaire laïque, qui avoit femme & enfans, & peu de bien, & qui n'étoit pas content du peu de soin que les Prelats avoient de conserver leurs conquêtes. Vers la fin de l'année 1681. il fit imprimer un écrit sous ce titre, *Factum d'un Missionnaire qui travaille à la conversion des Heretiques, pour être consulté A MESSIEURS LES DOCTEURS DE SORBONNE.* Dans l'exemplaire que j'en ai vu ces mots étoient écrits à la main au haut de la marge de la première page : HERESIE : qu'on peut l'abolir par la douceur & les bienfaits : SANS RIEN DEMANDER AU ROI NI AU CLERGE'. Cet ouvrage contenoit quarante quatre pages in 4. d'un assez petit caractère. Le stile étoit digne d'un Missionnaire : & on auroit cru par le tour qu'il avoit pris, qu'il avoit plutôt dessein de deshonnorer les Evêques, par le reproche du peu de zèle qu'ils témoignent pour l'avancement de leur Religion, que de travailler lui-même à la conversion des Heretiques. Il citoit environ trente exemples de personnes converties, que le peu de soin qu'on avoit de les faire subsister reduisoit à mourir de faim. Entre les autres il faisoit beaucoup de bruit de l'état où étoit tombée une Marguerite Regnault veuve de Jaques des Bretonnieres, qui avoit été Procureur du Roi à St. Maixant. Elle avoit été contrainte à devenir blanchisseuse pour gagner sa vie. D'autres personnes du même sexe, reduites à la dernière nécessité, s'étoient, disoit-il, prostituées, pour se tirer de misère. Il parloit aussi de quelques enfans,

1682. enfans que le Curé de Notre Dame à St. Lo avoit seduits, après la Declaration qui leur permettoit de faire choix de Religion à sept ans : mais dont il avoit été obligé de renvoyer deux à leurs parens, qui dès le lendemain, disoit-il, les avoient remenez au Prêche. Trois autres qui lui restoient ne lui payant point de pension, il étoit encore sur le point de s'en décharger, & de les rendre à leur famille. Le Missionnaire trouvoit cela d'une extrême consequence, parce que leurs peres & meres pouvoient les faire apostasier par les menaces, ou par les caresses, ou par le fouet, ou par une pomme. Sur quoi il representoit assez fortement, bien que la Declaration lui parût fort équitable, combien il seroit extraordinaire de punir ces apostats de nouvelle espece suivant la rigueur des Edits : & de voir trainer sur la claye, par les mains du Bourreau, la corde au cou, nuds en chemise, la torche au poing, & en suite banir & chasser du Royaume des enfans de sept ans : enfans, disoit-il, à qui les loix pardonnent quand ils auroient tué des hommes. La Cour n'avoit pas voulu avoir égard à ces inconveniens, que les Reformez lui avoient fortement representez par leur requête, contre la Declaration qui leur donnoit la liberté du choix à cet âge.

Considerations
sur le
choix de
Religion
des en-
fans de
sept ans.

Cas de
conscience
proposés
à la
Sorbonne.

De ces considerations le Missionnaire tiroit deux cas de conscience, qu'il proposoit aux Docteurs de Sorbonne en forme de problèmes, pour les résoudre. Le premier étoit, si cette Dame chargée d'enfans & n'ayant pas de quoi les nourrir, pouvoit en bonne conscience les rendre à leurs parens heretiques, principalement sa fille ; ou les exposer à tous les effets de la misere. Le second étoit si lui-même pouvoit en conscience recevoir les abjurations des enfans, ou des autres qui n'auroient pas de quoi vivre après leur conversion, dans les lieux où il n'y avoit point de moyens établis de pourvoir à leur subsistance. Il sommoit les Docteurs de repondre par écrit à ces questions : & il declaroit formellement qu'il publioit ces scandaleuses veritez, pour faire honte aux Catholiques : s'autorisant même, entre autres exemples, de ce que l'Ecriture sainte avoit bien publié l'apostasie & l'avarice de Judas, qui avoit volé les aumônes des pauvres. Cette comparaison faisoit peu d'honneur à son Clergé : mais ces insolences sans jugement sont essentielles au stile des Missionnaires,

Après

Après cela il propoſoit les moyens de pourvoir aux neceſſitez des *convertis* : & dans le detail de ces moyens il ne paroifſoit pas fort favorable aux *beſaces* de Monsieur St. François, qui trouvoient à Paris tous les ans deux à trois cens mille livres. Il y a treize de ces *beſaces* dans cette grande ville : & il diſoit là deſſus par forme de reflexion, qu'une *beſace bien maniee eſt de grand revenu*. Mais il traittoit les Jeſuites encore plus mal, & il les chargeoit du ſoin d'établir, par tout où il y avoit des *Conſiſſoires Huguenots*, des Aſſemblées Catholiques, pour procurer aux *convertis* tous les ſecours qui leur ſeroient neceſſaires. Il prétendoit qu'ils pouvoient preſque ſeuls extirper l'heréſie en France, par de ſemblables établiſſemens. Il vouloit auſſi que dans tous leurs Colleges, par toute la Chrétienté, ils fiſſent payer à chacun de leurs Ecoliers un ſou par ſemaine, pour l'appliquer à l'entretien des *convertis* qui voudroient étudier, ou de ceux qui viendroient des païs des *Heretiques* ſe réfugier en France. Il faiſoit conſiſter dans l'établiſſement de ces Aſſemblées Catholiques le premier de ſes moyens. Il y ajoûtoit qu'il falloit accorder des privileges aux *convertis*, à l'exemple de ceux que les Rois d'Angleterre accordent à leurs ſujets, ou les Turcs même aux Renegats : & il en indiquoit deux autres importants, l'un que les creanciers des *convertis* qui n'auroient pas de quoi payer leurs dettes en effets mobiliers, fuſſent obligez de prendre des heritages en paiement à dire d'experts : l'autre de condamner les parties des *convertis* à prendre des arbitres, à peine de groſſes amendes, payables avant que d'être reçus à plaider, & de rendre ſouveraines les ſentences arbitrales. Un troiſième expedient étoit de faire des quêtes toutes les ſemaines dans les maiſons Catholiques, à l'imitation de celles qui ſe faiſoient à Londres, pour aſſiſter les *heretiques* réfugiés. On prétendoit qu'il y avoit quarante millions de Catholiques en France, à y compter quarante mille paroiſſes, & mille habitans de chacune, l'une portant l'autre : calcul ridicule ; & qui compte pour la France ſeule plus d'habitans qu'il n'y en a dans toute l'Europe. Le quatrième moyen étoit de faire ceſſer le luxe : & il en vouloit aux marchandises étrangères, aux perruques, aux Operas & aux Comedies, à la vaiſſelle d'or & d'argent, aux riches meubles, aux carroſſes, aux ornemens des

1682.
Moyens
de ſecou-
rir les
conver-
tis.

1682. des femmes & des maisons : & il eseroit qu'en se reformant sur tout cela, il seroit aisé de trouver de quoi entretenir tous les misérables.

*Impostures con-
tre les
Refor-
mez :*

Pour assaisonner toutes ces remarques, où le Clergé n'étoit pas épargné plus que les autres Corps de l'Erat, le Missionnaire y mêloit des traits d'une épouvantable malignité contre les Reformez. Il en parloit comme d'ennemis declarez de toute souveraineté, & il le prouvoit par des argumens dignes de lui. Dans quinze ou seize articles il les accusoit de diverses contraventions aux Edits : & il comptoit entre les autres l'arrêté d'un Synode tenu à Montelimar en 1665. le quatrième de Novembre, où il avoit été ordonné de batiser les enfans qui auroient été ondoyez par les sages femmes. Il appelloit cela *rebatiser* : & il y ajoûtoit que le Synode avoit ordonné la même chose à l'égard des enfans batissez par un *Religieux* : quoi que le dixième du mois de Juin precedent le Parlement de Grenoble eût fait pendre un nommé Joseph Serusclat, pour avoir fait rebatiser son fils. Comme je n'ai vu en nul autre lieu nulle trace de cet arrêt, je le donne sur la foi du Missionnaire. On jugera du conte qu'on en doit faire par trois impostures signalées qu'il ajoûtoit au recit de la procession d'Aymet, dont j'ai parlé ailleurs, & dont le secret fut revelé par le Juge même du lieu, pour se vanger du Curé qui avoit été l'inventeur de la calomnie, & qu'il avoit surpris en adultere avec sa propre femme. La premiere est qu'à Castres l'année 1670. de

de Castres :

jeunes Reformez avoient coiffé un âne en femme, & l'avoient adoré en criant *voilà la Vierge des Catholiques, & l'une de leurs Idoles* : execrable fausseté, qui se détruit par l'aveu même du Missionnaire, que cet horrible scandale étoit demeuré impuni. Ce n'étoit plus le tems de souffrir de semblables profanations des mysteres Catholiques. Ce que le fait n'a point eu de suites, est une demonstration qu'il n'a jamais été commis. La seconde est

de Quintin :

qu'un Ancien de Quintin en Bretagne, avoit par ordre du Consistoire un valet, & le Ministre une servante qui contrefaisoient les Catholiques, pour *pervertir* les autres, & que cette servante apportoit à son maître des Hosties consacrées, qu'il fouloit aux pieds en presence de ceux qu'il vouloit faire changer, en leur disant, *si c'étoit là un Dieu, souffriroit-il ces outrages* ? Tout le fondement de cette imposture est que Beaulieu, dernier Mini-

stre

sire de Quintin, aimoit à faire des Profelytes , & y reüssissoit. 1682.
 Cela le rendoit odieux aux Catholiques , qui voulurent lui faire
 piece ; & subornerent une femme qui alla denoncer que pour
seduire une Catholique il lui avoit dit de lui apporter une Hostie
 consacrée , qu'il jetteroit dans le feu en sa presence , pour lui fai-
 re voir qu'elle seroit consumée comme un morceau de pain ordi-
 naire. Il ne se trouva nul autre temoin que cette femme , qui ne
 put dire ni qui étoit cette Catholique que le Ministre avoit vou-
 lu seduire , ni de qui elle tenoit ce qu'elle venoit denoncer. Elle
 soutint seulement qu'elle l'avoit oui dire. Sur cela on decreta
 contre Beaulieu , qui n'osa se mettre à la discretion des Juges Bre-
 tons , gens sans humanité & sans équité , quand il s'agissoit de
 Religion. Les Reformez ne pouvoient oublier la tragique histoi-
 re de Caillon , & le cruel zèle du Parlement de Bretagne , qui
 l'avoit fait perir injustement. Sa pretendue servante ne s'enfuit
 point. C'étoit une pauvre fille de Guingamp qu'il avoit instrui-
 te , qui fut six mois en prison à Vannes pour la Religion ; & qui
 après y avoir soutenu de grands combats , fut remise en liberté.
 Peu après servant à Nantes une personne de la Religion , elle de-
 vint amoureuse du Sonneur de St. Nicolas , qui la ramena dans
 la Communion Romaine & l'épousa , environ le tems que Beau-
 lieu sortit du Royaume. La troisième imposture est qu'il attri-
 buoit à des Reformez des livres ou imaginaires , ou faits par des
 Catholiques même : comme par exemple une liste imprimée des
 nouveaux *convertis* qui étoient revenus à leur premiere Religion ,
 faute d'être assistez par les Catholiques : une Satyre intitulée , *Po-
 litique Ecclesiastique Romaine* , ouvrage de quelque Prêtre irrité
 contre le luxe des Prelats : une lettre circulaire adressée sous le
 nom d'un Ministre de Niort à tous les Ministres du Royaume ,
 où il reprochoit aux Catholiques la dureté qu'ils avoient pour les
convertis , & principalement pour un de ses neveux qu'ils redui-
 soient à servir de laquais. On lui faisoit dire qu'on avoit levé
 en France cinq ou six cens mille livres pour assister les Piemon-
 tois contre le Duc de Savoye ; au lieu que les Catholiques , exci-
 tez même par un Jubilé universel , n'avoient pu tirer de leur bour-
 se que soixante & douze mille livres pour le secours de Candie
 contre le Turc : quoi qu'il n'y eût en France que quatre à cinq
 cens mille Reformez , contre quarante à cinquante millions de Ca-

1682. tholiques. Cette lettre, si jamais elle a paru, étoit supposée par quelque homme du genie de ce Missionnaire, & peut-être par lui même, pour debiter des impertinences & des faussetez sous le nom d'un autre; & pour faire croire que le peu de secours que le Clergé donnoit à ses *convertis* scandalisoit même les *heretiques* & leurs Ministres: comme s'ils avoient eu grand intérêt que les Prelats eussent fait de plus grandes liberalitez, pour procurer de plus nombreuses *conversions*.

*Distribu-
sion de
l'écrit,
sans effet.* Ces faussetez qui sont essentielles aux écrits d'un Missionnaire, n'empêcherent pas celui-ci de faire debiter son Factum pendant le Carême, dans toutes les Eglises de Paris, & de presser les Predicateurs de recommander les nouveaux *convertis* aux assistants. Mais cela ne fit pas de grands effets. Les Jesuites & les Predicateurs de Carême sont trop sages, pour ne s'appliquer pas les quêtes qu'ils font. Il presenta le même écrit à l'Assemblée du Clergé, avec divers placets dressez au nom des *convertis* necessiteux: mais cela n'eut pas ces Prelats, qui n'étoient pas assembles pour faire des charitez. Ce n'étoit pas l'intérêt de JESUS-CHRIST qui les avoit convoquez, mais le service de Louis le Grand, & la politique du monde. Les *convertis* donc ne s'en trouverent pas beaucoup mieux. Au contraire, il me paroît par de bons memoires qu'environ ce tems ici Pelisson importuné de la multitude de ceux qui venoient lui demander part aux liberalitez du Roi, & ne sachant comment se debarrasser de leurs sollicitations, s'avisa d'une instante chicane pour les rebuter. Quand ils lui presentoient les certificats des Curez, ou autres qui avoient reçu leurs abjurations, il leur disoit que cela ne suffisoit pas; qu'ils pouvoient avoir trompé leurs *Convertisseurs*; & qu'il falloit qu'ils eussent encore une attestation d'un Ministre qui temoignât qu'ils avoient été *Huguenots*. On ajoûte, mais avec moins de certitude, que sur cela quelques-uns avoient été assez simples pour aller demander de semblables temoignages aux Ministres de leurs Eglises. Au reste ce Missionnaire se plaignoit beaucoup des Dames de Herward & de la Sale Monginot, qui faisoient de bien plus grandes liberalitez pour empêcher les *conversions*, que les Catholiques pour les procurer: & il avoit raison; ces Dames avoient des bontez incroyables pour les pauvres; & leur donnoient de grands secours contre la misere.

*Chicane
de Pelis-
son.*

*Charitez
de quel-
ques Ro-
formées.*

.. Ce-

Cependant au milieu de tant d'injustices dont les auteurs furent poussés assez vivement par deux écrits en forme de Dialogues, dont l'un portoit le titre de *la Politique du Clergé*; & l'autre étoit nommé *les derniers efforts de l'innocence affligée*; au milieu de tant de Temples abattus & d'exercices condamnés, l'Eglise de Montignac conserva le sien par un arrêt contradictoire du Conseil du vingt-deuxième de Juin. Le droit de Bailliage lui étoit confirmé, aussi bien que la jouissance de certaines sommes qui avoient été leguées par Elie Alardin, tant pour l'entretien du ministère, que pour les nécessitez des pauvres. Il y avoit longtemps que le Curé prétendoit joindre ces sommes aux revenus de son Benefice; mais cet arrêt lui en ôta toute l'esperance. On auroit de la peine à dire pourquoi dans un tems où on détruisoit tant d'Eglises, aussi bien fondées que celle de Montignac, & on formoit le dessein de détruire toutes les autres, on voulut faire à celle-ci une si parfaite justice. Il semble que le Conseil pouvoit laisser cette affaire en surseance comme beaucoup d'autres, & qu'il devoit s'épargner le reproche d'avoir cherché des moyens de ruiner par la fraude, une Eglise dont quelques mois auparavant il avoit reconnu les prétentions bien fondées. Mais on lui verra faire encore de semblables fautes dans la suite; comme si pour être content de ses jugemens, il avoit voulu non seulement qu'ils fussent injustes, mais qu'ils fussent sujets au reproche d'une absurde inégalité. C'étoit ordinairement quelque intérêt caché, quelque somme promise ou payée qui faisoit donner de tels arrêts, dont en suite on se prevaloît pour persuader aux étrangers qu'on faisoit justice aux Reformez, quand ils avoient de bons titres de leurs demandes.

Mais pour une Eglise conservée cette année, ils en perdirent quarante-deux l'année suivante. La première fut celle de St. Jean d'Angeli, ville qui avoit été autrefois une des principales places de sûreté, qui fut la première qui soutint le siège de l'armée royale en 1621. & qui après une assez longue défense fut contrainte de se rendre. Louis XIII. laissa en son entier tout ce qui regardoit la Religion, & se contenta de dépouiller cette ville de tous ces privilèges, & de toutes ses fortifications. Ce Prince n'ignoroit pas qu'il avoit pris cette ville à force d'armes; cependant il y laissa l'exercice: mais soixante ans après on s'avisait de faire

1683. valoir cette considération. Elle donna lieu à un arrêt de l'année précédente que j'ai déjà rapporté. Celui-ci ne faisoit mention ni de l'arrêt, ni du prétexte sur lequel il avoit été donné. Il y étoit seulement parlé d'une production que le Consistoire avoit faite depuis le premier arrêt; & celui-ci sembloit rendu simplement sur le partage intervenu entre Colbert du Terron Intendant, & le Marquis de Loire, qui avoient été Commissaires en Saintonge. On n'auroit pas soupçonné que le droit d'exercice pût être contesté à une ville de la qualité de St. Jean d'Angeli: mais comme les Intendans croyoient signaler & leur capacité & leur zèle, quand ils trouvoient des difficultez dans les choses les plus nettes & les plus claires, Colbert voulut donner atteinte à un droit qui étoit si bien fondé, & fit partage à son ordinaire; & le Roi le vidant après dix-neuf ans de surseance, défendit l'exercice à perpétuité dans cette ville, & ordonna la restitution de deux Cimetieres aux Catholiques. Pour indemniser les Reformez de cette perte, on leur permit d'acheter un autre lieu pour leur sepulture hors de la ville & des fauxbourgs, & on leur désigna pour cela une place éloignée, incommode, sans murailles, où ils étoient exposez à toute sorte d'injures. Cet arrêt fut rendu le cinquième de Janvier; & le même jour il en fut rendu deux autres qui interdisoient l'exercice à Garreau & à Rasac, avec cette seule différence qu'il étoit ordonné de convertir le Temple de Garreau à un autre usage, & de demolir celui de Rasac. L'onzième du même mois il en fut rendu quatre, qui condamnoient les exercices de Castelnau des Millandes, de Taillebourg, de Mouchan & de Nieuil. Le dix-huitième l'Eglise de St. Cyprien fut interdite; & le Temple fut donné à la Communauté, pour le convertir en Ecoles. Le vingt-cinquième on ordonna l'extinction de l'exercice, & la demolition du Temple à Villefranche en Perigord. Fontaines d'Ozillac en Saintonge fut traité de même le huitième de Fevrier: & le même jour on défendit à un Gentilhomme nommé Du Pradel de faire faire l'exercice dans sa maison. La raison de cette interdiction n'étoit pas qu'il y eût quelque chose à dire sur la qualité de ce fief; mais que le fils de ce Gentilhomme lui ayant été enlevé, & mis en suite au College des Jésuites pour y étudier, il eut le courage & l'adresse de le reprendre, & de faire perdre à ce College la pension qu'il tiroit du

*Affaire
singulière.*

du Roi, sous pretexte de l'entretien de cet enfant. Ainsi pour 1863 proportionner la peine au crime, comme il avoit empêché son fils d'exercer la Religion Romaine, on lui ôta la liberté d'exercer la Reformée. Le quinzième de Fevrier l'exercice fut interdit à D'Anjou, où depuis le changement du Marquis de ce nom, le zèle de ses sœurs, filles d'un rare merite & d'une vertu éminente, l'avoit toujours maintenu. On fit demolir les Temples de Croci & de Fontaines en Normandie, par deux arrêts du premier de Mars. Le douzième de Mai on ordonna d'abatre les restes du Temple d'Oleron, comme si on avoit eu peur que ces debris ne se relevassent un jour, & parce que les Reformez de Bergerac n'avoient aussi demoli le leur qu'en partie, esperant que comme on les avoit injustement condamnez à le perdre, on leur permettroit peut-être dans un meilleur tems de le retablir, ils furent condamnez le quinzième de Novembre à demolir ce qu'ils en avoient laissé debout. Deux arrêts du vingtsixième de Juillet firent cesser pour toujours l'exercice à Fleix & à Savignac: & le sixième de Septembre il en fut rendu deux autres, qui ruinerent les Eglises de Cardaillac & de Sales. Le treizième du même mois l'exercice fut interdit dans le bourg de Coutras, celebre par la bataille que Henri Roi de Navarre y gagna contre l'armée de la Ligue, commandée par le Duc de Joyeuse. Le vingtième l'Eglise du bourg de Sales, autre que le precedent, fut ruinée dans le Diocese de la Rochelle: & le même jour on en fit autant à l'Eglise de Ciré, & à celle de Montchart dans le Diocese de Condom. Le vingt-septième par trois arrêts on condamna les exercices de Paulin & Tillet, d'Issigeac & de Colonges: & par le même arrêt on ordonnoit aux Reformez de restituer deux Cloîtres, dont on les accusoit de s'être emparez. On destruisit l'Eglise de Salagnac par un arrêt du quinzième de Novembre, & par un autre du même jour celle de Cajarc. On ordonnoit aussi dans ce dernier la demolition de ce qui se trouveroit bâti du College de Truffieres ou Dardel. Le même jour encore par un troisième arrêt l'Eglise de Monterabeau fut interdite, & le Temple fut delaisé à la Communauté, pour servir de Maison de ville. Les Eglises de St. Julien en Quint, d'Erpenel & de Saillans furent condamnées, & on leur en joignit fix autres le sixième de Decembre, savoir celle du lieu de Compre, dont il

1683. étoit ordonné que tous les Officiers fussent Catholiques; celle de Lèche, où on fit demolir jusques aux masures du lieu, qui avoit servi autrefois de Temple; celle de Veze; celle de Bourvieres, dont le Temple quoi qu'il eût été condamné à être demolì, fut conservé néanmoins, & par un autre arrêt destiné à servir d'Eglise aux Catholiques; celle de St. Etienne en Quint & celle de St. Andeol. Le treizième du même mois on condamna encore les Temples de Poujols, de Meuglon & de Saignes. Il y avoit plusieurs de ces Eglises qui appartenoient à la Province de Dauphiné.

*Inter-
ditiens
sous
d'autres
pretext-
es:*

*à Cher-
veux.*

Ce grand nombre d'Eglises interdites par le Conseil, n'empêchoit pas qu'on ne cherchât d'autres pretextes dans les Provinces, pour interdire ou celles qui n'étoient pas encore jugées, ou celles qui avoient obtenu des arrêts de confirmation de leur droit. Ainsi à Cherveux où on prenoit garde avec une exactitude extrême, qu'il n'entrât dans le Temple quelques personnes qui ne dussent pas y être souffertes, sur l'avis qui fut donné le treizième de Decembre 1682. qu'il s'y étoit glissé des gens de cette qualité, le Consistoire fit cesser l'exercice, dressa procès verbal de sa conduite, & l'envoya par deux Gentilshommes à l'Intendant, pour lui faire voir avec quelle circonspection les ordres du Roi étoient observez. Mais cette complaisance que beaucoup de gens blâmerent ne sauva point l'Eglise. On informa peu après sous d'autres pretextes; on reçut à déposer une fille de sept ans; on eut égard au temoignage d'un autre enfant de dix à onze ans, qui s'accusoit lui-même d'y avoir été; on ne fit point de consideration des contradictions des temoins, ni de leurs variations; on n'examina point les reproches alleguez contre eux; on tint pour bonnes les preuves de certains faits passez ou avant les Declarations, ou avant la signification de la liste des nouveaux convertis; on tint pour démontré qu'il en avoit assisté au Prêche, parce que les temoins deposoient qu'ils les avoient vus dans le bourg, ou dans la rue, ou dans la cour du Temple, ou dans le chemin pour y aller. Coyant & Metayer Ministres du lieu furent ajournés devant l'Intendant, & chargés de tout l'orage: mais le succès de l'affaire fut la perte de l'exercice. Il fut interdit encore à St. Hilaire sur l'Autize le vingt-troisième de Février, par un jugement souverain de l'Intendant, à qui le Roi avoit attribué

*à St. Hi-
laire sur
l'Auti-
ze.*

tribué la connoissance des affaires des *Relaps*, avec le Presidial 1683.
 de Poitiers. Le pretexté fut que trois *convertis* de la façon de
 Marillac, nommez Jean du Bois, Jaques Baudouin & Pierre Ful-
 greau avoient assisté au Prêche le vingt-septième de Decembre
 de l'année precedente. Cette rigueur fit craindre à tout ce qu'il
 restoit d'Eglises de courir le même danger, si on permettoit aux
convertis de se trouver à leurs exercices. De sorte que plus de
 trente mille malheureux qu'on avoit fait Catholiques par la vio-
 lence ou par la terreur, ne pouvant faire profession de la Reli-
 gion Romaine contre leur conscience, & n'osant se trouver aux
 exercices des Reformez, de peur d'achever de les détruire, se
 trouverent comme condamnés par le zèle du Clergé à vivre sans
 Religion. Ailleurs on traitoit les Eglises de la même maniere.
 A St. Quensin le Lieutenant Criminel fit le procès à Samuel Mé- ^{à St.}
 tayer, sur plusieurs choses qu'on n'auroit jamais prises pour des ^{Quensin.}
 crimes dans un siecle d'équité. On l'accusa d'avoir fait chez lui
 des Assemblées de dix ou douze personnes; d'avoir laissé faire le
 Prêche, & benir un mariage par Joncoud Ministre établi dans
 les Provinces Unies; d'avoir permis la même chose aux Minis-
 tres du voisinage; d'avoir souffert dans le Temple des personnes
 qui selon les Declarations n'y devoient pas assister; d'y avoir re-
 çu des habitans des Pais-Bas, où il n'y a point de liberté de con-
 science; & d'avoir tâché d'induire plusieurs Catholiques à chan-
 ger de Religion. Ce dernier article n'étant pas prouvé, le Juge
 ordonna qu'il en feroit informé; mais sur le reste il interdisoit
 l'exercice pour jamais. Ces Assemblées qu'on accusoit le Minis-
 tre d'avoir faites dans sa maison, consistoient dans des visites qu'il
 recevoit de ses parens, qui étoient en assez grand nombre, &
 qui souvent prenoient l'occasion d'entrer chez lui en passant,
 quand ils se trouvoient dans son voisinage pour d'autres raisons.
 Sa maison étoit dans un lieu où on ne pouvoit entrer que par
 une porte cochere, qui servoit de passage à la maison d'un des
 Echevins; au logis d'une femme veuve; à celui d'un Jardinier
 Catholique, & à un jardin qui tenoit lieu de promenade publi-
 que. On faisoit l'honneur au Ministre de dire que tous ceux qui
 passaient par cette porte, alloient faire des Assemblées clandesti-
 nes dans sa maison. L'appel de la sentence rendue le dixième de
 Decembre fut porté au Parlement de Paris, où le succès fut pa-
 reil

1683.
Écrit se-
cret du
Chapi-
tre.

reil à celui de tous les procès, de même nature. Dans le cours de cette affaire le Chapitre de St. Quentin presenta un memoire secret au Parlement, pour le disposer à condamner cette Eglise. Il y employoit des raisons qui n'étoient pas comprises dans son Factum, & qu'il tiroit de quelques considerations politiques: par exemple, que le Temple étoit commodément situé pour recueillir des habitans de Valenciennes & de Cambrai, qui n'étoient pas bons Catholiques; qu'il y en avoit plusieurs dans ce canton qui se degoûtoient de la Communion sous une espece; de l'eau benite; de l'adoration de l'Hostie: jusques là que l'Eveque de Noyon avoit été obligé de proceder contre eux; que l'interdiction de ce lieu d'exercice causeroit la *conversion* de plusieurs *heretiques*, dont on assûroit que quelques-uns avoient promis en ce cas de se réunir; que toute la Picardie étant dans l'attente de ce jugement, si l'exercice étoit conservé, ce desavantage des Catholiques rebuterait leur zèle; qu'avant que d'entreprendre l'affaire, le Chapitre avoit consulté plusieurs Officiers du Parlement, qui l'avoient assuré du succès; que le Chancelier avoit déclaré que dans les choses douteuses il falloit juger en faveur de l'Eglise Catholique; & qu'ainsi dans cette affaire il y avoit lieu de faire perdre la cause au Ministre. On peut reconnoître par là de quels expediens on se servoit pour opprimer les Eglises.

Procès
faits à
même fin
à diver-
ses Eglises
de
Languedoc.

Cependant on attaqua dans le bas Languedoc les plus considerables Eglises. On reprit les procedures commencées contre l'Eglise de Nîmes, & on poursuivit au Parlement de Thoulouse celle de Castres, de Mazamet, de Mauvesin, de Ganges, d'Uzès, de Soumieres, de Clarenfac & plusieurs autres. Le Juge de Clarenfac avoit interdit à perpetuité & l'Eglise & le Ministre, sous prétexte qu'il avoit reçu une servante à faire profession de la Religion Reformée depuis les defenses. Cette fille avoit été condamnée pour la même raison à l'amende honorable, & au bannissement perpetuel. Cependant elle avoit présenté sa requête à part au Parlement, & elle soutenoit qu'elle avoit toujours été, & qu'elle étoit encore Catholique. Mais cela n'empêcha pas qu'elle ne fût retenue prisonniere à Thoulouse près de trois ans, avec Alexandre Viala Ministre, & trois autres personnes accusées. On la vouloit ennuyer, pour l'obliger à confesser qu'elle avoit changé de Religion; & parce que dans l'état de la cause

Se il n'y avoit nulle apparence de confirmer la sentence du Juge ^{1683.} de Clarenfac, qui même fut cassée par un arrêt interlocutoire, on aimoit mieux ne rendre point d'arrêt définitif, que d'être réduit à la nécessité d'en donner un favorable. Telle étoit alors la passion des Parlemens, qu'ils aimoient mieux faire languir plusieurs années des innocens dans les prisons, que de conserver une Eglise par un acte de justice. Il ne falloit point espérer de jugement d'eux, quand ils n'avoient pas de prétexte d'en rendre un injuste. On vit detenus en même tems dans les mêmes prisons, sur de semblables pretextes, environ trente autres Ministres, & deux fois autant de chefs de famille de toute qualité, contre qui on recevoit toute sorte d'accusations. Dans la haute Guyenne il y avoit eu grand nombre de Temples condamnés, sous le prétexte du voisinage des Eglises Catholiques; & parce que cette chicane avoit eu un grand succès de côté-là, le Parlement de Grenoble imita celui de Thoulouse, & par un arrêt du troisième d'Avril il ordonna cette année, que la distance des Temples & des Eglises seroit mesurée.

Mais rien ne merite d'être égalé au procès qui fut fait cette année à l'Eglise de Montauban, & qui ne fut terminé que par l'interdiction de ses exercices, & la demolition du Temple qui lui restoit. On l'entreprit sous prétexte qu'on avoit souffert que des *Relaps* y assistassent aux Assemblées; mais de cinq qu'on prétendoit qui étoient de cette qualité, il n'y en avoit pas un de qui l'abjuration eût été signifiée. Il y en avoit plusieurs dont le retour avoit précédé de quelques années les Declarations qui défendoient de les recevoir; & quelques-uns même qui avoient été reçus près d'un an avant la première Declaration qui eût été donnée sur ce sujet. Il y avoit même un de ces prétendus *Relaps* qu'on ne pouvoit prouver qui eût été dans le Temple, depuis le tems qu'on disoit qu'il avoit embrassé la Religion Catholique. Ces difficultez reduisirent le Procureur General à se départir en quelque façon de l'action fondée sur ce qu'on avoit reçu des *Relaps*, & à soutenir qu'on avoit contrevenu à la Declaration qui défendoit de recevoir des Catholiques. Il croyoit mieux trouver son compte à tourner la chose de ce côté-là, parce que cette Declaration n'ordonnoit point de signification comme l'autre. Mais ces deux Declarations traitoient de choses si

1683. différentes, qu'il n'étoit pas possible de les confondre: l'une parlant des nouveaux Catholiques; qui seuls pouvoient être apellés *Relaps*; & l'autre de ceux qui étoient nez dans cette Communion, & qui n'en avoient jamais embrassé d'autre. Les cinq dont on se servoit contre l'Eglise de Montauban étant du rang des premiers, il est évident que la Declaration qui parloit des autres ne pouvoit leur être appliquée.

*Insigne
fraude
des Je-
suites.*

Mais l'histoire d'un de ces cinq nommé de Bia est tout à fait singuliere. Il étoit fils d'un habitant de Montauban, qui quelques annés depuis la translation de l'Academie à Puylaurens, l'avoit envoyé faire ses premières études au College des Jesuites. Ces perfides prirent l'occasion de quelque châtimement qu'il avoit mérité, pour lui faire peur de *la sale*, espece de punition fort redoutable pour les écoliers; & le voyant ébranlé ils lui proposerent de se faire Catholique, pour éviter cette peine. Après bien des menaces de leur part, & bien des refus de ce jeune homme, enfin il succomba, & signa un acte d'abjuration que ces traîtres lui presenterent. Ils ne l'obligerent pas à faire cette abjuration dans leur Eglise, mais dans une chambre, parce qu'ils vouloient qu'elle fût secrette. Deux raisons les obligeoient à ce mystere: l'une que la Declaration de 1669. defendoit formellement de semblables inductions, où la violence étoit manifeste; l'autre qu'ils craignoient que si cette affaire étoit connue, elle ne portât tous les Reformez à retirer de leur College les enfans qu'ils y envoioient, sur la parole que les Jesuites avoient donnée d'observer exactement les Declarations du Roi. Non seulement donc ils firent la chose en secret; mais par de nouvelles menaces ils forcerent ce jeune homme à leur promettre qu'il ne la reveleroit point. Il eut l'imprudence de tenir cette promesse qui de droit étoit nulle; & ainsi malgré son abjuration il continua d'aller au Prêche, & de faire toutes les actions d'un veritable Reformé. Après avoir même achevé le cours de ses classes à Montauban, il passa trois ans à Puylaurens dans l'étude de la Theologie; & en suite il se presenta au Synode de la Province, pour être reçu au ministère. Pendant ce tems-là les Jesuites voulant tirer de lui un acte libre qui remediât à la nullité du premier, & qui neanmoins ne decouvrit pas le secret, qu'il n'étoit pas encore tems de publier, lui écrivirent plusieurs lettres. D'abord il ne leur fit point de

de réponse : mais enfin il leur écrivit deux lettres, qu'il tourna de 1683. telle façon qu'elles ne pouvoient suffire à ce que les Jésuites prétendoient. Cependant comme les choses étoient bien changées depuis cette abjuration forcée, ils crurent n'avoir plus rien à ménager ; qu'on ne regarderoit pas de si près aux nullitez des actes qu'ils pouvoient produire, & qu'ils avoient de quoi faire condamner ce jeune homme à faire profession de la Religion Romaine. Trois mois donc après le Synode où il s'étoit présenté, & où pour quelques raisons la réception avoit été renvoyée à l'année suivante, ils le mirent en justice, & le firent arrêter. L'affaire ayant été portée au Parlement, il obtint des lettres en cassation de l'acte qu'on lui avoit fait signer. Ses lettres furent produites, & tout cela ne paroissant pas suffisant pour le convaincre d'une abjuration légitime, on fit ouvrir contre lui, & on lui confronta trois Jésuites qui lui soutinrent avec une mauvaise foi digne d'eux, qu'il avoit rectifié par divers témoignages libres & volontaires le défaut du premier acte. Mais le Parlement tout passionné qu'il étoit, trouva ces preuves si peu solides, qu'il n'osa condamner De Bia aux peines portées par les dernières Déclarations, & qu'il l'assujettit à la seule peine du bannissement.

Quatre ou cinq mois après cet arrêt on s'avisa de s'en prevaloir, pour accuser le Consistoire d'avoir contrevenu aux Déclarations, en recevant De Bia aux exercices de la Religion Réformée. Il étoit aisé de faire voir que son abjuration ayant été tenue secrète, & par lui-même, & par les Jésuites qui la lui avoient fait faire, le Consistoire avoit pu le souffrir innocemment dans le Temple, & l'admettre à toutes les dévotions ordinaires. C'est pourquoi on joignit à De Bia d'autres prétendus *Relaps*, qu'on accusoit le Consistoire d'avoir soufferts dans les Assemblées. Mais comme il étoit encore aisé de prouver que jamais le Consistoire n'avoit eu de connoissance de leurs abjurations, on eut recours à d'autres chicanes pour appuyer la première. On fit un crime au Consistoire de s'être assemblé dans une chambre séparée du Temple, & on voulut persuader que cela étoit contraire à la Déclaration du mois d'Août 1681. qui défendoit de s'assembler ailleurs que dans les Temples, sous prétexte de prières publiques, lectures ou autres exercices de Religion. Le Consistoire pouvant aisément répondre qu'il ne s'assembloit pas à ce dessein, &

*Autres
chicanes
contre le
Consistoire.*

*Assemblées
prétendues
illicites.*

1683. que par conséquent il pouvoit s'assembler hors du Temple, sans contrevenir aux defenſes, on voulut reſuſer cette reſponſe, en prouvant qu'on faiſoit des prieres dans le Conſiſtoire, parce qu'on voyoit à la tête des deliberations, qu'elles avoient été priſes *après l'invocation du nom de Dieu*; comme ſi par tout où on prioit Dieu, il ſ'enſuivoit que les prieres fuſſent publiques. De plus on ſuppoſa qu'il ſe trouvoit au Conſiſtoire des perſonnes qui n'étoient ni Anciens, ni Diacres: mais quand on voulut nommer ces perſonnes, on n'en put deſigner une ſeule qui ne fût pas membre de cette Compagnie. Pour ſuppléer à ce défaut il ſe trouva quatre Prêtres, qui eurent l'impudence de depoſer qu'ils avoient vu entrer dans le Conſiſtoire une perſonne deguiſée; mais quoi qu'ils n'euffent pas eu honte d'inventer cette fable, ils n'oſerent la ſoutenir. Trois ſ'en dedirent formellement à la confrontation; & le quatrième reduiſit le deguiſement à ce que le mauvais tems avoit fait prendre à cette perſonne un mechant chapeau, une mechante perruque, & un mechant manteau, quoi qu'é le jour precedent elle eût paru dans un meilleur équipage. Au fond il eſt remarquable qu'on n'ignoroit pas que les Reformez; preſque dans toutes les Eglises un peu fortes, avoient une chambre ſeparée pour tenir leurs Conſiſtoires, & qu'on l'appelloit à cauſe de cela par tout *la chambre du Conſiſtoire*. C'étoit dans ces chambres que les Intendans, ou leurs Subdeleguez avoient aſſiſté à la ſignification de *l'Avertiſſement Paſtoral*. Cependant on n'avoit fait un crime de cet uſage à nulle autre Eglise qu'à celle de Montauban. Il eſt vrai que cette chambre ne faiſoit pas partie de l'enclos du Temple, comme dans les autres Eglises; mais comme le Temple étoit ferré de tous côtez par des édifices qui n'en dépendoient pas, il avoit été impoſſible au Conſiſtoire de prendre pour ſ'assembler une chambre qui n'en fût pas un peu éloignée. Mais d'ailleurs pour empêcher que les Reformez ne ſe prevaluſſent de ce que la ſignification de cet acte auroit été faite dans cette chambre, l'Intendant qui étoit convenu de l'y faire, trouva bon de ſ'en dedire, de peur qu'on ne crût qu'il auroit autoriſé par là les Aſſemblées du Conſiſtoire. Cela ſe paſſa ſeulement quatre jours avant le commencement de l'inſtance.

Mais ces accusations ne paroiſſoient pas encore ſuffiſantes pour oppri-

opprimer les Reformez de cette ville. Il fallut y en joindre une 1683.
 autre, dont le pretexte étoit aussi vain que celui des preceden- ^{Chant}
 tes. On pretendit que Bernard Abouli avoit fait des Assemblées ^{des}
 illicites dans sa maison; & on imputa la même chose à la veuve ^{Pseu-}
 d'un nommé Malemouque. Abouli demouroit dans la ville même.
 & cette veuve demouroit à l'extremité d'un des fauxbourgs.
 Il n'y avoit point d'autre occasion de les accuser de ce crime, que
 ce que Abouli qui étoit Chantre avoit fait chanter à son fils la
 note de quelques Pseaumes, pour lui en apprendre la Musique;
 & qu'il avoit accoutumé le soir de lire quelque chapitre de l'E-
 criture Sainte, & de faire la priere dans sa famille avant que de
 s'aller coucher. La veuve Malemouque avoit chez elle sa mere;
 âgée de quatre-vingt-huit ans; & retiroit dans sa maison tous les
 soirs un aveugle mendiant, nommé Couget. Elle confessoit qu'on
 avoit pu l'entendre lire auprès de sa mere quelques chapitres de
 la Bible, & faire la priere accoutumée; & que cet aveugle y
 avoit assisté. Cela fut traité d'Assemblées illicites, sujettes à la
 peine portée par la Declaration de 1682. & il se trouva des te-
 moins pour déposer qu'il s'étoit trouvé dans ces maisons d'autres
 personnes que celles qui composoient ces deux familles. Le prin-
 cipal de ces temoins étoit Philip, Chanoine de Montauban, homme
 d'un noir caractere, & qui s'imaginait expier les debauches de
 sa vie par les impostures qu'il inventoit contre les pretendus He-
 retiques. Il n'étoit pas si proche voisin de la maison d'Abouli,
 qu'il n'y eût des Prêtres encore plus voisins que lui; & que les
 Jesuites même n'eussent pu savoir mieux que lui ce qui s'y pas-
 soit, puisque de trois côtes elle confrontoit à leur College. Ce-
 pendant les autres Prêtres ne voulurent jamais déposer; & les Je-
 suites même laisserent à Philip tout l'honneur du faux temoigna-
 ge. Philip faisoit déposer aussi une femme debauchée qui le ser- ^{Qualité}
 voit, & de qui les debauches étoient si publiques, qu'on ne pou- ^{des te-}
 voit les ignorer. Le mari de cette malhonnête femme tiroit plus ^{moins.}
 de profit de sa prostitution, que de son metier de Portefaix: c'est
 pourquoi il trafiquoit ouvertement de son libertinage. Sur les au- ^{Femmes}
 tres faits dont les Reformez étoient accusés, on avoit fait qu'en- ^{debauchées.}
 core entre les autres temoins trois filles de mauvaise vie, dont
 quelques-unes même en étoient convaincues par des actes passés
 en Justice. Je n'ai pas de connoissance qu'il y ait eu un seul pro-
 cès

1683. ces fait aux Eglises importantes pendant ces dernières années, où on n'ait produit des temoins de ce caractère. Dans un tems moins malheureux, les Reformez accoutumez à nommer Rome *la grande Paillarde*, auroient trouvé de quoi pousser bien loin le reproche, dans les grands secours qu'elle tiroit des gens de cette profession, pour mieux réussir dans ses desseins : mais la violence de l'oppression leur ôtant l'envie de se divertir aux depens de leur ennemie, les reduisoit à dire entre eux avec indignation & avec douleur, qu'il convenoit à *la mere des paillardises & des abominations de la terre*, d'employer des personnes notées de cette infamie à la ruine des gens de bien. Il y avoit aussi plusieurs Prêtres temoins au même procès, & on les reçut toujours en cette qualité dans toutes les affaires semblables. C'étoit porter l'iniquité aussi haut qu'elle peut monter. Le Clergé étoit partie dans tous ces procès. Ils étoient tous poursuivis à la diligence de son Syndic : & par conséquent au nom de tous ceux qui dans chaque Diocese portoient le caractère ecclésiastique. Cependant les Ecclésiastiques étoient reçus temoins, les Conseillers Clercs & les Evêques même, comme Conseillers honoraires, assistoient aux jugemens; on nommoit souvent des Clercs pour ouïr les temoins & dresser les informations, & on jugeoit quelquefois ces causes au rapport de gens de la même qualité. De sorte que dans ces procès, où le Clergé étoit si visiblement intéressé, on trouvoit dans son Corps les parties, les temoins, les Commissaires, les Rapporteurs & les Juges.

Outre les temoins de ce caractère, on avoit accoutumé d'entendre aussi des vagabons, des mendiants, des gens notez d'infamie, chargez de dettes & de crimes, notoirement faussaires, plus dignes d'être châtiés que ceux qu'on cherchoit à détruire par leurs temoignages. On se servoit encore de personnes si simples & si faciles, qu'elles deposoient innocemment ce qu'on leur avoit dicté, & que quand on leur reprochoit à la confrontation qu'elles temoignoient des choses ou contradictoires, ou qu'elles ne pouvoient savoir, elles confessoient sans façon qu'elles parloient comme on leur avoit dit de parler. On recevoit de plus des gens à s'accuser eux mêmes. Un homme qui venoit dire, j'ai assisté au Prêche des *Huguenots* d'un tel lieu, étoit cru : & quoi qu'il se rendit par la digne des peines portées par les Déclarations, ce n'étoit

Ecclésiastiques.

Gens de Droit incapables de temoigner.

Personnes stupides.

ou qui s'accusent eux mêmes.

n'étoit pas à lui qu'on les faisoit souffrir, mais à l'Eglise accu- 1684.
 sée. Ce qu'il y avoit de plus odieux, est que le plus souvent
 ces personnes étoient appostées, qu'elles se trouvoient par un ^{qui ont été appostées.}
 ordre exprès aux Prêches des Ministres; & venoient en suite
 le denoncer aux Juges, ou au Syndic qui les avoit chargez de
 le faire; & que souvent n'ayant pu aller plus avant que la cour,
 ou que le seuil de la porte, ils ne laissoient pas de dire qu'ils
 étoient entrez dans le Temple. Presque tous ceux qu'on faisoit
 déposer étoient d'ailleurs des temoins à gages, qu'on payoit
 fort bien de leurs peines, & qu'on engageoit à parler par les pro-
 messes d'une bonne recompense, pourveu qu'ils soutinssent leur
 deposition jusques à la fin. Cependant comme il arrivoit pres- ^{Temoins payez pour déposer.}
 que toujours qu'après l'affaire jugée, on ne leur donnoit qu'une
 partie du prix qu'ils avoient vendu leur témoignage, ils ne man-
 quoient pas d'en faire des plaintes publiques, & de reveler tout
 le mystère de cet infame négoce. Toute la trame étoit ordinai-
 rement si mal ourdie, qu'il étoit aisé de la detraire; & que les
 accusés mettoient dans une grande évidence la fausseté des de-
 positions. Mais les Juges n'avoient jamais égard à rien de ce ^{Iniquité des Ju- ges.}
 qui pouvoit sauver une Eglise. Les recusations ou étoient rejet-
 tées, ou n'étoient pas même jugées. On refusoit d'écrire les
 contradictions où les accusés jettoient les temoins; les confes-
 sions même que ceux-ci, forcez ou par leur conscience, ou par
 l'évidence même de la chose, faisoient d'avoir été subornez, les
 protestations, appellations, prises à partie, ou autres defenses legi-
 times; ou si on les écrivoit pour la forme, on n'en faisoit nulle
 considération en jugeant. Quelquefois même des faussetez no-
 toires commises par les Catholiques étoient excusées; & les pro-
 pres actes où elles étoient contenues demeuroient au procès, &
 faisoient preuve contre les Eglises.

J'ai rapporté en abrégé l'injustice generale de ces procédures, ^{Interdiction de l'Eglise de Montauban.}
 afin de n'être pas obligé à redire la même chose autant de fois
 que j'aurai d'occasions de parler des procès faits aux Eglises. Je
 me contenterai désormais de rapporter sur chacun ce qu'il y a
 de singulier, après avoir dit ici une fois pour toutes ce qu'ils
 avoient tous de commun. Pour revenir donc maintenant à l'E-
 glise de Montauban, les cinq Ministres qui la servoient, Bala-
 zard, Satur, Yarn, St. Faust & Repey; trois de ses Anciens,
 Lugan-

1683. Lugandy, Caminel & La Peyre : le Chantre Abouli & son fils, la veuve Malemoufque & l'aveugle Couget, se rendirent prisonniers volontairement à Thoulouſe, & y furent retenus plus de quatre mois. Leur conſtance, & particulièrement celle des cinq Miniſtres fut d'une grande conſolation pour leur peuple, qui les aimoit & les conſideroit déjà beaucoup à cauſe de leurs qualitez perſonnellès : & la manière dont ils ſe conduifirent dans tout le cours du procès fit honte à leurs Juges, qui n'oſerent les condamner à toutes les peines des Declarations. Brouſſon leur Avocat plaida leur cauſe avec une extrême hardieſſe ; & fit en pleine audience, en preſence de l'Archevêque de Thoulouſe, & de pluſieurs Evêques qui étoient au Siège, l'apologie de la Religion Reformée. On l'écouta ſans l'interrompre : & l'Avocat General reprenant la parole après lui, ſe contenta de repliquer que c'étoient là de belles idées de Religion, mais que les *Preten-*
 dus Reformez n'y repondoient pas par leur vie : après quoi il conclut en peu de mots à l'exécution des Declarations. La cauſe ne fut pas jugée à cette audience : mais enfin il y eut arrêt au mois de Juin qui ordonnoit d'abbatre le Temple, & qui devoit de faire à l'avenir l'exercice à Montauban. Les Miniſtres furent interdits : & les autres priſonniers furent élargis. L'arrêt donnoit quinze jours pour la demolition du Temple ; & chargeoit le Lieutenant principal du Senechal d'y faire travailler au refus du Conſiſtoire. L'Intendant craignant peut-être quelque ſédition populaire, ſi les Catholiques mettoient la main à cette demolition, ſe fit preſque une affaire d'obliger cette Compagnie à ſe charger de ce ſoin : mais elle ne voulut jamais y entendre, & il fallut que le Lieutenant fit exécuter l'arrêt. Les Reformez de Montauban étoient ſi differens de leurs peres, qu'ils virent ruiner ce reſte de leurs privileges non ſeulement ſans s'émouvoir, mais même ſans murmurer. Il ne parut dans leurs actions & dans leurs paroles qu'une ſoumiſſion profonde, & une reſolution invincible de ſouffrir tout avec patience. Ainſi Montauban où la Reformation avoit été dominante près de cent ans, qui n'avoit pu être abaiffée par les armes, qui ne s'étoit ſoumiſe à l'Edit de Nîmes que par un acte volontaire d'obeiſſance pour ſon Souverain ; qui avoit depuis cela ſervi l'Etat en pluſieurs occaſions importantes avec fidelité, & avec ſuccès, perdit tous ſes droits & toutes ſes libertez,
par

*Patience
du peu-
ple.*

par la mauvaise foi & par les chicanes du Clergé. Les debris de 1683.
cette Eglise se rassemblèrent dans trois lieux du voisinage, où l'exercice subsistoit encore : mais on en ruina deux peu de tems après.

Il y avoit à Mucidan, petite ville du Perigord, une Eglise qui s'étoit considérablement grossie, après l'interdiction de celles des environs, dont elle recueilloit les debris. Vigier Conseiller au Parlement de Bourdeaux, de qui je parlerai dans une autre occasion, y avoit tout desolé par d'incroyables chicanes, en vertu d'une commission qu'il avoit brigüée, pour aller pourvoir dans cette Province aux contraventions faites à l'Edit. On jugera des chicanes qu'il fit aux autres Eglises, par celle dont il se servit contre Mucidan. On ne put trouver d'autre pretexte de la detruire que de dire qu'un enfant de quatre ou cinq ans, de qui le pere s'étoit fait Catholique, avoit été mené au Prêche par sa mere. Sur ce pretexte, qui étoit autorisé par une Declaration dont je parlerai ailleurs, on informa contre l'Eglise; & on mit le Ministre en ajournement personnel, pour le priver par ce moyen de la liberté de prêcher. On trouva le moyen de rendre l'affaire si criminelle, que cette Eglise fut interdite comme les autres. Deux ou trois ans auparavant on lui avoit fait une affaire fort singuliere. Les Catholiques de Mucidan avoient commencé à bâtir une Eglise : mais n'ayant pas assez de fond pour l'achever, ils s'aviserent de le chercher aux depens des Reformez. Quelques personnes s'étant rencontrées chez Gomard, Ministre du lieu, on les accusa de s'y être assemblez pour jouer les mysteres de la Religion Romaine. Ils ne trouverent de temoins que deux filles, assez simples pour se persuader qu'il falloit dire ce qu'on leur inspiroit, & dont la plus âgée n'avoit pas onze ans accomplis. Leurs depositions étoient dignes de leur simplicité. La plus jeune disoit qu'elle avoit vu la belle-sœur du Ministre qui contrefaisant la Ste. Vierge, recevoit les adorations d'une des personnes presentes, qui s'étoit mise à ses pieds. L'autre disoit seulement qu'elle avoit vu rire ces personnes assemblées. Sur ces charges on decreta contra Gomard, contre sa belle-sœur, & quelques autres particuliers. L'affaire auroit pu en demeurer là, parce que les Juges, & l'Evêque même de Perigueux reconnoissoient bien que le fondement en étoit faux : & que d'ailleurs en consequence de

Interdiction de l'Eglise de Mucidan.

Accusation frauduleuse.

1683. ce procès l'Eglise demouroit privée des predications ordinaires, à cause que le Ministre decreté n'osoit paroître, ni faire les fonctions. Mais deux des accusez las de se sentir cachez, se fiant à leur innocence, & attirez par les promesses qu'on leur faisoit de les élargir, aussi-tôt qu'ils auroient subi l'interrogatoire, étoient allez volontairement se mettre en prison. Quand on les eut amenés dans le piege, on les y retint; & après diverses procédures, on les condamna pour reparation de leur crime à neuf cents livres d'amende, applicable au bâtiment de l'Eglise, qui devoit porter le nom de *Notre-Dame*. On paya cette amende volontairement, pour rendre à l'Eglise ses exercices interrompus, & au Ministre la liberté de prêcher.

Desolation generale des Eglises de la basse Guyenne. Cependant on faisoit les mêmes injustices au Parlement, contre presque toutes les Eglises de la Province: & comme en attendant le jugement définitif, on suspendoit l'exercice par provision, il n'y avoit presque plus de lieux dans cette grande étendue de pais où les Reformez eussent la liberté de s'assembler. Dans la basse Guyenne le Parlement de Bourdeaux faisoit les mêmes ravages, quoi qu'on lui eût fait signifier au nom de l'Eglise de Nerac une cedula évocatoire, qui selon l'Ordonnance devoit surseoir toute procedure, jusqu'à ce que le Roi en eût autrement ordonné. Mais ce Prince, quelque jaloux qu'il fût de son autorité en toute autre chose, vouloit bien qu'on lui desobeït, pourveu que la ruine des Eglises Reformées fût l'effet de la desobeïssance. On y voyoit donc interdites entre les autres les Eglises de Casteljalous, de Limueil, de Mompezat, de Ste. Foi, d'Argentat, & de Nerac. Cette dernière Eglise fut condamnée sur la deposition d'une gueuse qu'on avoit subornée, en lui donnant dix écus de recompense. Elle s'accusoit elle même d'avoir communiqué avec les Reformez de cette ville, quoi qu'elle eût été Catholique toute sa vie. On ne pouvoit prouver ce fait ni par nul autre temoignage, ni par le moindre indice qui pût fonder un legitime soupçon. Le Senechal d'Agen, imitant le Parlement, fit aussi demolir les Temples de Castelmoron, Lafite, la Sepede, la Parade, Clairac & Tonneins dessous.

Motifs pleins d'injustice.

Les Eglises de Lafite & de la Parade furent condamnées, parce que dans la premiere on avoit fait les annonces, & dans la seconde benit le mariage d'un homme qui avoit toujours fait profession

sion de la Religion Reformée, & d'une fille qui avoit abjuré la Religion Romaine quelques années avant les défenses. Celle de Clairac fut interdite sur le temoignage d'une servante d'hôtellerie, qui n'avoit pas vécu regulierement : & qui n'ayant jamais été mariée, ne laissa pas de se presenter aux Juges en portant sur le bras un enfant qu'elle nourrissoit. Elle s'accusoit elle même d'avoir fait la Cène dans le Temple de Clairac, où il étoit certain qu'elle étoit quelquefois entrée par curiosité, avant la Declaration qui avoit defendu d'y souffrir des Catholiques. A la confrontation elle ne put jamais reconnoître le Ministre de la main de qui elle disoit qu'elle avoit reçu la Communion : & même elle deposa que c'étoit un Ancien qui lui avoit donné la Coupe : mais une nouvelle *convertie* de Monflanquin appuya le temoignage de cette servante, & soutint qu'elle lui avoit vu faire la Cène : & sur cela l'Eglise fut interdite. Le Consistoire de Tonneins étoit accusé du même crime que celui de Lafite. Il avoit publié les annonces d'un Laboureur né Catholique, mais qui avant les défenses avoit embrassé la Religion Reformée, & d'une fille qui en avoit toujours fait profession. Le mariage fut célébré dans une autre Eglise sur le certificat du Consistoire, portant qu'il n'y avoit point eu d'empêchemens. Les Ministres furent mis en decret de prise de corps, & quelques Anciens en ajournement personnel, par le Senechal d'Agen. Mais comme ils produisirent un acte en bonne forme de l'abjuration que ce Laboureur avoit faite, on n'osa les juger contre une piece si authentique. On aima mieux laisser traîner le decret, & l'interdiction jusqu'à la revocation de l'Edit. A la verité on appella de cette sentence ; mais comme elle étoit exécutoire nonobstant opposition ou appellation, l'exercice demeura interdit, & ainsi les Eglises de tous ces lieux furent privées de toute consolation. Il est remarquable que quand les Juges avoient honte de condamner une Eglise sur les informations qu'on avoit dressées, ils laissoient traîner l'instance sans la juger : ce qui suffisoit pour contenter le Clergé, à cause que les Temples demeuroident fermés par provision. Mais quand le zèle étoit plus fort que la honte, ils ne jugeoient que pour condamner ; & alors l'exécution de l'arrêt se faisoit aussi irregulierement, que tout le reste des procédures. On executa ainsi l'arrêt rendu contre le Temple de Nerac, avant qu'il eût été signifié ni au Procureur

1683. reur , ni aux parties : ce qui étoit formellement contraire aux nouvelles Ordonnances. Il est vrai que le Roi rectifia cette irrégularité par son propre exemple , quand il eut révoqué l'Edit de Nantes deux ans après. On achève de renverser les Temples qui étoient encore debout , sans attendre que l'Edit qui l'ordonnoit eût été enregistré aux Parlemens , & envoyé dans les Bailliages selon la coutume. De sorte qu'en plusieurs lieux, sur de simples ordres envoyez à l'Intendant, la chose se trouva faite, avant que la loi qui l'autorisoit fût vérifiée.

Conversion des
Mahométans
& Idolâtres.
CXL.

Mais on n'alloit pas encore assez vite au gré du Clergé : c'est pourquoi il faisoit rendre tous les jours de nouveaux arrêts & de nouveaux Edits , qui pussent fournir de nouveaux pretextes d'interdire quelques exercices. Telle fut la Declaration du vingt-cinquième de Janvier , qui défendoit aux *Mahometans & Idolâtres* qui voudroient *se faire Chrétiens*, de faire profession d'autre Religion que de la Romaine : & aux Ministres & Anciens de souffrir des personnes de cette qualité dans les Temples, ou dans leurs Assemblées, à peine de cinq cens livres d'amende pour le moins ; d'interdiction perpétuelle des Ministres , & de privation du droit d'exercice pour le lieu où cela seroit arrivé. Ainsi on fermoit la porte de la repentance aux Infideles , qui ayant une aversion naturelle pour de certaines parties du culte Catholique , pouvoient plus aisément se ranger à la Religion Reformée : & on aimoit mieux les laisser dans leurs erreurs, que de souffrir qu'ils embrassassent la doctrine des Reformez , qui ont JESUS-CHRIST crucifié pour objet unique de leur Foi : & qui de l'aveu même des Catholiques , quand on supposeroit qu'ils n'ont que cela de bon , peuvent au moins conférer un Batême légitime. Cet étrange Edit n'avoit point d'autre fondement , que l'heureux succès des soins continuels que le Roi prenoit pour la *conversion* de ses sujets, & l'esperance de voir rentrer dans le sein de l'Eglise Catholique ceux qui s'en tenoient encore éloignez. Sur quoi ceux qui avoient composé la preface de cet Edit, faisoient dire froidement au Roi qu'il étoit informé, *que dans le nombre considerable de gens de toutes nations & Religions qui abordoient dans le Royaume , il y en avoit eu quelques uns par le passé , qui étant tombez entre les mains des Reformez , avoient été par eux instruits dans leur fausse doctrine , à cause de quoi il avoit estimé nécessaire d'y pourvoir à l'a-*
venir ,

venit, & d'empêcher qu'on ne pût abuser de leur ignorance, pour 1683.
 les engager dans une Religion contraire à leur salut. En effet on
 fait que ces conversions sont fort rares, que les divisions qui
 regnent entre les Chrétiens, & que sur tout les corruptions de
 l'Eglise Romaine tiennent les Infideles dans un si grand éloigne-
 ment de l'Evangile, qu'on en voit fort peu qui renoncent à leurs
 erreurs: de sorte qu'il y avoit peu d'exemples de ces conversions.
 Mais cela même faisoit trouver plus étrange que dans une affaire
 de cette nature, où il n'y avoit pas d'apparence que le zèle du
 Clergé pût trouver en vingt ans le pretexte de ruiner une seule
 Eglise, on voulût par l'autorité d'un Roi qui se fait honneur du
 titre de *très-Chrétien*, fermer aux Infideles une des portes par
 lesquelles ils pouvoient venir à la connoissance de J E S U S-
 CHRIST.

Au mois de Mars le Roi étant à Compiègne donna une autre *Nowvel-*
 Declaration terrible, pour empêcher les Ministres de souffrir des *les pei-*
 Catholiques dans leurs Temples. Il y exposoit qu'il avoit cru *nes con-*
 que les Declarations precedentes, données contre les nouveaux *tre ceux*
convertis qui reviendroient à la Religion Reformée, & contre *qui souff-*
 les anciens Catholiques qui l'embrasseroient, pourroient faire *riroient*
tièrement cesser ce mal; que néanmoins il aprenoit que plusieurs *des Ca-*
 de ses sujets y tomboient encore; de quoi il imputoit toute la *tholiques*
 faute aux Ministres, qui meprisant la peine ordonnée contre eux *dans les*
 à cette occasion, qu'il apelloit *trop douce*, entraînoient les autres *Temples*
 par leurs pratiques; que pour cette occasion il avoit *resolu d'y*
pourvoir, en imposant auxdits Ministres une peine plus dure &
plus severe. Il condamnoit donc ceux qui auroient reçu à faire
 profession de leur Religion, ou seulement souffert dans les *Temp-*
les & Prêches quelque ancien ou quelque nouveau Catholi-
 que, à faire amende honorable, au bannissement perpetuel & à
 la confiscation de tous leurs biens; & dans tout le reste il confir-
 moit le contenu des Declarations precedentes. *CXLI.*

Il y avoit quelque chose de si extraordinaire dans le stile de *Conside-*
 cette Declaration, où on se servoit au nom du Roi d'une expres-
 sion inconnue avant cela, & qu'on n'avoit jamais vue dans les *sur l'E-*
 actes de cette nature, qu'elle acheva de consterner ceux qui *dit qui*
 avoient encore conservé un reste d'esperance & de courage. On *les or-*
 ne se contentoit pas du mot de *severité*, qui est tolerable quand *donno.*

1683

il s'agit de peines, mais on y joignoit celui de *peines plus dures*; terme dicté par un esprit de cruauté, à des gens qui n'ayant pas osé se servir du mot de *peines cruelles*, s'étoient contentez d'exprimer la chose par un terme synonyme. On gémissoit de voir de lâches persécuteurs qui deshonoreroient la Majesté royale, en lui attribuant de la *dureté*, & faisant adopter, pour ainsi dire, par le Roi même cette propriété peu digne de sa grandeur, dont la tendresse paternelle, la clemence, la miséricorde, l'équité sont les ornemens les plus convenables. De sorte qu'on voyoit bien que tout étoit à craindre des intentions d'un Prince, qui mettoit son autorité entre les mains de gens qui la faisoient si mal ménager. Mais dans la consternation générale, on ne put convenir d'un commun expédient pour remédier à ce mal; & chaque Eglise en usa le mieux qu'elle put pour se garder de ce piège. Il y eut trois avis sur la manière dont on devoit se conduire. Le premier étoit de prendre toutes les précautions imaginables, pour ne donner point de prise au Clergé. Le second étoit de n'en prendre point du tout, & de témoigner la confiance que donnent l'innocence & la bonne foi. Le troisième étoit d'abandonner tout; de cesser par tout de prêcher, & de se contenter de célébrer à portes fermées les Batêmes & les mariages; en attendant que les plaintes qu'on iroit faire au Roi, & l'éclat que cette générale cessation d'exercice feroit par toute l'Europe, obligassent le Conseil à moderer cette rigueur.

Effets &
diversité
d'avis.

Avis de
fermer
les Tem-
ples.

Les raisons de ce dernier avis étoient que le peril étoit évident, quelque autre party qu'on voulût prendre: que si on ne prenoit point de précaution, ce seroit se livrer ouvertement à la malignité du Clergé, qui trouveroit bien-tôt le moyen de faire à toutes les Eglises ce qu'il avoit déjà fait à quelques-unes; que si on en prenoit, elles seroient inutiles, parce que le Clergé trouveroit aisément le moyen de les éluder, ou impossibles, parce que dans les Eglises où il y avoit plusieurs milliers de communians, il n'étoit pas vraisemblable qu'on pût empêcher qu'il ne se glissât quelque personne subornée, qu'on y auroit envoyée exprès; que la peine seroit peur aux Ministres, qu'on pouvoit craindre qu'ils n'eussent pas tous assez de courage pour subir ces condamnations affreuses; que le scandale de leur chute seroit encore plus funeste à leurs Eglises, que l'interruption des exercices publics; qu'on perdroit

perdroit tout en ne relâchant rien, au lieu qu'en cedant au tems 1683. on conserveroit les Temples, les Ministres, les droits d'exercice; qu'on devoit compter cela pour beaucoup, parce qu'on pouvoit espérer un meilleur tems, ou par la clemence du Roi aux pieds de qui on iroit se jeter, ou par quelque retour des compassions de Dieu, qui après de si longues épreuves auroit pitié de son peuple; que cette résolution feroit connoître par tout la violence de l'oppression qu'on faisoit en France aux Reformez, puis qu'on les reduisoit à n'oser jouir même des libertez qui ne leur étoient pas contestées; que le Conseil craignoit l'éclat, & voudroit empêcher que cette affaire n'en fit dans toute l'Europe, qu'il ne vouloit pas aller si vite à ruiner les Eglises, de peur de mettre les peuples au desespoir; & que cet abandon general des exercices à quoi il ne s'attendoit pas, lui feroit voir que les dernieres Declarations portoient les choses trop loin.

Mais cet avis eut peu de suites. Presque tous les Reformez *Raisons au contraire.* jugerent que ce seroit faire précisément ce que le Clergé vouloit; qu'il ne demandoit pas mieux que de voir les Reformez renoncer d'eux-mêmes au reste de leurs privileges; qu'il n'avoit cherché à environner le droit d'exercices de tant de difficultez, que pour voir si les Reformez ne s'en priveroient pas volontairement, par la crainte des amendes honorables ou pecuniaires, qu'il triompheroit s'il voyoit qu'il eût réussi à leur faire perdre courage, qu'il étoit non seulement de l'honneur, mais du devoir de résister à ses attaques, au moins pour lui donner de la peine, si on ne pouvoit parer ses coups; qu'on pousseroit les peuples au desespoir, s'ils voyoient que les conducteurs mêmes n'esperoient plus rien; que si les Temples demeuroient long-tems fermes, on verroit les peuples courir à la Messe par milliers, comme ne se pouvant passer d'exercices publics de Religion; qu'on ne pourroit consoler les familles en les voyant toutes en particulier, parce qu'il y avoit trop peu de Pasteurs; que le Clergé leur feroit des crimes de ces consolations particulieres sous divers prétextes, & que la frequentation de leur Troupeau leur seroit bien-tôt défendue; que c'étoit le tems de temoigner de la résolution & du zèle; que les Pasteurs devoient estimer véritablement honorables, les amendes infamantes dont on les menaçoit; que des flétrissures qu'on ne meritoit qu'en servant Dieu selon sa consci-

ce,

1683. ce, & en prêchant son Evangile, étoient glorieuses; qu'on devoit presumer d'eux qu'ils feroient leur devoir, & qu'ils donneroient des exemples d'une constance chrétienne; que le Clergé même auroit honte de les charger d'infamie pour des raisons si legeres; que les Juges les plus corrompus rougiroient de condamner des gens de bien à de telles peines; qu'il y avoit lieu de croire que cette rigueur n'étoit que comminatoire, & que le Conseil se relâcheroit, aussi-tôt qu'on verroit que les Ministres n'en auroient point de peur; qu'au pis aller il falloit faire son devoir, qu'il falloit se defendre prudemment & modestement jusques au dernier soupir; qu'il ne falloit ceder qu'à la force, & maintenir ce qui restoit tant qu'il y auroit aparence de le garder; que les choses n'en étoient pas encore au point où elles avoient été du tems de Charles IX. & que le Roi n'étoit pas Prince à permettre qu'on en vint à de semblables extremitez; qu'il y avoit donc une necessité absoluë de faire paroître dans les occasions d'autant plus de zèle, qu'il y avoit moins de risques; & que pour être dignes successeurs de ceux qui avoient établi la Reformation en France, il falloit montrer au milieu des chicanes & des artifices du Clergé, la même fermeté qu'ils avoient eue au milieu des supplices & des massacres; qu'il y avoit lieu d'esperer que Dieu beniroit l'affection & la fidelité de ses Ministres; mais qu'au moins s'il vouloit se servir de ces ruses de leurs ennemis pour les éprouver, on leur donneroit par tout la louange d'avoir fait leur devoir en honnêtes gens.

*Cet avis
est rejet-
té.*

Ces raisons l'emporterent d'autant plus aisément, que quelques personnes d'honneur Catholiques qui detestoient secrettement les fraudes de leur Clergé, avertirent les Reformez en quelques lieux que s'ils fermoient une fois leurs Temples, on ne leur permettroit plus de les ouvrir. De sorte que cet avis ne fut que proposé sans s'y arrêter. A Caen, à Blois & en quelques autres lieux où on entra d'abord dans ces vues, on s'en departit aussitôt, & on continua tous les exercices accoutumez. Mais quoi qu'on se tint par tout à la resolution de prêcher; on ne convint pas de la maniere. Les uns jugerent qu'il étoit indigne de l'Evangile de le prêcher comme en cachette, & de n'oser en faire reluire la lumiere aux yeux de tout le monde; qu'il falloit imiter les Apôtres & leurs premiers successeurs, qui bien loin de se ca-
cher

*Avis de
prêcher
à l'ordi-
naire à
portes
ouvertes.*

cher pour annoncer JESUS-CHRIST, alloient le prêcher à 1683. ceux même qui s'étoient declarez persecuteurs de ses disciples, que les Ministres étoient debiteurs de tous les hommes, & obligez de leur proposer les mysteres du Royaume de Dieu; que la mauvaise intention de ceux qui les viendroient écouter, ne les dispensoit pas de publier la verité qu'ils avoient puisée dans les saintes Ecritures, qu'ils feroient honte par l'innocence de leur doctrine, & par la modestie de leurs predications, à ces espions de leurs libertez; qu'il étoit arrivé souvent autrefois que des gens venus exprès pour tendre des pieges à JESUS-CHRIST ou à ses Disciples, s'en retournoient le cœur touché; que la même parole avoit en tout tems la même efficace, & pouvoit par conséquent amener à la connoissance de la verité, ceux même qui viendroient l'entendre à mauvais dessein; que si les Reformateurs avoient eu peur des pieges, ils n'auroient jamais rendu à la doctrine salutaire sa premiere pureté, ni delivré tant de millions d'ames de la tyrannie de l'erreur; que ce seroit non seulement pecher contre la charité chretienne, mais contre la justice & l'humanité, que de priver tant de millions de malheureux qui avoient changé de Religion par force, de la consolation de revenir à leurs premiers exercices, & de reparer par leur repentance le scandale de leur chute; que le premier but de l'Evangile & tout l'esprit de sa doctrine, étoit de consoler les pecheurs qui se repentoient, & de rejouir les ames contrites en leur apliquant les promesses d'une grace salutaire; que par conséquent ce seroit aller contre le dessein le plus naturel de cette parole divine, que de refuser la liberté d'assister à sa predication, à ceux qui la demandoient avec toutes les marques de la douleur qu'inspire la repentance; que dans la rigueur de l'ancienne penitence on ne privoit pas de l'ouïe de la parole, ceux même qui à cause de leurs chutes étoient exclus de la Communion jusques à la mort; qu'on ne devoit pas même fermer la porte des Temples aux excommuniés, parce qu'on pouvoit esperer que la predication étant établie de Dieu, comme un moyen ordinaire pour toucher les cœurs, elle amolliroit ces ames rebelles; qu'on devoit beaucoup moins la tenir fermée à des gens qui n'étoient tombez que par surprise, de qui, pour ainsi dire, la seule bouche avoit péché, mais dont le cœur avoit detesté la foiblesse, & qui demandoient avec

1683. larmes la reconciliation & la paix; que ce qui restoit même de l'Edit ancanti en tant de manieres, vouloit qu'on prêchât à tous venans à portes ouvertes; que selon la nouvelle Jurisprudence qui disoit *Temple*, disoit *exercice public*, & qu'il étoit de la nature d'un *exercice public*, que tout le monde y fût reçu; que ce seroit reduire la Religion Reformée à des exercices clandestins; que de n'oser y vaquer qu'à portes fermées; qu'au fond toutes les precautions seroient inutiles, parce que le Clergé ne manquoit jamais de réussir à ses desseins, quand il ne falloit pour cela que des faux temoignages & des perfidies; qu'il valoit donc mieux attendre ses attaques de pied ferme & avec courage, que de chercher à parer ses coups par de timides precautions qui ne serviroient de rien; qu'il étoit toujours plus louable, & souvent même plus heureux, quand on étoit pressé d'un danger extrême, de s'y jeter tête baissée, que de perdre le tems à esquiver par d'inutiles mesures; que dans une deroute il perissoit plus de gens par la fuite que par le combat.

*Qui est
survi par
plusieurs
grandes
Eglises.*

Cet avis fut suivi par un grand nombre des plus fortes Eglises, qui à la verité à cause de la multitude de ceux qui se trouvoient à leurs Assemblées, ne pouvoient presque prendre un autre party. D'ailleurs les Eglises de Paris & de Rouën, & quelques autres des plus importantes, ne pouvoient s'imaginer que le Conseil en vint à les interdire; soit par le grand intérêt du commerce, soit par le grand éclat que cette interdiction pouvoit faire dans toute l'Europe. De sorte que ne croyant pas que l'effet de cette Declaration pût les regarder, elles suivirent un avis qu'elles jugeoient honorable & sans danger. Mais dans plusieurs on ne fut pas de cet avis, & on estima que les raisons qui l'appuyoient n'étoient pas sans repliche; qu'il n'étoit pas impossible de prendre des precautions qui romproient le coup que le Clergé vouloit porter aux Eglises; que ce seroit lui faire plaisir que de ne se mettre pas même en garde contre ses surprises, & lui épargner la peine de chercher des moyens de réussir; qu'il falloit, si on ne pouvoit faire mieux, le reduire à combler la mesure de ses lâches artifices; que s'il venoit à bout de ses entreprises, il étoit au moins avantageux en quelque sorte qu'il ne le pût faire sous des pretextes excusables; qu'en obeissant à la Declaration le mieux qu'on pourroit, on le forceroit à recourir à son ordinaire

*Avis de
prendre
des pre-
cautions.*

dinairé aux faussetez & aux impostures; qu'il seroit glorieux aux
 Reformez, même en perissant, de mettre au jour le caractère &
 la propriété de la Religion Romaine, & les maximes antichre-
 tiennes de son Clergé; que rien ne seroit plus propre à donner
 de l'horreur aux peuples pour cette Religion corrompue, que de
 leur faire voir quels moyens servent à sa propagation; que cela
 paroîtroit évidemment quand on verroit ce Clergé, privé par la
 prudence des Consistoires de tout pretexte specieux, contraint à
 faire des injustices d'éclat, & à se moquer publiquement de la
 bonne foi; que les peuples seroient fort contens de voir qu'on
 prit tous les soins possibles pour leur conserver leurs avantages;
 au lieu qu'en se livrant au Clergé, pour ainsi dire, pieds &
 mains liées, on leur feroit croire que tout est desespéré; que la
 resolution de prêcher à portes ouvertes, & de recevoir tout le
 monde dans les Temples sans distinction, avoit un air de deso-
 beissance qui pourroit déplaire au Roi; que le Clergé étoit assez
 malin pour lui donner une mauvaise interpretation, & la faire
 passer pour une rebellion; qu'au contraire en obeissant on dispo-
 seroit ce Prince à écouter favorablement des remontrances; qu'au
 moins si par les artifices du Clergé les precautions qu'on auroit
 prises étoient éludées, elles serviroient à montrer que les Minis-
 tres & les Eglises agissoient de bonne foi; que c'étoit une excu-
 se de grand poids, que de pouvoir dire qu'on n'avoit pas contre-
 vent *sciemment* aux ordres du Roi; que devant tous les Juges
 du monde qui avoient un peu de pudeur, l'ignorance de bonne
 foi étoit une bonne excuse, suffisante au moins pour extenuer le
 crime, & pour adoucir la peine; que les precautions prises pour
 éviter de tomber dans une faute, sont en tous lieux la meilleure
 preuve pour demontrer qu'on n'y tombe pas volontairement;
 que les étrangers qui étoient spectateurs tranquilles de la desola-
 tion des Eglises, jugeroient sans doute que c'étoit trop les hasar-
 der, que de laisser faire le Clergé sans s'opposer à ses entrepri-
 ses; que dans une place assiégée le Commandant n'étoit pas ju-
 gé avoir fait son devoir, quand au lieu de defendre le terrain
 pied à pied, il abandonnoit tout d'un coup tous les dehors, &
 ouvroit toutes les portes; que les Eglises étoient comme assie-
 gées par les artifices du Clergé; qu'il falloit donc disputer tout,
 & ne reculer jamais, qu'il falloit lui faire acheter les moindres

1683. avantages; qu'il n'étoit pas toujours contraire à l'Evangile de le prêcher comme en cachette; que les Apôtres même *craignant les Juifs*, s'étoient assembles à *portes fermées*, & que cela n'avoit pas empêché que JESUS-CHRIST ne se trouvât au milieu d'eux; qu'on ne manqueroit pas d'exemples de l'antiquité, pour montrer que dans les tems de persecution on avoit tâché d'éloigner des Assemblées les gens suspects & les espions; que JESUS-CHRIST même avoit averti ses Disciples de ne repandre point *leurs perles devant les pourceaux*, de peur qu'ils ne foulassent aux pieds ces richesses, & qu'ils ne déchirassent ceux qui en faisoient le debit; que cela manquoit précisément le caractère de ceux qui seroient apostez par le Clergé, pour venir chercher dans la predication des Ministres des pretextes de fouler leur doctrine aux pieds, & de les envelopper dans des affaires criminelles; que l'exercice ne laisseroit pas d'être public, quoi que les portes fussent fermées; parce qu'elles ne le seroient qu'à peu de gens, & qu'on les ouvreroit à tous ceux qui pourroient y assister sans faire d'affaires aux autres; que l'intérêt de ceux qui étoient tombez étoit grand, mais que celui de tant d'autres qui n'avoient point eu de part à cette chute n'étoit pas moins considerable; que chacun pouvoit juger s'il étoit juste que pour la consolation de trente ou quarante mille personnes repentantes, on s'exposât à priver de consolation pour toujours deux millions de fideles; que la repentance de ceux qui étoient tombez seroit cruelle, si elle demandoit des consolations à ce prix; qu'il étoit autant recommandé aux Pasteurs de conserver ce qui leur restoit, que de rechercher ce qu'ils n'avoient plus; que ce seroit mal juger de la sagesse & de la charité du *bon Pasteur*, que de penser qu'en courant après la brebis perdue il abandonnoit les quatre-vingt-dix-neuf, sans avoir pourvu à leur sûreté; qu'il falloit donc aussi premierement mettre ce qui restoit d'Eglises en sûreté, & après cela tout faire & tout entreprendre pour consoler ceux qui venoient à repentance; qu'en les recevant on leur faisoit autant de tort qu'aux autres, puis qu'il y avoit de grandes peines contre eux, aussi bien que contre les Ministres qui les auroient soufferts, & les Eglises qui les auroient reçus; que les expedients qui faisoient une partie aux dépens de l'autre, étoient preferables à ceux qui perdoient tout; que par conséquent il valoit mieux pré-

ver de l'exercice public ceux qu'on nommoit *Relaps*, que de ha- 1683.
sarder, on leur permettant d'y assister, de perdre les lieux où le
droit en étoit attaché ; après quoi il n'y auroit plus d'exercice ni
pour eux, ni même pour ceux qui n'étoient pas de leur qualité :
qu'au fond s'il s'y avoit point d'autres Eglises que celles de Fran-
ce, on pourroit trouver cruel qu'elles fussent fermées à tant d'a-
mes affligées de leur chute : mais que le reproche en devoit tom-
ber sur la force majeure qui y contraignoit les conducteurs ; non
sur les conducteurs qui ne pouvoient résister à la violence : outre
qu'il y avoit des Eglises ailleurs ; que par les Edits nouveaux les
Relaps ne pouvoient plus demeurer dans le Royaume : qu'étant
donc forcez à en sortir, ils trouveroient des retraites où leurs
ames seroient consolées ; & qu'il valoit mieux les exhorter à s'y
retirer pour glorifier Dieu par leur repentance, que de les rece-
voir en France à une profession qui les jetteroit dans de nouvel-
les épreuves, & qui entraîneroit le reste des Eglises dans une de-
solation sans ressource : que s'il y avoit quelque chose qui pût ra-
mener le Conseil à l'équité, c'étoit la crainte de voir depopuler le
Royaume par la desertion des Reformez : qu'il falloit donc, par
la retraite de ceux à qui les nouveaux Edits étoient la liberté de
conscience, lui faire peur que tous les autres ne prissent le même
parti, s'il achevoit de les priver de leurs exercices.

Cet avis fut assez suivi. Dans la plupart des Eglises où il y ^{Mesures}
avoit plusieurs portes, on n'en laissa qu'une ouverte, qui étoit ^{prises en}
gardée par les Anciens, & par quelques Chefs de famille : dans ^{plusieurs}
les autres on les laissa toutes ouvertes, en les faisant toutes gar-
der. Il y en eut quelques-unes qui ajoutèrent à cette précaution
celle de lire au commencement du Sermon un avis au peuple, de
prendre garde qu'il ne se glissât dans le Temple quelque person-
ne qui ne dût pas y être soufferte, & d'en donner avis à quel-
que Ancien, si on s'appercevoit de la présence de quelque per-
sonne suspecte. En même tems on avertissoit les Catholiques &
les *Relaps* de se retirer, protestant que le Consistoire vouloit
obéir au Roi, & que ceux qui au préjudice de cet avis demou-
reroient dans le Temple, seroient seuls responsables de ce qui pour-
roit arriver, & sujets aux peines de la contravention. Cette pré-
caution fut prise même dans les lieux où les portes n'étoient point
gardées, comme à la Rochelle, à Moise, à St. Lo. Dans quel-

1683. ques lieux , après la publication de cet avis par trois ou quatre Dimanches , on cessa de le publier , & en d'autres on continua jusques à la fin. Les Eglises même qui avoient cru qu'il falloit s'abandonner entierement à la providence, ne laissoient pas de prendre des precautions secretes , pour éviter les surprises ; & quand on avoit quelque soupçon contre des personnes inconnuës, on les mettoit civilement hors du Temple , ou bien on les empêchoit d'y entrer. Dans tout le Poitou les Temples ayant été fermez durant six mois, & les exercices interrompus, on recommença à prêcher par tout , par une resolution generale : mais on fit aussi garder les portes par tout : jusques là qu'en de certaines Eglises il y avoit trente & quarante personnes preposées à veiller sur ceux qui se presentoient pour entrer. Cependant après qu'il fut venu de nouveaux ordres du Conseil , on prit en plein Synode une resolution nouvelle, & on ordonna de ne faire plus de garde : ce que plusieurs Eglises executerent. Il est assez remarquable que le Commissaire Catholique present à cette Assemblée n'empêcha point de deliberer là dessus.

*Nouvelle
Declara-
tion sur
ce sujet.
CXLII.*

A juger des choses par l'évenement on pourroit dire que l'avis de garder les portes , s'il n'étoit pas le plus genereux , étoit au moins le plus prudent , parce qu'en effet il deconcerta le Clergé, & lui fit faire quelques demarches qui temoignoient de l'embarras. Comme en plusieurs lieux on refusa aux Prêtres & aux Moines la permission d'assister aux predications, ils en firent des plaintes, & remontrèrent que si les Ministres avoient la liberté de prêcher sans temoins Catholiques, rien ne les empêcheroit de peindre la Religion Romaine de noires couleurs , & de dire à leurs peuples tout ce qui pourroit les confirmer dans la doctrine Reformée. Ils y ajoutèrent , avec leur malignité accoutumée, qu'ils pourroient prêcher des choses prejudiciables à l'Etat. Cela fut cause qu'à la requête des Agens Generaux du Clergé, le Roi donna le vingt-deuxième de Mai une Declaration nouvelle, qui temoignoit assez qu'on avoit donné la premiere avec peu de reflexion. On y disoit que le Roi ayant defendu par la precedente de recevoir des Catholiques à faire profession de la Religion , & de les souffrir dans les Temples , les Ministres & les Anciens faisoient difficulté sous ce pretexte de souffrir que les Catholiques qui vouloient aller entendre les Prêches y fussent reçus : qu'il étoit

étoit néanmoins utile à la Religion Catholique que des gens savans 1683.
 en icelle allassent aux Temples, pour entendre ce que les Ministres
 prêchoient, afin non seulement de les pouvoir refuter s'il étoit
 besoin, mais aussi de les empêcher par leur présence d'avancer au-
 cune chose contraire au respect dû à la Religion dominante, & pre-
 judiciable à l'Etat & au service du Roi. Pour ces raisons le Roi
 ordonnoit qu'il y eût à l'avenir dans les Temples un lieu marqué,
 où se pourroient mettre les Catholiques qui portez d'un zèle pour
 le bien & accroissement de la Religion desireroient assister aux Prê-
 ches : sans qu'on les en pût empêcher en vertu de la Declaration
 du mois de Mars ; ni que pour les avoir soufferts dans le lieu
 marqué, les Eglises ou les Ministres encourussent les peines qui
 y étoient exprimées.

Quoi que les équivoques affectées dans le stile de la première
 Declaration eussent été la seule cause qui avoit donné lieu à la se-
 conde, les Jésuites néanmoins se trouvoient si bien de leurs ex-
 pressions ambiguës, qu'ils en glissèrent encore dans celle-ci de fort
 dangereuses. En disant que les Ministres ne seroient point su-
 jets aux peines pour avoir souffert la présence des Catholiques
 dans l'endroit designé, il s'ensuivoit que si par malice un Catho-
 lique alloit prendre une autre place, les Ministres qui ne le pour-
 roient empêcher, ou qui n'en sauroient rien, seroient sujets à
 l'amende honorable & au bannissement, comme s'ils avoient été
 fort coupables. Ces gens portez de zèle pour le bien & accrois-
 sement de la Religion, & savans dans la doctrine Catholique, ou
 bien étoient inconnus aux Reformez, qui ne pouvoient juger à
 la mine du zèle ou de la capacité de leurs auditeurs, ou bien ne
 pouvoient être que des Prêtres & des Moines, ou des Mission-
 naires laïques, notoirement seditieux, fourbes, imposteurs,
 capables de tout hormis de bienfaire, & toujours suivis de po-
 pulace. Mais sur tout ces termes, afin de les pouvoir refuter s'il est
 besoin, étoient placez de sorte qu'ils sembloient autoriser ces pre-
 tendus savans de refuter les Ministres sur le champ, en présence
 de l'Assemblée. Les Missionnaires étoient assez hardis pour l'en-
 treprendre. Ils avoient été assez impudens pour le vouloir faire
 dans des lieux, & dans un tems où ils ne pouvoient se prétendre
 autorisez : & souvent les Juges même avoient eu de la peine à
 leur imposer silence. On avoit vu un Prêtre de ce caractère se
 pre-

1683. présenter à la porte du Temple de la Rochefoucaud, pour y entrer, la Croix & la bannière haute, suivi à cet exploit, comme on peut se l'imaginer, par une canaille portée *de zèle pour le bien & l'accroissement de la Religion*. De sorte que cette clause captieuse faisoit trembler; & qu'elle donnoit sujet de craindre qu'on n'en vint par nécessité à interrompre les exercices publics, de peur de s'exposer à se faire couper la gorge, si on s'opposoit aux entreprises de ces malhonnêtes gens. La peur ne fut pas tout à fait sans fondement: il y eut des lieux où les Moines firent cette tentative, mais heureusement des gens plus sages les reprimerent.

Non-
venant
ordres
sur le mé-
me sujet.

Cependant aussi-tôt que cette Déclaration parut, tous les Catholiques crurent qu'il étoit de leur honneur de paroître portez de zèle pour l'avancement de leur Religion: & de venir par conséquent écouter les Ministres, pour les entendre refuter en suite par les *gens sçavans* qui se trouveroient dans la compagnie. Cela mit en plusieurs lieux les Reformez dans un extrême danger; & causa des attroupemens de quatre ou cinq mille personnes, qui vouloient jouir de la liberté d'assister aux Prêches. Ces troupes séditieuses étoient composées de quelques Prêtres qui marchaient à la tête, d'Ecoliers, de Compagnons de metier, de Laquais, de gueux, de femmes du plus bas état, de tout ce qui peut s'appeler la lie du peuple: & elles venoient aux Temples avec des bruits scandaleux, des actions malhonnêtes, des menaces insolentes, qui faisoient palir les plus assurés. Il fallut avoir recours au Magistrat, qui sachant bien que le Conseil ne vouloit point de seditions, fit son devoir en partie, & reprima ces entreprises. Le **CXLIII.** Parlement de Rouën même, quoi que toujours prêt à faire injustice aux Reformez, arrêta le cours de ces attroupemens dans son ressort par un arrêt du vingt-troisième de Juillet, rendu sur les remontrances de l'Avocat Général. Il défendoit aux Ecoliers, Laquais & autres personnes qui n'avoient ni capacité pour disputer, ni autorité pour reprimer les desordres qui pouvoient arriver, d'aller aux Prêches, & d'y occuper les places destinées aux Catholiques, jusqu'à ce qu'il y fût pourvu par sa Majesté, à peine de cent livres d'amende, & d'autres punitions plus severes. Cependant les Reformez ne se trouvant pas en pleine sûreté sous la protection des Magistrats, eurent de plus recours au Roi, pour demander un remède à ces dangereuses vexations. Mais on eut honte

honte au Conseil d'être obligé à donner tant de Declarations sur 1683. un même sujet; & on se contenta de pourvoir à ces nouvelles difficultez par des ordres secrets, qui furent envoyez aux Intendants, où aux chefs des Parlemens & aux Gens du Roi.

Il y en eut de particuliers pour Rouën & pour Alençon, où le nombre des Catholiques qui pourroient se trouver aux Prêches fut réduit à dix, & leurs places furent marquées par l'Intendant. Il en fut usé diversement en chaque lieu. Quelques fois les Catholiques prirent sans façon les places que le Consistoire leur donna. Ailleurs ils choisirent eux-mêmes les places les plus reculées, & d'où ils pouvoient le moins incommoder les Reformez. En d'autres lieux ils voulurent avoir les plus honorables & les plus commodes. Ils demanderent en quelques endroits des bancs fermez & treillisiez, où ils pussent voir sans être vus. Ils voulurent en quelques lieux des marques de distinction, & firent mettre sur leurs bancs les Armes du Roi, même avec le cordon de ses Ordres, Ils pretendirent que les Consistoires ne devoient laisser prendre place dans ces bancs, qu'aux personnes qui seroient nommées par les Evêques & par les Curez, & qui apporteroient de leur part des billets, ou d'autres marques de permission. En un mot ils firent sur la maniere d'exécuter la Declaration toutes les chicanes qu'ils purent, selon qu'ils furent ou poussez par leur propre malignité, ou appuyez par les Intendants. Mais par tout ils envoyerent des gens gagez qui assistoient de leur part aux predications, & qui observoient tout ce qui se passoit, & en faisoient leur raport à ceux qui leur en avoient donné la commission. Les effets de cette affectation furent mêlez de bien & de mal. On ne sauroit croire combien de gens qui n'avoient jamais connu la doctrine des Reformez que sur la foi des Missionnaires, changerent de sentimens après avoir entendu quelques Sermons. Deux ou trois predications qui leur parurent graves & solides, dissipèrent leurs préjugés. Ils prirent goût aux prières & au chant des Pseaumes. La simplicité du service leur parut édifiante; & comme rien qui pût éblouir ne frappoit leurs sens, ils sentirent que ce qu'il y avoit de touchant venoit de la chose même; & que cette doctrine & ce culte qui leur imprimoient presque malgré eux de la veneration & du respect, ne pouvoient leur plaire que par leur propre beauté. On en vit

1683. souvent qui se mettoient à genoux pendant les prières ; quelquefois même qui chantoient les Pseaumes avec le peuple, ou qui n'osant porter leur zèle si loin en présence de leurs compagnons, les lisoient au moins par dessus l'épaule de ceux derrière lesquels ils étoient placez, & qui leur présentoient leurs livres à ce dessein, comme sans y penser. J'en ai vu recevoir la benediction à genoux, & tête nue. J'en ai connu plusieurs à qui on fit descendre par des lettres de cachet de venir au Prêche, parce qu'on voyoit qu'ils étoient devenus presque partisans declarez de la Religion qu'ils avoient long-tems persecutée. Ceux en qui les Prêches ne firent pas de si vives impressions, reconnurent au moins que les Réformez n'étoient pas de si dangereux *heretiques* qu'on le faisoit croire au vulgaire, & que des gens de qui la doctrine étoit si belle, n'étoient pas dignes des injustices qu'on leur faisoit. Ce succès impreu de l'assistance des Catholiques aux Sermons des Ministres, embarrassoit les promoteurs de la persecution, qui ne savoient quel remede apporter à cet inconvenient. Tantôt ils accusoient les Ministres de deguiser leurs sentimens, tantôt ils disoient qu'ils cachoient le venin de leurs erreurs sous des termes équivoques, dont ceux qui n'avoient pas étudié les matieres pouvoient à peine comprendre les consequences ; tantôt ils se reduisoient à dire qu'ils étoient hors de l'Eglise, & en cette qualité *schismatiques* opiniâtres ; & qu'ils nioient son autorité & celle de son Chef visible ; & que par là ils étoient notoirement *heretiques*.

Occasions
qu'elle
donne
d'inscr-
dire les
Minis-
tres.

Mais l'exécution de la Declaration eut aussi des effets fâcheux. Quelque soin que les Ministres prissent de s'abstenir des termes qui pouvoient choquer, & de parler des Controverses avec modestie, quand ils ne le pouvoient éviter ; avec quelque scrupule qu'ils se renfermassent dans les preceptes de Morale, quand leurs textes le permettoient, on trouvoit toujours quelqu'un qui les accusoit d'avoir prêché seditieusement. Quand ils mettoient la verité de leur doctrine dans une pleine évidence par de solides raisons, ou qu'ils refutoient celle des Catholiques par des argumens difficiles à résoudre, cela s'appelloit avoir parlé irreveremment des mysteres de la Religion Romaine, quoi qu'ils se fussent abstenus des termes de fausseté, d'erreur, de superstition & de tous les autres qui pouvoient offenser les Missionnaires. Quand ils

ils exhortoient à la patience dans les épreuves, ou à la persévérance dans la vérité, cela s'appelloit avoir prêché contre les Déclarations, & mis des obstacles au desir que le Roi temoignoit de la conversion de ses sujets. Guibert l'un des Ministres de la Rochelle, qui avoit alors à son service quatre personnes très-distinguées par leur mérite, & qui peu après se distinguèrent encore plus par leur courage & par leur longue prison, fut accusé sous ce pretexte par deux Cordeliers d'avoir mal parlé du Roi; & sur cela il fut interdit du ministère, condamné au bannissement, à cent livres d'amende, & à cent cinquante livres d'aumônes. Il en apella au Parlement de Paris, & fut élargi à caution en consignat l'amende. Mais avant que cette affaire fût terminée, on l'envelopa dans une autre avec ses Collegues, & ils n'en sortirent que par la desolation de leur Eglise. D'un autre côté quand on ne trouvoit point d'occasion de faire de procès aux Ministres sur leurs Sermons, on leur en faisoit sur le premier pretexte dont on s'avisoit. On s'en prit en plusieurs lieux aux expressions de leur priere generale, où ils demandoient le secours de Dieu pour leurs *freres dispersez sous la tyrannie de l'Antechrist, étant destituez de la pâture de vie, & privez de la liberté de pouvoir invoquer* ^{Procès} *publiquement le saint nom de Dieu; même qui étoient detenus* ^{sur les} *prisonniers, ou persecutez par les ennemis de son Evangile.* ^{termes de} *Quoi* ^{la priere} *que les Reformez eussent toujours fait cette priere à la fin de* ^{generale.} leurs exercices, aussi bien dans le tems de leur prosperité, que dans celui de leurs épreuves, on en faisoit l'aplication à leurs malheurs presens, & on pretendoit qu'ils y parloient de leurs Eglises interdites, de leurs Ministres accablez d'injustes procès, des *convertis* qui vouloient revenir à leur Religion, & des autres Reformez dont on commençoit sous divers pretextes à remplir les prisons dans tout le Royaume. En faisant cette application de la priere, il n'étoit pas mal aisé d'y fonder une accusation de crime d'Etat. Le Curé de Marans en prit le pretexte de mettre en justice Amian Ministre du lieu, qui édifioit trop son Eglise au gré des persecuteurs. En vain ce Ministre donna des reproches pertinens contre les temoins, qui étoient des scelerats reconnus. On n'avoit point d'égard à ces defenses legitimes dans les affaires de Religion. Amian fut condamné à l'amende & à l'aumône, interdit du ministère pour toujours, & banni du gou-

1683. vernement d'Aunx pour quelques années. On fit la même affaire à Benion Ministre de la Jarrie; mais il en fut quitte pour une prison de deux mois, après laquelle on l'élargit à caution, avec défenses de faire cette priere qu'on apelloit *scandaleuse*, à peine de cinq cens livres d'amende, & d'interdiction perpétuelle. Ces affaires apartiennent à l'année suivante; mais je les reporte ici comme des suites de la Declaration, qui autorisoit les Catholiques de venir entendre les Ministres.

*Ministre
accusé de
prêcher
scanda-
leuse-
ment.*

Mais le procès fait cette année à Jean Bompard, Ministre de Châtillon sur Loire, est digne d'être rapporté avec ses principales circonstances. Le jour de l'Ascension avoit été choisi pour un jeûne general par le Synode de la Province. On accusa ce Ministre d'avoir fait une odieuse comparaison des persecutions anciennes avec celles du tems present. Le Curé qui avoit perdu quelques procès contre lui, & qui depuis cela cherchoit tous les moyens imaginables de s'en vanger, se déclara sa partie, & le denonça au Procureur General, de qui le Substitut au Siege d'Orleans entreprit l'affaire. Le Curé, un Fermier, un Vigneron & un Sergent furent ouïs en temoignage; & il resulroit de leurs dépositions qu'ils n'étoient point entrez dans le Temple; qu'ils s'étoient tenus dans une petite rue, & que de là ils pretendoient avoir entendu la predication du Ministre. Le Lieutenant Criminel decreta sur ces informations, & le Procureur du Roi se rendit à Châtillon, pour executer le decret avec plus d'éclat. Il fit rompre les portes de la maison de Bompard; saisir & annoter tous ses biens; fouiller jusques dans les paillasses; emporter tout ce qu'il trouva d'écrits dans son cabinet, sans en avoir ordre du Juge, & sans en dresser inventaire, ni même en charger le procès verbal. Quelques jours après le Ministre se rendit volontairement dans les prisons d'Orleans, d'où par une Ordonnance fort peu necessaire, & qui ne tendoit qu'à le promener dans les rues de Châtillon, pour servir au triomphe du Curé, on le traduisit dans cette ville, pendant qu'on faisoit la visite des lieux, pour reconnoître si de la rue où les temoins s'étoient postez, il étoit possible d'entendre un discours prononcé dans le Temple. Il y avoit déjà un procès verbal dressé par l'autorité du Procureur du Roi; mais comme on n'y avoit pas observé les formalitez nécessaires, il en fallut faire un autre plus regulier. On plaça dans

la

la rue sept temoins Catholiques, pendant qu'on faisoit lire à haute voix un verset du Pseaume 116. par un homme qui étoit monté dans la chaire. Quatre de ces temoins deposerent qu'ils avoient fort bien entendu; mais ils ne purent dire un seul mot de ce qui avoit été prononcé. Les trois autres rapporterent à contre-sens ce qui avoit été lu; & il étoit ainsi fort aisé de reconnoître que du même lieu on n'avoit pas pu mieux entendre la predication du Ministre, que cette lecture d'un moment. C'est pourquoi on joignit à la premiere accusation celle d'avoir reçu aux exercices publics une Dame de la Vaiserie, qui avoit autrefois abjuré la Religion Reformée. Sur tout cela Bompard fut condamné le 6. d'Août à comparoître à la Chambre du Conseil, pour declarer étant à genoux & tête nue, *qu'indiscretement & comme mal avisé*, il avoit tenu des discours scandaleux dans le Prêche qu'il avoit fait le jour de l'Ascension. Le Ministre qui avoit dit tout le contraire de ce qu'on lui imputoit, apella de cette sentence; & le Procureur du Roi qui avoit conclu à l'amende honorable, apella de son côté comme estimant que la peine étoit trop legere. Le prisonnier ayant été traduit à Paris, y fut tenu quelque tems sans qu'on le jugeât, les Officiers de la Chambre criminelle ayant honte de le condamner sur d'aussi foibles pretextes, que ceux qui resultoient des charges & informations. Mais la cabale du Clergé fut si forte, qu'il y eut ordre secret de la Cour de passer outre, & de condamner le Ministre à faire amende honorable, dans la Grand' Chambre pendant l'audience. Il subit la condamnation avec beaucoup de constance; & on remarqua qu'au lieu que ces ceremonies excitent d'ordinaire du bruit & de la confusion, celle-ci se passa dans un grand silence des assistans, dont la plupart donnerent des marques sensibles de compassion pour le condamné. Les Juges même avoient l'indignation peinte sur le visage; & le premier President abregea la chose autant qu'il lui fut possible, & renvoya le prisonnier sans l'obliger à prononcer les paroles portées par son arrêt. Il repassa au milieu de la foule, sans qu'il fût dit contre lui par aucun de ceux qui étoient presens un seul mot d'insulte & de raillerie. On crut que la constance du Ministre, la compassion des spectateurs, & les considerations que les principales têtes du Parlement firent faire à la Cour sur cette aventure, contribuerent beaucoup à faire traiter

1683. les Ministres plus favorablement dans d'autres affaires semblables. Au reste le Curé qui-avoit été la partie de Bompard, étoit un parfait scelerat. On prouvoit contre lui par des actes passez en Justice, qu'il avoit surpris une quittance de cinq cens livres à une personne mourante à qui il devoit cette somme ; & on produisoit des informations qui le convainquoient d'avoir conversé criminellement avec les deux sœurs, & d'avoir eu en suite les mêmes habitudes avec leur belle-sœur. Mais le zèle persécuteur effaçoit les taches des crimes les plus noirs, & faisoit d'un scelerat un homme de bien, sans l'obliger même à la repentance.

Enfans
des con-
vertis.
CXLIV.

Mais pour donner encore au Clergé de nouvelles prises sur les Reformez, le Roi étant à Bezançon lui accorda le dix-septième de Juin une Declaration, qui ordonnoit que les enfans *âgés de quatorze ans & au dessous*, dont les peres auroient fait abjuration de la Religion Reformée, seroient instruits par leurs soins dans la Religion Catholique, à peine d'amende arbitraire, & de neuf ans de bannissement du ressort des Bailliages, & autres Justices royales où ils seroient leur demeure. Elle défendoit aux Consistoires de recevoir ces enfans à leurs Assemblées, sous les peines qui devenoient ordinaires, d'interdiction du ministère, bannissement, confiscation de biens, & suppression du droit d'exercice. Pour les enfans *âgés de quatorze ans & au dessus*, le Roi vouloit qu'à la première requisiion de ses Procureurs aux Justices royales, ils fussent tenus de faire choix de Religion en présence du plus prochain Juge. Cette gêne étoit cruelle. On pouvoit l'étendre à des personnes de vingt & de vingt-cinq ans, sous prétexte qu'ils étoient enfans de nouveaux *convertis* ; & cependant faire un crime aux Ministres de ce qu'ils les auroient reçus dans leurs Temples, avant qu'ils en eussent fait leur déclaration devant les Juges. Mais on l'étendit encore plus loin ; & quoi que le Roi parlât seulement des peres *convertis*, on ruina des Eglises pour avoir souffert des enfans dont les meres s'étoient *converties*, quoi que les peres fussent morts dans la profession de la Religion Reformée. La preface de la Declaration étoit dictée avec peu de jugement, & decouvroit clairement que la *conversion* des peres dont on faisoit parler le Roi, n'étoit pas sincere, puis qu'ils laissoient perséverer leurs enfans dans la Religion qu'ils avoient abjurée eux-mêmes. Il étoit aisé de juger que
la

la *négligence* des peres étoit un effet de leur repugnance pour une *Religion* qu'ils avoient embrassée malgré eux, & que leur prétendue *conversion* avoit été produite par la même autorité qui venoit y envelopper leurs enfans.

Le vingt-quatrième de Mai le Roi donna un arrêt qui ordon-
noit aux Reformez demeurans à Autun, de s'en retirer dans deux
mois avec leurs familles, & d'aller faire leur résidence ailleurs; &
defendoit à tous autres Reformez de s'y habiter à l'avenir. Il
n'y avoit pas même de prétexte de cette injustice, Il étoit seule-
ment remontré au Roi que par la capitulation de la ville, quand
elle fut reduite à l'obéissance de Henri-IV. il n'y devoit point
être fait d'exercice d'autre Religion que de la Catholique. Cet-
te raison ne suffisoit pas pour empêcher les Reformez d'y habi-
ter, le droit d'exercice étant borné par l'Edit à de certains lieux,
mais celui d'habitation étant étendu à tout le Royaume. C'est
pourquoi on ajoûtoit calomnieusement que les Reformez d'An-
tun y avoient fait venir le Ministre d'Arnai le Duc, qui en étoit
éloigné de quatre ou cinq lieues; & qu'ils y avoient fait des As-
semblées secrètes, & commis beaucoup de scandale. Ces As-
semblées n'étoient que des visites faites à quelques malades. Il
avoit fallu faire venir le Ministre d'Arnai le Duc pour les con-
soler, parce qu'il n'y en avoit point de plus voisin. Au reste on
auroit pu demander avec raison comment ces Assemblées avoient
pu causer du scandale, si elles avoient été secrètes; ou comment
des gens si attentifs à tout ce que les Reformez faisoient, n'en
avoient pas fait informer comme d'une contravention manifeste,
si elles avoient fait le moindre éclat. Mais on n'y regardoit pas
de si près en matière de Religion. Comme on recevoit contre
les Reformez des faussetez évidentes, on pouvoit bien recevoir
aussi de sensibles contradictions. On avoit été de même aux Re-
formez par un arrêt du vingtième d'Avril 1681. la liberté de ve-
nir s'habiter à Châlons sur Saône.

Mais le dix-septième du même mois de Mai il avoit été rendu
un autre arrêt qui faisoit un mal plus general, quoi qu'il semblât
ne regarder en particulier que les Ministres & les Proposans. Le
Roi leur defendoit de demeurer plus près des lieux interdits que
de six lieues; sous quelque prétexte que ce fût; à peine de trois
mille livres d'amende, d'être privez pour toujours de la liberté
d'exer-

Refor-
mez pri-
vez du
droit
d'ha-
biter à
Autun
& ail-
leurs.
CLXV.

Minis-
tres &
Propo-
sans ren-
voyez
à six
lieues
des exer-
cices in-
terdits.
CLXVI.

1683. d'exercer leur ministère dans le Royaume ; & d'être poursuivis criminellement. De la manière que ces défenses étoient exprimées, on pouvoit douter si elles devoient éloigner les Ministres & les Proposans de tous les lieux où il n'y avoit plus d'exercice, ou seulement de ceux où avant l'interdiction, ils avoient fait les fonctions de Ministres ou de Proposans. C'étoit une équivoque affectée comme beaucoup d'autres, pour s'en prevaloir à l'occasion : mais les Reformez avoient été pris si souvent au piège de ces ambiguïtez, qu'ils ne manquoient plus de prendre les termes douteux au sens le plus incommode & le plus vague : aimant mieux pecher par trop de précaution, que par trop de confiance. Le motif de cet arrêt étoit que ceux qui avoient été Ministres ou Proposans dans les lieux interdits, & à qui par les arrêts precedens il étoit défendu d'y habiter, venoient s'établir aux environs, & si proche, qu'ils y étoient aussi souvent, que s'ils y eussent fait leur résidence ordinaire : ce qui rendoit l'arrêt du treizième de Juillet presque inutile. En effet le but caché de cet arrêt avoit été de priver les Eglises des services secrets de leurs Ministres ; & des visites, des consolations, des instructions familières qu'elles pouvoient recevoir d'eux. Il y fallut donc pourvoir, en obligeant les Ministres à demeurer si loin des membres de leurs Eglises, qu'ils ne pussent avoir de commerce ensemble.

Contributions
mutuelles
interdites aux
Eglises.
CXLVII.

Pour avancer d'autant plus la ruine des Eglises, il fut rendu dès le cinquième de Janvier un arrêt qui défendoit aux Consistoires de contribuer les uns pour les autres, soit à l'entretien des Ministres, soit au payement des années de viduité pour les veuves, ou à quelque autre chose que ce pût être : à peine pour les Consistoires qui auroient contribué aux charges d'un autre, de désobéissance & d'interdiction de l'exercice. Une délibération prise au Synode des Cevennes, tenu à Alais l'année précédente au mois de Septembre, fut le pretexte de ces défenses. On y avoit résolu de payer quelques sommes à des Ministres de la Province ; & de prendre sur toutes les Eglises les sommes nécessaires pour cela. De même on y avoit arrêté de lever sur toutes les Eglises les sommes qu'on avoit accoutumé de payer aux veuves des Ministres. Dans l'état présent des affaires, il n'y avoit rien de plus équitable que ce règlement : parce que les Ministres des Eglises foibles, & les veuves auroient eu bien de la peine

peine à subsister, dans un tems où l'interdiction des Eglises étoit si ordinaire, si celles qui étoient encore debout ne s'étoient chargées de leur subsistance. Mais comme on ne cherchoit qu'à incommoder les Ministres & les Eglises, on leur defendoit ici ces correspondances charitables; & on faisoit à tous ceux qui composoient les Synodes de très-expresses defenses, de prendre à l'avenir de semblables deliberations.

Mais la Declaration du quinzième du même mois portoit un coup plus dangereux que cet arrêt, parce qu'elle ôtoit aux Consistoires le moyen même d'y contrevenir secrettement. La plupart des Eglises interdites portoient leurs contributions & leurs revenus à celles où elles se recueilloient après leur ruine; & on esperoit conserver par là les rentes & les donations qui avoient été faites en faveur des pauvres. Le Clergé y pourvut par cette Declaration, qui ordonnoit *que tous les biens immeubles, rentes ou pensions, données ou leguées, par dispositions faites entre vifs, ou dernière volonté, aux pauvres de la Religion Reformée, ou aux Consistoires pour leur être distribuez, soit qu'ils fussent presentement possédez par les Consistoires, ou qu'ils eussent été alienez depuis le mois de Juin 1662. fussent delaissez aux Hôpitaux des lieux, ou à l'Hôpital le plus prochain, pour être administrez par les Directeurs de ces Maisons, comme les autres biens qui en dependoient.* Le Roi reservoit aux aquereurs leurs recours contre leurs vendeurs; & cependant vouloit que tous les detenteurs de ces biens en fissent le delaissement dans un mois à peine de mille livres d'amende, & de plus grande si le cas le demandoit. Ainsi les Consistoires y perdoient seuls. On leur ôtoit le fond qu'ils avoient aliéné; & on les condamnoit à indemniser les aquereurs: sans distinguer même les alienations qui pouvoient avoir été faites par necessité, pour soulager les pauvres, dans des tems de famine ou de maladies, d'avec celles qui n'auroient été faites que pour d'autres raisons moins pressantes. Il est vrai que pour adoucir l'amertume de cette injustice, on faisoit confirmer par le Roi le vingt-deuxième article de l'Edit de Nantes, & le quarante-deuxième de la Declaration de 1669. qui portoient que les Reformez seroient reçus dans les Hôpitaux des Catholiques, & traittez aussi charitablement qu'eux, sans pouvoir être contraints à changer de Religion. Cette Declaration qui violoit l'in-

Application des biens des pauvres aux Hôpitaux.
CXLVIII.

1683. tention des testateurs & des donateurs , que dans tout le monde on a toujours estimé sacrée , sur tout dans les choses qui regardent la pieté & la charité , n'avoit point d'autre motif que l'arrêt du Parlement de Toulouse du douzième de Decembre 1681. qui avoit adjugé à l'Hôpital de Mompellier les biens de même nature , qui étoient ou avoient été possédez par le Consistoire. Le Roi avoit étendu la force de cet arrêt à toute la Province , par une Declaration du trentième de Novembre 1682 : & par celle-ci , il l'étendoit à tout le Royaume. Le pretexte en étoit qu'on avoit donné des avis au Roi que la plupart des Consistoires dissipoient les biens de cette nature , les employoient à leurs affaires particulieres , & s'en servoient même à empêcher des conversions : ce qui étoit alors le plus grand de tous les crimes , selon les maximes du Conseil. Cette accusation de dissiper les biens des pauvres , étoit la plus noire de toutes les impostures. Ceux même qui l'avançoient s'avoient bien que les Consistoires ne laissoient rien manquer aux pauvres de leurs Eglises : & que pendant que les ruës & les chemins fourmilloient de Catholiques gueufans , à peine on voyoit un Reformé mendier. Cela faisoit croire que les Consistoires avoient de grandes richesses : quoi que ce fût l'effet de leur économie , de leur desintéressement , & de leur fidelité , plutôt que celui de leur abondance. Au reste cette Declaration priva quelques Eglises de revenus considerables. Celle de Paris y perdit mille livres de rente en un seul article.

Ecoles
ren-
voyées
au lieu
même de
l'exer-
cice.
CXLIX.

L'onzième du même mois de Janvier le Roi donna un arrêt qui rendit inutiles aux Reformez presque tout ce qui leur restoit d'Ecoles dans le Royaume. Il ne consistoit qu'à se prevaloir de l'expression équivoque employée à dessein dans les autres arrêts , qui ne leur permettoient d'avoir des Ecoles , que *dans les lieux où l'exercice leur étoit permis*. On avoit entendu ces mots jusques ici comme parlant en gros d'une certaine étendue de lieu , au dedans de laquelle on pouvoit tenir des Ecoles , encore que ce ne fût pas précisément la place du Temple. Ainsi ceux qui avoient un Temple dans une ville ou dans un faubourg , tenoient leurs Ecoles ou dans la ville ou dans le faubourg , quoi que ce fût dans des lieux éloignez de celui même de l'exercice. On ne les avoit pas même empêchez d'en avoir dans les villes , quoi que les Temples fussent dans le faubourg ,
ou

ou dans quelque bourg ou village de la banlieue. Le Roi déclara 1683.
 roit par cet arrêt que les Ecoles devoient se tenir dans les lieux
 mêmes de l'exercice, & le plus proche des Temples qu'il seroit
 possible ; de sorte qu'il y avoit beaucoup de lieux où il auroit
 fallu envoyer les enfans à l'Ecole à deux ou trois lieues de leur
 demeure. Mais parce qu'on pouvoit remedier à cet inconvenient, *Maitres*
 en mettant les enfans en pension chez les Maitres d'Ecole, on *d'Ecoles*
 prevenoit les Reformez sur cela, & le Roi defendoit aux Mini- *priver*
 stres, conformément aux arrêts precedens, d'avoir plus de deux *de la li-*
 pensionnaires, & aux Maitres d'Ecole d'en avoir aucun, à pei- *berté de*
 ne de mille livres d'amende, d'interdiction du Ministre, & de *prendre*
 suppression des Ecoles. La raison de priver les Maitres d'Ecole *des pen-*
 de cette liberté de prendre des pensionnaires, étoit que la *sionnai-*
res.
permissi-
on d'en avoir ne leur étoit donnée par aucun Edit ni arrêt. C'é-
 toit là la grande raison dont le Conseil couvroit ses plus injustes
 rigueurs. Quand on s'y plaignoit des reglemens donnez contre
 les Eglises qui souffroient les *Relaps*, ou les Catholiques dans leurs
 Assemblées, on y recevoit pour toute reponse, qu'il n'y avoit ni
 Edit ni arrêt qui le leur permit, & que par conséquent il n'y avoit
 point d'injustice à le leur defendre. J'ai vu rougir un Intendant
 de la replique d'un Ministre à qui il avoit allegué cette pitoya-
 ble raison, & dit que les Reformez ne pouvoient se plaindre qu'on
 leur fit tort, quand on ne leur defendroit que les choses dont la
 permission n'étoit pas portée par quelque Edit ou arrêt en termes
 exprés. Le Ministre lui repartit qu'il y avoit bien des libertez *Reponse*
 qui leur étoient accordées par les Edits dans les termes les plus *d'un Mi-*
 formels dont il étoit possible de se servir, dont néanmoins on les *nistre à*
 privoit sous mille pretextes : mais que si on pouvoit justement *un Inten-*
dant.
 leur ôter toutes celles qui n'étoient pas couchées dans les Edits en
 autant de mots, il étoit aisé au Clergé de reduire tous les Re-
 formez à mourir de faim ; qu'il n'avoit qu'à leur faire defendre
 d'acheter du pain chez les Boulangers, du blé au marché, & de
 la chair à la boucherie : parce qu'il n'y avoit ni Edit ni arrêt où
 la permission de le faire fût portée en termes formels. L'Inten-
 dant qui ne trouva pas sur le champ de quoi repartir, lui tourna
 le dos sans lui repondre. Cependant les defences eurent lieu, &
 quelques Maitres d'Ecole étant allez au Conseil pour faire leurs
 remontrances, & insistant sur l'inconvenient d'envoyer les enfans

1683. à l'Ecole dans les lieux où les Temples étoient à un quart de lieuë ou à demi lieuë de leur maison, le Marquis de Châteauneuf leur dit pour toute reponse, qu'il falloit tenir les Ecoles *sur le lieu même, quand il seroit à deux lieuës.*

Charges
& Offi-
ces.

CL.

Le quatrième de Mars il fut rendu encore un arrêt sur le sujet des Charges & Offices. Il ordonnoit à tous les Reformez qui avoient des Charges dans la Maison du Roi, ou dans celle de la Reine, ou dans celle de la Dauphine, du Duc d'Orleans, & de la Duchesse son épouse, & du Prince de Condé, & à tous autres Officiers qui jouissoient des privileges des Commensaux, de se defaire de leurs Charges dans deux mois *en faveur de personnes agreables* : à faute de quoi le Roi declaroit leurs Charges vacantes, & eux dechus des privileges, & privez des gages & droits qui leur étoient attribuez. Il ajoûtoit à cela que ceux qui seroient reçus dans ces Charges, après la demission des Reformez, ne payeroient aucuns droits de reception, de serment, & autres frais accoutumez en pareil cas. Le pretexte de cette clause étoit de *faciliter aux Reformez les moyens de satisfaire à l'ordre de sa Majesté* : mais le veritable but étoit de leur ôter un pretexte specieux de garder leurs Charges au delà du tems qui leur étoit ordonné ; savoir qu'ils n'auroient pas pu trouver des gens qui voulassent recevoir leur demission. Il est remarquable aussi qu'au lieu que dans les autres arrêts qui avoient ordonné aux Reformez de se defaire de leurs Charges, on leur avoit enjoint simplement de les resigner en faveur de personnes *Catholiques*, on changeoit ici d'expression ; & on ordonnoit que la resignation fût faite en faveur de personnes *agreables*. En vertu de ce seul mot, pour faire perdre absolument leurs Charges aux Reformez, il ne falloit que declarer que ceux en faveur de qui ils en auroient disposé n'étoient pas *agreables*. On les auroit ainsi fort aisément renvoyez au delà du tems qu'on leur avoit accordé pour s'en defaire. Au reste cet arrêt faisoit dire aux vieillards qui se souvenoient d'un autre regne, que l'autorité des Princes du Sang, qui avoit été autrefois si grande & si respectée, étoit aujourd'hui bien dechue, puis qu'il ne falloit qu'un arrêt du Conseil, pour leur ôter la liberté de donner à qui il leur plairoit les Charges de leur Maison.

Garde
des Regi-
tres ôtés

Enfin le neuvième d'Août le Roi ordonna que les Regîtres tant anciens que nouveaux des Batêmes, mariages & sepultures des

des Eglises interdites fussent portez aux Greffes des Bailliages & Senechaussées dans le ressort desquelles ces Eglises avoient été situées. Il ne semble pas d'abord que ce reglement fût de grande conséquence : puis qu'en effet il n'y avoit plus de moyen de continuer les Batêmes & les mariages dans les lieux où les Temples étoient demolis : d'où il s'ensuivoit qu'il étoit inutile de laisser à quelque habitant de ces lieux la garde des Regîtres où on écrivoit les actes de ces ceremonies. Mais il y avoit deux choses qui faisoient voir que cet arrêt étoit dicté par le même esprit que tous les autres. Premièrement puis que les debris de ces Eglises ruinées se rassembloient dans les lieux voisins où l'exercice subsistoit encore , & que leurs mariages & leurs Batêmes y étoient celebrez , il étoit d'une justice évidente que la garde de leurs Regîtres fût donnée aux Consistoires des Eglises dont ils devenoient les membres , plutôt qu'aux Greffes des Jurisdiccions seculieres. D'ailleurs la possession de ces Regîtres étoit comme un titre qui flattoit les Eglises interdites de la pensée de se rétablir : mais comme le Clergé ne leur vouloit pas laisser cette ombre de consolation , il trouva le moyen par cet arrêt de leur ôter tout pretexte d'esperance.

Quoi qu'il y eût un arrêt du Conseil qui reduisoit au tiers le nombre des Reformez qui pouvoient être admis aux Maîtrises dans toute la Province de Languedoc , il étoit d'une si notoire impossibilité que cela s'exécutât dans les lieux où les Reformez étoient vingt contre un Catholique , que ce reglement n'avoit presque pas eu d'effet. Mais le Parlement de Thoulouse y remédia cette année par un arrêt du mois de Juin , qui ordonnoit que celui du Conseil seroit executé dans tout son ressort , qui , outre le Languedoc , s'étend à une partie de la Guyenne , au pais de Foix & à celui de Rouergue. Le Conseil ne fut pas plus équitable sur le sujet des Professions. Les Medecins Catholiques de la Rochelle s'aviserent de dresser une Aggregation & des statuts , dont le premier article portoit qu'aucun Medecin ne pourroit être aggregé à leur Corps , s'il ne faisoit profession de la Religion Romaine : & que ceux qui n'y seroient point agregez ne pourroient exercer la Medecine dans cette ville. Ces statuts ayant été presentez pour être enregistrez au Presidial , les Reformez de cette Profession y formerent opposition : sur laquelle après quel-

1683. ques procédures, les parties se pourvurent au Conseil. Les Reformez y perdirent leur cause par un arrêt du sixième de Septembre. Au même Conseil il avoit été défendu à Martin Ribot, par deux arrêts du vingt-quatrième d'Août 1682. & du troisième d'Avril 1683. d'exercer dans la ville du Mans les Metiers d'Apotiquaire & d'Epicier. Il ne paroissoit dans le procès que les autres Maîtres lui avoient fait nulle autre raison d'opposition, que ce qu'il étoit de la Religion Reformée. Ils exposoient dans leur requête qu'il y avoit des arrêts formels qui excluioient les Reformez du Metier d'Apotiquaire, mais ils n'avoient pu ni les produire ni les citer. Cependant on les avoit crus sur leur parole, parce qu'on presupposoit que des Catholiques ne pouvoient mentir; & on eut égard à leur requête, malgré ce défaut essentiel.

*Procès
fait à
trois Mi-
nistres
sur di-
vers su-
jets.*

Le Juge de Bayeux s'avisa cette année, pour se signaler, de faire le procès à trois Ministres qui avoient exercé le ministère avec reputation à Vaucelles proche de Bayeux même, ou aux environs. L'un étoit Jean Cartaut Ministre à Trevieres : l'autre étoit Samuel Basnage de Flottemanville, qui avoit été Ministre à Vaucelles, lieu qui paroissoit dans les Synodes sous le nom de *l'Eglise de Bayeux*, parce que c'étoit là qu'elle s'assembloit, avant que l'exercice y fût interdit. Le dernier étoit Samuel de Brais, frere, & digne élève d'un celebre Professeur en Theologie à Saumur. Leurs parties étoient le Syndic du Clergé & le Procureur du Roi; & on leur faisoit des crimes de tout : de n'avoir pas prêté le serment de fidelité; d'avoir prêché en d'autres lieux que celui de leur residence; d'avoir baptisé des enfans dans des maisons particulières; fait des mariages aux jours defendus par l'Eglise Romaine; manqué d'envoyer de trois en trois mois les extraits des Batêmes & des mariages au Greffe; d'avoir prêché en d'autres lieux depuis l'interdiction de leurs Eglises; d'avoir exercé le ministère, ce qu'on apelloit en termes nouveaux *avoir fait les fonctions ministérielles*, dans des lieux où ils n'avoient point été envoyez par le Synode ou par le Colloque. Dans le procès on avoit recueilli tous les articles des Synodes de Normandie, où les Ministres étoient appelez *Pasteurs*, où les Assemblées étoient appellées *Eglises*, & d'autres semblables bagatelles. Sur tout on avoit remarqué un acte passé au Synode tenu à Dieppe en 1667. où sur la question formée entre les Eglises de Trevieres & de Colombie-
res,

res, à qui des deux le ministère de Cartaut demeureroit affecté, 1683. on trouvoit ces mots, *le jugement remis à Dieu*. Les Syndics du Clergé vouloient faire passer cela pour une impiété, comme s'il n'eût pas appartenu à des *Heretiques*, de remettre à Dieu le jugement de leurs affaires. Des trois Ministres accusez Flottemanville n'avoit plus d'Eglise, & De Brais avoit été appellé au service de l'Eglise d'Alençon, lieu fort éloigné de Bayeux, & independant de sa Jurisdiction: de sorte que c'étoit une pure vexation, que de les poursuivre pour de pretendues contraventions dont la consequence étoit prevenüe, par le peu d'occasion que l'un avoit de prêcher, & appartenoit à la connoissance d'un autre Juge à l'égard de l'autre. Ils comparurent tous néanmoins, & croyans leur conduite fort innocente, ils confesserent tout ce qu'on leur imputoit. Par le jugement rendu le deuxième d'Avril Cartaut fut condamné en vingt livres d'amende, Flottemanville en dix livres, & De Brais en cent sous: & pour reparation civile & interêts des Syndics du Clergé, Cartaut étoit condamné à deux cens trente livres, Flottemanville à cent quarante livres, & De Brais à vingt livres. Cinquante livres de la somme totale étoient appliquées à la decoration de l'Eglise de Trevieres, & le reste partagé entre l'Hôtel-Dieu de Bayeux, & le Bureau des pauvres valides. Cela étoit suivi de plusieurs defenses, & sur tout de batifer dans les maisons particulieres, *parce*, disoit le Juge, *qu'au cas de peril les sages-femmes feroient les Batêmes*. De plus il ordonnoit de biffer dans les actes des Synodes les mots de *Pasteurs*, d'*Eglises Reformées*, de *St. ministère*, de *Ministre de l'Evangile*, le mot d'*Eglises* employé seul, & il defendoit d'user de ces expressions à l'avenir. Mais il y avoit un fait particulier qui merite d'être rapporté. Les valets Catholiques des Gentilshommes Reformez qui s'assembloient à Trevieres, alloient entendre la Messe paroissiale du lieu, pendant que leurs maîtres étoient au Prêche; & il arrivoit ordinairement que les devotions des uns & des autres finissoient à peu près au même tems. Le Curé eut la malice de retarder la celebration de sa Messe, pour donner lieu à quelque desordre. En effet le Prêche étant achevé, les valets sortirent de l'Eglise avec un peu de confusion pour aller servir leurs maîtres; & le Curé en prit le pretexte d'une plainte, sur laquelle le Procureur du Roi requit que le Ministre

ne

*Malice
du Curé
de Tre-
vieres.*

1683. ne pût commencer le Prêche qu'après la fin de la Messe, & le Juge l'ordonna ainsi à peine de mille livres d'amende. Enfin il condamnoit Cartaut à prêter le serment de fidélité, dans huit jours après la signification de la sentence, à peine d'interdiction dès à présent; & les trois Ministres aux depens, au prix du rapport taxé à soixante livres, & aux frais nécessaires pour l'impression & publication du jugement: de sorte qu'il n'étoit pas mal aisé de faire monter la dépense de ce procès à huit ou neuf cens livres. De Brais à qui il en coûtoit le moins executa la sentence, & les deux autres en apellerent. Le procès traîna plus d'un an à Rouën, & enfin il fut vuide par un arrêt du vingt-septième de Juin 1684. Les Ministres n'y gagnoient rien, que la reduction des interêts à quoi ils étoient condamnez, à une moindre somme. Cartaut en fut quite pour cent francs, & Basnage pour cinquante: mais ils furent condamnez aux depens de la cause d'apel; & à prêter par provision le serment de fidélité devant les Juges royaux de leur demeure, sans peine. Dans tout le reste la sentence fut confirmée.

*Mandemens
de l'Evêque de
Boulogne.*

Comme le Conseil, les Parlemens, les Juges particuliers s'employoient avec un grand zèle à detruire les Eglises, l'Evêque de Boulogne y voulut travailler de son côté, & publia pour cet effet le dix-huitième de Mai un Mandement qui ne tendoit à rien autre chose. Il y avoit un peu de confusion, & beaucoup de fausse éloquence dans tout le corps de l'Ouvrage. L'Evêque y témoignoit d'abord une grande joye pour les frequentes *conversions* qui se faisoient depuis quelques années, & il y apliquoit la Parabole du 15. de St. Luc touchant le jeune debauché, que la repentance avoit ramené à la maison de son pere; & je ne sai par quel mystere en parlant de la robe que son pere lui fit donner pour marque de sa faveur, il l'apelloit l'*Etole premiere*. Il se plaignoit après cela que ces *conversions* ne se faisoient point dans son Diocese, & se faisoit l'application d'un passage qu'il citoit du 9. d'Esaië, où on ne trouve rien de semblable. Il entassoit diverses applications de l'affliction causée à David par la mort d'Absalom; de la douleur de Jacob lors qu'il crut voir la robe ensanglantée de Joseph; de la consolation que Tobit reçut par le retour de son fils Tobie, qu'il avoit impatiemment attendu. Il se servoit principalement de divers passages de Jeremie fort

fort mal entendus, & entre autres il faisoit dire à ce Prophete 1683. que les *tenebres* qui couvroient le dessus de l'abîme avant la creation de la lumiere, *se repandirent d'elles-mêmes sur la face de la terre au jour de la Creation, sans attendre l'ordre du Createur*: belle vision qui servoit à ce Prelat à représenter allegoriquement les Reformateurs, qui s'étoient mélez de remedier aux desordres introduits dans l'Eglise, sans attendre la vocation nécessaire pour une entreprise si importante. Tout le discours étoit plein de semblables allusions, & de ces applications forcées qu'il faisoit des expressions de l'Ecriture Sainte à son dessein. Il les finissoit par une comparaison de la Hollande & de l'Angleterre à l'Egypte, dont il disoit que toutes les tenebres s'étoient ramassées & conservées dans ces deux Etats; & il apelloit Calais d'où il y avoit une facile communication avec l'une & l'autre, *la Babylone* de son Diocèse. Enfin il declaroit qu'il vouloit aller dans cette ville au jour que les Catholiques appellent *la Fête-Dieu*; que tout le long de l'Octave il y feroit prêcher sur les articles les plus contestez, que comme on ne pourroit y entrer dans un detail de controverse bien particulier, il y auroit tous les jours après Vêpres des conferences, où il eseroit qu'on satisferoit les Reformez qui voudroient y proposer leurs difficultez. Il ordonnoit la celebration d'un jûne par tout son Diocèse la veille de cette Fête, & des prieres publiques pendant l'Octave entiere, pour le succès de ses bonnes intentions. Ce jûne & ces prieres devoient être conformes à la pratique ordinaire de l'Eglise Romaine; c'est-à-dire, qu'il falloit s'abstenir ce jour-là de l'usage de la viande, & que pendant huit jours on reciteroit avec ceremonie quelques paroles Latines, dont les assistans feroient pieusement l'application à la *conversion des heretiques*, encore qu'elles n'exprimassent formellement rien de semblable. Après cela il venoit aux menaces, & declaroit plus nettement que l'Assemblée generale du Clergé ne l'avoit fait dans son *Avertissement pastoral*, que si on ne profitoit pas de sa voix & de ses soins, il auroit recours au bras terrible du Roi, qu'il designoit par le nom de l'*invincible Josué* qui faisoit *tomber les murailles de Jericho*, & qu'il représentoit bien plus grand par la protection qu'il donnoit à l'Eglise, que par les loix absolues qu'il donnoit au monde. Comme les Sermons & les conferences ne firent pas beaucoup de *con-*

1683. *versions*, il fallut que l'Evêque remît au bras seculier le reste de son Ouvrage; & Calais fut en effet un des lieux du Royaume où on exerça le plus d'injustices & de violences.

*Redouta-
ble état
de la
France.*

Au reste parmi beaucoup de choses où il ne paroissoit ni véritable éloquence, ni solide érudition, ni sincères intentions, on doit confesser que ce qu'il disoit flatteusement de la puissance du Roi n'étoit pas sans fondement. Toute l'Europe étourdie de la

*Reünions
& reduc-
tion de
Stras-
bourg.*

prosperité de ce Prince pendant la dernière guerre, lui laissoit faire ce qu'il vouloit sans s'y opposer. Il étendoit librement ses conquêtes du côté de l'Allemagne, sous le pretexte de reünir aux Domaines qu'on lui avoit cedez par la paix, les Seigneuries & les terres qui en avoient relevé autrefois. Il s'étoit emparé de Strasbourg avant la fin de l'année 1681. par l'intelligence de l'Evêque, & par la trahison de quelques habitans, qui lui avoient vendu leur Religion & leur patrie. Le Traité en avoit été conclu si secrettement, que les étrangers n'avoient pu y penetrer; & pour le faire mieux goûter au peuple qui n'y avoit point eu de part, on lui accordoit des conditions avantageuses. Le second article promettoit de ne rien changer à l'état de la Religion, excepté que le Roi retenoit la principale Eglise pour les Catholiques. Mais cet article & tous les autres ont été dans la suite observés avec la même bonne foi que l'Edit de Nantes. Du côté des Pais-Bas on faisoit des exactions épouvantables, sur les peuples qui étoient demeurez dans la sujétion du Roi d'Espagne. On levoit des contributions au milieu de la paix; on faisoit des executions militaires; on brûloit; on pilloit; on ravageoit tout sur la frontiere avec plus de fureur qu'en pleine guerre. On faisoit des demandes si étranges, qu'il étoit aisé de juger qu'on vouloit forcer les Espagnols à quelque demarche qu'on feroit passer pour une rupture, & enfin on alla si avant que l'année suivante, après un long blocus de la ville de Luxembourg qu'on leva pour quelque tems, on y mit le siège, & on s'en rendit maître, après qu'elle eut fait une mediocre resistance. Pendant cette guerre qu'on couvroit du nom de la paix, les Espagnols n'osoient se defendre que par des protestations & des actes juridiques, & les partis qui rencontroient ceux de France, ne s'opposoient à eux que par des remontrances, & ne ser-voient quelquefois que de temoins des hostilités que ces trou-

*Prise de
Luxem-
bourg.*

pes exerçoient impunément. Les ordres de ne faire rien qui pût passer pour une rupture étoient si exerts, que les Espagnols étoient réduits à souffrir des indignitez fort cruelles à des gens de cœur; & les François, comme si la paix ne pouvoit être violée que par les actions où on se sert de l'épée ou des armes à feu, avoient des ordres aussi formels de ne se servir point de ces instrumens de leur profession, si les Espagnols ne commençoient. Mais il leur étoit permis de se servir de la canne & du bâton, pour chasser des troupes ennemies, lors qu'ils en étoient incommodés: de sorte qu'en commettant toute sorte d'hostilités & de violences, on se vantoit d'observer la paix, parce qu'on faisoit la guerre d'une manière inouïe.

Du côté de l'Angleterre la confusion y augmentoit tous les jours. Le Duc d'Yorck y faisoit tout ce qu'il vouloit. Le Roi son frère avoit une entière complaisance pour lui. La France l'animoit par ses inspirations; & le Conseil de Charles II. qui étoit à la disposition du Duc, n'étoit gouverné que par les maximes de cette Couronne, de qui l'Ambassadeur étoit toujours le premier consulté sur toutes les affaires de l'Etat. Il en coûta la vie à plusieurs Anglois, que le Duc regardoit comme les plus capables de traverser ses desseins. Un des plus considérables qu'on fit perir par cette cruelle Politique fut le Comte Russel, qui n'avoit point d'autre crime que d'être trop homme de bien, & d'aimer trop sa Religion & sa patrie. On lui fit trancher la tête pour des raisons que les loix du pais n'autorisoient pas, & qui n'ont de vertu que dans les Monarchies arbitraires. Le Comte d'Essex Seigneur du même caractère, fut mis en prison sous le même prétexte; mais parce qu'il étoit si sage qu'il auroit été mal aisé de le convaincre de la moindre irregularité, on l'égorgea dans la prison d'une manière fort inhumaine, après quoi on tâcha de persuader, que pour éviter le supplice il s'étoit égorgé lui-même. Un Valet de chambre François nommé Beaumesnil, que ce Seigneur avoit fort aimé, fut assez lâche pour appuyer cette imposture de son temoignage. On préparoit ainsi les choses de loin au renversement de l'Etat & de la Religion, dont le dernier acte étoit réservé pour le tems où le Duc succéderoit au Roi son frere.

De tous les côtez la France se faisoit craindre. Elle étoit brouil-

1683.

*Hautes
entreprises
de la
France.*

lée avec la Cour de Rome, qu'elle traitoit avec beaucoup de hauteur, quoi qu'elle eût affaire à un Pape ferme & courageux, à qui la crainte d'offenser cette Couronne ne fit jamais faire une démarche indigne du rang qu'il tenoit entre les Princes Catholiques. Mais comme cette Puissance croissoit tous les jours, elle se faisoit redouter par tout ailleurs. Elle envoya par deux fois bombarder la ville d'Alger; & l'année suivante elle se vangea d'une manière fort éclatante, de quelques injures que le Roi prétendoit avoir reçues de la Republique de Gennes. On peut juger par là que ce Prince étoit bien assuré du dedans, puis qu'il bravoit avec tant d'assurance toutes les Puissances du dehors. Aussi ne parloit-on que d'étendre les frontieres de ses Etats jusqu'à celles de l'Empire Ottoman; & de réunir à sa Couronne tout ce qui avoit relevé autrefois de celle de Charlemagne. Cette disposition des affaires de la France peut préparer l'esprit à juger plus sainement du projet formé par les Eglises de quelques Provinces, dont je vais rendre compte au livre suivant.

FIN DU DIX-NEUVIEME LIVRE.

